

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/08/2018

N° : 2018/093

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 4
Emploi, Formation professionnelle, Insertion	page 92
Transports, déplacements et accessibilité	page 113
Urbanisme et aménagement	page 146
Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville	page 190
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 194
Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement	page 217
Tourisme, Valorisation du Patrimoine	page 240
Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains	page 243
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 255

↳ Conseil de la Métropole

Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 268
Emploi, Formation professionnelle, Insertion	page 277
Transports, déplacements et accessibilité	page 280
Urbanisme et aménagement	page 308
Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville	page 434
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 460
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 464
Tourisme, Valorisation du Patrimoine	page 484
Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturel	page 487
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 497
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 509

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 28 JUIN 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

28 JUIN 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 29 juin 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-3886/18/BM

■ Approbation d'un accord de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Agence Française de Développement MET 18/7367/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Agence Française de Développement, établissement public agissant pour combattre la pauvreté et favoriser le développement des pays en développement et émergents dans le cadre du dispositif français de coopération, souhaitent développer et formaliser un partenariat stratégique et opérationnel dont les objectifs sont triples :

- **Le développement d'actions opérationnelles conjointes** dans les secteurs du développement économique local, de la valorisation de l'offre de formation et de recherche, de l'employabilité des jeunes, du développement urbain et la gestion des services public locaux, de la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique, de la culture et la valorisation du patrimoine, du sport et enfin de la prévention et la gestion des risques
- **Des échanges sur l'offre et les savoir-faire locaux** de la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et leur diffusion
- **La promotion de l'aide au développement** et l'adhésion des populations à ses objectifs.

Si l'expertise des acteurs présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut être déployée sur l'ensemble des géographies d'intervention de l'AFD, une attention particulière sera toutefois donnée aux coopérations dans les pays suivants : Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Turquie, Liban, Chine, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et le Togo.

Ce partenariat se traduira par différents types d'actions, consistant notamment en un échange constant d'information sur les stratégies, programmes et actions prioritaires à mener, en une concertation quant à la préparation et à la mise en œuvre de projet dans les secteurs définis ci-dessus et en cofinancements de projets sur les domaines de

compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis en oeuvre dans le cadre de leur action extérieure :

- Le développement économique local ;
- La valorisation de l'offre de formation et de recherche ;
- L'employabilité des jeunes ;
- Le développement urbain et la gestion des services publics locaux (planification, aménagement et renouvellement urbain, transport et mobilité, logement, patrimoine, eau et assainissement, déchets, etc.) ;
- La protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique (notamment via la promotion de plans climat énergie) ;
- La culture et la (et notamment à travers les industries culturelles et creatives) valorisation du patrimoine ;
- Le sport
- La prévention et la gestion des risques.

Les parties se consulteront également régulièrement sur les questions d'intérêts communs, notamment quant aux stratégies retenues, à l'identification de programmes et de projets à élaborer de façon concertée et à l'élaboration de nouvelles méthodes de cofinancement.

Enfin, certaines activités pourront faire l'objet d'accords spécifiques entre les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agence France Développement, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité s'associer pour un développement un partenariat stratégique et opérationnel dans divers domaines de leurs compétences ;
- Qu'à cet effet, il convient de formaliser ce partenariat entre chaque entité afin de déterminer les obligations de chaque partie ;
- Qu'il revient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver l'accord de partenariat avec l'Agence France Développement et la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de partenariat ci-annexé, conclu avec l'Agence Française de Développement et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet accord de partenariat et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-3887/18/BM

■ Approbation du paiement de la cotisation 2018 pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire "Attractivité et Nouveau Marketing Territorial"
MET 18/7093/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondée par des collectivités territoriales françaises et portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, la chaire «Attractivité & Nouveau Marketing Territorial» est la première «chaire de territoire» dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde.

Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et

s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux.

La Chaire a été créée avec quatre objectifs principaux :

- faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;
- assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial.

Elle se caractérise par trois points :

- elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaire, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

Reconnaissant l'expertise de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » (IMPGT/AMU) dans le domaine du marketing territorial, en particulier sa bonne connaissance des pratiques innovantes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue en 2016, pour une durée de 3 ans, partenaire et membre fondateur de la Chaire, et ce par une convention conclue en application de la délibération n° ECO 037-358/16/BM du Conseil de la Métropole 30 juin 2016.

Dans ce cadre, la « Chaire d'attractivité » accompagne la Métropole (plus particulièrement la Direction de l'Attractivité et de la Promotion internationale) dans la mise en place d'un dispositif d'attractivité performant, co-construit et partagé par ses partenaires.

Dans cette perspective, sont notamment tenues des réunions techniques chaque année ayant pour objet de valider ou orienter le contenu stratégique de la démarche globale d'attractivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie, en tant que co-fondateur de la Chaire, des possibilités et services suivants :

- une participation active dans les orientations et le contenu de la Chaire à travers un droit de vote dans le comité d'orientation et des échanges avec les membres de la Chaire ;
- l'utilisation du statut de « fondateur de la Chaire » et de son logo dans sa communication ;
- la présence de son nom et/ou de son logo, suivant le contexte, sur les principaux documents d'information et de communication de la Chaire ainsi que sur ceux transmis aux médias lors du colloque annuel (Place Marketing Forum) ;
- l'accès à une sélection des meilleures pratiques enregistrées tout au long de l'année dans la base (tout au long de l'année) ;
- un accès au forum annuel (Place Marketing Forum) sur les tendances et nouvelles pratiques du marketing territorial permettant retour d'expériences, partage et échange avec d'autres territoires performants dans le monde ;
- la priorité d'accès à toutes les publications développées dans le cadre de la Chaire par les titulaires de la Chaire, les enseignants-chercheurs, les étudiants, les experts et intervenants extérieurs ;
- la possibilité, lorsque les auditeurs n'ont pas choisi leur thème de mémoire, de proposer des thématiques sur ;
- la possibilité, en accord avec la direction de la Chaire, de parraîner un prix lors du colloque annuel ;
- la possibilité de recruter, dans d'excellentes conditions, des étudiants formés à l'attractivité et au nouveau marketing territorial (projets, stages et emplois).

La Métropole Aix-Marseille-Provence mobilise ainsi la Chaire d'attractivité pour la mise en œuvre d'une démarche globale d'attractivité dont la Métropole

assure le portage de l'initiative conformément à ses compétences.

La convention précitée, conclue en 2016 entre la Métropole et la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial, prévoit le versement d'une cotisation annuelle de la Métropole de 10 000 euros. Il convient donc d'approuver le paiement de cette cotisation pour 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 037-358/16/BM du 30 juin 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chaire - Attractivité et Nouveau Marketing Territorial ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre fondateur de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » depuis 2016 et ce pour une durée de 3 ans ;
- Que la convention qui lie à ce titre la Métropole à la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » prévoit que la Métropole lui versera une cotisation annuelle d'un montant de 10 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver le paiement de cette cotisation au titre de l'année 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le paiement de la cotisation 2018, d'un montant de 10 000 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-3888/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2018 - Approbation d'une convention MET 18/7370/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Les résultats de l'activité de l'association pour l'année 2017 indiquent l'implantation de 68 entreprises pour une création de 1456 emplois plus 244 emplois sauvegardés. Les implantations sont à 45% issues d'entreprises étrangères, en tête les USA, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne.

Les principales filières concernées en termes d'emplois sont l'économie / numérique (38%), la santé / bien être (20%), l'art de vivre / tourisme (18%), le maritime / logistique / tertiaire supérieur (9%), l'environnement / Eco-industries (8%) et la mécanique / aéronautique / naval (5%).

Depuis le Conseil d'Administration de l'association du 30 mars 2016, la Métropole s'est substituée aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Or, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitaient de modifier la gouvernance de l'association. Ainsi, une modification des statuts de l'association a pu intégrer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place du Conseil Départemental, au côté de la CCIMP dont le poids dans la structure reste inchangé, le Conseil Départemental devenant simple adhérent.

La Présidence de l'association continue et pour des périodes de trois ans à échoir successivement aux deux membres du collège 1, CCIMP et Métropole.

Provence Promotion devient ainsi l'agence métropolitaine de promotion, de prospection et d'implantation et c'est à ce titre que les missions de l'agence seront mises en œuvre conformément aux orientations stratégiques et axes d'intervention décidés par le Conseil d'Administration.

En cohérence avec la stratégie définie par l'agenda de développement économique de la Métropole, Provence Promotion propose un plan d'actions et un budget lui permettant d'atteindre des objectifs mesurables en matière de création d'emplois et d'attraction de nouvelles activités économiques.

Pour 2018 et afin de contribuer pleinement à l'ambition des financeurs de créer à terme 60 000 emplois dans la métropole, l'objectif annuel assigné à l'agence est de 70 projets aboutis et de 1600 emplois.

L'association, s'engage à :

- assurer la promotion du territoire métropolitain auprès des investisseurs extérieurs en France et à l'étranger
- définir et mettre en œuvre une stratégie destinée à attirer ces investisseurs sur le territoire en cohérence avec les filières prioritaires du territoire : Aéronautique, Santé, Numérique/Industries créatives, Maritimes/logistique, Energie/Eco-industries et tourisme, et des projets structurants nécessitant une action de prospection spécifique (Henri Fabre, ITER, etc...)
- développer par tous les moyens l'implantation d'entreprises extérieures au territoire métropolitain, ou d'autres entités ayant un impact économique, dont l'activité est susceptible de créer des emplois durables de manière directe, indirecte sur le territoire et gérer les projets correspondants
- participer à l'harmonisation des efforts des différents partenaires économiques en matière de

promotion économique du territoire

- mettre en œuvre d'autres initiatives complémentaires de celle de la Métropole ou coordonnées à celles-ci en faveur d'entreprises déjà présentes sur le territoire de manière à contribuer à l'attractivité globale du territoire.

Par ailleurs, Provence Promotion apportera sa contribution :

- au développement d'outils de marketing territorial et d'argumentaires associés permettant de valoriser et de différencier l'offre métropolitaine.
- à la conception d'offres spécifiques packagées («Accueil VIP»)
- à l'organisation de rendez-vous avec les sièges des groupes internationaux basés sur le territoire métropolitain.
- au support et prospection spécifique sur salons pilotés par la métropole (SIMI, MIPIM)
- à l'animation de réseaux prescripteurs et partenaires

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association pour l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2018 et d'approuver, pour 2018, une subvention à l'association Provence Promotion d'un montant de 1 250 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi de la subvention précitée et la convention afférente au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° NH 009-011/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions de promotion du développement économique sur le territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 250 000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Provence Promotion.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Provence Promotion définissant les modalités de cette subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 6574 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-3889/18/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille pour l'organisation d'une mission d'affaire à Hambourg du 26 au 29 septembre 2018 et versement d'une participation financière à la Ville de Marseille
MET 18/7366/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille souhaite organiser une mission de diplomatie à Hambourg du 26 au 29 septembre 2018 à l'occasion du 60^e anniversaire de jumelage Marseille-Hambourg.

Une ouverture réussie vers l'Allemagne est un véritable passeport dans la conquête d'autres marchés internationaux. L'Allemagne, 4^{ème} puissance économique mondiale, est en effet le 1^{er} marché européen, 1^{er} partenaire commercial de la France.

En Provence, ce sont déjà 90 entreprises allemandes qui sont installées dans les filières de l'aéronautique, l'agroalimentaire, la mécanique, la micro-électronique, la santé, l'industrie, la cosmétique, la chimie, l'énergie, le transport, la logistique et l'ingénierie et concernent environ 2000 emplois.

L'objectif de cette mission est de promouvoir l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Ville de Marseille et des entreprises de leurs territoires, dans la perspective d'attirer de nouveaux investisseurs et entrepreneurs sur le territoire métropolitain.

Cette mission s'intègre dans le processus en cours entre la Ville de Marseille et la Métropole visant à rapprocher et coordonner les relations internationales des deux institutions.

Enfin, elle s'inscrit dans le cadre de l'un des axes forts de l'agenda de développement économique de la Métropole, voté le 30 mars 2017, en permettant de promouvoir les filières identifiées comme prioritaires et d'assurer la mise en œuvre des projets structurants de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à la Ville de Marseille pour l'organisation de cette mission de diplomatie économique à Hambourg.

Les objectifs de cette mission d'affaires sont les suivants :

- Accompagner les entreprises du territoire dans leur internationalisation,
- Renforcer les liens institutionnels entre les deux territoires,
- Promouvoir les atouts de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'y attirer des investisseurs et des talents,
- Promouvoir la Métropole comme la porte d'entrée vers l'Afrique,

- Développer une démarche de benchmark sur des projets innovants (incubateur Media par exemple),
- Soutenir le projet de ligne aérienne directe Marseille Provence-Hambourg.

Les principaux temps forts de la mission programmés à ce jour sont :

- L'organisation d'une conférence de promotion économique du territoire, mettant en avant les 6 filières économiques prioritaires que sont : la santé, l'environnement et l'énergie, la mécanique / aéronautique, le tourisme et l'art de vivre, le secteur maritime et logistique, et les industries numériques et créatives,
- L'accueil de la délégation par le Consul général de France,
- L'accueil officiel de la délégation par le nouveau Maire de Hambourg dans le cadre du 60^e anniversaire de jumelage Marseille-Hambourg,
- L'organisation d'un workshop sur le thème « tourisme et croisières »,

- Une table-ronde sur le secteur de la santé,
- La signature d'un accord entre les deux ports sur la réduction des émissions des activités portuaires et le smart port, suivie d'une table ronde sur le smart port,
- La visite du Port ou du quartier de Hafencity,
- Rencontre avec « Next Media Accelerator »

Lors des réunions de travail qui se sont tenues en amont de l'évènement, il a été décidé que la Ville de Marseille serait le mandataire des deux partenaires pour l'organisation de cette mission.

La Métropole devra ainsi verser à la Ville de Marseille le montant de sa participation financière à l'organisation de cette mission ; étant précisé que chaque partenaire prend en charge les frais de transport et d'hébergement de ses participants.

Le budget prévisionnel de l'opération a donc été établi comme suit :

Dépenses prévisionnelles	Montant
Cocktail Consulat de France	5 000
Location salles + cocktail et petit déjeuner Le Méridien	40 000
Transport 1 bus 50 pl. + 1 mini bus	6 000
Interprètes 2 jours (27 et 28/09)	10 000
Traduction (dossier de presse + invitation)	3 000
Communication et relations presse	76 000
TOTAL	140 000

Financement prévisionnel	Montant
Ville de Marseille	100 000
Métropole	40 000
TOTAL	140 000

Le montant de la participation de la Métropole s'élève donc à la somme de 40 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation d'une mission d'affaires à Hambourg du 26 au 29 septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Marseille souhaite organiser une mission de diplomatie d'attractivité économique à Hambourg du 26 au 28 septembre 2018 à l'occasion du 60^e anniversaire de jumelage Marseille-Hambourg ;
- Que l'objectif de cette mission est de promouvoir l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Ville de Marseille et des entreprises de leurs territoires, dans la perspective d'attirer de nouveaux investisseurs et entrepreneurs sur le territoire métropolitain ;
- Que cette mission s'intègre dans le processus en cours entre la Ville de Marseille et la Métropole visant à rapprocher et coordonner les relations internationales des deux institutions ;
- Qu'elle s'inscrit dans le cadre de l'un des axes forts de l'agenda de développement économique de la Métropole, voté le 30 mars 2017, en permettant de promouvoir les filières identifiées comme prioritaires et d'assurer la mise en œuvre des projets structurants de la Métropole ;
- Que, dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à la Ville de Marseille pour l'organisation de cette mission de diplomatie économique à Hambourg ;
- Que la Ville de Marseille sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette mission ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de la « mission Hambourg » ainsi que le versement d'une participation financière de la Métropole à la Ville pour l'organisation de cette mission ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation d'une mission d'affaires à Hambourg du 26 au 29 septembre 2018.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un montant de 40 000 euros (quarante mille euros), au profit de la Ville de Marseille.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 657341 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3889/18/BM

■ Attribution d'une subvention à ANIMA Investment Network pour l'exercice 2018 - Approbation d'une convention MET 18/7094/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

ANIMA Investment Network représente un réseau international qui réunit 80 institutions et réseaux d'affaires de 22 pays. Créé en 2006 par Business France, les collectivités de Marseille-PACA et 20 institutions de développement économiques d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le réseau ANIMA a connu un fort développement au cours des dix dernières années. L'association est actuellement présidée par M. Khalil Laabidi, Directeur Général de la FIPA, l'agence nationale d'investissement de la Tunisie. La Ville de Marseille est membre de son Conseil d'Administration, ainsi que le Conseil Régional PACA, Business France, l'EPA Euroméditerranée, aux côtés d'organisations de neuf autres pays. Provence Promotion est un membre historique et actif du réseau.

ANIMA développe :

- De l'accompagnement d'entreprises : appui aux entreprises dans leur internationalisation au sein de la zone Europe - Afrique du Nord – Moyen-Orient
- Des services de coopération : organisation de partage d'expérience et de jumelages, développement de projets de coopération

(financements européens), intervention en coordination de projet, en tant qu'expert ou via son réseau

- Des services d'intelligence économique

ANIMA fait bénéficier les acteurs du territoire de sa connaissance des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de ses réseaux et de ses nombreuses actions de mise en relation.

Ainsi chaque année, ANIMA accompagne 300 entreprises et clusters du territoire dans leur internationalisation et leurs partenariats internationaux.

ANIMA a associé plus de 25 organisations du territoire en tant que partenaires de ses projets européens, générant ainsi plusieurs millions d'euros de financement.

Les objectifs d'ANIMA concordent avec la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire monter en puissance ses liens avec les pays de la méditerranée en développant un partenariat stratégique depuis 2016.

Ce partenariat Métropole – ANIMA englobe les 4 points suivants :

1- Stratégie : ANIMA fait bénéficier la Métropole Aix-Marseille-Provence de sa connaissance des acteurs locaux permettant de développer plus aisément la stratégie économique de la Métropole AMP pour la région Afrique du Nord et Moyen-Orient :

- Mise à jour de la barométrie - tableau de bord de l'attractivité métropolitaine et d'un benchmark portant sur une dizaine de métropoles pertinentes
- Informations sur les opportunités et principaux marchés cibles dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient
- Animation du réseau ANIMA des acteurs du développement économique ainsi que la coopération institutionnelle et technique sur la zone euro-méditerranéenne. Mise en œuvre de projets européens portés par l'association, qui opèrent dans des domaines parfaitement alignés avec l'agenda économique de la métropole et de sa stratégie internationale

2- Promotion économique du territoire : ANIMA contribue et met à disposition ses réseaux pour la mise en œuvre d'événements économiques pertinents sur la zone Med-Afrique (ex : Emerging Valley, The Next Society...).

3- Développement international : ANIMA est une institution qui participe au rayonnement international de la Métropole. Elle réunit les agences gouvernementales et territoriales du développement

économique de 22 pays du pourtour méditerranéen. Son travail d'intelligence économique en fait un acteur écouté par l'Union européenne, l'OCDE, l'Union pour la Méditerranée, et contribue au rayonnement de la métropole, et à sa reconnaissance en tant que pôle d'expertise et de coopération économique sur la Méditerranée. De plus, ANIMA associe de nombreux acteurs métropolitains dans ses projets de coopération, et leur donne une visibilité internationale : agence ACIM, ARII, Femise, Provence Promotion, Région PACA, Ville de Marseille.

De plus, ANIMA a développé un service d'intelligence économique depuis 2003 qui répond à 3 besoins clés :

1. Effectuer une veille active et sélective sur des pays et secteurs ciblés en Méditerranée (veille économique en continu sur plus de 150 sources d'information sélectionnées)
2. Connaître les stratégies des territoires méditerranéens et des acteurs du développement économique de ces territoires
3. Identifier les acteurs et les opportunités d'affaires, d'investissement et de partenariats

Le centre de ressources ANIMA articule ainsi observations en temps réel (investissements, financements, opportunités), actualité économique et études spécifiques sur des thématiques ciblées (+ de 80 études produites).

Enfin, ANIMA a conduit plusieurs études sur les besoins des clusters et des acteurs économiques de Provence dans le cadre de l'accompagnement de la Région PACA pour l'élaboration de son plan Régional d'Internationalisation des Entreprises.

Budget 2018 :

En attente du nouveau tableau de budget prévisionnel

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir ANIMA Investment Network dans son programme de travail 2018 à hauteur de 35 000 euros afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2016 et 2017.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 35 000€ à ANIMA Investment Network afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec ANIMA Investment Network.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6574 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-3890/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Africalink pour promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/7319/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Africalink est une communauté originale d'entrepreneurs/PME, partageant des valeurs et désireuses d'assurer la prospérité de leurs projets sur l'axe Euro/Méditerranée/Afrique, tout en contribuant, ensemble, à l'amélioration de l'environnement économique, social et culturel.

Africalink associe à sa démarche les grands groupes (qui y trouveront un enracinement local nécessaire ainsi qu'une prise directe sur les tendances économiques et sociales), les institutions internationales et bailleurs de fonds (qui y trouveront les réseaux et circuits de diversification, de relais et d'approfondissement de leurs programmes), les institutionnels et collectivités territoriales (qui y valideront la pertinence de leurs politiques d'ouverture au monde et d'accompagnement des PME), enfin les associations (qui y trouveront un lieu d'échanges et d'accompagnement).

Créé et basé à Marseille, en Provence, le réseau Africalink associe originellement des TPE/PME de tous les pays de l'axe Euro/Méditerranée/Afrique. Il bénéficie du soutien actif de la CCIMP (qui en est à l'initiative) et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au-delà d'être un réseau de rencontres BtoB, d'échanges et de collaborations, confidentiel et/ou collectif, entre ses membres, Africalink est également destiné à devenir un espace de réflexion organisé et contributif sur des thèmes tels que l'émergence collaborative, la relation France (en Europe) / Afrique, le rôle Aix-Marseille-Provence comme plateforme d'accueil et facilitateur de la relation vers et avec l'Afrique, les blockchains comme outils d'indépendance et de développement...etc.

Africalink se conçoit également comme une plateforme d'échange qui collecte et rend accessible les informations (data) relatives aux tissus économiques et sociaux des pays couverts par la communauté. Une cartographie économique Euro-Africaine 3.0 accessible aux acteurs économiques et institutionnels pour développer leur business ou optimiser leurs actions.

1. Les enjeux pour Aix Marseille Provence et la France (en Europe) :

Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de projets d'investissements directs étrangers vers l'Afrique est une opportunité pour Aix-Marseille-Provence pour se positionner comme base arrière naturelle de stratégies de développement vers le Sud.

Ceci passera par le développement de nouvelles infrastructures indispensables (transports internationaux, structures d'accueil/hébergement, communication, formations...), mais aussi par l'approfondissement de la reconnaissance, de la confiance et de liens personnels entre les acteurs des deux rives.

Plus modestes, mais d'un potentiel considérable, les flux Sud/Nord doivent également pouvoir s'appuyer sur un écosystème proche, fiable, reconnu et porte vers l'Europe du Nord.

La dynamique du numérique africain fait partie des opportunités majeures de ces nouveaux flux, comme les productions biologiques et compléments alimentaires/huiles essentielles liés aux médecines douces.

Ainsi, au même titre que Miami se positionne comme la porte d'entrée de l'Amérique Latine, qu'Hong Kong et Singapour donnent un accès privilégié à l'Asie, Aix-Marseille-Provence a vocation à redevenir cette porte historique entre l'Afrique et l'Europe.

2. Les objectifs du projet de partenariat :

- Poursuivre la politique de développement de la communauté par la mise en place d'une stratégie de « recrutement » plus large et plus visible. Tout en maintenant un niveau d'exigence élevé (cooptation, adhésion à la Charte, souci de l'environnement humain et naturel...)
- Fédérer, autour de ses convictions et valeurs, les acteurs engagés dans la réécriture des relations entre la France (en Europe) et le continent africain. En France et en Afrique
- Rappeler, en l'organisant et en la valorisant, la force de proposition et l'engagement majeur des acteurs de la relation France (en Europe) / Afrique dans les territoires.
- Etre force de propositions dans la mise en œuvre de la nouvelle approche « Africaine » définie par le gouvernement et les institutions Françaises
- Contribuer au développement du business des entrepreneurs par l'organisation

d'opérations collectives et la mutualisation de moyens

Africalink est une communauté récente mais elle bénéficie de l'appui de la CCI Marseille Provence qui finance le secrétariat général de l'association, un « back office » technique minimum, des moyens logistiques tels que locaux, restauration, communication, services techniques, déplacements...etc.

D'autre part, avec 64 PME fondatrices (décembre 2017) et 85 membres (avril 2018), Africalink est devenu, en très peu de temps, un acteur connu et reconnu du développement des courants d'affaires français en Europe, avec l'Afrique. La dynamique, initiée par la Cci Marseille Provence et dont les entrepreneurs assurent la gouvernance, permet de d'envisager 100 membres avant la fin du 1er semestre 2018 et 200 membres en fin d'année.

Des ressources financières stables sont d'ores et déjà assurées par la mise en place de cotisations (différentes en fonction des territoires) permettant d'assurer le fonctionnement de la communauté de manière pérenne.

Des démarches sont en cours auprès de grandes entreprises du territoire AMP ainsi que de grands groupes africains afin de bénéficier de leur appui logistique et financier. La recherche de financeurs « privés » est un des enjeux forts de l'indépendance de la communauté et de son équilibre en matière de financements extérieurs.

Les financements permettront à Africalink de se développer tout en appuyant le développement de ses membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 40 000 euros au budget 2018 auprès d'autres partenaires comme la Ville de Marseille (50 K€), le Conseil Régional (100 K€) et le Conseil Départemental 13 (50 K€).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à l'association Africalink.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Africalink.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6574 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-3891/18/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

MET 18/7092/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2017 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31/12/2017, 442 personnes ; dont 325 personnes pour un projet d'entreprise et 117 pour un projet d'emploi salarié.

Soit + 22% de personnes soutenues par rapport à 2016.

Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	338	30	12	27	15	20	442
Pour un projet d'entreprise	251	24	7	18	9	16	325
Pour un projet d'emploi salarié	87	6	5	9	6	4	117

Le plan d'action de l'ADIE en 2018

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 €)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

Le retour ou maintien en emploi salarié :

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 €)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Les 4 grands axes de développement de l'ADIE en 2018 :

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer des prescriptions supplémentaires et d'accroître la visibilité de son offre de services
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPV
- La promotion de son action à destination de personnes en situation de précarité par le biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :
 - Réalisation de journées portes ouvertes et d'ateliers thématiques (au sein de ses antennes physique à Marseille et Aix-en-Provence ou sur ses lieux de permanences délocalisées)
 - Réalisation de permanences hebdomadaires au Carburateur, à La Ciotat, à Aubagne et à Salon de Provence
 - Projet de mise en place d'une nouvelle permanence (mensuelle) à Martigues
 - Présence sur les salons, forums en lien avec la création d'entreprise et/ou l'emploi
- La communication autour de son action principalement lors des « rendez-vous de l'Adie » programmés en février, juin et octobre 2018.

En 2017, la Métropole Aix Marseille Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 104 000€, répartie sur les différents Conseils de Territoires : Territoire Marseille Provence : 45 000€, Territoire du pays d'Aix : 40 000€, Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000€, Territoire Istres Ouest Provence : 5 000€ et Territoire Pays Salonais : 6 000€.

Pour 2018, il est proposé une subvention de 90.000 € répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000€
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais 2 000 €

- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille du 26 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018 ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 90 000€ au titre de l'année 2018 répartie ainsi :

- Territoire Marseille Provence : 40 000€
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €

- Territoire Pays Salonais : 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-3892/18/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'Association Club WTC APEX MET 18/7145/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association Club WTC APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes

régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes.

L'activité de l'APEX se structure autour de 3 grandes actions :

- Networking export

De nombreux événements sont organisés à l'instar des clubs action business, clubs de l'international (conférences), pépites de l'international (visite d'une entreprise exportatrice).

- Compétence export

Le but est d'aider les entreprises à monter en compétence sur des profils de commerce international. Ainsi l'APEX aide à la promotion des formations initiales à l'international, organise depuis 2 ans un forum spécialisé au recrutement export et gère un outil de bourse d'emploi export.

- Objectif export

Il s'agit d'un accompagnement individualisé en place depuis 2005 à destination des TPE/PME du territoire quel que soit leur niveau d'internationalisation. Le programme comprenant 15 ateliers s'appuie sur un réseau de parrains bénévoles occupant des postes clés à l'international souvent Conseillers du Commerce Extérieur de la France CCEF. Cette prestation est facturée 12.000 euros aux entreprises. Depuis 10 ans, plus de 80 entreprises ont été accompagnées.

Résultats 2017 et objectifs 2018 :

1. Activité de réseautage

Résultats 2017 : 17 événements ont été organisés dans le cadre du volet « NETWORKING EXPORT » et ont rassemblé 425 personnes

Objectifs 2018 : Programme ambitieux de 2 à 3 événements planifiés par mois

2. Programme phare Objectif Export

Résultats 2017 : Les entreprises EURO TECH / TECHNO CONCEPT / NATIVES ont été accompagnées

Objectifs 2018 : Les accompagnements des entreprises TECHNO CONCEPT / NATIVES / HORN LOGISTICS SERVICES sont déjà initiées. L'objectif est d'intégrer deux entreprises supplémentaires.

3. Salons spécialisés :

Résultats 2017 :

- Le 1^{er} Forum Régional du Financement à l'International, MONEY MONEY MONEY a été organisé le 25 avril 2017 au siège social aixois du Crédit Agricole Alpes Provence rassemblant 126 personnes.

2^e édition Recrut'Export organisé le 30 novembre 2017 avec 19 entreprises et 69 offres proposées

Objectifs 2018:

-2^e édition du Forum Régional du Financement à l'International, MONEY MONEY MONEY de Recrut'Export (26 avril 2018 au siège social marseillais de la Banque Populaire Méditerranée

- 3^{ème} édition Recrut'Export aura lieu le 28 novembre 2018

- L'APEX a le souhait de développer « Les Forums de l'International » en créant le 1^{er} forum régional dédié à la logistique à l'International ; mais celui-ci nécessiterait un soutien public supplémentaire.

4. Organisation de la 31^{ème} édition / 4 étudiants récompensés en catégorie BTS/Licence / 4 étudiants récompensés en catégorie MASTER / 4 professionnels récompensés en catégorie VIE (nouveau 2017).

5. Compétence Export : L'APEX développe de nouveaux services d'accompagnement des entreprises au recrutement de profils commerce international. Un nouveau service Recrut'Export Online en complément de la CV thèque a été lancé en septembre 2017 pour les entreprises à l'International de la région, sur le site www.club-apex.com qui vient en appui au Forum Recrut' Export, tout au long de l'année. Bilan des 1ers mois d'ouverture : 27 Entreprises ont déposé 83 offres sur Recrut'Export Online / 45 candidatures.

6. Actions récurrentes du club (en dehors du réseautage) notamment le secrétariat de la section Provence-Corse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

Budget prévisionnel 2018

Le budget prévisionnel du Club WTC APEX pour 2018 s'élève à 315 322 €, soit une sensible baisse par rapport à 2017 (391 575 €) qui s'explique par le retrait du Département en 2017 à hauteur de 45000 € non compensés.

Les dépenses par grands postes s'élèvent à :

Salaires et charges	212 690.50 €
Services extérieurs	47 899.38 €
Autres services extérieurs	52 506.99 €
Achats	1 200.00 €
Impôts et taxes	1 025.13 €
Total Dépenses	315 322.00 €

Soit une part de masse salariale représentant 67.4% du montant total des dépenses.

Les recettes sont constituées par :

Subventions sollicitées	214 222 €
<i>Région Paca</i>	122 222 €
<i>Métropole d'Aix-Marseille Provence</i>	72 000 €
<i>Département</i>	20 000 €
Autofinancement	99 100€
Facturation Entreprises ((Objectif Export : 3 entreprises facturées)	36 000€
Cotisations adhérents	37 000 €
Facturation de services CCEF	10 200 €
Sponsors Challenge (CCEF, SMC, Coface)	3 900 €
Produits des activités annexes (animation APEX)	12 000€
Primes Conseil Régional sur apprentissage	2 000 €
Total Recettes	315 322€

Il est constaté que sur le budget prévisionnel de l'association, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à hauteur de 72.000 euros au titre de l'année 2018 contre 80 000 euros demandés pour l'exercice précédent.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2018, une subvention de 13.000 euros à l'association Club WTC APEX, les discussions avec le Conseil Régional

Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le financement des organismes économiques étant en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du développement économique international des TPE et PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 13.000 euros à l'association Club WTC Apex au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 au budget principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-3893/18/BM

**■ Approbation d'une convention de gestion de l'éclairage public avec la Commune de Saint-Estève-Janson dans le cadre de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson
MET 18/7291/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2005_A073 en date du 7 avril 2005, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a décidé de la création de la ZAC Les Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson. Cette zone d'activité d'intérêt communautaire, devenu

métropolitaine, doit être livrée d'ici la fin du premier semestre 2018.

Conformément aux compétences initiales de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, il a été indiqué dans le dossier de réalisation de la ZAC que la Commune assurerait la gestion et l'entretien de l'éclairage public implanté sur la voirie de cette zone.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue pleinement compétente pour la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires. Cependant, la Métropole n'étant pas en capacité de reprendre effectivement ces compétences au 1^{er} janvier 2018, des conventions de gestion ont été établies entre les Communes concernées et la Métropole. Ces conventions visent à disposer du concours des communes concernées afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole s'organisera pour disposer des moyens humains et matériels, ainsi que des connaissances nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Pour autant, la ZAC Les Vergeras n'a pas été identifiée par ces conventions de gestion puisqu'elle n'était pas communale et déjà d'intérêt métropolitain. Par ailleurs, dans le dossier de réalisation de la ZAC, il était convenu que le territoire assurerait la gestion des espaces publics, hors éclairage public, celui-ci ne relevant pas de ses compétences.

Aussi, d'un commun accord avec la Commune qui assure déjà la gestion du réseau d'éclairage public sur son territoire, il est proposé de lui confier la gestion du réseau d'éclairage public de la ZAC Les Vergeras.

Champ d'application :

Par cette convention de gestion, la Commune sera en charge de la gestion du réseau d'éclairage public sur le périmètre de la ZAC Les Vergeras.

Les missions de gestion confiées sont :

- La gestion des obligations d'un concessionnaire de réseau et notamment l'instruction des réponses aux demandes de DT/DICT pour le réseau d'éclairage public.
- La maintenance, l'entretien, le renouvellement et la réalisation des équipements et ouvrages affectés à l'éclairage public, notamment :
 - La surveillance du bon fonctionnement du réseau ;
 - Le remplacement de lanternes défectueuses ;
 - Les interventions de maintenance et réparation sur les éléments du réseau

d'éclairage public, notamment candélabres et armoires d'éclairage public ;

- La prise en charge des consommations électriques.

Modalités budgétaires, comptables et financières :

La Commune interviendra pour le compte de la Métropole, dans le respect des règles budgétaires, financières et de la comptabilité publique.

Elle ne percevra pas de rémunération pour la réalisation des missions et tâches objets de cette convention.

Cependant, afin de couvrir les coûts d'entretien générés pour les missions confiées, la Métropole versera à la Commune un montant annuel forfaitaire de 5 100 € HT.

Ce montant correspond à une évaluation du surcoût de charges que la Commune supportera pour l'exécution des missions concernées par la convention. Cette évaluation est calculée au prorata des charges qu'elle supporte pour l'exercice de ces mêmes missions à l'échelle de son territoire.

Ce montant forfaitaire annuel sera versé en une seule fois.

Le forfait pour 2018 sera établi au prorata temporis en fonction de la date de réception de la ZAC.

Entrée en vigueur et durée :

Les obligations définies par la convention devront être exécutées de la date de réception des travaux de la ZAC Les Vergeras jusqu'au 31 décembre 2019 inclus, date à laquelle la convention expirera.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A073 du Conseil communautaire de la CPA portant approbation du bilan de la concertation, adoption du dossier de création de la ZAC, décision de création de la ZAC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion de l'éclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Saint-Estève-Janson telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 3C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-3893/18/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Agence France Entrepreneur, relative à l'appel à projets conjoint 2017-2020 "Entreprendre en territoire fragile"
MET 18/7508/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence France Entrepreneur (AFE) a été créée le 13 avril 2016 à la suite de la transformation de l'Agence pour la Création d'Entreprises (APCE) dont les missions ont été élargies et la gouvernance transformée. Ainsi, l'Agence France Entrepreneur a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement dans les territoires fragiles, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, afin de favoriser les créations et les reprises d'entreprises plus pérennes et créatrices d'emploi,

aider au développement des très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME) qui créent de l'emploi, et innover pour créer un cadre plus favorable à l'initiative économique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est composée de 1 840 000 habitants et de 92 communes dont 15 se répartissant 58 QPV (35 uniquement à Marseille) représentant environ 300 000 habitants. La Métropole, compétente en matière de développement économique a voté par délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017, son agenda du développement économique se donnant comme axe d'intervention notamment le soutien à la création d'activités économiques au sein des territoires fragiles. Les Quartiers Prioritaires de la Politique (QPPV) de la ville bénéficient d'une dynamique forte de création d'entreprises mais sont confrontés à un taux de défaillance important. Pallier ce problème doit passer par l'augmentation du taux d'accompagnement des entreprises en QPPV.

C'est pourquoi, la **Région Provence Alpes Côte d'Azur, la Métropole de Nice Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence** se sont associées en avril 2017 pour répondre à l'appel à manifestation d'intérêt « *Initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles* » publié par l'AFE. La proposition a été retenue le 27 juin 2017 par le Conseil d'administration de l'AFE qui s'est engagé à cofinancer l'initiative à hauteur de 50 % du budget alloué par les collectivités. Ainsi, l'appel à projets « *Entreprendre dans les territoires fragiles* » a conjointement été lancé le 15 janvier 2018 par ces trois collectivités et l'Agence France Entrepreneur.

L'appel à projets est doté d'une enveloppe maximale de quatre cent soixante-mille euros (460 000 €) financée à hauteur de cent soixante mille euros (160 000 €) par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de dix mille euros (10 000 €) par la Métropole Nice Côte d'Azur, de soixante mille euros (60 000 €) par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de deux cent trente mille euros (230 000 €) par l'AFE, sous réserve des disponibilités budgétaires résultant du vote du budget de chaque Partie.

Objectifs :

- Promouvoir l'esprit d'entreprendre, notamment auprès des jeunes
- Améliorer la visibilité et l'orientation vers les dispositifs d'accompagnement et de financement existants.
- Adapter l'offre d'accompagnement aux spécificités des publics issus des territoires fragiles
- Améliorer les conditions de création et de développement de l'entreprise sur ces territoires

Dans l'optique d'accroître significativement la part des entrepreneurs accompagnés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones de

revitalisation rurale, l'appel à projets vise à adapter et développer l'offre existante en faisant émerger des solutions innovantes et adaptées de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat dans ces territoires.

Partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence France Entrepreneur :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'AFE relatives à l'appel à projets (AAP) « Entreprendre dans les territoires fragiles » sur la période 2018-2020.

Les points suivants seront successivement couverts :

- Les conditions de mise en œuvre et de financement des appels à projets
- Les obligations générales à la charge de la Métropole Aix-Marseille Provence et de l'AFE dans le cadre de la mise en œuvre de l'appel à projets
- Les obligations de reporting et de communication de la Métropole Aix-Marseille Provence découlant de l'intervention financière de l'AFE.

Les trois candidats retenus pour mettre en œuvre ce partenariat sont l'association pour le droit à l'initiative économique, le conservatoire national des arts et métiers ainsi que l'association la ruche Marseille. Ils bénéficieront de cofinancements de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, de la Métropole Nice Côte d'Azur et de l'AFE.

L'enveloppe globale attribuée aux bénéficiaires est cofinancée à 50% par l'AFE.

La présente convention autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence à percevoir et reverser aux candidats retenus la part de cofinancement de l'AFE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda

du Développement Economique
Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'objectif de soutenir la création, le développement et l'accompagnement des TPE innovantes des quartiers prioritaires de la ville du territoire métropolitain ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- Que pour répondre à cet objectif et à cet enjeu, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est associée avec la Région Alpes Côtes d'Azur et la Métropole de Nice Côte d'Azur pour répondre avec succès à l'appel à manifestation d'intérêt porté par l'Agence France Entrepreneur (AFE) relatif aux initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles ;
- Que consécutivement à cet appel à manifestation d'intérêt, une convention de partenariat doit être approuvée et signée entre AFE et chaque entité retenu afin de déterminer les obligations de chaque partie ainsi que leur engagement financier respectif ;
- Qu'il revient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver la convention de partenariat avec l'Agence France Entrepreneur relative à l'appel à projets conjoint 2017-2020 « Entreprendre dans les territoires fragiles ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Agence France Entrepreneur et la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que l'engagement financier des deux parties.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette convention triennale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-3895/18/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude sur la parcelle CX 375 lieu-dit Notre Dame à Berre l'Etang, au profit d'ENEDIS
MET 18/7574/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise SCI MASSIMO récemment implantée sur la zone d'activité Euroflory à Berre L'Etang a demandé à ENEDIS un raccordement au réseau public de distribution d'énergie électrique qui nécessite un renforcement du réseau de distribution.

Cette voirie est propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il s'agit de la parcelle CX 375 lieu-dit Notre Dame dans la zone d'activité Euroflory à Berre L'Etang.

Afin de réaliser l'alimentation électrique demandée par l'entreprise SCI MASSIMO, la pose de câbles sous chaussée est nécessaire.

A cet effet ENEDIS propose la conclusion d'une convention de servitude portant sur une bande de 3 mètres de large et sur une longueur totale de 26 mètres, pour les canalisations posées en tréfonds qui grèvent la parcelle CX 375.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle CX 375, lieu-dit Notre Dame à Berre L'Etang ci-annexée, à conclure avec ENEDIS.

Article 2 :

La présente convention est conclue à titre gratuit, les frais et charge liés à la publication et/ou l'enregistrement de ladite convention sont à la charge exclusive d'ENEDIS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-3896/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) pour les Technopôles Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée et paiement des cotisations 2018.

MET 18/7421/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée sont des membres fondateurs du réseau "RETIS", qui regroupe depuis plus de 20 ans l'ensemble des acteurs français composant la chaîne de valeur de l'innovation : 32 Incubateurs, 28 Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, 5 Pôles de compétitivité et 43 Technopôles.

Les objectifs du réseau RETIS, matérialisés au travers de l'association loi 1901 éponyme, sont :

- D'accompagner et mobiliser ses membres au profit du partage des bonnes pratiques en matière d'accompagnement des entreprises innovantes.
- D'être force de proposition auprès des Ministères pour faire valoir les attentes des acteurs des politiques locales d'innovation et de développement économique.
- De professionnaliser les membres du réseau, par le biais de formation de leurs équipes d'accompagnants.
- De mobiliser l'expertise de ses membres et de ses salariés pour répondre à des missions d'accompagnement des politiques publiques locales.
- De porter le label "Technopôle" en France et de procéder à leur certification sur les territoires.

Aussi, si le Technopôle Marseille Provence à Château Gombert a vu son label renouvelé en 2012, c'est lors de cette année 2018-2019 que celui du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée sera renouvelé.

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranée de l'Arbois, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée a été rattaché au 1^{er} janvier 2017 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais pilote du développement stratégique du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, dans leur dimension entrepreneuriale et technopolitaine, bénéficie, en tant que membre adhérent de l'association RETIS, d'un réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation et d'un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association RETIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et de renouveler son adhésion pour l'année 2017 par délibération n°ECO 022-1919/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposer de renouveler cette adhésion pour 2018 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente, d'un montant de 2 200 euros par Technopôle, soit 4 400 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association RETIS et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°ECO 022-1919/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association RETIS et paiement de la cotisation 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association RETIS, réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation, constitue un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour ses 2 Technopôles (Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée), il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2018 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association

RETIS, au titre du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et du Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée, ainsi que le paiement de la cotisations 2018 d'un montant de 4 4000 euros, soit 2 200 euros pour le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et 2 200 euros pour le Technopôle Arbois Méditerranée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61 pour le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et auprès du Conseil de territoire du Pays d'Aix pour le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée Chapitre 11 – Fonction 61 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-3897/18/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion à l'association Communauté Economique et Financière Méditerranéenne (CEFIM) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7423/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La CEFIM, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a été créée en 1988, pour fédérer l'ensemble des acteurs économiques du territoire Aix-Marseille Provence et promouvoir la place économique et financière régionale. La CEFIM accompagne les entreprises dans leur stratégie financière et la recherche de financement haut et bas de bilan.

Son bureau est composé de représentants de : CCIMP, UPE13, Comité Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur des Banques de la Fédération Bancaire Française, Enternext /Euronext, Banque de France, Barreaux d'Aix-en-Provence et de Marseille, Ordre des Experts-Comptables, AFTE Provence, Conseils et Experts Financiers Provence-Alpes-Côte d'Azur – CNCEF, Cie Régionale des Commissaires aux Comptes, Chambre des Notaires des Bouches-du-Rhône et du PRIDES Finances & Conseil Méditerranée

Ses missions sont :

- Etre un carrefour d'échanges, de bonnes pratiques et de diffusion d'informations économiques, financières, juridiques et fiscales à destination des professionnels du chiffre, du droit, du conseil et des chefs d'entreprise du territoire,

- Véritable « Place Economique et Financière » la CEFIM est un lieu d'aiguillage des différentes problématiques rencontrées par les chefs d'entreprise et elle fédère l'ensemble des acteurs économiques,
- Animer la « Place » des sociétés cotées et cotables sur toute la région PACA et Languedoc Roussillon en soutien des actions EnterNext afin de continuer de développer l'écosystème boursier régional,
- Proposer une force d'appui en dispositifs financiers, assister les dirigeants d'entreprise, de plus de trois ans d'existence, à travers la plateforme EXPERFI.

Pour informer et conseiller les entreprises, la CEFIM est organisée autour de 5 pôles :

- Pôle Bourse,
- Pôle Amorçage / Développement / Transmission,
- Pôle Droit et Gouvernance,
- Pôle Fiscal, Patrimonial et Immobilier,
- Pôle Financement et Trésorerie.

Depuis le début de l'année 2015, la CEFIM a lancé un service gratuit de conseil et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de 3 ans d'existence. Ainsi le service EXPERFI apporte son expertise sur trois domaines d'intervention aux chefs d'entreprise :

- Service d'assistance et d'orientation dans leur recherche de financement haut et bas de bilan,
- Support dans la transmission de leur société (aide à la valorisation, orientation vers les structures de repreneurs..),
- Conseil et assistance pour la prévention et la restructuration de leur société.

Bilan 2017 CEFIM :

1/ Dans son rôle de « Place financière » :

En 2017, l'association a organisé 28 manifestations sur des sujets financiers, fiscaux et juridiques qui ont rassemblé plus de 2166 participants sous forme de conférences/débats, ateliers et déjeuners.

2/ Bilan 2017 du service EXPERFI :

En 2017, 92 chefs d'entreprise ont été accompagnés dans le cadre du service EXPERFI alors que 80 dossiers avaient été gérés sur 2016. La progression croissante sur les 3 premières années fait apparaître que le service EXPERFI, mis à disposition gratuitement, répond bien aux besoins des entreprises sur le territoire de la Métropole.

Principalement, l'accompagnement a consisté en recherche de financement haut et bas de bilan (66 dossiers en 2017 soit 70% des accompagnements), dans le cadre de la transmission d'entreprise (12 dossiers en 2017 mais également en prévention à

destination des entreprises rencontrant des difficultés structurelles et/ou conjoncturelles dans leur activité (14 dossiers en 2017).

Compte tenu de ses actions d'accompagnement des entreprises à s'implanter et se développer sur son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n°ECO 009-1054/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, d'adhérer à l'association CEFIM, notamment pour bénéficier de son service EXPERFI. Elle a ensuite décidé de renouveler son adhésion pour 2017 par délibération n°ECO 026-2145/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Il est en effet à noter que depuis 2015, 53 porteurs de projet ont été accompagnés par la CEFIM à la demande des Territoires Marseille Provence et Pays d'Aubagne et de l'Etoile ; dont 20 dossiers l'ont été sur 2017.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association CEFIM « Communauté Economique et Financière Méditerranéenne » pour l'année 2018 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 3000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 009-1054/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion à l'association Communauté Economique et Financière Méditerranéenne (CEFIM) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°ECO 026-2145/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017

portant renouvellement de l'adhésion à l'association Communauté Economique et Financière Méditerranéenne (CEFIM) et paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association CEFIM, à travers sa plateforme EXPERFI, assure une mission de conseils et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de trois ans et participe aussi à la promotion des activités économiques du territoire de la Métropole ;
- Que, compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2018 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association "Communauté Economique et Financière Méditerranéenne" et le paiement de la cotisation pour l'année 2018 d'un montant de 3 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-3898/18/BM

■ Demande de subvention relative à l'opération "Création de la zone d'activités du chemin de Salon à Mallemort " **MET 18/7571/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il

importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes la conduite d'actions d'intérêt communautaire, sur la compétence « Développement Economique ».

Celle-ci se définit notamment par la "création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ».

A ce titre, la création d'une future zone d'activité dite « du chemin de Salon », à proximité de la zone de la Verdière sur la Commune de Mallemort dans les Bouches du Rhône, fait l'objet d'un projet de création actuellement inscrit dans les orientations du Plan Local d'Urbanisme. La commune de Mallemort a fait réaliser en 2013 une étude d'opportunité pour cette opération, et en 2016 a déjà inscrit celle-ci dans les Opérations d'Aménagements Programmées de son PLU.

Dans la continuité de la réflexion engagée, un recensement des disponibilités foncières réservées aux activités a été engagé sur chaque commune du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il a mis en évidence l'existence d'une potentielle zone à créer sur la commune de Mallemort.

La création de cette nouvelle zone permettrait de répondre aux besoins d'implantation d'entreprises d'importance majeure pour la commune et constituerait une solution dans un délai raisonnable pour l'accueil de PME et PMI.

Une emprise d'environ 10 hectares située à proximité de la zone d'activité communale de la Verdière et zonée en secteur d'activité au PLU est libre d'occupation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de procéder à une opération de maîtrise foncière sur l'emprise de cette future extension, 7 ha seraient aménagés dans une première phase et une réserve foncière de 3 ha sera constituée pour une extension future.

La proximité immédiate de la zone existante permettrait une viabilisation relativement rapide de ces terrains.

Un accès direct pourrait être envisagé à partir des voies communales existantes et un accès en sortie sur la départementale D 7.

Cette opération s'inscrit dans le schéma de développement économique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus

particulièrement dans celui du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Sur un plan réglementaire, l'extension de la zone d'activité est soumise à permis d'aménager, dans le cadre de cette procédure un diagnostic d'incidence environnementale sera donc à réaliser selon la prescription de la DREAL.

En plus de ces dispositions, une place particulière sera faite aux énergies nouvelles et renouvelables dans l'aménagement et dans les prescriptions du cahier des charges de cession de terrains.

L'accès à des dispositifs de recharge pour véhicules électriques, l'utilisation d'éco matériaux et de l'énergie solaire seront préconisés.

Le traitement des eaux de ruissellement et leur rétention ou réutilisation sont étudiés dans le cadre du projet d'aménagement.

Aux termes des études pré-opérationnelles qui seront menées courant 2019, et sous réserve de l'obtention d'une autorisation de construire, cette zone d'activité devrait être livrée pour fin 2020.

En termes de composition, cette future zone d'activité comporterait 17 lots commercialisables, de surfaces comprises entre 2 500 et 10 000 m² et elle pourrait conduire à la création de 130 à 200 emplois directs sur ce site.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 4 759 725 euros HT.

Selon le détail ci-joint :

DEPENSES PREVISIONNELLES	MONTANT HT	MONTANT TTC
MISSION AMO EXTENSION ZA CH DE SALON	20 225,00 €	24 270,00 €
MISSIONS CSPS EXTENSION ZA CH DE SALON	1 500,00 €	1 800,00 €
MISSION AMO PERMIS D'AMENAGER EXTENSION ZA CH DE SALON	8 000,00 €	9 600,00 €
ETUDE GEOTECHNIQUE EXTENSION ZA CH DE SALON	15 000,00 €	18 000,00 €
DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL EXTENSION ZA CH DE SALON	12 000,00 €	14 400,00 €
ETUDES ET FRAIS DE RACCORDEMENT ERDF EXTENSION ZA CH DE SALON	100 000,00 €	120 000,00 €
ETUDES ET FRAIS DE RACCORDEMENT TELECOM EXTENSION ZA CH DE SALON	3 000,00 €	3 600,00 €
MAITRISE FONCIERE DES TERRAINS ZA CH DE SALON	3 000 000,00 €	3 600 000,00 €
SOUS TOTAL ETUDES	3 159 725,00 €	3 791 670,00 €
TRAVAUX EXTENSION ZA CH DE SALON	1 600 000,00 €	1 920 000,00 €
SOUS TOTAL TRAVAUX	1 600 000,00 €	1 920 000,00 €
MONTANT TOTAL	4 759 725,00 €	5 711 670,00 €

Considérant que la réalisation d'opérations d'aménagements doit être considérée comme un acte relevant du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de fait, être obligatoirement décrites dans une comptabilité de stocks spécifique dans le cadre d'un budget annexe, de manière à retracer la phase production (réalisation de travaux et stockage) et phase commercialisation (déstockage).

Ces phases relèvent de la section de fonctionnement comme prévue par la M57, dans ce cas précis, pour être ensuite retracées dans la section d'investissement afin d'en constater le stock foncier (gestion de stock intermittent).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur « Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 »	20 %	952 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	3 807 725 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° URB 019-3293/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;
- La délibération n° 17-1108 du 15 décembre 2017 du Conseil Régional PACA approuvant les termes du Contrat Régional d'Equilibre Territorial avec la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le budget annexe « Opérations d'Aménagement du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence » géré selon la méthode de stocks intermittents ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Création de la zone d'activités du chemin de Salon à Mallemort ».

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe « Opération d'aménagement du Pays Salonais » Budget primitif 2018 et suivants de la

Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 6045 –
Sous politique : ZA chemin de Salon.

La recette correspondante est constatée au budget annexe « Opération d'aménagement du Pays Salonais » Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 7472
Sous politique : ZA chemin de Salon.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-3900/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Cosens - Approbation d'une convention d'objectifs

MET 18/6810/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2018 est le suivant :

- Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse
- Territoire du Pays de Martigues : 5 à 10 accompagnements en couveuse

- Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 50.000 €.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 33.000 €.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix (soit 26,68 % du budget action de 67.471 €)
- 8 000 € pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile (soit 13,42 % du budget action de 59.593 €)
- 5 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues (soit 26,87 % du budget action de 18.605 €)
- 2 000 € pour Territoire du Pays Salonais (soit 5,46 % du budget action de 36.623 €)

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 25 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association COSENS une subvention de 33 000 € au titre de l'exercice 2018, répartie comme suit :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 €
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 8 000 €
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 €
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 €

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée, avec l'association COSENS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne sur la ligne 65/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues sur la ligne 62/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais sur la ligne 65/748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-3901/18/BM

■ Octroi de subventions en faveur de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix - Approbation de conventions MET 18/6816/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum et selon un plafond maximum de 200 000€, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités portées par l'entreprise ou une SCI s'y rattachant.

Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Le projet porté par la société HIGHTAIX

1.1 Présentation de l'entreprise HIGHTAIX

L'entreprise HIGHTAIX a été créée en 2013 et a obtenu le statut JEI en 2014. Elle fait partie du groupe ASM constitué de la société ASM (située à Sophia Antipolis) et d'une holding d'acquisition (1919 SVS), l'ensemble étant détenu par les deux mêmes associés.

Hightaix est spécialisée dans la conception de machines de production innovantes sur mesure, qui sont robotisées, automatiques ou semi-automatiques.

Elle offre des compétences en prototypage et installations pilotes pouvant aller jusqu'à la ligne de fabrication complète pour différents secteurs d'activités : automobile, aéronautique, biens d'équipements, parfumerie et cosmétique....

Elle intervient pour le compte de clients industriels situés à 80 % dans la Région Provence Alpes Côte d'Azur: Airbus Hélicopters, Mane, Dell, Total...Par ailleurs, les fournisseurs de la société sont à 90 % situés localement dans un souci de réactivité et de proximité.

L'entreprise connaît un développement régulier depuis sa création, passant ainsi de 4 à 7 salariés en 2017 et d'un chiffre d'affaires de 816 000€ à 1 330 000€.

En termes de perspectives, la société envisage le recrutement de 8 personnes en CDI et 1 apprenti (avec l'objectif de le maintenir en CDI à l'issue).

La société est également impliquée via le groupe ASM dans une démarche RSE. Dans ce cadre, en 2016, elle a été lauréate du label régional CEDRE (Contrat pour l'Emploi et le Développement Responsable des Entreprises) et elle affiche une politique volontariste en matière de RH (intéressement, plan de formation...).

1.2 Présentation du projet immobilier porté par la société HIGHTAIX

Sur le site Morandat (ancien site minier de 14ha), la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un hôtel d'entreprises innovantes qui accueille, sur un bâti existant d'environ 2800m², des start-up et qui les accompagne dans leur développement.

Dans le cadre de la reconversion de ce site, la Ville de Gardanne a également initié l'aménagement du foncier disponible et les premiers lots sont aujourd'hui en cours de commercialisation.

L'entreprise HIGHTAIX, actuellement accueillie au sein de la pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil, a exprimé sa volonté d'y acquérir un lot pour construire ses locaux d'activités afin de répondre à son besoin de développement.

Sa candidature a été retenue le 13 Décembre 2017 par le comité d'agrément mis en place dans le cadre de la commercialisation.

Le projet architectural a été validé et le compromis de vente doit être signé le 20 Février 2018.

Ainsi, l'entreprise va acquérir un terrain de 1630 m² et construire un bâtiment de 546m².

Le bâtiment construit consistera en un immeuble en R+2 avec un usage mixte (bureaux et atelier).

Le portage financier sera fait par la société Hightaix via un emprunt bancaire à hauteur de 1 200 000€ pour financer son projet pour un coût d'opération estimée à 1 400 000€ HT.

L'assiette éligible retenue serait de 1 305 000 € HT composée de :

- Foncier : 150 000€

- Construction et aménagement bâtiment (dont équipements géothermie): 985 000€

- VRD et espaces verts : 170 000€

Toutefois, considérant qu'une partie des locaux construits sera, dans un premier temps, destinée à la location pour une surface de 204m² (soit 37,3% de la surface totale), l'assiette éligible retenue sera donc de 818 235€ HT correspondant à la charge restant à financer.

Il est précisé par ailleurs que l'entreprise ambitionne d'obtenir le label BDM (Bâtiment Durable Méditerranéen) niveau Or ou Argent pour la construction de son bâtiment : approche BDM en fonctionnement, géothermie, isolation nettement supérieure aux obligations légales, panneaux solaires et photovoltaïques

Compte tenu de l'intérêt du projet en termes de créations d'emplois et d'objectifs ambitieux en matière de développement durable, il est proposé de soutenir financièrement cet investissement à hauteur de 163 647€ soit 20 %.

2. Le projet porté par la société Coating Plasma Innovation (CPI)

2.1. Présentation de la société

Créée en 2001, Coating Plasma Innovation (CPI) est une société innovante dans le domaine du traitement de surfaces par plasma froid, à pression atmosphérique ou sous vide. Basée à Peynier, CPI propose son savoir-faire aux professionnels des secteurs de l'emballage, de l'impression, de la transformation des matières plastiques ou du textile, en vue, de conférer de nouvelles propriétés aux matériaux comme par exemple l'adhésion, l'hydrophylie, l'imperméabilité, la résistance aux frictions....

CPI se positionne sur la chaîne de valeur suivante :

- activités de R&D dans les domaines du plasma froid pour groupes industriels innovants,
- mise au point de processus de plasma froid,
- conception et réalisation d'équipements industriels pour le plasma froid à pression atmosphérique,
- installation et mise en route de ces équipements chez les industriels,
- travail à façon pour applications industrielles.

La société CPI a fait l'objet, en janvier 2015, d'une acquisition par les Associés Andlinger, qui souhaitent la faire évoluer d'un état initial de laboratoire de recherche vers une entreprise industrielle positionnée en fournisseur de solutions pour les industriels de l'aéronautique, de la pharmacie, de l'électronique et du packaging.

Ainsi, d'importants investissements ont été réalisés au cours des deux dernières années :

- renforcement de l'équipe qui est passée de 4 à 10 salariés de très haute qualification ;

- investissements lourds dans le développement d'un nouveau réacteur plasma à pression atmosphérique, aujourd'hui opérationnel, et dont les performances positionnent CPI en leader technologique mondial sur cette niche en cours de développement.

Après cette phase d'investissements importants, CPI dispose maintenant des équipements (6 réacteurs pour le plasma atmosphérique et 6 réacteurs pour le plasma sous vide) et de la technologie nécessaires pour développer ce marché de traitement de surface qui permettra, dans de nombreux cas, de remplacer les traitements chimiques utilisés aujourd'hui.

Les premières commandes significatives de CPI en travail à façon (traitement de films techniques sur son propre site de production) concernent deux applications de pré-traitement avant adhésion de films techniques pour polymères. La première est dédiée au secteur de l'aéronautique (applications d'isolation), la deuxième à l'industrie des satellites (applications de protection thermique).

Le développement de CPI devrait a priori générer une vingtaine d'emplois pour les trois ans à venir.

2.2. Le projet immobilier

Pour assurer sa croissance, CPI a aujourd'hui besoin d'un bâtiment industriel en adéquation avec ses ambitions de développement. Une surface entre 2.000 à 2.500 m² est nécessaire pour installer les équipements de CPI. Or, la société dispose actuellement de 350 m² de bureaux, de salles de réunion et de laboratoires d'analyses, auxquels s'ajoutent environ 500 m² d'ateliers. Le bail commercial afférent aux locaux actuels arrive d'ailleurs à échéance le 30 septembre 2018.

Dans ce contexte, CPI a choisi d'acquérir un ensemble immobilier disponible sur la ZAC Saint-Charles à Fuveau (bâtiment occupé dans le passé par-Synprosis), il s'agit de deux bâtiments de près de 2.500 m² au total, qui permettront d'aménager des bureaux, des ateliers et locaux dédiés au stockage de produits chimiques.

La signature de l'acte de vente a eu lieu le 22 janvier 2018, pour un montant de 1.235.000 €.

Des travaux relativement importants sont toutefois nécessaires pour rendre les bâtiments parfaitement opérationnels. Le devis établi par l'architecte prévoit en effet un montant de 825.735 € HT dont 727.255 € éligibles : rénovation des bureaux existants et des sanitaires, réaménagement du hall industriel et aménagements extérieurs. Le déménagement est prévu pour l'été 2018.

La totalité de l'assiette éligible s'élève donc à 1.962.255 €.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer cette opération à hauteur de 100.000 € soit 5,09 % de l'assiette éligible.

Le portage de l'opération sera assuré par la SAS IMMO PLASMA dédiée à cette opération immobilière, et qui sera donc bénéficiaire de la subvention.. Elle signera à cet effet un bail de location avec la SAS CPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI ;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- Une subvention d'aide à l'immobilier de 163 647€ à la SAS HIGHTAIX

- Une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 € à la SAS IMMO PLASMA à répercuter sur la S.A.S. Coating Plasma Innovation.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions bilatérale et tripartite correspondantes ci-annexées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-3902/18/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association TEAM Henri-Fabre - Approbation d'une convention MET 18/7085/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, l'ex-Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer des relations commerciales et des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-D'azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM signifiant Technologies et Expertise en Advanced Manufacturing) :

L'association a pour objet de structurer le tissu industriel sur le modèle d'entreprise étendue plus collaboratif, multi-filières et favorisant l'innovation. L'objectif poursuivi étant l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et notamment des PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et l'animation de pôles d'excellence en Advanced Manufacturing, dans les domaines de la mécanique, des matériaux, des procédés et de l'ingénierie numérique et virtuelle.

L'Association permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social. L'Association favorise l'innovation collective et la mise en place de toutes actions transverses favorisant la performance industrielle entre les acteurs des filières « marché » présentes en Provence-Alpes-Côte-D'azur au travers, notamment :

- d'une mutualisation de moyens ;
- d'une mise à disposition d'expertise ;
- d'un accompagnement des acteurs dans leur projet de croissance ;
- d'une mise en réseau pour favoriser les opportunités de business, d'alliances ou de montée en gamme ;
- et d'une offre de formation adaptée.

L'association développe une offre de services pour les grandes entreprises et les PME sur les axes suivants : intelligence industrielle et partenariats ; expertise technique et performance industrielle ; plateformes technologiques.

L'association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec : - l'aménagement du territoire ; - la formation et le développement des compétences ; - l'attractivité et la promotion à l'international.

L'année 2017 fut la première année pleine d'existence de l'association TEAM Henri Fabre au sein du Technocentre implanté au cœur du Technoparc des Florides à Marignane. L'année 2017 a été marquée par la montée en puissance du projet régional Henri-Fabre, le changement de présidence de l'association (d'Airbus Helicopters vers EDF), par la structuration et le développement de 11 projets collaboratifs inter-filières, 5 plateformes techniques et 1 Programme d'Investissement d'Avenir « Emploi-Formation » remporté à l'été 2017.

L'année 2018 sera marquée par la réactivation du comité de pilotage regroupant les acteurs institutionnels impliqués dans ce projet à vocation régionale.

Actions 2018

Les actions menées en 2018 contribueront à développer des actions visant à renforcer le tissu industriel, le faire grandir, améliorer sa productivité et à rendre attractif le territoire pour de nouvelles implantations industrielles venant chercher des conditions favorables au développement de leur business. En ce sens les 3 actions phares décrites ci-dessous seront conduites :

I. Développer le sourcing technologique

Afin de renforcer la compétitivité du territoire dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'énergie, du naval et du biomédical, TEAM Henri-Fabre poursuit son travail d'identification des technologies clés de l'industrie 4.0 à développer et déployer au niveau du tissu industriel régional.

Axe 1 : Consolidation de la feuille de route technologique régionale en mécanique, matériaux, procédés et ingénierie numérique pour répondre aux futurs besoins des Donneurs d'Ordres (DO), des Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI) et des grands projets structurants de la région. Fin 2017, la feuille de route technologique Henri-Fabre a été consolidée et les contenus détaillés des actions à mener sur chaque axe ont été approfondis, comme notamment pour l'axe développement de revêtements fonctionnels innovants ou l'axe fabrication additive.

De nouveaux axes stratégiques sont apparus comme par exemple la maintenance rapide. Cette feuille de route continuera d'être alimentée et mise à jour en 2018 au travers de RDV annuels avec les Donneurs d'Ordres et avec les grands projets structurants régionaux. Le Conseil Scientifique Henri-Fabre poursuivra sa mission de conseil et arbitrage des axes technologiques prioritaires.

Axe 2 : Mettre à disposition des industriels des plateformes mutualisées sur le Technocentre pour soutenir le développement des technologies prioritaires et aider les entreprises du tissu économique local à monter en compétences sur ces technologies.

A l'issue de l'année 2017, les plateformes du Technocentre ont été enrichies principalement sur les axes fabrication additive et essais tribologiques.

L'année 2018 sera consacrée à consolider l'exploration et préparer la mise en place de nouvelles plateformes sur les thématiques suivantes : IOT / Big Data pour la maintenance prédictive, robotisation / automatisation, tomographie RX haute énergie, etc... Cette action permettra de conforter la montée en puissance du Technocentre Henri-Fabre et d'alimenter le dossier technico-économique de la future implantation au sein du Technocentre full-size.

Axe 3 : Promouvoir et accompagner la réalisation de projets innovants, en lien avec l'ensemble des structures d'aide au développement économique régional.

A fin 2017, une dizaine de projets collaboratifs ont été réalisés ou initiés. La majorité de ces projets, portés en grande partie par des PME partenaires, vont entrer en phase opérationnelle en 2018. De nouvelles pistes de projets seront explorées et instruites sur les thèmes de la feuille de route technologique TEAM Henri-Fabre.

- II. Développer l'offre « fertilisation croisée, diversification des marchés et open innovation » : contribuer au développement et/ou à l'émergence de filières industrielles d'excellence

Axe 1 : Organiser la 4^{ème} édition Business & Industrie TEAM Henri Fabre regroupant des donneurs d'ordre et des PME sur le thème du « business et de l'accès aux marchés dans le but de favoriser la diversification et la fertilisation croisée.

Axe 2 : Créer et animer une plateforme d'Open Innovation numérique inter filière comprenant une plateforme numérique sécurisée venant renforcer l'animation de l'écosystème régional et la mise en réseau des acteurs de l'innovation en région pour favoriser l'innovation ouverte et contribuer à bâtir l'industrie du futur tout en aidant les entreprises à gagner en compétitivité.

- III. Déployer l'offre emploi-formation

Axe 1 : Labellisation des parcours

Le premier objectif de cet axe est de rendre lisibles et opérationnelles les formations du territoire :

- Renforcer l'adéquation entre le besoin des entreprises et les acteurs de la formation,
- Favoriser l'employabilité des étudiants,
- Répondre aux besoins (élèves/entreprises),
- Proposer un accompagnement renforcé aux étudiants et aux entreprises (définition du projet de stage, un parcours co-construit).

Axe 2 : Animer le groupe de travail PERF Henri Fabre
Ce second axe a pour objectif de fédérer les partenaires emploi-formation de TEAM Henri-Fabre autour du dossier PIA PERF Henri-Fabre suite au dossier remporté en août 2017.

Il s'agit d'animer les réunions : comités des financeurs, comités de pilotages, comités opérationnels ainsi qu'être participant à certains groupes de travail

Equipe dédiée au projet :

En sus des personnels mis à disposition par les partenaires industriels (5 personnes), l'association emploie 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique « mécanique matériaux et procédés » (MMP) qui a pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP
- Un PMO/responsable communication en charge du suivi opérationnel de la gestion du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe.

Le budget prévisionnel 2018, qui s'élève à 1 268 934 euros, est stable, voire en légère baisse par rapport à l'année précédente (budget prévisionnel 2017 : 1 274 460 euros)

L'association Team-Henri Fabre a bénéficié d'une subvention de 75.000 € au titre de l'année 2017 répartie comme suit :

- Territoire de Marseille Provence : 50.000 €
- Territoire d'Aix : 25.000 €

Afin de permettre le développement de son offre de projets collaboratifs à destination des PMI, il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 85.000 euros à l'association TEAM Henri-Fabre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axé sur les économies productives et de la connaissance, le projet Henri Fabre représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi.

- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 85.000 € au titre de l'année 2018 à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 au budget Principal Métropole centralisé Aix-Marseille-Provence Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-3903/18/BM

■ Attribution d'une subvention en faveur du projet immobilier porté par la société Vermillon à Aix-en-Provence

MET 18/7270/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Implantée sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, la société VERMILLON développe et fabrique des peintures et matières décoratives (chaux, béton ciré...). Elle assure également de la formation qualifiante. La S.A.R.L. VERMILLON fait partie du groupe MERCADIER qui emploie 25 personnes au total : 8 pour VERMILLON, 7 au sein de la holding BEES et 10 pour la S.A.R.L. ANTRACITE dédiée à la distribution et à l'animation des boutiques. Créé à Aix-en-Provence en 2003 par Marie et Xavier GRINDEL, ce groupe familial réalise un chiffre d'affaires de 2,8 M€ (dont 1,64 M€ pour VERMILLON). 30 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La stratégie d'entreprise de VERMILLON est orientée vers l'innovation et la modernisation. Des investissements de R&D sont réalisés sans cesse pour mettre au point de nouvelles gammes de produits. L'entreprise bénéficie en effet d'un Crédit Impôt Recherche, et elle adhère au Centre Régional d'Innovation de Transfert de Technologie (CRITT) « Novachim » dédié au secteur Chimie, Plastique et Matériaux. Soucieuse de développer ses outils numériques, VERMILLON est membre de la French Tech Aix-Marseille depuis 2016.

2. Le projet immobilier

Dans le cadre de son projet de développement, le groupe Mercadier a prévu d'investir dans son propre bâtiment. Le projet est porté par la SARL VERMILLON, à travers la SCI NORMAIX. Il s'agit de faire l'acquisition d'un terrain de 3.087 m² sur la ZAC de L'Enfant, au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en vue d'y construire un bâtiment d'une surface de 1.500 m² répartie sur deux niveaux.

Ce bâtiment a vocation à regrouper un laboratoire de R&D, l'atelier de fabrication, le centre de formation professionnelle, une plate-forme logistique et des bureaux. Cet investissement permettra d'internaliser en totalité la fabrication et le conditionnement de produits, d'optimiser l'organisation logistique et d'accélérer le développement à l'international.

Conçu à l'aide d'un architecte, le bâtiment est à ossature bois, il répond aux normes de qualité environnementale. Le permis de construire a été accordé.

La construction du bâtiment a été chiffrée à 1.804.589 € dont 1.575.468 € éligibles répartis comme suit :

VRD	157.893 €
Locaux de stockage	456.062 €
Création d'un atelier	445.199 €
Bureaux	513.314 €
Contrôle SPS	3.000 €
TOTAL	1.575.468 €

Concernant les modalités de financement de cette opération, VERMILLON a engagé des négociations avec ses partenaires bancaires. Il a finalement été décidé le montage sous forme de crédit-bail. Le contrat va être signé avec CMCIC LEASE qui procédera à la signature de l'acte authentique dans le courant du 1^{er} trimestre 2018.

Des fonds propres compléteront le plan de financement.

L'emménagement dans les nouveaux locaux est prévu pour la fin de l'année 2018.

Ce projet immobilier va de pair avec une évolution de l'activité et un plan de recrutement. VERMILLON devrait en effet doubler ses effectifs d'ici 2020.

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération à hauteur de 120.000 € soit 7,16 % de l'assiette éligible de 1.575.468 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 120.000 € au bénéfice de la société VERMILLON basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la société CMCIC LEASE, Crédit-bailleur).

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-3904/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) dans le cadre de l'appel à projets "Entreprendre dans les Territoires Fragiles" - Approbation d'une convention
MET 18/7510/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence France Entrepreneur a sélectionné la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille-Provence et Nice Côte d'Azur afin de lancer un appel à projet « Entreprendre dans les territoires fragiles ». La démarche a pour ambition de favoriser la création et le développement d'activités économiques dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). En effet, les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville présentent un taux de défaillance supérieur à la moyenne nationale malgré une réelle dynamique entrepreneuriale pour des raisons multiples telles que fragilités économiques et sociales, manque d'information sur les dispositifs d'accompagnement et de financement, etc...

Les candidats retenus pour mettre en œuvre cet appel à projet bénéficieront de cofinancements de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, de la Métropole Nice Côte d'Azur et de l'AFE.

L'enveloppe globale attribuée aux bénéficiaires est cofinancée à 50% par l'AFE.

La présente convention autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence à percevoir et reverser aux candidats retenus la part de cofinancement de l'AFE.

Objectifs : Dans l'optique d'accroître significativement la part des entrepreneurs accompagnés dans les QPPV, le présent appel vise ainsi à adapter et développer l'offre existante en faisant émerger des solutions innovantes et adaptées de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat dans ces territoires.

Les associations ADIE, Positive Planet et Cap Au Nord Entreprendre (CANE) ont décidé de s'associer pour répondre à l'appel à projet « Entreprendre en

Territoire Fragile ». L'ADIE, le chef de file de ce consortium, reconnue d'utilité Publique est le premier opérateur de microcrédit en France; Positive Planet, a pour mission d'accompagner gratuitement les porteurs de projets dans toutes les étapes de la création d'entreprises et Cap Au Nord Entreprendre est l'association d'entreprises de Marseille Nord.

L'action : Le consortium propose une action intitulée « Les rendez-vous de l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires »

- **Objet** : organisation de 6 journées de sensibilisation, de 2 journées portes ouvertes et 2 soirées Networking, accompagné d'une campagne de communication. Les journées de sensibilisation alterneront ateliers participatifs, séances d'accueil individualisées et témoignages d'entrepreneurs ; les soirées networking, quant à elles permettront aux personnes sensibilisées ainsi qu'aux jeunes entrepreneurs d'être immergés avec les entreprises du territoire et de créer des opportunités de business avec ces dernières.
- **Objectifs** :
 - **Qualitatifs** : lever les freins à l'entrepreneuriat, changer de regard sur les territoires fragiles et développer le réseau des entreprises implantées en quartier prioritaire
 - **Quantitatifs** : 300 personnes sensibilisées dont 90 en QPPV
- **Périmètre** : Marseille (2^e 3^e et 15^e arrondissements)

Budget prévisionnel de l'action 2018-2020

Dépenses		Ressources	
Frais de fonctionnement et Ch. Indirectes	18 600€	Autofinancement	27 900€
Communication	46 500€	<i>Dont ADIE</i>	<i>11 160€</i>
Masse salariale	27 900€	<i>Dont Positif Planet</i>	<i>11 160€</i>
<i>Dont ADIE</i>	<i>11 160€</i>	<i>Dont CANE</i>	<i>5 580€</i>
<i>Dont Positif Planet</i>	<i>11 160€</i>	Subvention	65 000€
<i>Dont CANE</i>	<i>5 580€</i>	<i>Dont Métropole Aix Marseille Provence*</i>	<i>60 000€</i>
		<i>Dont Conseil Régional *</i>	<i>5 100€</i>
TOTAL	93 000€	TOTAL	93 000€

*Dont 50% de cofinancement Agence France Entrepreneur.

Pour l'exercice 2018, il est proposé de verser 30 000 € à l'association. Pour l'exercice suivant, 30 000 € seront versés sous réserve de l'inscription des crédits au budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, portant sur la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence France Entrepreneur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'action de 30 000 € à l'association ADIE, au titre de l'exercice 2018 relative à l'appel à projet « Entreprendre en Territoires Fragiles », dont 50% seront cofinancés par l'Agence France Entrepreneur.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure sur deux ans, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ADIE.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 - Sous Politique B320.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention triennale et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-3905/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association la Ruche Marseille dans le cadre de l'appel à projets "Entreprendre dans les Territoires Fragiles" - Approbation d'une convention
MET 18/7511/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence France Entrepreneur a sélectionné la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille-Provence et Nice Côte d'Azur afin de lancer un appel à projet « Entreprendre dans les territoires fragiles ». La démarche a pour ambition de favoriser la création et le développement d'activités économiques dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). En effet, les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville présentent un taux de défaillance supérieur à la moyenne nationale malgré une réelle dynamique entrepreneuriale pour des raisons multiples telles que fragilités économiques et sociales, manque d'information sur les dispositifs d'accompagnement et de financement, etc...

Les candidats retenus pour mettre en œuvre cet appel à projet bénéficieront de cofinancements de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, de la Métropole Nice Côte d'Azur et de l'AFE.

L'enveloppe globale attribuée aux bénéficiaires est cofinancée à 50% par l'AFE.

La présente convention autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence à percevoir et reverser aux candidats retenus la part de cofinancement de l'AFE.

Objectifs : Dans l'optique d'accroître significativement la part des entrepreneurs accompagnés dans les QPPV, le présent appel vise ainsi à adapter et développer l'offre existante en faisant émerger des solutions innovantes et adaptées de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat dans ces territoires.

Les associations La Ruche Marseille et Intermade ont décidé de s'associer pour répondre à l'appel à projet « Entreprendre en Territoire Fragile ». La Ruche Marseille, le chef de file de ce consortium, est une association de loi 1901 qui fédère et anime une communauté de structures forte de ses principes d'entrepreneuriat social et écologique. L'association s'organise autour d'un incubateur : La Ruche Factory, qui cherche à dynamiser les territoires par la création d'entreprises et de projets durables et responsables, et d'un espace de coworking. Intermade est une association de loi 1901 qui accompagne l'émergence, la création et le développement des entreprises socialement innovantes en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'action : Le consortium propose une action de sensibilisation intitulée « Déclic » et deux actions d'accompagnement intitulées « Passe la 3ème ! » et « Starter ».

- **Objet :**

Les interventions « Déclic » se déclinent en 4 journées pendant lesquelles des groupes de 4 à 6 personnes seront accompagnés dans leur projet par autant de personnes ressources. 2 jours par mois seront également consacrés à l'animation de la communauté de personnes ressources et des prescripteurs.

Les interventions d'accompagnement avec « Passe la 3ème » comprennent trois phases de 3 mois chacune pour la maturation du projet (étape 1 qui alterne ateliers

thématiques et échanges avec les personnes ressources), le test du projet de micro-entrepreneuriat (étape 2 qui comprend des ateliers de formation et des rendez-vous parrains-porteurs de projet) et l'accompagnement au lancement d'activité (étape 3 qui encourage le porteur de projet à s'autonomiser tout en l'accompagnant sur les démarches juridiques et financières).

Enfin, le programme « Starter » se déroule sur 3 mois également et permet de finaliser l'étude de marché et de modéliser un projet spécifique d'entreprise d'économie sociale et solidaire.

- **Objectifs :**

- **Qualitatifs :** lever les freins à l'entrepreneuriat, changer de regard sur les territoires fragiles et développer le réseau des entreprises implantées en quartier prioritaire

- **Quantitatifs :** Déclic : 4 à 6 projets par session, Passe la 3ème : 12 projets soutenus dont 8 en provenance des QPV, Starter : deux projets d'ESS en QPV

- **Périmètre :** Marseille (1^{er} et 3^{es} arrondissements)

Budget prévisionnel de l'action 2018-2020

Dépenses		Ressources	
Services extérieurs	29 616€	Fondations	36 696€
Autres Services extérieurs	400€		
Masse salariale	92 304€		
<i>Dont La Ruche Marseille</i>	<i>63 829€</i>		
<i>Dont Intermade</i>	<i>28 475€</i>	Subvention	85 624 €
		<i>Dont Métropole Aix Marseille Provence*</i>	<i>40 000€</i>
		<i>Dont Conseil Régional*</i>	<i>45 624€</i>
TOTAL	122 320€	TOTAL	122 320€

*Dont 50% de cofinancement Agence France Entrepreneur.

Pour l'exercice 2018, il est proposé de verser 20 000 € à l'association. Pour l'exercice suivant, 20 000 € seront versés sous réserve de l'inscription des crédits au budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, portant sur la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence France Entrepreneur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000€ à l'association la Ruche Marseille, au titre de l'exercice 2018 relative à l'appel à projet « Entreprendre en Territoires Fragiles », dont 50% seront cofinancés par l'Agence France Entrepreneur.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure sur deux ans entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et La Ruche Marseille.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - chapitre 65 – article 65748 - Sous Politique B320.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention tri annuelle et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-3906/18/BM

**■ Attribution d'une subvention au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de PACA dans le cadre de l'appel à projets "Entreprendre dans les Territoires Fragiles" - Approbation d'une convention
MET 18/7512/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence France Entrepreneur a sélectionné la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille-Provence et Nice Côte d'Azur afin de lancer un appel à projet « Entreprendre dans les territoires fragiles ». La démarche a pour ambition de favoriser la création et le développement d'activités économiques dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV). En effet, les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville présentent un taux de défaillance supérieur à la moyenne nationale malgré une réelle dynamique entrepreneuriale pour des raisons multiples telles que fragilités économiques et sociales, manque d'information sur les dispositifs d'accompagnement et de financement, etc...

Les candidats retenus pour mettre en œuvre cet appel à projet bénéficieront de cofinancements de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, de la Métropole Nice Côte d'Azur et de l'AFE.

L'enveloppe globale attribuée aux bénéficiaires est cofinancée à 50% par l'AFE.

La présente convention autorise la Métropole Aix-Marseille-Provence à percevoir et reverser aux candidats retenus la part de cofinancement de l'AFE.

Objectifs : Dans l'optique d'accroître significativement la part des entrepreneurs accompagnés dans les QPPV, le présent appel vise ainsi à adapter et développer l'offre existante en faisant émerger des solutions innovantes et adaptées de nature à lever les freins à l'entrepreneuriat dans ces territoires.

Les associations Le CNAM PACA et FACE Vaucluse ont décidé de s'associer pour répondre à l'appel à projet « Entreprendre en Territoire Fragile ». Le CNAM PACA, le chef de file de ce consortium, est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche qui intervient auprès de personnes apprenties et salariés dans le but de faciliter l'émergence de projet innovants dans l'entrepreneuriat. FACE Vaucluse, est une fondation reconnue d'utilité publique, qui regroupe sur le territoire du Vaucluse des entreprises locales souhaitant agir contre les exclusions et les discriminations en partenariat avec les collectivités locales.

L'action : Le consortium propose une action intitulée « Le CNAMATHON »

- Objet : organisation de 2 journées de sensibilisation et de 17 ateliers d'accompagnement des porteurs de projet structurés autour d'une ingénierie pédagogique spécifiquement destinée au public visé. Les interventions se feront dans différents Quartiers Prioritaires de la Ville où le CNAM PACA est implanté : Marseille, Aix, Nice Avignon. Pour ce faire le CNAM PACA mobilisera un large éventail de partenaires en s'appuyant notamment sur son expertise du programme Action Régionale au

Développement d'Activité Nouvelle (ARDAN).

- Qualitatifs : lever les freins à l'entrepreneuriat, changer de regard sur les territoires fragiles et développer le réseau des entreprises implantées en quartier prioritaire
- Quantitatifs : 167 personnes sensibilisées entre 2018 et 2020.
- Périmètre : Quartiers prioritaires de Marseille, Aix, Nice, Avignon

Budget de l'action 2018-2020

Dépenses		Ressources	
Achats	11 180€	Autofinancement	30 925€
Services extérieurs	470€		
Autres services extérieurs	3 400€		
Impôts et taxes	570€	Subvention AAP AFE	60 000€
Masse salariale	75 305€	<i>Dont Métropole Nice Côte d'Azur*</i>	20 000€
		<i>Dont Métropole Aix Marseille Provence*</i>	20 000€
		<i>Dont Conseil Régional*</i>	20 000€
TOTAL	90 925€	TOTAL	90 925€

*Dont 50% de cofinancement Agence France Entrepreneur.

Pour l'exercice 2018 il est proposé de verser 10 000 € à l'association. Pour l'exercice suivant 10 000 € seront versés sous réserve de l'inscription des crédits au budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, portant sur la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence France Entrepreneur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000€ au CNAM PACA, au titre de l'exercice 2018 relative à l'appel à projet « Entreprendre en Territoires Fragiles », dont 50% seront cofinancés par l'Agence France Entrepreneur.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure sur deux ans, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CNAM PACA.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - chapitre 65 – article 65748 - Sous Politique B320.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention triannuelle et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-3907/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Incubateur Impulse - Approbation d'une convention MET 18/7116/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999. Il associe l'Université Aix-Marseille, l'Université d'Avignon, le CEA, l'INSERM, le CNRS, L'Ecole Centrale Marseille, l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, l'ENSAM, et l'IRD. Il est soutenu financièrement par le Ministère de la Recherche, les Fonds Européens et par les collectivités locales. Il fait partie du réseau national RETIS des acteurs de l'innovation.

L'incubateur inter-universitaire Impulse est une structure de détection et d'accompagnement aux projets de création d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Sa mission consiste à :

- valoriser les résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes,
- apporter un soutien aux projets innovants issus de la recherche publique,
- favoriser la création d'entreprises et d'emplois,
- Sensibiliser plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de

l'information, du numérique et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet,
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées,
- une mise à disposition de ressources et moyens.

L'incubateur Impulse est un maillon essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Grand Luminy, qu'avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique, et qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix. Depuis sa création, l'incubateur Impulse a investi plus de 11 millions d'euros dans l'accompagnement de 170 projets donnant lieu à la création de 140 entreprises innovantes pour près de 800 emplois directs et 239 millions d'euros d'investissement privé cumulé sur ces entreprises.

A titre indicatif, durant l'année 2017, 19 projets, dont 10 nouveaux, ont été accompagnés avec la création de 7 entreprises et près d'une centaine d'emplois directs créés.

En complément des animations réservées aux « incubés » (demi-journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés », Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Programme d'animations récurrentes : « Rencontres d'Impulse » avec des réunions sur la valorisation à la protection de l'innovation, les dispositifs de soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes.
- Journée portes ouvertes « Sciences et créations d'entreprises » au Technopôle de Château-Gombert qui rassemble entreprises et acteurs de l'écosystème.
- Participation aux salons et colloques professionnels.
- Participation aux assemblées des pôles de compétitivité partenaires.
- Participation aux comités de sélection du Fonds d'Innovation Marseille-Provence (dispositif de soutien aux entreprises

innovantes du Conseil de Territoire Marseille-Provence).

- Participation aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix).
- Prescription de concours visant les entreprises innovantes en région et préparation de la présentation des entreprises accompagnées.

En 2018, le cœur de métier de l'incubateur restera :

- La poursuite de l'accompagnement des projets intégrés en 2016 et 2017,
- L'affectation d'une aide financière pour les projets qu'il accompagne,
- L'intégration d'une dizaine de nouveaux projets au programme d'incubation,
- L'adossement aux pépinières du territoire pour le développement des projets incubés,
- La sensibilisation et l'information auprès des universités et établissements de recherche,
- La sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet,
- La sensibilisation et l'information auprès d'un large public

Le partenariat avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la SATT Sud Est reste un axe majeur afin de mutualiser leurs solutions d'accompagnement, leur sourcing, et faire bénéficier les entreprises et les projets incubés d'une meilleure ouverture à l'international et à la collaboration technologique et commerciale.

Par ailleurs, les actions d'animation de l'année 2017 seront reconduites, et l'intégration d'une dizaine de nouveaux projets de création d'entreprises et de leur accompagnement est prévue.

Le budget prévisionnel de l'incubateur Impulse pour 2018 s'élève à 450 000 euros, si l'on ne tient pas compte de l'accompagnement financier des projets suivis.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille s'élèvera à 55 000 euros, représentant 12,22 % du budget prévisionnel 2018.

Ce soutien financier se répartit comme suit :

- 30.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).
- 25.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur Impulse porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Incubateur Impulse une subvention de 55.000 €.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)
- 25.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-3908/18/BM

■ Attribution d'une subvention au Pôle Optitec - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/6809/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle :

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, le Pôle OPTITEC réunit 220 membres dont 125 entreprises. 63 % des membres sont basés en Région Sud (PACA), 21 % en Occitanie et 16 % sont situés hors territoire. Parmi les 125 entreprises, on compte 69 TPE, 45 PME, 6 ETI et 5 grands groupes.

La stratégie du Pôle OPTITEC s'articule autour de trois grandes ambitions :

- la transformation de la R&D réalisée par les entreprises et laboratoires en création de valeur et de croissance ;
- une dynamique de croissance de la filière à l'horizon 2022 (passage en 10 ans de 10.000 à 24.000 emplois) ;
- la visibilité du Pôle en tant que cluster européen « Photonique et Imagerie » sur l'arc méditerranéen et le grand sud-est.

L'activité du Pôle vise quatre Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Défense et Sécurité : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Médical : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Smart Cities : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteurs, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'action 2018 du Pôle OPTITEC couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du Pôle

En 2018, le Pôle OPTITEC souhaite renforcer le travail d'animation des membres, en proposant plusieurs formats de rencontres :

- Grands événements combinant conférences, rencontres BtoB et show rooms sur des thématiques liées aux DAS.
- Plusieurs workshops de sensibilisation ou de formation sur des thématiques spécifiques en lien avec les DAS. Pour animer ces workshops, le Pôle mobilisera des intervenants de haut niveau pour traiter d'aspects particulièrement techniques. D'autres pôles ou clusters pourront y être associés.
- Des rencontres individuelles régulières.

Une réflexion est en cours sur l'évolution des outils de communication en direction des adhérents. L'annuaire sera refondé selon un format plus attractif et efficient.

Il s'agira également de poursuivre les partenariats avec d'autres Pôles ou clusters, à l'échelle géographique ou dans une logique de coopération technologique (colabellisation de projets...).

Le programme d'action du Pôle OPTITEC prévoit également un service personnalisé pour favoriser la croissance des entreprises, portant par exemple sur les opportunités marchés, la commercialisation d'un produit issu de la R&D, le lancement d'un nouveau

produit, l'optimisation en terme d'organisation ou de RH...

Innovation et R&D

Le Pôle propose à ses membres les actions suivantes :

- Ingénierie de projets innovants et industriels : aide à la définition des projets, identification des guichets de financement adaptés, recherche de partenaires, analyse du marché et du modèle économique, montage du consortium, valorisation moyennant une communication adaptée...

- Une procédure de labellisation en phase avec la charte de qualité proposée par la DGE.

- Animation de plates-formes mutualisées : après une année de test en 2016, la Plate-forme européenne Mutualisée sur l'Optique Adaptative installée à Marseille a réellement commencé à fonctionner en 2017. En 2018, la plate-forme sera un support pour les actions suivantes : formation continue, location de matériel et utilisation du banc R&D, partenariat avec l'Hôpital de la Timone, projets de recherche. La plate-forme OLISE basée à Nîmes est orientée vers les systèmes d'imagerie et infrarouges, elle permet la caractérisation de systèmes optoélectroniques et la mise au point de nouvelles cameras.

Enfin, la plate-forme LIGHT2SHARE a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques pour des usages de test et de développement de nouveaux process. Après la validation des aspects juridiques, la plate-forme a été finalisée en novembre 2017. Une vingtaine d'offres est répertoriée à ce jour. Une campagne de promotion du dispositif vient d'être lancée.

Europe et International

Le Pôle OPTITEC propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

OPTITEC accompagne les adhérents aux salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export.

Pour 2018, OPTITEC a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Eurosatory (Paris) et Vision (Stuttgart). Par ailleurs, le Pôle proposera à ses membres une mission partenariale à Singapour. Pour chacune des manifestations, les PME seront encadrées sur un stand collectif au sein du Pavillon France et bénéficieront d'un service clé en main.

Il convient de noter qu'OPTITEC est actuellement le seul pôle européen ayant un bureau permanent à Bruxelles.

Afin d'optimiser davantage sa stratégie à l'international, le Pôle a fait réaliser une étude par le cabinet IN EXTENSO, qui a permis, entre autres, de valider les zones géographiques prioritaires.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivis. Enfin, le projet européen EPRISE, mené par un consortium de partenaires issus de 8 pays et sélectionné par la Commission européenne en 2016, est piloté par le Pôle OPTITEC.

Emploi et Formation

Le Pôle souhaite renforcer son implication sur les thématiques de l'emploi et de la formation des salariés, au travers de trois types d'actions :

- Identification et analyse des besoins de formation continue en Photonique et Imagerie : participation active aux études conduites par l'État et la Région, constitution d'un groupe de travail...

- Organisation de modules de formation inter- et intra-entreprises.

- Montage de projets structurants pour renforcer et valoriser l'offre de formation en Région Sud : partenariat avec l'Ecole Centrale de Marseille pour la mise en place d'une plate-forme de formation.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle OPTITEC, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 65.000 euros, représentant 6,41 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.013.632 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 20.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association OPTITEC une subvention de 65.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 20.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle OPTITEC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropole Centralisé sous-politique B370 – 61/65748 – Fonction 61 – Chapitre 65 – Nature 65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 025-3909/18/BM

**■ Attribution d'une subvention au Pôle Eurobiomed - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/6812/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle EUROBIOMED

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière, les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie.

Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau,
- support aux projets de R&D,

- aide à la levée des fonds,
- soutien à la croissance des entreprises.

L'animation du réseau EUROBIOMED

Le Pôle regroupe à ce jour 269 adhérents dont 228 entreprises, principalement des PME/TPE. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2017, Eurobiomed a organisé 22 événements ayant réuni plus de 1.000 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2018, le Pôle prévoit d'aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une activité de R&D et d'adresser des informations personnalisées aux membres.

Plusieurs grands événements sont déjà programmés : Le Forum parlementaire de la Santé Connectée, RARE (Rencontre des Maladies rares, à Paris), un événement à monter avec le Syndicat National de l'Industrie des Technologies Médicales, l'Université d'été de la e-santé à Castres, le Congrès CEPS à Montpellier sur les interventions non médicamenteuses, l'AFSSI (Rencontres annuelles de la recherche préclinique à Marseille), l'AGEINGFIT à Nice (convention d'affaires dédiée à l'innovation dans la Silver Economie) ... Pour l'ensemble des événements, le Pôle souhaite renforcer le volet des rencontres d'affaires bilatérales.

L'action en faveur de la R&D

Sur les 111 projets étudiés par le Pôle Eurobiomed en 2017, 36 ont été labellisés et 12 financés, pour un budget total de R&D de plus de 71 M€. L'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. En 2017, le Pôle a lancé une nouvelle offre permettant de favoriser les financements FEDER.

En 2018, Eurobiomed poursuivra son action de détection et de stimulation de l'innovation et prendra les dispositions nécessaires pour augmenter les chances de succès des projets présentés. Les projets non retenus seront systématiquement réorientés, et le Conseil Stratégique des Projets devrait être associé davantage à l'amont du process. Outre le travail habituel sur les appels à projets à venir, un effort particulier sera réalisé sur l'émergence de projets structurants de type PSPC, programme financé par BPI France. Le Pôle prévoit également de collaborer plus étroitement avec les SATT.

Le soutien à la compétitivité des entreprises

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux réglementaires, le développements industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé 10 emplois et levé 7,5 M€. Un nouvel appel à candidatures vient d'être lancé.

En 2018, l'offre du Pôle en faveur de la compétitivité s'inscrira dans la continuité, avec un effort particulier pour améliorer sa lisibilité.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle EUROBIOMED, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55.000 euros représentant 3.02 % pour un budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.818.645 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 48.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 7.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 55.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 48.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 7.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle Eurobiomed.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Principal Métropole Centralisé 2018 sur la ligne sous-politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 - Fonction 61
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 026-3910/18/BM

**■ Attribution d'une subvention au Pôle SCS -
Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/6813/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en PACA les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au coeur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

Le programme 2018 du pôle SCS s'articule autour de cinq catégories d'actions majeures

- La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain
- L'animation de l'innovation sur les axes stratégiques
- Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI
- Le développement à l'international
- L'emploi, la formation et RSE

I) La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain

L'ensemble de ces activités et actions adressent l'écosystème du numérique de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- *La coordination SCS du plan Micro2020 avec en particulier :*
 - La sélection et mise en oeuvre des projets pour les plateformes CIMPACA caractérisation et micropacks
 - Un programme d'accélération des TPE/PME fabless et microélectronique par du coaching d'experts
 - Un plan de promotion de la microélectronique & IoT
- *Coordination de la thématique IoT :*
 - Animation du GT IoT du pôle SCS
 - Rôle de référent d'AMFT dans le réseaux IoT/manufacturing de la French Tech
- *Participation aux actions en faveur de l'emploi et des compétences*
 - Mise en œuvre d'une expérimentation d'un dispositif mutualisé d'appui au développement des compétences avec la CCIMP.
 - Contribution au projet européen **DIGI@TER**
 - L'organisation de sessions de formation

synthétique sur l'intelligence artificielle et le "deep learning".

- *La contribution du déploiement du projet de "sécurisation des gares ferroviaires" sur Aix-en-Provence et Marseille (projet région PACA)*
- *La finalisation du projet de création de l'IoT Security Center sur Rousset/Gardanne*
- Le développement des partenariats et des actions d'animations avec TheCamp et La Coque

II) L'animation de l'innovation

La feuille de route 2018 que s'est fixé le pôle SCS a pour objectif de prolonger les actions engagées en 2017 et d'en développer de nouvelles enclines à favoriser l'émergence de projets et d'innovations dans les domaines stratégiques du pôle (SSA).

Montage et Labellisation des projets collaboratifs de R&D

En 2018, le Pôle poursuivra son objectif de mettre l'accent sur la labellisation et le soutien de projets attaquant les verrous technologiques, ciblant les usages de sa feuille de route et répondant aux appels nationaux (ANR, PIA3, FUI), aux appels régionaux (PRI PACA et FEDER PACA), aux appels européens .

Les Partenariats technologiques en support de l'innovation 2018

- Le partenariat avec CapEnergies sur l'axe numérique du projet FLEXGRID
- Le partenariat avec les pôles Optitec, SAFE, Capenergies dans le cadre de l'appel "Booster"
- Le partenariat avec le pôle Optitec sur l'IoT et industrie du futur en PACA
- Le Pôle sera aussi partenaire de AMFT sur le réseau thématique French Tech IoT et le réseau thématique cybersécurité

III) Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI

Le pôle SCS se donne pour mission d'accompagner l'innovation des PME, de les assister dans leurs business plannings, de les préparer à adresser les marchés et renforcer la visibilité des TPE, PME et ETI. A ce titre, le pôle prévoit pour 2018 :

- de monter des événements d'information sur les appels à projets, des conférences sur les opportunités marchés et les

tendances technologiques & réglementaires et de mise en réseaux entre industriels membres du pôle

- de continuer à valoriser les produits et services des TPE/PME : trophées, prix, expo des innovations
- d'organiser des événements de mise en réseau avec les grands groupes du pôle (nationaux et internationaux)
- de poursuivre l'accompagnement d'accélération PME/TPE de la filière microélectronique
- de continuer la pénétration des services Go-to-Market.

IV) L'international

Sur la partie « International », le pôle SCS s'est donné comme ambition dans ses domaines d'activités stratégiques un véritable écosystème européen, voire mondial :

- Mise en œuvre de partenariats avec les clusters internationaux ciblés. Les partenariats avec les réseaux européens de la microélectronique et l'« Alliance IOT ».
- Amplification de la médiatisation internationale via un « community management » renforcé.
- Poursuite de la participation à des salons internationaux avec un focus sur l'IoT & l'industrie 4.0 et les thématiques émergentes, comme par exemple le véhicule connecté.
- **Organisation de missions partenariales.**

V) La RSE, l'emploi et la formation

RSE :

En 2018, le pôle SCS a choisi de promouvoir auprès de ses adhérents les outils existants tant au niveau du pôle que de la Région et les initiatives des acteurs territoriaux :

- démarches RSE dans les projets à travers le label « TIC Durable »
- dispositif mis en place par la Région PACA en faveur du Parcours Responsable
- dispositif régional CEDRE auprès de ses adhérents.

Emploi – Formation :

Le plan d'Action 2018 en matière d'Emploi et de Formation s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013 :

- collaboration avec « Les Entrepreneuriales » sur la mise en œuvre d'un coaching d'experts industriels pour les étudiants des cursus liés à la micro
- programme de sensibilisation des PME sur diverses thématiques
- dans le cadre du projet IoT Security center, mise en œuvre de formations continues dans les domaines de la sécurisation des objets

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 77.000 euros, représentant 5 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.537.068 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 47.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SCS une subvention de 77.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 47.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle SCS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropole Centralisé sur la ligne sous-politique B370 – 61/65748 – Fonction 61-chapitre 65 – Nature 65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 027-3911/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour l'organisation de l'Ecole d'Eté 2018 sur les objectifs du Développement Durable - Approbation d'une convention
MET 18/6999/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Objectifs de développement durable (ODD), sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Adoptés le 25 septembre 2015 par l'assemblée générale des Nations-Unies, ils se déclinent en 17 priorités à l'horizon 2030.

Devant l'immensité des défis économiques, sociaux et environnementaux qui caractérise l'état de la planète aujourd'hui, les communautés scientifiques et universitaires du Nord et du Sud ont un rôle spécifique à jouer par leur contribution aux avancées mondiales de la connaissance et à la promotion de recherches utiles pour atteindre ces ODD.

Forts de la présence sur le territoire d'un très important réseau d'expertise académique et professionnel, Aix-Marseille Université (AMU), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont initié en 2016, sous le label du « campus international pour le développement », un programme inédit d'écoles d'été sur le rôle des scientifiques et la contribution de la science à la mise en œuvre des ODD. Cette dynamique fédératrice fait appel à toutes les compétences du territoire (académiques, société civile, monde économique...).

La première école d'été a été soutenue à hauteur de 20 000 euros par la délibération ECO 019-340/16/BM votée le 30 juin 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'originalité de cette seconde école d'été de très haut niveau, tant pour les intervenants que les participants en provenance du Nord et du Sud, est de s'adresser conjointement à des scientifiques (chercheurs, enseignants-chercheurs, responsables d'unité, doctorants, post-doctorants...) et à des acteurs de la mise en œuvre des ODD (décideurs, cadres d'institutions locales, nationales et internationales, de ministères, d'ONG, d'entreprises...) mobilisés pour contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 au bénéfice des générations futures.

Première en son genre au niveau international, cette école d'été s'adresse aux scientifiques, chercheurs, enseignants-chercheurs, cadres de ministères, d'administrations et d'entreprises, représentants d'agences ONUiennes, responsables d'ONG, doctorants et post-doctorants mobilisés pour partager en mode pluridisciplinaire les avancées scientifiques et les enjeux de mise en œuvre des ODD. Cette dynamique ambitieuse permettra aux participants de :

- Comprendre et questionner des enjeux universels en mobilisant savoirs et scientifiques (des idées et des hommes) d'Afrique, de Méditerranée et d'Europe,
- Bénéficier d'une formation sélective et inédite donnant lieu à une attestation,

- Participer à un enseignement de très haut niveau,
- Rencontrer, partager et apprendre des intervenants internationaux (scientifiques et acteurs du développement - responsables politiques, d'ONG et d'entreprises...).

La deuxième école d'été des ODD aura lieu du 2 au 7 juillet 2018. Elle accueillera 180 auditeurs à Marseille. Elle sera centrée sur l'ODD 13, relatif à la lutte contre les changements climatiques, et ses liens avec les autres ODD :

- La santé publique, les questions de risques épidémiologiques, de maladies émergentes, et les modalités d'organisation des systèmes sanitaires.
- La ressource en eau à travers la modification du cycle hydrologique, la dégradation de l'accès à la ressource, et les modalités de gouvernance pour une gestion durable.
- L'espace méditerranéen et la problématique des différentes échelles de gouvernance face, notamment, à l'évolution des aléas climatiques et des risques naturels, ainsi qu'au défi de l'urbanisation durable.

Vecteur de visibilité pour la Métropole et d'effets levier, cette seconde école d'été permet de favoriser l'articulation entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation en tant qu'instrument privilégié de co-développement, notamment en Méditerranée.

Le budget prévisionnel 2018 du projet est constitué sur la base suivante pour un montant global de 155 000 euros :

- Etat : 50 000 euros
- Région PACA : 50 000 euros
- Conseil Départemental 13 : 30 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 20 000 euros
- Autre ressources : 5 000 euros

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 12 000 euros relative à l'organisation de la seconde école d'été sur les Objectifs du Développement Durable porté par l'IRD.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt scientifique, économique de cette seconde école d'été des Objectifs du Développement Durable porté par l'IRD en matière d'attractivité, de promotion de l'activité scientifique, et de développement de partenariats scientifiques.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 12 000 euros à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour l'organisation de la seconde école d'été sur les Objectifs du Développement Durable.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 028-3912/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Les
Entrepreneuriales en PACA
MET 18/7269/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA qui depuis six ans met en œuvre un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole.

En 2017, grâce à ce dispositif, 93 étudiants issus de 19 filières universitaires ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu.

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (car venant d'horizons divers de l'enseignement supérieur) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canvas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

Cette année, un volet supplémentaire sera dédié à l'innovation technologique, baptisé « Entrep digital » sur lequel porte la présente demande de subvention. Tout projet ayant pour nature une innovation technologique sera accompagné par des experts et professionnels d'entreprises régionales du secteurs micro-électronique, électronique et applications IoT, dont les professionnels du Pôle SCS et d'ARCSIS qui sont un vivier important et incontournable qui va contribuer à aider les futurs ingénieurs et entrepreneurs à mettre en place un nouvel

écosystème «économique plus innovant, pertinent, jeune et créatif ».

L'objectif de l'association pour l'année en cours est d'accompagner de 25 à 30 équipes sur le campus Aix Marseille, dont 10 à 15 équipes sur le digital (soit une cinquantaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille).

Chaque équipe aura pour coach un professionnel provenant du secteur digital qui va les accompagner tout au long de son projet, faire développer l'idée au projet et ensuite à une création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront donc les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et qui auront déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une entreprise et contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera comme suit :

1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2018.

2) Speed-dating en octobre réunissant de 150 à 250 étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.

3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera jusqu'en mars 2019.

L'accompagnement sera réalisé par le coach à raison d'une fois par mois minimum et par des experts qui au cours de 7 soirées Tool interviendront sur différents sujets liés à la création d'entreprise : business model, business model persona, études de marché, stratégie commerciale et marketing, compte de résultat et chiffre d'affaires, business plan, plan de financement, propriété industrielle et statuts juridiques.

4) En mars 2019, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise.

Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis deux ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence, après leur participation au programme.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 25,57 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 78.200 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 10.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Les Entrepreneurielles en PACA une subvention de 20.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 € par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Centralisé de la Métropole sur la ligne de la sous-politique B320 – 61/65748.
- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 029-3913/18/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 18/7601/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions qui valorisent du travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, elles contribuent à accroître notre notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université avec une incidence financière totale de 68 400€, comme suit :

- 1 200€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Analyse harmonique des équations aux dérivées partielles elliptiques et paraboliques* », du 23 au 25 avril 2018, organisé par l'I2M, Institut de Mathématiques de Marseille.

- 2 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Les passagers indisciplinés : enjeux juridiques et opérationnels* », le 14 mai 2018, organisé par l'IFURTA, Institut de Formation et de Recherche en Transport Aérien.

- 5 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *32^{èmes} journées d'étude 2018 sur la parole* », du 4 au 8 juin 2018, organisé par le LPL, Laboratoire Parole et Langage.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international « *L'accord amiable : et après ?* », le 8 juin 2018, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique.

- 2 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *L'Écosse du 21^{ème} siècle en lettres et en images : dialogismes spatiaux et temporels* », du 14 au 15 juin 2018, organisé par le LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur le Monde Anglophone.

- 2 500€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale sur le thème « *3^{ème} école d'été sur la pratique du droit international du droit* ».

humain », du 18 au 29 juin 2018, organisée par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation d'une action de diffusion de la culture scientifique mise en place dans le cadre de l'événement Les Dimanches de la Cannebière sur le thème « *Souk des Sciences 2018* », le 24 juin 2018, organisée par la Cellule de Culture Scientifique et Technique.

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Le programme national Physique et Chimie du milieu interstellaire* », du 25 au 29 juin 2018, organisé par le laboratoire PIIM, Physique des Interactions Ioniques et Moléculaires.

- 7 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Les 17^{èmes} journées Louis-André Gérard Varet* », du 25 au 26 juin 2018, organisé par le GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix-Marseille.

- 4 000€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale sur le thème « *4^{ème} congrès national sur la résilience* », du 28 au 30 juin 2018, organisé par le LPED, Laboratoire Population, Environnement, Développement.

- 5 000€ pour l'aide à l'organisation du championnat régional sur le thème « *Innitativ'Lab* », le 23 mai 2018, organisé par le SUIO, Service Universitaire d'Orientation et d'Information.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *quelle responsabilité culturelle pour l'entreprise ?* », du 21 au 22 juin 2018, organisé par le CREEADP, Centre de Recherches en Éthique Économiques et des Affaires et Déontologie Professionnelle.

- 4 500€ pour l'aide à l'organisation de la 5^{ème} édition des rencontres des études africaines en France sur le thème « *Afrique enchantée, Afrique en chantiers* », du 9 au 12 juillet 2018, organisée par le LPED, Laboratoire Population, Environnement, Développement.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *égalité, genre et Constitution* », du 7 au 8 septembre 2018, organisé par l'ILF, Institut Louis Favoreu.

- 4 000€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation mise en place dans le cadre de l'événement européen intitulé la Nuit européenne des Chercheurs sur le thème « *1001 historiens* », le 28 septembre 2018, organisée par la Cellule de Culture Scientifique et Technique, CCST.

- 2 000€ pour l'aide à l'organisation colloque international sur le thème « *du pouvoir exécutif* ».

pouvoir gouvernemental. Réflexion sur la notion de pouvoir exécutif à partir de la V^e République », le 4 octobre 2018, organisé par l'ILF, Institut Louis Favoreu.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *sentiment, nature, intersubjectivité : la compréhension fichtéenne de la réalité* », du 4 au 6 octobre 2018, organisé par l'IHP, Institut d'Histoire de la Philosophie.

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *poétiques des énoncés inconvenants et paradoxaux* », du 11 au 12 octobre 2018, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Études des Littératures d'Aix-Marseille.

- 1 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *présider la République : perspectives historique, politique et sociale de l'exercice du pouvoir par le chef de l'État* », du 18 au 19 octobre 2018, organisé par le CERHIIP, Centre d'Études et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques.

- 1 700€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *médiation et internormalité, regard France-Canada* », le 19 octobre 2018, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique.

- 3 500€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation sur le thème « *15^{ème} symposium d'archéologie navale* », du 22 au 27 octobre 2018, organisée par le CCJ, Centre Camille Jullian.

- 1 500€ pour l'aide organisation du colloque international sur le thème « *la table ronde de droit administratif comparé* », du 2 au 3 novembre 2018, organisé par le CRA, Centre de Recherches Administratives.

- 1 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Paris/Londres 1918-2018 : les relations franco-britanniques revisitées* », du 15 au 17 novembre 2018, organisé par le LERMA, Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone.

- 1 500€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *raisonnement par cas, raisonnement de proportionnalité* », du 29 au 30 novembre 2018, organisé par le LTD, Laboratoire de Théorie du Droit.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co- financeurs	Montant proposé
L'I2M, Institut de Mathématiques de Marseille GU 2018.00809	« <i>Analyse harmonique des équations aux dérivées partielles elliptiques et paraboliques</i> », à Marseille sur le campus de Luminy au CIRM	Du 23 au 25 avril 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 200€	6 400€ Co financeurs : 1 450€ Ville de Marseille 2 750€ FIR AMU 1 000€ ressources propres I2M	1 200€ Soit 18, 7% du budget prévisionnel
L'IFURTA, Institut de Formation et de Recherche en Transport Aérien GU 2018.00797	« <i>Les passagers indisciplinés : enjeux juridiques et opérationnels</i> », sur le campus aixois	Le 14 mai 2018	N-1 : 0€ N-2 : 5 000€	2 500€	12 810€ Co financeurs : 6 250€ droits inscription 3 060€ AMU 1 000€ sponsors (aéroport AM, revue aéronautique)	2 500€ Soit 19, 5% du budget prévisionnel
Le LPL, Laboratoire Parole et Langage GU 2018.00820	« <i>32^{èmes} journées d'étude 2018 sur la parole</i> », sur le campus aixois ALLSH	Du 4 au 8 juin 2018	N-1 : 0€ N-2 : 5 000€	5 000€	39 565€ Co financeurs : 3 200€ CD 13 26 760€ droits inscription 2 190€ FIR AMU 2 415€ ressources propres LPL	5 000€ Soit 12, 6 % du budget prévisionnel
Le CDE, Centre de Droit Économique GU : 2018.00660	« <i>L'accord amiable : et après ?</i> », sur le campus aixois	Le 8 juin 2018	N-1 : 5 000€ N-2 : 8 200€	3 000€	10 020€ Co financeurs : 3 000€ CR Paca 3 020€ ressources propres CDE 1 000€ sponsor CA Alpes Provence	3 000€ Soit 29, 9% du budget prévisionnel
Le LERMA, Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone GU 2018.00811	« <i>L'Écosse du 21^{ème} siècle en lettres et en images : dialogismes spatiaux et temporels</i> », sur le campus aixois de la Maison de la Recherche	Du 14 au 15 juin 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 5 000€	2 500€	9 860€ Co financeurs : 2 000€ CD 13 1 000€ université de Bretagne 1 100€ droits inscription 1 260€ FIR AMU 2 000€ ressources propres LERMA	2 500€ Soit 25, 3 % du budget prévisionnel
Le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires GU : 2018.00816	« <i>3^{ème} école d'été sur la pratique du droit international du droit humain</i> », sur le campus aixois	Du 18 au 29 juin 2018	N-1 : 14 500€ N-2 : 9 500€	2 500€	21 575€ Co financeurs : 15 375€ droits inscription 2 000€ AMU 1 700€ ressources propres CERIC	2 500€ Soit 11, 6 % du budget prévisionnel
La Cellule de Culture Scientifique et Technique. GU : 2018.00813	« <i>Souk des Sciences 2018</i> », à Marseille sur la Cannebière	Le 24 juin 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 3 000€	3 000€	16 700€ Co financeurs : 4 000€ CR PACA 3 500€ CD 13 6 200€ AMU	3 000€ Soit 18% du budget prévisionnel
Le laboratoire PIIM, Pysique des Interactions Ioniques et Moléculaires GU 2018.00854	« <i>Le programme national Physique et Chimie du milieu interstellaire</i> », à Marseille, Pharo et campus de saint Jérôme	Du 25 au 29 juin 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 000€	41 250€ Co financeurs : 1 000€ CD 13 1 000€ Ville de Marseille 10 800€ CNRS 1 200€ Société Française d'exobiologie 1 000€ AMU 21 750€ droits inscription 3 500€ sponsors	1 000€ Soit 2, 4 % du budget prévisionnel

<p>Le GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix-Marseille.</p> <p>GU : 2018.00769</p>	<p>« Les 17^{èmes} journées Louis-André Gérard Varet », à Aix, Conservatoire Darius Milhaud</p>	<p>Du 25 au 26 juin 2018</p>	<p>Porté par AMU : N-1 : 0€ N-2 : 0€ Porté par le CNRS : N1 : 7 000€ N2 : 11 000€</p>	<p>7 000€</p>	<p>54 853€ Co financeurs : 4 000€ CR Paca 3 000€ CG 13 31 249€ droits inscription 2 604€ AMU 7 000€ ressources propres GREQAM</p>	<p>7 000€ Soit 12, 7 % du budget prévisionnel</p>
<p>Le LPED, Laboratoire Population, Environnement, Développement</p> <p>GU 2018.00823</p>	<p>« 4^{ème} congrès national sur la résilience », à Marseille au Pharo et sur le campus de Luminy.</p>	<p>Du 28 au 30 juin 2018</p>	<p>N-1 : 0€ N-2 : 0€</p>	<p>4 000€</p>	<p>242 200€ Co financeurs : 5 000€ CR PACA 3 000€ CD 13 3 000€ Ville de Marseille 208 500€ droits inscription 7 000€ IRD 1 700€ FIR AMU 5 000€ VEOLIA 5 000€ autres sponsors</p>	<p>4 000€ Soit 1, 6% du budget prévisionnel.</p>
<p>Le SUIO, Service Universitaire d'Orientation et d'Information.</p> <p>GU 2018.00850</p>	<p>« <i>Innitativ'Lab</i> », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques</p>	<p>Le 23 mai 2018</p>	<p>N-1 : 13 000€ N-2 : 0€</p>	<p>9 000€</p>	<p>20 000€ Co financeurs : 2 000€ CR PACA 1 000€ CD 13 8 000€ ressources PREEPITE AMU</p>	<p>5 000€ Soit 25% du budget prévisionnel</p>
<p>Le CREEADP, Centre de Recherches en Éthique Économiques et des Affaires et Déontologie Professionnelle.</p> <p>GU 2018.00878</p>	<p>« <i>quelle responsabilité culturelle pour l'entreprise ?</i> », sur la campus aixois.</p>	<p>Du 21 au 22 juin 2018</p>	<p>N-1 : 3 000€ N-2 : 3 000€</p>	<p>3 000€</p>	<p>7 510€ Co financeurs : 600€ droits inscription 1 500€ AMU 2 410€ ressources propres CREEADP</p>	<p>3 000€ Soit 39, 9% du budget prévisionnel</p>
<p>Le LPED, Laboratoire Population, Environnement, Développement</p> <p>GU 2018.00825</p>	<p>« <i>Afrique enchantée, Afrique en chantiers</i> », à Marseille sur le campus Saint Charles et Vielle Charité.</p>	<p>Du 9 au 12 juillet 2018</p>	<p>N-1 : 0€ N-2 : 0€</p>	<p>4 500€</p>	<p>47 507€ Co financeurs : 3 000€ CD 13 3 000€ Ville de Marseille 25 000€ CNRS 3 500€ IRD 3 507€ FIR AMU 5 000€ LPED</p>	<p>4 500€ Soit 9, 5% du budget prévisionnel</p>
<p>L'ILF, Institut Louis Favoreu.</p> <p>GU 2018.00885</p>	<p>« <i>égalité, genre et Constitution</i> », sur le campus aixois.</p>	<p>Du 7 au 8 septembre 2018</p>	<p>N-1 : 6 000€ N-2 : 3 500€</p>	<p>4 000€</p>	<p>19 690€ Co financeurs : 5 000€ CD 13 1 000€ FDSP 1 395€ FIR AMU 8 295€ ressources propres ILF</p>	<p>3 000€ Soit 15, 3% du budget prévisionnel.</p>

La CCST, Cellule de Culture Scientifique et Technique GU 2018.00884	« 1001 historiens », à Marseille Dock des Suds et établissements scolaires	Le 28 septembre 2018	N-1 : 8 000€ N-2 : 3 000€	5 000€	79 000€ Co financeurs : 14 000€ CR PACA 17 400€ CD 13 5 000€ Ville de Marseille 16 000€ Commission Européenne 1 000€ CNRS 1 000€ IRD 1 000€ INSERM 18 600€ AMU	4 000€ Soit 5,1% du budget prévisionnel
L'ILF, Institut Louis Favoreu GU 2018.00883	« du pouvoir exécutif au pouvoir gouvernemental. Réflexion sur la notion de pouvoir exécutif à partir de la V ^e République », sur le campus aixois	Le 4 octobre 2018	N-1 : 6 000€ N-2 : 3 500€	2 500€	8 143€ Co financeurs : 1 000€ FDSP 2 500€ FIR AMU 2 143€ ressources propres ILF	2 000€ Soit 24,6% du budget prévisionnel
L'IHP, Institut d'Histoire de la Philosophie GU 2018.00810	« sentiment, nature, intersubjectivité : la compréhension fichtéenne de la réalité », sur le campus aixois	Du 4 au 6 octobre 2018	N-1 : 1 500€ N-2 : 0€	3 000€	17 957€ Co financeurs : 3 000€ CD 13 6 300€ droits inscription 2 190€ FIR AMU 3 467€ ressources propres IHP	3 000€ Soit 16, 7% du budget prévisionnel
Le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Études des Littératures d'Aix-Marseille G : 2018.00899	« poétiques des énoncés inconvenants et paradoxaux », sur le campus aixois	Du 11 au 12 octobre 2018	N-1 : 5 000€ N-2 : 3 800€	2 000€	9 135€ Co financeurs : 535€ droits inscription 1 100€ Agence de la Francophonie 1 500€ CD 13 1 500€ AMU 500€ sponsors 2 000€ ressources propres CIELAM	1 000€ Soit 11% du budget prévisionnel
Le CERHIIP, Centre d'Études et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques. G : 2018.00879	« présider la République : perspectives historique, politique et sociale de l'exercice du pouvoir par le chef de l'État », sur le campus aixois.	Du 18 au 19 octobre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 3 000€	1 500€	6 143€ Co financeurs : 1 800€ FIR AMU 5 00€ FDSP 2 343€ ressources propres CERHIIP	1 500€ Soit 24, 4% du budget prévisionnel
Le CDE, Centre de Droit Économique. G : 2018.00896	« médiation et internormalité, regard France-Canada », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques.	Le 19 octobre 2018	n-1 : 5 000€ n-2 : 8 200€	2 700€	6 789€ Co financeurs : 1 000€ FIR AMU 500€ FDSP 1 000€ CDSA AMU (centre de droit de la santé) 1 589€ ressources propres CDE	1 700€ Soit 25, 1% du budget prévisionnel
Le CCJ, Centre Camille Jullian GU : 2018.00808	« 15 ^{ème} symposium d'archéologie navale », à Marseille au Mucem et sur Arles, Musée Départemental Arles Antique	Du 22 au 27 octobre 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 0€	5 000€	50 546€ Co financeurs : 8 000€ CR PACA 4 000€ CD 13 4 200€ Vile de Marseille	3 500€ Soit 7 % du budget prévisionnel

					15 760€ droits inscription 8 000€ Labex Med 3 500€ FIR AMU 2 000€ ressources propres CCJ	
Le CRA, Centre de Recherches Administratives GU 2018.00881	« la table ronde de droit administratif comparé », sur le campus aixois.	Du 2 au 3 novembre 2018	N-1 : 18 500€ N-2 : 17 000€	2 500€	8 855€ Co financeurs : 1 000€ CD 13 900€ FIR AMU 500€ FDSP 3 955€ ressources propres CRA	1 500€ Soit 17% du budget prévisionnel
Le LERMA, Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone GU 2018.00812	« Paris/Londres 1918-2018 : les relations franco-britanniques revisitées », sur le campus aixois de la Maison de la Recherche	Du 15 au 17 novembre 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 5 000€	3 000€	9 790€ Co financeurs : 500€ Université de Toulon 1 000€ Centre de Recherche et d'Études et en Civilisation Britannique 2 030€ droits inscription 1 260€ FIR AMU 2 000€ ressources propres LERMA	1 500€ Soit 15,4 % du budget prévisionnel
Le LTD, Laboratoire de Théorie du Droit GU 2018.00824	« raisonnement par cas, raisonnement de proportionnalité », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques	Du 29 au 30 novembre 2018	N-1 : 2 000€ N-2 : 0€	3 000€	7 940€ Co financeurs : 1 450€ FIR AMU 1 000€ FDSP 2 490€ ressources propres LTD	1 500€ Soit 18,9 % du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 68 400€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.

- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université et à ses étudiants.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 68 400€.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 030-3914/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence pour l'organisation du colloque "Monnaie, Banques et finances" - Approbation d'une convention MET 18/7017/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po) fait partie des grands établissements situé sur le territoire de la Métropole. Créée en 1872, l'école s'implante sur Aix-en-Provence en 1956.

Sciences Po Aix forme des étudiants destinés à exercer des fonctions de cadre dans les secteurs publics et privés, soit en préparant les meilleurs concours administratifs (ENA, Magistrature, Diplomatie, Commissariat aux Armées, EN3S, Direction d'hôpital), soit en intégrant le monde de l'entreprise (près de 80% des étudiants).

Les diplômés de Sciences Po Aix intègrent des secteurs aussi divers que la communication, le journalisme, la culture, le management, l'audit, les finances, les relations internationales...

Depuis 2008, le laboratoire CHERPA (Croyances, Histoire, Espaces, Régulation Politique et Administrative) est le centre de recherche unique de Sciences Po Aix. Il regroupe près de 150 chercheurs (enseignants-chercheurs, jeunes chercheurs, chercheurs associés).

Le CHERPA sollicite la participation de la Métropole pour le congrès international « *Monnaie, Banque et Finance* » qui aura lieu du 7 au 8 juin 2018 sur le site de l'IEP à Aix-en-Provence.

L'objectif de cette manifestation, en partenariat avec le GDRE, Groupement De Recherche Européen, est de favoriser les échanges internationaux et la constitution de réseaux internationaux.

Le GDRE, Monnaie, est une structure fédérative de recherche placée sous l'égide du CNRS, regroupant la plupart des laboratoires du domaine, ainsi que des chercheurs nationaux et internationaux.

Les thèmes des tables rondes et sessions porteront, entre autres, sur la numérisation de la monnaie et des banques, la normalisation monétaire et les nouvelles banques centrales.

À cette occasion seront réunis 200 participants et 12 intervenants internationaux dont des représentants de la Banque de France, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un Cabinet International d'Expertise Comptable, de la Direction Générale du Trésor.

Organisateur	Manifestation	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Institut d'Études Politiques GU : 2018 00742	Colloque « <i>Monnaie, Banque et Finance</i> » sur le site de l'IEP d'Aix-en-Provence	Du 7 au 8 juin 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	8 000 €	45 000 € Co financeurs : 8 000€ CR Paca 5 000€ CD 13 10 000€ droits inscriptions 2 000€ ressources propres CHERPA 12 000€ sponsors	8 000€ Soit 17, 7% du budget prévisionnel

Il est proposé d'attribuer au profit de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence 8 000 € pour l'aide à l'organisation de cette manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et notamment à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence pour un montant total de 8 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, conclue avec à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 031-3915/18/BM

**■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'évènements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention
MET 18/7081/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) , partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences humaines et sociales. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'Univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces évènements.

Dans le cadre de cette mission, la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise huit évènements :

1. 11^{ième} Workshop « France Particule Physics Laboratory » du 22 au 25 mai 2018
2. Congrès national de Chimie VALBO du 24 au 29 juin 2018
3. AstroInfo2018 : Première Ecole Thématique Française sur l'Astro-Informatique du 25 au 29 juin 2018
4. Conférence sur les Sillages et les Vibrations induites par les Vortex du 3 au 6 juillet 2018
5. Exposition « Une histoire provençale et marseillaise de l'observation du ciel » de septembre 2018 à octobre 2019
6. Redox films et enzymes du 10 au 11 septembre 2018
7. Fête de la Science 2018 du 6 au 14 octobre 2018
8. Congrès annuel du GIS « Groupe Français de Chimie Bioinorganique » du 14 au 17 octobre 2018

1 11^{ème} Workshop « France Particule Physics Laboratory » du 22 au 25 mai 2018

Cet évènement organisé par le Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM UMR 7346) constitue un point focal et le fruit des synergies et des collaborations développées entre équipes d'universités et de laboratoires chinois et français (dont Aix Marseille Université et le CPPM). Il couvre les domaines de la physique des particules et des astroparticules. Cet évènement a pour ambition de favoriser les échanges et collaborations entre scientifiques français et chinois en physique des particules et dans les domaines connexes : les astroparticules et la cosmologie, ainsi qu'en théorie et en développements technologiques en physique des accélérateurs, détecteurs et électronique associée, techniques de simulation, de traitement et d'analyse d'énormes quantités de données, calcul sur infrastructures à très grande capacité de traitement (Grille, Nuage,...). Le colloque s'adresse à un large public de spécialistes et de chercheurs et d'étudiants.

2 Congrès national de Chimie VALBO du 24 au 29 juin 2018

Cet évènement organisé par l'Institut des Sciences de la Matière de Marseille (ISM2 UMR 7313) est un colloque portant sur les concepts utiles à la compréhension de phénomènes en chimie et en biochimie. Cet évènement est satellite de l'ICQC (International congress of Quantum Chemistry) qui se déroulera à Menton en juin 2018. Il s'adresse à une centaine de participants, pour l'essentiel étrangers (USA, Suède, Chine, Allemagne, Belgique, UK, Israël).

3 AstroInfo2018 : Première Ecole Thématique Française sur l'Astro-Informatique du 25 au 29 juin 2018

Cet évènement organisé par Laboratoire d'Astrophysique de Marseille (LAM UMR 7326) est en fait une Ecole qui, en cohérence avec l'évolution des sciences de la donnée propose d'intégrer cette problématique, grande masse de données dans l'ensemble des projets de recherche dans l'Astrophysique. Les retombées peuvent proposer un axe d'enseignement et de recherche en commun à la communauté scientifique astrophysique et informatique. Elle s'adresse essentiellement à des étudiants puisqu'elle s'inscrit dans la droite ligne de formation des étudiants ingénieurs et chercheurs dans les nouveaux concepts de traitement de grandes masses de données.

4 Conférence sur les Sillages et les Vibrations induites par les Vortex du 3 au 6 juillet 2018

Cet évènement organisé par l'Institut de recherche sur les phénomènes hors équilibre (IRPHE — UMR 7342) propose des rencontres internationales de

chercheurs spécialistes des problèmes des écoulements autour de corps fixés ou vibrants. Le but est l'avancement des connaissances et de la science pour des applications dans des domaines aussi divers que le génie civil (bâtiments, ponts), l'ingénierie aéronautique (hélicoptères, avions), les énergies renouvelables (éoliennes, hydroliennes), l'industrie navale (sous-marins). Ce colloque s'adresse à des étudiants mais surtout à des chercheurs (étrangers pour certains).

5 Exposition « Une histoire provençale et marseillaise de l'observation du ciel » de septembre 2018 à octobre 2019

L'Observatoire des Sciences de l'Univers (OSU) Pythéas est l'acteur majeur de l'astronomie en Provence, tant dans son histoire passée que dans celle qui s'écrit maintenant. En effet, parmi les cinq laboratoires que fédère l'OSU, le Laboratoire d'Astrophysique de Marseille est héritier à la fois de l'Observatoire de Marseille et du Laboratoire d'Astronomie Spatiale.

L'OSU Institut PYHTEAS propose une exposition montrant le riche patrimoine (instruments, ouvrages, écrits, photos) et illustrant l'évolution des sciences et techniques depuis le 18^{ème} siècle, et participe aux apports spécifiques à la recherche contemporaine par le biais du Laboratoire d'Astrophysique de Marseille qui est fortement impliqué dans les missions spatiales actuelles et futures qui sont les clefs pour comprendre les grandes énigmes de l'astrophysique moderne. Cette exposition montre également comment l'évolution des connaissances et des progrès technologiques sont liés, en remettant clairement l'Homme au cœur de notre récit et en utilisant pour fil conducteur une histoire humaine. Outre le patrimoine matériel, l'Institut possède de nombreux récits et témoignages des acteurs ayant contribué à développer à Marseille l'astrophysique et en particulier son volet spatial. Cette exposition s'adresse à un public très large : les scolaires, le grand public provençal et les acteurs actuels de la recherche actuelle, en astrophysique et dans d'autres disciplines.

6 Redox films et enzymes du 10 au 11 septembre 2018

La production d'énergie dans la nature implique des systèmes enzymatiques qui utilisent la lumière ou les composés chimiques de l'Environnement. Dans le contexte du développement de sources d'énergie renouvelables, ce sont les enzymes qui produisent du dioxygène ou du dihydrogène, ou celles qui réduisent le CO₂, qui sont le plus intéressantes. Ces systèmes enzymatiques sont intrinsèquement fragiles mais peuvent être incorporés par les chimistes dans des matrices protectrices, pour fabriquer des dispositifs hybrides permettant leur utilisation dans des conditions adverses. Aussi, l'Unité de Bioénergétique et Ingénierie des Protéines (BIP UMR 7281) propose une rencontre de chercheurs spécialistes des problèmes liés à l'énergie afin

d'échanger sur les méthodes pour produire ces matrices.

7 Fête de la Science 2018 du 6 au 14 octobre 2018

Depuis plusieurs années, l'Observatoire des Sciences de l'Univers (OSU) Pythéas participe aux villages des sciences d'Aix-en-Provence, de l'Arbois et de Marseille. Dans le cadre de sa mission de diffusion de la culture scientifique, Il anime ses stands sur les villages avec ses chercheurs, ingénieurs et doctorants. Il met son fonds de supports pédagogiques et d'expositions à la disposition des participants à ces villages et porte ou contribue à d'autres événements associés à cette manifestation nationale. Le large champ disciplinaire couvert par ces laboratoires permet aux participants d'intervenir sur des sujets tels que l'océanologie, l'évolution, la biodiversité, l'écologie, le climat (changement climatique, histoire du climat), les pollutions, les propriétés des roches, la sismologie, l'optique, les systèmes planétaires, l'histoire de l'Univers, ainsi des animations art-sciences. L'édition 2017 a connu un franc succès auprès du grand public avec près de 6000 visiteurs. Cette année la Fête de la Science aura lieu du 6 au 14 octobre 2018.

8 Congrès annuel du GIS « Groupe Français de Chimie Bioinorganique » du 14 au 17 octobre 2018

• CNRS	13 200€
• Subvention CNRS	14 000€
• Subvention AMU	2 500€
• Autres labos du CNRS	9 600€
• Ville de Marseille	3 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	3 000€
Total	45 300€

• Droits d'inscriptions	33 000€
• Subvention AMU	1 000€
• Subvention CNRS	3 000€
• Métropole d'Aix-Marseille-Provence	6 000€
Total	43 000€

• Droits d'inscriptions	5 830€
• CNRS	16 950€
• CNES, autres	3 740€
• Ville de Marseille	2000€
• Dons, sponsors	2 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	3 500€
Total	34 020€

La chimie bioinorganique concerne l'étude des métaux en biologie. Elle vise la compréhension de leurs rôles dans les mécanismes du vivant et la reproduction de leurs activités par des systèmes artificiels bioinspirés. Les métaux, par leurs propriétés physico-chimiques variées, apportent une diversité chimique qui a été mise à profit par les systèmes vivants.

Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) « FrenchBIC » est une structure CNRS qui permet d'animer la communauté française menant des recherches dans le domaine de la chimie bioinorganique. Elle regroupe environ 50 équipes de 25 laboratoires répartis sur l'ensemble du territoire français et organise annuellement un congrès qui permet de dresser un panorama de la recherche française en chimie bioinorganique. Cet événement est organisé sur Marseille par le Laboratoire de Bioénergétique et Ingénierie des Protéines (LBIP UMR 7281) et implique des participants et des intervenants d'une vingtaine de laboratoires français différents.

Les plans de financement prévisionnels des huit événements se présentent de la façon suivante:

1. « 11^{ième} Workshop « France Particule Physics Laboratory » du 22 au 25 mai 2018 » :

2. Congrès national de Chimie VALBO du 24 au 29 juin 2018

3. AstroInfo2018 : Première Ecole Thématique Française sur l'Astro-Informatique du 25 au 29 juin 2018

4. Conférence sur les Sillages et les Vibrations induites par les Vortex du 3 au 6 juillet 2018

• Droits d'inscription	62 500€
• Subvention AMU	3 000€
• Subvention Labex-Mec	3 000€
• Ressources IRPHE	2 134€
• Ecole Centrale de Marseille	1 500€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	3 000€
Total	75 134€

5. Exposition « Une histoire provençale et marseillaise de l'observation du ciel » de septembre 2018 à octobre 2019

• Région	26 000€
• Conseil départemental 13	20 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	4 500€
Total	50 500€

6. Redox films et enzymes du 10 au 11 septembre 2018

• CNRS	4 800€
• Subventions diverses (International Society of Electrochemistry, Bioelectrochemical society et GDR Solar fuels)	1 800€
• Conseil départemental 13	2 000€
• Ville de Marseille	500€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	800€
Total	9 900€

7. Fête de la Science 2018 du 6 au 14 octobre 2018

• Région	9 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	2 500€
Total	11 500€

8. Congrès annuel du GIS « Groupe Français de Chimie Bioinorganique » du 14 au 17 octobre 2018

• Droits d'inscription	17 700€
• Subvention CNRS	6 000€
• Ministère de l'Environnement	1 000€
• Ville de Marseille	1 000€
• Conseil Départemental 13	2 500€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	1 700€
Total	29 900€

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 25 000 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de ces événements et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 25 000 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation des huit manifestations scientifiques.

Les subventions relatives à :

1 ^{ière} Workshop « France Particule Physics Laboratory » du 22 au 25 mai 2018	3000€	6,6% du budget prévisionnel
Congrès national de Chimie VALBO du 24 au 29 juin 2018	6000€	12,2% du budget prévisionnel
AstroInfo2018 : Première Ecole Thématique Française sur l'Astro-Informatique du 25 au 29 juin 2018	3500€	10,3% du budget prévisionnel
Conférence sur les Sillages et les Vibrations induites par les Vortex du 3 au 6 juillet 2018	3000€	4% du budget prévisionnel
Exposition « Une histoire provençale et marseillaise de l'observation du ciel » de septembre 2018 à octobre 2019	4500€	8,49% du budget prévisionnel
Redox films et enzymes du 10 au 11 septembre 2018	800€	7,92% du budget prévisionnel
Fête de la Science 2018 du 6 au 14 octobre 2018	2500€	19,23% du budget prévisionnel
Congrès annuel du GIS « Groupe Français de Chimie Bioinorganique » du 14 au 17 octobre 2018	1700€	5,6% du budget prévisionnel

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 1 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 032-3916/18/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée - Approbation d'une convention MET 18/7196/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou

procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Mer Méditerranée opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes sur les marchés applicatifs suivants :

- Sécurité et Sûreté maritimes
- Naval et Nautisme
- Ressources énergétiques et minières marines
- Ressources biologiques marines
- Environnement et Aménagement du littoral
- Ports, Infrastructures et Transports maritimes

Cette ambition se décline en trois orientations stratégiques

- être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée et redéployer les politiques nationales au niveau régional ;
- être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser leurs membres et leurs territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant notamment sa position de leader autour du bassin méditerranéen ;
- être un moteur de la compétitivité des entreprises par le développement d'une offre de service orientée business pour ses membres et la structuration et l'animation de filière.

Le pôle Mer Méditerranée compte 426 adhérents : 221 PME, 74 Groupes et Entreprises non PME, 81 Organismes de recherche et de formation, 50 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 115 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels on compte 75 entreprises.

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a monté depuis sa création 135 projets collaboratifs de R&D financés (+ 5 programmes européens). En 2017, 11 nouveaux projets ont été financés dans ce cadre. En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 365 millions d'euros de dépenses de R&D (budget total projet hors programme européen).

En 2018, le Pôle déploiera ses activités d'animation sur ses 6 DAS que sont les marchés applicatifs listés ci-avant, ainsi que sur l'axe technologique transverse récemment créé sur la Robotique marine et sous-marine.

Cette animation se fera à travers l'organisation de journées techniques, de groupes de travail d'émergence de projets d'échanges entre les

adhérents. Une dizaine de projets avec des porteurs ou partenaires recherche ou industrie présents sur le territoire de la Métropole devrait être labellisée dans l'année

Le Pôle poursuivra également sa politique de service d'accompagnement à la croissance des PME sur les aspects business, veille, renforcement des fonds propres et international

A l'international, sont prévues les missions spécifiques Pôles Mer suivantes labellisées par la DGE et organisées par Business France :

- Argentine
- Viet Nam avec extension Thaïlande
- Canada

En général, ces missions comportent une délégation d'une quinzaine d'adhérents dont certains du territoire de la Métropole. Des actions spécifiques sur l'Australie seront également conduites. Le Pôle animant un groupe de travail pour accompagner Naval group à renforcer l'écosystème maritime australien suite au contrat « Sea 1000 » remporté en 2017. Des entreprises de la Métropole seront concernées.

Le Pôle participera aux salons internationaux Oceanology à Londres, un des premiers salons au monde sur l'instrumentation et l'environnement marin, ainsi qu'à Euronaval à Paris fin octobre (1er salon au monde sur le naval de Défense). Le Pôle emmène avec lui sur ses salons de nombreuses entreprises qu'il accueille sur un stand commun sur lequel il prend en charge l'animation et fait venir des délégations étrangères.

Le Pôle est l'organisateur principal du salon/conférences FOWT, plus grande manifestation mondiale sur l'éolien Offshore Flottant qui se tiendra à Marseille les 25,26 et 27 avril 2018. Près de 700 congressistes sont attendus. Pour mémoire, par délibération ECO_014_3423/18/BM, la Métropole a attribué 20 000 € au pôle Mer pour l'organisation de ce salon.

Projets structurants pour le territoire

- Action Entreprise étendue « Sea energy »

Pilotée par le Pôle avec le soutien de l'Etat, elle consiste à structurer un groupe d'entreprises compétentes sur les marchés de la réparation navale et de l'offshore pour constituer une offre à forte valeur ajoutée leur permettant de gagner des marchés à l'international.

- Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée poursuivra l'accompagnement du projet Vasco 2 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix-Marseille Provence) et industriels. L'ADEME a retenu pour cofinancement ce projet lancé en 2016. Le Pôle intervient en soutien du GPMM sur l'ensemble du projet qui se terminera en 2019.

C'est un projet de recherche appliquée qui met en œuvre des démonstrateurs préindustriels (bassins de culture de micro-algues endémiques de 10 m² et 160 m²) dans un environnement réel, installés chez trois industriels à Fos sur mer. Il doit permettre de vérifier si les fumées industrielles peuvent être introduites directement dans le bassin de culture sans prétraitement et comparer les résultats de production au regard d'une culture alimentée en CO2 uniquement (Vasco 1). Des premiers résultats ont été obtenus fournissant de la biomasse algale dont la transformation en biocarburant sera testée en laboratoire.

- **Projet GPMS**

L'entreprise Naval group avec des partenaires industriels, à confirmer (Schneider, SNEF, MGI) porte un projet de sécurité portuaire à destination du GPMM mais qui pourra être généralisé aux autres places portuaires françaises et internationales. Le Pôle accompagne le porteur dans la construction de ce projet et sa recherche de cofinancement. Le projet a été identifié comme rentrant dans l'initiative Smart Port.

- **Projet démantèlement de navires**

La société Top Decidde membre du Pôle Mer porte un projet de déconstruction de navires qui se situerait dans la zone de Fos sur mer ; ce projet a été identifié dans l'OIR Industries Navales et Maritimes. Il devrait faire l'objet d'une labellisation en 2018.

- **Chantiers de Grande plaisance**

Le Pôle suit avec attention les projets d'investissements concernant la Grande plaisance, notamment à La Ciotat pour renforcer les capacités de traitement des grands Yacht (ascenseur à bateau de 4000 t)

Le Pôle participe tout au long de l'année, en tant qu'organisateur ou partenaire à des manifestations régionales, nationales et internationales pour la promotion de ses filières territoriales, de ses activités et de ses membres.

Dans ce cadre, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera au total à 60 000 euros représentant 1,81 % du budget prévisionnel 2018 de 3 311 522 euros dont (259 950 € pour l'organisation de FOWT 2018).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20 000 euros déjà votés en Bureau métropolitain du 15 février 2018 (délibération ECO 014_3423/18/BM), au titre de l'organisation en avril de Fowt 2018 (colloque international sur l'éolien offshore flottant), soit 7,69 % du budget

prévisionnel de l'action estimé à 259 950 € ;

- 40 000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain ;

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires du Budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération ECO 014-3423/18/BM portant attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer pour l'organisation en avril de FOWT 2018
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au pôle Mer Méditerranée une subvention pour l'animation et la gouvernance du pôle pour un montant de 40 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 40 000 euros sont inscrits au Budget Principal Métropole Centralisé sur la sous-politique B370- chapitre 65 –Fonction 61 - Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 033-3917/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'organisation des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie du Technopôle Marseille Provence - Approbation d'une convention.
MET 18/7186/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lieu emblématique de l'innovation technologique sur le territoire et lieu d'échanges entre acteurs scientifiques et entrepreneuriaux, le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert participe chaque année aux Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie organisées par la CCI Marseille Provence.

Les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie (format d'une demi-journée ou d'une journée) sont destinées aux chefs d'entreprises et acteurs économiques locaux. Elles ont pour objectif de faire le point sur un savoir-faire, les évolutions du marché en lien avec une filière économique, une technologie spécifique ou sur une problématique liée à l'entreprise.

Les objectifs des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie :

- aider les entreprises à développer des réseaux d'affaires en générant des occasions de business entre les acteurs du développement économique local (entreprises, créateurs d'entreprises innovantes, laboratoires de recherches,...)
- informer les entreprises sur évolutions des filières technologiques et les nouvelles opportunités de développement innovant
- agir pour développer la notoriété des entreprises innovantes
- informer et sensibiliser 80 à 100 participants majoritairement issus de TPE/PME de l'industrie (services à l'industrie)

Deux manifestations sont programmées en 2018 en lien avec les évolutions technologiques et la création de nouveaux marchés au sein des filières économiques clefs du territoire définies par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans son Agenda du développement Economique.

Les thématiques des Rendez-vous de l'Industrie sont définies par un Comité de Pilotage mixte Métropole AMP / CCIMP.

- 1) le 27 avril 2018, organisation du 1^{er} Rendez-vous « FOWT' Academic sessions » dans le cadre de l'événement « Floating Offshore Wind Turbine », le plus grand événement mondial dédié à la filière Eolien Offshore Flottant (EOF).
08h00 – 16h00 à Château Gombert, dans les locaux de l'Ecole Centrale de Marseille
- 2) novembre/décembre 2018 Rendez-vous de Novembre-Décembre 2018 (1/2 journée) à la Maison du Développement Industriel – Technopôle Marseille Provence à Château Gombert
Thématique à définir par le Comité de Pilotage Métropole Aix-Marseille Provence / CCIMP

Le budget total prévisionnel pour l'organisation des deux événements « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » en 2018 s'élève à 43 765,64 Euros HT.

Budgets prévisionnels simplifiés**Organisation du 1er Rendez-Vous « FOWT' Academic session »**

CHARGES	Montant de l'action € HT	PRODUITS	Montant par partenaire en €
Sous-traitance (Nettoyage, Gardiennage, Hôtesse, location Matériel, prestations de transport, ...)	2 400,00 €	CCIMP	16 657,00 €
		Ecole Centrale Marseille *	1 000,00 €
Honoraires (animation...)		MAMP	4 000,00 €
Déplacement / Missions	100,00 €	Budget FOWT 2018	2 000,00 €
Réceptif	4 500,00 €		
Accompagnement technique et logistique de la CCIMP : Experts, Assistants, Matériel informatique, Matériel réseaux, imprimantes, ...	16 657,00 €		
TOTAL CHARGES	23 657,00 €	TOTAL PRODUITS	23 657,00 €

* La participation d'ECM est soumise à une délibération à venir. En cas de refus, cette participation initialement prévue sera intégralement prise en charge par la CCIMP et le Budget FOWT 2018.

Organisation du 2ème Rendez-Vous (Thématique à définir)

CHARGES	Montant de l'action € HT	PRODUITS	Montant par partenaire en €
Sous-traitance (Nettoyage, Gardiennage, Hôtesse, location Matériel, prestations de transport, ...)	2 400,00 €	CCIMP	14 108,64 €
Honoraires (animation...)		MAMP	4 000,00 €
Déplacement / Missions	300,00 €	Budget FOWT 2018	2 000,00 €
Réceptif	3 300,00 €		
Accompagnement technique et logistique de la CCIMP : Experts, Assistants, Matériel informatique, Matériel réseaux, imprimantes, ...	14 108,64 €		
TOTAL CHARGES	20108,64 €	TOTAL PRODUITS	20108,64 €

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la délibération relative au soutien de la CCI Marseille-Provence pour l'organisation en 2018 de deux événements « Rencontres de l'Industrie et de l'Innovation » sur le Technopôle de Château-Gombert pour un montant de 8 000 euros, soit 18% du montant global.

Il convient de préciser qu'une partie de la subvention est allouée après réalisation de son objet conformément à ce que permet l'article 12.4 du Règlement budgétaire et financer pour les organismes publics, dans la mesure où « le FOWT' Academic sessions » a eu lieu le 27 avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la

Chambre de Commerce et d'Industrie
Marseille-Provence votée le 9 février 2017 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- L'intérêt de soutenir les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie sur le Technopôle de Château-Gombert pour favoriser les synergies entre acteurs académiques et acteurs économiques ;
- L'importance de mettre en relation des savoirs-faires technologiques avec des opportunités de marchés et le développement de nouvelles filières industrielles pour soutenir le développement de l'économie productive sur le territoire ;
- La cohérence du programme des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie avec l'Agenda du Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 8 000 euros pour le soutien à la CCI Marseille-Provence pour l'organisation en 2018 de deux événements « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » au Technopôle Marseille-Provence à Château-Gombert en 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à la CCI Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Principal Métropole Centralisé 2018 - sous politique

B320 – Fonction 61 – chapitre 67 – 6748 « Autres subventions exceptionnelles ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 034-3918/18/BM

**■ Attribution d'une subvention au Pôle Safe -
Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/6814/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE se positionne sur la problématique de la sécurité globale et des services associés. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre trois Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Vulnérabilité
- Intégration & Conception de Solutions et Services
- Industries d'excellence.

Le réseau SAFE compte aujourd'hui plus de 400 adhérents. Les trois quarts des adhérents sont des PME, TPE ou des établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS, Sécurité Civile...). Par ailleurs, le réseau comprend 15 % d'académiques et 10 % d'ETI ou de grands groupes.

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Dans la continuité de l'année 2017, le programme 2018 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des salons : sur la quinzaine d'événements programmés, 9 devraient avoir lieu en France et 6 à l'étranger.
- 4 ou 5 missions à l'étranger associant des entreprises membres.
- Préparation de la mission BOURGET 2019.
- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :
 - Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant 17 grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.
 - Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.
- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID (dispositif armement), Europe, PSPC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir....
- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).
- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...
- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.
- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des

Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse. Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Parallèlement, le Pôle SAFE assure des missions dédiées aux filières stratégiques et aux programmes structurants : définition d'une feuille de route, émergence de projets, ingénierie de plates formes, recherche d'alliances stratégiques avec d'autres Pôles ou clusters....

Parmi ces programmes, il convient de citer notamment :

- le Dirigeable (charges lourdes et stratosphérique), programme centré sur Istres,
- montage d'un centre régional d'essais des drones,
- les Systèmes Autonomes,
- les Hélicoptères,
- le Spatial,
- les services publics de sécurité,
- sécurité et sûreté des infrastructures sensibles,
- la Défense.

Il convient de noter à cet égard que le Pôle SAFE est impliqué dans un important projet européen (FIRE IN) qui vise à recenser les besoins en capacité d'intervention sur les années à venir. Des appels à projets devraient être lancés ultérieurement sur la base d'une feuille de route européenne.

Des études sont également menées sur les politiques européennes en matière de défense, eu égard notamment aux marchés susceptibles d'être captés par des PME.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 80.000 euros, représentant 4,07 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.963.328 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € seront pris en charge sur le Budget Principal Métropole Centralisé . La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B370 - 61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 30.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 5.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire Ouest Provence. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 60/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SAFE une subvention de 80.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 € par la Métropole Aix- Marseille-Provence ;

- 30.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- 5.000 € par le Conseil de Territoire Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle SAFE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Métropole Centralisé du Territoire de Marseille-Provence sur la ligne sous-politique B370 - 61/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'État Spécial de Territoire Ouest Provence sur la ligne 60/6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 035-3919/18/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/6815/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle CAPENERGIES

Réunissant 530 membres, à l'échelle de 5 territoires (PACA, Corse, Guadeloupe, Ile de la Réunion et principauté de Monaco), le Pôle de compétitivité CAPENERGIES se positionne comme un important acteur de la transition énergétique. En phase avec la Loi sur la transition énergétique et les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) définies par la Région, le Pôle couvre trois Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :

- Economiser l'énergie : technologies de réduction des pertes énergétiques dans les bâtiments, systèmes de valorisation de la chaleur fatale, matériaux pour bâtiments en climat tropical....
- Gérer l'énergie de manière intelligente : solutions de pilotage et d'optimisation de la consommation, systèmes de stockage de l'énergie, solutions d'autoproduction, systèmes énergétiques autonomes ou embarqués...
- Produire de l'énergie décarbonée : optimisation des systèmes de production renouvelable, systèmes de production énergétique intégrés au bâti, R&D sur les énergies de demain...

Le programme d'action 2018 du Pôle s'articule autour de 4 axes :

- Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters
- Développement de projets et de produits
- Développement à l'international
- Formation et emploi.

Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters

Outil d'animation et de partage sécurisé, la plateforme collaborative AGORA permet la diffusion d'informations vers les membres et partenaires, l'échange entre membres et la mise à disposition d'un annuaire. Une version anglaise du site internet du Pôle est aujourd'hui en ligne. CAPENERGIES poursuivra également la communication moyennant sa lettre d'information « Energies et Territoires ».

Le Pôle est soucieux d'accueillir les nouveaux membres dans de bonnes conditions : chaque nouvel

adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par l'équipe du Pôle et fait l'objet d'un article de présentation diffusé au réseau.

Pour 2018, le Pôle propose de conforter la veille stratégique et thématique, en s'appuyant sur des éditeurs spécialisés. Il renouvellera les Rencontres d'Affaires de Capenergies, événement qui remporte un succès grandissant chaque année. Cette manifestation permet en effet aux membres de rencontrer les grands Donneurs d'Ordre, des responsables de plate-formes technologiques, des investisseurs ainsi que des partenaires institutionnels. En 2017, 500 rendez-vous d'affaires ont été réalisés en une demi-journée.

CAPENERGIES a également développé des collaborations inter-pôles et inter-clusters : partenariats avec les pôles « énergie » (Tenerdis, Derbi, S2E2, energivie), avec les Smart Grids French Clusters, l'association EA Eco-entreprises, le réseau Cleantech...

Développement de projets et de produits

Les objectifs opérationnels pour l'année 2018 se déclinent selon les axes suivants :

- Accompagnement des porteurs de projet de l'émergence jusqu'au financement : analyse des projets, diffusion d'appels à projets, réunions d'échange, aide à la constitution du consortium, identification des guichets de financement, suivi du dépôt de dossier, réunions de suivi, réflexion sur les suites à donner aux projets de R&D ;
- Pérennisation du processus de labellisation : le comité de labellisation a évolué en 2016, afin que le Pôle passe d'une logique d'« usine à projets » à « l'usine à produits ». Le nouveau comité a entraîné une augmentation du niveau d'exigence. Dans un souci de réévaluation des recettes privées du Pôle (conformément aux dispositions des contrats de performance), CAPENERGIES étudie la mise en place de « success fees » et le développement d'un service de valorisation plus poussé ;
- Suivi et promotion des projets financés, mesure de l'impact sur le territoire, mise en ligne d'une fiche de communication sur les projets labellisés ;
- Accompagnement des entreprises pour la mise sur le marché de produits et services ;
- Organisation d'au moins trois événements par an, dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et services innovants, ciblant notamment le stockage d'énergie, la biomasse et l'hydrogène ;

- Veille et communication sur les guichets de financement et appels à projets ;
- Participation à des jurys.

Développement à l'international

CAPENERGIES mène depuis longtemps des actions d'information et d'animation à visée internationale. Sur la base des recommandations de l'audit 2016, le Pôle a décidé de renforcer de manière significative ses actions internationales. Ainsi, il organise en février 2018 un colloque européen sur le thème Energy for Smart Mobility. Un groupe de réflexion sur la stratégie internationale et européenne a également été mis en place.

Parmi les actions programmées en 2018, il convient de citer :

- la veille internationale ;
- les réunions et partenariats internationaux : accueil de délégations étrangères, missions collectives inter-pôles avec Business France ou la DGE dans les zones à fort potentiel, partenariats avec le club APEX et le Club d'affaires franco-allemand, participation à des groupes de travail internationaux ;
- participation à trois Salons internationaux ;
- préparation de dépôts de projets européens ;
- suivi des actions institutionnelles post – COP21.

Formation et emploi

CAPENERGIES se positionne notamment sur l'accompagnement des organismes de formation, afin de conforter l'offre adaptée en la matière et de favoriser ainsi la montée en compétence des salariés des entreprises membres. Le Pôle accompagne également les structures de formation en alternance et participe aux enseignements de certains masters spécialisés. Il assurera en 2018 une formation d'initiation aux Smart Grids réservée aux agents des collectivités territoriales. Parallèlement, CAPENERGIES poursuit la cartographie des formations existantes.

En 2018, le Pôle a prévu de coopérer avec l'Observatoire Régional des Métiers sur la problématique des métiers relevant du secteur des Smart Grids. En partenariat avec Pôle Emploi et l'association Paul Emploi basée à Saint-Paul-lez-Durance, Capenergies s'impliquera à nouveau dans l'organisation du Forum « L'Energie pour l'Emploi » où il représentera d'ailleurs des PME et TPE proposant des postes.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 60.000 euros, représentant

6,26 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 957.968 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 25.000 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 35.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

ACTION SPECIFIQUE REALISEE EN 2018 : FLEXGRID

Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

Rappel du contexte :

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000 emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Après avoir déposé sa candidature en juillet 2015, la Région PACA a été sélectionnée en mars 2016 au titre du programme FLEXGRID.

Les projets FLEXGRID :

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

- aménagement et transition énergétique vertueux du territoire ;
- amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Afin de mobiliser et d'accompagner les entreprises, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juillet 2016. A la suite de la pré-qualification de 300 offres proposées par 130 entreprises ou établissements, il a été procédé à la labellisation d'une soixantaine de projets.

Aujourd'hui, une quarantaine de projets sont mis en œuvre au titre du programme FLEXGRID suivis au plus près par le Pôle. 11 projets sont en gestation. Ces projets territoriaux ont été classés selon quatre rubriques :

- La « Smart Economie » : volet orienté vers l'optimisation et la flexibilité énergétiques de sites économiques clé de la région. Parmi la quinzaine de sites économiques concernés, on trouve des data-centers, des sites

industriels, des entrepôts et dispositifs de transport frigorifiques, des sites agricoles et touristiques... Les principaux enjeux sont l'autoconsommation EnR, le stockage de l'énergie, le pilotage dynamique des productions, du stockage et des consommations.

- Smart Cities et Territoires : sont visés des territoires à caractéristiques particulières (stations de montagne, espaces fluviaux, villes côtières, territoires isolés et insulaires), mais aussi la ville durable et l'habitat (par exemple gestion énergétique de logements sociaux, implication des habitants...). Les projets tendent à favoriser l'autoconsommation EnR, le stockage, le pilotage dynamique ainsi que les compteurs et réseaux de distribution intelligents.
- Les Smart Producteurs ENR : il s'agit de travailler plus particulièrement sur la complémentarité et la flexibilité des productions EnR, sur la problématique de stockage et les réseaux de transport d'électricité.
- La Smart Mobilité : recharge intelligente des véhicules électriques, déploiement de stations publiques et d'interfaces usagers, alimentation du réseau à partir des bornes, en période de pointe. Une de ces actions s'est portée sur le colloque « *la mobilité électrique intelligente intégrée au smartgrid* » les 15 et 16 février 2018 au Palais du Pharo à Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 15 000 € sur un budget de 147 327 € par la délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Une de ces actions s'est portée sur le colloque « la mobilité électrique intelligente intégrée au smartgrid » les 15 et 16 février 2018 au Palais du Pharo à Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 15 000 € sur un budget de 147 327 € par la délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnement des entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

En terme d'investissements, ces projets sont chiffrés à 340 M€. L'écosystème FLEXGRID comprend à ce jour 150 entreprises partenaires de projets ou souhaitant fournir leurs solutions. Le programme leur offre en effet de la visibilité sur la demande et sur leurs offres, tout en leur facilitant l'accès aux marchés.

La gouvernance :

Lauréat d'un appel à projets national, le programme FLEXGRID fait l'objet d'un suivi annuel par les ministères concernés.

Au niveau régional, trois instances sont en charge du pilotage et de l'animation :

- Un Comité Stratégique comprenant la Région, l'État, les collectivités concernées, les gestionnaires de réseau, les entreprises du 1^{er} cercle, 2 PME, le CEA Tech, la Caisse des Dépôts et Consignations, les Pôles de compétitivité SCS et CAPENERGIES.
- Un Comité Opérationnel comprenant, outre les structures représentées au comité stratégique, les équipes projet des Pôles, l'ARII, l'ADEME et deux représentants du monde académique.
- Des Comités d'animation territoriale par grande zone, en charge de l'animation et du suivi des actions sur chaque territoire, dans un souci de cohérence territoriale : Nice Côte d'Azur, Aix - Marseille -Provence, Alpes – Vallée des énergies.

Communication autour de FLEXGRID :

La présentation et la promotion du programme FLEXGRID ainsi que la valorisation des projets et de leurs acteurs s'appuieront sur le site internet www.flexgrid.fr. lancé fin 2017, ce site sera finalisé courant 2018.

Il a vocation à adresser non seulement les parties prenantes du programme mais aussi les marchés de réplification et d'exportation. Il fera l'objet d'une version en langue anglaise et sera mis en relation avec le site de l'association nationale Think Smart Grids.

Par ailleurs, le Pôle éditera en 2018 l'annuaire du réseau FLEXGRID et des projets associés.

Pour accroître la visibilité du programme, CAPENERGIES prévoit de renforcer les relations presse. Une présence accrue sur les réseaux sociaux appuiera également la stratégie de communication du programme.

Pour les actions menées au titre du programme FLEXGRID, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur l'année 2018 s'élèvera à 45 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 € attribués par la Métropole par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 (représentant 10,19 % du budget

prévisionnel 2018 d'un montant de 147 327 €).

- 20.000 € seront pris en charge par la Métropole, représentant 4,46 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 €,
- 10.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2), représentant 2,23 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association CAPENERGIES une subvention totale de 90 000 € qui se répartit de la façon suivante :

60.000 € pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, soit :

- 25.000 € pris en charge par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- 35.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

30 000 € pour les actions menées au titre de l'animation du projet FLEXGRID, soit :

- 20.000 € pris en charge par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- 10.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Pour mémoire, par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2018, 15.000 € ont été attribués à l'association Capénergies pour l'organisation en 2018 du 1^{er} colloque international « Energy For Smart Mobility », portant la subvention totale de la Métropole Aix-Marseille Provence pour 2018 à 105 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour 45 000 € sur le Budget Principal Métropole Centralisé sur la sous-politique B370- chapitre 65 –Fonction 61 - Nature 65748 ;
- pour 35 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) sur la ligne 3A/61/65748 ;
- pour 10 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) sur la ligne 3I/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 036-3920/18/BM**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies Alternatives pour l'organisation du Whorkhop Phisic sur la cybersécurité MET 18/7433/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Commissariat à l'Énergie Nucléaire et aux Énergies Alternatives (CEA) de Cadarache sollicite une participation au financement d'une conférence internationale sur les avancées dans le domaine de la sécurité matérielle organisée les 23 et 24 mai 2018 à l'école G. Charpak à Gardanne.

Les principales thématiques abordées porteront sur :

- Les attaques physiques de type canaux auxiliaires et injections de perturbations,
- Les protections logicielles et matérielles,
- Les technologies émergentes pour les systèmes sécurisés,
- L'évaluation et la caractérisation de la sécurité,
- Les défis de sécurité de l'IoT et des systèmes mobiles,
- Les algorithmes cryptographiques et leurs implémentations.

L'objectif scientifique du séminaire est de :

- Contribuer à la diffusion des connaissances sur les dernières avancées issues des laboratoires académiques, des projets collaboratifs ainsi que les défis technologiques portés par les industriels,
- Identifier les futures tendances dans le domaine de la sécurité matérielle et notamment sur les attaques physiques et l'amélioration des schémas de protections,
- Discuter des exigences et des caractéristiques de sécurité des systèmes complexes (objets mobiles).

Les grands acteurs académiques et industriels, ainsi que le pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) partageront leurs résultats scientifiques et techniques, à travers ces sessions thématiques, et de pratiques sur des équipements, plateformes et démonstrateurs.

Pour son organisation, le CEA de Cadarache sollicite une subvention de 5 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 10 000 €.

Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur » pour 5 000 €, soit 50 % du budget prévisionnel de la conférence.

N° GU	Manifestation date	Porté par	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectif Oui/non
Hors GU	Du 23 au 24 mai 2018 à Gardanne	CEA Cadarache	ITER	10 000 € pour plusieurs actions	10 000 €	5 000 €	5 000 €	NON

Le reste des dépenses devrait être couvert par le partenariat industriel selon le présenté en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation au Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le colloque « Workshop phisic sur la cybersécurité » organisé par le CEA Cadarache porte sur un sujet d'importance pour l'avenir et participe au rayonnement international de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au CEA Cadarache, une subvention d'un montant de 5 000 € (cinq mille euros) pour l'organisation de cette manifestation.

Article 2 :

Ce montant de 5 000 € est prévisionnel et sera versé en une seule fois sur présentation du bilan de la manifestation et du budget réellement dépensé, signé et certifié par le service des Finances du CEA.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.

A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix sous « Organismes publics divers » - chapitre 65 – fonction 61 – nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 037-3921/18/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association EA Eco-Entreprises pour sa feuille de route 2018 - Approbation d'une convention MET 18/7524/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité et les pôles de compétitivité fait partie de la stratégie de développement économique de la Métropole.

A ce titre, la Métropole propose de soutenir l'association EA Eco-Entreprises.

Association créée en 1996, elle a pour objet de favoriser l'innovation dans le domaine de l'environnement, de promouvoir les actions de développement scientifique, technique et économique des acteurs de ce domaine, d'animer la filière par le biais de formations, de rencontres et de mises en réseau. Reconnue pour son expertise dans le

domaine de l'eau, EA porte la délégation de la Région Sud du Pôle Eau depuis 2010.

Elle compte 160 membres parmi lesquels plus de 150 entreprises et présente la particularité de rassembler des TPE/PME oeuvrant dans différentes filières complémentaires (déchets, énergies renouvelables, sites et sols pollués, génie écologique, qualité de l'air..) et offre ainsi la possibilité de proposer une approche globale interdisciplinaire propice au développement économique et à une vision systématique des problématiques de transition énergétique.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, EA Eco-Entreprises facilite la transition des territoires en valorisant les solutions opérationnelles de ses membres auprès des donneurs d'ordre publics et privés. En 2018, ses actions d'appui technique au renforcement et au développement économique des filières qu'elle accompagne se déclineront par leviers de compétitivité suivants :

• Développement Réseau et Animation

Participe à la mise en place par l'État de la Plateforme régionale des achats de l'État et travail de sourcing des éco-entreprises innovantes,

Anime en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaborative, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation...).

En 2018 :

- *journées organisées sur les sujets suivants : Territoires zéro déchets, Territoires à Energie Positive, Nanomatériaux, Reconquête de fonciers, Photovoltaïque,*
- *3 Ea Business Time, dont 1 sur le Territoire du Pays d'Aix,*
- *3 rencontres DO/Eco-PME dont 1 sera dédiée à l'économie circulaire / achats*
- *1 rencontre Business « solutions environnementales pour l'industrie » en collaboration avec la CCIMP .*

- **Innovation**

Encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises par la veille et diffusion des appels à projets, des montages de projets et des labellisations, financements et suivi des projets.

En 2018 : réglementation Reach et stratégie de financement avec la présentation du dispositif PACA Emergence.

- **Club International**

Collecte et diffuse de l'information stratégique auprès des adhérents, échange des informations, accompagne et anime à travers son club international.

En 2018 :

- *réunion Côte d'Ivoire de présentation du marché et de la réglementation*
- *réunion sur la « stratégie de l'export »*
- *missions Port de Tanger ou Pollutec Maroc et Pollutec Abidjan (1ère édition fin 2018)*

- **Emploi/formation**

Propose une offre de formation spécifique et accompagne les membres sur leurs problématiques RH.

En 2018 : transformation digitale des établissements et prochaine réglementation GDRR.

Pour mener à bien les actions 2018, EA Eco-Entreprises sollicite une subvention de 20.000 € auprès de la Métropole et du Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 611 283 €, soit 3,27 % du budget.

Pour poursuivre son soutien aux associations à caractère économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose une subvention totale de 20 000 € qui se répartit de la façon suivante :

- 15 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix, ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires ;
- 5 000 € sur le budget principal Métropole Centralisé, sur la sous-politique B370 – chapitre 65 – fonction 61 – nature 65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

N° GU	Porté par	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectif oui/non
2018/588	EA ECO-ENTREPRISES	Pôle de Compétitivité	15 000 € 3 000 €	611 823 €	15 000 € 8 000 €	15 000 € (CT2) 5 000 € (Métropole)	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association EA Eco-Entreprises, de par les actions qu'elle mène, contribue au développement d'une des 6 filières d'excellence du territoire métropolitain « Energie et Environnement ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à EA Eco-Entreprises, pour l'année 2018, une subvention d'un montant total 20 000 € pour la mise en œuvre de ses actions.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour 15 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748 ;
- pour 5 000 € sur le Budget Principal Métropole Centralisé sur la sous politique B370 – Chapitre 65 – Fonction 61 – Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 038-3922/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association de préfiguration Institut d'excellence des énergies décarbonnées- IEED-France Energies Marines - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7685/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement de ses six filières d'excellence dont « Energie et Environnement ».

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action de France Energies Marines (FEM) qui développe depuis 2012 un programme de Recherche, de développement et d'Innovation pour accompagner la mise en place d'une filière éolienne flottante avec le soutien des Investissements d'Avenir, dans le cadre des Instituts pour la Transition Energétique (ITE).

Présentation de l'association

En 2012, en réponse à l'appel à projet sur les Instituts d'excellence en matière d'énergies décarbonnées (IEED), le projet France énergies marines « FEM » a été labellisé et l'association de préfiguration a été créée, autour d'un large partenariat public-privé. Elle fédère l'ensemble des acteurs du secteur des énergies marines renouvelables : industriels, structures académiques et scientifiques, et collectivités territoriales. Le montant de co-financement octroyé est de 34,3 M€, pour un budget opéré d'environ 130 M€ sur 9 ans.

Un des objectifs de France Energies Marines est d'aider à la consolidation de la filière éolienne flottante sur la façade Méditerranéenne via les activités de Recherche et Développement, et la montée en compétence des acteurs.

Un axe important de leur programme concerne le suivi environnemental (physique, chimique, biologique) via le développement de protocoles, de moyens d'observations et de mesures en mer, ainsi que des méthodologies de traitement et d'analyse des données. Les données environnementales sont essentielles en amont du déploiement d'un système Energies Marines Renouvelables (en particulier l'éolien flottant) et tout au long de son exploitation, pour maîtriser, d'une part, l'impact de l'environnement sur la fiabilité et la performance de ses différents composants et, d'autre part, l'impact sur l'environnement du système lui-même.

Outre la meilleure connaissance des paramètres de houle, de courant et de vent, plusieurs sujets clés sont apparus comme prioritaires dans les phases de conception des fermes pilotes :

- le développement et l'impact de la bio-colonisation des composants (support flottant, lignes d'ancrage, éléments de raccordement électrique) ;
- le développement de la corrosion sur ces composants (incluant la bio-corrosion conséquence de la bio-colonisation) et les effets d'abrasion à proximité du sol (sédimentaire). Une conséquence indirecte de la lutte contre la corrosion est l'impact sur la qualité des eaux des moyens de lutte (anode sacrificielle, courant induit, revêtements anti-corrosions).

Trois zones sont identifiées sur les côtes françaises pour déployer à terme des fermes commerciales d'éoliennes flottantes : la Manche, l'Atlantique et la Méditerranée. Ces trois zones sont de typologie (houle, vent, natures des espèces) très différentes. L'existence des sites d'essais de Paimpol-Bréhat (Manche-ouest), SEM-REV (nord-Atlantique) a permis à France Energies Marines de déployer des moyens d'observation et de mesures multi-paramètres dans le cadre de ses projets de R&D. Alors que la Méditerranée verra l'installation de trois fermes pilote (Projet Provence Grand Large porté par EDF-Energies nouvelles), aucun site n'est équipé à ce jour de système d'observation environnemental continu.

Objet de la demande

L'objet du projet est de déployer un Observatoire environnemental permanent sur le site d'essais Mistral pour améliorer la connaissance sur l'environnement marin en Méditerranée tant physique, chimique que biologique et mettre au point les protocoles et les moyens de suivi environnemental nécessaires à la conception, au déploiement et à l'exploitation des futures fermes d'éoliennes flottantes.

Le site se situe en Méditerranée au large du Golfe de Fos sur mer, à environ 5 km des côtes à Port Saint-Louis du Rhône. (Pour précision, la zone Faraman quant à elle, qui accueillera le Projet Provence Grand Large mené par EDF Energies nouvelles, se situe à 17 km au large de la plage Napoléon sur la commune de Port Saint Louis du Rhône).

Un ensemble d'instruments sera déployé et fournira, en temps réel, un suivi de l'environnement et des machines testées. Les développeurs pourront s'appuyer sur un large spectre de moyens et de compétences du domaine naval présentes dans la Zone Industriale-Portuaire de Marseille-Fos pour accompagner le développement et la maintenance de leurs technologies.

L'Observatoire MemoFLOW (Mediterranean monitoring Center for Floating Offshore Wind Turbines) sera initialement utilisé dans le cadre des projets de France Energies Marines déjà mis en place avec ses partenaires académiques et industriels.

Ultérieurement, l'Observatoire sera complété par d'autres dispositifs d'acquisition pour la mesure du vent, le suivi des espèces, la mise au point d'outils de suivi de l'avifaune, le suivi du bruit ambiant, dans le souci d'alimenter le dossier de suivi environnemental annuel prévu dans les projets pilotes et commerciaux d'Energies Marines Renouvelables et en particulier de parc éoliens flottants.

Disposer d'un site d'essais opérationnel aidera à concrétiser cette montée en compétence en complémentarité directe avec les fermes pilotes. Pour ce faire, France Energies Marines envisage d'analyser la reprise de la société Mistral, détentric de la

convention de concession du Domaine Public Maritime, suite aux difficultés récentes rencontrées par la société Nénuphar, actuel actionnaire unique de Mistral.

Le site d'essais éolien offshore flottant du golfe de Fos sur Mer constitue une brique essentielle en région Provence Alpes Côte d'Azur pour l'adossement d'une partie des activités de France Energies Marines, mais aussi pour permettre le développement d'une filière industrielle méditerranéenne de l'éolien offshore flottant.

Le site d'essais Mistral apparaît le plus adapté pour atteindre les objectifs pour plusieurs raisons :

- Concession du Domaine Public Maritime existante, accordée à la société Mistral,
- Conditions d'environnement représentatives et proximité des futures fermes pilotes et commerciales en Méditerranée,
- Proximité d'infrastructures portuaires et de moyens logistiques,
- Compétences des laboratoires académiques régionaux (dont certains sont déjà partenaires de FEM).

MeMoFLOW 1.0 permettra de mettre en place les premiers dispositifs prioritaires de l'Observatoire environnemental. La 2ème phase du projet, intégrée au programme de R&D de FEM, aura pour objectif de déployer une 2ème série de dispositifs de mesures et d'observation nécessaire à l'étude de nouveaux concepts de briques technologiques pour l'éolien flottant :

- Mesure du vent via un système de lidar embarqué,
- Mesure du bruit sous-marin,
- Suivi des espèces sur le benthos et dans la tranche d'eau,
- Suivi du transport sédimentaire (affouillement / ensouillage) et de l'évolution bathymétrique.

La configuration V2.0 permettra de tester des technologies innovantes pour la maintenance des composants d'éoliennes flottantes et des nouveaux composants (plus fiables, moins coûteux) pour leur fabrication.

Plusieurs développeurs de technologies, rencontrés au cours de FOWT2018, se sont montrés intéressés pour tester leurs technologies sur Mistral et donc d'utiliser MeMoFLOW.

MeMoFLOW V3.0 consistera à ouvrir le site d'essais pour tester des démonstrateurs de tout ou parties d'éoliennes flottantes via des contrats d'accueil, nécessitant :

- la reprise de la société Mistral par FEM ou un de ses partenaires ;
- le développement et la mise en place d'un système flottant permettant le raccordement à un banc de charge / dissipateur / émulateur réseau ;

- la mise en place d'un modèle économique (cahier des charges d'accueil et contrat type avec le support de Centrale Nantes / SEM-REV) ;
- la mise en place d'une équipe support locale (Centrale Marseille, Océanide, IMO), éventuellement partagée avec les autres sites d'essais ;
- les études de faisabilité de l'accueil des démonstrateurs d'éoliennes flottantes pré-identifiés (travail à mener avec l'ADEME) : Dietswell, X1-Wind, projets de stockage d'énergie (à voir avec PICTO entre autres).

Le support du Pôle Mer Méditerranée sera un atout.

Financement du projet

La Région Provence Alpes Côte d'Azur soutient la création et le renforcement de plateformes regroupant des équipements mutualisés au service du développement économique des entreprises

nécessaires au développement des filières stratégiques, s'intégrant dans les feuilles de route des Opérations d'intérêt régional (OIR).

Ainsi, la Région doit proposer au vote de son assemblée délibérante du mois de juin prochain l'attribution d'une subvention d'un montant de 200 000 € à France Energies Marines dans le cadre du projet suivant : « Observatoire de l'environnement marin sur site d'essais Mistral - MeMoFLOW1.0 - volet investissement »

Le projet déposé, objet de la présente demande, concerne la phase 1 du déploiement en méditerranée d'un observatoire environnemental permanent sur le site d'essais « Mistral ».

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES (€)		RECETTES (€)	
Objet	Montant	Origine	Montant
Equipements scientifiques, balisage, acquisition-traitement de données	170 000 €	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	200 000 €
Prestations externes pour installation sur site, géolocalisation, expertises	80 000 €	Autres collectivités	20 000 €
		Autofinancement	30 000 €
TOTAL	250 000 €		250 000 €

Dans ce cadre, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera au total à 20 000 €, représentant 8 % du budget prévisionnel 2018 de 250 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de mettre en place une plateforme d'essai dédiée à l'éolien offshore flottant sur la façade méditerranéenne afin de conforter l'essor de cette filière sur le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à l'association de préfiguration Institut d'excellence des énergies décarbonnées- IEED-France Energies Marines pour la création d'un observatoire de l'environnement marin sur site d'essais Mistral dénommé « MemoFLOW1.0 » d'un montant de 20 000 € .

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour 20 000 € au Budget Métropolitain 2018 - Chapitre 2017502300 - Nature 20422 - Opération 2017502300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 039-3923/18/BM

■ Renouvellement d'adhésion à l'association PIICTO et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7056/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), créée le 5 septembre 2014, entend contribuer au développement économique de la Zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain. Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique.

Cette association qui regroupe les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin a notamment pour objet de :

- développer l'écologie industrielle en élaborant des projets communs visant à l'optimisation des activités industrielles, la mutualisation de services et des synergies opérationnelles, pour les acteurs existants et les futurs entrants,
- développer des activités industrielles et ainsi préparer l'accueil de nouvelles activités en établissant une stratégie de développement et d'innovation en accord avec les missions du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), issues de la loi de réforme portuaire de 2008, notamment pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles, et pour leur promotion,
- mettre en place une gouvernance commune basée sur une charte de management HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), pour cadrer la réglementation dite «PPRT» (Plan de Prévention des Risques Technologiques) appliquée aux plateformes industrielles, l'expérimentation dite «ZIEE» (Zones d'Intérêt Economique et Ecologique) et les modalités d'accueil et de services à proposer aux nouveaux entrants,
- être force de propositions en termes d'innovation réglementaire permettant un développement optimisé et densifié de la plateforme.

L'association PIICTO est composée :

- de membres actifs qui représentent les entités implantées sur la zone ainsi que les propriétaires fonciers de la zone,
- et de membres qualifiés, lesquels sont des personnes physiques ou morales susceptibles d'apporter aux membres actifs un appui en termes d'expertise technique, financière ou juridique.

Par délibération n° ECO 013-1787/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré, pour l'exercice 2017, à l'association PIICTO en tant que membre qualifié et a réglé un montant de cotisation de 1 000 €.

Compte tenu du maintien des objectifs poursuivis par l'association PIICTO, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association, en qualité de membre qualifié, pour l'exercice 2018.

Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le renouvellement de cette adhésion et sur le règlement du montant de cotisation fixé à 1 000 € pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 013-1787/17/CM du 30 mars 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant adhésion à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) entend contribuer au développement économique de la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain ;
- Que son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique ;
- Que compte tenu de sa compétence en matière de développement économique, le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association présente un intérêt certain ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), en tant que membre qualifié, pour l'exercice 2018, ainsi que le paiement de la cotisation 2018, d'un montant de 1 000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget de la Métropole / État spécial de territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 040-3924/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7320/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP)

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospector de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Le Conseil d'Administration de l'association, réuni le 30 mars 2016, a entériné la substitution de la Métropole aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Néanmoins, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique a nécessité la modification de la gouvernance de l'association.

Ainsi la modification des statuts de l'association a permis l'intégration de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du collège 1 (en lieu et place du Conseil Départemental), au côté de la CCIMP.

Un nouveau barème de cotisations est en vigueur depuis 2017 portant la cotisation des membres adhérents du collège 1 à 150 000 euros.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°ECO 012-594/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et a renouvelé son adhésion à cette association au titre de l'année 2017 par délibération n° ECO 001-1637/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2018 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 150 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° NH 009-011/16/CM du Conseil de Métropole portant délégations du Conseil au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 012-594/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ;
- La délibération n° ECO 001-1637/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Provence Promotion a notamment pour objet d'aider à faire connaître les atouts du territoire métropolitain en termes d'activités économiques ;
- Que, compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de

renouveler cette adhésion pour l'année 2018 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2018, d'un montant de 150 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 041-3925/18/BM

■ Demande de subvention auprès du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP), relative à l'opération "Restructuration du port de Saumaty" MET 18/7552/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, publics ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération du 16 octobre 2002, la ville de Marseille a transféré à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole les biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence Marché d'Intérêt National.

Concernant le MIN de Saumaty « Pêche », les conditions d'occupation du site ont été définies dans le cadre de conventions du 18 février 1977 passées entre le Port Autonome de Marseille et la Ville de Marseille pour une durée allant jusqu'au 17 février 2033. Ces conditions ont été reprises dans le cadre

d'une convention entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, depuis le 1^{er} juillet 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence est venue aux droits de la Communauté Urbaine.

Le site de Saumaty s'organise autour d'un Plan d'eau de 44 230 m² avec un terreplein de 43 367 m². Il comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes rattachés au Marché d'Intérêt National.

Les conditions d'exploitation des activités de pêche et mareyage s'étant dégradées, la nécessité pour la Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP) de mener une opération de restructuration du site a émergé.

Ce projet porte sur l'intégralité du site, à savoir les zones dédiées à l'activité de mareyage, de pêche et

les zones communes aux pêcheurs et aux mareyeurs pour leurs actions mutualisées. L'opération vise l'optimisation de l'exploitation du site sur le terre-plein et le plan d'eau. Elle s'envisage par l'amélioration des conditions de travail et des services rendus à la collectivité, avec la création d'outils de travail performants et adaptés aux missions du Port de Pêche de Marseille.

Afin de réaliser ce projet, une Autorisation de Programme d'un montant de 10 000 000 euros a été délibérée à la séance du 23 octobre 2015.

Les travaux faisant l'objet de la demande de subvention FEAMP, ne concerne que les équipements envisagés sur la zone d'activité pêcheurs et sur deux installations mutualisées pêcheur-mareyeurs, dont les dépenses sont listées dans le tableau ci-dessous.

DEPENSES DE L'OPERATION	COUT
<u>Zone pêche</u>	
Aménagement extérieur pêche : quais flottants	595 000.00 euros
Bâtiment pêche : Réaménagement d'un village de pêcheurs	305 000.00 euros
<u>Zone commune pêcheurs mareyeurs</u>	
Machine à glace	492 000.00 euros
Déchetterie	55 000.00 euros
TOTAL	1 447 000.00 euros

L'enveloppe FEAMP est répartie entre des mesures nationales et des mesures régionales. La Région PACA s'est ainsi vu déléguer la responsabilité de la mise en œuvre de ses mesures dites « régionalisées », en tant qu'organisme intermédiaire, sous le contrôle de l'Autorité de gestion nationale (Direction des Pêches et des Affaires Maritimes – Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer).

Le Conseil régional attribue des crédits FEAMP aux projets éligibles et sélectionnés, qu'il complète systématiquement avec son soutien financier, que l'on qualifie de contrepartie publique régionale.

Plan de financement de l'opération :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Fonds de Cohésion FEAMP de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à projet 2014-2020 Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur « Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris » (Mesure 43.1).

Le coût prévisionnel des dépenses éligibles à la mesure 43.1 du FEAMP sur ce projet de Restructuration du port de Saumaty s'élève à 1 447 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Fond Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche	52.5 %	759 675.00 euros
Conseil Régional (Contrepartie Régionale)	17.5 %	253 225.00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	434 100.00 euros

Cette demande de subvention permet de financer 70% des dépenses présentées. Ces 70% d'aides publiques comprennent eux même 75% de FEAMP et 25% de contrepartie dite nationale, versée par le Conseil régional. En effet, comme mentionné ci-dessus, lors d'une demande de subvention FEAMP, celui-ci est complétée obligatoirement par une contrepartie publique du budget régional.

Ainsi, la Métropole pourrait obtenir pour ce projet de grande envergure un co-financement total (FEAMP et contrepartie régionale) de 1 012 900.00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de mise à disposition du complexe de Saumaty par le Grand Port Maritime de Marseille, signée le 1^{er} juillet 2013 ;
- Le règlement délégué (UE) n°240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au Code de Conduite Européen sur le partenariat dans le cadre de Fonds structurels et d'investissement européen ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- L'accord de partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
- Le Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la

gestion de tout ou partie des fonds européens de cohésion, soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEV 002-1413/15/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 23 octobre 2015 créant l'autorisation de programme relative à l'opération de restructuration du port de Saumaty Pêche d'un montant de 10 millions d'euros inscrits au budget principal de la Communauté Urbaine Sous-Politique F330 – Fonction 92 – Service Gestionnaire 5DUFE.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du fonds de cohésion FEAMP de l'Union européenne pour le cofinancement du projet de « Restructuration du port de Saumaty ».

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du fonds de cohésion FEAMP de l'Union Européenne 2014-2020 Région Provence Alpes Côtes d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet « Ports de pêche, sites de débarquement, halles de criée et abris » (Mesure 43.1) pour la réalisation de l'opération « Restructuration du port de Saumaty », à Marseille.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires suivantes : Budget principal – Section d'investissement – Opération Restructuration du port de Saumaty - Sous-Politique F330 – Fonction 92 – Service Gestionnaire 5DUFE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 042-3926/18/BM

■ **Renouvellement de l'adhésion au réseau européen Eurocities et paiement de la cotisation 2018**
MET 18/6998/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondée en 1986, basée à Bruxelles, EUROCITIES est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 130 villes membres et 40 villes partenaires. Ses membres représentent 25 % de la population de l'UE.

Le réseau a pour objectif de :

- porter la voix de ses membres dans les débats sur les politiques européennes ;
- réfléchir aux défis auxquels seront confrontées les villes européennes ;
- être une plateforme d'échanges de connaissances et d'idées ;
- favoriser le développement de projets communs, notamment avec des financements européens

Ses orientations sont fixées par un Comité Exécutif composé de 12 villes membres (Gand (Présidence), Nantes, Leipzig, Birmingham, Barcelone, Bratislava, Milan, Rotterdam, Turin, Stockholm, Vienne, Varsovie) et mises en œuvre par un Secrétaire général (Mme Anna-Lisa BONI) et une équipe d'une quarantaine de personnes.

Cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales. Dans un contexte européen de concurrence territoriale, EUROCITIES permet de développer des relations de confiance et de coopération entre villes et de renforcer des relations gagnant-gagnant en favorisant les complémentarités plutôt que la compétition.

Les échanges et le travail collaboratif entre membres d'EUROCITIES s'effectuent principalement dans le cadre de six forums thématiques (mobilité, environnement, développement économique, social, société de la connaissance et culture) et d'une quarantaine de groupes de travail.

EUROCITIES met à disposition de ces adhérents différents outils adaptés :

- Un réseau de métropoles européennes ; ainsi EUROCITIES est le grand réseau des métropoles européennes.

- Des lieux et moments d'échanges d'expérience pour élus et techniciens avec les forums thématiques, les conférences et assemblées générales annuelles. Un accès privilégié à d'autres réseaux thématiques tels que le Pacte des Maires, Green Digital Charter, Civitas...
- Un accès privilégié à l'information concernant les programmes européens et leurs appels à projets grâce à un réseau au sein des institutions européennes, des notes et des lettres d'information régulières ainsi que des événements de type *brokerage event* dédiés à des appels Horizon 2020, UIA, MIE, LIFE.

L'adhésion de la Métropole à EUROCITIES a été formalisée par l'adoption d'une délibération en Conseil Métropolitain le 30 mars 2017.

Pour cette première année, les activités mises en œuvre par la Métropole au sein du réseau sont les suivantes :

- Participation du service Europe aux travaux du groupe des membres français de EUROCITIES ;
- Participation de Richard Mallié Vice-Président Relations internationales et européennes et du service Europe à la conférence annuelle et l'Assemblée Générale du réseau organisées du 15-17 novembre 2017 à Ljubljana en Slovénie, autour du thème de l'économie circulaire.

Par ailleurs, le Secrétariat du réseau a contribué aux activités européennes de la Métropole à travers :

- La veille des appels à projets européens et plus particulièrement des appels publiés par les programmes thématiques comme Horizon 2020, notamment sur la thématique mobilité ;
- L'information de la Métropole au sujet de la Convention des Maires pour le climat et l'énergie. Cette initiative rassemble des milliers d'autorités locales et régionales, volontairement engagées dans la mise en œuvre des objectifs européens en termes de climat et d'énergie sur leur territoire. Les villes signataires s'engagent à agir pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de réduction de 40 % des gaz à effet de serre de l'UE à l'horizon 2030 ainsi que l'adoption d'une approche commune visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

Pour l'année 2018, il est proposé de mobiliser le réseau EUROCITIES par une série d'activités :

- Intégration de services métropolitains aux Forum et Groupes de Travail : Afin de permettre aux services métropolitains de bénéficier des « services » du réseau EUROCITIES, il

est proposé de commencer cette intégration par les services métropolitains d'ores et déjà les plus « avancés » en matière d'usage des fonds et programmes européens, que sont les DGA Développement Economique et Attractivité, Mobilité, Emploi-Insertion et Environnement. De façon opérationnelle, il est proposé de mobiliser les services de ces directions en vue des prochains événements organisés en 2018 dans le cadre des forums et groupes de travail correspondant à leurs domaines de compétence et d'activité.

- Préparation de l'adhésion de la Métropole au Pacte des Maires :

L'adhésion à ce réseau apparaît incontournable pour la Métropole. En effet la Convention des Maires apporte :

- une reconnaissance et une visibilité internationales élevées pour notre action en faveur du climat et de l'énergie ;
- de meilleures chances de financement des projets locaux en faveur du climat et de l'énergie ;
- des méthodes innovantes de mise en réseau, d'échange d'expériences et de renforcement de capacités grâce à des manifestations régulières, des jumelages, des webinaires ou des discussions en ligne ;
- un accès rapide à un « savoir-faire d'excellence » et à des études de cas inspirantes.

- Organisation d'un atelier interservices sur la mobilisation des fonds européens au service des opérations métropolitaines :

Le secrétariat EUROCITIES pourrait également être mobilisé en 2018 en appui d'un atelier de prospective inter-services autour du sujet de la mobilisation des fonds européens pour le financement des opérations métropolitaines. Cet atelier pourrait mobiliser les services compétents sur les thématiques ciblées plus haut : développement économique, mobilité, cohésion sociale et environnement. Il s'agirait de mettre en perspective l'organisation actuelle en matière de mobilisation de fonds européens afin d'identifier les voies et moyens d'une optimisation de la mobilisation de fonds européens.

- Participation à l'Assemblée Générale annuelle 2018 :

L'assemblée annuelle EUROCITIES aura lieu en 2018 à Edinburgh (Ecosse, Royaume Uni) du 28 au 30 novembre. La thématique choisie pour cette année est « Ville créative et compétitive » est suffisamment large pour valoriser différents aspects des politiques métropolitaines. La Métropole pourrait ainsi y être représentée par son Vice-Président en charge des affaires européennes. Cet événement pourrait également être l'occasion d'une mise en valeur d'opérations métropolitaines innovantes et mobilisant des fonds européens. Par exemple, des opérations sélectionnées et financées dans le cadre de la subvention globale ITI-FEDER pourraient être proposées au secrétariat d'EUROCITIES pour concourir à la cérémonie des Awards qui présentent

les initiatives les plus remarquables mises en œuvre par des membres du réseau lors de l'année écoulée. Les élus et techniciens porteurs de ces initiatives, dans l'hypothèse où elles seraient retenues, pourraient également être associés à la délégation métropolitaine participant à cet événement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-01/16/CM du Conseil de la Métropole du 13 mars 2016 approuvant les délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ECO 012-1786/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à EUROCITIES.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence des activités et services proposés par le réseau EUROCITIES avec les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de mobilisation des programmes européens ;
- L'importance des réseaux européens de collectivités pour le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'intérêt et l'opportunité de confirmer la présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les réseaux de collectivités mobilisés au niveau européen au regard des incertitudes pesant sur l'avenir de la politique de cohésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association EUROCITIES et le paiement de la cotisation 2018 pour un montant de 15.820 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 043-3927/18/BM

■ Société Aéroport Marseille Provence - Conclusion d'un pacte d'actionnaires MET 18/7793/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat envisage de privatiser l'aéroport de Marseille Provence, par la vente des parts qu'il détient dans la société de gestion aéroportuaire représentant 60% du capital.

Compte tenu de l'importance de l'aéroport pour le développement de la Provence, les actionnaires territoriaux (Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence, Aix Marseille Métropole, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et Ville de Vitrolles) souhaitent faire converger leurs efforts pour que cette privatisation serve au mieux les intérêts du territoire.

Un « pacte d'actionnaires » destiné à défendre les intérêts de ces actionnaires et précisant les conditions de cette convergence a été élaboré et sera soumis au vote des assemblées de chacune des collectivités concernées.

Pour produire tous ses effets, ce pacte est couvert par une stricte confidentialité.

Il vous est aujourd'hui proposé d'en approuver la conclusion et d'autoriser sa signature.

Ce rapport ne comporte pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté des actionnaires territoriaux de peser dans le processus de décision de la privatisation de l'Aéroport Marseille Provence et de contribuer à la mise en œuvre du Plan Stratégique en vigueur de la SA AMP,
- Leur souhait de défendre leurs intérêts d'actionnaires minoritaires et, dans le respect des dispositions nationales et communautaires applicables, d'organiser par un pacte d'actionnaires leurs relations en tant qu'actionnaires sur différents sujets dans le cadre du processus de privatisation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la conclusion du pacte d'actionnaires de la Sa Aéroport Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-3928/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association "Nos Quartiers ont des Talents" et paiement de la cotisation 2018
MET 18/7422/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Nos quartiers ont des talents » ci-après dénommée « NQT », créée en 2005 en Seine-Saint-Denis et présente en PACA depuis 2012 a pour objet d'accompagner les jeunes diplômés issus des quartiers prioritaires et/ou milieux défavorisés (Bac +4 de moins de 30 ans) en favorisant la mise en relation entre jeunes du territoire et entreprises du territoire.

Après examen de leur candidature, les jeunes diplômés sont mis en relation avec des parrains ou marraines, cadres des structures adhérentes, et dont le secteur d'activité est en adéquation avec la formation du jeune et/ou son projet professionnel.

NQT propose aux collaborateurs des structures partenaires de s'impliquer dans le cadre d'actions de :

- coaching collectif
- découverte métiers
- transférabilité de compétences
- information des étudiants dans les universités

NQT anime une communauté de parrains et marraines favorisant les échanges de bonnes pratiques sur le parrainage.

NQT met à disposition des jeunes des outils de perfectionnement en anglais, d'e-learning et d'auto-évaluation en ligne.

Bilan du dispositif NQT :

En 2015, face à une montée en croissance du chômage NQT s'est lancé le défi d'accompagner 100 000 jeunes d'ici 2025. Un Plan Ambition 2025 a ainsi été intégré au Livre Blanc « Relançons l'ascenseur social ». Depuis 2005, 42 395 jeunes diplômés ont été accompagnés par le dispositif NQT, mobilisant 10 950 parrains et 930 partenaires-mécènes.

En national :

En 2017, 6005 jeunes diplômés ont été accompagnés, en hausse par rapport aux 4582 accompagnés en 2016. Près de 25% des jeunes suivis soit 1 408 jeunes résident en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV). 4 468 parrains et marraines se sont mobilisés en 2017 et le dispositif compte 930 partenaires actifs. 70% des jeunes diplômés trouvent un emploi en 6 mois en moyenne. Coût moyen du dispositif/jeune : 741 €

En local :

En 2017, 468 jeunes diplômés (contre 306 en 2016 et 289 en 2015) résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont bénéficié du dispositif NQT dont 256 issus d'un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV). Plus de 36% des accompagnements ont été réalisés sur le Territoire Marseille Provence.

Partenariats en PACA :

- Partenariats publics et institutionnels : Ministère du Travail via la Délégation Générale à l'Emploi et à la formation Professionnelle (DGEFP), Agence nationale pour la cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSE), l'Europe (FSE), la DIRECCTE, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, Pôle Emploi, Région PACA, Aix-Marseille Université, etc.

-Partenariats privés : Orange, BNP Paribas, Allianz, Airbus, Crédit Agricole, SNCF, Carrefour, Thales, Vinci, Nexity, ONET, GRDF, Banque Populaire, LCL, Société Générale, etc.

Les interventions de NQT sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont les suivantes :

- Assurer le suivi et le parrainage de tous les jeunes diplômés résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et correspondant aux critères de l'association.
- Fournir les outils de communication nécessaires.
- Développer la complémentarité avec les acteurs locaux.
- Assurer un reporting régulier.
- Co-organiser un événement annuel.
- Mobiliser des témoignages de jeunes et de parrains.
- Articuler ce partenariat avec les entreprises adhérentes de l'association et celles amenées à le devenir, implantées sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Mettre en place le parrainage collégial.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 010-592/16/CM du Conseil de la Métropole du

30 juin 2016 et de renouveler son adhésion pour l'année 2017 par délibération n°ECO 024-1921/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposer de renouveler cette adhésion pour 2018 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 11 960 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 010-592/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Nos Quartiers ont des Talents » et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n°ECO 024-1921/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'association « Nos Quartiers ont des Talents » et paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'association « Nos Quartiers ont des Talents » mène des actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers prioritaires ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2018 et

d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Nos Quartiers ont des Talents » et le paiement de la cotisation d'un montant de 11.960 euros pour l'année 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires en 2018 sont inscrits au Budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-3929/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association EVOLIO - Approbation d'une convention MET 18/7191/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association EVOLIO Pays d'Aubagne et de l'Étoile a pour objet de développer des activités d'utilité sociale visant l'insertion professionnelle et sociale de personnes affectées par des difficultés d'emploi, de qualification, d'insertion.

Par la mise en œuvre d'ateliers ou de chantiers d'insertion (ACI) entrant dans le cadre de la loi de cohésion sociale et dont le statut est inscrit depuis 2005 dans le code du travail, cette association a permis entre autre en 2017 à près de 100 personnes en insertion, issues pour une grande majorité du territoire de notre conseil de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, de trouver un véritable lieu d'insertion socio-professionnelle.

Par ailleurs, l'association Evolio participe à la politique de prévention et réduction des déchets du territoire du Pays d'Aix grâce à la mise en place d'une ressourcerie située sur la commune de Gardanne.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés à la Métropole, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, EVOLIO Pays d'Aubagne et de l'Étoile sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 180 000 euros.

Pour les actions menées par EVOLIO en faveur de l'insertion professionnelle, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 160 000 euros.

Par conséquent il est établi une convention d'objectifs qui est jointe au présent rapport.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial du Pays d'Aubagne et de l'Étoile qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association EVOLIO Pays d'Aubagne et de l'Étoile une subvention de 160 000 euros au titre de l'exercice 2018, répartie ainsi :

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec EVOLIO Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur la ligne 65/6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-3930/18/BM

■ Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi MET 18/7311/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, trois structures sollicitent des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant

total de 60.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par la Communauté du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi

- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
0034	COSENS	« Vitrolles CitésLab » service d'amorçage de projets	15.000 €	38.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0069	MISSION LOCALE EST ETANG DE BERRE	Booster les trajectoires professionnelles et optimiser le recrutement des jeunes du territoire	35.000 €	62.602 €	35.490 €	35.000 €	OUI
0232	ACCES CONSEIL BGE	Sensibilisation à la création d'entreprises	10.000 €	79.000 €	10.000 €	10.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
TOTAL					60.490 €	60.000 €	

En ce qui concerne l'action COSENS « Vitrolles CitéLab, service d'amorçage de projets », il s'agit d'une action spécifique relative à la compétence Insertion et Emploi sur le territoire du Pays d'Aix, différente de celle présentée par plusieurs territoire et regroupée en une convention dans le domaine du développement économique.

Pour l'association ACCES CONSEIL BGE, une délibération a été votée le 20 mars 2018 en Conseil de Territoire du Pays Salonais pour un montant de 2 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 60.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- Cosens
- Mission locale Est Etang de Berre
- Accès Conseil BGE

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2018 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les associations :

- Cosens
- Mission locale Est Etang de Berre
- Accès Conseil BGE

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 60.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-3931/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association Ameli Ouest Provence - Approbation d'une convention MET 18/7537/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association AMELI Ouest Provence le 30 mai 2016 une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de l'insertion notamment la mise en œuvre d'une légumerie d'insertion qui permettra, d'une part la valorisation de la production agricole sur le territoire Istres-Ouest Provence en privilégiant les circuits courts (produits frais et de saison), et d'autre part, l'amélioration de la restauration collective.

Par délibération n° 48-16 du 9 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé pour l'exercice 2017 l'attribution, au bénéfice de cette association, d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 19 500 € pour la mise en œuvre d'une légumerie d'insertion.

Les objectifs poursuivis par cette action sont de remobiliser et redynamiser des personnes éloignées de l'emploi par une mise en situation de travail dans un but d'insertion durable, de permettre aux agriculteurs locaux de développer un nouveau débouché commercial stable, et enfin de fournir la restauration collective en fruits et légumes locaux. De plus, ce projet, créateur d'emploi qui prône un modèle alimentaire vertueux, permettra de contribuer au lien social et à l'identité du territoire par un fort ancrage local.

En effet, les enjeux sont multiples :

- diversification des postes de salariés polyvalents,
- valorisation de la production agricole locale et ainsi le développement des circuits-courts,
- amélioration de la restauration collective avec l'application du Programme National Nutrition Santé.

L'aménagement des locaux, situés au domaine de la Mériquette à Fos-sur-Mer, doit répondre à des exigences en termes d'hygiène, d'organisation technique et logistique. Des travaux d'électricité, plomberie, maçonnerie, carrelage, isolation froide sont essentiels pour mettre aux normes la zone de production de 400 m² auquel s'ajoute tout l'équipement de la légumerie dont le coût reste important.

L'association AMELI Ouest Provence sollicite donc aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une subvention d'investissement lui permettant d'une part, d'effectuer les travaux précités d'autre part, d'acheter le matériel nécessaire au démarrage de son activité.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la

délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, des subventions d'investissement peuvent être attribuées par la Métropole pour financer

des travaux de constructions ou d'aménagement dès lors que ceux-ci présentent un intérêt métropolitain.

Le coût total du projet s'élève à 520 000 €. Le plan de financement prévisionnel se présente de la façon suivante :

Métropole Aix-Marseille-Provence	100 000,00 €	19,23 %
Conseil Régional	185 000,00 €	35,57 %
Etat	40 000,00 €	7,70 %
Conseil Départemental	100 000,00 €	19,23 %
ADEME	25 000,00 €	4,80 %
Fondation VINCI	15 000,00 €	2,89 %
Fondation Bonduelle	5 000,00 €	0,97 %
Prêt ESIA	50 000,00 €	9,61 %
TOTAL	520 000,00 €	100,00 %

Par conséquent, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette association, d'une subvention d'investissement de 100 000 €.

Le montant de la subvention sera imputé au Budget de la Métropole 2018, chapitre 2017502300, nature 20422, code opération 2017502300.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le projet d'aménagement et d'équipement de la légumerie d'insertion constitue un enjeu majeur pour de l'insertion par l'économie sur le territoire Métropolitain ;
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'aménagement présentant un intérêt métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 100 000 € à l'association AMELI Ouest Provence pour l'aménagement et l'équipement des locaux de la légumerie d'insertion sise à Fos-sur-Mer dans les locaux de l'ancienne cuisine de l'Ecole de Police.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € à l'association AMELI Ouest Provence pour l'aménagement et l'équipement des locaux de la légumerie d'insertion, ci-après annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2018, chapitre 2017502300, nature 20422, code opération 2017502300.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 005-3932/18/BM**■ Approbation d'une convention de partenariat avec le CEA CADARACHE relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics du CEA sur le Territoire du Pays d'Aix****MET 18/7343/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives Cadarache s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique du Centre CEA de Cadarache de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, le CEA Cadarache mène, dans le cadre du développement durable, une politique de promotion des achats éco et socio responsables, qui se traduit, notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics, qui constitue une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

À cette fin, le CEA Cadarache a répertorié au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, une mission de « facilitateur clauses sociales » afin de faire le lien de façon cohérente entre l'acheteur public, représenté par le CEA Cadarache, les entreprises titulaires et les personnes durablement éloignées du marché du travail.

La présente convention, soumise à votre approbation, n'entraîne pour la Métropole Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier. Il s'agit de mobiliser le public demandeur d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle du territoire, de manière à favoriser la construction de parcours d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

La signature de cette convention, conclue pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction, constitue une possibilité supplémentaire pour les habitants du territoire concerné d'accéder à l'emploi et notamment pour les personnes en accompagnement renforcé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour le territoire d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'insertion professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives de Cadarache et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention de partenariat est sans incidence financière.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 006-3933/18/BM**■ Approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) - Rectificatif de la délibération N°EMP 001-2893 17 BM du 14 Décembre 2017**
MET 18/7428/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique et de l'aide à la recherche d'emploi sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires.

En même temps, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Par délibération N°EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il convient aujourd'hui d'approuver un nouveau protocole intégrant les éléments fournis par la Région qui sont :

- Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-

37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle –CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

La participation financière de la Région est ajoutée à l'article 10 du protocole comme suit :

- Article 10 – Les moyens

« L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un plan local pour l'insertion et l'emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. A partir des besoins du public ciblé par le plan local pour l'insertion et l'emploi, l'ingénierie de

projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi vise le renforcement des programmes d'actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- *Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises ;*
- *Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics ;*
- *Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique.*

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 315 000 €. L'action des plans locaux pour l'insertion et l'emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier, etc.), coût des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) restent inchangés.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le nouveau protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la

désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Centre
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP CENTRE la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Est rectifiée la délibération N°EMP 001-2893/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence Centre ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 007-3934/18/BM

■ **Approbation du protocole d'accord 2018-2022 du plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST)- rectificatif de la délibération N°EMP 002-2894 17 BM du 14 décembre 2017
MET 18/7431/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique, de l'aide à la recherche d'emploi et l'association porteur du procédé sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires.

En même temps, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en

Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),

- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Par délibération N°EMP 002-2894/17/BM du 14 Décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il convient aujourd'hui d'approuver un nouveau protocole intégrant les éléments fournis par la Région qui sont :

- **Préambule :**

*« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.*

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs

quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

La participation financière de la Région est ajoutée à l'article 10 du protocole comme suit :

- Article 10 – Les moyens

«Article 10.1 : La Région Provence Alpes Côte d'Azur L'appui de la Région aux plans locaux pour l'Insertion est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un plan local pour l'insertion et l'emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. A partir des besoins du public ciblé par le plan local pour l'insertion et l'emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi vise le renforcement des programmes d'actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises ;
- Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics ;
- Axe 3 : Le soutien des structures de l'insertion par l'activité économique

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 36 000€.

L'action des plans locaux pour l'insertion et l'emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier etc...), coûts des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des

indicateurs d'évaluation seront proposés aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) restent inchangés.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le nouveau protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération N°EMP 002-2894/17/BM du 14 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;

- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP EST ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP EST la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Est rectifiée la délibération N°EMP 002-2894/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence EST (PLIE MP EST) par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence EST ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 008-3935/18/BM

**■ Approbation du protocole d'accord 2018-2022 du plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) - Rectificatif de la délibération N° EMP 003-2895 17 BM du 14 décembre 2017
MET 18/7432/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique, de l'aide à la recherche d'emploi et l'association porteur du procédé sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires.

En même temps, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Par délibération N° EMP 003-2895/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il convient aujourd'hui d'approuver un nouveau protocole intégrant les éléments fournis par la Région qui sont :

- Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en août 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

La participation financière de la Région est ajoutée à l'article 10 du protocole comme suit :

- Article 10 – Les moyens

« L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. À partir des besoins du public ciblé par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi vise le renforcement des programmes d'actions des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises
- Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics
- Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 68 400 €. L'action des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier, etc...), coût des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) restent inchangés.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le nouveau protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération N°EMP 003-2895/17/BM du 14 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Ouest ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP OUEST la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Est rectifiée la délibération N° EMP 003-2895/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Est approuvé le protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE Marseille-Provence Ouest ci-annexé pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 009-3936/18/BM

**■ Approbation du protocole d'accord 2018-2022 pour le 5ème Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays d'Aix - Rectificatif de la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017
MET 18/7313/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le nouveau protocole du PLIE 2018-2022. Ce protocole définit les fonctions et missions du PLIE du Pays d'Aix et lui confère, pour le compte des signataires du Protocole 2018-2022, une fonction d'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Conformément à l'article 11 du Protocole, le PLIE sollicite les financements des signataires du protocole, Conseil régional PACA, Conseil départemental des Bouches du Rhône, du Fonds Social Européen.

Le Conseil Régional, en date du 15 décembre 2017, a voté de nouveaux critères d'intervention au bénéfice des PLIE ce qui a eu pour conséquence une demande de modification de rédaction de l'ensemble des protocoles métropolitains votés. En effet, l'article 11 du

protocole du Pays d'Aix réintroduit désormais la partie relative aux financements des signataires.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

• Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés

comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

Compte tenu de ces modifications, il convient d'approuver les termes du nouveau protocole du PLIE du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° 2012_A182 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°EMP 006-482/16BM du Bureau de la Métropole 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE ;

- La délibération n°EMP 004-2896/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du nouveau protocole pour le 5^{ème} Plan Local 2018-2022 pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est rectifiée la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Protocole d'accord 2018-2022 relatif au cinquième PLIE du Pays d'Aix, par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, joint à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document afférent.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des financements européens ainsi que ceux des autres partenaires financiers signataires du présent protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Les recettes seront constatées sur le budget de la Métropole en recettes de fonctionnement sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 010-3937/18/BM

■ Approbation du Protocole d'accord 2018-2022 du Plan local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues - Rectificatif de la

**délibération n°EMP 006-2898/17/BM du 14 décembre 2017
MET 18/7381/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation professionnelle et insertion, le Territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues et a inscrit l'accès à l'emploi, l'insertion professionnelle parmi ses principales priorités.

Afin de mettre en œuvre sa politique et son plan d'actions dont l'un des principaux éléments est le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi qui a pour objet de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de parcours individualisés permettant d'associer accueil, accompagnement social, orientation, formation, insertion et suivi. Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi met en cohérence l'ensemble des interventions publiques et privées : c'est donc à la fois un ensemble de gestion de parcours individualisés, et de la plate-forme de coordination de l'insertion et de l'emploi pour les publics dont il a la charge.

La Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13, engagés depuis le 1er janvier 2013 dans les protocoles 2013-2017 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'associent à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays de Martigues dans l'élaboration et la réalisation conjointe du nouveau Plan Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi 2018-2022, joint au rapport.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue une plate-forme de mise en cohérence des actions développées sur le Territoire du Pays de Martigues afin de favoriser, par la mise en œuvre de parcours d'insertion individualisés, l'accès à l'emploi ou à la qualification des personnes les plus en difficultés du territoire.

Son territoire d'intervention est celui du Territoire du Pays de Martigues. Il comprend donc les 3 communes: Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts.

Les publics du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi se comptent parmi les publics prioritaires des politiques de l'insertion, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il s'agit de personnes cumulant des difficultés d'ordre social et professionnel pour lesquelles les seules

mesures de droit commun sont insuffisantes pour permettre leur retour à l'emploi.

La capacité et la volonté de ces personnes à s'inscrire dans un parcours d'insertion professionnelle seront évaluées positivement par l'accompagnateur à l'emploi dans le cadre de la phase exploratoire, en amont d'une éventuelle entrée dans le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les Fonds publics locaux, nationaux et communautaires seront mobilisés dans le cadre de la mise en œuvre pluriannuelle des objectifs du Plan.

Les signataires s'engagent à maintenir leur niveau de participation financière pour la durée du Plan. Cet engagement est effectué sous réserve des évaluations annuelles, ainsi que pour ce qui concerne l'Etat du vote des crédits de la Loi de finances, pour ce qui concerne la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'approbation des instances délibératoires compétentes.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3 :

- accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat ;
- anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels ;
- lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les PLIE :

- contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- investir dans le capital humain par le biais de la formation et de l'adaptation pédagogique aux publics du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi,
- développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues va porter sur les 5 prochaines années soit de 2018 à 2022.

L'objectif de ce Plan est d'accompagner sur sa durée 1 250 personnes dont 60% seront bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active dont socle. Mais également de mobiliser l'ensemble des moyens existants et mis en œuvre par les signataires du présent protocole.

L'objectif du présent protocole est également de définir des résultats quantifiables en matière de placement en emploi et d'accès à la qualification.

Au total, ce sont, au minimum, 50% de participants pour lesquels le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues devra trouver une solution positive, 42% des participants devant sortir en emploi stable et durable et 8 % au titre d'une formation qualifiante.

Par délibération n°EMP 006-2898/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve l'intégration des éléments fournis par la Région au titre du protocole PLIE du Territoire du Pays de Martigues 2018-2022.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération n°EMP 006-2898/17/BM du 14 décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

• Préambule :

*« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en août 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.*

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de

nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

La participation financière de la Région est ajoutée à l'article 8-4 du protocole comme suit :

« L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un plan local pour l'insertion et l'emploi au service des

bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. A partir des besoins du public ciblé par le plan local pour l'insertion et l'emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants. Le soutien de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi vise le renforcement des programmes d'actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises ;

- Axe 2 : La mise en oeuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics ;

- Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique.

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 40 500 €. L'action des plans locaux pour l'insertion et l'emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en oeuvre, calendrier, etc.), coût des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi. »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EMP 006-482/16BM du Bureau de la Métropole 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE .

- La délibération n°EMP 006-2898/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est rectifiée la délibération n°EMP 006-2898/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays de Martigues 2018-2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 011-3938/18/BM

■ Approbation de la convention annuelle 2018 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la section automobile

MET 18/7305/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2017-2018 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par

alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences.

A ce titre, l'ANFA apporte chaque année une contribution au fonctionnement et à l'investissement de la section automobile du CFA du Pays d'Aix, dont le montant est établi en cours d'année en fonction des ressources effectivement collectées par l'ANFA au titre de la taxe d'apprentissage et des projets soumis par le CFA.

Pour l'exercice 2018, le CFA du Pays d'Aix a présenté des projets d'un montant de :

- 38 144 euros : cette recette sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) à la ligne 13182 - fonction 25 - nature 74718.

et :

- 9 500 euros : cette recette sera constatée sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) à la ligne 1661 fonction 25 nature 74718.

La présentation, sous forme de factures acquittées, des dépenses correspondant à la demande du CFA conditionne le versement effectif de l'intégralité de la subvention.

La subvention accordée est financée par la collecte de la taxe d'apprentissage, la collecte des fonds de la formation professionnelle et des fonds de taxe fiscale des entreprises.

Le présent rapport a pour objet de présenter au vote des élus Métropolitains la convention de subvention 2018.

Pour que le CFA puisse bénéficier de la subvention annuelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle 2018 de subvention de l'ANFA au profit du CFA du Pays d'Aix et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix pour le financement des actions de fonctionnement et investissement de la section automobile du CFA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention annuelle de financement 2018 entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et la Métropole Aix Marseille Provence, au profit de la section automobile du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

Article 3 :

Les recettes prévues par la convention annuelle 2018 seront constatées ainsi :

- 38 144 euros qui seront crédités sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) à la ligne 1318 - fonction 25 - nature 1318.
- et :
- 9 500 euros qui seront crédités sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) à la ligne 1661 fonction 25 nature 74718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 012-3939/18/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (F.N.T.V)
MET 18/7614/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place plusieurs axes de travail. Dans son agenda de développement économique, la Métropole souhaite soutenir et accélérer le développement des filières d'excellence historiques et émergentes pour réduire le déficit d'emplois mais également améliorer l'accès aux zones d'activité du territoire pour les rendre plus attractives et faciliter le développement des entreprises.

En interface entre l'agenda de développement économique et de l'agenda de la mobilité, le secteur du transport de voyageur constitue un axe qui est appelé à croître et se développer dans les prochaines années. Ce développement va amener une création d'emploi qui dans un contexte de vieillissement de ses

effectifs et de difficulté de recrutement doit être pris en considération afin de ne pas obérer le développement des entreprises et de l'emploi.

L'Agenda de la mobilité déploie une gamme d'initiatives et d'investissements qui convergent vers un seul but : favoriser les déplacements en associant avec fluidité plusieurs modes (car sur voie autoroutière dédiée, train, auto-partage, vélo par exemple) ; le tout grâce à de nombreux pôles d'échanges dans lesquels le passage d'un mode à un autre s'effectuera simplement.

Il porte un projet ambitieux qui se décline au travers de solutions concrètes et pragmatiques pour simplifier la mobilité métropolitaine : nouvelles lignes de transports en commun urbains et interurbains, accroissement des fréquences de passage, information numérique généralisée, tarifs uniques, innovations environnementales...

Cette ambition va inévitablement se traduire par une augmentation substantielle de l'activité de secteur des transports en commun notamment avec le déploiement de la politique métropolitaine des transports (BHNS) qui sera génératrice d'emplois.

Il est donc plus que nécessaire d'anticiper dès aujourd'hui cette augmentation du trafic et par conséquent de l'emploi. L'anticipation de ces besoins de main d'œuvre nécessite la mise en œuvre d'un travail partenarial afin de mobiliser dès à présent les dispositifs et les acteurs de l'emploi métropolitain en vue d'y répondre efficacement et de permettre aux demandeurs d'emploi du territoire de bénéficier de ces opportunités.

De par ses missions, la FNTV fédère les transporteurs qui adhèrent à ses engagements, elle dialogue avec les autres opérateurs de transport, elle conseille et informe ses adhérents, elle valorise le transport routier de voyageurs, et promeut l'usage des transports collectifs. Elle est une force de réflexion et de proposition, notamment dans le domaine de l'emploi.

Les objectifs de la convention sont par conséquent de définir les modalités de collaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (FNTV). Conformément à ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer son partenariat avec la FNTV afin de contribuer aux moyens de qualification, de formation, d'expertise et de diagnostic à l'anticipation des besoins en compétences du secteur relevant de la FNTV.

Les actions déployées par FNTV devront permettre d'apporter une réponse aux priorités définies par la Métropole dans ses politiques de transport, de développement économique, d'insertion et d'emploi et pourront en complément mobiliser son expertise dans l'identification des besoins et le processus de recrutement de ses membres.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an. Sa reconduction se fera de

manière tacite, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a intérêt à mettre en œuvre un partenariat avec la FNTV afin de concourir aux objectifs de l'Agenda de la mobilité et au développement de l'emploi sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs.

Article 2 :

Cette convention de partenariat est sans incidence financière.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes les dispositions concourant à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Déplacements et Accessibilité"

TRA 001-3940/18/BM

■ Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RTM pour le financement de l'opération d'extension du Parking Relais sur le site du métro La Rose à Marseille 13ème arrondissement pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7458/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Dans le cadre de l'avenant n° 9 au contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) la réalisation de l'extension du parking relais sur le site du métro La Rose. Cette opération, qui contribue à améliorer l'attractivité et la performance du réseau de transports collectifs, s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de l'Agenda Métropolitain de la Mobilité.

Situé au terminus de la ligne 1 du métro, cet équipement viendra remplacer la structure actuelle de 400 places dont l'ossature porteuse est extrêmement dégradée. Le nouveau parking relais réalisé en superstructure sur quatre niveaux sera doté de 800 places de stationnement destinées aux clients du réseau, titulaires de la carte TRANSPASS.

Le doublement de capacité du parking relais permettra d'optimiser le rabattement sur le métro pour les automobilistes se dirigeant vers le centre-ville et provenant des quartiers du 13° arrondissement de Marseille (Saint-Mitre, Château-Gombert, la Croix Rouge, Les Mourets, Palama, les Médecins) ainsi que des communes de Plan-de-Cuques et Allauch.

L'achèvement de cette opération est prévu pour mi-2021.

Le coût prévisionnel de l'aménagement du parking relais La Rose est estimé à 16.500.000 € HT.

Le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a approuvé par délibération n° TRA 006-3682/18/BM le plan de financement de l'opération et la sollicitation d'une subvention du Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 30% du coût du projet.

La présente délibération vise à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la RTM définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département s'élèvera à 30% du coût de l'opération hors taxes soit une subvention prévisionnelle de 4.950.000 € HT. La subvention sera versée à la RTM en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA025-1078/16/CM du Conseil de la Métropole, du 17 octobre 2016, portant sur l'approbation de l'avenant n°9 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 006-3682/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la RTM pour définir les modalités de participation financière du Département à l'opération d'extension du parking relais sur le site du métro La Rose à Marseille 13ème arrondissement au titre du Plan Mobilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RTM relative aux modalités de financement de l'opération d'extension du parking relais sur le site du métro La Rose à Marseille 13ème arrondissement.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3941/18/BM

■ Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RTM pour le financement de la réalisation d'une infrastructure de recharge électrique par la RTM (expérimentation brique élémentaire) pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7465/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Le Conseil Métropolitain a ainsi adopté le 14 décembre 2017 une délibération sur la transition énergétique du parc de bus et de cars de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le basculement en électrique des flottes de bus de son territoire dans les zones très urbaines et particulièrement la flotte du réseau Marseillais de la RTM.

Néanmoins, la Métropole et la RTM souhaitent garder la possibilité de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs en évitant les systèmes « propriétaire ».

L'objectif principal de l'opération dite « brique élémentaire » est d'identifier les conditions d'exécution qui permettront à la RTM de garantir la pérennité des solutions qu'elle sera amenée à déployer dans le cadre de l'électrification de son réseau. Cette opération est réalisée par la RTM dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement prévu au Contrat d'Obligation de Service Public.

L'expérimentation « Brique élémentaire » comprend les phases suivantes :

- Acquisition de 15 autobus 100% électrique auprès de 3 à 5 constructeurs différents ;
- Conception et réalisation d'une infrastructure de recharge dans un dépôt de la RTM permettant :
 - la recharge des véhicules des différents constructeurs
 - l'analyse comparée de différents systèmes de branchement des véhicules et modélisation à l'échelle d'un dépôt
 - l'étude de faisabilité d'un raccordement au réseau de distribution électrique
- Conception et réalisation en vue d'une analyse comparée de différents modes de charge sur la ligne ;
- Conception et déploiement des systèmes de supervision et d'administration du réseau de distribution électrique du dépôt, des stations de charge.

L'achèvement de cette opération est prévu pour 2020. Le coût prévisionnel de cette expérimentation « brique élémentaire » est estimé à 11.000.000 € HT.

Le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a approuvé par délibération N° TRA 007-3683/18/BM le plan de financement de l'opération et la sollicitation d'une subvention du Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 50% du coût du projet.

La présente délibération vise à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la RTM définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département s'élèvera à 50% du coût de l'opération hors taxes soit une subvention prévisionnelle de 5.500.000 € HT. La subvention sera versée à la RTM en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°TRA002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc bus et cars de la Métropole ;
- La délibération n° TRA013-3251/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de l'avenant n°12 au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-3683/18/BM du Bureau de la Métropole, du 18 mai 2018, portant sur la demande de subvention d'investissement relative à la réalisation

d'une infrastructure de recharge électrique par la RTM (expérimentation brique élémentaire).

Où le rapport ci-dessus,

- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la RTM pour définir les modalités de participation financière du Département à l'opération de réalisation d'une infrastructure de recharge électrique (expérimentation brique élémentaire) au titre du Plan Mobilité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RTM, relative aux modalités de financement de l'opération de réalisation d'une infrastructure de recharge électrique (expérimentation brique élémentaire).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3942/18/BM

**■ Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la RDT pour le financement de l'opération d'acquisition de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7471/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La Métropole a lancé la mise en chantier du BHNS l'AIXPRESS.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération n°TRA010-1798/17/CM le programme suivant :

- Acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12 mètres ;
- Mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT) ;
- Mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne ;
- Travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions ont été confiées à la Régie RDT par avenant au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération n°TRA010-2749/17/CM.

Le coût prévisionnel de l'achat des 15 véhicules 100% électrique de 12 mètres est estimé à 15.000.000 € HT.

Le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a approuvé par délibération n° TRA 003-3942/18/BM le plan de financement de l'opération et la sollicitation d'une subvention du Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 50% du coût du projet.

La présente délibération vise à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la RDT définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département s'élèvera à 50% du coût de l'opération hors taxes soit une subvention prévisionnelle de 7.500.000 € HT. La subvention sera versée à la RDT en charge de l'opération pour le

compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix approuvant le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 003-3942/18/BM du Bureau de la Métropole, du 18 mai 2018, portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'achat de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la RDT pour définir les modalités de

participation financière du Département à l'opération d'acquisition de bus 100% électrique de 12 mètres au titre du Plan Mobilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RDT, relative aux modalités de financement de l'opération d'acquisition de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3943/18/BM

■ Approbation d'une convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône et la RDT pour le financement de l'opération d'acquisition d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7473/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM en date du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La Navette Aix-Marseille par autoroute est la plus importante ligne interurbaine de France depuis de nombreuses années, avec plus de 2.6 millions de

clients transportés en 2016. À elle seule, elle représente, sur l'année 2016, près de 25% de la fréquentation totale du réseau Carreze.

Le contexte est très particulier sur cet axe qui est le plus fréquenté du territoire métropolitain, avec près de 150.000 déplacements par jour sur les autoroutes A51 et A7 et selon les données connues et régulièrement diffusées, la part modale du transport en commun (TER et Navette) est d'à peine 15% sur cet axe malgré ce fort niveau de fréquentation. La Navette bénéficie donc d'un fort potentiel de développement, auquel le développement de couloirs réservés va permettre de s'exprimer.

Toutefois, la saturation des gares routières d'Aix et Marseille ne permet pas de mettre en place des départs supplémentaires. La seule alternative (comme en 2004 avec l'usage de véhicule de 15m) est de mettre en exploitation des autocars de plus grande capacité. Un autocar à double étage permet d'offrir 37% de sièges en plus (92 selon la configuration contre 67 actuellement) et permet donc d'accueillir une fréquentation attendue à la hausse à nombre de départ inchangé.

Il est donc prévu dans le cadre du renouvellement du parc de la RDT d'acquérir 10 véhicules double étage.

Le coût prévisionnel de l'achat de cars double étage est estimé à 4.400.000 € HT.

Le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a approuvé par délibération N°TRA 002-3678/18/BM le plan de financement de l'opération et la sollicitation d'une subvention du Département des Bouches-du-Rhône à hauteur de 70% du coût du projet.

La présente délibération vise à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la RDT définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département s'élèvera à 70% du coût de l'opération hors taxes soit une subvention prévisionnelle de 3.080.000 € HT. La subvention sera versée à la RDT en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération N°TRA 002-3678/18/BM du Bureau de la Métropole, du 18 mai 2018, portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure une convention tripartite entre le Département, la Métropole et la RDT pour définir les modalités de participation financière du Département à l'opération d'achat d'autocars double étage au titre du Plan Mobilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RDT, relative aux modalités de financement de l'acquisition d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3944/18/BM

■ Portage par la Métropole de l'opération grand public "Mobile sans ma voiture"

MET 18/7483/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence portera l'opération « Mobile sans ma voiture », prévue en octobre 2018. Cette opération consiste à proposer à une centaine de volontaires de se séparer de leur véhicule personnel pendant un mois. En échange, les partenaires de l'opération offriront, sur la période, la gratuité des transports en commun et des offres de voitures et de vélos partagés (Citiz, Twizy, Le Vélo, etc,...).

Cette opération s'inscrit dans le champ de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, votée en décembre 2016, qui vise à diminuer le nombre de trajets automobiles en coordonnant toutes les offres alternatives, publiques et privées. L'intérêt de l'opération est également de s'adresser aux particuliers et de les encourager à tester de nouveaux usages, en valorisant l'offre de services existante actuellement. Les participants à la première expérience en 2017 se sont montrés satisfaits et certains prévoyaient de se séparer de leur véhicule personnel. L'opération a en outre bénéficié d'une bonne couverture médiatique.

Un des axes de l'édition 2018 est la mise en avant du nouvel abonnement Pass intégral Aix Marseille Provence, valide sur tous les réseaux de transport de la métropole et sur les trains express Régionaux : RTM, Carreze, Pays d'Aix Mobilité, Aix en bus, Bus de l'étang, Ulysse, Libébus, Lignes de l'Agglo, LeVélo, y compris navettes maritimes RTM et Ulysse.

Le Pass Intégral mensuel est offert aux participants à l'opération pour leur permettre d'en tester toutes les nouvelles possibilités. Une centaine de ménages participants à travers la Métropole est attendue, soit 300 personnes environ. Le coût supporté par la Métropole pour ce tarif promotionnel grand public est estimé à environ 21 900€ TTC.

Cette opération sera précédée par une campagne de communication et suivie par une démarche d'évaluation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'offre d'un Pass intégral mensuel aux volontaires qui se séparent de leur voiture pendant l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3944/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Rail / Clemessy concernant le marché n° 13-143 dit M5 Lignes aériennes de contact, Energie de traction et basse tension, Génie civil de sous-station pour le Prolongement du tramway de Marseille Canebière-Rome-Castellane.
MET 18/6995/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°13/143, dit marché M5, relatif aux travaux de mise en place des lignes aériennes de contact, des équipements permettant l'utilisation de l'énergie de traction et de la basse tension nécessaires au fonctionnement de l'extension de ligne

et de génie civil de sous-station pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière – Rome - Castellane, a été notifié au groupement d'entreprises Colas Rail (mandataire), Clemessy le 27 août 2013.

Il a été attribué pour un montant global de 2 179 100,60 euros HT (dont 1 958 978,53 euros HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif et 220 122,07 euros HT au titre d'un prix forfaitaire).

Par ordre de service n°1 du 2 septembre 2013, a été notifié au titulaire le démarrage des prestations du marché à compter du 2 septembre 2013, pour une durée de 15 mois. Par les ordres de service n° 14 et 22, le délai global d'exécution des travaux a été porté de 15 à 20 mois, pour une fin contractuelle au 03 mai 2015. Le marché a été réceptionné avec effet au 30 avril 2015.

Un avenant n°1 a été notifié au titulaire le 21 novembre 2013 permettant de clarifier le délai d'exécution ainsi que les modalités de révision des prix du marché.

Un avenant n°2, d'un montant de 166 845,48 euros HT, a été notifié au titulaire le 1er octobre 2014.

Un avenant n° 3, d'un montant de 206 709,66 euros HT, a été notifié au titulaire le 1er juillet 2015 et a porté le marché à un montant de 2 552 655,74 euros HT, correspondant à une augmentation cumulée de 17,14 % par rapport au montant initial du marché.

Par courrier du 11 septembre 2015 notifié le 15 septembre 2015, le groupement d'entreprises a transmis un mémoire de réclamation pour un montant de 615 941,79 euros HT.

Le Maître d'ouvrage, au vu des justifications fournies par le groupement, a concédé un complément de rémunération acceptable à verser au groupement à hauteur de 71 713,26 euros HT.

Le groupement titulaire du marché, au vu du désaccord sur sa demande de rémunération complémentaire, a saisi le CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2016-44 en date du 21 novembre 2016. Les parties ont produit des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Les sociétés Colas Rail et Clemessy ont parallèlement déposé une requête auprès du Tribunal administratif le 14 novembre 2016 en vue d'une procédure contentieuse.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 25 janvier 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 27 février 2018, un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, d'une somme de 250 000 euros HT.

Les parties se sont rapprochées et ont accepté de se conformer à l'avis rendu par le CCIRAL. Un protocole

transactionnel a été établi permettant de mettre fin au litige et rendre définitif le décompte général du marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 13/143 relatif aux travaux de mise en place des lignes aériennes de contact, des équipements permettant l'utilisation de l'énergie de traction et de la basse tension nécessaires au fonctionnement de l'extension de ligne et de génie civil de sous-station pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière – Rome – Castellane ;
- La réclamation définitive présentée par le groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, le 15 septembre 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2018 notifié à la Métropole AMP le 27 février 2018 concernant l'affaire n° 2016-44, concernant la réclamation du groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, portant sur le marché de travaux n° 13/143 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, relatif au marché dit M5 – Marché n°13-143 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 13/143 liées à l'exécution du marché et pour lesquelles un différend opposait les parties.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 250 000 euros HT, soit 300 000 euros TTC au groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget annexe Transports - Nature : 2315 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2009190700 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-3946/18/BM

■ Approbation des conventions relatives aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés avec les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt, dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage.

MET 18/7342/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit

l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication (téléphonie, fibre) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par différents opérateurs qui sont à ce titre occupants du domaine public.

Il y a lieu en conséquence d'établir une convention ayant pour objectif de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage des différents opérateurs, en l'occurrence les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les conventions actent le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par les différents occupants. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt, opérateurs de réseaux de téléphonie et fibre, sont maîtres d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de leurs installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention respectivement avec les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la société SFR définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 2 :

Est approuvée la convention avec la société SFR Fibre définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 3 :

Est approuvée la convention avec la société Completel définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 4 :

Est approuvée la convention avec la société Colt définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 5 :

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-3947/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Soletanche Bachy France et Intertravaux concernant le marché n° 13-109 pour des travaux de gros oeuvre - Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges MET 18/7006/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°13/109, dit marché MET1, est un marché à prix unitaires comprenant les travaux de génie civil du métro et la gestion du compte prorata.

Son montant initial est de 8 775 697,42 € HT (7 822 716,47 € HT pour SBF et 952 980,95 € HT pour ITX), soit 10 495 734,11 € TTC.

La durée du marché de 21 mois, dont deux de préparation, est assortie de trois délais partiels.

Le délai partiel n°1, d'une durée de 16,5 mois à compter de la notification du marché, porte sur la totalité de l'exécution des travaux, hors gestion du compte prorata.

Le délai partiel n° 2, d'une durée de 7,5 mois à compter de la notification du marché, porte sur la livraison de la plate-forme en charge des travaux de voie ferrée métro, depuis l'origine Sud du projet jusqu'au tympan Nord de la trémie Zoccola.

Le délai partiel n° 3, d'une durée de 3,5 mois à compter de la mise à disposition de la zone chantier rond-point Capitaine Gèze notifié par ordre de service, porte sur la réalisation des parois moulées, de la dalle de couverture et du remblaiement du tronçon PM1.

Trois avenants ont été passés.

L'avenant n° 1 du 24 février 2014, d'un montant de 1 293 023,20 € HT, portant le montant du marché à 10 068 720,62 € HT, prend en compte notamment, les adaptations du projet et des travaux supplémentaires liés à l'archéologie préventive.

L'avenant n° 2 du 10 juillet 2014, d'un montant de 856 270,06 € HT, portant le montant du marché à 10 924 990,68 € HT, a pour objet de prendre en compte notamment, les adaptations de projet générées par les sujétions techniques imprévues rencontrées au cours de l'exécution du contrat.

L'avenant n° 3 du 12 novembre 2015, pour un montant de 466 571,46 € HT, porte le montant du marché à 11 391 562,14 € HT (9 424 135,01 € HT pour SBF et 1 967 427,13 € HT pour ITX) a pour objet notamment, de prendre en compte les augmentations des quantités prévisionnelles du marché générées par l'exécution des travaux.

Les nombreux aléas subis par le marché ont entraîné plusieurs prolongations de délais dont, notamment :

Le délai partiel n°1, prolongé de 5,5 mois.

Le délai partiel n°2, prolongé de 8,5 mois.

Le délai global du marché, qui devait prendre fin initialement au 2 avril 2015, a été prolongé jusqu'au 1er juin 2015.

Le marché a été réceptionné le 1er juin 2015 et les réserves ont été levées le 16 mars 2016.

Le groupement a transmis son projet de décompte final le 1er juillet 2016 assorti d'une demande de rémunération complémentaire à hauteur de 3 774 193,85 € HT.

Après analyse, le Maître d'ouvrage a estimé les sommes dues au groupement au titre de sa réclamation à un montant de 684 894,21 € HT.

Compte tenu de cette divergence d'appréciation, le Groupement SOLETANCHE BACHY (SBF) /

INTERTRAVAUX (ITX), a présenté une demande d'avis au CCIRAL qui a été enregistrée sous le n° 2016-48.

Au cours de l'instruction du dossier, le rapporteur du CCIRAL, a considéré :

- Que si la finalité du projet était restée la même, les conditions réelles de réalisation des ouvrages et leur ordonnancement avaient été sensiblement différents de ceux initialement prévus, notamment en ce qui concerne les terrassements.

- Qu'en outre, de nombreuses difficultés imprévues avaient été rencontrées du fait de l'exécution d'opérations préliminaires ou de travaux préalables faisant l'objet d'autres marchés ayant connu des retards ;

- Que la prolongation substantielle de la durée de la mise à disposition des emprises pour permettre la réalisation des fouilles archéologiques, avait eu un impact particulièrement sensible sur le déroulement du chantier ;

- Qu'il fallait tenir compte de la nécessité et des conditions d'évacuation des terres polluées situées sur l'emprise du chantier, ainsi que de la complexité du dévoisement de certains réseaux influant sur la mise à disposition des zones occupées par les concessionnaires.

- Que des retards concernant la mise à disposition par l'exploitant des emprises nécessaires avaient été enregistrés ;

- Qu'il n'était pas contesté que la passation d'un marché complémentaire avait été envisagée pour faire face aux surcoûts ainsi engendrés et prendre en compte les frais n'ayant pas pu faire l'objet d'avenants, à savoir les coûts indirects (frais de chantiers, moyens supplémentaires mis en œuvre, pertes de rendements, sujétions imprévisibles et désorganisation du chantier), et ce, sans que cette procédure ait été menée à son terme.

Pour l'ensemble de ces raisons et après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 25 janvier 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis aux termes duquel il préconise aux parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement SOLETANCHE BACHY (Mandataire) / INTERTRAVAUX, d'une somme de 2 300 000,00 € HT.

Les parties, après s'être rapprochées, ont convenu d'accepter la proposition du CCIRAL afin de mettre fin au litige. Un protocole transactionnel matérialisant cet accord a été établi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 13/109 relatif aux travaux de gros œuvre (tranchée couverte, et équipements, trémie d'accès et passerelle piétons, fondations de la voie métro et adaptation de la trémie Zoccola) du prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille, de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze.
- La réclamation présentée par le groupement Soletanche Bachy France (mandataire) / Intertavaux, le 1^{er} juillet 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2018 concernant l'affaire n° 2016-48, relative à la réclamation du groupement Soletanche Bachy France (mandataire) / Intertavaux, portant sur le marché de travaux n° 13/109 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre en compte l'avis du CCIRAL en date du 25 janvier 2018, dans l'affaire n° 2016-48, en se prononçant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Soletanche Bachy (mandataire) / Intertavaux, relatif au marché dit MET 1–Marché n°13-109 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Soletanche Bachy France (mandataire)/Intertavaux, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 13/109.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnisation de 2 300 000 euros HT, au groupement Soletanche Bachy France (mandataire)/Intertavaux, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget annexe Transports Nature : 2315 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2009190400 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-3948/18/BM

■ **Sollicitation d'une aide financière auprès du Conseil Régional dans le cadre du CRET pour le co-financement des études portant sur la réalisation de la ligne BHNS B4, entre les terminus "Capitaine Gèze" et "La Fourragère", à Marseille (12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements) MET 18/7515/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'aménagement d'une rocade de contournement de Marseille, constituée de la L2 entre les autoroutes A7 et A50 et du boulevard urbain sud entre l'A50 et le quartier de la Pointe Rouge, offre l'opportunité pour organiser une desserte bus rapide et à haut niveau de service sur cet

itinéraire. Cette desserte permet une liaison directe entre quartiers périphériques, en évitant le centre-ville.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé, en juin 2013, son Plan de Déplacements Urbains qui prévoit l'aménagement et la mise en service à l'horizon 2023 d'un BHNS de rocade entre Cap Pinède et la Pointe Rouge, en passant par Frais-Vallon et La Fourragère. L'itinéraire sera parcouru par deux lignes, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine:

- Cap Pinède – La Fourragère, dénommée B4 ;
- La Fourragère – Pointe Rouge, dénommé B5 ;

La ligne BHNS B4 vise à desservir les quartiers périphériques à assurer un maillage fort du réseau de transport en commun (nombreuses correspondances), à atteindre un haut niveau de service (amplitude horaire, fréquence, régularité) et à favoriser le report modal.

Le projet d'aménagement de la ligne B4 s'inscrit entre deux pôles d'échanges structurants, « Métro Gèze » et « Métro La Fourragère », à Marseille, dans les 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements. La ligne BHNS B4 est une ligne de rocade entièrement nouvelle. Elle organise un maillage de premier plan du réseau de transport en commun avec les lignes de métro et le TER, et apporte une desserte majeure et efficace aux nombreux quartiers prioritaires qu'elle traverse.

Le projet s'inscrit dans un programme d'opérations plus vaste et de grande envergure :

- aménagement dans le périmètre d'Euroméditerranée ;
- aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2, entre le bd. Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme ;
- opérations de rénovation urbaine (Saint-Barthélemy) - Picon - Busserine, Les Flamants - Iris, Saint-Paul, Malpassé, Frais-Vallon, Le Petit Séminaire) sur la quasi-totalité de son tracé.

Le projet prévoit la réalisation d'un couloir bus en site propre, accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces apaisés, élargis et accessibles à tous. La ligne bénéficiera de priorité aux carrefours équipés de feux tricolores.

Plan de financement des études :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 4 – Mobilités) signé le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional, susceptible d'apporter sa contribution financière aux études portant sur le BHNS B4.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de création de la ligne BHNS B4 est estimé à **1,5 M€ HT**.

Le Plan de financement prévisionnel de ces études est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur « CRET de la Métropole Aix-Marseille Provence »	20 %	300 000 €
Union Européenne « Fonds FEDER » (déjà sollicité)	5 %	75 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	75 %	1 125 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 Mars 2016 portant
- délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence, conclu le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence, pour le cofinancement des études relatives au projet de création de la ligne de BHNS B4 à Marseille, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (Axe 4 – Mobilités), ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des études relatives au projet de création de la ligne de BHNS B4.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Opération : 2017103701 - Nature : 2031 - Sous politique : C311.

La recette correspondante est inscrite aux budgets 2018 et suivants de la Métropole sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Nature : 1312 - Sous politique C311 - Code opération n° 2017103701.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-3949/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop - Horizon Conseil - Gautier + Conquet & Associés - Ginger CEBTP concernant le marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de création du BHNS d'Aix-en-Provence - L'Aixpress
MET 18/7030/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Le marché n°2015M083 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de BHNS d'Aix-en-Provence, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP en date du 21 décembre 2015, pour un montant forfaitaire provisoire de 2 749 145.00 euros HT (dont 1 102 515.00 euros HT au titre de la tranche ferme et 1 646 630.00 euros HT au titre des tranches conditionnelles).

Un premier avenant a été notifié le 1er août 2016 au groupement. Cet avenant n°1, sans incidence financière sur le contrat, a confirmé le coût d'objectif de l'opération fixé à 54 970 000.00 € HT.

Un avenant n°2 est en cours de notification avec le groupement de maîtrise d'œuvre. Cet avenant n°2 à venir prend en compte notamment les évolutions de programme apparues dans le cadre des études de conception et les demandes d'investissements connexes demandées par la Ville d'Aix-en-Provence.

Cet avenant n°2 intègre une incidence financière de 124 395.58 €.HT (soit 4.52% du marché).

Le nouveau montant forfaitaire de rémunération du marché de maîtrise d'œuvre est de 2 873 540.58 €.HT.

La tranche ferme comprenant les études d'Avant-Projet (sous l'appellation M1 dans le présent marché) a démarré à la date de notification du marché pour une durée globale de 150 jours.

Parmi les missions intégrées dans cette phase d'étude, le groupement de maîtrise d'œuvre devait réaliser une étude sur la restructuration du réseau de transport en interaction avec la ligne du BHNS.

Lors de l'exécution de cette mission, un différend est apparu entre le MAITRE D'OUVRAGE et le MAITRE D'OEUVRE concernant le périmètre des études à réaliser sur cette problématique de la restructuration du réseau de bus.

Précisément, ce différend tient dans l'interprétation des clauses contractuelles du marché de maîtrise d'œuvre, lesquelles indiquaient que la mission complémentaire relative à l'étude de la restructuration du réseau de bus portait sur « les lignes en interaction avec la ligne de BHNS ».

Cette notion d'interaction, non explicitée dans les autres dispositions du marché, est entendue, pour le MAITRE D'OUVRAGE, comme visant exhaustivement l'ensemble des interfaces directes ou indirectes entre la ligne de BHNS L'AIXPRESS et le réseau de transport actuel.

A l'inverse, le Maître d'œuvre défend qu'au sens des dispositions contractuelles, le périmètre d'études ne porte que sur les interfaces directes entre la ligne B de BHNS L'AIXPRESS et les autres lignes de bus, excluant ainsi certaines lignes, et notamment celles qui se limitent à traverser le tracé du BHNS sans points d'échanges, comme par exemple les lignes interurbaines.

Le Maître d'œuvre soutient donc qu'il ne lui incombe aucunement d'intégrer au périmètre d'études sur la restructuration du réseau de bus, l'ensemble des lignes en interaction directe ou indirecte avec la ligne de BHNS L'AIXPRESS, tandis que le Maître d'ouvrage considère que le périmètre de l'étude de restructuration du réseau de bus demandée au maître d'œuvre n'a de sens que si elle intègre l'ensemble des interfaces directes et indirectes qu'entretient la ligne de BHNS L'AIXPRESS avec les autres lignes de bus, et qu'elle doit donc s'entendre suivant cette acception.

Ainsi, le Maître d'œuvre a présenté par écrit sa requête mettant en avant son interprétation précitée tout en motivant une demande d'indemnisation financière évaluée à 120 000,00 € TTC.

Aussi, afin de clore ce différend relatif à l'interprétation peu évidente des clauses du marché de maîtrise d'œuvre sur le périmètre d'études de la restructuration du réseau de bus lors la mise en service du BHNS, les parties décident de trouver un accord amiable et conclure le présent protocole transactionnel.

Ce dernier précise selon quelle acceptation doit être entendu le périmètre de l'étude relative à la restructuration du réseau de bus, et acte les concessions réciproques auxquelles concèdent les parties pour mettre en œuvre les dispositions contractuelles ainsi éclairées, à savoir :

- le versement par la Métropole au groupement de maîtrise d'œuvre d'une indemnité de 62 640 euros toutes taxes comprises, couvrant les conséquences de l'imprécision du marché sur ce point (ateliers de concertation, réunions publiques, réunions de coordination interservices, reprises),
- la renonciation par le groupement de maîtrise d'œuvre sur la demande initiale de 120.000 euros toutes taxes comprises ainsi qu'à tout autre recours,
- la reprise de ses études par le groupement de maîtrise d'œuvre pour y intégrer le périmètre d'études dans son acception élargie, et le renoncement à tous recours sur le sujet.

En ce sens, le protocole transactionnel négocié entre les parties met définitivement un terme au différend né entre elles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°2015M083 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation du BHNS d'Aix-en-Provence ;
- Les échanges formalisés entre le groupement d'entreprises et la Métropole

Aix-Marseille-Provence sur la demande de rémunération complémentaire ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP relatif au marché n°2015M083;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec le groupement Ingerop – Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP, afin de régler le différend né dans le cadre de l'exécution du marché n° 2015M083.

Article 2 :

Est approuvé le contenu du protocole transactionnel ci-annexé prévoyant notamment le versement d'une indemnité transactionnelle de 62 640,00 euros toutes taxes comprises, au groupement Ingerop (mandataire) Horizon Conseil – Gautier + Conquet & Associés – Ginger CEBTP, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports – Section Investissement - nature 2031 - N°OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-3950/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 modifiant la date de réception des ouvrages de la convention de réalisation du parc relais ouest enterré d'Aix-en-Provence dit "Lieutenant-Colonel Jeanpierre" avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires"
MET 18/7296/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

En 2015, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a approuvé une convention avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour la réalisation du parc relais ouest enterré sur la commune d'Aix-en-Provence, parc relais dit du « Lieutenant-colonel Jeanpierre ».

L'article 4 « délais d'exécution » de la convention stipule que la S.P.L.A Pays d'Aix Territoires devra avoir assuré la réception des ouvrages objet de l'opération et les remettre à la CPA au plus tard au dernier trimestre de l'année 2018 ».

La complexité des procédures administratives dont dépendait la délivrance de l'autorisation de construire du parking enterré (modification du PLU d'Aix-en-Provence et convention de Transfert Temporaire de Maitrise d'Ouvrage entre le Département et la Métropole en particulier) a rendu cette date impossible à tenir et l'Ordre de Service de démarrage des travaux n'a pu être donné qu'à la fin du mois de janvier 2018 pour une durée contractuelle de 16 mois.

L'objet de cet avenant entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est donc de modifier les dispositions de l'article 4 de la convention « délais d'exécution » en portant la date de réception des ouvrages au plus tard au 31 décembre.2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015_A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2015_B338 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 relative à l'approbation de la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant les dispositions de l'article 4 de la convention « Délais d'exécution » avec une date de réception des ouvrages portée au plus tard le 31 décembre 2019.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-3951/18/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat relative à l'aménagement de voies réservées aux transports en commun et d'une bretelle de sortie réservée aux transports en commun sur l'Autoroute A516
MET 18/7496/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Le 24 juin 2010, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé la création de l'itinéraire de transport en commun BHNS ligne A entre la gare routière d'Aix en Provence et le pôle d'échange de Plan d'Aillane.

Le programme de cet itinéraire prévoit notamment la réalisation de voies réservées aux transports en commun sur l'Avenue Mouret et l'A516 (dans les 2 sens) et d'une bretelle de sortie dédiée aux transports en commun afin de relier l'A516 au carrefour giratoire Georges Noël (Avenue Camp de Menthe / Chemin des Aubépines).

Ces aménagements impactent des ouvrages qui appartiennent à l'Etat représenté par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) et doivent être réalisés pour partie sur le domaine public routier national.

La finalité de ces travaux étant au bénéfice de l'organisation des transports, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de l'Etat- DIRMED à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la réalisation :

- Des modifications de géométrie du carrefour A516 – Avenue Jean Giono liées à la réalisation de couloirs bus sur l'Avenue Mouret dans les 2 sens entrant et sortant d'Aix-en-Provence
- De voies réservées aux transports en commun sur l'A516 dans les 2 sens ;
- De la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'autoroute A516 et le carrefour Giratoire Georges Noël et des équipements de contrôle et de signalisation nécessaire à son bon fonctionnement.

Le montant des travaux de 560 000 € HT.

L'entretien de la bretelle sera réalisé par l'Etat-DIRMED suivant les termes de la convention de transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage. Cet équipement représente une augmentation du linéaire des infrastructures entretenues par l'Etat. A ce titre la convention prévoit le versement d'une somme proportionnelle aux surfaces supplémentaires à entretenir pour une période de 30 ans.

Pour cette opération cette somme est estimée de 49 350 € TTC. Ce montant sera ajusté en fin de chantier en fonction de la surface réellement réalisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement de l'Autoroute A516 et de la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'Autoroute A516 et le carrefour giratoire Georges Noël et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement de l'Autoroute A516 et de la bretelle de sortie dédiée aux transports en commun entre l'Autoroute A516 et le carrefour giratoire Georges Noël, et le versement de la somme définie dans la convention pour l'entretien sur 30 ans.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017266500 – BHNS LIGNE A – ITINÉRAIRE BUS RD9-A51 sont inscrits au budget Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous les imputations

suivantes :Natures : 21745-21753 - Sous-politique : C210

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-3952/18/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de délégation de compétence avec la Région Provence Alpes Côte-d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT MET 18/7075/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a délégué sa compétence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les services de transports routiers non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole et exploités par la RDT en décembre 2016. Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2018.

Il est nécessaire de préciser les dispositions financières pour les lignes scolaires de janvier à juillet 2018 et pour l'année scolaire 2018-2019. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur versera à la Métropole une avance trimestrielle de 365 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 006-1381/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de préciser les dispositions financières de remboursement de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le premier semestre 2018 et l'année 2018-2019;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence des services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT.

Article 2 :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole.

A titre d'information, ces charges se sont élevées à :

- 1.260 000 € HT sur l'exercice 2017 pour les services de transport scolaire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260

Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2017 et suivants de la Métropole : Nature 7472 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-3953/18/BM

■ **Approbation de l'avenant n° 1 à la convention relative au groupement de commandes de fournitures et services d'informatique transport pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'Agglomération Arles Camargue Montagnette, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**
MET 18/7467/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence Alpes Côte d'Azur:

La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette est compétente en matière de transport routier de personnes interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de l'agglomération,

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération par délibération du conseil de Métropole en date du 15 décembre 2016 a donné compétence à la Métropole AMP pour l'exécution de ces services,

Il est nécessaire de préciser les clés de répartition du marché de maintenance du matériel billettique notifié par la métropole en tant que coordonnateur :

La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette passe commande

directement auprès du fournisseur et règle ses factures.

La métropole commande et gère les réparations pour les trois autres signataires et il n'est pas possible d'identifier clairement le matériel utilisé par chaque réseau pour permettre une affectation des factures, il est donc proposer la clé de répartition suivante :

- 4 % → Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération

- 20 % → Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
76% → Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2016 relative aux marchés publics
- La délibération TRA 013-1212/16/BM du 15 décembre 2016 portant constitution du groupement de commande.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention de groupement de commande précisant l'article 3.4.2 Remboursement des dépenses acquittées par le coordonnateur au nom et pour le compte des parties.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant à la convention constitutive dudit groupement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-3954/18/BM

■ **Approbation de l'avenant 2 à la convention relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental 13 avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et les Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence**
MET 18/7460/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Le système d'information transport départemental, actuellement sous autorité exclusive du Conseil Départemental, a vocation à être transféré, non seulement à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais aussi aux Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

A ce stade, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'est techniquement pas possible ni de procéder à l'évaluation du transfert des charges ni de procéder au transfert physique des systèmes.

La convention n° 17-044 délibérée au Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 pour une durée de 1

an a été reconduite pour un an jusqu'au 31 décembre 2018.

Elle a pour objectif de maintenir la continuité du système d'information transports départemental pendant une phase transitoire. A ce titre, la convention définit l'organisation technique de l'exploitation du système d'information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, de missions du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de leurs exploitants, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant.

Il était convenu que le Département soit dégagé de toute responsabilité à compter du 30 juin 2018.

Malgré une forte implication de tous les acteurs au sein de l'ensemble des collectivités et établissements publics concernés, il est nécessaire que le Conseil Départemental continue sa participation au transfert des systèmes billettiques jusqu'au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 007-1382/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 015-3253/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant 1 à la convention n° 17/0244 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que le Conseil Départemental poursuive sa participation au transfert des systèmes billettiques jusqu'au 31 décembre 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention relative au système d'information transports départemental, avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, et les Communauté d'Agglomération d'Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence permettant au Département de continuer son action jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-3955/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché de fourniture de matériel roulant avec la société Alstom pour le projet de tramway de l'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/6200/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a lancé une opération de construction d'un tramway en 2009. Dans ce cadre, elle a notifié à la société ALSTOM Transport SA, par acte d'engagement du 25 octobre 2011, le marché n° 2011/85 de conception et de fourniture de matériel roulant.

La tranche ferme du marché a été conclue pour une durée de 31 mois à compter de la date d'effet de l'ordre de service n°III-056 prescrivant le démarrage des prestations, soit le 25 octobre 2011. Les tranches conditionnelles 1, 2, 3, 4 et 5 n'ont pas été affermies.

Un premier avenant a été signé le 20 mars 2015 ayant pour objet d'intégrer au marché une prestation complémentaire consécutive à une demande nouvelle

apparue en cours de marché ainsi que les incidences du décalage de l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique sur la conception des équipements embarqués. Le montant du marché pour la tranche ferme a été porté à 15 045 841,00 € HT.

Un second avenant a été notifié le 30 juillet 2015 ayant pour objet d'ajuster les conditions de suivi de la fiabilité qui n'étaient pas applicables du fait du faible roulage des rames. Cet avenant n'avait pas d'incidence financière.

Les 8 rames ont été réceptionnées entre le 16 mai 2014 et le 12 mars 2015.

Le décompte général définitif n'a pas été produit à ce jour, du fait de contestations à naître entre les parties sur l'exécution du marché.

ALSTOM fait valoir un préjudice de 251 100 euros HT au titre de 4 mois de retard au lancement du projet. Le Titulaire déclare supporter des coûts supplémentaires liés à la réorganisation des séquençements des dossiers d'industrialisation, de fabrication et de test et à la redéfinition des plannings fournisseur.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage fait valoir les sommes suivantes du fait de retards de livraison du titulaire :

- 146 622,84 € de pénalité pour le retard de livraison de 132 jours sur la rame 8 ;
- 4 581,68 € pour 50 jours de retard des outillages de fabrication et de câblage.

Le montant total escompté est de 151 204,52 € HT.

Il est précisé que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est de plein droit substituée à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Du fait de concessions réciproques, les parties s'entendent pour :

- Mettre un terme au différend qui les oppose sur le règlement définitif du marché n°2011/85 de fourniture de matériel roulant de la première ligne du tramway à Aubagne ;
- Renoncer réciproquement, irrévocablement et expressément aux préjudices dont il est fait état dans les articles précédents.
- Clore le marché avec la production du Décompte Général Définitif égal au montant de la tranche ferme, et un solde à verser à zéro.

Le présent protocole n'entraîne aucune incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et, notamment, ses articles 2044 et suivants et son article 2052 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- Le marché public n°2011/85 relatif à la fourniture de matériel roulant de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est alors à naître entre les Parties sur une demande de rémunération complémentaire et d'application de pénalité ;
- Que l'article 2044 du Code civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître », sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître ;
- Que dans ces conditions, les Parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et de prévenir toutes contestations éventuelles concernant le règlement des prestations effectuées, ainsi que de l'inexécution des prestations ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ALSTOM, entérinant le montant de rémunération du marché de fourniture de matériel roulant de la ligne de tramway du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au montant inscrit à l'avenant 1 du marché.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-3956/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra - Gautier + Conquet et Associés concernant le marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour le projet VAL'TRAM MET 18/7705/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du n°33-0715 du 6 Juillet 2015, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CAPAE) a approuvé le programme général du projet VAL'TRAM.

Ce projet de transport porte sur la création d'une infrastructure de transport en commun en site propre de type tramway périurbain utilisant l'ancienne voie ferrée désaffectée de Valdonne et destinée à desservir 5 communes du territoire : Aubagne, Roquevaire, Auriol, La Destrousse et La Bouilladisse.

Aux fins de réalisation de ce projet, la Société Publique Locale FACONEO a conclu le 29 décembre 2015, en qualité de Maître d'Ouvrage déléguée de la CAPAE – aux droits de laquelle vient désormais la

Métropole- d'Aix Marseille-Provence, avec le groupement d'entreprise Systra – Gautier + Conquet & Associés (Le Groupement) un marché public de maîtrise d'œuvre général du projet.

Le montant initial et provisoire de ce marché était fixé à 5 247 900 euros H.T., sur la base d'une estimation initiale du coût des travaux de 73 000 000 d'euros H.T.

A l'issue de la mission de maîtrise d'œuvre AVP, le montant des travaux a été estimé de manière définitive à 119 007 000 € HT, soit une augmentation de 46 007 000 € HT par rapport au coût estimatif initial des travaux.

Compte tenu de l'incidence financière forte du recalage du montant estimatif des travaux sur la rémunération du Maître d'œuvre et devant l'impossibilité juridique d'acter par voie d'avenant une telle modification substantielle du marché de maîtrise d'œuvre, la Métropole d'Aix-Marseille a informé le Groupement de son intention de résilier le marché en cause pour le motif d'intérêt général sus-évoqué.

En conséquence, le Groupement a transmis, le 12 janvier 2018, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une proposition de règlement définitif du marché de maîtrise d'œuvre dont elle était titulaire d'un montant total de 4 863 963, 66 €HT, hors révision des prix selon les modalités contractuellement prévues et sous réserve de déduction des sommes déjà perçues à la date de l'établissement du décompte de résiliation.

Aux termes de la demande transmise, ce montant était décomposé comme suit :

- 3 706 225,03 €HT au titre du forfait définitif de rémunération des éléments de mission de base effectivement réalisées ;
- 562 575, 63 € HT au titre du forfait définitif de rémunération des éléments de mission complémentaires effectivement réalisés
- 595 163,00 €HT au titre de la rémunération d'études supplémentaires hors missions contractuelle de maîtrise d'œuvre

En désaccord avec ces montants, la Métropole Aix-Marseille-Provence a toutefois souhaité entamer avec les représentants du Groupement des discussions en vue de parvenir à un accord mettant un terme à ce différend.

A l'occasion de ces discussions, les points de vue des parties se sont rapprochés et ont abouti à un accord sur le principe de la résiliation et sur les modalités financières de la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre qui les liait.

Les modalités de cet accord ont été finalisées au sein d'un projet de protocole transactionnel dont l'approbation vous est aujourd'hui soumise.

Ce projet de protocole transactionnel, transmis en annexe du présent rapport, prévoit en substance les stipulations suivantes :

- Il est acté la résiliation pour motif d'intérêt général du marché de maîtrise d'œuvre générale du projet VAL'TRAL liant le Groupement SYSTRA – Gautier + Conquet & Associés à la date de signature du protocole par le représentant habilité de la Métropole.
- Le montant total définitif de rémunération alloué au Groupement est arrêté à la somme totale de 4 012 446,02 € H.T., hors révision opérée selon les modalités contractuelle, décomposée comme suit :
 - 3 130 369,79 €HT au titre du forfait définitif de rémunération des éléments de mission de base effectivement réalisées ;
 - 479 563,23 € € HT au titre du forfait définitif de rémunération des éléments de mission complémentaires effectivement réalisés
 - 402 513,00 € au titre de la rémunération d'études supplémentaires hors missions contractuelle de maîtrise d'œuvre
- Le solde de rémunération dû au groupement sera déterminé sur la base d'un décompte de résiliation opérant déduction des sommes d'ores et déjà perçues par le Groupement.
- Le paiement au Groupement du solde est subordonnée à la production par celui-ci d'une version corrigée et définitive du dossier PRO, lequel est actuellement en phase de finalisation.
- Le protocole met un terme définitif au différend né entre les parties emporte renonciation totale et inconditionnelle du Groupement à toute contestation amiable ou contentieuse sur la rémunération du marché ainsi que sur le bien-fondé de la résiliation de celui-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n°2015.61 relatif à la maîtrise d'œuvre générale du Projet VAL'TRAM ;
- Les échanges formalisés entre le groupement d'entreprises et la Métropole Aix-Marseille-Provence relativement à la fixation du montant de rémunération définitif du groupement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra – Gautier + Conquet & Associés –relatif au marché n°2015.61;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du recours à la procédure transactionnelle avec le groupement Systra– Gautier + Conquet & Associés,

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé actant le principe de la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre générale du projet VAL'TRAM et fixant la rémunération définitive du Groupement à 4 012 446,02 € H.T., hors révision des prix selon les modalités contractuelles.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transports Sous Politique A150 Nature budgétaire 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-3957/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention relative à la gestion du parking du Rouet avec la commune de Carry-le-Rouet
MET 18/7672/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorité organisatrice de stationnement depuis le 1^{er} janvier 2016.

Dans ce cadre elle gère l'ensemble des parcs de stationnement publics sur son territoire. Compte tenu des contraintes de fonctionnement particulières, dues essentiellement, à sa forte attractivité saisonnière, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à laquelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016, et la Mairie de Carry-le-Rouet ont convenu par convention de juin 2013, qu'il était préférable de confier la gestion de proximité de cet équipement à la commune. Dans ce cadre, la ville de Carry-le-Rouet, entretient, exploite le parking et la Métropole assure la gestion de la régie financière, par ses propres moyens.

Chaque année et au regard des justificatifs transmis, la Métropole rembourse à la Ville les frais de personnel et ceux inhérents à l'entretien de l'équipement.

Toutefois, au regard de l'organisation de ses services municipaux, la ville de Carry-le-Rouet, souhaite d'une part, redéployer une partie de son personnel affecté jusqu'ici à l'exploitation du parking sur d'autres missions municipales et d'autre part, laisser le soin à la Métropole, d'engager le personnel saisonnier dédié au nettoyage du parking.

Enfin, pour prévenir tout acte de délinquance sur ce site, la ville de Carry-le-Rouet et la Métropole ont convenu qu'il était nécessaire de renforcer les prestations de gardiennage assurées par une entreprise privée.

Il convient donc d'actualiser la convention de gestion du parking du Rouet n°13/1196, en intégrant l'ensemble des évolutions relatives à la gestion du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DTUP 004-359/13/CC du 28 juin 2013, relative à l'approbation de la convention de gestion du parking du Rouet n°13/1196 ;
- La délibération DTM 015-763/15/CC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de gestion du parking du Rouet n° 13/1196 ;
- La délibération n° DTM 012-1660/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n° 2 à la convention de gestion du parking du Rouet n° 13/1196 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Carry-le-Rouet souhaite d'une part, redéployer une partie du personnel affecté à la gestion du parking du Rouet sur d'autres missions, qu'elle souhaite laisser le soin à la Métropole d'engager le personnel saisonnier dédié au nettoyage du parking.
- Que pour prévenir tout acte de délinquance, il convient de renforcer les prestations de gardiennage assurées par une entreprise privée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention de gestion du parking conclu avec la commune de Carry-le-Rouet

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe stationnement 2019 de la Métropole :
Section de Fonctionnement en dépenses : Nature 611
– Sous-Politique C350

Section de Fonctionnement en recettes : Nature 7068

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-3958/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association RAMDAM - Promotion du vélo, de la marche et des transports en commun
MET 18/6624/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Rassemblement d'Associations pour les Modes de Déplacements Alternatifs dans la Métropole Aix-Marseille-Provence - RAMDAM a pour objet d'être une force de propositions pour le développement du vélo, de la marche et des transports publics sur le territoire métropolitain. Elle coordonne six associations spécialisées dans la promotion des modes actifs (ADAVA- APROVEL- LVDE- Action vélo-Vélo sapiens et CVV).

L'association a déposé une demande de subvention pour une action spécifique d'étude d'un réseau cyclable « La Métropole à vélo ».

Cette action répond complètement à l'objet social de l'association à la volonté de ses adhérents.

L'objectif de l'action est :

- la constitution d'un grand itinéraire de longue distance pouvant être emprunté par tronçons et en boucle, permettant éventuellement d'autres déplacements non motorisés.
- de mettre le vélo au service de l'intermodalité.
- d'inciter à la pratique des déplacements non motorisés.
- d'être l'ossature structurante du futur réseau cyclable métropolitain tout en fédérant les communes de ce territoire

L'objectif de cette action est :

- de favoriser les déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, culture, ...)
- d'offrir un cheminement attrayant et sécurisé notamment pour des traversées d'agglomérations dans de bonnes conditions en se raccordant aux réseaux cyclables urbains.
- de faciliter l'accès aux pôles d'échanges multimodaux
- d'assurer la continuité ou la connexion des grands itinéraires cyclables inscrits dans les schémas européens, nationaux, régionaux et départementaux.
- d'apaiser les cœurs de villes

- de contribuer à réduire la pollution de l'air et à préserver notre environnement
- de contribuer à la découverte du patrimoine situé sur le territoire métropolitain

Au vu des objectifs de l'action proposée par l'association RAMDAM et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir l'association RAMDAM pour la réalisation de cette action.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 4 000 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action proposée par l'association RAMDAM s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la mobilité métropolitaine en matière de développement du vélo,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4000 € à l'association RAMDAM.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-3959/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Cap Au Nord pour la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter-Entreprises sur le territoire du nord de Marseille MET 18/6702/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques.

Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés, dans le temps,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'automobile et sur l'usage des transports en commun.

Créée en 2008 de la fusion entre les associations Arnavant et Entrepreneurs en Zone Franche, Cap Au Nord Entreprendre est une association très structurée regroupant plus de 200 entreprises sur le territoire du nord de Marseille (XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e arrondissements).

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire. Ainsi, l'association, dans le souhait de dynamiser le développement économique de Marseille Nord, a mis sur pied un Plan de Déplacements Inter-Entreprises, regroupant différentes actions innovantes, comme la création d'une plateforme de services de mobilité à fort impact social « *Nord we go* ».

À ce titre, l'association avait sollicité un soutien de la Métropole Aix Marseille Provence à hauteur de 10 000 €. Au regard du dossier de demande de subvention déposé pour l'exercice 2017, la Métropole envisageait un soutien de 9 000 € qui n'a pu être approuvé.

Ce programme initié en 2017 est appelé à se poursuivre et se renforcer en 2018. Conséquence de ce programme d'action pluriannuel structuré et ambitieux, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Cap Au Nord Entreprendre dans le cadre de son programme d'activités d'intérêt général et assurer son soutien aux formes d'initiatives qui promeuvent la fédération des acteurs et la mutualisation des moyens sur son territoire en lui attribuant une subvention de 18 000 euros.

Compte tenu des objectifs de l'association, par dérogation au Règlement budgétaire et Financier, il est proposé d'octroyer une subvention de 27 000 € permettant la réalisation des actions sus mentionnées pour les années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association Cap au Nord Entreprendre pour son plan de déplacements inter-entreprises .

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 27 000 euros à l'association Cap au Nord Entreprendre pour son plan de déplacements inter-entreprises .

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A710 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-3960/18/BM**■ Attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000
MET 18/6956/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, reconnue d'intérêt général en mars 2013, sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap.

La Communauté du Pays d'Aix avait attribué une subvention de 4.000 euros en 2014, de 5.000 euros en 2015 et la Métropole a renouvelé ce soutien en attribuant, une subvention de 6 000 euros en 2016 et 7 000 euros à l'association pour l'année 2017.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 159 adhérents, domiciliés sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et particulièrement sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

L'association Etincelle 2000 propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 83 personnes ont été accompagnées en 2017

- Sortie à thème et ateliers : 6 sorties à thème avec 29 personnes qui y ont participé et 22 ateliers ont été organisés en 2017 avec 9 adhérents qui y ont participé.

• 12 853€

- Sensibilisation au handicap (visuel et moteur) avec atelier adapté selon les publics : 15 interventions en milieu scolaire et 6 interventions grand public ont eu lieu en 2017.

- Transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental : 46 adhérents ont bénéficié du service d'accompagnement en 2017.

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Concernant le service de transport, 2 938 accompagnements dont 330 le week-end ont été effectués en 2017 et 47 700 kms parcourus. Une participation aux frais est demandée au bénéficiaire du service.

L'association est subventionnée par (en prévisionnel sur 2018) :

- la Commune de Gardanne - 3 500€
- le Conseil Départemental 13 45 000€
- la Région PACA 13 000€
- Agence de services et de paiement 10 303€
- Autres établissements publics

°N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget 2017- global de l'association	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2017- 00355	Etincelle 2000	Insertion sociale des PMR	2.000 euros	113 100 euros de produits	0 euros	0 euros	non
		Mobilité des PMR	5.000 euros		8.000 euros	8.000 euros	

La demande de subvention représente 7 % du budget 2017 (total des produits).

Pour l'année 2018, l'association sollicite une participation financière de la Métropole pour lui permettre de pérenniser ses actions en faveur de l'insertion et de la mobilité pour tous.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle au titre de son aide à l'insertion sociale et à la mobilité des personnes handicapées, à hauteur de 8 000 euros ; la dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Annexe Transports,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8 000 euros à l'association Etincelle 2000.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement du Budget annexe transport 2018 pour la Mission Handicaps à vocation métropolitaine - sous politique C210 - chapitre 65 - nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-3961/18/BM

**■ Attribution d'une subvention destinée à financer les villages de la mobilité à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité 2018 sur le territoire métropolitain - Approbation d'une convention
MET 18/7379/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2002 par la Commission européenne, la Semaine Européenne de la Mobilité vise à promouvoir les bonnes pratiques locales en matière de transport pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de développement durable qui figure parmi les grands objectifs de l'Union européenne. En 2017, plus de 2 500 collectivités européennes y ont pris part.

En 2018, celle-ci se déroulera du 16 au 22 Septembre et aura pour thème la multimodalité, sous l'intitulé « Mix and Moove ».

En 2017 de nombreuses associations ancrées sur le territoire Métropolitain fédérées au sein d'un collectif qui a permis de donner plus de force et de cohérence aux actions, se sont mobilisées en partenariat avec des entreprises, des associations d'entreprises et des opérateurs de la mobilité, pour promouvoir à cette occasion la mobilité auprès du grand public et des salariés de zones d'activité.

Ce collectif, s'est formé autour de la Maison de l'emploi de Marseille, Mobilité (en charge de l'animation du PDIE de la zone des Paluds/Aubagne/Gémenos), Wimoov (en charge à La Ciotat de favoriser les déplacements afin de trouver un emploi), TMS (située en Pays Salonais en charge de faciliter la mobilité du public jeune et adulte en démarche d'insertion sociale et professionnelle et L'Association du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence Mobipôle/Automobile Club du Pays d'Aix, ainsi que la Cité des Entrepreneurs (en charge de favoriser les déplacements sur le secteur d'Euromed).

Cette première édition véritablement métropolitaine de la semaine européenne de la mobilité, qui a eu lieu sous forme d'un village de la mobilité itinérant, a bénéficié d'une reconnaissance au niveau européen, en étant sélectionnée comme exemple de bonne pratique (« best Mobility Action »).

En 2018, le calendrier (provisoire) d'itinérance des Villages de la Mobilité envisagé serait le suivant :

- | | |
|-------------------------|-------------------|
| - Lundi 17 septembre | Marseille |
| - Mardi 18 septembre | Aubagne |
| - Mercredi 19 septembre | La Ciotat |
| - Jeudi 20 septembre | Aix-en-Provence |
| - Vendredi 21 septembre | Salon-de-Provence |

Les objectifs de sensibilisation et de présentation de l'offre de services de mobilité durable communs à tous se traduiront de façon similaire autour des stands suivants :

- Autorité organisatrice des transports
- Opérateurs de transport et mobilités alternatives
- Entreprises et associations d'entreprises
- Associations usagers et utilisateurs de mobilités collectives ou actives
- Acteurs de la prévention et sécurité routière
- Service public de l'emploi

La présence de certains acteurs comme Carreize, TER, Le Pilote, l'ADIE, le FASTT, Pôle emploi, la Mission Locale, l'Epidé ou l'E2C sur l'ensemble des Villages viendront renforcer le lien entre les différents lieux.

Des animations récurrentes telles que des démonstrations et de tests de vélos (VAE, tandem, monocycle, scooter 100% électrique...), autour de la Sécurité Routière (parcours de simulation au moyen de lunettes Alcool, Drogue, Fatigue) et la sensibilisation aux risques routiers, des simulateurs de conduite, l'exposition de véhicules électriques, de projets novateurs, des jeux concours (des vélos devraient être mis en jeu, donnés par des enseignes comme Décathlon), des flashmob... donneront encore plus le sentiment d'unité.

Comme en 2017, un vélo électrique fixe compteur de kilomètres ainsi qu'un vélo à smoothies feront le tour des Villages.

En outre, afin de concourir aux Mobility Awards sous l'égide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Maison de l'Emploi de Marseille propose de porter une « journée sans voiture » qui viendra s'ajouter aux villages, soit en fin de semaine -le 22 septembre, jour prévu au niveau européen- soit en ouverture de la semaine. Des échanges avec les collectivités seront menés afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

Dans le cadre de l'organisation des villages de la mobilité, afin de réaliser une communication globale et harmonisée, assurer la logistique et soutenir le travail de coordination nécessaire, la Maison de l'emploi de Marseille porte la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion.

Le budget nécessaire estimé à 45 000€ viendra compléter les efforts financiers déjà réalisés par chaque association sur son territoire et sera fléché exclusivement sur le volet global des villages.

Ce budget représente la condition sine qua non de réalisation de l'événement.

Cette aide financière permettra notamment :

- D'assurer la communication générale de la semaine, pour l'ensemble des partenaires et de la Métropole, réalisée par des

professionnels (création d'un logo d'identité forte, campagne médias, affichage, impressions, éléments de signalétique pour les 5 villages, supports vidéo et photographiques ...);

- De proposer une logistique commune complète (bâches, kakemonos, petit matériel, ...), leur transport sur chaque site ;
- D'assurer la coordination de l'ensemble (comités de pilotage...), ainsi que la production du bilan global de l'opération.

Il est donc proposé par la présente délibération d'octroyer une subvention de 45 000€ à la Maison de l'Emploi de Marseille portant la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion afin que la Métropole contribue à l'organisation de cette opération dont les caractéristiques contribuent à la promotion et la valorisation des mobilités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- L'intérêt d'une organisation d'une manifestation cohérente et commune à l'échelle métropolitaine, à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité ;
- Qu'un collectif d'associations propose d'organiser cet événement sous la forme d'un village itinérant de la mobilité ;
- Qu'il est proposé par la présente délibération d'octroyer une subvention de 45 000 € à la Maison de l'Emploi de Marseille portant la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion afin que la Métropole contribue à l'organisation de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 45 000 euros pour le compte de la maison de l'emploi de Marseille dédiée à l'organisation d'un village de la mobilité itinérante à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 023-3962/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec Transport Mobilité Solidarité relatif à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel MET 18/7741/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de transports qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association TRANSPORT MOBILITE SOLIDARITE (T.M.S) le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés notamment au dispositif «plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle.

De plus, il permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Ainsi, par délibération n° EMP 001-1198/16/BM du 15 décembre 2016, la Métropole a octroyé une subvention d'un montant de 199 457 € pour l'exercice 2017.

L'association envisage, pour 2018, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2018.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association TRANSPORT MOBILITE SOLIDARITE une subvention d'un montant de 81 890,54 € liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

En conséquence et, conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant n° 3 à la convention précitée le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2018.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 portant droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 portant application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° EMP 001-1198/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2017 ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association TMS souhaite poursuivre ses objectifs liés au dispositif « plate-forme mobilité » ;
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2018 ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association TRANSPORT MOBILITE SOLIDARITE (T.M.S.) d'un montant de 81 890,54 € liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

Article 2 :

Est approuvée la dérogation au règlement budgétaire et financier et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n° 3 relatif à l'octroi d'une subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel à l'association TRANSPORT MOBILITE SOLIDARITE au titre de l'exercice 2018, figurant en annexe de la présente.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3963/18/BM

**■ Acquisition à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée en vue de leur incorporation dans le domaine public métropolitain, sis Les Docks, à Marseille
MET 18/7348/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a acquis en 1997 de la SNCF un ensemble de terrains et de bâtiments constitutifs de l'ancienne halte ferroviaire de la Joliette aujourd'hui disparue, qui était située à l'est du bâtiment des Docks, à Marseille 2^{ème} arrondissement et qui était desservie par l'ancien « Tunnel de Lajout », empruntant le linéaire de la rue Melchior-Guinot en provenance de la Gare Saint-Charles.

Cette opération a permis à l'EPAEM de réaliser, dans le cadre de la ZAC de la Joliette, le nouveau quartier d'affaires de la Joliette sur les emprises ainsi libérées par la SNCF, y compris les voies nouvelles.

En vertu des compétences qui lui sont déléguées, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, pour sa part, souhaité acquérir l'ensemble des parcelles et volumes constitutifs des voies, parvis, et emprises d'exploitation du tramway (rails et stations), afin de les intégrer dans son domaine public.

Il s'agit d'une cession gratuite par l'EPAEM à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une première cession est intervenue pour la majeure partie des éléments à rétrocéder. Une seconde est en cours, pour laquelle une délibération a été approuvée le 15 décembre 2016.

Ce protocole vient finaliser ces rétrocessions, en particulier pour des emprises divisées par l'EPAEM pour des élargissements de voies aux environs du Boulevard de Paris et des Places d'Arvieux et Verneuil, à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 Juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de parcelles et de lots de volume représentant des élargissements de voies dans la ZAC de la Joliette, aux environs du Boulevard de Paris et des Places d'Arvieux et Verneuil, à Marseille 2^{ème}, doit permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de les intégrer dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert gratuitement auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), des parcelles de terrain et des lots de volume représentant des élargissements de voies aux environs du Boulevard de Paris et des Places d'Arvieux et Verneuil, à Marseille 2^{ème}.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

tous les documents et actes inhérents à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous-politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3964/18/BM

■ **Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue Bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront MET 18/7346/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du Parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires du bâtiment E de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 873 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°101 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E d'une emprise foncière de 873 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n° 101 permettra de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E, représentés par Monsieur Nicolas RASTIT en sa qualité d'administrateur provisoire de ladite copropriété, s'engagent à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 873 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°101 afin de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3965/18/BM

■ **Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue Bâtiments F - G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement dans le cadre du Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront**
MET 18/7347/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du Parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires des bâtiments F,G et H de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 3 235 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°102 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H d'une emprise foncière de 3 235 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n° 102 permettra de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H, représentés par Monsieur Nicolas RASTIT en sa qualité d'administrateur provisoire de ladite copropriété, s'engagent à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 3 235 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°102 afin de réaliser l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

URB 004-3966/18/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à la ville de Marseille, située chemin des Campanules - avenue William Booth à Marseille 11ème arrondissement, nécessaire à l'élargissement d'une voie de desserte

MET 18/7619/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Marseille est propriétaire de deux parcelles cadastrées 866 E 99 et 101 d'une superficie respective de 3 268 m2 et 11 214 m2.

La parcelle 866 E 99 est constituée d'une longue bande aménagée en espace vert, traversée en son milieu par une petite voie d'environ 4 m de large propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La parcelle 866 E 101 constitue en sa plus grande partie l'assiette foncière de l'avenue William Booth et des accompagnements de voirie ainsi que d'une bande de terrain aménagée en espace vert.

La SAS Sam Immobilier doit construire un programme immobilier de 54 logements sur deux parcelles mitoyennes sises 98 -102 chemin des Campanules cadastrées 872 H 63 et H 64.

Afin de desservir ce futur ensemble immobilier, la voie de desserte existante doit être élargie conformément au règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Zone d'Aménagement Concertée des Caillols.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence. doit acquérir auprès de la Ville de Marseille une emprise

totale d'environ 350 m2, surface à parfaire après arpentage à détacher des parcelles 866 E 99 et 101.

Ce tènement comprenant la voie existante et la surface nécessaire à son élargissement sera mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence au promoteur qui réalisera les aménagements liés à son projet, dès le transfert de propriété effectif par la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A terme, la voie existante et son élargissement seront versés dans le domaine public de voirie métropolitaine.

Il est précisé que cette transaction est placée sous le régime de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : le bien cédé qui dépend du domaine public de la Ville de Marseille intégrera le domaine public de la Métropole, sans déclassement préalable.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille cette dernière accepte de céder cette emprise moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau;
- La délibération du Conseil Municipal approuvant la cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'une emprise de terrain d'environ 350 m² permettra l'élargissement de la voie existante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet d'acte en la forme administrative ci-annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain totale d'environ 350 m² à détacher des parcelles 866 E 99 et 101 situées chemin des Campanules – avenue William Booth à Marseille 11^{ème} arrondissement, moyennant la somme de 1€ symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Métropole - Sous Politique C 130 -Opération 2015110400 - – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3967/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille de parcelles de terrain situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille, nécessaires à l'aménagement et à l'extension de la déchetterie de Château-Gombert
MET 18/7321/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de Marseille-Provence compte dix-sept déchetteries, dont l'objectif est de faciliter le jet par les usagers de matériels encombrants et/ou recyclables. Celle de Château-Gombert située 222 boulevard Albert Einstein dans le 13^{ème} arrondissement, est très fréquentée mais présente des difficultés d'exploitation liées à sa configuration et de plus, le système de collecte des eaux de ruissellement y est défaillant.

L'amélioration de cette déchetterie est aujourd'hui indispensable par une extension et une modernisation des équipements avec notamment la création de cinq quais supplémentaires de déchargement, une circulation élargie et à sens unique, et la réalisation de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les agents d'accueil.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est donc rapprochée de la ville de Marseille afin d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à ces travaux soit :

- une emprise de 369 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 49 en nature d'espace végétalisé,
- une emprise de 5094 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 142 essentiellement en nature de voirie et bassin de rétention.

Préalablement, il est précisé que l'emprise foncière sur laquelle est située l'actuelle déchetterie, objet d'un transfert de gestion en 2002 à la Communauté Urbaine, vient d'être transférée en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence par le biais d'un acte en la forme administrative signé par les deux collectivités.

Conformément à l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : « *les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.* »

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille, cette

dernière a accepté de céder ces parcelles de terrain à l'euro symbolique. Compte tenu du fait que les parcelles avaient été acquises par la ville de Marseille pour des équipements aujourd'hui réalisés, notamment le Parc Athéna, et que les emprises requises sont des reliquats imbriqués entre la voie du BHNS et le fossé du parc ne présentant pas d'utilité pour un projet communal, la cession intervient à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal approuvant la cession à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition :
 - d'une emprise de 369 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 49 ;

- d'une emprise de 5094 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 142

permettra l'aménagement et l'extension de la déchetterie actuelle de Château-Gombert.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la ville de Marseille s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise de 369 m² à détacher de la parcelle 880 B 49, et une emprise de 5094 m² à détacher de la parcelle 880 B 142 situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille 13^{ème} arrondissement, moyennant un euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2016104002 – Nature 2111 – Collecte et traitement des déchets G110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3968/18/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Carrières et Bretons Bronzo Perasso d'une emprise de terrain située chemin des Bessons à Marseille 14ème arrondissement, nécessaire à la création d'une voie de desserte**
MET 18/6611/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voie.

Dans le cadre de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons, à partir d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille (n° 14-015), la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 15 décembre 2016 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la voie de desserte au niveau du chemin des Bessons quartier Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement, ainsi que la réalisation d'une raquette de retournement. Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs au-delà d'un tissu économique pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

En parallèle de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à mener les négociations à l'amiable.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain appartenant à la SNC Carrières et Bétons Bronzo Perasso.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux auprès de la SNC Carrières et Bétons Bronzo Perasso, une emprise de terrain de 515 m² à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0048 sise chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette transaction d'effectuera moyennant la somme de 1 euro (un euro).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-214V01572 du 18 août 2017 ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 515 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 48 sise chemin des Bessons, permettra la création d'une voie de desserte à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Carrières et Bétons Bronzo Perasso, représentée par son Directeur Monsieur Patrick R, s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain de 515 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0048 sise chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement, moyennant la somme de un euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3969/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux auprès des Consorts Grisard d'une emprise de terrain située chemin des Bessons, nécessaire à la requalification de la voie de desserte les Bessons - Sainte-Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement
MET 18/7349/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons, à partir d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille (n° 14-015), la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 15 décembre 2016 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la voie de desserte au niveau du chemin des Bessons quartier Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement, ainsi que la réalisation d'une raquette de retournement. Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs au-delà d'un tissu économique pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

En parallèle de la procédure de déclaration d'Utilité Publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à mener les négociations à l'amiable.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain appartenant aux Consorts Grisard.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, acquiert à titre onéreux auprès des Consorts Grisard, une emprise de terrain de 247 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0124 située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette transaction s'effectue au prix de 15 160 euros (quinze mille cent soixante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-214V01573 du 18 août 2017 ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain d'une superficie de 247 m² environ à

détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0124, permettra la requalification de la voie de desserte les Bessons/Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Grisard s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain sis chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement d'une contenance de 247 m² environ à détacher de la parcelle 896 A 0124, au prix de 15 160 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux Budgets Primitifs 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 11 0400 – Chapitre 45 811 51 104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3970/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Chiarazzo**
MET 18/7326/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain. Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort Chiarazzo l'acquisition des parcelles cadastrées AA42p et AA41p d'une superficie totale de 28m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 340euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant au Consort Chiarazzo sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Consort Chiarazzo s'engage à céder à titre onéreux les parties de parcelles cadastrées AA42p et AA41p, d'une superficie totale de 28 m², pour un montant de 340 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3971/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne appartenant au Consort Serra
MET 18/7335/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensûs-la-Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensûs la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain

partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort Serra l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA38p d'une superficie de 94m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensûs la Redonne pour un montant de 1130euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant au Consort Serra sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Consort Serra s'engage à céder à titre onéreux la parcelle cadastrée AA38p pour un montant de 1130 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux

budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3972/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Monsieur Massabo
MET 18/7336/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensuès la Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensuès la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).

- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Massabo l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA43p d'une superficie de 35m². située dans le quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 420 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Monsieur Massabo sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Monsieur Massabo s'engage à céder à titre onéreux la parcelle cadastrée AA43p pour un montant de 420 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3973/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Del Pozo MET 18/7338/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la- Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en

poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des

Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort Del Pozo l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA23p d'une superficie de 302m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne pour un montant de 3630€, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Consort Del Pozo sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Consort Del Pozo s'engage à céder à titre onéreux la parcelle cadastrée AA23P pour un montant de 3.630 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3974/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Madame Mireille Prevot
MET 18/7339/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensuès-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur

la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Madame Mireille Prevost l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA39p d'une superficie de 68m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne pour un montant de 816euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Madame Mireille Prevost sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Madame Mireille Prevost s'engage à céder à titre onéreux la parcelle cadastrée AA39p pour un montant de 816 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensues la Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 20151110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3975/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Monsieur Jérôme Zicaro MET 18/7340/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues-la-Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Jérôme Zicaro l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA40p d'une superficie de 4m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne pour un montant de 50euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Monsieur Jérôme Zicaro sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Monsieur Jérôme Zicaro s'engage à céder à titre onéreux la parcelle cadastrée AA40p pour un montant de 50 euros afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3976/18/BM

**■ Acquisition à titre gratuit d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne appartenant à Européan Homes 40
MET 18/7337/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensûs-la-Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensûs la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).

L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu à titre gratuit avec Européan Homes 40 l'acquisition des parcelles cadastrées AA101 – AA262 – AA119 situées dans le quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensûs la Redonne, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU). Cette acquisition correspond à l'apport en foncier prévue dans le cadre de la signature de la convention de PUP avec l'opérateur Européan Homes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Européan Homes 40 sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le propriétaire Européan Homes 40 s'engage à céder à titre gratuit les parcelles cadastrées AA101 – AA262 – AA119 afin de permettre la réalisation des aménagements du quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-3977/18/BM

■ Cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule

MET 18/7345/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Roquefort-la-Bédoule a engagé en 1986 la réalisation d'un lotissement communal destiné à accueillir des entreprises sur le site de La Plaine du Caire. Cette zone d'activités a, depuis, fait l'objet de deux extensions au début et à la fin des années 90.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre en régie d'une ultime opération d'extension de la zone d'activités de la Plaine du Caire, dont la compétence relève désormais de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis la date de sa création le 1^{er} janvier 2016.

Le parc d'activités de la Plaine du Caire IV s'étend sur une superficie totale d'environ 5 hectares, à vocation économique, les lots commercialisés étant destinés à accueillir des petites et moyennes entreprises.

La SCI CNJ26 s'est portée acquéreur auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence du lot n°5 en nature de terrain nu viabilisé d'une superficie totale de 1 654 m² cadastré Section E n°216 et Section AX n°114 pour un montant de 99 240 euros hors taxes.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L’avis de France Domaine,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession au profit de la SCI CNJ26 du terrain à bâtir désigné comme le lot n°5 du lotissement d’activités La Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule permettra la réalisation d’un bâtiment destiné à une activité d’agencement et de décoration de bars, restaurants et hôtels.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s’engage à céder au profit de la SCI CNJ26 un terrain d’une superficie de 1 654 m² cadastré Section E n°216 et Section AX n°114 moyennant la somme de 99 240 euros hors taxes (quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent quarante euros)

Article 2 :

Le remboursement par l’acquéreur à l’ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d’entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l’acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe opérations d’aménagement – Service 777 777- Plaine du Caire- Sous politique B330 – Nature 7015 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-3978/18/BM

■ **Cession à titre onéreux de deux parcelles de terrain nu cadastrées section AN n° 206 et AN n° 207 sises chemin de Bos à Fos-sur-Mer, d'une contenance d'environ 5 117 m² au bénéfice de Ouest Provence Habitat.**
MET 18/7610/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Ouest Provence Habitat souhaite réaliser un projet de construction immobilière sur la commune de Fos-sur-Mer.

L'emprise foncière dudit projet est située Chemin de Bos à Fos-sur-Mer, constituée pour partie des parcelles AN n° 206 et n° 207, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour partie des parcelles AN n° 410 et AN n° 411, propriété de la commune de Fos-sur-Mer.

En conséquence, Ouest Provence Habitat a sollicité l'acquisition des parcelles métropolitaines.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale des parcelles métropolitaines cadastrées section AN n° 206 et n° 207, d'une contenance cadastrale d'environ 5 117 m², à 358 000 (trois cent cinquante-huit mille) € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Ouest Provence Habitat.

Ouest Provence Habitat a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles cadastrées section AN n° 206 et n° 207, sise Chemin de Bos à Fos-sur-Mer, d'une contenance cadastrale d'environ 5 117 m², au profit de Ouest Provence Habitat, pour un montant de 358 000 (trois cent cinquante-huit mille) € H.T.

Article 2 :

Maître Nathalie DURAND, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Ouest Provence Habitat.

Article 4 :

La recette correspondante est imputée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-3979/18/BM

**■ Cession à l'euro symbolique d'une partie de l'assiette foncière du centre de premiers secours de Miramas cadastrée section AM n° 32 située 8 Avenue du 8 mai 1945 à Miramas au Service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
MET 18/7609/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'assiette foncière supportant le centre de premiers secours de Miramas cadastrée section AM n° 32, d'une contenance cadastrale d'environ 6 464m², située 8 Avenue du 8 mai 1945, à Miramas.

Dans le cadre du réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 - Mercure», il apparaît nécessaire de restructurer le foncier du secteur. Il est notamment prévu qu'une partie de l'assiette foncière de la parcelle cadastrée AM 32 soit utilisée pour l'aménagement de voie et espaces publics.

Afin de permettre la réalisation de ce projet urbain, une partie de la parcelle supportant le centre de premiers secours sera cédée à l'euro symbolique au service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône.

France Domaine a été régulièrement saisi.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais de notaire lié à cette transaction foncière est à la charge du service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle supportant le centre de premiers secours de Miramas cadastrée section AM sous le numéro 32, sise 8 Avenue du 8 mai 1945, à Miramas au profit du service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône pour un 1 euro symbolique.

Article 2 :

Maître Florence XIBERRAS, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire lié à la présente procédure est à la charge du service Départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône.

Article 4 :

La recette correspondante est imputée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-3980/18/BM

■ Approbation d'une convention de services avec la Ville de Marseille pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement MET 18/7358/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole.

Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 5 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Du fait du transfert des agents en charge du suivi des opérations d'aménagement, engagées par la Ville de Marseille et ayant trait à l'ambition métropolitaine, ainsi que des dispositifs relatifs au logement et à l'habitat mis en place par la Ville sur son territoire, il convient de permettre à ces agents métropolitains de continuer à exercer pour le compte de la Ville les missions dans ces domaines afin de veiller à la continuité de service public.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de services entre la commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation, par cette dernière, de prestations en matière de suivi opérationnel sur des opérations, dispositifs propres et contractualisés de la Ville de Marseille, portant sur son territoire et demeurant de sa compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 018-28/06/18 BM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la convention de services ci-annexée entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de suivi opérationnel sur des opérations et dispositifs propres et contractualisés de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention lié à l'Aménagement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-3981/18/BM

**■ Approbation d'une convention de services avec la Ville de Marseille pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologie de Communication
MET 18/7566/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et

obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole. Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 5 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Néanmoins, la Ville de Marseille continue d'héberger certains outils informatiques, assure la création de comptes sur des logiciels spécifiques. Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence continuera, sur cette période transitoire, à assumer la gestion des projets relatifs aux permis de construire qu'il convient de mener à terme et à accompagner les utilisateurs.

Afin d'optimiser les organisations municipale et métropolitaine, de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information respectifs et de veiller à assurer la continuité du service public, il y a lieu d'organiser les compétences respectives des deux collectivités.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de leurs compétences respectives en matière de gestion des outils informatiques et des données métiers SIG, pour les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de services ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de leurs compétences respectives en matière de gestion des outils informatiques et des données métiers SIG pour les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-3982/18/BM

**■ Approbation d'une convention de services avec la Ville de Marseille pour la gestion des Droits de Prémption sur la commune de Marseille
MET 18/7608/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Par délibération n°17/2365/EFAG en date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

La mise en œuvre du Droit de Prémption Urbain (DPU) est une compétence de la Métropole . A ce titre, elles doit assurer l'instruction des déclarations d'intention d'aliéner (DIA)

Sur le territoire de la commune de Marseille , le volume de DIA, près de 8000 en 2017, et la multiplicité des délégataires du droit de prémption, au regard de nombreuses opérations d'aménagement , d'habitat, de périmètres pré-opérationnels et opérationnels, ont conduit à mettre en place une organisation adaptée. Ainsi la Ville de Marseille a assuré depuis la mise en place de la Communauté urbaine en 2001, l'identification des titulaires et délégataires du droit de prémption urbain et leur information, parallèlement à la saisie des DIA dans un outil dédié. Cette organisation a été adoptée afin de garantir à chaque délégataire du droit de prémption les meilleurs délais d'instruction.

Aussi, afin de maintenir le niveau d'efficience de l'exercice du droit de prémption sur la commune de Marseille et de veiller à la continuité du service public, il y a lieu de permettre à des agents de la Ville de Marseille, de continuer à exercer pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence les missions susmentionnées.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver

la conclusion d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour la réalisation, par cette dernière, de prestations en matière de gestion des droits de prémption relevant de la compétence métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération URB 020-28/06/18 BM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de services ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour exercer les missions de gestion des droits de prémption relevant de la compétence métropolitaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-3983/18/BM

■ Approbation de l'avenant n 1 à la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville à Marseille

MET 18/7308/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences l'habitat et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur (EPF PACA) l'accompagne, notamment sur les secteurs en renouvellement urbain, tel que sur le périmètre de l'opération Grand Centre-Ville de Marseille, qui fait l'objet d'une convention d'aménagement avec la SOLEAM.

L'opération Grand Centre-Ville doit permettre sur la période 2011-2021 le renouvellement urbain selon une programmation glissante, avec pour objectif de produire 1 500 logements, réaliser 20 000 m² de locaux d'activité ou à vocation d'équipement, inciter la réhabilitation par les propriétaires privés de 2 000 logements, le ravalement de façade et l'amélioration des devantures commerciales de 800 immeubles, la requalification de 15 000 m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet.

La convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille », signée le 2 mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA a pour objectif d'intervenir sur des pôles de projet ou îlots prioritaires identifiés par la Ville et la Métropole sur le périmètre d'opération du Grand Centre-Ville. Elle doit préparer les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements.

Dans ce contexte, des îlots prioritaires ont été identifiés et sur lesquels une action foncière est engagée par l'EPF PACA. En dehors de ces îlots, l'action de l'EPF PACA s'inscrit en anticipation dans un rôle de surveillance et de saisine d'opportunités, ceci en complémentarité de la mission confiée par la Métropole à la SOLEAM.

Il y a lieu aujourd'hui de faire évoluer ce dispositif.

En effet, d'une part, la Ville de Marseille et la Métropole se sont engagées dans une démarche expérimentale de « viager social à vocation intergénérationnelle » conduite par la Caisse des Dépôts et Consignations au travers d'une démarche LAB.

Les objectifs stratégiques du « viager social à vocation intergénérationnelle » sont de créer, organiser et animer sur un territoire, un dispositif partenarial qui permette le renouvellement intergénérationnel, dans la durée, sous une contrainte forte de mixité sociale et avec une prise en compte de la précarisation des seniors et des jeunes ménages actifs.

Concrètement, il s'agit de mettre en place un projet pilote à Marseille Centre-Ville et plus particulièrement à titre expérimental sur les 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements permettant :

1/ de maintenir à leur domicile des personnes âgées propriétaires dans de bonnes conditions, (principe de viager social associant des services à la personne).

2/ lorsque le logement est libre, de l'affecter de façon à favoriser l'installation de ménages solvables mais pas classiquement financiers (vente ou location).

Afin d'accompagner cette démarche et tester le modèle économique dans le respect des objectifs précités, la Ville de Marseille et la Métropole sollicitent l'intervention de l'EPF PACA pour l'achat de biens en viager », et le portage foncier nécessaire le temps de la constitution des structures juridiques et financières adaptées au développement du projet dans sa globalité.

Un test portant sur une estimation de 10 biens et un montant de 3M€ maximum est dévolu à l'achat en viager, sur l'engagement conventionnel initial autorisé de 30 M€.

D'autre part, suite à la délibération n° 2017-54 du Conseil d'Administration de l'EPF PACA du 30 novembre 2017, les modalités de calcul des prix de revient des opérations ont été modifiées.

Pour les opérations avec équilibre contraint notamment, au cas par cas, les recettes locatives pourront venir en déduction des prix et être intégrées à la stratégie de développement du projet.

Enfin, les modalités de gestion des biens acquis par l'EPF PACA sont précisées et clarifiées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre grand centre-ville ;
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que l'expérimentation d'un « viager social à vocation intergénérationnelle » doit favoriser le renouvellement intergénérationnel, avec une prise en compte de la précarisation des seniors et des jeunes ménages actifs.

- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention Grand Centre-ville ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-3984/18/BM

■ Approbation de la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Mimet - Sites Les Chênes, Notre Dame des Anges et Balotesti
MET 18/7272/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

La Commune de Mimet, carencée en logements locatifs sociaux, a initié avec l'État en 2016, une réflexion sur les sites potentiels d'accueil de logements. Dans ce cadre, le secteur des Chênes a été identifié et a fait l'objet d'une étude de faisabilité. Il s'agit d'un secteur d'une superficie de 2 hectares, situé à l'ouest du centre ancien, en continuité immédiate d'espaces pavillonnaires bâtis. Cet espace, classé en zone 1AU au plan local d'urbanisme, a vocation à accueillir une opération d'habitat mixte comprenant 73 logements dont 25 logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, à cette même occasion, deux sites d'une contenance moindre, Notre Dame des Anges et Balotesti, ont été identifiés afin de compléter l'offre en logements locatifs sociaux sur le territoire communal.

En décembre 2016, la Commune de Mimet a signé avec l'État un contrat de mixité sociale portant sur les trois sites susvisés.

Par la suite, afin d'accompagner la Commune dans la réalisation de ces projets, l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu de s'associer dans le cadre d'une convention d'intervention foncière afin de confier à l'opérateur foncier une mission d'impulsion et de réalisation foncières sur lesdits secteurs.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Commune assure le pilotage des opérations d'aménagement, l'EPF PACA et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tenements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 3 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière des sites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que l'EPF PACA conduise une mission foncière sur les secteurs dits Les Chênes, Notre Dame des Anges et Balotesti.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Mimet.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-3985/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 avec la Ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles
MET 18/7680/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme », en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en

accord avec la commune de Vitrolles, l'opération d'aménagement du Projet Urbain du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion a été déclarée d'intérêt métropolitain.

L'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion, située sur la parcelle cadastrée BE n°284 à Vitrolles prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, des commerces et des activités économiques.

Pour accompagner le programme de construction, un programme des équipements publics a été défini.

Il prévoit :

- la réalisation de la voirie primaire et de ses réseaux,
- la réalisation d'un carrefour d'accès sur la route départementale,
- l'aménagement d'une promenade belvédère,
- l'aménagement du chemin des oiseaux,
- un groupe scolaire et le financement de berceaux.

La Commune de Vitrolles a confié la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à la SPLA du Pays d'Aix par convention notifiée le 30 décembre 2015. Le démarrage des travaux est prévu en octobre 2018.

Les modalités du transfert de cette opération font l'objet de délibérations concordantes de la Commune et de la Métropole et fixe la date de transfert effective de la Maîtrise d'ouvrage de cette opération à la Métropole.

Cependant, la Commune est jusqu'au 31 décembre 2019 compétente en matière de voirie, et se verra remettre les ouvrages liés à la voirie réalisés dans le cadre cette convention

Il convient donc dans ce contexte de signer un avenant n°2 tripartite à la convention afin d'acter le transfert de Maîtrise d'ouvrage de cette opération à la Métropole et de conforter le rôle la Ville de Vitrolles dans la convention en tant que futur gestionnaire des ouvrages voiries.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 21 juin 2018 ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le transfert de l'opération d'aménagement Projet urbain partenarial du secteur des Bords de l'Etang/ Quartier du Lion » à Vitrolles induit un transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération
- Que la ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoire ont signé une convention pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Quartier du Lion/ secteurs des Bords de l'Etang » à Vitrolles
- Qu'au vu de ses compétences de la ville de Vitrolles est amenée à co-piloter la mise en œuvre de la-dite convention

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Quartier du Lion/ secteurs des Bords de l'Etang » à Vitrolles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-3986/18/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la Commune de Meyreuil et EDELIS - Eco Quartier Ballon
MET 18/7354/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, pour permettre le développement de son urbanisation, conformément aux possibilités offertes par la modification n°8 du PLU approuvée également le 3 juillet 2017 et à la modification simplifiée en cours d'approbation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-

Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est seule habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération, du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de la Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements de maîtrise d'ouvrage Métropole (objet du présent contrat) ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Dans le cadre de ce PUP, la société EDELIS souhaite construire sur l'îlot 5 un programme de 40 logements, dont 32 collectifs en accession et 8 villas individuelles également en accession à la propriété, pour une surface de plancher totale de 2 736 m².

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement. Cette participation s'élève à 495 947 € et sera versée directement à la Commune de Meyreuil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°URB 012-3646/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention de TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et la société EDELIS pour la mise en œuvre du programme sur l'îlot 5 de l'Ecoquartier Ballon.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-3987/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec Orange concessionnaire Télécom dans le cadre du Projet Urbain Partenarial Val de Ricard
MET 18/7357/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La zone AU de Val de Ricard, située à l'entrée ouest de la Commune d'Ensuès la Redonne, fait l'objet d'une orientation d'aménagement générale inscrite au PADD ayant pour objectif de développer le secteur ouest de la commune permettant la création d'un secteur d'habitat complété par des équipements publics.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

En cohérence avec ces objectifs, European Homes envisage la réalisation d'une opération de construction de 108 logements dont 44 logements sociaux.

Dans ce contexte, une convention de PUP a été approuvée par le Conseil de la Métropole le 30 juin 2016.

Le projet est aujourd'hui en phase opérationnelle et il convient d'approuver une convention avec Orange pour le déplacement des réseaux télécom en fonction du projet de voirie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ; ;
- La délibération 017 632/16/CM approuvant la convention de Projet Urbain Partenarial avec l'opérateur European Homes ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de déplacement du réseau Télécom avec Orange pour la mise en œuvre du projet ;
- Qu'il convient d'accompagner le développement du quartier de Val de Ricard par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de déplacement de réseau conclue avec Orange pour la mise en œuvre du projet du PUP de Val de Ricard sur la commune d'Ensues la Redonne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-3988/18/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Immo Catalan - secteur Laure Charité commune de Châteauneuf les Martigues

MET 18/7324/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur d'aménagement Charité Frascati Bastide Neuve fait l'objet d'une orientation d'aménagement au Plan Local d'Urbanisme de Châteauneuf les Martigues, ainsi, les objectifs poursuivis à ce titre, concourent notamment à accroître l'offre de logement, diversifier les formes d'habitat et à renforcer la mixité sociale sur la commune.

Ainsi, afin d'accompagner le développement de ce secteur, la commune de Châteauneuf les Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont signé en 2013 deux convention de projet Urbain Partenarial sur ce secteur avec deux opérateurs différents permettant d'accompagner l'aménagement de ce quartier par la réalisation d'une première phase de voies et réseaux primaire.

Une seconde phase va pouvoir être mise en œuvre pour prolonger les voies et réseaux de ce quartier dans le cadre de la présente convention de projet urbain partenarial.

La SCCV Immo Catalan envisage la réalisation d'un programme immobilier à vocation d'habitat comportant 48 logements dont 15 logements sociaux pour une surface de plancher de 3 850 m².

Afin d'accompagner l'urbanisation du secteur, la commune de Châteauneuf les Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Métropole, la SCCV IMMO Catalan se sont rapprochés aux fins de conclusions d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

L'article L 331-113 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il convient de préciser que bien que de compétence métropolitaine, le Projet Urbain Partenarial permet le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autre collectivités.

Le programme des équipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Laure élargie » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la mise en œuvre de voiries nouvelles inscrites au Plan Local d'Urbanisme, ainsi que les réseaux sec et humides y afférents. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Immo Catalan.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur de « Laure-

Charité » par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de Projet Urbain Partenarial conclue avec la SCCV Immo Catalan pour le secteur dit de « Laure élargie » sur la commune de Châteauneuf les Martigues.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 140 – Opération 2013 120000.

Les recettes seront constatées au budget 2018 et suivants de la Métropole, opération 2013 120000 – Nature 1348 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-3989/18/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc - Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 18/7353/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC Bertoire 2 à Lambesc a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en janvier 2011 par la Communauté du Pays d'Aix en vue de sa réalisation et de sa commercialisation. La première tranche de l'opération est aujourd'hui achevée et en cours de commercialisation. Les études préalables à la réalisation de la seconde tranche vont démarrer.

La concession initiale était prévue sur une période de 8 années. Toutefois, au regard de la durée des travaux d'aménagement et de l'étalement de la commercialisation des lots, un avenant de

prolongation a été signé en 2017 pour une durée de deux ans portant la concession à dix années. Toutefois, cet avenant ne prenait pas en compte la rémunération supplémentaire due à la SPLA.

Aujourd'hui, compte tenu du rythme de commercialisation, il est nécessaire de proroger à nouveau de trois ans supplémentaires la durée de la convention soit jusqu'en 2024. Il convient ainsi d'ajuster en conséquence la part fixe de la rémunération de la SPLA sur la totalité des années complémentaires (2019 – 2024) et de maintenir la participation annuelle de la Métropole sur cette période.

Ainsi, l'objet du présent avenant est de modifier :

- le dernier alinéa de l'article 7.1 du traité de concession fixant la durée de la concession afin de la proroger de 3 ans.
- L'article 28,3 du traité de concession fixant la participation numéraire du concédant au coût de l'opération qui passe ainsi de 39 750€ par an à 34 500€ par an jusqu'en 2024, ce qui représente une augmentation de 207 000€. La participation du concédant est ainsi fixée à 525 000€ pour toute la durée de la concession.
- L'article 33,1 du traité de concession fixant la rémunération du concessionnaire qui passe de 305 060€ à 495 060€ pour toute la durée de la concession.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoir à Lambesc;

- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoir 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les missions restant à réaliser sur l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 au traité de concession de la ZAC Bertoir 2.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-3990/18/BM

**■ Principe de cession des parcelles de terrain situées sur le Parc des Etangs et la Zac des Etangs à St Mitre les Remparts
MET 18/7712/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts souhaite favoriser l'implantation sur son territoire d'un collège de l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie.

La commune a identifié un tènement foncier dont les caractéristiques permettent d'accueillir le collège.

Ce tènement se compose des lots 1 à 4 du Parc des Etangs pour une surface de 6 743 m² actuellement propriété de la SEMIVIM concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du lot 42 de la ZAC des Etangs, pour une surface de 2 610 m² propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La commune a donc sollicité la Métropole pour que ces lots puissent être vendus à l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie en vue de la réalisation dudit projet.

Le lot 42 est situé sur la ZAC des Etangs qui a été réalisée dans le cadre d'une concession d'aménagements confiée au SIVOM. Ladite concession a été clôturée en 2013 et finalisée en régie par l'ex communauté d'agglomération du Pays de Martigues. Depuis, le 1er janvier 2016, la Métropole est propriétaire du foncier restant à commercialiser.

Les lots 1 à 4 sont situés sur le Parc des Etangs dont l'aménagement est confié à la SEMIVIM dans le cadre d'une concession d'aménagement conclue le 22 avril 2013; la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant substitué en tant que concédant à ce contrat depuis le 1er janvier 2016.

Le terme du traité de concession est fixé au 30 juin 2018 et ne prévoit pas de participation financière du concédant. La réception des travaux prévus au programme du permis d'aménager a eu lieu en 2016 et a donné lieu à l'obtention de la conformité.

Conformément à l'article 20 du traité de concession à l'expiration contractuelle de la concession d'aménagement, l'Aménageur demandera à la Collectivité de constater cette expiration et de lui donner quitus de sa mission.

A cet effet, le bilan de clôture est arrêté par l'Aménageur et approuvé par la Collectivité concédante.

Conformément à l'article 22.2 du traité de concession, à l'expiration de la concession d'aménagement au terme prévu, la Collectivité devient propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. La Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIVIM signeront dans les meilleurs délais un acte constatant ce transfert de propriété.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant au coût de revient.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à la sollicitation de la commune Saint-Mitre-Les-Remparts et souhaite mettre en œuvre la procédure de cession des lots pour permettre l'implantation du collège de l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie.

Il est ici rappelé que les cessions immobilières ainsi que la signature des agréments sont des compétences de la Métropole.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable au principe de cession du lot 42 dans la ZAC des Etangs et des lots 1 à 4 du Parc des Etangs à l'Association établissement catholique d'enseignement Saint Louis – Sainte Marie, et autorise ladite association à engager toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation dudit projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- La clôture de la concession confiée par la Métropole à la SEMIVIM pour l'aménagement et la commercialisation du Parc des étangs à Saint-Mitre-les-remparts au 30/06/2018, et que conformément à l'article 22.2 du traité de concession, la Collectivité devient, dès l'expiration de la concession d'aménagement, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du lot 42 de la ZAC des Etangs à Saint-Mitre-les-remparts,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du transfert de propriété du patrimoine immobilier provenant de la SEMIVIM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément au traité de la concession d'aménagement « le parc des étangs » sur la commune de saint-mitre-les remparts. Concession qui arrive à son terme au 30 juin 2018.

Article 2 :

Est approuvé le principe de cession du lot 42 de la ZAC des Etangs et des lots 1 à 4 du parc des étangs à l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis –Sainte Marie. La Métropole autorise le futur acquéreur à engager toutes les démarches administratives nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer, la promesse de vente, l'acte authentique et tous documents en découlant

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-3989/18/BM

**■ Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de La Ciotat dans le cadre d'une requalification de la promenade du Port-Vieux
MET 18/7322/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétences métropolitaines sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Le renouvellement urbain, de compétence métropolitaine, justifie aussi le souhait de cette entité d'engager les travaux nécessaires à la création d'une promenade urbaine portuaire sur la commune de La Ciotat, véritable prolongation du port industriel, reliant le centre ancien de la ville objet de nombreuses interventions publiques multipartenariales.

Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD 13), propriétaire du Domaine Public Maritime, a donné en délégation de Service Public à la SEMIDEP l'ensemble de la gestion des ports (plaisance et industriel).

L'approbation de la création de l'opération d'aménagement a été délibérée le 30 juin 2016 par le Conseil Métropolitain pour un montant de 7 750 00 euros TTC.

Dans le cadre de cette requalification, le CD 13 a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP qui permet de coordonner l'ensemble des travaux de la signature de la-dite convention jusqu'à la réception des travaux.

L'approbation de cette convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage a été délibérée le 17 octobre 2016. La convention a été signée le 23 novembre 2016.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, il convient d'approuver une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville

de La Ciotat et la Métropole afin de réaliser les travaux de compétences communales.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016 approuvant l'affectation de programme pour la requalification de la promenade du port-Vieux de la Ciotat
- La délibération URB 007-959/16/BM du Conseil Métropolitain du 17 Octobre 2016 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tripartite entre la Métropole- le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la SEMDIEP ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets

structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur le territoire communal,

- Que pour la réalisation de projet, il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Opération : 2016102300 - Sous-Politique : C140 - Fonction : 515 – Chapitre 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-3992/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat MET 18/7323/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'objectif du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat est de maintenir et d'affirmer la relation visuelle entre les quais et le port, la vieille ville et son visuel exceptionnel constitué des chantiers navals, en avant plan, et les falaises du Bec

de l'Aigle, en arrière-plan, situés dans le périmètre du Parc National des Calanques

Le projet a pour objectif de libérer au maximum les espaces et de réorganiser les usages qui se concentrent entre le bâti et le plan d'eau. Une voie en sens unique est proposée pour libérer plus d'espace pour les piétons et dégager la vue vers le port.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au mois de septembre 2018 pour une durée d'environ 11 mois. Cette durée pourra être rallongée si les travaux sont interrompus pendant la période estivale.

La création de l'opération n°2016102300 « Requalification de la promenade du port-Vieux de

La Ciotat » et l'affectation de l'autorisation de programme AP n°6 d'un montant de 7 750 000 € TTC a été délibérée le 30 juin 2016. L'avancement actuel du dossier est susceptible d'augmenter l'autorisation de programme initiale. Celle-ci devra être revalorisée et fera l'objet d'une délibération complémentaire le cas échéant.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 697 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur	30 %	1 109 100 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	2 587 900 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB019-3293/17/CM du 14 Décembre 2017 portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 030-645 du 30 juin 2016 portant

création de l'opération « requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat

Délibère

Article 1:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2016102300 – Nature : 23152 - Fonction : 515 – Sous politique : C140.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence section d'investissement – Nature 1382 – Fonction 515 – Sous politique : C140 – Opération n° 2016102300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-3993/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitain dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial " MET 18/7341/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération URB 001-1405/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'élaboration du SCOT métropolitain ainsi que les modalités de la concertation. Conformément aux articles L.141-1 à L141-28 du Code de l'Urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est le document cadre qui fixe les objectifs en matière d'aménagement du territoire métropolitain jusqu'en 2040. Il vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement à l'échelle métropolitaine : urbanisme, habitat, économie, déplacements, équipements... Pour cela, il fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration de ceux déjà urbanisés et déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains ou à urbaniser et les espaces agricoles, naturels ou forestiers.

Les études, travaux et concertations à mener dans le cadre de l'élaboration du SCOT s'appuieront plus particulièrement sur les objectifs suivants : affirmer le positionnement du territoire métropolitain et garantir son rayonnement, structurer le développement et limiter la consommation d'espace, privilégier la qualité et le cadre de vie et préserver les spécificités et identités des territoires.

La concertation a démarré dès la prescription de l'élaboration et se poursuivra jusqu'en 2022, date de l'adoption du SCOT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	10%	300 000 euros
Etat au titre de la Dotation Globale de Décentralisation	3,62%	108 700 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	86,38%	2 591 300euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB004-1408/16/CM du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme relative à l'opération 2017100600 (ancien numéro:DUFH -17/01)
- La délibération du 15 décembre 2016 « Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitain-Préscription-Définition des objectifs et des modalités de la concertation. »
- La délibération du 14 décembre 2017 n°URB 019-3293/17/CM portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) métropolitain

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Opération : 2017100600- Nature 202 - Fonction : 518 – Sous politique : C120.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence section d'investissement - Nature 1382 – Fonction 518 – Sous politique C120 –Opération n° 2017100600

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-3994/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Réaménagement et valorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres"
MET 18/7517/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article L.5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

Au 1^{er} janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonnais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

La commune d'Istres a décidé l'engagement d'une opération visant à la revalorisation du port des Heures Claires et de ses abords.

Par délibération du 15 février 2018 a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'opération de réaménagement et de valorisation du port des Heures Claires et de ses abords, sur la commune d'Istres. Il s'agit d'étendre le port et de requalifier les espaces situés à l'intérieur et aux abords du port avec la mise

aux normes de l'aire technique de carénage, la création d'un embarcadère pour la navette maritime l'étang, la requalification des VRD, et de construire un ensemble de bâtiments afin d'accueillir la capitainerie, la base nautique ainsi que des commerces liés aux activités nautiques et de plaisance.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 12 750 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	34,50 %	4 400 000 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	5,10 %	650 000 euros
Agence de l'Eau	0,63 %	80 000 euros
ADEME	0,86 %	110 000 euros
FEAMP	0,24 %	30 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	58,67 %	7 480 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 créant l'opération n°2018106000.
- L'information au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement et revalorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : 2018106000 - Chapitre 23 - Fonction : 515 – Sous politique : C140.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13– Fonction 515 – Sous politique C140 – Opération n° 2018106000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-3995/18/BM

■ Transfert de volumes de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et abords

MET 18/7620/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

Sur le tènement foncier sis à Marseille, 8ème arrondissement, parcelles cadastrées section 843 D n° 26,43,45,51,52,54,57,59 à 62 et 64 coexistent à présent diverses constructions telles que le stade Orange Vélodrome, le stade Delort, la station d'épuration, une partie de la ligne 2 du métro ainsi qu'un programme immobilier de 100 000 m2, réparti en trois îlots, composé notamment d'un centre commercial, de logements, d'un hôtel et d'un pôle santé.

A l'origine du projet, compte tenu de la complexité de l'opération due à l'imbrication et la superposition des propriétés, de statut et de nature juridiques différents, il a été décidé d'établir un État Descriptif de Division en Volumes permettant ainsi de donner la plus grande

indépendance juridique possible aux propriétaires des constructions en créant un certain nombre de volumes ne comprenant aucune quote-part indivise de parties communes mais seulement liés entre eux par des relations de servitudes.

Le modificatif final de cet État Descriptif de Division en Volumes ayant été signé par les parties, il convient à présent d'opérer les transferts de propriété des volumes correspondants aux compétences dévolues à la Métropole Aix-Marseille Provence en matière de transports et déplacements, de gestion de la voirie et d'assainissement et eaux pluviales.

Il convient donc de proposer le transfert des volumes dont la liste et le descriptif sommaire figurent ci-dessous :

- **Volume 2** : « Tube Métro » Ce volume comprend la totalité du gros œuvre du tube Métro, souterrain, émergeant et aérien, la pleine terre en dessous, dans ses parties souterraines et émergeantes, jusqu'au tréfonds général, une marge de 2m de part et d'autre du tube du Métro ; il comprend également les piles et leurs fondations ainsi qu'un édifice construit sous le Métro aérien accueillant divers locaux RTM.
- **Volume 4** : Ce volume comprend la partie Est de l'allée Ray Grassi, futur domaine public de voirie.
- **Volume 7** : Ce volume comprend la partie de l'émissaire du boulevard Michelet.
- **Volume 17** : Ce volume comprend une partie du trottoir de la rue Raymond Teisseire en limite d'assiette au Nord-Est de l'îlot Teisseire et autour des trois gaines et grilles de ventilation de son futur parc de stationnement.
- **Volumes 19 et 20** : Ce volume comprend une partie de l'emprise d'alignement non utilisée en façade du centre commercial et du stade Orange Vélodrome sur l'allée Ray Grassi.
- **Volume 29** : Ce volume comprend une partie du trottoir de l'allée Ray Grassi surplombant le niveau sous-sol du bâtiment 4 de l'îlot Teisseire.
- **Volume 36** : Ce volume comprend le tréfonds de la partie est du parking extérieur des hôtels situé entre le tube du métro et l'immeuble de bureaux et accueille un bassin de rétention des eaux pluviales.

- **Volume 39** : Emprise d'alignement du boulevard Michelet.
- **Volume 45** : Emprise d'alignement du boulevard Michelet.
- **Volume 66** : Ce volume comprend la voie située entre les volumes hôtels et pôle santé de l'îlot de l'Huveaune, desservant notamment le parking et les espaces extérieurs nord des hôtels, le parc de stationnement en infrastructure et les berges de l'Huveaune pour leur entretien.
- **Volume 70** : Ce volume comprend la totalité de la station d'épuration ancienne située sous le stade Delort et de son extension située sous l'esplanade Est du stade Vélodrome, la pleine terre en dessous jusqu'au tréfonds général, et diverses émergences, locaux et espaces extérieurs en surface.
- **Volume 71** : Ce volume comprend une voie intérieure desservant, depuis la rue Raymond Teisseire, la STEP, le stade Delort, le Stade Orange Vélodrome, le parking Huveaune Est, la maison du gardien du stade Delort.
- **Volume 73** : Ce volume comprend un parking extérieur situé à l'Est du stade Delort, partiellement surplombé par le Métro dans sa partie aérienne.
- **Volume 79** : « Allée Marcel Leclerc » Ce volume comprend la voie Ouest de desserte intérieure du site du Stade Vélodrome depuis le boulevard Michelet, desservant le Stade Vélodrome, le Stade Delort et les différents bâtiments de l'îlot Huveaune (Hôtels, immeubles de logements et bureaux et leurs parcs de stationnement).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu d'accepter le transfert des volumes ci-dessus énoncés dans le cadre des compétences dévolues à la Métropole Aix Marseille Provence,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des volumes 2, 4, 7, 17, 19, 20, 29, 36, 39, 45 66, 70, 71, 73 et 79 au profit de la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer le projet d'acte administratif ainsi que tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-3996/18/BM

■ Demande de participation financière auprès du
Commissariat Général à l'Egalité des Territoires
dans le cadre du fonctionnement de l'Atelier Santé
Ville

MET 18/7556/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-
Marseille-Provence sur proposition du
Commissaire Rapporteur soumet au
Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée
dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein
de ses territoires. Certains des investissements qui
traduisent les politiques publiques métropolitaines
peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de
partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou
privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le
cadre des dispositifs de subventionnement, leur
participation.

Descriptif de l'action concernée :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues au sein
de la Métropole Aix-Marseille-Provence assure
l'animation des politiques contractuelles d'intérêt
communautaire en matière de santé dont l'Atelier
Santé Ville (ASV), dans le cadre de conventions de
gestion passées entre les villes de Martigues, Port-de-
Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts et la Métropole Aix-
Marseille-Provence, suite à la restitution de la
compétence santé.

L'ASV met en œuvre, au profit des quartiers
prioritaires des villes de Martigues et Port-de-Bouc, le
Plan Local de Santé Publique (PLSP) constituant le
volet prévention du PLSP du Territoire du Pays de
Martigues et annexé au Contrat de Ville
intercommunal.

L'ASV associe à cette mise en œuvre les habitants,
les associations et réseaux de santé locaux, les
professionnels de santé dont le Centre Hospitalier de
Martigues ainsi que les partenaires institutionnels et
financiers dont le Commissariat Général à l'Egalité
des Territoires (CGET) et l'Agence Régionale de
Santé.

La présente délibération vise à approuver la demande
de subvention auprès du Commissariat Général à
l'Egalité des Territoires et à signer tous les documents
y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à
93 121,00 euros TTC. Le plan de financement
prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANT SOLLICITES
Commissariat Général à l'Egalité des Chances	32,21 %	30 000 euros
Métropole Aix-Marseille Provence	58,69 %	54 656 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-
après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités
territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi de programmation pour la ville et la
cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
portant création de la Métropole Aix-
Marseille-Provence ;

- La délibération n°2015-114 du 24 septembre
2015 de la Communauté d'Agglomération du
Pays de Martigues approuvant le Contrat de
Ville 2015-2020 ;
- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues
signé le 25 septembre 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du
Conseil de la Métropole du 17 mars 2016
portant délégation du Conseil de la
Métropole au Bureau de la Métropole Aix-
Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 101-3120/17/CM du 14
décembre 2017 portant sur la restitution de la
compétence « santé » aux villes de
Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-
Remparts au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération FAG 198-3217/17/CM du 14
décembre 2017 portant sur l'approbation de
conventions de gestion relatives aux
compétences transférées aux communes de
Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-
Remparts ;

- La Commission Habitat, logement, politique de la ville, Patrimoine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir financièrement l'équipe opérationnelle de l'Atelier Santé Ville Martigues/Port-de-Bouc

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières auprès du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – S/Pol A330 - Nature 74788 - Fonction 410

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-3997/18/BM

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA GRAND DELTA HABITAT pour l'opération "Les jardins de Matilde" à Lançon-Provence
MET 18/7576/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de

logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 30 novembre 2017, la SA Grand Delta Habitat a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'acquisition en VEFA de 8 logements T2 collectifs (2 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 6 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Lançon-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 8 logements soit 32 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 32 000 € pour l'acquisition en VEFA de 8 logements T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales

- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 30 novembre 2017 de la SA Grand Delta Habitat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 32 000 € à la SA Grand Delta Habitat, pour l'acquisition en VEFA de 8 logements locatifs sociaux T2 (-2 PLAI et 4 PLUS) « Les jardins de Matilde » à Lançon-Provence.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-3998/18/BM

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SCA FONCIER HABITAT ET HUMANISME pour l'opération "41 Résidence Grappelli" à Salon-de-Provence
MET 18/7577/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI.

Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 25 mai 2017, la SCA Foncier Habitat et Humanisme a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'acquisition d'un logement dans une copropriété (1 logement Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI) sur la commune de Salon-de-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T2) :
4 000 € X 1 logement soit 4 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 4 000 € pour l'acquisition d'un logement social de type 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI - PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 25 mai 2017 de la SCA Foncier Habitat et Humanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention forfaitaire de 4 000 € à la SCA Foncier Habitat et Humanisme, pour l'acquisition d'un logement social de type 2 (1 PLAI) au droit de la copropriété Résidence Grappelli sise 81 rue de l'Empéri, à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 001-3999/18/BM

■ Attribution d'une subvention au laboratoire CEREGE, université d'Aix-Marseille pour l'étude de ressource stratégique en eau souterraine sur le bassin de l'Huveaune - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectif
MET 18/7284/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de l'étude est d'améliorer les connaissances sur les eaux souterraines dans le bassin de l'Huveaune et d'affiner les méthodes d'étude de caractérisation des karsts, en croisant des approches de géosciences et de chimie de l'environnement.

Le projet démarrera en 2018 pour une période de quatre ans, incluant une thèse de doctorat et un contrat post-doctoral. Le travail est organisé en trois tâches :

- 1) Etablir la structuration karstique régionale à l'aide d'observations géologiques, géomorphologiques, hydrogéologiques, c'est-à-dire reconstituer l'évolution en 3D du relief de la Provence pour comprendre où ont pu se former les grandes vides karstiques (grottes et zones drainantes préférentielles).
- 2) Interpréter les essais de pompage sur les forages existants en tenant compte de la géométrie des aquifères karstiques, afin de déterminer où se trouvent les zones les plus productives en profondeur.
- 3) Etablir l'origine et la qualité des nappes investiguées par la caractérisation chimique de l'eau. L'application de ces approches aux grands aquifères régionaux de la Basse-Provence calcaire aidera à proposer une meilleure gestion de la ressource en eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance d'améliorer les connaissances sur les eaux souterraines dans le bassin de l'Huveaune
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir le CEREGE afin de remplir son rôle de recherche pour proposer une meilleure gestion de la ressource en eau
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT)

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 15 000 euros à Aix-Marseille Université pour le compte du CEREGE.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée pluriannuelle d'objectifs 2018-2019-2020 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 euros (Quinze mille euros).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Budget Principal Métropole - Budget Supplémentaire 2018 – chapitre 65 – nature 65748-Sous-Politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-4000/18/BM

**■ Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Le Tholonet, Trets et Venelles
MET 18/7271/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de la CPA, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant six ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles.

- Aix-en-Provence

- Parcelle(s) : PC 0041 ; Surface : 27 ares 08 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 4 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 362 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

- Parcelle(s) : AV 186 ; Surface : 1 hectare 92 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 26 860 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : BS 68 ; Surface : 10 ares 80 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 874 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Tholonet

- Parcelle(s) : B 382 ; Surface : 55 ares 28 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 19 200 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC

conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : BE 11 ; Surface : 32 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 130 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 23 410 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

- Parcelle(s) : BC 42 et BC 54 ; Surface : 1 hectare 83 ares 97 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 280 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 56 400 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 6 ventes de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 6 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles, du Tholonet, de Trets et de Venelles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des six préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement - ligne budgétaire du service agriculture 6312/611, à l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-4001/18/BM

■ Demande de subventions pour l'Appel à Projet 2018 du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER, des plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes - Trévaresse

MET 18/7277/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les politiques mises en place au sein de ses différents territoires depuis plusieurs années ont été poursuivies. Sur le Pays d'Aix, une politique de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ambitieuse a été engagée avec la mise en œuvre de travaux forestiers de protection et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Il importe, en conséquence, de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Chaque année, le Pays d'Aix établit, en s'appuyant sur la contribution des Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie, à réaliser dans les secteurs qu'elle gère, (soit 112.580,40 € TTC).

conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Dans le cadre de l'Appel à Projet DFCI 2018, du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER, les programmations comprennent des travaux de :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % par l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Les services affectés au Territoire du Pays d'Aix en assurent la maîtrise d'ouvrage, après validation de ce programme.

Six massifs forestiers sont concernés à ce jour par ce dispositif : le Montaignet (avec intégration en 2014 de Gardanne), le Régagnas - Monts Auréliens (avec intégration en 2014 de Gréasque), le Pas des Lanciers, l'Arbois (depuis 2016), la Chaîne des Côtes - Trévaresse et les Quatre Termes.

Un détail des travaux proposés à l'Appel à Projet est détaillé par massif comme suit :

Le montant total des interventions subventionnées proposées pour l'année 2018 est de **93.817,00 € HT**

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif du <u>Montaignet et les collines environnantes</u> (communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Meyreuil), pour un montant hors taxe de 17.036,00 €				
Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Meyreuil	Éclaircie Valbrillant Nord	11,5 ha	12.664,00	15.196,80
TOTAL « AP DFCI 2018 »			12.664,00	15.196,80

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif de la <u>Chaîne Des Côtes - Trévaresse</u> (communes d'Aix-en-Provence, Meyrargues, Saint-Cannat, Venelles, Rognes, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, La Roque d'Anthéron et Lambesc), pour un montant total HT de 63.828,00 €				
Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Rognes	Les Cauvins	9,5 ha	16.470,00	19.764,00
Le Puy-Ste-Réparate	Le Bec	11,8 ha	19.579,00	23.494,80
Rognes	Les Infernets	12,2 ha	27.779,00	33.334,80
TOTAL « AP DFCI 2018 »			63.828,00	76.593,60

Programme de travaux « AP DFCI 2018 » du Plan de Massif des <u>Quatre Termes</u> (communes de Coudoux, Ventrabren, Eguilles, Saint-Cannat (Sud) et Lambesc (Sud)), pour un montant total HT de 17.325,00€				
Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Lambesc	Interface Croignes Ponants	7 ha	17.325,00	20.790,00
<u>TOTAL « AP DFCI 2018 »</u>			17.325,00	20.790,00

Le montant total des travaux programmés est donc de :

Appel à projet 2018-	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
<u>Projets prioritaires 2018</u>	
Massif du Montaignet	12.664,00
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	63.828,00
Massif des Quatre Termes	17.325,00
Total HT	93.817,00 €
TVA (20 %)	18.763,40 €
<u>TOTAL TTC</u>	<u>112.580,40 €</u>

Le montant total des interventions faisant l'objet d'une demande de financement, dans le cadre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER - Appel à Projet 2018 est de 93.817,00 euros HT (soit 112.580,40 euros TTC).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES*	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Europe	20 %	18.763,40€
État	20 %	18.763,40€
Conseil Régional PACA	20 %	18.763,40€
Conseil Départemental 13	20 %	18.763,40€
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	18.763,40€
TOTAL HT		93.817,00€

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention pour la mise en œuvre du programme de travaux DFCI 2018/2019 dans le cadre des Plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes - Trévaresse.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et des services de l'État, la DDTM (Guichet Unique) étant chargée d'instruire les dossiers, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les lignes 1317/76 pour la DDTM ; 1312/76 pour la Région ; et 1313/76 pour le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-4002/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Mise en œuvre du programme de travaux de Plan de Massif de Sulauze pour la Protection des Forêts Contre les Incendies - Appel à projet 2018"
MET 18/7697/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de compléter le « Plan de massif de Sulauze pour la Protection des Forêts Contre les Incendies », rédigé en 2013 pour la période 2014-2023, une étude sur les interfaces entre les habitats et le massif forestier a été demandée par les membres du comité de gestion. Ce travail permettant de renforcer la prévention des incendies, en particulier sur les risques induits ou subis par les quartiers d'habitations limitrophes des secteurs boisés, sur les communes d'Istres et Miramas.

L'assistant à maîtrise d'ouvrage (société ALCINA) a présenté son travail lors du comité de gestion du 26 avril 2018, lequel a validé l'étude sur le fonds et sur les propositions de traitement de ces interfaces (éclaircies et opérations de débroussaillage ; études préparatoires à la création de nouvelles pistes DFCI). Ce programme de travaux sera donc intégré au Plan de massif initial.

Parmi ces propositions de travaux, certaines concernent les risques induits par les habitations sur le massif forestier (habitations au nord des secteurs boisés) et sont éligibles à des subventions. Les autres propositions relèvent plutôt des risques subis par les habitations en cas d'incendie sur le massif (habitations situées principalement au Sud des secteurs boisés) et devront donc être réalisées sur fonds propres.

Afin d'engager une première série de travaux sur ces interfaces, il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) pour l'année 2019, répondant aux objectifs de cette étude.

	Quantité	Montant (HT)
Interface des Magdeleines (Miramas) : éclaircie DFCI et débroussaillage alvéolaire	6,03 ha	21 764 €
Interface de Camp de Raou (Istres) : éclaircie DFCI	8,89 ha	32 039 €
TOTAL		53 803 €

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette programmation est estimé à 53 803 Euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	10 760 Euros
Conseil Régional PACA	20 %	10 760 Euros
Etat	20 %	10 760 Euros
Union Européenne	20 %	10 760 Euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	10 760 Euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programmation de travaux à but DFCI pour l'appel à projet 2018 sur le Plan de massif de Sulauze ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - chapitre 13, fonction 76, opération 247.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-4003/18/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association CREA - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/7310/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 19 825,60 € à l'association CREA.

Il s'agit d'exploiter un espace test agricole permettant à des porteurs de projet de tester leur activité agricole en situation réelle avant de s'installer. Le soutien va permettre de poursuivre l'équipement de l'espace test mis en place en 2015 à Pertuis. Les investissements recouvrent notamment les travaux d'irrigation, l'entretien de la serre et la réalisation d'un forage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 19 825,60 € à l'association CREA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CREA.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3D/6312-20421- Opération DI462-4 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-4004/18/BM

**■ Attribution d'une subvention au centre d'étude techniques agricoles d'Aubagne - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/7393/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, de l'emploi, de la qualité de vie et la protection contre les risques majeurs (incendie, érosion...)

Association loi 1901 fédérant plus d'une soixantaine d'agriculteurs dynamiques et engagés dans la démarche, le CETA est un des partenaires majeurs de la collectivité.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- le conseil et l'accompagnement technique auprès de chaque adhérent,
- l'animation et le suivi de la démarche qualité/produits de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne » et sa promotion,
- L'animation de l'Espace producteurs du marché d'Aubagne,
- L'animation du magasin de producteurs « Chez les Producteurs »,
- La réalisation et le développement de projets collectifs, dont celui en cours d'un « atelier de transformation des producteurs » (ventes produits hors saison, écoulement des surplus, lutte contre le gaspillage)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir le CETA du Pays d'Aubagne afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits de proximité;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT) et de la Charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 13.000 euros (treize mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2018 ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget supplémentaire de la Métropole Chapitre 65– Nature 65748– Sous Politique G710

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-4005/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association syndicale autorisée de modernisation des irrigations agricoles - Approbation d'une convention d'objectifs
MET 18/7495/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'A.S.A.M.I.A. est une association dont l'objet est l'irrigation sous-pression de la plaine de Beaudinard à Aubagne. L'Association comporte 586 bornes d'irrigation, 574 adhérents pour un périmètre de 364 ha. Le réseau de l'A.S.A.M.I.A. compte 50 km de canalisations enterrées, pour une grande partie posée en deux tranches de travaux, en 1994 et 2001.

L'alimentation en eau brute de l'A.S.A.M.I.A. dépend uniquement du Canal de Marseille, et plus précisément de la dérivation de Gémenos. L'eau brute, une fois prélevé sur le Canal de Marseille, est décantée dans un bassin de 7500 m3. Puis la station de pompage des Craux, créée quant à elle en 1993, permet l'alimentation en eau brute des arrosants grâce à quatre pompes, un ballon hydrophore, des armoires électriques et des équipements de comptage.

L'A.S.A.M.I.A. s'inscrit pleinement dans le cadre du maintien d'une activité agricole périurbaine de qualité et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique publique portée par la Métropole. À cette fin, l'Association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance de sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir l'ASAMIA afin de pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des producteurs diversifiées, de qualité et de proximité ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 euros (quarante mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2018 ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget supplémentaire de la Métropole Chapitre 65 – Nature 657382 – Sous Politique G710

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-4006/18/BM

■ Demande de subvention auprès de l'ADEME pour un poste de conseiller info énergie et ses accessoires dans le cadre de la mise en place d'une offre de service sur la rénovation énergétique de l'habitat sur l'ouest de l'étang de Berre

MET 18/7298/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la rénovation énergétique de l'habitat en subventionnant deux structures qui répondent à la fonction de Plateforme conformément à l'article L. 232-2 du Code de l'Energie :

- l'Agence Locale Energie et Climat de Marseille (ALEC), association loi 1901, qui se concentre plus particulièrement sur la rénovation des copropriétés du Territoire de Marseille-Provence ;
- la Maison de l'Énergie, de l'Habitat et du Climat du Pays d'Aix (MEHC), mission spécifique du Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix qui porte par ailleurs des missions de développement durable vers le grand public au travers de la pédagogie.

Cependant, malgré leurs moyens humains et techniques, ces deux structures couvrent difficilement l'ensemble du territoire sur lequel elles sont installées. De fait, elles ne sont pas en capacité de répondre aux besoins de l'ensemble du public de la Métropole, ce qui pose un problème manifeste de manque d'équité entre les populations.

La zone des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays de Martigues est couverte théoriquement par les services de la Plateforme. Toutefois, cela demeure insuffisant, le sujet étant quelquefois complexe, le rendez-vous en direct est irremplaçable et la plupart des particuliers ne sont pas enclins à effectuer de nombreux kilomètres pour avoir accès aux conseils.

Dès lors, il devient nécessaire de couvrir également l'ouest de l'étang de Berre par le recrutement d'un conseiller info énergie dédié à cette démarche. A cet effet, la Commission Emploi de la Métropole Aix-Marseille-Provence du mardi 13 mars 2018 a émis un avis favorable pour la création de ce poste.

Ce recrutement peut faire l'objet d'un cofinancement par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Il convient en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis, leur subvention.

Le conseiller info énergie sera intégré dans la Direction Développement Durable du Territoire Istres-Ouest Provence, et pourra s'appuyer sur les différents partenaires à savoir la Maison de l'Emploi Ouest Provence, l'ALEC et la MEHC.

Les tâches du Conseiller Info Energie sont :

- l'accueil du public, des petites entreprises et des artisans dans le cadre de permanences ou traitement des demandes par téléphone ou courrier : centre de documentation et conseil gratuit et neutre personnalisé pour la rénovation de logements ou de locaux ;
- la mobilisation et sensibilisation des propriétaires, et des partenaires de la rénovation : banques, notaires, magasins de bricolage, agences immobilières, etc. ;
- l'organisation de permanences dans les communes : conseil personnalisé au plus près de la population par la mise à disposition d'un local par les mairies intéressées sur l'ouest de l'étang de Berre ;
- l'organisation de réunions / manifestations / conférences : interventions collectives (copropriétés, entreprises, collectivités, etc.) pour sensibiliser sur un thème et interventions dans les quartiers pour interpeller les administrés : approche ciblée ;

- la participation à des manifestations : tenue de stands sur le thème de l'énergie, de la sobriété énergétique, des énergies renouvelables, etc. dans les salons ou foires.

Le public visé est essentiellement le particulier en habitat individuel et collectif, et également les très petites entreprises (artisans, commerçants, etc.), ainsi que les collectivités (agents et élus).

A partir du recrutement, le calendrier de la mission sur 3 ans se découpe de la façon suivante :

Fin 2018 – Fin 2019 : stratégie de mobilisation des particuliers, des entreprises, des banques, des notaires, des agences immobilières, des magasins de bricolage, etc. et mise en œuvre du plan de communication par diverses actions (ex : construction de l'offre de service envers les professionnels du BTP). Selon le profil de recrutement, une formation sera également nécessaire.

Fin 2018 – Fin 2020 : Conseil aux particuliers tout en continuant le plan de communication envers les autres partenaires. Suivi et évaluation du plan de communication et actions correctrices si nécessaires. Participation à des actions ponctuelles de sensibilisation.

Fin 2020 – Fin 2021 : Conseil aux particuliers tout en continuant le plan de communication envers les autres partenaires. Suivi et évaluation du plan de communication et actions correctrices si nécessaires.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 245 000 euros HT sur 3 ans.

L'aide de l'ADEME peut couvrir un poste d'un chargé de mission sur 3 ans, à hauteur de 24 000 € par an. L'aide peut également couvrir des dépenses d'équipement liées à la création du poste de chargé de mission à hauteur de 15 000 €, et des dépenses externes de communication et de formation à hauteur de 20 000 € par an, soit au total 147 000 € sur 3 ans.

La Métropole souhaite pouvoir répondre au besoin sur l'ensemble de son territoire, elle sollicite l'ADEME sur ces trois volets, de la façon suivante :

Actions sollicitées	Taux sollicités	Montants sollicités
Participation au financement du poste	43 %	72 000 euros
Équipements liés au poste	100 %	15 000 euros
Formation et communication	100 %	60 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'ADEME susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est engagée dans la rénovation énergétique de l'habitat sur l'ensemble de son territoire.
- Que sur les Territoires Istres-Ouest-Provence et Pays de Martigues, la Métropole souhaite recruter un conseiller info énergie dédié à cette démarche.
- Que la Commission Emploi du mardi 13 mars 2018 a émis un avis favorable pour la création d'un poste de Conseiller Info Énergie dédié à ces territoires.
- Que l'ADEME peut subventionner le financement, les équipements ainsi que les actions de formation et de communication du conseiller info énergie qui sera recruté.

- Qu'il convient de demander auprès l'ADEME les différentes subventions liées au recrutement du conseiller info énergie.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'ADEME, pour sa contribution à l'élargissement de l'offre de service sur la rénovation énergétique de l'habitat auprès des administrés situés à l'ouest de l'étang de Berre, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Chapitre 74, nature 74758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-4007/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association AIR PACA, pour l'accompagnement des politiques environnement et mobilité de la Métropole - Approbation d'une convention MET 18/6870/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Nées dans les années 1970, les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) se sont fondées sur une gouvernance collégiale favorisant la concertation entre les experts et les acteurs locaux pour conduire un suivi et des études sur la qualité de l'air respiré par les citoyens et accompagner les solutions de remédiation.

Avec la loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie du 30 décembre 1996 (dite Loi LAURE), le Code de l'Environnement leur confie la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air pour le compte de l'État qui les agréé.

Depuis 2012, ces observatoires de la qualité de l'air exercent leurs missions sur un périmètre régional. Cette mise en cohérence a été confirmée avec la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe).

Le réseau national se compose ainsi de 18 AASQA (1 par région administrative de la métropole et d'outre-mer) ainsi qu'une association équivalente en Nouvelle-Calédonie. Elles emploient aujourd'hui plus de 550 salariés.

Elles ont pour principales missions de :

- Surveiller et prévoir la qualité de l'air et de l'atmosphère par des mesures, des modélisations (cartographies et scénarisations) et des inventaires (cadastres d'émissions air et énergie). Leur champ d'intervention couvre un large panel de polluants réglementés (particules, oxydes d'azote et de soufre, ozone...) étendu aux gaz à effet de serre, à l'air intérieur, aux pesticides dans l'air, aux pollens, aux odeurs, etc
- Informer et sensibiliser la population et les acteurs locaux au quotidien et en cas d'épisodes de pollution
- Accompagner les décideurs par l'évaluation des actions de lutte contre la pollution de l'air et de réduction de l'exposition de la population à la pollution de l'air
- Améliorer les connaissances et participer aux expérimentations innovantes sur les territoires.

Descriptif de l'opération concernée :

Contribution à l'élaboration du volet environnemental du Plan Climat Air Énergie et du Plan de Déplacement Urbain de la Métropole

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM) et du Plan de Déplacement Urbain de la Métropole (PDU) qui se dérouleront sur les années 2018 - 2019, Air PACA propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intervenir, en complément des missions

réglementaires réalisées dans le cadre de l'adhésion, sur les sujets suivants :

- Réalisation du diagnostic général « qualité de l'air / Gaz à Effets de Serre (GES) / énergie » approfondi à l'échelle du territoire de la Métropole pour orienter les choix d'actions du PCAEM
- Réalisation d'un zoom spécifique lié aux enjeux « mobilité » du PDU. Le diagnostic général air / GES / énergie sera complété et adapté selon les problématiques de mobilité du PDU
- Aide à la décision pour aider au choix d'actions et définition d'indicateurs de suivi
- Évaluation de l'impact du plan global sur la qualité de l'air et le climat : Air PACA réalisera l'évaluation de l'impact du ou des scénarios retenus sur la qualité de l'air et le climat. Il s'agira, dans un premier temps, d'évaluer l'impact de l'ensemble des actions des plans sur les émissions de polluants et de GES concernés sur la métropole
- Production d'outils et d'analyses spécifiques pour alimenter le PDU sur les enjeux qualité de l'air. Air PACA proposera notamment un benchmark (évaluation comparative) des actions de mobilités favorables à la qualité de l'air assorti de données sur l'impact des différentes motorisations
- Suivi du projet, participation aux comités et réunions techniques, comité de pilotage au long de la procédure d'élaboration de ces deux plans.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 44.400 euros HT pour l'année 2018.

ACTIONS		
	PDU	PCAEM
Diagnostics adaptés aux enjeux spécifiques des Plans	6.000 €	
Outils et analyses spécifiques	8.000 €	
Aide au choix des leviers d'action – Construction d'indicateurs	6.000 €	5.000 €
Évaluation des Plans (Impact Émissions - -Concentrations)	4.800 €	6.600 €
Suivi du projet	4.000 €	4.000 €
TOTAL	28.800 €	15.600 €

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Pour l'année 2018, Air PACA sollicite une subvention de la Métropole à hauteur de 50 % des projets, soit un total de 22.200 €, répartis comme suit :

- 14.400 € pour une contribution aux travaux du PDU
- 7.800 € pour une contribution aux travaux du PCAEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;
- La délibération n° MET 16/2355/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'adoption de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° MET 17/2309/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains ;
- La délibération ENV 004-3479/18/BM du Bureau de la Métropole relative au renouvellement de l'adhésion de la Métropole à l'association Air PACA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.

- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 22.200 euros à l'association Air PACA pour 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée avec l'association Air PACA pour « l'accompagnement des politiques environnement et de mobilité de la métropole ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires soit 22 000 euros sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole, et ventilé comme suit :

- 14.400 euros au Budget Annexe Transports - Nature 2031 C210 pour le projet sur le PDU,

- 7 800 euros pour le projet sur le Plan Climat pour la partie environnement - Budget Primitif Métropolitain Fractionné - ligne 1D/chapitre 011/Fonction 74/Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-4008/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Air Climat pour l'organisation du colloque national "science et société, pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques"

MET 18/7280/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de son Plan Climat Air Énergie, outil opérationnel de la transition énergétique sur le territoire métropolitain.

Les objectifs d'un plan climat sont l'atténuation des

émissions de gaz à effet de serre et des pollutions de l'air et l'adaptation du territoire, des milieux, des activités et de ses habitants aux conséquences du changement climatique.

L'Association AIR Climat (Association pour l'Innovation et la Recherche au service du climat) agit pour communiquer et diffuser les connaissances scientifiques relatives au changement climatique, les enjeux et impacts, et créer un espace d'échanges et de débats scientifiques avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la transition énergétique (élus, gestionnaires, associations, entreprises, citoyens...).

L'Association organise le 2^{ème} colloque national sur l'adaptation des territoires aux changements climatiques, qui consiste en trois journées d'échanges et de débats "science et société" les 21, 22 et 23 novembre 2018 à Marseille pour aborder l'adaptation des territoires aux changements climatiques avec l'ensemble des publics concernés (élus, gestionnaires, entreprises, associations, citoyens...) et identifier ensemble des solutions durables favorisant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des gaz à effet de serre.

Ce colloque est organisé par AIR Climat, en partenariat avec le Groupe régional d'experts sur le climat en Provence-Alpes-Côte d'Azur (GREC-PACA), le Comité National Français sur les Changements Globaux (CNFCG), le conseil scientifique du programme Gestion et Impacts du Changement Climatique (GICC MEEM) et Future Earth.

Les débats et rencontres seront axés autour de 3 thématiques : risques/ressources/transition(s) et aborderont ainsi les risques associés aux changements climatiques et leurs conséquences économiques et sociales tant dans les domaines de l'eau, de la forêt, de l'agriculture, de la mer et du littoral, qu'urbains.

La présentation des connaissances scientifiques les plus récentes sera associée à l'expression des besoins des collectivités en termes de gestion de crise, de ressources économiques et de compétences.

Cette rencontre réunira, dans le cadre de session de conférences, de tables rondes et d'ateliers, environ 300 personnes (estimation) issues du monde scientifique, de la politique, des collectivités locales et de la société civile.

À cette fin, un cahier du GREC-PACA abordant les impacts du changement climatique sur le territoire métropolitain sera réalisé, mobilisant des chercheurs pluridisciplinaires. Composé de 20 à 30 pages, il balaiera l'ensemble des thématiques et s'attachera à donner des indicateurs et figures clés des impacts du changement climatique sur le territoire.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 103.000 euros TTC, l'association sollicite la Métropole

à hauteur de 19 % du coût de l'opération, soit 20.000 € TTC.

Il paraît important de soutenir cette manifestation qui fait avancer un sujet au cœur des préoccupations urbaines des années à venir, et place la Métropole à la pointe de la réflexion sur ces sujets, en accordant une subvention de 18.000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association AIR Climat pour la réalisation du 2^{ème} colloque national, « Science et société, pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques » d'un montant total de 18.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Primitif 2018 de la Métropole, Ligne 25153, Chapitre 65, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-4009/18/BM

■ **Attribution de subvention à l'association Acoucite, pôle de compétence national sur le bruit, dans l'accompagnement des politiques environnement et de mobilité de la Métropole - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7276/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Acoucite est une association loi 1901, créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et la Sécurité), l'ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), le CERTU (Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques), le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain, qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherche et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres.

Acoucite collabore à des programmes européens et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet. Dans le cadre de ce projet,

Acoucite collabore aussi à la réalisation des cartographies du bruit sur les territoires.

Acoucite s'applique à développer, renforcer, renouveler et pérenniser ces actions. Les compétences et savoir-faire acquis, les orientations, les projets de développement, les apports des membres associés et/ou partenaires, ainsi que les soutiens de plus en plus élargis, mettent en évidence la cohérence des actions menées qui renforcent et contribuent à une meilleure connaissance et gestion de l'environnement sonore urbain.

Depuis 2009, la Communauté du Pays d'Aix et Marseille Provence, puis la Métropole est adhérente à l'association afin de pouvoir bénéficier des échanges du réseau et du retour d'expérience des autres collectivités adhérentes.

Descriptif de l'opération concernée : Contribution à l'élaboration du volet environnemental du Plan Climat Air Énergie et du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole sur l'environnement sonore

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM) et du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU), qui se dérouleront sur les années 2018 - 2019, Acoucite propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intervenir, en complément des missions réglementaires réalisées dans le cadre de l'adhésion.

En effet, 12 % de la population de la Métropole sont aujourd'hui soumis à des nuisances sonores supérieures aux valeurs limites réglementaires.

La polycentralité de ce territoire en fait un terrain d'expérimentation en matière d'enjeux environnementaux liant bruit et mobilité. L'intégration de la problématique de l'environnement sonore dans le prochain Plan de Déplacement Urbain est donc un enjeu majeur.

Par ailleurs, la Métropole a été retenue en 2016 pour participer à un appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME sur l'intégration du bruit dans les Plans Climat. Le Plan Climat de la Métropole, qui sera validé en fin d'année 2018, sera donc l'un des premiers documents français à intégrer une approche croisée air / bruit / climat.

Dans ce cadre, Acoucite propose son appui sur les sujets suivants :

- Appui à la réalisation du diagnostic général environnement sonore à l'échelle du territoire de la Métropole pour orienter les choix d'actions du PCAEM et du PDU.
- Aide à la décision pour le choix d'actions et définition d'indicateurs de suivi.

- Évaluation de l'impact du plan global sur l'environnement sonore :

Acoucité souhaite consolider une méthodologie d'évaluation des actions grandes échelles pour les métropoles. Une première approche a déjà été réalisée sur la Métropole de Grenoble et Lyon. Acoucité souhaite consolider la démarche sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle propose de réaliser l'évaluation de l'impact du ou des scénarios retenus sur l'environnement sonore. Il s'agira, dans un premier temps, d'évaluer l'impact de l'ensemble des actions des plans sur les émissions de polluants sur la métropole ; cette méthodologie s'appuierait sur la comparaison des puissances acoustiques d'émission des voiries selon un scénario fil de l'eau par rapport à un scénario PDU 2030.

- Suivi du projet, participation aux comités et réunions techniques, comité de pilotage au long de la procédure d'élaboration de ces deux plans.

La démarche est à rapprocher de l'évaluation environnementale réalisée par AIR PACA sur les données liées au climat / air / énergie.

Dans ce cadre, les données trafic nécessaires aux modélisations sur le bruit seront fournies à Acoucité par AIR PACA.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 40.000 euros HT pour l'année 2018.

Pour l'année 2018, Acoucité sollicite une subvention de la Métropole, à hauteur de 50 % des projets, soit un total de 20.000 euros, répartis comme suit :

- 10.000 euros pour une contribution aux travaux du PDU et du PCAEM.
- 10.000 euros pour l'appui à la métropole dans la réalisation de sa cartographie du bruit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance

Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;

- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;
- La délibération n° MET 16/2355/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'adoption de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° MET 17/2309/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains ;
- La délibération n° ENV 004-3479/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 relative à l'adhésion de la Métropole à l'association Acoucité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20.000 euros à l'association Acoucité pour 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat avec l'association Acoucité pour « l'accompagnement des politiques environnement et de mobilité de la métropole sur l'environnement sonore ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Primitif 2018 de la Métropole, et ventilés comme suit :

- 10.000 euros au Budget Annexe Transports - Nature 2031 C210 pour le projet sur le PDU,
- 10.000 euros au Budget Primitif Métropolitain Fractionné - ligne 1D/chapitre 011/Fonction 74/Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-4010/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Image de Ville pour l'organisation des Journées du Film de l'Environnement - Approbation d'une convention

MET 18/6885/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Image de Ville organise chaque année, depuis 2006, les Journées du Film de l'Environnement. Cette manifestation aborde, par l'intermédiaire du cinéma, les questions de société soulevées par les enjeux environnementaux. Depuis plus de 12 ans, les différentes thématiques de l'environnement ont ainsi pu être abordées : l'eau, le changement climatique, les déchets, l'agriculture, l'air, la forêt, l'énergie solaire, la nature en ville, les transports, l'alimentation...

Avec environ 40 films (fictions et documentaires, films du répertoire et avant premières) programmés à chaque édition, et l'accueil de nombreux invités (cinéastes, urbanistes, experts de l'environnement...), les « Journées du Film de l'Environnement » ont pour ambition d'offrir aux citoyens, aux élus, un temps de réflexion, un partage et des échanges sur les questions de qualité de vie au quotidien, de santé ou de l'avenir de la planète. En plus des films, l'association propose des soirées-débats, rencontres, tables rondes pour approfondir cette réflexion. Il faut aussi noter un effort pour s'approcher du public à travers la mise en place de « fontaines documentaires », présentations de films en accès libre dans des lieux accessibles au public (médiathèques, salle des associations...).

L'association Image de Ville souhaite fédérer un réseau toujours plus large d'acteurs culturels et d'institutions œuvrant dans le domaine de l'environnement, avec la volonté d'associer à cette manifestation les publics les plus divers pour que ces questions complexes ne se résument pas à un dialogue entre experts et spécialistes. Une attention particulière est portée aux jeunes spectateurs qui bénéficient d'une programmation spécifique alliant photographie, théâtre, musique... Un programme spécifique leur est dédié en lien avec l'Éducation Nationale et les communes.

Cette initiative qui, à l'origine, se tenait sur le Pays d'Aix se développe sur d'autres communes de la Métropole, depuis 2012 à Marseille à l'occasion du Forum mondial de l'eau ou plus récemment autour de l'exposition « Vies d'ordures » au Mucem et à Gignac la Nerthe sur le projet de « GreenLab » et la diffusion de films pour le jeune public sur l'agriculture urbaine. Image de Ville a aussi développé des partenariats avec l'École Nationale du Paysage à Marseille, l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional à Aix-en-Provence, le lycée Agricole de Valabre à Gardanne, l'Institut INSPIRE (Initiative pour la Promotion d'une Industrie Réconciliée avec l'Écologie et la Société) à Marseille. Des contacts sont en cours pour développer cette initiative sur les communes de l'Ouest-Etang de Berre.

L'association a aussi développé des productions audiovisuelles sur la base d'images prises sur l'ensemble du territoire métropolitain, mettant en valeur les initiatives et dynamiques engagées pour l'environnement : le film « l'épopée du déchet » tourné à Martigues, Marseille, Aix-en-Provence, Gardanne.

L'association travaille actuellement sur un projet de Web documentaire qui traitera des enjeux du changement climatique pour la Métropole dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Recherche sur l'Évolution du Climat (GREC PACA).

Enfin, Image de Ville met à disposition des communes, des acteurs professionnels, des établissements d'enseignement, son centre de ressource qui comprend plus de 2.500 films référencés et 1.000 invités potentiels pour l'organisation de projections débats sur l'ensemble des thèmes de l'environnement. Il développe, en partenariat avec le rectorat, des mallettes pédagogiques regroupant films et ressources.

L'association Image de Ville propose donc de reconduire une treizième édition des « Journées du Film de l'Environnement », en septembre 2018 sur Aix-en-Provence, puis circulera dans les communes de la Métropole, candidates pour accueillir cet événement. Le thème général proposé est « **la biodiversité** ».

Le Budget pour l'organisation de cette manifestation et le développement des activités de l'association (centre de ressource, productions audiovisuelles) est estimé à 80.000 €. Le financement se décompose comme suit :

Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie Environnement -Plan Climat	20.000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	10.000 €
Région PACA	15.000 €
Conseil Départemental 13	10.000 €
État / ADEME	10.000 €
Ville d'Aix-en-Provence	5.000 €
Autres Communes et partenaires	5.000 €
Mécénat	5.000 €
Soit au total	80.000 €

La subvention sollicitée auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 30.000 €. Il est proposé d'attribuer une subvention de **20.000 €**, au regard des réductions des crédits demandés au cours de cette année. Une convention, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « Image de Ville »,

est proposée, pour préciser le cadre d'organisation de la treizième édition des « Journées du Film de l'Environnement » et le développement des activités de l'association.

Pour les subventions au titre d'une manifestation/action d'Image de Ville :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs
2018_000	Journées du Film de l'Environnement	Image de Ville	Environnement	30.000 €	80.000 €	30.000 €	20.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient de conclure un partenariat avec cette association pour mettre en œuvre les projets qu'elle propose.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 20.000 euros à l'association Image de Ville pour 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Image de Ville, pour préciser le cadre d'organisation de la « treizième édition des Journées du Film de l'Environnement » et le développement des activités de l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Article 4 :

Les crédits nécessaires de 20 000 euros sont inscrits sur la partie environnement - Budget Primitif Métropolitain Fractionné – 01 - ligne 1D/chapitre 011/ Fonction 74/ Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-4011/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi en octobre prochain pour l'exercice 2018 - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7533/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Brigade Anti Gaspi organise la deuxième édition du salon « Anti-Gaspi et du Partage » en octobre 2018 sur Marseille.

Le bilan de l'édition 2017 du salon est positif avec plus de 3.800 visiteurs accueillis, dont 450 scolaires, et la récupération de 2,8 tonnes d'objets qui seront réemployés ou recyclés (vêtements, livres, produits high tech).

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner lors des différentes animations, des trois ateliers (*Villages 3R, village Énergie habitat, village enfants*) et 8 tables rondes organisées (*A propos d'économie circulaire ; Le gâchis des talents ; L'énergie d'aujourd'hui : l'énergie verte ; Produire et se nourrir autrement ; Le Gaspillage alimentaire : ça suffit ! ; Moins ou mieux consommer et autoconsommation énergétique ; La vie quotidienne sans déchets ; Mobilité et transports verts*). Plusieurs élus de la Métropole ont participé à ces tables rondes afin de mettre en avant les actions d'Aix-Marseille-Provence.

Ces différents temps ont permis au public d'apprendre, à travers les explications données, toute l'importance de l'Anti Gaspi et de découvrir, par les stands présents, des solutions simples et locales.

La deuxième édition du salon « Anti-Gaspi et du Partage » se déroulera en octobre 2018 sur Marseille afin de poursuivre la promotion des pratiques éco-responsables permettant de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction des déchets.

Plusieurs conférences, ateliers et villages thématiques seront organisés afin d'informer et sensibiliser le

public à l'antigaspi en lui donnant les outils pour lui permettre de changer son comportement au quotidien. Cette démarche représente une étape incontournable pour transformer le consommateur en consom'acteur averti et responsable.

Ce projet s'inscrit dans la politique environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au sens large, et plus spécifiquement en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Métropolitain qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie et de production

d'énergie renouvelable. La mise en œuvre concrète de cette ambition doit s'appuyer sur bon nombre de politiques métropolitaines : agenda de la mobilité, agenda du développement économique, politique de l'habitat, aménagement, prévention des déchets, économie circulaire, circuits courts agricoles et charte forestière...

Dans ce cadre, un des éléments essentiels de la réussite de la politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire de la Métropole passe par une évolution comportementale du citoyen (rénovation énergétique de son logement, utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs, achat de produits locaux, consommation d'énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets...).

L'organisation de ce salon AntiGaspi contribue donc à cet objectif.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisée par la signature d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC est doté d'une subvention de l'ADEME pour les 3 années de 450 k€.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit, dans son axe 2, la mobilisation des habitants par la promotion des solutions permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation d'un salon, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de la démarche Environnementale de la Métropole et aux objectifs du

CODEC du Territoire Marseille Provence. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 30.000 euros.

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour le salon « Anti-Gaspi et du Partage » à hauteur de 17.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire avec l'ADEME.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le projet de salon « Anti-Gaspi et du Partage » représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 17.000 euros à l'Association Brigade Anti-Gaspi pour l'organisation du

salon « Anti-Gaspi et du Partage » en octobre 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, conclue avec l'Association Brigade Anti-Gaspi.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Au budget Environnement de la Métropole 2018 chapitre 65 Nature 65748 pour un montant de 10.000 euros.
- Au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Nature 65748 - Sous-Politique G130 - Fonction 7212 pour un montant de 7.000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-4012/18/BM

■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'association Energie partagée et règlement de la cotisation pour l'année 2018 MET 18/7380/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Énergie Partagée Association a pour vocation de promouvoir et d'accompagner le développement de projets de production d'énergie renouvelable dans les territoires et le modèle d'appropriation citoyenne de l'énergie en vue de multiplier le nombre de ces projets. Pour cela, elle met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation, tant des porteurs de projet que des collectivités locales afin de promouvoir des politiques publiques favorables aux énergies citoyennes. Elle propose également à ses adhérents un ensemble de services de partage d'expérience, de mise à disposition d'outils méthodologiques et d'accompagnement.

En 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'adhérer à cette association et d'approuver pour cela la Charte Energie Partagée qui porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit. La Métropole

confirme, en effet, sa volonté de favoriser le développement des énergies renouvelables sur son territoire et le fait que les démarches citoyennes (participation des habitants et des collectivités locales aux projets) peuvent effectivement constituer un relais de développement intéressant.

La Métropole avait alors souhaité adhérer à cette association afin de :

- favoriser la présence, sur son territoire, d'acteurs capables de faire émerger et d'accompagner les projets participatifs de production d'énergie renouvelable ;
- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie énergétique dans le domaine des énergies renouvelables.

Cette démarche impliquant un engagement sur la durée du territoire et de ces acteurs, il apparaît légitime de renouveler le soutien de la Métropole à cette association par un renouvellement de l'adhésion en 2018.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le renouvellement de l'adhésion à Energie Partagée Association ainsi que le paiement de la cotisation d'un montant de 1000 euros pour l'année 2018, conformément à la facture de cotisation annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° ENV 003-2398/17/CM du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association Energie Partagée et approbation de la Charte Energie Partagée

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Energie Partagée Association est à même de contribuer à la politique métropolitaine de développement des énergies renouvelables sur le territoire
- Que, par le renouvellement de cette adhésion, la Métropole pourra bénéficier de retours d'expérience et d'outils méthodologiques pour appuyer ses équipes dans la mise en œuvre de sa stratégie énergétique

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Energie Partagée Association et le versement de la cotisation 2018 d'un montant de 1000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G910, nature 6281, fonction 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-4013/18/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat type pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs
MET 18/7382/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et de leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT). Pour autant, en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire et doit élaborer un plan de développement des EnR. A ce titre, la Métropole peut accompagner, soutenir, voir porter des projets de production EnR.

Fort de ses compétences, la Métropole souhaite accompagner le développement des installations photovoltaïques de son territoire et fournir un soutien opérationnel aux développeurs de projets animés d'une approche territoriale. Pour cela, elle doit connaître les acteurs et être informée des projets et des potentiels de production sur son territoire.

Ainsi, la Métropole souhaite organiser et optimiser sa relation avec les « développeurs », entreprises chargées d'installer puis d'exploiter des équipements de production photovoltaïque, susceptibles d'intervenir sur son territoire.

Elle leur propose pour cela de signer une convention de partenariat, non onéreuse, qui fixe les principes de coopération entre les développeurs et la Métropole. Cette convention définit les rôles et les engagements de chacune des parties afin d'initier les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole. Elle aborde les questions liées aux échanges d'information, aux objectifs de développement économique local, à l'investissement participatif des collectivités locales et de la société civile, au raccordement au réseau public d'électricité, à la transmission de données et à la communication.

La convention, dont le modèle est présentée en annexe, pourra être signée par la Métropole avec tout développeur qui en fera la demande et qui fournira aux services métropolitains, les informations demandées dans le cadre de ce partenariat et s'engagera à respecter les engagements de la convention.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le modèle de convention présentée en annexe et d'autoriser le Président ou son représentant à la signer avec les développeurs qui en feront la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°18/6191/HN du 22 mars 2018 actant l'organisation de la compétence Energie au 1^{er} janvier 2018 ;
- L'information des Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique
- Que la Métropole a intérêt à avoir une connaissance la plus large possible des acteurs, des projets et des potentiels de production d'énergie renouvelable, en particulier d'électricité photovoltaïque, sur son territoire pour asseoir sa stratégie énergétique
- Que la convention de partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Développeurs permet de fixer les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat type présentée en annexe au présent rapport.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention avec les développeurs qui en feront la demande.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-4014/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association
Amorce et paiement de la cotisation 2018
MET 18/7090/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Elargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets, mais aussi la généralisation des plans climat-énergie, l'éligibilité aux certificats d'énergie, le renforcement de la coordination des réseaux de distribution d'énergie.

Dans ces domaines, l'association a pour buts d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association Amorce par délibération n°DEA 001-884/16/CM du Conseil de la

Métropole du 19 septembre 2016, et de renouveler son adhésion pour l'année 2017 par la délibération n° DEA 013-1989/17B/CM du 18 mai 2017.

Il est donc proposé de renouveler cette adhésion et d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle 2018 d'un montant de 13 757 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEA 001-884/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets et de l'énergie ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Amorce et le règlement de la cotisation 2018, pour un montant de 13 757 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique G 110 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-4015/18/BM

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2017/2018 - Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions MET 18/7281/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que la Société Eau de Marseille Métropole verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement».

Grâce à ce fonds, la Métropole et son délégataire de l'eau, la Société Eau de Marseille Métropole, souhaitent mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n°DEA 013-2831/17/CM, la Métropole a lancé le 19 octobre 2017 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliqué dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de s'engager aux côtés de la Métropole AMP et de son délégataire.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

20 dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 31 janvier 2018. Le montant total des projets s'élève à 4 897 779,12 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 016 947,08 €.

Le jury, composé de 10 membres (3 représentants des élus, 4 représentants de l'administration, 2 représentants de la SEMM et 1 représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 30 mai 2018. 9 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 500 641,60 €, soit 17% du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets et les conventions de partenariat afférentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°DEA 013-701/16/CM du 30 juin 2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013.
- La décision du jury en date du 30 mai 2018 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.
- Que les projets retenus répondent aux objectifs fixés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux associations retenues conformément au tableau ci-joint pour une enveloppe globale de 500 641,60 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les conventions qui seront conclues avec les associations retenues.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau Sous Politique F170 et F110 - Nature 6743 – 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-4016/18/BM

■ Constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit consentie à la Métropole Aix-Marseille-Provence par la commune de Martigues pour le passage des réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial sur la parcelle cadastrée BN 523 au lieu-dit Saint Macaire.

MET 18/7580/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération communale d'aménagement à vocation d'habitat dénommée « L'Adret de Saint-Macaire », les réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial ont été implantés par le concessionnaire sur la parcelle cadastrée BN 523 propriété de la commune de Martigues.

Ces réseaux, relevant des compétences métropolitaines, vont être remis à titre gratuit par le concessionnaire à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Dans ce cadre, la commune de Martigues consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude de tréfonds à titre gratuit pour les réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial desservant l'opération d'habitat dénommée « L'Adret de Saint-Macaire », sur la parcelle cadastrée BN 523.

La superficie d'emprise de la servitude est de 90 m² environ pour une profondeur maximum de 2 m.

Les frais d'acte notarié concrétisant cette cession seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement sont de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la servitude de tréfonds à titre gratuit, consentie par la commune de Martigues à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le passage des réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial desservant l'opération d'habitat dénommée « L'Adret de Saint-Macaire », sur la parcelle cadastrée BN 523 d'une superficie d'emprise de la servitude est de 90 m² environ pour une profondeur maximum de 2 m.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-4017/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Assistance au Maître d'Ouvrage pour la rédaction du Schéma Directeur Métropolitain de l'eau" MET 18/7578/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La présente opération a pour objet l'accomplissement de prestations d'Assistance au Maître d'Ouvrage pour la préparation d'un Schéma Directeur Métropolitain d'Alimentation en Eau Potable

Le schéma Directeur Métropolitain d'Alimentation en Eau Potable s'attachera aux problématiques suivantes :

Identification, exploitation et protection des différentes ressources en eau destinée à la consommation humaine ;

- Transport de l'eau brute jusqu'aux unités de potabilisation ;
- Traitement dans lesdites unités de potabilisation ;
- Transport de l'eau potable dans les feeders jusqu'aux réservoirs ;
- Liaisons entre les systèmes d'alimentation en eau potable des différentes communes membres de la Métropole ou entre la Métropole et les communes ou Etablissement Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) extérieurs.

La problématique de la desserte locale restera du domaine des Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable des Territoires constituant la Métropole.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 175 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	20 %	35 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	60 %	105 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	35 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 027-3319/17/CM du 14/12/2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2018101800 relative à l'opération Schéma directeur Eau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter des subventions pour la réalisation de l'opération suivante :

Assistance au Maître d'Ouvrage (AMO) pour la rédaction du Schéma Directeur Métropolitain de l'eau.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter

des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe de l'Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire de Marseille Provence - Opération : 2018101800 - Nature : 2031 - Sous politique : F170.

La recette correspondante est constatée au Budget annexe de l'Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire de Marseille Provence, section d'investissement - Nature 13111, 1313 –Sous politique F170 –Code opération n° 2018101800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-4018/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Assistance au Maître d'Ouvrage pour la rédaction du Schéma Directeur Métropolitain de l'assainissement" MET 18/7585/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La présente opération a pour objet l'accomplissement de prestations d'Assistance au Maître d'Ouvrage pour la préparation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement Sanitaire (et Unitaire).

Le schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement Sanitaire (et Unitaire) s'attachera aux problématiques suivantes :

- Collecte locale des effluents (couverture du territoire et problèmes éventuels) ;
- Transports des effluents dans les collecteurs principaux jusqu'aux STEU ;
- Traitement des effluents aux seins des différentes STEU et performances de ces traitements ;

- Rejet des eaux traitées et impacts sur les milieux récepteurs ;
- Le conditionnement et l'élimination des sous-produits (et en particulier, la sécurisation des filières utilisées).
- La gestion des problématiques odeurs et des risques liés aux effluents gazeux (H₂S en particulier, mais aussi, le cas échéant CH₄, NH₃, CO, absence d'O₂, etc.) ;
- Le zonage d'assainissement (séparation entre les zones dédiées à l'assainissement collectif et les zones dédiées à l'assainissement non collectif).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 175 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	20 %	35 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	60 %	105 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	35 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relative à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEA 027-3335/17/CM du 14/12/2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2018101200 relative à l'opération « Schéma directeur Assainissement ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Assistance au Maître d'Ouvrage (AMO) pour la rédaction du Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe de l'Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire de Marseille Provence-Opération : 2018101200 - Nature : 2031 - Sous politique : F110.

La recette correspondante est constatée au Budget annexe de l'Eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire de Marseille Provence, section d'investissement - Nature 13111, 1313 –Sous politique F110 –Code opération n° 2018101200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-4019/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de renouvellement des réseaux humides pour la traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson

MET 18/7258/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de cette voie ayant pour vocation à desservir un lotissement, il est nécessaire de renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement et d'améliorer le réseau pluvial.

Le projet inclut la réalisation de canalisations d'eau potable et de pluvial sur une longueur d'environ 100 mètres et la réalisation de canalisations d'assainissement des eaux usées sur une longueur d'environ 60 mètres.

Cette opération a été validée par les services métropolitains, et une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a été approuvée par le Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organismes susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global de l'opération est estimé à 49.576 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

Compétence Eau potable et Assainissement :

	Montant € HT		
Nature	AEP	EU	Total €HT
Études	476 €	503 €	979 €
Travaux	10.457 €	11.063 €	21.520 €
Total € HT	10.933 €	11.566 €	22.499 €

Compétences Eau potable et Assainissement :

Recettes :

Financeurs	Dispositif	AEP		EU	
		%	Montant € HT	%	Montant € HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70 %	7.653 €	70 %	8.096 €
Métropole		30 %	3.280 €	30 %	3.470 €
Total € HT		100 %	10.933 €	100 %	11.566 €

Dépenses :

Compétences Eaux Pluviales :

	Montant € HT
Nature	EP
Études	1.179 €
Travaux	25.898 €
Total € HT	27.077 €

Recettes :
Compétences Eaux Pluviales :

Financeurs	Dispositif	%	Montant € HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70%	18.954 €
Métropole	Autofinancement	30%	8.123 €
Total € HT		100%	27.077 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme financeur pour le renouvellement des réseaux humides pour la Traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur le chapitre 13 pour chacun des budgets concernés :

- Budget annexe dénommé EAU en REGIE – Pays d'Aix et Aubagne
- Budget annexe dénommé ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix
- BPMF pour la compétence pluviale,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-4020/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de sécurisation du réseau d'eau potable sur la commune de Saint-Marc-Jaumegarde
MET 18/7259/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la mise à jour de son schéma directeur d'eau potable réalisée en janvier 2018, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde souhaite mettre en application les prescriptions proposées afin :

- d'améliorer le fonctionnement du réseau ;
- de sécuriser son fonctionnement.

Les secteurs des travaux se situent sur l'ensemble du territoire de la commune. Le plan d'action proposé dans le schéma directeur s'articule autour de trois pistes d'amélioration :

- des mesures immédiates afin d'améliorer sensiblement les vitesses de circulation de l'eau et de diminuer les temps de séjours ;
- des opérations principales comprenant des travaux permettant d'améliorer la qualité de l'eau et de sécuriser le réseau ;
- des mesures permettant de réduire la pression générale sur l'ensemble du réseau afin de garantir sa pérennité dans le temps.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 367.141,21 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

	Montant € HT
Travaux	336.733,11 €
Maîtrise d'œuvre	14.008,10 €
Diagnostic amiante et voirie	3.500,00 €
Relevés topographiques	3.000,00 €
Coordinateurs SPS	3.300,00 €
Visite naturaliste	2.600,00 €
Essais de réception	4.000,00 €
Total € HT	367.141,21 €

Recettes :

	Montant	%
Conseil Départemental (CD13)	146.856,48 €	40%
Dispositif « aide exceptionnelle à l'investissement »		
Agence de l'eau	110.142,36 €	30%
Dispositif « aide aux travaux ruraux »		
Métropole (autofinancement)	110.142,36 €	30%
Total € HT	367.141,21 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'agence de l'eau, du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et de tout organisme pour la sécurisation du réseau d'eau potable sur la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter

des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Eau en régie 2018 Pays d'Aix et d'Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-4021/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux de renouvellement et dilatation du réseau AEP Chemin du Tholonet - Route de Cézanne CD17 sur la commune de Beaurecueil

MET 18/7260/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Ce projet concerne le renouvellement et la dilatation du réseau d'eau potable, Chemin du Tholonet et route de Cézanne sur la commune de Beaurecueil.

Ces travaux consistent :

- Pour la solution de base sous la CD 17 :
 - Remplacement de la conduite fonte gris de DN 60 par une conduite de DN 150 ;
 - Reprise des branchements eau potable ;

Nature	Montant € HT
Etudes	7.512,00 €
Travaux	380.293,19 €
Total € HT	387.805,19 €

- Pour la Variante en partie privée et traversée de la CD 17 :
 - - Remplacement de la conduite fonte gris de DN 60 par une conduite de DN 150 ;
 - - Pose d'une conduite fonte de DN 80 ;
 - - Reprise des branchements eau potable.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 387.805,19 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

Recettes :

Financeurs	Dispositif	%	Montant € HT
Conseil Départemental (CD13)	« Aide exceptionnelle à l'investissement »	40%	152.122,08€
Agence de l'eau	« aide aux travaux ruraux »	29%	114.075,00 €
Métropole	Autofinancement	31%	118.608,11 €
Total € HT		100%	387.805,19 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière pour l'opération de travaux « renouvellement et dilatation du

réseau eau potable chemin du Tholonet et Route de Cézanne » sur la commune de Beaurecueil.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-

Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Eau en délégation 2018 Pays d'Aix et d'Aubagne, sur l'imputation nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-4022/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Sécurisation de l'acheminement en eau brute au lieu-dit "les Arcades de Rassuen" - Canal de Martigues MET 18/7286/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un Cette proposition mise aux voix est adoptée.

cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée (Opération n°4581176002 Canal Eau Brute – Etudes et travaux lieu-dit les arcades de Rassuen à Istres pour le Canal de Martigues) :

Afin de pérenniser le transfert des eaux vers l'usine du Ranquet, la Métropole Aix-Marseille-Provence (par le biais du Conseil de territoire du Pays de Martigues) souhaite sécuriser le tronçon au lieu-dit "Les Arcades". Au vu des fortes pollutions des sols environnants, il est privilégié un aménagement en lieu et place de l'existant. Les aménagements devront permettre de:

- pérenniser et sécuriser le transit
- transiter le débit de 675 l/s
- maintenir le transfert des eaux de manière gravitaire
- limiter les coûts d'investissement et de fonctionnement

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 230 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	30 %	369 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	50 %	615 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	246 000euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 176120BP relative à l'opération 2017610200 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau, du Conseil Départemental et tout autre organisme pour la réalisation de l'opération suivante : Sécurisation de l'acheminement en eau brute au lieu-dit "les Arcades de Rassuen" - Canal de Martigues

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération : 2017610200 - Nature : 2315 - Sous politique : F140.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1313 et 1318 – Sous politique F140

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-4023/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la mise en place de la procédure d'autorisation et de protection du captage de La Guérite situé sur la commune de Lamanon et destiné à la consommation humaine
MET 18/7557/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

En application du Code de la Santé Publique (article L.1321-7) toute ressource d'eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation et d'une déclaration d'utilité publique définissant les périmètres de protection.

Le captage de La Guérite à Lamanon avait fait l'objet d'une délibération en 2002 (délibération d'Agglopolé Provence n°183/02 du 23 juillet 2002) pour le lancement de la procédure d'établissement des périmètres de protection. Les avis des hydrogéologues agréés qui ont suivi en 2005, 2012 et 2016 n'ont pas permis, faute de données géologiques suffisantes, de définir le sens d'écoulement de la nappe d'alimentation du captage.

Il est donc nécessaire de réaliser à présent, et dans un premier temps, une carte piézométrique afin de connaître le sens d'écoulement de la nappe et donc d'être en mesure de délimiter les zones à protéger. A l'issue de cette étude, le dossier de demande de prélèvement et de mise en place des périmètres de protection de cette ressource sera établi et la déclaration d'utilité publique initiée.

L'estimation du coût global pour cette procédure s'élève à 60 000 € HT.

La présente délibération vise à approuver la relance de la procédure de protection du forage de La Guérite sur la commune de Lamanon et à solliciter les subventions.

La commune de Lamanon est une commune rurale du Département.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 « Fiche 26- Aide à la gestion de l'eau » « Fiche 11-Aide au développement de la Provence rurale »	60 000 €	30 %	18 000 €
AGENCE DE L'EAU RMC «Accompagnement de la protection réglementaire des captages d'eau»	60 000 €	50 %	30 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE- PROVENCE TERRITOIRE PAYS SALONNAIS	60 000 €	20 %	12 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire d'Agglopolice Provence n°183/02 du 23 juillet 2002 relative au lancement des études de périmètres de protection des captages d'eau potable des communes de Pélissanne/Aurons, Salon de Provence, Lamanon, Sénas, La Barben ;
- Les avis des hydrogéologues agréés en date des 18 février 2005, 10 mars 2012 et 09 août 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de relancer la procédure de protection du forage de La Guérite sur la commune de Lamanon et de solliciter les subventions afférentes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la relance de la procédure d'autorisation et de mise en place des périmètres de protection du captage de La Guérite sur la commune de Lamanon.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « eau potable » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 012 01 - Nature : 2031.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « eau potable » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Chapitre 13, natures 13111, 1312, 1313, 1315 et 1318..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-4024/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de remplacement de la conduite d'adduction en eau potable de Fanfarigoule

MET 18/7582/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La régie des eaux du territoire du Pays de Martigues perd chaque année environ 200 000 m³ sur les 14km de linéaire de la conduite. Depuis 2011 un diagnostic annuel est effectué par la régie des Eaux. Il met en évidence plusieurs problèmes récurrents :

- apparition de 4 à 5 nouvelles fuites chaque années.
- difficultés pour les réparations dues au matériau (acier revêtu de brais intérieur extérieur), aux difficultés d'accès (pistes forestières, base militaire, autoroute, etc.) et à la proximité des pipelines.
- problème des courants vagabonds (protection cathodique).
- vétusté de la conduite et matériau inadapté au transport d'eau potable.

- manque de cohérence des diamètres et matériaux.

L'objectif du projet est d'optimiser et de pérenniser la ressource en eau et l'adduction de Fanfarigoule en procédant :

- au renouvellement de la conduite d'adduction d'eau potable alimentant les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts dans le but de réduire les volumes de fuite.
- à l'optimisation de son tracé en évitant les obstacles et contraintes actuelles dans le but de permettre une exploitation et un entretien optimum des ouvrages.

L'ensemble des opérations nécessitant une maîtrise d'œuvre se déroulera sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Istres et Fos-sur-Mer.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 200 000 euros HT qui se décompose comme suit :

- Etudes : 200 000 euros HT.
- Travaux : 5 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	30 %	1 560 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	50 %	2 600 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	1 040 000euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017604000 relative à l'opération Fanfarigoule remplacement conduite d'adduction ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau, du Conseil Départemental et tout autre organisme pour la réalisation de l'opération de remplacement de la conduite d'adduction en eau potable de Fanfarigoule

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues: Opération 2017604000 - Nature : 2315 - Sous politique : F160.

La recette correspondante est constatée au Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues:, section d'investissement - Nature 13111 et 1313 opération 2017604000

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-4025/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de restructuration et de renouvellement des conduites d'eau potable du secteur de distribution Saint-Pierre les Martigues (R5)

MET 18/7583/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le secteur de distribution de St pierre les Martigues est alimenté par le compteur des Giraudets (achat d'eau traitée à la SEM), via le réservoir R5. C'est un réseau desservant une zone rurale, avec une densité linéaire d'abonnés d'environ 20 abonnés /km. Le réseau de ce secteur, posé en 1957, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (38 fuites réparées depuis 2015), additionnées aux difficultés de réparations (amiante ciment).

Le projet comprend

- le remplacement de toutes les conduites de distribution du secteur (quartier Saint-Pierre) soit 12 km et leur redimensionnement, leur déplacement sous voirie publique.
- La reprise et la normalisation de tous les branchements

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	30 %	900 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	50 %	1 500 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	600 000euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017600900 relative à l'opération Création et renouvellement des réseaux AEP 2017-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de restructuration et de renouvellement des conduites d'eau potable du secteur de distribution Saint-Pierre les Martigues (R5)

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues: Opération 2017600900 - Nature : 2315 - Sous politique : F170.

La recette correspondante est constatée au Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues, section d'investissement - Natures 1313 et 1318 - Sous politique : F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-4026/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de renouvellement des réseaux d'eau potable quartier Saint-Jean Nord à Martigues
MET 18/7592/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le réseau de ce secteur présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes. (10 fuites réparées depuis 2015), Le projet est situé dans l'emprise du contournement autoroutier et sur la bande de pipelines.

La mission de maîtrise d'œuvre devra prendre en compte ces éléments afin de garantir une exploitation future optimale.

Le projet comprend :

- le remplacement de toutes les conduites de distribution du secteur soit 2 km.
- La reprise et la normalisation de tous les branchements

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 735 000 euros HT se décomposant comme suit :

- études : 35 000 euros HT.
- Travaux : 700 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	30 %	220 500 euros
Agence de l'Eau RMC «Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource»	50 %	367 500 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	147 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017600900 relative à l'opération Création et renouvellement des réseaux AEP 2017-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter des subventions pour la réalisation de l'opération de

renouvellement des conduites d'eau potable
du quartier Saint-Jean Nord à Martigues

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues: Opération 2017600900 - Nature : 2315 - Sous politique : F170.

La recette correspondante est constatée au Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues, section d'investissement - Natures 1313 et 1318 - Sous politique : F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-4027/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de renouvellement des réseaux d'eau potable quartier la Lèque - Albert Rey à Port-de-Bouc
MET 18/7591/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le réseau de ce secteur en fonte grise et amiante ciment, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (26 fuites réparées depuis 2015),

Le projet comprend

- le remplacement de toutes les conduites de distribution du secteur soit 2 km.
- La reprise et la normalisation de tous les branchements
- Le remplacement de tous les organes de coupures défaillants, limitrophes du projet.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 630 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant:

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux Communes – Aides à la gestion de l'eau »	30 %	189 000 euros
Agence de l'Eau RMC « Economies d'eau – gestion quantitative de la ressource »	50 %	315 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	126 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017600900 relative à l'opération Création et renouvellement des réseaux AEP 2017-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 21 juin 2018;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter des subventions pour la réalisation de l'opération de renouvellement des conduites d'eau potable du quartier la Léque – Albert Rey à Port-de-Bouc) ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues: Opération 2017600900 - Nature : 2315 - Sous politique : F170.

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe primitif 2018 et suivants de l'eau du territoire du Pays de Martigues, section d'investissement - Natures 1313 et 1318 - Sous politique : F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-4028/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de travaux en assainissement
Chemin des Fourques sur la commune d'Eguilles
MET 18/7261/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet concerne la création sous voirie communale de 175 mètres de canalisations en gravitaire, 150 mètres en refoulement, ainsi qu'un poste de relèvement.

Le chemin et les propriétés attenantes se trouvent dans une zone U du PLU d'Eguilles. L'extension doit permettre dans l'immédiat le raccordement des constructions existantes et d'une construction neuve et répondre aux besoins à venir sur les parcelles non bâties à ce jour.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global de l'opération est estimé à 105.300€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

	Montant €HT
Travaux	98 300 €
Maîtrise d'œuvre	7 000 €
Total €HT	105 300 €

Recettes :

Financeurs	Dispositif	%	Montant €HT
Conseil Départemental (CD13)	« aide exceptionnelle à l'investissement »	70%	73 710 €
Métropole	Autofinancement	30%	31 590 €
Total €HT		100%	105 300 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme financeur pour l'opération de travaux en assainissement Chemin des Fourques sur la commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi

qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur l'imputation nature 1313 du budget annexe dénommé Assainissement en Délégation - Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-4029/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose de Grans
MET 18/7472/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2011, autorisant le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, à prélever, traiter et distribuer les eaux provenant du captage de Mary-Rose situé sur la commune de Grans et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de captage au titre des articles L.214-4 et suivants du Code de l'Environnement et au titre des articles L.1321-2 et suivants du Code de la Santé Publique, est prescrite une concertation entre la Métropole et la Chambre d'Agriculture en raison de leurs compétences respectives en matière de protection de la ressource en eau potable.

Plus précisément, l'épandage de fumier et d'engrais organiques dans un rayon de 200 mètres situés au-delà du périmètre de protection immédiate, l'utilisation d'engrais chimiques et de tous produits phytosanitaires doit se faire en concertation avec la Chambre d'Agriculture. De même, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, l'épandage de produits chimiques et de tous produits phytosanitaires destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures devra se faire selon les préconisations de la Chambre d'Agriculture.

Il semble nécessaire de rappeler ici que les périmètres de protection de captage sont établis autour des sites de captage d'eau destinés à la consommation humaine, en vue d'assurer la préservation de la ressource. L'objectif est donc de réduire les risques de pollutions ponctuelles et accidentelles de la ressource sur ces points précis.

Cette protection, mise en œuvre par les Agences Régionales de Santé (ARS), instituée par arrêté préfectoral, comporte trois niveaux établis à partir d'études réalisées par des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique :

- le périmètre de protection immédiate : toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même ;

- le périmètre de protection rapprochée : secteur plus vaste pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution est soumise à prescription particulière. Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage ;
- le périmètre de protection éloignée : ce périmètre peut être défini de façon facultative, si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes au niveau du bassin versant.

La concertation entre la Métropole et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône prend la forme, sur le fondement de l'article L.514-2, I, alinéa 2 du Code Rural et de la pêche maritime et de l'arrêté préfectoral précité, de la présente convention.

Sa mise en œuvre se déroulera en trois temps :

- Cadrage et pilotage de l'accompagnement
- Connaissance agricole du Périmètre de Protection Rapprochée
- Mise en place du programme d'actions

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 19 252,50 € H.T, les crédits correspondants seront inscrits à la première décision modificative de l'année 2018.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS € H.T
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	50,00%	9626,25
Conseil Départemental	20,00%	3850,50
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00%	3850,50
Chambre d'Agriculture	10,00%	1925,25
TOTAL	100,00%	19252,50

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté préfectoral n° 87-2010-EA/CS du 12 décembre 2011 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution des eaux provenant du captage de Mary-Rose ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est responsable de l'alimentation en eau potable du captage de la Fontaine Mary-Rose à Grans ;

- Que des prescriptions techniques, liées à l'utilisation de produits phytosanitaires, sont dictées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine de la Fontaine Mary-Rose à Grans ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose à Grans.

Article 2 :

La présente convention prend effet à compter de sa notification aux parties et s'achèvera le 31 décembre 2018.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe eau et assainissement en fonctionnement, chapitre 011, nature 617, lors de la première décision modificative de l'année 2018.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil Départemental, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-4030/18/BM

■ Approbation de la convention de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées D 147 et D 916a, sur la commune d'Alleins autorisant le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées MET 18/7558/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, projette des travaux d'extension du réseau public des eaux usées sur le secteur «Saint Jacques» avenue Jean Moulin à l'Ouest de la commune d'Alleins. Ce secteur situé en zone urbaine à densité réduite nécessite la mise en œuvre d'un réseau public d'eaux usées à partir du collecteur d'eaux usées « Saint Jacques » et vers l'Est sous l'avenue Jean Moulin sur une distance totale de 205 mètres environ. La pose du collecteur nécessite de passer sous l'extrémité Sud-Ouest des parcelles figurant au plan cadastral sous les numéros 147 et 916a section D.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement des eaux usées au niveau des parcelles cadastrées section D n°147 et 916a est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser la signature des conventions de servitude de tréfonds correspondantes ainsi que les actes notariés finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant

- délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement d'une servitude de tréfonds située sur le secteur «Saint Jacques», avenue Jean Moulin à l'Ouest de la commune d'Alleins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds constituée sur les parcelles cadastrées n° D 147 et D 916a sur la Commune d'Alleins, et son enregistrement par l'établissement d'un acte authentique notarié.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-4031/18/BM

■ Cession gratuite par la SEMIVIM d'un supprimeur et des réseaux d'eau potable et d'assainissement ainsi que de la parcelle BN 559 dans le cadre de l'opération d'habitat dénommée L'Adret de Saint-Macaire à Martigues MET 18/7581/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 13-027 du Conseil Municipal de la commune de Martigues du 1^{er} février 2013, était approuvé un traité de concession d'aménagement entre la Ville de Martigues et la SPLA-Pays de Martigues Aménagement, portant sur la réalisation d'une opération d'habitat dénommée L'Adret de Saint-Macaire.

Ledit traité prévoyait en son article 13, que dès l'achèvement des équipements, l'Aménageur remettrait les ouvrages à l'autorité concédante. Dans le cas où ils auraient vocation à entrer dans le patrimoine d'autres collectivités que la collectivité concédante, ces ouvrages seront remis à la collectivité compétente à savoir la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En l'espèce, dans le cadre de cette opération d'aménagement, les réseaux d'eau potable et d'assainissement et un surpresseur ont été réalisés par la SEMIVIM, venue aux droits de la SPLA – Pays de Martigues Aménagement suite à la fusion des deux sociétés.

Les travaux de réalisation de ces équipements étant terminés, il convient de procéder à la cession gracieuse par la SEMIVIM à la Métropole Aix-Marseille-Provence du surpresseur et de la parcelle le supportant cadastrée BN n°559 d'une superficie de 45m² ainsi que des réseaux d'eau potable et d'assainissement desservant le quartier d'habitations dénommé L'Adret de Saint-Macaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement est de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession gracieuse par la SEMIVIM à la Métropole-Aix-Marseille-Provence du surpresseur et de la parcelle le supportant cadastrée BN n°559 d'une superficie de 45 m², ainsi que les réseaux d'eau potable et d'assainissement desservant le quartier d'habitations dénommé « L'Adret de Saint-Macaire » sur la commune de Martigues.

Article 2 :

Les frais d'acte notarié concrétisant la cession de la parcelle BN 559 seront à la charge de la SEMIVIM.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Tourisme,
 valorisation du patrimoine"**

TVP 001-4032/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence et paiement de la cotisation 2018
 MET 18/7097/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », crée en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A ce titre, il réunit aujourd'hui plus d'une trentaine de membres, comme par exemple : l'Office du Tourisme et des Congrès de Marseille, l'Office du Tourisme de Cassis, l'Office Municipal du Tourisme d'Aix-en-Provence, l'Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos, les Galeries Lafayette de Marseille, Le Petit Train – TTM 13 (le petit train touristique de Marseille), l'entreprise COFRAPEX (spécialisée notamment dans l'affrètement des navires en denrées alimentaires) etc.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence » a pour objectif de poursuivre le développement du marché de la croisière sur le territoire et la promotion des atouts du territoire auprès des compagnies de croisière, en veillant à :

- Coordonner l'offre et les actions des différents acteurs publics et privés,
- Optimiser l'impact économique sur le territoire,
- S'assurer de l'acceptabilité de la croisière par les populations locales.

Dans ce cadre, le club

- initie, ou prête son concours à toutes réflexions sur les structures et l'environnement propres à favoriser l'accueil des paquebots de croisières et de leurs passagers,
- coordonne entre les membres du Club la mise en place d'une ligne de produits d'information et de documentation, assure leur réalisation et leur diffusion,
- conduit une politique de qualité parmi ses membres, afin de déboucher sur un label de reconnaissance "Croisières à Marseille",
- initie, coordonne et participe à toute action de notoriété, promotion ou publicité de la destination croisière à Marseille Provence,

- seul ou en partenariat avec d'autres structures de promotion ou d'autres ports français ou étrangers,
- organise au bénéfice du développement du marché de la croisière sur la place de Marseille les conventions et actions liées à cette activité,
- assure une information permanente du Club, envers ses propres adhérents, tout comme en externe notamment vers les médias,
- organise l'accueil personnalisé des armateurs de navires de croisière et de leurs représentants,
- coordonne les dispositions à mettre en œuvre pour faciliter le déroulement des escales de croisière,
- réalise des études économiques ou des enquêtes relatives à l'activité de la croisière,
- participe aux grands salons professionnels (comme le Cruise Shipping à Miami, Seatrade Europe à Hambourg),
- agit auprès des professionnels de la croisière, des compagnies aériennes et des agences de voyage,
- mène des actions d'amélioration de l'accueil des croisiéristes en partenariat étroit avec les compagnies de croisière et les partenaires locaux.

Acteur reconnu par l'Etat, le Grand Port Maritime de Marseille et les professionnels, le Club de la Croisière mène ainsi une politique active pour accompagner et dynamiser le développement de la filière à Marseille. C'est grâce à cette action collective conduite sous son égide que les activités de croisière se sont développées de façon spectaculaire à Marseille ces dernières années : de 18 500 passagers en 1995, ce sont près d'1,6 millions de passagers accueillis en 2016.

Aujourd'hui, le port de Marseille Fos se situe de ce fait à la 5e place des ports méditerranéens.

L'ambition portée pour 2020 est, avec l'accueil de 2 millions de croisiéristes, d'intégrer le « top 3 » en Méditerranée et le « top 10 » des ports mondiaux. Pour atteindre cet objectif dans un contexte concurrentiel accru, le Club propose depuis 2018 un programme d'actions encore plus ambitieux et souhaite en pérenniser le financement.

La modification de ses statuts adoptée à l'assemblée générale du 9 mars 2016 s'inscrit dans cette dynamique et permet ainsi l'entrée et conséquemment le soutien de nouveaux adhérents publics et privés.

En renouvelant son adhésion à l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera membre partenaire Prestige et fera partie du Conseil d'Administration du Club de la Croisière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TVP 001-708/16/CM du 30 juin 2016 portant adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence ;
- La délibération TVP 002-1995/17/BM du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance du développement du secteur de la Croisière sur le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Club de la Croisière Marseille Provence » et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 15 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-4033/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières - Approbation de l'avenant N°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs MET 18/7098/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A l'horizon 2020, Marseille Provence devrait franchir le cap des 2 millions de croisiéristes accueillis par an et confirmer son positionnement comme port leader sur le marché méditerranéen en se hissant dans le Top 3 des ports de croisière de méditerranée.

Cet objectif parfaitement réaliste est en grande partie le fruit des investissements réalisés par le Grand Port Maritime de Marseille qui, en élargissant la passe nord, permet d'accueillir les navires quasiment par tout temps, au-delà des actions commerciales, de promotion, de marketing et d'amélioration de l'accueil, conduites et coordonnées depuis bientôt 20 ans par le Club de la Croisière Marseille Provence avec ses partenaires dont la Métropole.

Les axes prioritaires définis dans le cadre des actions conduites tout au long de l'année par le Club de la Croisière Marseille Provence sont le reflet d'une ambition commune pour accroître la lisibilité et la notoriété de la métropole tant au niveau de ses nombreux atouts touristiques que sur un plan économique plus global.

En 2018, le nouveau plan d'actions triennal plus ambitieux de promotion et d'accueil de l'activité croisières permettra d'atteindre l'ambition fixée et pérenniser son financement.

Le Club de la Croisière Marseille Provence renforcera ainsi le positionnement du Port de Marseille Fos comme premier pôle de croisière en France et 5e port Méditerranéen.

Le budget total des actions est estimé à 623 500 euros HT pour l'année 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 50 000 euros au budget 2018 de ce plan d'actions auprès d'autres partenaires comme le GPMM, la CCIMP, la Ville de Marseille, le Conseil Régional et le Conseil Départemental 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- la délibération TVP 001-1994/17/BM du 18 mai 2017 approuvant la signature d'une convention pluriannuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association le Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé conclu avec l'association club de la Croisière Marseille Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ou tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6574 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-4034/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 9 au procès-verbal
de transfert initial n° 02/1052 des voies avec la
Ville de Marseille
MET 18/6150/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de Marseille doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Monsieur le Président à signer l'avenant n°9 au

procès-verbal des voies transférées en pleine propriété
n° 02/1052 portant :

-sur une portion de la rue de La Largade (13015 – quartier la Viste), située entre deux voies transférées, avenue de La Viste et rue de l'Eissero, à ajouter au procès-verbal pour une longueur de 242 mètres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La délibération N°17/2346/UAGP du 11 décembre 2017 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille portant approbation de l'avenant n° 9 au procès-verbal de transfert du domaine public routier de la commune de Marseille n°02/1052.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public de la Communauté Urbaine Marseille

Provence Métropole sont transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille Provence

- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1052, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°9 ci-annexé au procès-verbal n°02/1052 constatant l'ajout de la voie :

- Portion de la rue de La Largade, située entre l'avenue de La Viste et la rue de l'Eisero- 13015

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Le transfert de propriété à intervenir en application de l'article 1 ci-dessus s'opère à titre gratuit.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Les multiples dysfonctionnements constatés (saturation automobile, inconfort des cheminements piétons, stationnement anarchique), ont mis en évidence la nécessité d'une requalification de l'axe avec les objectifs suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie, rendu possible par la mise en service de la rocade L2, intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires (Cours Julien et boulevards Thurner et Salvator);
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable, notamment par un projet de mise en lumière.

Le projet prévoit sur la majorité du Cours Lieutaud une réduction du profil de voirie à 2x1 voies, au profit d'un élargissement des trottoirs. Une bande d'usage en rive de trottoir accueille les activités commerciales, le stationnement et certaines fonctions urbaines (propreté, éclairage). Des itinéraires cyclables continus sont prévus sur la totalité de l'axe.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 333 333 € HT.

VOI 002-4035/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "requalification du Cours Lieutaud à Marseille" MET 18/7455/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Cours Lieutaud forme, avec le boulevard Garibaldi, un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant, du nord au sud, la Canebière au boulevard Baille.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	9 000 000€HT
Métropole AMP	4 333 333€HT
Total financement	13 333 333€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM affectant l'opération 2015108500 relative à la requalification du cours Lieutaud à Marseille ;
- La lettre de saisine de Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 Juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille

Provence et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Requalification du Cours Lieutaud à Marseille - Nature : 4581171036 - Fonction : 851 - Opération : 2017103600 – Sous-politique : C311.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget 2018 suivant de la Métropole Aix Marseille Provence au chapitre 13, nature 1322 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-4036/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "requalification de la Rocade du Jarret à Marseille"
MET 18/7461/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La rocade du Jarret constituée des boulevard Maréchal Juin, François Duparc, Sakakini et Jean Moulin est issue de la couverture du ruisseau du Jarret réalisée entre 1955 et 1968. Cet axe constitue à ce jour l'unique itinéraire de contournement du centre-ville de Marseille.

Sur plus de 4km, ses caractéristiques (2 x 3 voies de circulation) apparaissent peu adaptées au regard des fonctions qu'elle assure, à travers un environnement urbain très dense.

La réalisation de la rocade L2 prévue pour fin 2018, permettra de limiter le trafic de transit actuellement

supporté par cet axe notamment le trafic de poids-lourds. Une fois l'allègement de trafic opéré, la requalification du Jarret pourra être entreprise suivant un parti d'aménagement plus urbain.

Le Plan de Déplacement Urbain approuvé par MPM le 28 juin 2013 prévoit par ailleurs la requalification du Jarret en Boulevard Urbain Multimodal dont l'objectif est de garantir une circulation des véhicules fluide, une circulation efficace des transports en commun, des aménagements cyclables continus et des espaces publics de qualité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un

partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 60 000 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	41 000 000€HT
Métropole AMP	19 000 000€HT
Total financement	60 000 000€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC approuvant le principe de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC affectant l'opération 2015108500 relative à la requalification de la rocade du Jarret ;
- La lettre de saisine de Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : Requalification de la Rocade du Jarret - Nature : 4581151085 - Fonction : 851 - Opération : 2015108500 – Sous-politique : C311.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget 2018 suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13, nature 1322 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-4037/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille
MET 18/7456/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de requalifier les espaces publics du centre-ville de Marseille dans la dynamique initiée par le projet Vieux-Port mis en œuvre pour 2013. Ainsi, plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM affectant l'opération n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 50 000 000 €HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	32 000 000€HT
Métropole AMP	18 000 000€HT
Total financement	50 000 000€HT

- La lettre de saisine de Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : Requalification du Centre-ville de Marseille - Nature : 4581181021 - Fonction : 851 - Opération : 2018102100 – Sous-politique : C311.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget 2018 suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13, nature 1322 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-4038/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'Entrée de Ville de Pertuis avenue Jean Moulin et route de la Tour d'Aigues MET 18/7363/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Programme :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 84 «Appel à Projets 2018-2020»		100 000€
Métropole Aix-Marseille-Provence		1 200 000€*
Conseil Départemental 84 : Participation à la Couche de Roulement		À déterminer

Le programme de l'opération d'Entrée de Pertuis a été validé par délibération n°2015_B418 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015, pour un montant d'opération de 1,3 M € HT.

Le projet est situé au Nord de la commune de Pertuis et s'étend sur environ 300 mètres depuis le giratoire du boulevard des Jardins jusqu'au carrefour des RD9 et RD956 route de la Tour d'Aigues.

Cette entrée de ville a pour objet de sécuriser le carrefour des deux départementales ainsi que la circulation automobile et de prolonger les voies piétonnes et cycles jusqu'au collège voisin.

Le programme du projet se caractérise donc comme suit :

- création d'un carrefour giratoire sur les RD9/RD956 ;
- réalisation d'un terre-plein central ;
- création de trottoirs aux normes et de pistes cyclables ;
- traitement des accès privés à la voie publique ;
- traitement du réseau pluvial de la voie ;
- requalification paysagère des espaces résiduels ;
- adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Financement :

L'estimation de cette opération s'élève à 1.300.000 € HT, soit 1.560.000 € TTC dont 1.400.000 € TTC de travaux.

La voirie sur laquelle seront réalisés les travaux étant départementale, le Conseil Départemental de Vaucluse s'est d'ores et déjà proposé de participer au financement des travaux de réalisation de la couche de roulement, dont le montant reste encore à définir. Par ailleurs, le Conseil Départemental de Vaucluse est sollicité à hauteur du montant maximum autorisé dans le cadre de l'appel à projets 2018-2020.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

* Le montant supporté par la Métropole sera diminué du montant de la participation du Conseil Départemental de Vaucluse pour la couche de roulement lors que celui-ci sera arrêté.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B418 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 approuvant le programme de travaux et le budget prévisionnel de l'opération ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réalisation de l'entrée de ville de Pertuis avenue Jean Moulin et route de la Tour d'Aigues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Départemental de Vaucluse, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 2 :

La recette éventuelle correspondante sera constatée sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-4039/18/BM

**■ Approbation d'une convention relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation d'une voie nouvelle au chemin des Aubagnens à Allauch en vue de desservir de nouveaux équipements publics
MET 18/7526/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération consiste à créer une voie nouvelle depuis le chemin des Aubagnens au niveau du chemin du Cassaou sur la commune d'Allauch.

Elle permettra de desservir de nouveaux équipements publics (caserne des pompiers, centre technique municipal et cuisine centrale) et un bâtiment d'habitations de 44 logements.

La déclivité du terrain et l'emprise disponible nécessiteront la construction de murs de soutènement. De plus, les réseaux seront prévus pour permettre la viabilisation des différentes opérations.

A cette fin, les travaux comprennent l'extension de toutes les canalisations existantes. La réalisation de ces travaux nécessite un raccordement sur les réseaux publics existants.

En matière d'adduction d'eau potable, deux maillages sur les réseaux publics sont nécessaires

ainsi que la reprise du branchement existant du Centre Technique Municipal.

Ces prestations imposent la réalisation de travaux par le délégataire du contrat de Délégation de Service Public de l'Eau Potable. Pour réaliser ces derniers, l'article 62 du contrat 120221DSP prévoit qu'une convention soit signée lorsque le maître d'ouvrage de l'opération n'est pas la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial.

Elle a deux objectifs:

- garantir que la direction opérationnelle effectuera les travaux conformément aux prescriptions du Délégataire
- préciser la nature des travaux à réaliser par le Délégataire dont le coût s'élève 13 618,52 € TTC

Il convient, par conséquent, d'approuver la convention annexée avec la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM) afin de lui fixer les modalités de réalisation des travaux et la prise en gestion des ouvrages après réception du chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 003-602/14/CC du 19 décembre 2014 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens à Allauch
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de créer une voie nouvelle au quartier des Aubagnens sur la commune d'Allauch pour desservir des équipements publics existants (Centre Technique Municipal) et à venir (cuisine centrale, caserne des pompiers)
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux d'adduction d'eau potable avec la SEMM

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative aux travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation d'une voie nouvelle au chemin des Aubagnens sur la commune d'Allauch en vue de desservir de nouveaux équipements publics.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-4040/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS ESG/SMM/EGIS FRANCE/André MASCARELLI concernant le marché n°04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception et le suivi de réalisation du tunnel Joliette à Marseille (2ème arrondissement)
MET 18/7497/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a assuré la Maîtrise d'Ouvrage du projet de l'Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille (2ème arrondissement).

Cette opération, consistant notamment à démolir le viaduc autoroutier au droit des Docks et à construire le tunnel de la Joliette sous la voie des quais, jusqu'au tunnel sous le Vieux-Port, a permis la reconquête de la façade littorale notamment dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée,

Pour mener à bien cette opération structurante, par délibération n° VOI 4/218/B du 16 mai 2003, le Bureau de la Communauté urbaine de Marseille avait autorisé le lancement d'un appel d'offres restreint en vue de désigner un Maître d'Œuvre chargé des missions de conception et de suivi de réalisation de l'ouvrage.

Le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS ROUTE SCETAUROUTE / André MASCARELLI a été attributaire du marché n°04/021 notifié le 27 février 2004 pour un forfait provisoire de rémunération égal à 3 109 600,00 € HT.

A l'issue des études d'Avant-Projet, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux a été déterminée. Dès lors, après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des marchés publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le forfait définitif de rémunération a été arrêté par avenant n°1, en date du 10 mars 2008 au montant de 3 759 009,00 € HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n°2 au marché a été conclu avec le groupement en date du 20 décembre 2010, afin de rémunérer les prestations complémentaires de Maîtrise d'Œuvre et modifier les délais d'exécution des missions VISA, ACT et AOR de l'opération pour assurer une cohérence de ces délais avec les marchés de travaux correspondants.

Ainsi, le forfait de rémunération du maître d'oeuvre s'établissait à 4 567 063,44 € HT.

Par avenant n°3 notifié le 13 mars 2012, il a été acté que la Société EGIS France se substituait dans tous les droits et obligations à la société EGIS ROUTE SCETAUROUTE, cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre.

Le 28 octobre 2013, le titulaire a transmis au Maître d'Ouvrage son projet de décompte final qui établissait un montant de la rémunération à 5 846 757,44 € HT hors révisions, et qui incluait un montant de rémunération complémentaire s'élevant à 1 279 694,00 € HT, hors révision de prix.

Par ordre de service n°14 du 28 novembre 2013, le pouvoir adjudicateur a rejeté le projet de Décompte Final et a notifié le Décompte final modifié portant le montant de la rémunération à 4 567 063,44 € HT, hors révisions.

L'exposé des réserves a été développé par le groupement de maîtrise d'œuvre dans un mémoire en réclamation remis à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception de l'O.S. susvisé.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-PI, l'absence de décision de la personne publique dans un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation vaut rejet de la réclamation. En vertu de l'article 40.2 du CCAG-PI, le rejet implicite de cette réclamation a conduit le groupement de Maîtrise d'Œuvre à saisir le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des

différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) le 2 juin 2015 au titre de l'indemnisation demandée pour un montant de 1 647 594,88 euros HT (révisions de prix inclus).

Le maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 13 avril 2017, analysant les prétentions du Titulaire et concluant au rejet partiel de la réclamation.

Conformément aux dispositions prévues par le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, après instruction contradictoire de la réclamation et suite à l'audience du 22 février 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 16 mars 2018, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI d'une somme de 580 280 euros HT soit 694 014,88 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 28 901 euros.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 1 647 594,88 euros HT à 580 280 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil

de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le marché n° 04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre du tunnel Joliette à Marseille ;
- La réclamation présentée par le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI le 2 juin 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 22 février 2018 notifié à la Métropole le 16 mars 2018 concernant l'affaire n° 2015-23 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°04-021 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°04-021, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.
-

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°04-021.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 580 280 euros HT soit 694 014,88 euros TTC, et sur le versement de 28 901 euros au titre des intérêts moratoires, au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence –

Nature 4581061024 - Fonction : 851 -Numéro d'opération : 2006102400 - Sous politique : C360.
Les intérêts moratoires seront inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la section de fonctionnement sur la nature : 6711.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-4041/18/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le Département de Vaucluse pour la réalisation de l'entrée de ville Est de Pertuis Route de la Bastidonne
MET 18/7299/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée dans l'opération de l'entrée Est de la commune de Pertuis sur la route de la Bastidonne.

Le Département de Vaucluse et la Commune de Pertuis ayant chacun leur domaine de compétence sur le même secteur, il était convenu entre les différentes parties, que le Département de Vaucluse, maître d'ouvrage principal, porterait l'ensemble de l'opération.

En effet, en application des dispositions des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du CGCT, il est prévu qu'une collectivité peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

D'autre part, l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée prévoit que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrage relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Condition de réalisation :

Le Département de Vaucluse assure la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération, pour son

compte et pour le compte de la Métropole et de la commune de Pertuis.

Condition financières :

Le coût de l'opération global est évalué à 2 040 520 €HT.

La part due par la Métropole est évaluée à 836 613,20 €HT (ce qui représente 41%).

La part due par la Commune est évaluée à 265 267,60 €HT (ce qui représente 13%).

La part due par le Département est évaluée à 938 639,20 €HT (ce qui représente 46%).

Modalités de financement :

La Métropole se libérera des sommes dues au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sur justificatifs fournis par le Département en fonction des pourcentages estimatifs de participation de chacun.

La répartition définitive sera arrêtée en appliquant les pourcentages définis ci-dessus aux dépenses effectives des travaux dans la mesure où le programme n'a pas subi de modification substantielle et où le montant prévisionnel des travaux n'a pas été atteint.

Toute évolution à la hausse du montant de l'opération nécessitera la modification des pourcentages qui devront être recalculés en fonction des travaux et des compétences de chacun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.;
- la délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de financement et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au département de Vaucluse pour la réalisation de l'entrée de ville Est de Pertuis route de la Bastidonne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 5A – AP Globale pour le programme des entrées de ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-4042/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement des travaux avec la Société ASF pour la réalisation de la bretelle autoroutière A51 Nord/A8 Ouest
MET 18/7300/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Contexte :

Les autoroutes entre l'A8 et l'A51 se croisent sur la commune d'Aix-en-Provence mais l'échange entre ces deux autoroutes se fait encore partiellement par des voiries locales. Pour résoudre cette problématique, l'État a réalisé des études pour compléter l'échangeur et réaliser la liaison entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest dans les deux sens.

Ces études ont abouti à un programme en 2011 faisant état d'un budget de 60M€HT y compris les acquisitions foncières, dont 44M€ de travaux répartis comme suit :

- 13M€HT pour la 1ère bretelle (sens Gap/Avignon),

- 31M€HT pour la 2eme bretelle (sens Avignon/Gap).

Face aux difficultés pour engager cette opération, la Communauté du Pays d'Aix décidait par délibération du Conseil communautaire du 15 janvier 2014, de son engagement dans le financement de la 1ère bretelle évaluée à 13M€, comme participation au projet global de complément d'échangeur.

Rappel :

Une première convention d'étude a été notifiée le 23 avril 2014, ayant pour objet la réalisation des démarches administratives, les acquisitions foncières et la réalisation des études.

Par délibération n°2015_A322 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix validait le programme niveau Avant-Projet de cette bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT. Cette convention a été notifiée à la Société ASF le 22 décembre 2015.

Lors de la réalisation des études niveau Projet, la société ASF a présenté des propositions de surcoûts et de modifications de programme. Ces éléments comprenaient :

- Les surcoûts liés aux prescriptions SNCF : pour un montant de 450 000 € HT,
- Les surcoûts liés aux mesures compensatoires pour la déconstruction de la passerelle : 200 000 € HT ,
- Les surcoûts liés aux prescriptions de l'ABF : 150 000 € HT ,
- Les surcoûts liés à l'élargissement du gabarit à 13m du passage au-dessus du chemin des Aubépines, largeur minimum pour assurer le gabarit de la voie future : 80 000 € HT.

Ces modifications ont été validées par la délibération VOI 0003-2238/17/BM du Bureau de la Métropole du 29 juin 2017. L'avenant n°1 comprenant ces modifications et intégrant l'augmentation de l'enveloppe de 880 000€HT et la portant ainsi à 13,43M€HT a été notifié le 9 novembre 2017 aux ASF.

Problématique de la passerelle piétonne :

La passerelle existante fait obstacle à la réalisation de la bretelle, aussi, pour maintenir les gabarits routiers sur la future bretelle, il est nécessaire de démolir la passerelle et de la reconstruire mais plus haute. Dans ces conditions, le programme initial prévoyait de la reconstruire conforme à l'existant c'est-à-dire avec une largeur de 3m.

La ville d'Aix-en-Provence, dans le cadre de la politique de la ville, accordant une place importante à cette passerelle, a souhaité profiter de sa reconstruction pour l'élargir et la passer à 5m afin de lui donner plus d'attractivité et de confort pour les usagers.

Face aux surcoûts qui ont été validés dans l'avenant 1, indispensables pour la réalisation de la bretelle dans de bonnes conditions, la Métropole n'avait pas choisi de retenir l'élargissement de la reconstruction de la passerelle comme cela avait été demandé par la commune.

Ainsi, face aux investissements conséquents déjà supportés par le Territoire du Pays d'Aix, la ville d'Aix-en-Provence a souhaité attribuer un fond de concours à la Métropole pour financer le surcoût lié à la surlargeur. La convention a fait l'objet d'une validation par délibération n° VOI 002-2237/17/BM du 13 juillet 2017 et a été notifiée à la ville le 6 novembre 2017.

Objet de l'avenant 2 :

Il est aujourd'hui nécessaire de confirmer aux ASF la reconstruction de cette passerelle à 5m de large et d'augmenter l'enveloppe de l'opération pour prévoir son financement. L'enveloppe est augmentée de 507K€HT la portant ainsi à 13,937M€HT.

Cette dépense sera transparente pour la Métropole puisque la ville lui a attribué un fond de concours de 507k€HT également.

Financement :

Par délibération n°2015_A234 du Conseil communautaire du 12 novembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix validait le montant de l'AP allouée à cette opération pour un montant de 23 M€. Ce montant d'AP est suffisant pour couvrir l'augmentation liée à l'avenant n°2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A322 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'Avant-Projet de la 1ere bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°VOI 003-2238/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant l'avenant 1 à la convention de

travaux entre la Métropole et les ASF portant son montant à 13,43M€HT;

- La délibération n°VOI 002-2237/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la convention de fonds de concours de 507k€HT entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la prise en compte de la surlargeur de la passerelle n'entraîne pas de surcoût pour la Métropole, puisque la ville d'Aix-en-Provence lui a attribué un fond de concours du même montant.

Délibère

Article 1 :

Le programme de l'opération est modifié afin d'intégrer la reconstruction de la passerelle à 5m de largeur utile au lieu de 3m et pour un surcoût de 507k€HT (option 1 de la convention).
Le nouveau coût de l'opération est de 13,937M€HT.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 à conclure entre la société ASF et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix – Opération n°20173

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-4043/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Seconde Nature pour l'organisation d'un parcours artistique dans le cadre de la Biennale des arts et cultures numériques "Chroniques" - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7563/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération relative à la politique culturelle votée le 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne notamment comme objectif de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes suivants :

- la mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- la contribution à l'attractivité du territoire ;
- le renforcement de l'identité métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence).
- le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de son institution.

L'association Seconde Nature a pris depuis quelques années une orientation métropolitaine et répond précisément aux principes et critères formulés ci-dessus.

Seconde Nature propose et développe l'événement culturel « Chroniques », Biennale internationale des arts et cultures numériques qui se déroulera du 9 novembre au 9 décembre 2018. Cet événement associe les différents secteurs de la filière numérique pour contribuer à la promotion et la notoriété du territoire de la Métropole Aix Marseille

Provence et ainsi faire de ce territoire une métropole innovante à l'instar des métropoles de Montréal, Lyon, Barcelone ou Berlin.

« Chroniques » repose sur une co-construction avec les acteurs déjà impliqués dans les démarches artistiques et culturelles en faveur du numérique sur le territoire métropolitain. La Biennale se base sur des projets participatifs avec les habitants, les opérateurs et les artistes (modèle des living lab) pour générer de l'innovation sociale, économique et culturelle. Ce projet a aussi pour objectif de valoriser et développer les filières d'excellence que sont l'économie créative et culturelle.

« Chroniques » se déroule essentiellement à Aix-en-Provence et Marseille dans plusieurs lieux et présente plus de 50 artistes locaux, régionaux et internationaux.

En 2018, Seconde Nature propose un parcours artistique sous forme d'exposition itinérante dans 7 villes de la Métropole, dans chacune des "sphères" de lecture publique identifiée par la Métropole. À partir de la dynamique de « Chroniques », Seconde Nature propose aux équipements culturels des villes de la Métropole d'accueillir une programmation artistique en lien avec les esthétiques et les axes programmatiques présentés dans la Biennale. Ce dispositif permettra ainsi d'irriguer l'ensemble du territoire métropolitain à partir du cœur de la proposition artistique et événementielle « Chroniques ».

Les 7 communes pressenties sont Martigues, Pelissanne, Pertuis, Aubagne, Salon de Provence, Istres et Miramas.

Pour réaliser le parcours artistique sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 40 000 € en 2018 (n° GU 2018_00902), la Métropole propose un financement à hauteur de 35 000 € de subvention. Le budget prévisionnel de l'action pour 2018 est de 226 500 €, il est joint à la convention annexée à la présente délibération.

Pour mémoire, l'association Seconde Nature est soutenue par la Métropole - Territoire du Pays d'Aix depuis plusieurs années et pour le fonctionnement général de l'association. La subvention 2018 du territoire a été votée le 15 février pour un montant de 150 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° HN 021-07/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à hauteur de 35 000 € (trente-cinq-mille euros) à l'association Seconde Nature.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 35 000 € sur le BPMF du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-4044/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Sextant et plus - Group pour les actions "Art-o-Rama" et "Mission Musée" - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7564/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération relative à la politique culturelle votée le 14 décembre 2017, la métropole Aix-Marseille Provence se donne notamment comme objectif de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes suivants :

- la mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- la contribution à l'attractivité du territoire;
- le renforcement de l'identité métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence).
- le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de son institution.

L'association Sextant et plus / Group a pris depuis quelques années une orientation métropolitaine et répond précisément aux principes et critères formulés ci-dessous.

Sextant et plus / Group contribue au développement de l'art contemporain à partir de plusieurs activités sur Marseille et l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les actions proposées par Sextant et Plus au financement métropolitain sont les suivantes :

ART-O-RAMA, Salon/Foire international d'Art contemporain

Ce salon a pour objectif de participer à la professionnalisation du secteur de l'art contemporain à Marseille et dans sa Région en organisant un moment de rencontres privilégiées

entre galeristes, artistes, collectionneurs, institutionnels, locaux et internationaux. Le projet rassemble la majeure partie des professionnels concernés sur le territoire métropolitain et attire de plus en plus de professionnels internationaux. Il se tiendra au J1 en 2018, du dernier week-end d'août au 10 septembre.

Sextant et plus / Group propose de mettre en œuvre des projets curatoriaux développés par une vingtaine de galeries internationales et un artiste invité issu du territoire métropolitain. Cet artiste est accompagné dans la réalisation d'un projet spécifique d'exposition et dans la production de nouvelles œuvres (production d'un premier catalogue).

Mission Musées, Mallette pédagogique numérique

Sextant et plus / Group a conçu un outil qui propose aux enseignants un accompagnement pertinent dans leurs enseignements en s'appuyant sur le champ de l'art. Dans un cadre ludique et basé sur l'utilisation de l'outil numérique, les élèves sont ainsi conviés autour d'un scénario intitulé « Mission Musée ». Différentes compétences sont sollicitées afin de mener à bien cette « mission ». La mallette est créée en lien avec les programmes pédagogiques du primaire du CE2 au CM2. La structure se base sur son expérience de création de projets en milieu scolaire pour la Fondation Luma à Arles ou l'inspection académiques Aix-Marseille. Dix classes seront sollicitées sur le territoire métropolitain.

Pour réaliser ces actions sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 € pour chaque action soit 40 000 € au total en 2018 (n° GU 2018_00905 et 2018_00904), la Métropole propose un financement à hauteur de 35 000 € de subvention, soit 20 000 € pour l'action "Mission Musée" et 15 000 € pour l'action "Art-o-Rama". Les budgets prévisionnels 2018 des deux « actions » sont respectivement de 107 000 € pour l'action "Mission Musée" et 392 500 € pour "Art-o-Rama", ils sont joints à la convention annexée à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° HN 021-07/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à hauteur de 35 000 € (trente-cinq mille euros) à l'association Sextant et Plus Group.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 35 000 € sur le BPMF du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-4045/18/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'association Aix ensemble - Approbation d'une convention
MET 18/7325/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,

- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le

pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016)

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement pour un montant total de 4000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et l'approbation de la convention annexée.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018_00575	Aix ensemble	Aix-en-Provence	Renouvellement du matériel de Radio diffusion « le studio mobile » et continuer l'achat du deuxième studio.	Investissement	Aix en Provence	1 ^{er} semestre 2018	4 000,00 €	4 000,00 €	7 381,00 €	4 000,00 €	0,00 €	Investissement	4 000,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

Total: 4000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 4000 € à l'association Aix Ensemble telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Aix ensemble.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162445, nature 4581 en fonction 311 pour « Aix Ensemble ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-4046/18/BM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation à la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles
MET 18/7328/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation Camp des Milles de réaliser des travaux d'aménagement des espaces extérieurs PHASE 3 situés entre la tuilerie et le wagon souvenir, la Métropole a attribué une subvention d'investissement de 100 000 € et approuvé la convention afférente signée le 7 novembre 2016.

Elle prévoit un délai de deux années pour la réalisation des travaux prévus conventionnellement. La Fondation du Camp des Milles n'est actuellement pas en mesure de poursuivre ces travaux pour des raisons d'urbanisme indépendantes de sa volonté.

Aussi, afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de régler ces questions, et de sécuriser le paiement du solde de la subvention, soit 50 000 €, il convient de compléter les délais d'exécution des travaux, en prolongeant d'une année la convention par un avenant, soit jusqu'au 7 novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé un avenant de prolongation de la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles signée le 7 novembre 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-4047/18/BM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation à la convention d'investissement avec la Fondation Vasarely
MET 18/7331/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du plan pluriannuel et multipartenarial de restauration, de réhabilitation et de rénovation du bâtiment abritant la Fondation Vasarely, initié en 2012 et porté avec l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la ville d'Aix-en-Provence, le Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 a attribué par la délibération n°CSGE 006-474/16/BM une subvention de 374 297€ à la Fondation et approuvé la convention afférente. Cette convention a été signée le 10 août 2016 pour une durée de deux ans et notifiée à la Fondation Vasarely le 5 septembre 2016.

Afin de sécuriser le paiement du solde de la subvention, soit 187 148,50 €, il convient de compléter les délais d'exécution des travaux, en prolongeant d'une année la convention annexée par avenant, soit jusqu'au 10 août 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A271 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le vote d'une subvention en investissement de 280 000€ à la Fondation Vasarely et la convention afférente ;
- La délibération n° CSGE 006-474/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant le vote d'une subvention en investissement de 374 297€ à la Fondation Vasarely et la convention afférente ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation Vasarely pour la rénovation et la réhabilitation du bâtiment classé et du site qui l'abrite.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la convention d'investissement signée par la Fondation Vasarely le 10 août 2016 dans le cadre

du programme pluriannuel de réhabilitation du bâtiment.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-4048/18/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement pour la restauration de 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes destinés à la réouverture d'une salle didactique à la Fondation Vasarely - Approbation d'une convention
MET 18/7751/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à la «Fondation Vasarely» interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,

- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions.(Article

11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Depuis son ouverture en 1976, la Fondation a assuré une place originale dans la dynamique artistique et culturelle en permettant en particulier, d'explorer des voies nouvelles pour notre territoire dans le domaine de l'art contemporain et en ouvrant, à un large public, un espace d'expositions, de recherches et de concertations sur les enjeux de la création artistique dans l'espace public urbain.

Aujourd'hui, il s'agit de permettre à la Fondation Vasarely de restaurer 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes pour la réouverture d'une salle didactique Victor Vasarely en lui accordant une subvention d'investissement sur l'exercice 2018.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement pour un montant total de 15 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination de la Fondation Vasarely et l'approbation de la convention annexée.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018_004_80	Fondation Vasarely	Aix-en-Provence	Restauration de 5 présentoirs, 210 études et 10 banquettes pour réouverture d'une salle didactique Victor Vasarely au 1 ^{er} étage	Investissement	Aix-en-Provence	Janvier 2018 (9 mois)	0,00 €	0,00 €	95 100,00 €	15 000,00 €	Aix-en-Provence : 12 000,00 €	Investissement	15 000,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

Total: 15 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié de la Fondation Vasarely qui participe au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 15 000 € à la Fondation Vasarely, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation Vasarely.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162457, nature 4581, fonction 311 pour « la Fondation Vasarely ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-4049/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement pour la finalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment de la Fondation Vasarely (2013-2018) - Phase B4 (2018-2019) - Approbation d'une convention d'investissement MET 18/7750/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Depuis son ouverture en 1976, la Fondation Vasarely a assuré une place originale dans la dynamique artistique et culturelle en permettant en particulier, d'explorer des voies nouvelles pour notre territoire dans le domaine de l'art contemporain et en ouvrant, à un large public, un espace d'expositions, de recherches et de concertations sur les enjeux de la création artistique dans l'espace public urbain.

En 2011, l'État, la Région, le Département, la Ville d'Aix-en-Provence et le Pays d'Aix ont entrepris de financer conjointement le plan de réhabilitation du bâtiment abritant la Fondation Vasarely qui sera classé au titre des monuments historiques en 2013.

Il s'agissait de permettre à la Fondation Vasarely de rénover et de mettre aux normes en matière de sécurité ce bâtiment inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en lui accordant des subventions d'investissement. Dans ce cadre, la Métropole a d'ores et déjà octroyé des soutiens à l'opération globale:

- Attribution d'une subvention s'élevant à 374 297,00 € pour un budget prévisionnel de 2 386 015 € pour la phase A2B et B1 de la restauration du bâtiment
- Attribution d'une subvention d'un montant de 214 000,00 € pour un budget prévisionnel de 1 962 429 € pour la phase B3 de la restauration du bâtiment.

Pour la demande de subvention sur l'exercice 2018, il s'agit de permettre à la Fondation Vasarely de poursuivre et finaliser l'ensemble du programme de réhabilitation du bâtiment (2013-2018). Ces travaux supplémentaires (phase B4) qui s'inscrivent dans le projet global de réhabilitation s'élèvent à 1 342 363 € conformément aux plans de financement annexés à la présente délibération.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention	Date commission CT	Date BM
2018-004-79	Fondation Vasarely	Aix-en-Provence	Travaux supplémentaires pour la finalisation de la restauration du bâtiment	Investissement	Aix-en-Provence	2018-2019	214 000,00 €	374 297,00 €	1 342 363,00 €	473 070,00 €	Aix-en-Provence : 200 000,00 €	Investissement	473 070,00 €	OUI	06/06/18	28/06/18

La phase B-4 consiste à finaliser la restauration des façades du bâtiment dans le respect des normes muséales et de procéder à des travaux supplémentaires dus à des modifications de programme et des raisons technique conformément aux notes de présentation des travaux supplémentaires.

Pour les travaux de restauration prévus en 2018, par délibération du 16 mars 2018 (DEB 18-96) la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a alloué une subvention d'investissement de 306 976 € à la Fondation Vasarely. La Ville d'Aix-en-Provence et le Département doivent délibérer pour financer ces travaux respectivement à hauteur de 328 228 € et 159 861 € en 2018 selon le budget prévisionnel transmis par la Fondation Vasarely qui a été approuvé en CA le 27 11 2017.

Pour rappel, le montant global de l'opération s'élève à 11 418 011 € et la participation financière des collectivités locales est de 11 152 161 €. Le montant des fonds propres de la Fondation est de 265 850 €.

Les versements de la Métropole à la « Fondation Vasarely » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,
- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le

pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement de 473 070 € à la Fondation Vasarely selon un budget prévisionnel de 1 342 363 € et d'approuver la convention annexée.

Total: 473 070 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DEB 18-96 du 16 mars 2018 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire privilégié de la Fondation Vasarely qui participe au rayonnement culturel du territoire métropolitain démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant total de 473 070 € à la Fondation Vasarely, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec la Fondation Vasarely.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement Opération budgétaire 4581162457, nature 4581, fonction 311 pour « la Fondation Vasarely ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 JUIN 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

28 JUIN 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 29 juin 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA -

Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAIN - Pascale MORBELL - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Olivier FREGEAC - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Marcel MAUNIER - Moussa BENKACI représenté par Jacques BOUDON - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Patrick BORÉ représenté par Jean-Louis TIXIER - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Michel BOULAN représenté par Joël MANCEL - Jean-Louis CANAL représenté par Loïc GACHON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Bruno CHAIX représenté par Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT représenté par Gaëlle LENFANT - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Carine ROGER - Robert DAGORNE représenté par Roger PELLENC - Sandra DALBIN représentée par Patrick PADOVANI - Sylvaine DI CARO représentée par Jules SUSINI - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Jacky GERARD représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Eliane ISIDORE représentée par Henri CAMBESSEDES - Albert LAPEYRE représenté par Josette VENTRE - Eric LE DISSÈS représenté par Jean MONTAGNAC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Patrick MENNUCCI représenté par Eric SCOTTO - Yves MESNARD représenté par Patrick PIN - Richard MIRON représenté par Jean-Claude DELAGE - Stéphane PICHON représenté par Bernard JACQUIER - Roger PIZOT représenté par Sophie DEGIOANNI - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Bernard RAMOND représenté par Arnaud MERCIER - Julien RAVIER représenté par Valérie BOYER - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Roger RUZE représenté par Roland CAZZOLA - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Jacques BESNAÏNOU - Odile BONTHOUX - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Bernard DESTROST - Claude FILIPPI - Mireille JOUVE - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Michel MILLE - Stéphane PAOLI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Philippe VERAN - Karim ZERIBI - Karima ZERKANIRAYNAL.

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :

Madame et Messieurs :

Samia GHALI représentée à 11h08 par Eugène CASELLI - Eric CASADO représenté à 11h20 par François BERNARDINI - Gilbert FERRARI représenté à 11h20 par Nicole JOULIA

ETAIENT PRESENTS ET EXCUSES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Chrystiane PAUL à 10h50 - Roger PELLENC à 10h51 - Elisabeth PHILIPPE à 11h07 - Marie MUSTACHIA à 11h07 - Frédéric VIGOUROUX à 11h15 - Frédéric COLLART à 11h25 - Loïc GACHON à 11h25 - Georges ROSSO à 11h25 - Henri CAMBESSEDES à 11h25 - Roger MEI à 11h26 - Antoine MAGGIO à 11h32 - Marcel MAUNIER à 11h47 - Emmanuelle SINOPOLI à 11h56 - Henri PONS à 12h00 - Jean-Pascal GOURNES à 12h00 - Arlette FRUCTUS à 12h00 - Pascal MONTECOT à 12h00 - Albert GUIGUI à 12h00 - Philippe GINOUX à 12h00 - Auguste COLOMB à 12h00 - Mireille BALETTI à 12h05 - Jules SUSINI à 12h13 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 12h30 - Nouriaty DJAMBAE à 12h30 - Roland BULM à 12h32 - Patrick VILORIA à 12h35 - Richard FINDYKIAN à 12h33 - Nathalie FEDI à 12h32 - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE à 12h35 - Francis TAULAN à 12h35 - Dominique FLEURY-VLASTO à 12h36 - Pascale MORBELLI à 12h37 - Marie-Claude MICHEL à 12h37 - Jean-Claude MONDOLINI à 12h37 - Stéphane RAVIER à 12h39

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 002-4136/18/CM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI
MET 18/7318/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises, de promouvoir les grands projets structurants et de favoriser ainsi les investissements. La présence dans les salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables auprès des professionnels du secteur.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours 25 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 000 investisseurs, venus de 90 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 30 000 participants et 450 exposants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le pilote de la promotion du territoire dans ces deux salons professionnels avec un bilan positif : un discours économique partagé avec les conseils de territoire et les partenaires, 130 rendez-vous consolidés au MIPIM, dont une quarantaine mutualisés entre partenaires et près de 150 contacts au SIMI.

En 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvellera ce pilotage de la promotion du territoire. Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité, elle y associera les acteurs économiques publics incontournables que sont Euroméditerranée, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, le Port de Marseille Fos, la Ville de Marseille...

La Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires disposeront d'un stand au MIPIM, à Cannes en mars 2019 et au SIMI, à Paris en décembre 2019.

Les thématiques suivantes y seront mises en avant : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Grand Port Maritime de Marseille, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de métropole.

Il est proposé au Bureau de Métropole d'approuver la participation de la Métropole aux éditions 2019 du MIPIM et du SIMI. Ces deux salons professionnels constituent une véritable démarche de recherche d'investisseurs et d'opérateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise mais également de promotion du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° NH009-011/16/CM du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le MIPIM et le SIMI sont les deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que la Métropole souhaite promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au MIPIM et au SIMI 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-4137/18/CM

■ Approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux oeuvres audiovisuelles et cinématographiques

MET 18/7386/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière Industries créatives, dont le Cinéma et Audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. En effet, la filière Cinéma et Audiovisuel connaît un fort dynamisme sur le territoire métropolitain avec près de 700 tournages chaque année, dont environ 500 sur la ville de Marseille, second lieu de tournage en France après Paris.

De plus, le territoire métropolitain est fort d'équipements structurants tels que :

- Le Pôle Média de la Belle de Mai à Marseille, bâtiment dédié aux entreprises de l'audiovisuel et du multimédia et son studio de motion capture,
- Provence Studios, complexe de production intégré, et Maritima Médias, pôle multimédias d'information (télévision locale, web et radio) à Martigues,
- Une quarantaine de cinémas dont la moitié sont des cinémas d'art et essai,
- De nombreux organismes de formation spécialisés dans les métiers de la filière.

Le territoire se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le Salon des lieux de tournage à Paris, l'AFCI à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy et le MIPCom pour les contenus télévisuels et digitaux.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence poursuit l'action du SAN Ouest-Provence en menant une politique de soutien en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de productions qui choisissent son territoire comme lieu de tournage.

Le Pays de Martigues s'est aussi engagé dans le développement de la filière cinéma et audiovisuel. Ainsi, en 2017, il a accueilli près de 70 tournages (soit une augmentation de 240% en 3 ans), grâce à une diversité de paysages, des savoir-faire et ressources humaines artistiques et techniques reconnus, un tissu actif de PME spécialisées et la présence de Provence Studios (26 000 m² de studios et d'annexes dédiées et un des plus grands fond vert de France).

La plateforme Cinéma et Audiovisuel, lancée en novembre 2016 à son initiative et qui rassemble plus de 150 professionnels et institutionnels, participe pleinement à la volonté de co-construire une stratégie de développement, de structurer et de promouvoir la filière à l'échelle métropolitaine.

Dans ce droit fil, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'action initiée dans ce domaine en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de préciser que l'intervention de la Métropole sera conditionnée en tout état de cause par l'intervention préalable de la Région.

En effet, les aides versées à des sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, depuis l'intervention de la loi NOTRe du 7 août 2015, la Région est la collectivité chef de file en la matière et, en tant que telle, dispose d'une capacité d'initiative exclusive.

L'article L.1511-2 du CGCT prévoit en effet que *le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région*, mais il ajoute que *dans le cadre d'une convention passée avec la région, la métropole de Lyon, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région. (...)*

Si les communes et leurs groupements ne peuvent donc plus être auteurs d'un projet d'aides ou d'un régime d'aides, ils conservent néanmoins la possibilité de participer au financement des aides et régimes d'aides décidés par la Région, et ce en signant une convention avec celle-ci.

L'intervention de la Métropole en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques s'inscrira donc dans ce cadre.

Concernant le soutien à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles, la Région a mis en place son régime d'aides à travers la convention de coopération pour le cinéma et l'image, 2017-2019, conclue avec l'État, le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et le Département des Alpes-Maritimes, et a adopté son cadre d'intervention en la matière.

Une société de production ne pourra donc, le cas échéant, obtenir le soutien de la Métropole que si son projet fait déjà l'objet d'un financement de la Région dans ce cadre.

Il convient de préciser qu'au plan du droit communautaire, les aides régionales ainsi accordées s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité (règlement général d'exemption par catégorie – RGE).

Les aides qui seront accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscriront quant à elles dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Chaque aide ainsi attribuée à une société de production fera donc l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que dans un premier temps, ce dispositif sera mis en place sur les territoires d'Istres-Ouest Provence et du Pays de Martigues, mais aura bien entendu vocation à s'étendre aux autres territoires de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;
- Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- L'information des Conseils de Territoire

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la filière Cinéma et Audiovisuel a été identifiée comme une filière stratégique dans l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- Qu'elle est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques, et représente un potentiel important en termes d'emplois, avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite affirmer sa volonté de soutenir la filière cinématographique et audiovisuel sur son territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine sera en tout état de cause complémentaire de celle de la Région en la matière ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des oeuvres audiovisuelles et

cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

Article 2 :

Est donnée délégation au Bureau de la Métropole pour attribuer les soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques et approuver les conventions qui y seront attachées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-4138/18/CM

**■ Approbation du contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de La Ciotat
MET 18/6933/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 006-3621/18 du 22 mars 2018, le Conseil Métropolitain a retenu le principe du recours à une délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat.

Il s'agit, de développer les capacités d'accueil des entreprises du refit et du yachting, pour porter ce site en un pôle de référence mondiale aux yachts de très grande taille.

Par cette même délibération, le Conseil Métropolitain a également décidé que cette délégation de service public, d'une durée de trente ans, serait conclue sans publicité ni mise en concurrence, avec la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession.

Le délégataire accepte de prendre en charge le financement, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du Village d'Entreprises et d'assurer les missions de service public qui y sont attachées dans les conditions du contrat.

Le délégataire sera chargé de la conception et de la construction d'un programme immobilier d'une surface de plancher de l'ordre de 12 000m², dont 8 000m²

pour des locaux d'activités et 4 000m² pour des locaux tertiaires.

Ce programme se réalisera en 4 phases successives, en corrélation avec le développement du site.

Le délégataire fera son affaire des demandes d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la construction et à l'exploitation du Village d'entreprises.

Le délégataire sera maître d'ouvrage chargé d'établir à ses frais et risques l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, dans les conditions et limites prévues au contrat.

Il sera responsable du fonctionnement du service et sera autorisé à percevoir sur les occupants et usagers les sommes calculées dans les conditions prévues au contrat et qui sont destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

Il assurera la gestion de ces immobiliers et l'ensemble des travaux d'entretien et de réparation.

Le délégataire sera rémunéré substantiellement par les loyers perçus auprès des occupants et usagers du site.

Le délégataire sera chargé d'assurer les missions générales liées à la gestion et à l'exploitation du village d'entreprises à savoir notamment :

- La gestion du Village d'Entreprises en cohérence avec le site naval adjacent, notamment sur ses besoins et en terme tarifaire ;
- La sélection et l'accueil des entreprises par une procédure ouverte et transparente ;
- La fourniture de services communs comme notamment le contrôle de l'accès au site, l'entretien et la mise en valeur des espaces communs et la prise en charge des grosses réparations ;
- L'animation et la promotion du Village d'Entreprises ;
- Toute action favorisant la valorisation du domaine et l'insertion dans l'environnement partenarial et le tissu économique local ;

Le délégataire engagera et financera un programme d'investissement de 15.7 M€ (€ valeur 2018), comprenant les travaux d'aménagements et de construction. Ce montant tient également compte des coûts de dépollution du terrain d'assiette nécessaire à l'opération, dans la limite de 540 000€/HT.

Financement de ce programme de travaux par le délégataire :

- Par un emprunt équivalent à 70% du montant des travaux. La garantie sur cet emprunt est apportée à hauteur de 50% par la ville de la Ciotat et à 50% par le compte de réserve qui sera constitué par le délégataire puis réabondé en fonction des besoins par l'excédent d'exploitation.

- Par des fonds propres apportés par la Semidep dans la limite d'un montant cumulé de 4,5M€ sur la durée du contrat

Prise en charge des surcoûts par le délégant :

- Dans le cas où des surcoûts de dépollution venaient à être supérieurs au montant estimé et pris en charge par le délégataire au titre du bilan prévisionnel à savoir 540 000€/HT,
- Dans le cas où des travaux de mise en sécurité des nefs conservées sur site sont supérieurs au montant de 50 000€/HT, pris en charge au titre du bilan prévisionnel par le délégataire,

En contrepartie de la mise à disposition des surfaces au délégataire, le délégant se verra verser une redevance d'occupation annuellement. Le dispositif de cette redevance est fondé sur l'excédent d'exploitation constaté au terme de chaque année. Il représente 15% de cet excédent.

Ce montant pourra toutefois être différé si le solde du compte de réserve, n'est pas suffisant pour être affecté au nantissement de l'emprunt auprès des organismes prêteurs.

Le présent contrat de délégation de service public est assorti d'une condition résolutoire. Ainsi, en l'absence de conclusion, au plus tard le 31 décembre 2018, de la convention tripartite de type « Auxifip », entre la Métropole, le délégataire et les établissements de crédits ou crédits bailleurs participant au financement du programme de travaux, le présent contrat de délégation de service public sera résilié de plein droit.

Cette convention a pour objet de garantir les contrats dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de DSP. L'approbation de cette convention se fera lors d'un prochain conseil de la Métropole, après signature du contrat de DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 mars 2018 ;
- La délibération n° 005-3620/18/CM du 22 mars 2018, relative à l'approbation de la création de la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat ;
- La délibération n° 006-3621/18 du 22 mars 2018, relative à l'approbation du principe de la délégation de service public avec la LCS Yachting Village et les caractéristiques générales du service délégué ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° 006-3621/18 du 22 mars 2018, le Conseil Métropolitain a retenu le principe du recours à une délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat.
- Que par cette même délibération, le Conseil Métropolitain a également décidé que cette délégation de service public, d'une durée de trente ans, serait conclue sans publicité ni mise en concurrence, avec la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession.
- Que le délégataire accepte de prendre en charge le financement, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du Village d'Entreprises et d'assurer les missions de service public qui y sont attachées dans les conditions du contrat.
- Que le délégataire sera chargé de la conception et de la construction d'un

programme immobilier d'une surface de plancher de l'ordre de 12 000m², dont 8 000m² pour des locaux d'activités et 4 000m² pour des locaux tertiaires. Que ce programme se réalisera en 4 phases successives, en corrélation avec le développement du site.

- Que le délégataire sera maître d'ouvrage chargé d'établir à ses frais et risques l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, dans les conditions et limites prévues au contrat.
- Le délégataire engagera et financera un programme d'investissement de 15.6 M€ (€ valeur 2018), comprenant les travaux d'aménagements et de construction.
- Que le délégataire sera rémunéré substantiellement par les loyers perçus auprès des occupants et usagers du site.
- Que le contrat de délégation de service public est assorti d'une condition résolutoire tenant à l'absence de conclusion d'une convention tripartite de type « Auxifip ».
- Que cette convention sera approuvée lors d'un prochain conseil, après la signature du contrat de DSP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, avec la LCS Yachting Village, filiale à 100% de la SPL Semidep-Ciotat, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting et ses annexes.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-4139/18/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant
MET 18/7427/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et créée en 1998. Elle regroupe tous les acteurs de l'écosystème de l'hydrogène et des piles à combustible : collectivités territoriales, associations régionales, entreprises, laboratoires, instituts de recherche et pôles de compétitivité en assurant l'animation de cette filière industrielle d'avenir pour le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique et de la société.

Ces missions sont les suivantes :

- communiquer sur les enjeux de la filière, sur les bénéfices et les caractéristiques des technologies,
- contribuer à lever les verrous qui freinent les projets de démonstrations et de déploiement en France,
- influencer sur le cadre réglementaire,
- faciliter la concertation sociétale autour des objectifs nationaux et des initiatives locales.

L'AFHYPAC est soutenue par l'ADEME, la direction générale de l'Energie et du Climat, et la direction générale de la Prévention des Risques. Elle est également adhérente à l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique.

Les acteurs de l'hydrogène ont créé en juin 2017 « le club des élus » afin de promouvoir le rôle de l'hydrogène-énergie, de favoriser le développement de cette filière d'avenir qui permettra de renforcer les liens avec les pouvoirs publics nationaux et d'agir dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse.

Contexte

Conformément aux engagements de l'Etat dans le cadre Plan Climat sur notre territoire, les Contrats de Transition Ecologique (CTE) proposent une approche d'accompagnement au profit des collectivités, mais aussi des entreprises et des salariés pour mettre en œuvre cette transition et créer des démonstrateurs de la transition écologique.

Afin de tester cette nouvelle formule d'action locale de l'Etat, quelques territoires test seront identifiés afin de constituer un panel tant des différentes situations des territoires (Métropoles, villes moyennes et zones rurales) que des thématiques traitées (énergie, mobilité, biodiversité, foncier, économie circulaire etc....).

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se positionner sur la filière hydrogène et se démarquer des autres territoires. Participer aux groupes de travail animés par l'AFHYPAC, c'est bénéficier du retour d'expériences des autres territoires et des expertises des industriels en pointe dans le domaine. Cela permettra à nos élus d'éclairer leurs choix sur cette

filière en devenir et de disposer de l'expertise indispensable à l'élaboration d'une feuille de route réaliste.

Aussi, le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 2 400 euros.

Conformément à l'article 6 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite construire sa feuille de route sur la filière hydrogène et bénéficier du retour d'expériences des autres territoires et industriels déjà investis dans ce domaine ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite à ce titre adhérer à l'AFHYPAC ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 2 400 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2018 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 2400 euros.

Article 2 :

Est désigné(e) pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) :

- Madame Béatrice Aliphat

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 Principal Métropole Centralisé « sous politique » B370 – chapitre 011 – nature 6281 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-4140/18/CM

■ Approbation du principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association "Accélérateur M" MET 18/7761/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les priorités énoncées dans le cadre de son Agenda du Développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

En appui de leviers comme son tissu académique, scientifique, et entrepreneurial, elle dispose de véritables atouts pour déployer sa politique d'innovation sur des filières clés identifiées, soutenues par un écosystème tout à la fois structuré, opérationnel mais aussi ancré dans les lieux d'innovation du territoire métropolitain.

Des atouts que la création par l'Etat du label French Tech a largement mis en exergue permettant à Aix-Marseille-Provence de faire partie des premiers territoires labellisés par l'Etat.

La French Tech Aix-Marseille-Provence s'est ainsi naturellement imposée comme l'un des leaders du mouvement national, devant ainsi répondre aux conditions énoncées par le cahier des charges lié au label French Tech.

La création de lieux totémiques par les Métropoles qui incarne le mouvement et fabrique du lien entre ses acteurs, son écosystème et la politique d'attractivité et de développement de leur territoire d'origine, s'impose notamment comme l'un des axes phare de la politique French Tech.

A ce titre, au-delà du soutien affirmé à The Camp, campus d'innovation à vocation sociétale situé à Aix-en-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité créer un lieu d'ancrage pour la French Tech, au cœur de sa ville-centre, Marseille, spécialisé dans l'accompagnement de filières d'excellence comme le Maritime, les Industries Créatives et la rénovation urbaine méditerranéenne.

Par ailleurs, forte de son positionnement d'excellence, Aix-Marseille Université portait également un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement au cœur desquelles l'innovation et la valorisation de la recherche issue de ses unités de recherche figurent comme l'un des 3 piliers fondamentaux, avec l'enseignement supérieur et la recherche, de son intervention au service du territoire métropolitain en pleine recomposition.

Les deux institutions ont pris acte de leurs objectifs partagés et ont ainsi décidé de réunir leurs énergies et leurs potentiels au cœur d'un projet commun : La Cité de l'Innovation Aix-Marseille, projet aujourd'hui reconnu et soutenu par l'Etat dans le cadre du Pacte Etat-Métropole.

La Cité de l'Innovation Aix-Marseille, portée par Aix-Marseille Université et la Métropole Aix-Marseille-Provence, a vocation à matérialiser un leadership métropolitain en terme d'incubation, de transfert de technologie, d'accélération de start-up et d'attractivité internationale.

Dans une logique de mixité et de fertilisation croisée avec le monde économique, elle compte d'ores et déjà avec deux partenaires privés à rayonnement mondial qui vont y implanter leur centre d'innovation.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Cité de l'Innovation Aix-Marseille propose une offre de nature à créer des synergies entre les innovations des start-up, les démarches des grands groupes et ETI et les politiques publiques de développement économique qu'elle porte.

La Cité de l'Innovation Aix-Marseille constituera en effet pour le territoire :

- Un point d'entrée sur les dispositifs d'innovation, de création et d'accélération de start-up à rayonnement international
- Un centre de diffusion de l'innovation auprès des partenaires du territoire métropolitain
- Un lieu de diffusion, d'échanges et de fertilisation croisée entre acteurs publics et privés

Pour ce faire et au vu de sa position de chef de file du développement économique métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M ».

Il s'agira d'y déployer, de façon collégiale, au cœur de la Cité de l'Innovation Aix-Marseille :

- Des programmes d'accélération thématiques pour les start-up
- Et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et start-up.

L'Association aura pour objet :

- Faire connaître la richesse de l'écosystème métropolitain au niveau national et à l'international sur des filières d'excellence du territoire,
- Attirer des start-up sur le territoire, et accélérer la croissance des start-up locales sur ces filières d'excellence,
- Mettre en réseau les grandes entreprises, les start-up accélérées, le monde de la recherche pour créer de la valeur sur le territoire.

L'Association atteindra ses objectifs en mettant en œuvre tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet et notamment les moyens suivants :

- La vente de prestations de services auprès d'entreprises, en lien avec l'objet de l'association (prestations de mise en réseau, d'open innovation, d'accès facilité aux ressources du territoire, d'accompagnement croisé, etc),
- L'organisation d'un programme d'accélération à destination de start-up,
- L'organisation d'événements et de manifestations diverses, le cas échéant la mise en place de publications, débats, conférences
- La mise en œuvre de toute action judiciaire ou extrajudiciaire utile à l'accomplissement de son objet et
- Plus généralement, tous moyens de communication et de promotion utiles et

nécessaires à la réalisation de l'objet, ou susceptibles d'y contribuer.

Celle-ci sera composée d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration et d'un Bureau. A sa tête, le Conseil d'Administration désignera un Président.

Préalablement à la constitution officielle de cette association, via l'adoption de ses statuts par son Assemblée Constitutive, puis leur dépôt en Préfecture, la Métropole doit approuver le principe de son adhésion à cette association et désigner ses représentants à l'assemblée générale constitutive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence d'adhérer à l'Association « Accélérateur M » en cours de création

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association Accélérateur M.

Article 2 :

Est approuvée la désignation de trois représentants de la Métropole à l'assemblée générale constitutive :

- Monsieur Frédéric Collart
- Monsieur Jérôme Orgeas
- Monsieur Didier Parakian

Article 3 :

Ces trois représentants sont autorisés à participer aux actes de création de cette association.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-4141/18/CM

■ Université du Temps Libre (UTL) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Tarifs inscriptions et activités pour la rentrée 2018-2019

MET 18/7536/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« Apprendre, stimuler, partager, transmettre » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 29 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 980 adhérents à la rentrée 2017 /2018, soit 1 % de la

population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2018/2019 des « anciens » adhérents au mois de juillet puis des « nouveaux » en septembre, il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'étendre son rayonnement autour du Territoire, l'UTL propose à nouveau à la rentrée 2018/2019 aux communes limitrophes hors Pays d'Aubagne et de l'Etoile de devenir «Partenaire» et de faire bénéficier leurs habitants du tarif préférentiel de l'UTL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que depuis 2012, l'UTL a opté pour une tarification restant inchangée pendant 2 années, la 3^{ème} année une augmentation est appliquée à hauteur de 2,5% par an ;
- Qu'afin d'indexer les tarifs de l'inscription aux activités de l'UTL à l'augmentation du coût de la vie, les tarifs sont modifiés.

Délibère

Article 1 :

Sont fixés les barèmes relatifs aux inscriptions de la rentrée 2018/2019 qui interviendront dès le mois de juillet pour les anciens adhérents et en septembre pour les nouveaux adhérents comme suit :

1 - ADHESION ANNUELLE

Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire et les villes Partenaires de l'UTL	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	199 Euros
Tarif « Hors Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	239 Euros
Possibilité de s'inscrire à des activités supplémentaires « atelier, séminaire, sortie et stage » dans la limite des places disponibles	
Par atelier, séminaire supplémentaire	44 Euros
Par thématique de sortie supplémentaire (archéologie/patrimoine, culture et découvertes, sciences naturelles & randonnées)	44 Euros
Par stage supplémentaire	34 Euros

Pour les personnes non adhérentes et désirant assister aux conférences

2 - CONFERENCES

Chéquier conférences	20 Euros les 5 tickets
Ticket à l'unité	4,50 Euros

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget primitif 2018 de l'Etat Spécial de Territoire - chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-4142/18/CM

**■ Université du Temps Libre (UTL) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Tarifs des sorties à la journée période 2018-2019
MET 18/7538/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« Apprendre, stimuler, partager, transmettre » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 29 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

Archéologie/ Patrimoine, Culture & découvertes,
Sciences naturelles et Randonnées.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 980 adhérents à la rentrée 2017/2018, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et de fixer les barèmes pour la période 2018/2019.

Plus de 650 adhérents sont inscrits dans les 4 thématiques de sorties proposées à l'UTL : Ce sont 11 cars de 25 à 50 personnes qui partent chaque mois en sorties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 25 juin 2018.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2017/2018.

Délibère

Où le rapport ci-dessus,

Article 1 :

Sont fixés les barèmes relatifs aux sorties à la journée, pour la période 2018/2019, comme suit :

<i>Transports (dans un rayon de kms)</i> <i>Sur une base de 31 à 50 participants par bus</i>	
Jusqu'à 50 kms	12 euros
De 50 à 150 kms	15 euros
De 150 à 250 kms	17 euros
De 250 à 400 kms	20 euros
<i>Transports (dans un rayon de kms)</i> <i>Sur une base de 25 à 30 participants par bus</i>	
Jusqu'à 50 kms	18 euros
De 50 à 150 kms	21 euros

De 150 à 250 kms	24 euros
De 250 à 400 kms	27 euros
<i>Dans le cadre de sorties avec découverte de musées, sites, parcs nationaux, fondations etc..., les tarifs suivants viendront s'ajouter aux tarifs transports.</i>	
1 ^{er} tarif	3 euros
2 ^{ème} tarif	5 euros
3 ^{ème} tarif	7 euros
4 ^{ème} tarif	10 euros
5 ^{ème} tarif	12 euros
6 ^{ème} tarif	15 euros
7 ^{ème} tarif	18 euros

Article 2 :

Que les crédits sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2018 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-4143/18/CM

**■ Approbation des tarifs des abonnements
scolaires applicables à partir de l'année scolaire
2018-2019
MET 18/7225/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

A ce dernier titre, 85 000 élèves sont pris en charge par la Métropole et ses prestataires.

Cette unification des transports scolaires sous l'autorité de la Métropole met en relief une tarification

complexe et très hétérogène sur l'ensemble de son territoire.

Afin de la simplifier, de l'harmoniser et la rendre plus juste sans pour autant mettre en péril le financement des transports métropolitains, la création d'un véritable pass scolaire est proposée, fondée sur deux tarifs cibles annuels :

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau RTM (Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes-les-Vallons) mais aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain
- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence (hors réseau RTM historique)

Ces deux abonnements annuels seront proposés à tous les enfants et adolescents résidant sur le territoire métropolitain et scolarisés dans les établissements primaires et secondaires sans aucune restriction d'usage ni de distance entre le domicile et l'établissement où l'élève est scolarisé.

Plus que de simples titres scolaires, ces pass constituent de véritables titres de libre circulation sur les réseaux Métropolitains, valables toute l'année (vacances scolaires comprises) et sur toutes les lignes. Cela encouragera une fréquentation accrue des transports publics. La distinction entre la zone couverte par le réseau RTM historique et le reste de la Métropole se justifie par la densité bien plus élevée des services de transports qui y sont proposés.

Afin de faciliter l'accès aux transports pour les plus défavorisés, il est prévu 2 types de réduction :

- 50% pour les élèves boursiers, ou bénéficiaires de la CMU C
- 20% pour les élèves issus de familles nombreuses (3 enfants et plus)

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre. Le remplacement de la carte pour perte et vol (duplicata) est fixé à 10€.

Cette harmonisation a également comme objectif de préserver le niveau actuel des recettes de transports scolaires pour maintenir, voire développer l'offre de service dans le cadre d'un budget annexe des transports de la Métropole maîtrisé.

Il faut à cet égard rappeler que les recettes issues de ces abonnements ne couvrent à ce jour qu'une faible partie des dépenses réalisées par la Métropole pour le transport des élèves vers les établissements scolaires.

Néanmoins, compte tenu des augmentations sensibles que devront notamment financer certaines familles qui aujourd'hui payent la carte scolaire 10€ ou moins, il est proposé une mise en œuvre d'un tarif qui convergerait sur les 4 prochaines années. Un tarif qui sera progressif pour les abonnements actuels entre 10 et 60 € et dégressif pour les abonnements actuels entre 60 et 170 €.

Cf tableau ci-dessous

ABONNEMENT 2017	ABONNEMENT 2018	ABONNEMENT 2019	ABONNEMENT 2020	ABONNEMENT 2021
0,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
10,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
50,00€	60,00	60,00	60,00	60,00
103,00€	92,00	81,00	70,00	60,00
170,00€	140,00	110,00	80,00	60,00
Combiné RTM & interurbain / 90€	115,00	150,00	185,00	220,00
RTM /220€	220,00	220,00	220,00	220,00

* Ce tableau porte sur la base du plein tarif, le pourcentage selon le type de réduction s'appliquera sur le montant progressif.

Tant que la gratuité est en vigueur sur les communes du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, elle s'applique pour les élèves circulant à l'intérieur de cette zone. Néanmoins, les nouveaux tarifs s'appliqueront pour ceux qui se déplaceront dans la Métropole à l'extérieur de ce périmètre.

Les communes qui le souhaitent pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des

élèves de leur ressort. Cette prise en charge est organisée par la convention approuvée le 22 Mars 2018, en Conseil Métropolitain.

De plus, les Conseils de Territoires qui délibéreront en ce sens pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des habitants de leur ressort territorial. Les montants correspondants seront ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et ajoutés à la participation d'équilibre du Budget Général vers le Budget Annexe Transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la tarification scolaire actuelle héritée du passé est diverse et très hétérogène.
- Que sa complexité la rend peu lisible pour une grande partie des familles et particulièrement inéquitable.
- Qu'il est souhaitable d'encourager un usage plus large et plus fréquent des transports publics par les jeunes usagers
- Qu'il est convenu donc d'harmoniser et de simplifier cette tarification à partir de la rentrée scolaire 2018 en créant un abonnement progressif ou dégressif annuel convergent vers 60€ valable en dehors du réseau RTM et un à 220€ valable sur tous les réseaux de transport de la responsabilité de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs des abonnements scolaires applicables pour l'année 2018 et suivantes

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole : Section de Fonctionnement en recettes :

Nature 7061 – en Dépenses : Nature 611 – Sous-Politique C260.

TRA 002-4144/18/CM

**■ Approbation de la nouvelle gamme tarifaire M, L, XL et mesures particulières, applicable sur les réseaux de transport du territoire Marseille Provence
MET 18/7211/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une délibération inscrite au présent Conseil propose la création d'une nouvelle tarification scolaire visant à harmoniser progressivement les tarifs pratiqués sur le territoire métropolitain sur une période de 4 ans.

En conséquence, il est proposé d'harmoniser la gamme tarifaire M, L et XL au 1^{er} août pour une application à la rentrée scolaire 2018/2019.

Par ailleurs, le tarif du pass Annuel Jeune destiné aux bénéficiaires de la CMUC de moins de 26 ans est baissé de 119 euros à 110 euros afin d'être en cohérence avec la réduction de 50% accordée à ce type d'usagers ; le titre annuel classique étant à 220€. Cette modification permet ainsi d'avoir une continuité tarifaire logique entre le titre scolaire et le titre jeune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé la création d'une nouvelle tarification scolaire visant à harmoniser progressivement les tarifs pratiqués sur le territoire métropolitain sur une période de 4 ans.
- Qu'il est proposé d'harmoniser la gamme tarifaire M, L et XL au 1^{er} août pour une application à la rentrée scolaire 2018/2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la gamme tarifaire du M, L et XL et mesures particulières jointe en annexe à compter du 1^{er} août 2018.

Article 2 :

Le Conseil de territoire de Marseille-Provence, délibérant en ce sens, pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-4145/18/CM

**■ Approbation de tarifs urbains, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité
MET 18/7118/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Aix en Bus et Pays Aix Mobilité

En effet, le tarif jeune- 26 ans actuel sur ce réseau d'un montant de 100 € dispose d'un profil qui doit être harmonisé au niveau métropolitain comme suit :

Gamme tarifaire	Profil actuel jeune-26 ans	Nouveau profil
Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité	Réservé aux élèves du secondaire, SEGPA, étudiants, apprentis et personnes en formation (auprès d'établissement public ou privé sous contrat ou hors contrat relevant du Ministère de l'Education Nationale, d'Agriculture ou de la Santé). Etre âgé de moins de 26 ans (le jour de l'achat du titre), être résidant et scolarisé sur le territoire du Pays d'Aix.	étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans

Les caractéristiques du titre jeune – de 26 ans restent inchangées : Abonnement annuel de libre circulation sur tout le réseau Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus (hors Diablines et services de soirée Aix en Bus). Valable tous les jours du 1er septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

Le montant de l'abonnement annuel à 100€ reste inchangé.

Le Conseil de territoires du Pays d'Aix délibérant en ce sens pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires

(E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Est approuvée la modification du profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans prévues dans les gammes tarifaires des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité comme suit :

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Aix en Bus et Pays Aix Mobilité

Délibère

Article 1 :

Gamme tarifaire	Profil actuel jeune-26 ans	Nouveau profil
Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité	Réservé aux élèves du secondaire, SEGPA, étudiants, apprentis et personnes en formation (auprès d'établissement public ou privé sous contrat ou hors contrat relevant du Ministère de l'Education Nationale, d'Agriculture ou de la Santé). Etre âgé de moins de 26 ans (le jour de l'achat du titre), être résidant et scolarisé sur le territoire du Pays d'Aix.	étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans

Les caractéristiques du titre jeune – de 26 ans restent inchangées : Abonnement annuel de libre circulation sur tout le réseau Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus (hors Diablines et services de soirée Aix en Bus). Valable tous les jours du 1er septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1

Article 2 :

Le Conseil de territoires du Pays d'Aix délibérant en ce sens pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-4146/18/CM

■ Approbation du tarif annuel étudiant, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, du réseau urbain des Bus de l'Etang MET 18/6982/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

service civique de moins de 26 ans de leur ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

La Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Bus de l'Etang.

La tarification jeune – 26 ans de la gamme tarifaire urbaine du réseau des Bus de l'Etang sera désormais réservée aux étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, le niveau de tarif est inchangé à 17 € mensuel et 170 € annuel. Ces abonnements permettent une libre circulation uniquement sur le réseau des Bus de l'Etang.

Il convient donc par la présente délibération d'adapter le profil requis pour bénéficier de cette tarification tel que décrit ci-dessus.

Les conseils de territoire Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018 ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays Salonais 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Bus de l'Etang.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du profil requis pour bénéficier de la tarification jeune – 26 ans du réseau urbain des Bus de l'Etang à compter du 1^{er} septembre 2018 comme suit :

Nouveau profil jeune – 26 ans	Tarifs (inchangés)
étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans	Abonnement annuel : 170 €
	Abonnement mensuel : 17 €

Article 2 :

Les conseils de territoire Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de leur ressort harmoniser progressivement les tarifs pratiqués sur le territoire métropolitain sur une période de 4 ans.

Néanmoins, cette harmonisation de la tarification scolaire conduit pour plus de cohérence à adapter la tarification étudiant de moins de 26 ans de la gamme tarifaire du réseau Libebus.

Par ailleurs, il est également proposé d'adapter et de simplifier la gamme tarifaire pour l'ensemble des usagers comme suit :

territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

TRA 005-4147/18/CM

■ **Approbation de tarifs urbains, étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, du réseau Libebus**

MET 18/7078/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une délibération inscrite au présent Conseil propose la création d'une nouvelle tarification scolaire visant à

GRILLE TARIFAIRE DU RESEAU DE TRANSPORTS URBAINS LIBÉBUS

GRILLE TARIFAIRE ACTUELLE		01 Septembre 2018		BENEFICIAIRE
TITRE DE TRANSPORT	TARIF	TITRE DE TRANSPORT	TARIF	
VOYAGES OCCASIONNELS				
Ticket à l'unité (valable une heure en correspondance - Retour sur même ligne interdit)	0,90 €	Ticket à l'unité (valable une heure avec correspondance et retour sur même ligne possible)	1 €	Tout usager
15 voyages	9 €	10 voyages	7 €	Tout usager
Transport Groupe (15 voyages)	6,30 €	Transport Groupe (10 voyages)	4,80 €	Ecole, centre aéré, association
VOYAGES REGULIERS				
Abonnement annuel Plein Tarif	198 €	Abonnement annuel Plein Tarif	210 €	Tout usager
Abonnement mensuel Plein tarif	22 €	Abonnement mensuel Plein tarif	24 €	Tout usager
Abonnement mensuel Réduction 30 %	15,40 €	(REPLACÉ PAR L'ABONNEMENT MENSUEL A 50 % DE REDUCTION)		Usager bénéficiant de la Prime d'Activité
				Personnes handicapées
		Abonnement mensuel Réduction 50 %	12,00 €	CMUC
				Senior
				Demandeur d'emploi inscrit à Pôle Emploi
				Personnes handicapées de moins de 80 %
Abonnement mensuel Réduction 60 %	8,80 €	(REPLACÉ PAR L'ABONNEMENT MENSUEL A 50 % DE REDUCTION)		Allocation de Solidarité Spécifique
				Sénior
				Demandeur d'emploi en fin de droit

Abonnement mensuel Réduction 100 %	gratuité	Abonnement mensuel Réduction 100 %	gratuité	Personnes handicapées de plus de 80 %
				Accompagnant PMR
				bénéficiaire RSA
				Ancien combattant
Abonnement scolaire annuel	Frais de dossier annuel de 10€ à 50€ en fonction de la période d'inscription	Abonnement scolaire métropolitain annuel	cf tarification métropolitaine	Maternelle, primaire, collégien, lycéen, apprenti non rémunéré
	Frais de dossier annuel de 10€ à 50€ en fonction de la période d'inscription	Abonnement Etudiant (Libebus) annuel	60 €	étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans
Duplicata	15 €	Duplicata	10 €	Tout usager

Gratuité pour un enfant de moins de 4 ans accompagné d'un adulte

10 voyages valables un an à compter de la première validation

Abonnement mensuel valable du 1^{er} au dernier jour du mois rechargeable à compter du 25 du mois précédent

Abonnement annuel valable une année à compter de la première validation (avec 3 mois offerts)

Abonnement annuel étudiant valable une année à compter de la première validation

Gratuité des transports aux écoles classées en REP selon les modalités de sa prise en charge par la ville de Salon

Le Conseil de territoire du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre. Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'harmonisation progressive de la tarification scolaire conduit pour plus de cohérence à adapter la tarification jeune étudiant de – 26 ans est le profil requis pour en bénéficier du réseau Libebus
- Qu'il est proposé de modifier la gamme tarifaire du réseau urbain Libébus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la gamme tarifaire du réseau Libebus jointe en annexe à compter du 1^{er} septembre 2018, à l'exception des tarifs scolaires exécutoires à partir du 9 juillet 2018.

Article 2 :

Le Conseil de territoire du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourrait prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de son ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-4148/18/CM

**■ Approbation du tarif annuel étudiant, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, du réseau Ulysse
MET 18/7129/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un projet de délibération inscrit au présent Conseil propose la création d'une nouvelle tarification scolaire visant à harmoniser progressivement les tarifs pratiqués sur le territoire métropolitain sur une période de 4 ans.

Néanmoins, cette harmonisation de la tarification scolaire conduit pour plus de cohérence à adapter la tarification jeune – 26 ans de la gamme tarifaire Ulysse et le profil requis pour en bénéficier.

En effet, le tarif jeune- 26 ans est fixé à 0 € et la seule condition requise pour pouvoir bénéficier de cette tarification à ce jour est l'âge de l'utilisateur.

Dans ces conditions, il est proposé par la présente délibération la modification du montant du tarif annuel jeune – 26 ans et son profil comme suit :

Gamme tarifaire	Profil actuel jeune-26 ans	Montant actuel abonnement annuel	Nouveau profil	Nouveau Montant abonnement annuel
Ulysse	Réservé à tous les jeunes de – de 26 ans	0 €	étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans	60 €

Les conseils de territoires Istres Ouest Provence et Pays de Martigues délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de leur ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Nouveau profil	Nouveau Montant abonnement annuel	Prise en charge Conseil de Territoire Istres Ouest Provence et Pays de Martigues et/ou communes
Etudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans	60 €	Le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans peut être en tout ou partie pris en charge

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'information au Conseil du Territoire Istres Ouest Provence du 26 juin 2018 ;
- L'information au Conseil du Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'harmonisation progressive de la tarification scolaire conduit pour plus de cohérence à adapter la tarification jeune étudiant de moins de 26 ans et le profil requis pour en bénéficier.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification de la gamme tarifaire du réseau Ulysse à du 1^{er} septembre 2018 comme suit :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-4149/18/CM

■ Approbation de l'harmonisation tarifaire du duplicata des cartes de transports métropolitaines MET 18/7520/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il existe actuellement 7 cartes de transport en commun permettant d'emprunter les différents réseaux existants sur le territoire métropolitain. Si la 1^{ère} délivrance de toutes ces cartes est gratuite, les coûts supportés par les usagers en cas de renouvellement suite à une perte, un vol ou en cas de détérioration sont très disparates (ex : le coût du duplicata de la carte Transpass s'élève à 7.50 € contre 20 € pour la carte d'Aix en Bus, 16 € pour le réseau Libébus).

Par conséquent, afin d'améliorer la cohérence, l'équité entre les usagers et dans la perspective du lancement d'une carte de transport métropolitaine unique en septembre prochain, il est proposé par la présente délibération de fixer à 10 € les frais de dossier réclamés lors de la délivrance des duplicata de l'ensemble des cartes de transport des réseaux métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il existe actuellement 7 cartes de transport en commun permettant d'emprunter les différents réseaux existants sur le territoire métropolitain.
- Que les coûts supportés par les usagers en cas de renouvellement suite à une perte ou un vol sont très disparates
- Qu'il est proposé par la présente délibération d'uniformiser le coût de l'ensemble des duplicata de cartes de transport des réseaux métropolitains

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification des tarifs de délivrance des duplicata des cartes de transport métropolitaines à compter du 10 juillet 2018 comme suit :

Frais de dossier demandés pour la délivrance des Duplicata de l'ensemble des cartes de transport métropolitaines
--

10 €

TRA 008-4150/18/CM

**■ Harmonisation du règlement intérieur des parcs relais vélos métropolitains
MET 18/7362/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable dispose de plusieurs pôles d'échanges au sein desquels elle déploie des dispositifs de stationnement vélos sécurisés. L'objectif poursuivi par la collectivité consiste à favoriser l'intermodalité pour les usagers des transports en commun et d'accroître l'attractivité des pôles d'échanges.

Afin de définir les modalités d'accès au service de stationnement vélos et les obligations des usagers, un règlement intérieur a été élaboré et voté par délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n° 2014_A076 du 15 janvier 2014, modifié par délibération du 3 juillet 2014 n°2014_A149 et par délibération du Conseil Métropolitain du 8 décembre 2016 n°2016_CT2_292.

Ce règlement intérieur concerne plusieurs sites situés principalement au sein du Pays d'Aix. Il s'agit précisément des sites suivants :

- La gare ferroviaire d'Aix centre, capacité 100 stationnements vélos
- la gare routière d'Aix centre, capacité 80 stationnements vélos
- La gare de Simiane, capacité 40 stationnements vélos
- La gare de Pertuis, capacité 40 stationnements vélos
- Le pôle d'échanges de Plan d'Aillane 40 stationnements vélos
- Le pôle d'échanges du Krypton, capacité 40 stationnements vélos

En développant un service de stationnement vélo sécurisé, la Métropole permet de lever l'un des principaux freins à l'usage du vélo inhérent à la crainte du vol.

Ainsi, afin de sécuriser ce dispositif, la Métropole propose désormais, une offre complète de mobilité au droit des pôles d'échanges. En outre, les parcs relais vélos permettent notamment de proposer des solutions de recharges gratuites pour les usagers de vélos à Assistance Électrique.

Actuellement, un règlement est présent sur les Territoires de Marseille Provence, du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. D'autres équipements sont en projet sur les Territoires du Pays Salonais, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues.

Il convient donc de mettre à jour le règlement intérieur du Territoire du Pays d'Aix et de l'élargir aux Territoires

du Pays Salonais, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues.

Dans les prochains mois, un règlement unique sera présenté pour l'ensemble de la métropole.

C'est dans ce contexte, et au regard de l'évolution de ce service en pleine expansion qu'il convient désormais de définir un nouveau règlement intérieur métropolitain joint en annexe, afin de déterminer les nouvelles modalités d'accès au service

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement intérieur ci-joint concernant l'usage des parcs relais vélos de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les Territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues. Il se substitue aux autres règlements intérieurs approuvés antérieurement sur les secteurs précités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-4151/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé" - Budget annexe Transport MET 18/7452/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Agenda de la Mobilité. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de mobilité, ce dernier prévoit le développement des stationnements vélos sécurisés et l'harmonisation du système et des conditions d'accès.

Dans un objectif d'intermodalité avec les transports en commun, l'objectif est de doter les pôles d'échanges métropolitains d'une solution de stationnement vélos sécurisés d'ici à 2025.

L'agenda de la Mobilité affiche un objectif de 3600 places de stationnements vélo au sein d'une cinquantaine de pôles d'échanges métropolitains et dans les principales zones d'activité dont 60% de places sécurisées.

Avant la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, certains des anciens EPCI avaient déjà développé une politique d'aménagement et d'installation d'abris vélos sécurisés.

Sur le territoire de Marseille Provence, les abris vélos sécurisés sont des abris individuels et collectifs avec un système de gestion d'accès par carte de transport et un abonnement gratuit en accès libre. Sur le territoire du Pays d'Aix, les stationnements sont des abris-vélos sécurisés de type collectif avec un accès soumis à un abonnement payant. Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, une inscription est obligatoire, l'abonnement est gratuit et l'accès se fait au moyen d'un code.

Chaque territoire a donc prévu une gestion d'accès en fonction de dispositifs qui lui sont propres et qui ne sont pas forcément compatibles entre eux.

De plus, le nouveau schéma de transport métropolitain tout comme le futur schéma métropolitain des modes actifs va redéfinir certaines centralités de déplacement et créer de nouveaux pôles d'échanges.

En conséquence, il est nécessaire que la Métropole se dote d'une capacité à créer et à harmoniser les dispositifs de stationnement sécurisé des vélos.

L'opération d'investissement n° 2018106800 « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé », de 910 000 € HT inscrite au budget annexe Transport enregistrée dans

l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de l'affectation pour un montant total de 910 000 € HT selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018106800 « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé » pour un montant 910 000 € HT selon le budget rattaché au programme 07 Transports urbains exploitation Code AP 181073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe Transport selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et s'établit comme suit :

CP 2018 : 20 000 € H.T.
CP 2019 : 220 000 € H.T.
CP 2020 : 210 000 € H.T.
CP 2021 : 220 000 € H.T.

CP 2022 : 240 000 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-4152/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Infrastructure de recharge pour véhicules électriques - IRVE - Budget annexe des transports publics MET 18/7475/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 14 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis l'adoption de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la compétence IRVE "Création et entretien des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables" est assurée de plein droit par les communautés urbaines. De ce fait, cette compétence est depuis 2014 assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence.

Sur les autres territoires de la Métropole, une partie des communes de la Métropole avait transféré cette compétence au Syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13), qui est mandataire d'un groupement d'achat pour l'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE. Le SMED13 avait planifié un ambitieux programme de 200 bornes sur le Département des Bouches-du-Rhône pour un montant d'investissement total de 2 020 000 euros HT. Cette opération excluait l'ex Communauté Urbaine qui n'était pas membre du syndicat.

Depuis le 1er janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i, cette compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire. Le Préfet des Bouches-du-Rhône a entériné le retrait des communes du SMED13 pour cette compétence par un arrêté signé le 29 décembre

2017. Du fait de ce transfert, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu membre de droit du groupement de commandes pour les installations sur son territoire.

Conformément à l'Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence exprime la volonté de poursuivre le programme engagé par le SMED13 selon les modalités les plus efficaces et le calendrier le plus rapide, en s'appuyant sur le groupement de commandes dont elle est de fait devenue membre. Un dialogue positif est engagé avec le SMED13.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exprime de plus sa volonté d'étendre cette opération à toutes les communes de son territoire y compris Marseille.

La planification du SMED13 prévoit environ 150 bornes sur les communes de la Métropole hors Marseille et en excluant Istres qui a déjà un réseau de bornes performant. Cette planification repose sur les besoins exprimés par les communes et les recommandations de l'ADEME d'installer une borne avec deux points de charge pour 6 000 habitants.

Aucune borne n'a été installée par le SMED13 sur le territoire de la Métropole avant le transfert de compétence mais une partie des sites d'installation ont été identifiés et les pré-études correspondantes ont été réalisées.

Tout en respectant le montant maximum du marché existant, il est proposé un déploiement complémentaire de 120 bornes environ sur le territoire de la Ville de Marseille, soit une borne pour 7 100 habitants environ.

L'opération IRVE prévoit donc un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

L'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics, enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 millions d'euros HT selon le budget annexe des transports publics de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018106700 « IRVE » pour un montant de 3 millions d'euros HT selon le budget annexe des transports publics rattachée au programme 07 Code AP 181073TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2018 : 700 000 € HT
 CP 2019 : 1 200 000 € HT
 CP 2020 : 900 000 € HT
 CP 2021 : 200 000 € HT

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-4153/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges MET 18/5553/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du prolongement vers le nord de la ligne 2 de métro, depuis la station Bougainville jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze, opération initiée par la Communauté Urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, ont été réalisés :

- Le prolongement de la voie entre la station Bougainville (terminus actuel) et le boulevard du Capitaine Gèze et la création d'une nouvelle station terminus Capitaine Gèze.
- La création d'un pôle d'échanges multimodal qui regroupera à terme, autour de la station de métro, les bus urbains, les cars interurbains et un parc relais.

Les travaux du pôle multimodal Gèze sont à ce jour terminés, aussi bien en ce qui concerne le génie civil que l'ensemble des équipements qui vont permettre d'assurer le fonctionnement de l'ensemble de la station.

Ce chantier a toutefois subi des retards liés à des facteurs externes portant, principalement :

- pour ce qui relève des travaux de génie civil, sur la nécessité d'organiser, à la demande des services de l'Etat (Direction des Affaires Culturelles) une fouille archéologique préventive dont l'ampleur -nettement plus conséquente que prévue- a été redimensionnée à hauteur des besoins, en entraînant un retard global de l'ordre d'une année sur le déroulement du chantier.

- pour ce qui concerne les équipements d'exploitation, sur le constat que les équipements du poste Zoccola, datant de l'origine de la mise en service du métro en 1977, ne pouvaient, pour des raisons techniques, intégrer certaines modifications indispensables à l'exploitation des systèmes de nouvelle génération nettement plus sophistiqués, dans les conditions de sécurité optimales requises.

La Métropole a donc décidé de refaire une partie de ces équipements (notamment ceux liés à la signalisation ferroviaire et sécuritaire du métro), ce qui a induit un nouveau retard sur les délais de chantier initialement prévus.

A ce jour, l'arrêté préfectoral approuvant le dossier de sécurité conditionnant l'autorisation des tests et essais a été signé fin janvier 2018.

Ceci a permis de procéder à l'électrification des voies ferrées entre la station Bougainville et la nouvelle station Gèze.

Le démarrage des essais statiques avant l'ouverture des voies a donc pu démarrer en février pour s'achever en mars 2018.

L'arrivée de la première rame de métro de la station Bougainville jusqu'au nouveau terminus Gèze a eu lieu le 30 mars 2018.

Les essais statiques, dynamiques et d'ensemble, après ouverture des voies, devraient se dérouler sur une période évaluée à six mois, afin de permettre l'instruction finale du Dossier de Sécurité par les organismes extérieurs habilités et les services de l'Etat et l'obtention de l'autorisation de mise en service.

Par délibération n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a approuvé une affectation globale de 79 995 528 euros d'Autorisation de Programme pour la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro et la création d'un pôle d'échanges.

Par délibération n° DTUP 006-2288/10/CC du 1^{er} octobre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière provisoire affectée aux travaux.

Par délibération n° DTUP 005-129/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations 2009/00104 (Budget principal) et 2009/0104T (Budget annexe transport) pour un montant de 13,1 millions d'euros, portant ainsi le coût total de l'opération à 93 100 000 euros.

Par délibération du Conseil de Communauté n° DTM 003-444/14/CC du 9 octobre 2014, ce montant a été réparti entre les deux opérations précitées, et fixe le montant à 14 100 000 TTC en Budget principal et le montant à 66 053 511.67 HT en Budget annexe transport.

Par délibérations n° DTM 020-768/15/CC du 19 février 2015 et n° DTM 001-1144/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations précitées en portant le montant de l'opération n° 2009/00104 (Budget principal) à 15 773 000 euros TTC et le montant de l'opération n° 2009/0104T (Budget annexe transport) à 76 687 740,67 euros hors taxes.

L'opération n° 2009/0104T (Budget annexe transport), prend à ce jour, dans le cadre du budget de la Métropole, le nom suivant : opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville – Capitaine Gèze. (Cette opération est enregistrée dans l'autorisation de programme 141410TP du programme n° 41 de la Métropole).

C'est le montant HT inscrit au budget annexe transport, de cette opération d'investissement, qui doit faire l'objet, à ce jour, d'une révision.

A ce titre, il est proposé de réviser le montant inscrit sur le budget annexe transport (opération d'investissement n° 2009190400) pour un montant de 8 500 000 euros hors taxes, ce qui porte son montant total à 85 187 740.67 euros HT.

Cette enveloppe globale permettra de prendre en compte :

- les montants déjà connus et/ou, à prévoir, pour solder, dans les meilleures conditions, les litiges financiers nés de l'exécution des différents marchés passés dans le cadre de l'opération dont il s'agit.

En effet, diverses réclamations formulées par les titulaires de différents marchés liés à l'opération de prolongement de la ligne 2 du Métro, de Bougainville au boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges, ont été instruites après saisine du Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et Litiges en matière de marchés publics et doivent donner lieu au paiement des indemnités qui feront l'objet de protocoles transactionnels, suite aux avis émis par cette instance.

Il apparaît que l'analyse faite par le CCIRAL prend en compte la grande complexité du chantier, évoquée ci-dessus, son étendue et la prise en considération de sujétions importantes non normalement prévisibles, qui ont entraîné d'importants surcoûts non susceptibles d'être traités par avenants.

- les coûts supplémentaires liés au décalage de planning, ainsi que des travaux de finition indispensables à la mise en service de l'ouvrage, mais aussi pour faire face aux demandes du Service Techniques des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés, dit STRMTG (autorité qui contrôle les modalités de la mise en service des transports guidés) pouvant être formulées à l'occasion de l'analyse du dossier de sécurité et dont la prise en compte serait indispensable à l'obtention de l'autorisation de mise en service de la ligne et du pôle d'échanges.

Le montant inscrit sur le budget principal, pour cette opération, reste inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010 portant approbation du pré-programme et actualisation de l'autorisation de programme pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010 approuvant une affectation globale de 79 995 528 euros d'Autorisation de Programme pour la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro et la création d'un pôle d'échanges.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010 approuvant le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière provisoire affectée aux travaux de cette opération.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 005-129/13/CC du 22 mars 2013 approuvant une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations 2009/00104 et 2009/0104T pour un montant global de 13,1 millions d'euros, portant ainsi le coût total de l'opération à 93 100 000 euros.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTM 003-444/14/CC du 9 octobre 2014 approuvant la répartition de l'affectation de l'opération entre le budget principal (opération 2009/00104) et le budget annexe Transports (opération 2009/0104T).
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTM 020-768/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération n° 2009/0104T, relative au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges, pour un montant de 3 580 000 euros hors taxes.
- Par délibération n° DTM 001-1144/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations 2009/00104 et 2009/0104T, portant ainsi le montant de l'opération n° 2009/00104 en budget principal à 15 773 000 euros TTC et le montant de l'opération n°

2009/0104T en budget transports à 76 687 740,67 euros hors taxes.

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 8 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville afin d'en permettre l'achèvement.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 8 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville pour un montant de 8 500 000 euros hors taxes rattachée au programme n° 41 - autorisation de programme n° 141410TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget 2018 et suivant.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 67 452 496,95 euros hors taxes

CP 2018 : 6 179 931,00 euros hors taxes

CP 2019 : 11 555 312,72 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-4154/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements) MET 18/7506/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de «développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux» se situe dans les quartiers Nord-Est de Marseille, dans le 13ème arrondissement.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé en juin 2013 son Plan de Déplacements Urbains, qui prévoyait la réalisation d'une ligne de transport collectif en site propre (TCSP) entre Capitaine Gèze et Frais Vallon dénommée ligne B4. Le projet d'intermodalité, est localisé sur le linéaire de la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La ligne B4 participe à la création de la ligne majeure de contournement de Marseille coïncide pour partie avec le tracé de la rocade L2, entre les autoroutes A7 et A50. La rocade L2 avec le Boulevard Urbain Sud, entre l'A50 et la Pointe Rouge, permettront d'organiser une desserte en bus performante sur cet itinéraire. Cette desserte est très attendue par la population marseillaise, car elle permet une liaison directe entre quartiers périphériques sans passer par le centre-ville.

L'opération comprend la réalisation d'un couloir bus type BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces apaisés, élargis et accessibles à tous. Des stations « le vélo », des parcs de stationnement pour vélos particuliers, ainsi qu'une coulée douce, seront également aménagés pour faciliter les déplacements des modes doux.

La présente opération vise à approuver la création et l'affectation de l'opération n° 2017103701 Marseille BHNS Ligne B4 d'un montant de 31 000 000€ inscrite sur le Budget Annexe Transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 171494TP du programme 49 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de créer et affecter l'opération d'investissement relative à la réalisation de la ligne BHNS B4.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017103701 Marseille BHNS Ligne B4 d'un montant de 31 000 000€ inscrite sur le Budget Annexe Transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 171494TP du programme 49 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants sur le Budget Annexe Transports – nature 2315 – sous-politique C311 – de l'opération n°2017103701 selon l'échéancier suivant :

- CP 2018 : 100 000€
- CP 2019 : 300 000€
- CP 2020 : 5 000 000€
- CP 2021 : 25 600 000€

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-4155/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en Bus
MET 18/7560/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°2011A121, le Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 a approuvé le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs du Réseau Aix en Bus pour une durée de huit ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 approuvant le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2012A092 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 de présentation du rapport annuel 2011 du délégataire;
- La délibération N°2012A094 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de

Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- La délibération N°2013A048 du Conseil de Communauté du 28 mars 2013 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A179 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2013A178 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant le protocole transactionnel relatif au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A148 du Conseil de Communauté du 3 juillet 2014 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2015A009 du Conseil de Communauté du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2015A138 du Conseil de Communauté du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA006-602/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA015-2071/17/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA009-2748/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N° TRA 010-3634/18/CM du 22 mars 2018 approuvant l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public et

ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Keolis Pays d'Aix

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Keolis Pays d'Aix.

TRA 014-4156/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 6 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang
MET 18/7441/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 5 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous:

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

Le nouvel avenant n° 6 proposé à l'Assemblée prévoit les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence
- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

1. AJUSTEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE

Suite à l'analyse des chiffres de fréquentation de l'année 2017, il est envisagé d'apporter des modifications ou ajustements à certaines lignes régulières et circuits scolaires afin d'adapter au mieux l'offre transport à la demande des voyageurs en s'appuyant sur l'analyse des résultats issus de l'enquête Origine/Destination de janvier 2018, et à la progression globale de la fréquentation enregistrée sur le réseau en 2017.

1.1 – Ligne 6 Gignac La Nerthe - Marignane

Cette ligne a fait l'objet d'une étude spécifique afin d'ajuster son temps de parcours compte tenu des difficultés de circulation à Marignane, renforcés les jours de marché mardi et samedi, et à Gignac à proximité du lycée St Louis et aux Fortunés et la rendre ainsi plus efficace et plus attractive. L'itinéraire serait modifié avec des terminus situés à Parc Camoin et aux Couronnes pour permettre la desserte de la gare de Pas des Lanciers. La desserte du Jaï serait assurée par une nouvelle ligne, la ligne 3 qui fonctionnerait en heure de pointe. Un service de TAD assuré par un véhicule de TAD Icibus + viendrait compléter l'offre en heure creuse.

L'impact financier en année pleine est 13 081 € HT en année pleine.

1.2 – Ligne 11 Berre L'Etang – Rognac - Vitrolles

La ligne 11 est la deuxième ligne du réseau. Elle assure quotidiennement près de 2 000 voyages. Sa fréquence est d'un bus toutes les 20 minutes en heure de pointe et 30 minutes en heure creuse. Sa fréquentation annuelle a augmenté de 23,1 % entre 2016 et 2017 pour passer de 285 164 à 351 050 voyages. Compte tenu de cette augmentation de fréquentation, de nombreuses courses sont en surcharge. Par ailleurs, cette ligne rencontre de gros problème de fonctionnement et des retards importants du fait de

l'encombrement de la circulation entre Rognac et Vitrolles.

Afin d'améliorer la productivité et la qualité du service de cette ligne, il est devenu nécessaire de trouver une solution pérenne afin d'absorber les retards importants et résoudre durablement les problèmes de surcharge. Ainsi, il est proposé de passer cette ligne aux 15 minutes en heure de pointe et 20 minutes en heure creuse soit 23 voyages supplémentaires. Cette proposition nécessite la mise en œuvre de 2 véhicules supplémentaires.

L'impact financier en année pleine est de 280 141 € HT.

1.3 – Ligne 12 Velaux – Rognac - Vitrolles

Afin de pallier les problèmes récurrents de surcharge et de temps de trajet, il est proposé de créer un départ supplémentaire à 6h45 de Velaux à destination de Vitrolles et de réorganiser la desserte globale sur cet horaire. Le trajet serait réalisé avec 3 véhicules sur 3 itinéraires différents afin de limiter les temps de parcours pour garantir l'heure d'arrivée aux établissements scolaires notamment.

L'impact financier en année pleine est de 17 879 € HT.

1.4 – Ligne 13 Berre l'Etang - Lançon Les Baïsses - La Fare les Oliviers - Coudoux - Rognac

Cette ligne fonctionne à raison de 3 allers retours en période scolaire. Le Samedi et pendant les vacances scolaires, la desserte est assurée par un Transport à la Demande. C'est une ligne très longue (40km) dont la fréquentation est très faible (6 500 voyages en 2017). Compte de sa faible fréquentation, il est proposé de supprimer la ligne et de la remplacer toute l'année par le Transport à la demande et un renfort du circuit scolaire 96b qui relie Mauran au collège de Berre l'Etang.

L'économie réalise en année pleine est de 120 049 €.

1.5 – Ligne 14 Berre l'Etang Le Drignon – Collège Léger

Il est proposé de réduire l'offre de cette ligne compte tenu de son faible niveau de fréquentation avec un fonctionnement réduit en vacances scolaires d'été toute l'année, soit une fréquence à l'heure.

L'économie réalise en année pleine est de 34 688 €.

1.6 - Circuits scolaires

Les autres ajustements proposés concernent :

- ✓ C76 : renforcement de la desserte du collège Simone de Beauvoir à Vitrolles du fait de la modification de la carte scolaire des Pennes

Mirabeau. Ce service ne sera mis en place que si les effectifs de la rentrée scolaire 2018/2019 le justifient (impact financier : 14 356 € HT en année pleine non intégré à la contribution financière du point 4 du présent rapport)

- ✓ C77 : mise en place de services supplémentaires afin de remédier à des problèmes de surcharge enregistrés dans le secteur de St Georges aux Pennes Mirabeau (impact financier : 29 335 € en année pleine)

1.7 – Chronopro 2

Le Chronopro 2 reliant la gare de Pas des Lanciers à la zone des Florides à Marignane n'ayant pas trouvé sa clientèle, il est proposé de transférer les moyens matériels et humains sur le Chronopro 1 qui relie Vitrolles Pierre Plantée aux zones d'activités. Ce dernier enregistre des évolutions très importantes de fréquentation (+ 40 % entre janvier 2017 et janvier 2018) et des refus de réservation. La desserte assurée par le Chronopro 2 sera désormais effectuée par le TAD.

Sans incidence financière.

1.8 – Transport à la demande Icibus et Icibus + (PMR)

- TAD Icibus : afin de répondre à l'augmentation du TAD du secteur des Pennes Mirabeau (+ 1 500 courses en 2017), il est proposé que le renouvellement des 2 véhicules prévu en 2018 soit effectué par des véhicules de plus grande capacité (véhicules Renault Master au lieu de Renault Trafic). L'impact financier est de 8 000 € HT
- TAD PMR Icibus + : afin d'optimiser la gestion des réservations du TAD des personnes à mobilité réduite et la mutualisation du TAD Icibus+ sur les zones de TAD Icibus, il est proposé d'intégrer un module spécifique au logiciel optycall spécifiquement développé pour la gestion des TAD PMR. Ce nouvel outil permettra aux conducteurs de disposer en temps réel des réservations, modifications ou annulations de courses et d'améliorer ainsi la productivité. L'impact financier est de 7 783 € HT (logiciel + maintenance + tablettes conducteurs) en 2018 et 3 383 € HT en 2019 et 2020.

2. GAMME TARIFAIRE

2.1 – Régularisation des compensations liées à l'intermodalité

Conformément à l'article 2.4 de l'avenant 2 à la convention de DSP prenant effet au 1^{er} février 2015, il convient d'acter les compensations de titres Pass L du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pas d'Aix Mobilité et Aix en Bus, pour lesquels il a été

convenu d'étendre leur validité sur le réseau des Bus de l'Etang. Il est proposé d'effectuer la compensation au délégataire liée à sa perte de recette sur la base de la recette moyenne au voyage appliquée à chaque validation.

L'impact financier est de :

2015 : 6 793,33 €
2016 : 8 318,52 €
2017 : 5 301,36 €

Cette dépense sera intégrée à la facture de régularisation annuelle 2017. Le même mécanisme sera appliqué jusqu'à la fin de la convention et facturé dans le cadre de la facturation de régularisation annuelle.

2.2 – Création du Pass intégral métropolitain

La métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le Pass Integral. Il s'agit d'un nouveau titre de transport offrant aux voyageurs un accès illimité à tous les réseaux de transport en commun du territoire métropolitain. La gamme tarifaire du réseau des Bus de l'Etang intègre ainsi ce nouveau titre. Il conviendra dans un futur avenant de définir l'impact sur les recettes du délégataire ainsi que les nouvelles règles de compensation.

2.3 – Budget marketing

Il s'agit d'intégrer l'impact financier du nouveau logo métropolitain sur la découpe des véhicules : 3 051 €.

3. QUALITE ET INVENTAIRE

3.1 - Démarche qualité

Il convient de modifier l'annexe 7.6 qui concerne la démarche qualité afin de prendre en compte :

- ✓ le critère « information par annonces sonores et visuelles aux bornes d'information voyageurs en station » ne peut donner lieu à une pénalité compte tenu de l'absence de responsabilité du délégataire concernant la maintenance des BIV (géré par la métropole)
- ✓ adaptation du dispositif des enquêtes comités de lignes et modification du planning d'enquêtes

3.2 - Inventaires

Mise à jour de l'inventaire suite au changement de matériel billettique

L'article 3 n'a pas d'incidence financière.

4. MODIFICATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE (Cf)

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir des paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf

(contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1^{er} juillet 2012, y compris TAD).

Euros HT (valeurs 1^{er} juillet 2012 – y compris TAD)

Année	Df	Rf	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 5
2018	19 728 313	2 158 382	17 569 931	17 502 770
2019	19 511 329	2 174 406	17 336 923	17 139 841
2020	19 511 329	2 190 565	17 320 764	17 141 749

Le montant cumulé des avenants 1 à 6 génère une incidence financière de 6,73 % de la Df par rapport montant initial de la convention.

L'avenant 6 est valorisé à 197 082 € en année pleine (2019) soit 443 258 € HT de la prise d'effet de l'avenant à la fin de la convention à prendre en charge par la collectivité.

Il est à noter que le budget 2019 verra une diminution de la contribution financière de 219 K€ par rapport à 2018.

10. AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du 7 juin 2018 a émis un avis favorable sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 Décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le

1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public

avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er Janvier 2013 ;

- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Que cette convention a fait l'objet de 5 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016 et mai 2017 ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 6 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, l'avenant n° 6 ci-annexé à la convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-4157/18/CM

■ Approbation de tarifs promotionnels liés aux opérations commerciales MET 18/7484/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour atteindre les objectifs de réduction de la part de marché de la voiture qui sont inscrits dans l'Agenda de la mobilité, les actions de promotion commerciales doivent être développées. Ces actions de promotion

visent en particulier les automobilistes ; pour donner envie de faire le premier pas vers les transports en commun, il est utile de proposer des offres spéciales. Deux offres spéciales harmonisées sont proposées dans ce rapport : deux « Pass découverte » 7 jours et 24h00.

Les offres spéciales existent depuis plusieurs années, mais sans être harmonisées à l'échelle des différents réseaux de la métropole : -Pass découverte 24 heures pour les touristes à l'ouest de l'Etang de Berre, à prix réduit 1€, à venir retirer en agence commerciale en échange d'un coupon, -Offre 6 voyages sur le réseau Carreize pour les salariés des zones d'activité d'Aix ou d'Aubagne, en échange des coordonnées et de la photo, -Gratuité sur l'abonnement Relais Velo pour la souscription d'un abonnement annuel pour le réseau Pays d'Aix (valeur 10€)... Certains réseaux n'ont pas de tarif promotionnel.

La création du Pass Intégral mensuel en février 2018 donne l'opportunité de délivrer une offre spéciale à un public cible : Il est désormais techniquement possible de délivrer un Pass « tous réseaux métropolitains » pour une courte période permettant la découverte des réseaux. Deux durées d'usage sont prévues :

- « Pass découverte 7 jours »
- « Pass découverte 24h00 ».

Ces tarifs « découverte » permettent par exemple de circuler dans Marseille, de faire une correspondance avec un car puis de reprendre un bus à Aix en Provence. Le réseau TER, les parkings-relais et les services vélo seront intégrés au fur et à mesure des évolutions techniques et conventionnelles.

Il est donc proposé de créer deux tarifs « promotion découverte » dans la grille de tarification métropolitaine qui se constitue. Ces tarifs sont délivrés sur carte nominative, en échange des coordonnées permettant de recontacter la personne ultérieurement afin de poursuivre l'accompagnement commercial. Ces tarifs sont délivrés uniquement lors d'opérations de prospection commerciale, notamment lors d'animation en entreprises. Ils peuvent faire l'objet de jeux-concours ou de tirage au sort. Ces tarifs ne sont délivrés qu'à des personnes qui n'ont pas encore d'abonnement au réseau interurbain de la métropole combiné à un réseau urbain.

Comme pour de nombreux grands réseaux en France, la valeur du « Pass découverte tous réseaux 7 jours » est fixée à moins d'un tiers du Pass mensuel, soit 24 €. De même, la valeur du « Pass Découverte tous réseaux 24h00 » est fixée à 9,50€.

Sur la base d'une cinquantaine d'animations commerciales dans une année courante, il est envisagé de distribuer 400 « Pass découverte 7 jours » et 1000 « Pass Découverte 24h00 ». La charge supportée par la Métropole pour ces tarifs promotionnels est estimée à 19 000 € TTC environ.

La création et la diffusion des Pass Découverte seront accompagnées de documents de communication et suivies par une démarche d'évaluation, qui permettra notamment de valider l'hypothèse d'un gain de 15 abonnés et de 250 utilisateurs occasionnels deux fois par an, soit un total de gains espérés de 17 000 € environ.

Le lancement de la Marque de Mobilité métropolitaine, à partir du 28/08, constitue un temps fort pour les opérations commerciales. A cette occasion, le « Pass découverte » est proposé en grand nombre : 1000 « Pass découverte 24h00 » représentent un coût de 9 500€.

Compte tenu du calendrier chargé des projets billettique (Pass Scolaire, Pass Annuel), il est possible de les distribuer par un jeu-concours avec tirage au sort, afin de remettre en octobre ces Pass Découverte aux 1000 gagnants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit développer les actions de promotion des transports publics auprès des automobilistes.
- Que cette opération s'inscrit dans le champ de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, votée en décembre 2016,
- Qu'il convient par la présente délibération d'approuver la création de « Pass découverte », et d'en mesurer les gains commerciaux.

- Qu'il convient par la présente délibération d'approuver la création de tarifs réduits sur le Pass Intégral émis à l'occasion de la journée du transport public et de la semaine européenne de la mobilité : Pass intégral à 30€ pour un usage du 15 au 30 septembre, Pass intégral mensuel à 60€ pour les personnes déjà abonnées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'un tarif « Pass découverte 24h00 » et d'un « Pass découverte 7 jours » délivrés lors d'opérations de prospection commerciale,

Article 2 :

Est approuvée la diffusion de 400 « Pass découverte 7 jours » et 1000 « Pass Découverte 24h00 » lors d'opérations de prospections commerciales

Article 3 :

Est approuvée la diffusion de 1000 Pass Découverte 24h00 à l'occasion du lancement de la marque de mobilité métropolitaine pour un montant de 9 500€.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-4158/18/CM

**■ Approbation de l'adhésion à l'Association Transport Mobilité Solidarité et paiement de la cotisation 2018
MET 18/7546/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Transport Mobilité Solidarité » (TMS) a été créée en 1997 à l'initiative de collectivités, d'institutions et d'associations du Pays Salonais pour développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que des personnes en situation d'isolement. A cet effet, différents outils sont

proposés, dont notamment la mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures et d'un garage solidaire, l'organisation de transports micro collectif, l'accompagnement individuel à la mobilité et la réalisation d'actions de prévention de sécurité routière.

Cette association participe et organise des animations de terrain sur le thème de la mobilité comme par exemple les villages de la mobilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association pour orienter son action en lien avec la stratégie de l'agenda de la mobilité et pour coordonner son activité avec celles des partenaires œuvrant dans le domaine de la mobilité.

Il est donc proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à cette association pour l'année 2018 et verse la cotisation afférente d'un montant de 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association TMS pour orienter son action en lien avec la stratégie de l'agenda de la mobilité et pour coordonner son activité avec celles des partenaires œuvrant dans le domaine de la mobilité ;

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 20 000 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Transport Mobilité Solidarité et le paiement d'une cotisation d'un montant de 20 000 euros pour l'année 2018

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-4159/18/CM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que partenaire associé au Consortium issu du projet de Communauté d'Innovation et de Connaissance Mobilité Urbaine (Knowledge and Innovation Community Urban Community
MET 18/7720/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Communautés d'Innovation et de Connaissances (Knowledge and Innovation Centre, KIC) sont des partenariats promus par l'Union Européenne et plus précisément par l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT). Ces Communautés regroupent des entreprises, des centres de recherche, des universités et des autorités publiques.

Elles permettent de développer :

- Des produits et des services innovants dans les domaines à haute valeur ajoutée technologique,
- La création de nouvelles entreprises et start up,
- La formation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Les Communautés d'Innovation réalisent des activités couvrant l'ensemble de la chaîne d'innovation :

- Des programmes de formation et d'éducation,
- Le renforcement des passerelles entre la recherche et la mise sur le marché,
- Les projets d'innovation, les incubateurs d'entreprises et les accélérateurs.

Le rôle de l'EIT est de guider le processus et de définir les stratégies, mais il incombe aux communautés d'innovation de mettre ces stratégies en pratique et de rendre disponibles les résultats.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par un groupement composé d'une diversité d'institutions européennes comprenant des entreprises, des universités et centres de recherche français en vue de se positionner sur cet appel à propositions. Ce groupement souhaite intégrer des territoires en vue de contribuer à la définition des besoins et des solutions puis de tester celles-ci in situ.

Dans cette perspective, une attention particulière est portée à l'innovation, aussi bien procédurale, qu'organisationnelle et technologique, comme levier d'amélioration de la mobilité métropolitaine. Le projet est également en cohérence avec l'Agenda de Développement Economique Métropolitain adopté par le Conseil de Métropole le 30 mars 2017.

Par délibération TRA 017-02756/17/CM le Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 a approuvé la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet de Communauté d'Innovation et de Connaissance Mobilité Urbaine (Knowledge and Innovation Community Urban Community).

En devenant partenaire associé, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficierait ainsi de façon privilégiée de l'ensemble des résultats et des productions émergeant de la future communauté d'innovation concrétisant ainsi son ambition de devenir un véritable laboratoire de la ville de demain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence aura les droits suivants dans le Consortium

- Etre inscrite dans l'offre finale KIC dans le réseau des autorités locales et régionales du consortium (LoRAC) ;
- Etre informée des activités dans les réunions régulières des nœuds locaux, dans le développement de la liste des partenaires, ainsi que dans les réunions du consortium complet ;
- Contribuer au développement l'offre KIC, en particulier dans le développement de moyens appropriés pour impliquer les perspectives des villes, des régions et des autorités locales dans la KIC ;
- Etre informé et contribuer au portefeuille de projets de la KIC et aux possibilités de participation, de collaboration ou de développement de nouveaux projets ;

- Etre informé régulièrement des activités en cours du Consortium et de l'avancement de la préparation de l'Offre KIC ;

- Participer à la mise en place de la KIC et à la planification de ses actions ;

- Devenir membre à part entière ou équivalent dans la première phase de l'adhésion de nouveaux membres, dans le cas où la candidature à la KIC serait un succès, comme le permettent les règles de l'EIT. Ce droit est uniquement soumis aux exigences habituelles d'une telle adhésion

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement (UE) n°1290/2013 du parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020)
- L'Agenda d'Innovation Stratégique de l'Institut Européen de Technologie pour 2014-2020
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La TRA 001-1376/16/CM du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda Mobilité métropolitain,
- La ECO 001-1775/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain.
- La TRA 017-02756/17/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant la participation de la métropole Aix Marseille Provence au projet de Communauté d'Innovation et de Connaissance Mobilité Urbaine (Knowledge and Innovation Community Urban Community) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de Communauté de Connaissance et d'Innovation Mobilité Urbaine est tout à fait conforme aux orientations de l'Agenda de Mobilité métropolitain ainsi qu'à son Agenda de Développement Economique Métropolitain;
- Que la participation de la métropole à cet accord permettra à celle-ci de participer en tant que partenaire associé dans le Consortium d'accéder de façon privilégiée aux résultats de production issus de ce programme de recherche et de développement et de valoriser sa vocation de territoire d'innovation.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet accord pour devenir partenaire associé dans la mise en œuvre du projet de Communauté de Connaissance et d'Innovation Mobilité Urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-4160/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence - Arrêt du bilan de la concertation
MET 18/7374/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

De ce fait, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) amorcée par l'ancienne communauté urbaine, sur le Territoire Marseille Provence.

Par délibérations n°AEC 001-1009/15/CC et n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunale et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable définies en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence est menée conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire arrêtée par la délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération-cadre) relative à la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, qui s'est substituée à la

délibération-cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

En application articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, la concertation préalable s'est déroulée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet de PLUi les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées, la concertation a débuté à compter du mois de juin 2015. La concertation s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Au vu du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018, ayant notamment pour objet l'arrêt du projet PLUi, cette phase de concertation s'est arrêtée le 1er juin 2018 inclus. Elle aura duré 3 ans.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil d'en arrêter le bilan, en application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme.

1- Les enjeux et objectifs du PLUi

Le premier des enjeux est la construction d'un règlement unique permettant de gérer le droit des sols de 18 communes. Le PLUi tient compte également des évolutions législatives.

Bien que le futur PLUi se doit d'être juridiquement compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par Marseille Provence Métropole en 2012, il s'inscrit pleinement dans les enjeux métropolitains. Pour cela, ses objectifs, ses lignes de force sont en cohérence avec les démarches et les réflexions en cours menés depuis 2016 par la Métropole : projet métropolitain, SCOT métropolitain, Plan de Déplacement Urbains (PDU), Programme Local de l'Habitat (PLH), etc.

Argumenté et décliné dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le nouveau règlement permettra au Territoire de :

- (1) Participer à l'ambition et au positionnement métropolitains ;
- (2) Favoriser un écriin vert et bleu préservant le cadre de vie ;
- (3) Organiser et structurer son développement ;
- (4) Proposer un urbanisme raisonné et durable.

2- Les objectifs de la concertation du PLUi

Les objectifs poursuivis sont :

- donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation ;

- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;

- permettre au public de formuler des observations.

3- Les modalités de la concertation du PLUi

Les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 22 mai 2015 ont été mises en œuvre tout au long de la concertation avec le public:

➤ Les outils d'information

- « Kit de la concertation » présentant le projet PLUi

Dès le lancement de la procédure d'élaboration du PLUi, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence ont mis à disposition du public un kit de concertation dans toutes les communes du Territoire, dans les mairies de secteurs de la ville de Marseille et au siège de la Métropole, comprenant :

- Un registre de la concertation,
- Les délibérations relatives aux modalités de la concertation et de collaboration du 22 mai 2015,

Le kit de la concertation a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement de la procédure par 6 cahiers de la concertation :

- Cahier n°1 : Comprendre le PLUi
- Cahier n°2 : Un Territoire commun - diagnostic partagé
- Cahier n°3 : Un diagnostic partagé - territoire porteur d'enjeux
- Cahier n°4 : Un cadre métropolitain – un projet co-construit
- Cahier n°5 : Marseille Provence – un cadre de vie exceptionnel à préserver
- Cahier n°6 : Marseille Provence – nouvelles règles d'urbanisme : mode d'emploi

- Les panneaux de concertation :

Tout au long de la concertation, 511 panneaux de concertation ont été répartis sur tout le Territoire Marseille Provence avec le même niveau d'information, notamment dans toutes les communes membres du conseil de territoire Marseille Provence (18), au siège de la Métropole et dans toutes les mairies de secteurs de la ville de Marseille (8).

- Réunions publiques :

Une première session de réunions publiques a été organisée par la Métropole sur le diagnostic et les orientations du PADD (projet d'aménagement et de

développement durables). Elle s'est ainsi tenue en octobre 2016, soit avant le débat du Conseil de Territoire sur les grandes orientations du PADD. Le choix a été fait, pour cette première session, de tenir 5 réunions publiques :

- une portant sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence ;
- une sur la ville de Marseille dans son ensemble ;
- une pour chacun des 3 bassins de vie du territoire : bassin Ouest (8 communes) ; bassin centre (3 communes hors Marseille) et bassin Est (6 communes).

Une seconde session de réunions publiques a été organisée en préalable à l'arrêt du projet. Elles portaient donc sur l'ensemble du document. Cette 2^{de} session a porté principalement sur les grands principes qui ont guidé le zonage, le règlement et les OAP (orientations d'aménagement et de programmation). Ces éléments sont très mobilisateurs pour les administrés, les associations et les différents relais d'opinion. C'est pourquoi, la Métropole a fait le choix, pour cette seconde session d'organiser une réunion publique globale à l'échelle de l'ensemble du territoire, une dans chacune des 18 communes, ainsi qu'une dans chacune de 8 mairies de secteur de Marseille.

Une conférence de presse, ouvrant la séance importante des réunions publiques de novembre 2017, présentant les éléments règlementaires et le zonage, a eu lieu le 2 novembre 2017 au siège de la Métropole. Portée par Laure-Agnès CARADEC, cette conférence a été l'occasion de rappeler le calendrier de cette procédure, le contexte du PLUi, mais également l'enjeu pour le territoire de Marseille-Provence et comment s'organise la concertation.

- L'information sur internet

Une page dédiée au PLUi a été créée sur le site Internet du Conseil de Territoire à l'adresse suivante : <http://www.marseille-provence.fr/index.php/competences/developpement-urbain/urbanisme/outils-de-planification>

Cette page a permis l'information du public à propos des différentes étapes de la procédure (engagement et début de la concertation, construction des différentes pièces constitutives du document, organisation de réunions publiques) et l'accès dématérialisé à l'ensemble du kit de concertation.

Enfin, les panneaux de concertation diffusés en communes, en mairie de secteurs et au siège de la Métropole, ont aussi été mis en ligne, tout comme les avis au public annonçant les réunions publiques organisées pour présenter le projet de PADD puis les grandes lignes du règlement. L'organisation des réunions publiques a fait l'objet d'articles spécifiques, détaillant les dates et lieux de ces réunions.

➤ Les outils d'expression :

- Registres mis à la disposition du public

Ceux-ci ont été mis en place, dès le début de la concertation (juin 2015) dans l'ensemble des communes membres du Territoire Marseille Provence, dans les 8 mairies de secteurs de la Ville de Marseille ainsi qu'au siège de la Métropole et du Conseil de Territoire. Le public a pu y déposer leurs contributions.

- Observations écrites adressées par courriers ou par mails

Plusieurs moyens se sont présentés à la population pour s'exprimer notamment par l'envoi de courriers postaux à la Métropole ou aux communes concernées et de courriers électroniques.

- par voie postale à l'adresse suivante :
CONCERTATION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
Les Docks Atrium 10.7
BP48014
13567 Marseille Cedex 02
- par courrier électronique à l'adresse suivante :
dapu.plui-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr

- Réunions publiques

Les deux sessions de réunions publiques évoquées précédemment ont également permis au public de présenter ses observations.

4- Les résultats quantitatifs de la concertation :

Plus de 4 200 personnes se sont mobilisées dans le cadre de la concertation :

- environ 3 500 personnes ont assisté aux 32 réunions publiques (500 pour la 1^{ère} session et 3 000 pour la 2^{de} session) ;
- un peu moins de 700 personnes ont adressé un courrier postal et/ou électronique ;
- environ 100 personnes ont consigné leurs observations via les registres.

Ainsi, plus de 1000 requêtes ont été enregistrées via les courriers, mails et registres, et 300 observations dans le cadre des réunions publiques.

La concertation s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les Comités d'Intérêt de Quartiers, les associations, les partenaires professionnels (architectes, constructeurs, agriculteurs, ...), les partenaires institutionnels (communes, Conseils Régional et Départemental, Chambres Consulaires, services de l'Etat, ...). Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques, ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres.

5- Analyse qualitative des contributions issues de la concertation :

Le bilan qualitatif fait une synthèse de l'ensemble des remarques et contributions émises tout au long de la démarche de concertation. Tout au long de la phase d'élaboration du projet de PLUi et de concertation préalable, les rédacteurs et décideurs publics ont ainsi reçu une extraction régulière de toutes les requêtes afin de mieux intégrer les préoccupations citoyennes, dans le respect du cadre juridique.

Ainsi, l'ensemble des requêtes ont été classées selon une grille d'analyse organisée autour de 6 grandes thématiques:

- **Habitat**
- **Environnement**
- **Déplacement**
- **Economie**
- **Appropriation du PLUi**
- **Enjeux métropolitains**

Le plus grand nombre des requêtes porte sur la thématique de l'habitat. Les contributions émises à l'échelle de la thématique de l'habitat tournent autour de 5 objets : le zonage et la constructibilité, l'organisation urbaine, les besoins et capacités en équipements publics et les projets urbains.

La thématique sur l'environnement se place en seconde position. Les requêtes abordent certaines problématiques en matière de préservation du cadre de vie, de gestion des espaces agricoles et naturels, de gestion des réseaux, de risques, de patrimoine, de pollution et de préservation des sites naturels sensibles.

La question des déplacements a rassemblé un grand nombre de requêtes notamment sur l'organisation du réseau viaire, les transports en commun, l'accessibilité, les modes doux et le stationnement.

La thématique relative à l'économie trouve également écho dans les avis et remarques formulés par le public concernant le développement économique, la stratégie économique et la constructibilité des zones dédiées.

Concernant la démarche même du PLUi et son appropriation, les citoyens ont exprimé leur souhait et remarque en termes de contenu et de compréhension

du document, ainsi qu'en termes de modalités pratiques et de procédure.

Les avis en matière d'enjeux métropolitains portent essentiellement sur des projets d'aménagement ou secteurs ayant un rayonnement sur tout le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment EuroMéditerranée, les aménagements aux abords de l'aéroport de Marignane, ect.

Il convient désormais que le Conseil de la Métropole arrête le bilan de la concertation avec le public, qui sera, par la suite, annexé au dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment L. 103-2 et suivants, L. 153-1 et suivants, L. 134-11 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 076-206/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 prescrivant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 mars 2018 (délibération cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire pour les procédures d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux abrogeant la délibération n°HN 076-206/16 CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 20 avril 2018, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole sur les propositions issues de la concertation et sur le projet de PLUi à arrêter ;
- Le bilan de la concertation joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a défini les modalités de la concertation et engagé la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), dans le cadre de deux délibérations prises le 22 mai 2015 ;

- Que le Conseil de la Métropole a décidé que cette procédure devait s'inscrire dans le cadre de la délibération cadre du Conseil de la Métropole n°001-3635-/18/CM du 22 mars 2018 (délibération cadre) portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, substituée à la délibération Cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- Que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la concertation s'est déroulée du mois de juin 2015 au 1er juin 2018 inclus ;
- Que la concertation avec le public a permis à environ 4 200 participants de s'exprimer sur le projet de PLUi tout au long de son élaboration et a fait émerger près de 1 300 observations ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 20 avril 2018 a permis aux Maires d'échanger sur la concertation en cours et sur le projet de PLUi à arrêter ;
- Que les Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence se sont réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole, sur les propositions issues de la concertation et sur le projet de PLUi à arrêter.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de ce que la procédure de concertation sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence s'est déroulée conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et selon les modalités définies dans les délibérations n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 et n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015.

Article 2 :

Est arrêté le bilan de concertation tel qu'annexé dans le document joint à la présente délibération.

Article 3 :

Cette délibération et le dossier correspondant seront transmis à Monsieur le Préfet de région PACA et des Bouches-du-Rhône, et notifiés aux Maires des

communes situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ainsi que les mairies de secteurs de la ville de Marseille.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Métropole, dans les mairies des 18 communes situées sur le périmètre du Conseil de Territoire ainsi que dans les 8 mairies de secteurs de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-4161/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence - Arrêt du projet MET 18/7375/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

Pour le Territoire Marseille Provence, le Conseil de la Métropole a décidé de poursuivre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal engagée par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 22 mai 2015, a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation

avec le public définies en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération préalable, adoptée le même jour, elle a également défini les modalités de collaboration avec les communes membres pour cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a décidé de poursuivre cette procédure conformément aux objectifs poursuivis, aux modalités de concertation avec le public et aux modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées à l'engagement de la procédure.

Le Conseil de la Métropole a également décidé que cette procédure devait s'inscrire dans le cadre de la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs, à laquelle s'est substituée la délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre) portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ont été débattues lors du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016, après la tenue d'une conférence intercommunale des maires et un débat au sein des conseils municipaux des communes concernées.

Une nouvelle étape de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est l'arrêt du document.

La présente délibération retrace dans un premier temps le processus de collaboration technique et politique mis en œuvre avec les communes du Territoire Marseille Provence pour construire le dossier, mais aussi avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées à l'élaboration. Dans un second temps, la délibération présente le projet de PLUi soumis à l'arrêt : elle détaille le contenu du dossier, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et leur traduction dans le PLUi ainsi que les incidences du projet sur l'environnement.

Le processus de collaboration, de consultation et d'association

Il est rappelé que les modalités de collaboration avec les 18 communes du Territoire, validées en conférence intercommunale, ont ensuite été soumises pour avis, aux conseils municipaux des communes membres.

Les modalités de collaboration ont été finalisées comme suit :

a. La « Conférence intercommunale »

Celle-ci se réunit, à l'initiative du Président, à 5 étapes de la procédure : 2 en application du Code de l'Urbanisme et 3 par choix de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole :

- pour que, préalablement à l'adoption de la délibération arrêtant les modalités de la collaboration avec les Communes, ces modalités y soient examinées ;
- pour que les orientations générales de l'avant-projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) y soit présenté avant la tenue du débat sur les orientations générales du PADD au sein de l'organe délibérant de l'EPCI ;
- pour que l'avant-projet de PLUi y soit présenté, avant que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'arrête ;
- pour que, après l'enquête publique, les avis joints au dossier d'enquête, les observations du public et le rapport de la commission d'enquête y soient présentés ;
- pour que le PLUi, tel que modifié après l'enquête publique, y soit présenté, avant que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'approuve.

b. Avis des Conseils Municipaux

Aux fins d'associer chacune des 18 communes membres à l'élaboration du PLUi, leur conseil municipal sera invité à donner son avis sur les propositions de la conférence intercommunale, aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du PLUi à savoir :

- Préalablement à l'adoption de la délibération du conseil communautaire prescrivant le PLUi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique ;
- Préalablement au débat sur les orientations générales du PADD ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de PLUi par l'organe délibérant de l'EPCI mais aussi conformément à l'article L123-18 du Code de l'Urbanisme, une fois que ce dernier l'aura arrêté ;
- Préalablement à l'approbation du PLUi par l'organe délibérant de l'EPCI.

c. Un « Groupe de Travail PLUi » (GT PLUi)

Afin de permettre aux communes et à leur maire de participer aux travaux d'élaboration du PLUi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, un « groupe de travail PLUi ».

Il regroupera les maires des 18 communes membres - ou leurs représentants-, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par la vice-présidente à l'aménagement communautaire (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 Communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail assurera, notamment, le pilotage général de l'élaboration du PLUi et préparera les dossiers à soumettre à la Conférence intercommunale.

Ce groupe de travail s'est réuni une vingtaine de fois depuis l'engagement de la procédure du PLUi du Territoire Marseille : il a permis d'associer l'ensemble des 18 communes à la construction du document d'urbanisme et d'aboutir aujourd'hui au projet à arrêter. Les Communes ont ainsi travaillé sur un même document, à un même rythme, avec une même ambition et dans le cadre d'une même procédure.

d. Réunions « locales ou thématiques »

Au cours de la procédure d'élaboration et autant que de besoin, des réunions portant sur un thème bien défini ont été organisées, à l'échelon communal et/ou à l'échelle des bassins de vie.

Ainsi différentes réunions se sont tenues d'une part avec les instructeurs des communes en particulier pour travailler sur la partie réglementaire, mais aussi des réunions individuelles avec les élus et techniciens des dites communes.

La collaboration avec les communes a été la clef de voûte de la construction du PLUi du Territoire Marseille Provence

Concernant la Ville de Marseille diverses réunions ont eu lieu avec les mairies de secteurs.

Au-delà des modalités de collaboration avec les communes, plusieurs réunions se sont tenues et de nombreux échanges ont eu lieu avec les directions « opérationnelles » (voirie, eau et assainissement, économie, habitat..) de l'intercommunalité (de la Communauté urbaine et à partir de 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence). Celles-ci ont ainsi contribué à l'élaboration du PLUi depuis sa prescription, et seront encore sollicitées au cours de l'enquête publique afin d'apporter les éléments techniques pour l'instruction des différentes requêtes.

Les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) : conformément au Code de l'Urbanisme, les PPA sont associées dès la prescription du document d'urbanisme.

Par ailleurs, Monsieur le Préfet a transmis sa note d'enjeux et le Porter à Connaissance juridique (PAC) le 16 juillet 2015 qui ont été ensuite tenus à la disposition du public.

Trois réunions avec les PPA et les PPC ont rythmé la démarche d'élaboration du PLUi : le 9 octobre 2015 au lancement, le 12 septembre 2016 sur le diagnostic et le PADD, le 16 octobre 2017 sur le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Cette association a été renforcée avec certaines Personnes Publiques Associées par des échanges et des réunions supplémentaires : les services de l'Etat (une trentaine de réunions), les chambres consulaires, le Département, la Région...

Enfin, des rencontres ont eu lieu, de manière individuelle ou collective, avec les Associations agréées, les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ)...

Le PLUi est donc le fruit d'une construction multi-partenaire. En, quelques chiffres : plus de 300 réunions en communes (et mairies de secteurs), une soixantaine de réunions avec les directions (communales et intercommunales) et une cinquantaine avec les PPA/PPC.

Projet de PLUI soumis à l'Arrêt

Le travail de co-construction mené avec les communes du Territoire dans le cadre des modalités de collaboration définies à l'engagement de la procédure, l'association des personnes publiques concernées et la concertation avec le public réalisée depuis l'engagement de la procédure, dont le Conseil de la Métropole a arrêté le bilan de la concertation par délibération distincte, ont permis d'élaborer le projet de PLUi présenté aujourd'hui au Conseil de la Métropole.

Il se compose :

- D'un rapport de présentations comprenant une introduction, des diagnostics, l'explication des choix, l'évaluation du projet, le résumé non technique et des annexes ;
- D'un Projet d'aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- D'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- D'un règlement écrit et graphique ;
- Des annexes.

L'ambition du PLUi qui va accompagner le développement du Territoire Marseille Provence est de concilier l'accueil de populations et d'entreprises avec la qualité du cadre de vie, de produire de la qualité urbaine dans un Territoire dynamique et ambitieux.

L'élaboration du projet de PLUi a permis d'établir un avant-projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Celui-ci constitue la « colonne vertébrale » du PLUi. Il exprime les enjeux du Territoire, définit les stratégies et les choix d'aménagement. Il constitue la déclinaison du projet politique du Territoire en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Il définit notamment les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fixe aussi les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ce PADD est composé d'un cahier global traitant de l'ensemble du Territoire Marseille Provence et de 18 cahiers communaux. Ces derniers ont pour objet de décliner finement le cahier communal et de prendre en compte les projets communaux. Ils ont la même valeur juridique que le cahier global.

Les orientations générales du cahier global s'articulent autour de 4 axes principaux :

- Pour une ambition et un positionnement métropolitains : situé au cœur d'un territoire vaste et dynamique, le Territoire Marseille Provence, avec sa ville-centre Marseille, souhaite jouer pleinement son rôle de moteur drainant l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille Provence, en complémentarité avec les territoires voisins ;
- Pour un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie : la majesté du site géographique naturel, maritime et urbain dans lequel s'inscrivent les communes du Territoire est l'un des fondements de son identité ; les habitants s'y reconnaissent, son attractivité en dépend directement. Ce cadre privilégié constitue, par ailleurs, un marqueur à l'échelle métropolitaine. Les richesses naturelles et écologiques du Territoire constituent l'autre raison pour préserver les composantes de cet écrin vert et bleu : les massifs avec leurs espaces naturels, le littoral, les îles, le réseau hydrographique et les étangs, les terres agricoles ;
- Pour une organisation structurée du développement : le PADD réaffirme les objectifs de développement dans la continuité du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2012 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Cette ambition phare, conjuguée à la préservation du cadre naturel, ne peut être atteinte que par une structuration forte et équilibrée du Territoire tout en maîtrisant la consommation de l'espace. Il s'agit également de rééquilibrer le développement, de prendre en compte les atouts et contraintes, et de favoriser la mixité fonctionnelle ;
- Pour un urbanisme raisonné et durable : il s'agit d'explicitier les modalités et conditions d'un urbanisme durable et raisonné, c'est-à-dire reposant sur une maîtrise des impacts du développement sur l'environnement et le cadre de vie.

Pour mettre en œuvre ce projet, le Conseil de la Métropole a opté, par délibération n°006-1086/16/CM du 17 octobre 2016, pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le Code de l'Urbanisme, permettant ainsi de déployer de « nouveaux outils » dans le PLUi du Territoire Marseille Provence.

Le règlement et les OAP permettent ainsi la mise en œuvre des orientations générales du PADD dans un cadre modernisé. L'existence des OAP répond également à la volonté d'un urbanisme de projet et d'une prise en compte de l'environnement en renforçant l'aspect qualitatif.

La partie réglementaire est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions. Cette opposabilité est le reflet du projet d'intérêt général défini par le PADD. Le règlement participe à sa déclinaison et sa mise en œuvre de par les différentes pièces qui le composent. Pour affiner la traduction du PADD, la partie réglementaire est complétée par les OAP sectorielles ou thématiques avec lesquelles le rapport de cohérence est particulièrement fin.

Pour la mise en œuvre du PADD la partie réglementaire comprend des pièces écrites et graphiques.

Le règlement écrit s'appuie sur des dispositions générales et décline les règles communes à chaque zone définie dans les documents graphiques et précise, le cas échéant, les spécificités des secteurs. Chaque règlement de zone est établi sur une structure identique de 13 articles répartis en 4 sections : affectation des sols et destination des constructions, implantation des constructions, qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, équipements et réseaux.

Les servitudes et dispositions graphiques spécifiques sont définies dans le règlement graphique à différentes échelles. L'ensemble répond à des enjeux opérationnels spécifiques et/ou à un objectif particulier du PADD. Elles portent notamment sur des servitudes ou emplacements réservés dans l'attente de projet d'aménagement ou de réalisation d'équipements, des secteurs de mixité sociale, des dispositions spécifiques relatives à l'implantation commerciale, des zones non aedificandi autour des voies,...

Parmi les dispositions spécifiques, des protections des éléments patrimoniaux, paysagers et écologiques sont aussi reportées dans le règlement graphique et sont afférentes à des dispositions particulières dans les dispositions générales du règlement écrit (protection des boisements) ou font d'un volume réglementaire particulier.

Le règlement comprend les grandes familles de zones suivantes, avec des sous-zones le cas échéant :

- UA Centre-ville / UB Centre ou Noyaux villageois / UC Tissus discontinus de collectifs /

UP Tissus pavillonnaires / UM Secteurs urbains à maîtriser : Zones d'Habitat,

- UE/UEt /UEs : Zones Economiques dédiées,
- UQ /UV : Zones d'équipements et espaces verts urbains récréatifs ou de loisirs,
- AU : Zones A urbaniser à vocation d'habitat, d'économie, mixte ...,
- A : Zones Agricoles,
- N : Zones Naturelles.

L'OAP est un outil du document d'urbanisme précisant le PADD et complétant le règlement avec une dimension de projet à l'échelle d'un quartier, d'un ou plusieurs secteurs. Par cet outil le Territoire s'engage dans une démarche d'urbanisme de projet, donnant une place importante aux projets urbains pour la mise en place du projet général.

Le Territoire Marseille Provence a fait le choix de préciser son projet à travers deux types d'OAP :

- Les OAP multi-sites qui s'appliquent sur plusieurs parties du territoire avec 2 thématiques : Qualité d'Aménagement et Formes Urbaines (QAFU) pour une meilleure prise en compte de la qualité architecturale, urbaine et paysagère des constructions et aménagements, Cohérence Urbanisme et Transport (CUT) pour assurer une densité minimale des opérations dans les zones de bonne desserte.
- Les OAP sectorielles qui précisent à l'échelle d'un secteur les attendus en termes d'aménagement : elles se déclinent sous la forme d'OAP d'intention (principes généraux et objectifs d'aménagement) ou d'OAP de composition (principes et objectifs précis).

Encadré par les collines et la mer, maillé de terres agricoles entre les zones urbaines, le Territoire recèle de grandes qualités environnementales, paysagères et écologiques. Les enjeux environnementaux sont donc intégrés comme une condition au développement.

Aussi, l'élaboration du PLU intercommunal de Marseille Provence a fait l'objet d'une évaluation environnementale itérative, c'est-à-dire d'une évaluation continue du PLUi dès le début de sa conception et tout au long de son élaboration, et non pas seulement en fin de parcours. Cette démarche « d'allers-retours » a pour avantage l'amélioration permanente des différentes pièces du PLU intercommunal d'un point de vue environnemental.

En particulier, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de Marseille Provence, ainsi que le règlement graphique (zonage) et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont fait l'objet de cette démarche spécifique, afin de permettre une intégration des enjeux environnementaux dès l'origine du projet.

L'évolution du « zonage PLU » (documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur les 18 communes) vers le zonage PLUi est globalement bénéfique du point de vue environnemental, puisque le projet permet d'accueillir le nombre d'habitants

souhaités à l'horizon du PLUi avec une superficie moindre d'espaces à vocation artificialisable.

Globalement :

- le passage du PLU au PLUi ne modifie pas les grands équilibres du territoire en termes de vocation règlementaire des espaces. En effet, la part artificialisable du territoire reste globalement fixe ;
- le PLUi permet la « reconquête » de terres agricoles et naturelles qui étaient artificialisables dans les « PLU en vigueur » ;
- les zones d'ouverture à l'urbanisation sous conditions (A Urbaniser) diminuent de près de la moitié du potentiel d'ouverture par rapport au « PLU ».

Conformément à la délibération du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes, et à la délibération du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre), le projet de PLUi a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux maires des 18 communes membres, lors de la conférence intercommunale des maires du 20 avril 2018. Par ailleurs, les communes membres ont donné leurs avis sur le document préalablement à son arrêt.

Il convient désormais d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence. Celui-ci sera ensuite, avant l'enquête publique, transmis aux Personnes Publiques Associées et autres organismes. Ils disposent d'un délai de 3 mois pour rendre leur avis.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants, L. 134-11 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises

(SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Schéma de Cohérence Territoriale du Territoire Marseille Provence approuvé par délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 12 juin 2012 ;
- La délibération n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 prescrivant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre) relative à la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération-cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération n°006-1086/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole optant pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 021-359/16/CT du 14 décembre 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence prenant acte du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi ;

- La délibération du Conseil de la Métropole arrêtant le bilan de la concertation ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 20 avril 2018, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole, sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal à arrêter ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par deux délibérations prises le 22 mai 2015, défini les modalités de collaboration avec les communes, engagé la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée et exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure de PLUi dans une délibération cadre prise le 28 avril 2016 abrogée par une délibération du 22 mars 2018 définissant la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire pour l'élaboration des PLUi, et a poursuivi l'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence par une délibération prise à la même date ;
- Que les orientations générales du PADD du Territoire Marseille Provence ont fait l'objet d'un débat en Conseil de Territoire le 14 décembre 2016 ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 20 avril 2018 a permis aux Maires d'échanger sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal préalablement à son arrêt ;

- Que Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a invité chaque maire à soumettre à l'avis de son Conseil Municipal le projet de PLUi compte tenu notamment des différents échanges intervenus lors de la conférence intercommunale du 20 avril 2018 ;
- Que les Conseils Municipaux des communes membres du Territoire Marseille Provence se sont réunis, entre la conférence intercommunale du 20 avril 2018 et les Conseils de Territoire puis de la Métropole, sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal à arrêter ;
- Que le projet de PLUi est compatible avec le SCOT applicable sur le Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole a arrêté le bilan de la concertation ce jour par délibération distincte.

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération accompagnée du dossier du projet de PLUi arrêté sera transmis aux Personnes Publiques Associées et à tous les autres organismes devant être consultés.

Le projet de PLUi tel qu'arrêté sera soumis à enquête publique avant son approbation par le Conseil de la Métropole.

Article 3 :

La présente délibération et le dossier correspondant seront transmis à Monsieur le Préfet de région PACA et des Bouches-du-Rhône, et notifiés aux Maires des communes situés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence, ainsi qu'aux maires de secteurs de la ville de Marseille.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de la Métropole (siège du Territoire Marseille Provence), dans les mairies des 18 communes situées sur le périmètre du Territoire ainsi que dans les 8 mairies de secteurs de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-4162/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)
MET 18/7372/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Le 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a saisi la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole afin de lancer la procédure de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a prescrit la révision des quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP).

Par délibération du 10 avril 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a voté des compléments sur la composition de la commission locale.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), et donc d'AVAP sur le Territoire Marseille Provence dès sa création le 1^{er} janvier 2016, a voté la poursuite de ladite procédure.

Par délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a voté la répartition des compétences à la création d'une AVAP et la transformation de ZPPAUP en AVAP entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Les différentes étapes qui se sont succédées jusqu'à ce jour :

Six Commissions Locales d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP) (instance consultative chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles

applicables à l'AVAP) ont eu lieu tout au long de la procédure à chaque fois qu'il en a été jugé nécessaire, notamment au démarrage de l'étude, avant la présentation du projet en Commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA) et après l'enquête publique.

Conformément aux modalités de concertation arrêtées par la délibération du 19 décembre 2014, deux réunions publiques ont également été tenues le 1^{er} décembre 2015 pour présenter les éléments de diagnostic et de périmètre, et le 14 décembre 2016 pour présenter les éléments réglementaires.

La procédure a été conduite en association avec les services de la Ville de Marseille et les services de l'Etat, notamment l'Architecte des Bâtiments de France, et les personnes publiques prévues par la loi, et a fait l'objet d'une large concertation avec les habitants, les associations locales et les personnes concernées, conformément aux modalités arrêtées dans la délibération du 19 décembre 2014 du Conseil de la Communauté urbaine.

Le projet d'AVAP a été mis en ligne sur le site internet de Marseille Provence Métropole pendant toute la durée de la procédure, dans un souci de transparence et pour faciliter la prise de connaissance du dossier « Projet » par tous administrés, bien avant le lancement de l'enquête publique.

L'autorité environnementale a également été saisie d'une demande d'examen au cas par cas et a déclaré par décision n° CE-201-93-13-07 que le projet d'AVAP n'était pas soumis à évaluation environnementale en date du 10 février 2017.

Par délibérations URB n°001-1806/17/CM et URB 002-1807/17/CM, le Conseil de la Métropole a tiré le bilan de la concertation avec le public et arrêté le projet d'AVAP.

Le projet de création d'une AVAP sur Marseille a fait apparaître des incompatibilités avec le Plan Local d'Urbanisme de Marseille en vigueur. Or, les dispositions du code du patrimoine applicable aux AVAP disposent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme. La Métropole a donc poursuivi en parallèle de la création de l'AVAP la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Le projet d'AVAP arrêté et les propositions de mise en compatibilité du PLU de Marseille ont été transmis pour avis aux personnes publiques associées, à la commune de Marseille, aux mairies de secteur concernées, et aux autres organismes, conformément au Code du Patrimoine, et a donné lieu à une réunion d'examen conjoint le 13 octobre 2017 au cours de laquelle les personnes publiques associées se sont exprimées favorablement aux projets présentés.

Conformément au Code du Patrimoine, le projet d'AVAP arrêté a également été présenté en Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) le 29 novembre 2017. La CRPA a émis un avis favorable.

Le projet d'AVAP a fait l'objet d'une enquête publique unique portant sur la mise en compatibilité du PLU en vue de ce projet et la création de l'AVAP en elle-même du 15 janvier au 14 février 2018.

Le Président du Tribunal administratif de Marseille, a nommé un commissaire enquêteur en la personne de Bernard AUBINEAU.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs. Dix permanences se sont tenues, partagées au siège de la Métropole sur le site du Pharo, et à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la Ville de Marseille ; la commission a rendu son rapport le 16 mars 2018.

Afin d'assurer une large participation du public, cette enquête publique a fait l'objet d'une communication élargie au-delà des mesures de publicité imposées par les textes réglementaires.

L'affichage de l'avis d'enquête publique a été réalisé dans les lieux d'enquête mais une communication de la période de l'enquête publique a également été donnée sur les panneaux publicitaires du réseau de tramway et sur les panneaux digitaux de Marseille.

L'avis d'enquête publique a fait l'objet de nombreuses publications dans les annonces légales : les 26 décembre 2017, 2 janvier et 16 janvier 2018 dans la Marseillaise, et les 26 décembre 2017, 3 janvier et 16 janvier 2018 dans la Provence.

Le commissaire-enquêteur a également eu l'occasion de rencontrer toutes les personnes ou représentants institutionnels qui souhaitaient être entendus dans le cadre de l'enquête (CIQ, élus, particuliers...) afin de se forger un avis sur le dossier soumis à enquête.

A l'issue de l'enquête, 11 observations ont été enregistrées dont une pétition portée par 81 signataires.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet d'AVAP de Marseille assorti de deux réserves et deux recommandations.

Avant d'examiner l'avis rendu par le commissaire-enquêteur, il convient de rappeler les fondamentaux et ambitions du projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Les fondamentaux et les ambitions du projet :

Contexte juridique :

Sur la commune de Marseille existaient 4 Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP). La loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010 a créé un nouveau dispositif patrimonial avec les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) en remplacement des ZPPAUP.

Objectifs :

Concevoir la protection des patrimoines urbains, architecturaux et paysagers comme pivot d'un projet global de développement et de renouvellement durable du centre de Marseille. Son cadre d'intervention est donc plus large que celui des ZPPAUP, restreintes à la valorisation architecturale du patrimoine et du paysage. La « valorisation patrimoniale » concerne tout autant la qualité des espaces végétalisés, la place de l'eau dans la ville ou les panoramas à préserver sur des bâtis particuliers (opportunité d'amélioration et de valorisation des bâtis anciens marseillais).

Rappels de la pertinence de l'étude :

Le centre-ville de Marseille, tissu historique, dense, revêt des facettes différentes selon les champs et les regards d'études portés au fil du temps sur son patrimoine.

La réalisation d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la ville de Marseille a permis de mettre à jour la connaissance sur le corpus patrimonial constituant la ville. En amont de cet apport de connaissance, la définition du périmètre de l'AVAP s'est appuyée sur le fond patrimonial, inventorié et diagnostiqué dans les ZPPAUP existantes et dans le PLU patrimonial existant qui avait identifié des tissus et trames remarquables propres à la ville.

Le diagnostic a défini un périmètre bien plus étendu que les ZPPAUP existantes et est allé aux frontières de ce qui était pertinent en termes de forme urbaine patrimoniale. Pour une meilleure prise en compte du patrimoine bâti et paysager, l'étude s'est penchée sur une lecture fine des franges et a pris en compte les territoires dont la qualité du bâti, du tissu et du paysage est homogène ou emblématique de la ville de Marseille.

Compte tenu de la diversité de l'espace libre et bâti, où se croisent des échelles différentes de tissus, des typologies bâtis et d'espaces libres, le choix de la limite a été particulièrement délicat. Elle serpente dans des entrelacs de tissus où l'identification de la qualité patrimoniale est le fil conducteur. Ainsi le périmètre a révélé sur le terrain des trames urbaines où cohérences et homogénéités restaient intègres, au centre desquelles s'impose la grande place liquide du Vieux Port.

La CLAVAP s'est exprimée favorablement au périmètre ainsi délimité en octobre 2015 puis en décembre 2016.

L'étude de l'AVAP s'est organisée en trois thématiques, l'espace libre, l'îlot et l'espace bâti, menée aussi bien dans l'analyse et le diagnostic qu'au moment de l'élaboration de la règle.

Compte tenu de la richesse et de la diversité des diagnostics (architecturaux, urbains, paysagers et environnementaux) la transversalité s'est faite au travers des thèmes étudiés et a permis de développer une réponse globale à la notion de patrimoine.

- L'espace libre a permis de révéler la particularité de l'implantation de la ville de Marseille, à l'échelle du grand paysage.

Elle s'est développée dans un site offrant un cadre paysager remarquable : un bassin largement ouvert sur la mer et ceinturé de reliefs culminant souvent à plus de 700 mètres d'altitude et constituant des limites nettes et les horizons terrestres de la ville.

Au centre de ce bassin, dominé par la colline de Notre-Dame-de-la-Garde, le vallon du Lacydon - site originel de la calanque estuaire - accueille la ville. Cette forme en amphithéâtre tournée vers la mer constitue l'écrin du centre historique des XVIII^e et XIX^e siècles. La couleur blanchâtre du substrat géologique est un élément constitutif à part entière, important. La ville moderne s'est construite avec la pierre des carrières environnantes. La luminosité crue du climat méditerranéen se conjugue à la teinte claire du bâti et à la blancheur éclatante des reliefs. Une situation géographique qui offre un cadre paysager remarquable pour la ville, mais également des conditions environnementales particulières et intéressantes.

L'étude environnementale a permis de révéler les qualités microclimatiques propres à l'anse du Vieux Port et au relief du site, le rayonnement solaire, l'influence de la mer et l'hygrométrie, les vents et les principes aérauliques en milieu urbain à Marseille, ou les activités urbaines et les effets d'îlot de chaleur. Cette étude rapportée aux composantes géomorphologiques des espaces libres a permis de déterminer les lieux emblématiques sur lesquels le regard de détail s'est porté pour envisager des orientations de mise en valeur. C'est l'objet du livre 2 du rapport de présentation. En amont, l'étude de l'espace urbain et de ses caractéristiques patrimoniales, paysagères et environnementales, a dégagé des composantes de Marseille, ville minérale, mais également ville végétale, notamment dans les quartiers XIX^e qui se structurent en îlot végétal, apportant ainsi confort de vie à l'intérieur du cœur d'îlot.

Ainsi, un des enjeux principaux et traduit dans le règlement consiste en la préservation des structures

végétales historiques dans leur intégrité, leur maintien en pleine terre, afin de ne pas les déstructurer.

- Le thème de l'îlot a permis d'aborder la question de la densité, du vélum, de dégager des typologies d'îlot, d'étudier la qualité bioclimatique du bâti à l'échelle de l'îlot et de définir les qualités patrimoniales de la forme urbaine du centre de Marseille. L'étude de l'incidence des modifications de l'îlot sur la forme urbaine a dressé le constat suivant : l'altération des îlots détruit la perception de la ville patrimoniale, déjà largement altérée dans les zones historiques comme la porte d'Aix et les Carmes. Afin de limiter ces destructions irréversibles pour le tissu patrimonial, les notions d'alignement et de gabarit, intéressant l'implantation du nouveau bâti sont particulièrement encadrées par le règlement de l'AVAP.
- L'espace bâti aborde de manière thématique les notions de volumes, de composition de façades, retrace historiquement l'évolution du bâti et de ses séquences, depuis la période médiévale en développant le XIX^e formant la grande majorité du bâti de l'aire de l'AVAP. L'analyse aborde ensuite les éléments constitutifs des façades et des toitures, aussi bien en technique qu'en présentation, développe les questions d'usage des rez-de-chaussée, très sollicités en centre-ville et détaille les analyses thermiques, bioclimatiques et environnementales des bâtis anciens Marseillais.

Le rapport de présentation (livre 1) ainsi développé a permis de reprendre les trois thématiques ; espace libre, îlot et espace bâti, afin d'articuler le règlement et le plan dans une transcription réglementaire des enjeux et des orientations définis pour la mise en valeur du périmètre couvert par l'AVAP.

Le plan réglementaire, détaille des attributs prescriptifs à l'espace public ; vue d'ensembles (panoramas, vues, perspectives), des lieux à dominantes minérales et végétales, des éléments urbains et de franchissement, des compositions végétales ou des sujets à préserver et mettre en valeur.

Le règlement spécifie dans le tome 1 : espace libre, les règles générales qui s'y appliquent et dans le tome 2, les règles particulières sous forme de fiches, soit une centaine de fiches.

L'îlot présente sur le plan réglementaire des légendes qui définissent les protections en termes de velum, de cœur d'îlot à respecter, d'alignement bâti à créer et de passage à conserver, dont les règles générales sont détaillées dans le tome 1 du règlement.

Le bâti procède de la même manière, en partant du plan réglementaire localisant les monuments historiques, les immeubles et séquences à conserver

et les immeubles et séquences à conserver avec des prescriptions particulières.

Le règlement définit les règles générales appliquées au bâti dans le tome 1 et les prescriptions particulières, dans le tome 2, sous forme de fiches à l'immeuble, totalisant environ sept cents fiches.

Le document de l'AVAP est ainsi constitué d'un :

- Rapport de présentation en deux livres : le livre 1 abordant les orientations générales et les caractéristiques des espaces libres, des îlots et de l'espace bâti ; et le livre 2 abordant les caractéristiques et enjeux des axes-lieux emblématiques.
- Plan réglementaire, localisant les règles applicables à l'espace libre, à l'îlot et à la parcelle
- Règlement en deux tomes ; le tome 1 définissant les règles générales et le tome 2 définissant les règles particulières (fiches) applicables aux espaces libres et aux espaces bâtis.

Les conclusions du commissaire-enquêteur :

Le commissaire enquêteur, dans son avis motivé rendu le 16 mars 2018, a relevé l'excellent diagnostic effectué permettant d'appréhender la valeur patrimoniale et architecturale de Marseille et a rappelé tout l'intérêt d'un tel outil. Il a assorti son avis favorable de deux réserves et de deux recommandations.

A : Observations recueillies pendant l'enquête publique amenant une modification du document :

- Demande de la Fondation des Petits Frères des Pauvres : immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1^{er} arrondissement : demande de protection dans l'AVAP, dans sa totalité, soit l'immeuble bâti et son jardin.

Le dossier a donc été complété d'une nouvelle fiche dans le règlement tome 2 (dispositions particulières) - thème 1 (espace libre) de l'AVAP : VE21.

- Demande concernant la Caserne d'Aurelle dans le 7^{ème} arrondissement : demande de suppression en partie du lieu à dominante végétale à préserver, figurant dans le règlement tome 2 (dispositions particulières) - thème 1 (espace libre) de l'AVAP en tant que fiche VE13, et en planche 4 des pièces graphiques.

La limite de l'espace à dominante végétale à préserver a été modifiée : fiche VE13 modifiée et planche graphique 4 modifiée.

B. L'analyse des réserves :

Les deux réserves portent sur :

- Réserve 1 : que la requête des Petits Frères des pauvres concernant l'immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1^{er} arrondissement soit prise en considération dans sa totalité, soit l'immeuble bâti et son jardin (observation susmentionnée).

Cette évolution apparaît pertinente au vu des critères précédents et ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'AVAP arrêté. Le dossier a donc été complété d'une nouvelle fiche comme indiqué précédemment.

- Réserve 2 : que la requête du CIQ Notre Dame-Jules Moulet-Préfecture assortie d'une pétition de 81 signataires soit prise en compte, soit l'extension du périmètre du projet AVAP au versant sud de la rue Montevideo, aux immeubles numérotés 83 à 95 rue Notre Dame et que l'espace boisé situé derrière les immeubles numérotés 9 à 17 de la rue Montevideo ainsi que le jardin privé situé derrière l'immeuble du 19 de la rue Montevideo, et la parcelle située à l'angle de la rue du Docteur Morucci et l'impasse Fénelon soient protégés aux titres des espaces libres boisés.

Cette réserve ne peut être suivie par la Métropole compte tenu du travail minutieux visant à définir le périmètre dès le début de l'étude dont les critères ont été rappelés précédemment. L'îlot en question a été en effet étudié pour savoir s'il pouvait faire partie du périmètre AVAP mais il avait été considéré que le critère d'altération de la forme patrimoniale étant le fil conducteur permettant de tracer le périmètre de l'AVAP, cet îlot devait être écarté du périmètre de l'AVAP, car il était trop largement altéré dans sa forme. Il est à signaler sur cet îlot plus de 50% de modification du système parcellaire et peu de bâti à caractère patrimonial. Cet îlot est constitué également d'immeubles récents, et de gabarit nettement différent les uns par rapport aux autres. L'îlot ne présente donc pas les qualités de cohérence et d'homogénéité nécessaires pour être intégré au périmètre de l'AVAP. C'est pourquoi il est proposé au Conseil de la Métropole de ne pas intégrer cet îlot dans le périmètre de l'AVAP, malgré la réserve du commissaire-enquêteur sur ce point.

B. L'analyse des recommandations :

Les deux recommandations sont les suivantes :

- Recommandation 1 : la création d'une maison de l'AVAP afin de garantir une information optimale du public sur ce nouvel outil.

- Recommandation 2 : élargir le périmètre de l'AVAP dans l'avenir, soit après sa création, aux quartiers comme Endoume, Bompard, et Le Roucas.

Concernant ces deux recommandations, la Métropole Aix-Marseille-Provence saisira au moins une fois par an, comme indiqué dans le règlement intérieur de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, la CLAVAP pour faire le bilan de l'AVAP. Cette commission se prononcera sur les conditions de gestion et d'application de l'AVAP, sur les modifications éventuelles du périmètre de l'AVAP, sur les propositions d'adaptations mineures ponctuelles à l'AVAP, et sur l'engagement éventuel d'une procédure de modification ou de révision de l'AVAP.

Une CLAVAP s'est tenue le 26 mars 2018 afin de prendre connaissance des avis recueillis ainsi que du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Elle a émis un avis favorable à l'évolution proposée concernant l'immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1er arrondissement et à la modification de la limite de l'espace à dominante végétale à préserver intitulé au niveau de la Caserne d'Aurelle. La CLAVAP n'a pas souhaité étendre le périmètre de l'AVAP.

Enfin, après enquête publique, le dossier final a été soumis à l'accord du Préfet du 4 avril 2018. Le Préfet, par courrier du 9 mai 2018 a donné son accord à la création d'AVAP.

Par délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018, au regard du projet d'AVAP, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille a été approuvée, et ce préalablement à la création de l'AVAP.

Il est maintenant proposé d'approuver le dossier d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille.

Précisons enfin qu'au cours de la procédure de création de l'AVAP, la loi Patrimoine du 7 juillet 2016 a remplacé les secteurs sauvegardés, les ZPPAUP et les AVAP par une nouvelle servitude d'utilité publique, les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR). Conformément aux dispositions transitoires de la loi du 7 juillet 2016, l'AVAP deviendra à sa création un site patrimonial remarquable, servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme de Marseille (articles 112 et 114 L. 7 juillet 2016). Le règlement de l'AVAP s'appliquera dans le périmètre du site patrimonial remarquable tant qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine ne s'y sera pas substitué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-54 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et s. et R. 123-1 et s. ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants et D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure, respectivement, à la loi n°2016-925 du 7

juillet 2016 et au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), et notamment ses articles 112 et 114 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 30 juin 2014 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille saisissant la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole afin de lancer la procédure de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille ;
- La délibération du 19 décembre 2014 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole prescrivant la révision des quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager en vue de leur transformation en AVAP sur la commune de Marseille, définissant les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et constituant la commission locale ;
- La délibération du 10 avril 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole votant des compléments à la composition de la commission locale ;
- La délibération du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole poursuivant la procédure de révision des ZPPAUP en vue de leur transformation en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du 30 mars 2017 du Conseil de Métropole tirant le bilan de la concertation ;
- La délibération du 30 mars 2017 du Conseil de Métropole arrêtant le projet ;
- La délibération cadre du 15 février 2018 portant répartition des compétences à la création de l'AVAP et la transformation des

ZPPAUP en AVAP entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille avec le projet d'AVAP ;
- La délibération de la Ville de Marseille du 25 juin 2018 donnant un avis favorable sur le projet de délibération de création de l'AVAP de Marseille ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées qui s'est tenue le 13 octobre 2017 ;
- L'avis favorable de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture du 29 novembre 2017 ;
- L'arrêté n° 17/369/CM du 21 décembre 2017 du Président du Conseil de la Métropole prescrivant l'ouverture et organisant les modalités de l'enquête publique unique ;
- L'avis du commissaire enquêteur contenu dans son rapport et ses conclusions d'enquête en date du 16 mars 2018 ;
- Les six CLAVAP tenues tout au long de la procédure, et notamment celle tenue le 26 mars 2018 rendant compte de l'enquête publique ;
- L'accord du Préfet du 9 mai 2018 à la création d'AVAP soumis au Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le commissaire-enquêteur a rendu un avis favorable au projet d'AVAP, assorti de deux réserves et de deux recommandations ;
- Que la réserve concernant l'immeuble situé au 50 rue des Héros apparaît pertinente au vu des critères de délimitation de l'AVAP et ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet ; que le projet d'AVAP peut être modifié sur ce point ;
- Que la réserve tendant à l'extension de l'AVAP au versant sud de la rue Montévidéo et aux immeubles numérotés 83 à 95 rue Notre Dame ainsi qu'au classement en tant qu'espaces libres boisés de l'espace boisé situé derrière les immeubles numérotés 9 à

17 de la rue Montévidéo au jardin privé situé derrière l'immeuble du 19 de la rue Montévidéo, et à la parcelle située à l'angle de la rue du Docteur Morucci et l'impasse Fénélon n'est pas pertinente au regard des critères de délimitation de l'AVAP, l'îlot ne présentant pas les critères de cohérence et d'homogénéité requis ; qu'elle doit ainsi être écartée ;

- Que la CLAVAP sera saisie au moins une fois par an pour faire le bilan de l'AVAP et se prononcera sur les conditions de gestion et d'application de l'AVAP, sur les modifications éventuelles du périmètre de l'AVAP, sur les propositions d'adaptations mineures ponctuelles à l'AVAP, et sur l'engagement éventuel d'une procédure d'évolution de l'AVAP ;
- Que le projet d'AVAP arrêté, modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et annexé à la présente délibération est compatible avec le PLU de Marseille ;
- Que le préfet a donné son accord au projet d'AVAP soumis au Conseil de la Métropole par courrier du 9 mai 2018 ;
- Que le Conseil de la Métropole peut désormais créer l'AVAP.

Délibère

Article unique :

Est créée l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille, tel qu'annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-4163/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité - Extension de la carrière de Sainte-Marthe
MET 18/7369/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 22 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, cette délibération s'étant substituée à la délibération cadre n°URB 001-616/16/CM du 30 juin 2016, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Ville de Marseille a saisi par courrier le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la réalisation de l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe sur une surface d'environ 9 hectares.

Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée afin d'anticiper le terme de l'autorisation d'exploitation s'agissant de l'activité extractive, et de pérenniser les activités présentes sur le site ; d'autre part, il répond aux enjeux économiques et environnementaux de l'intercommunalité.

En effet, sur le plan économique la préservation des activités exercées sur le site de la carrière de Sainte-Marthe répond à une demande croissante en matériaux de construction inhérente au dynamisme démographique et aux enjeux d'un renouvellement urbain portés par le Territoire Marseille Provence, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, la proximité de l'extension avec la carrière existante permet d'assurer un service de proximité et répond à un principe d'équilibre durable entre développement et protection de l'environnement. C'est dans ce contexte et compte tenu des enjeux que le projet d'extension de la carrière peut être déclaré d'intérêt général.

Les pièces du PLU qui font l'objet d'adaptations sont :

- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) afin de

prendre en compte le périmètre de l'extension de la carrière ;

- La planche A19 du PLU afin de modifier le zonage de NL à N sur le périmètre de l'extension ;

Par délibération du 7 février 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a sollicité le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Le projet étant soumis à évaluation environnementale conformément aux articles L122-1 et suivants du Code de l'Environnement, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie, par courrier du Président de la Métropole, pour avis sur l'évaluation environnementale le 14 novembre 2017.

La MRAe a rendu son avis le 14 février 2018 et comportait la recommandation principale suivante :

- Reprendre l'analyse des solutions de substitution en procédant à une réelle évaluation des incidences environnementales des différentes options et reconsidérer sur cette base le choix retenu de modification du zonage du PLU sur différentes thématiques ;

Par ailleurs, la MRAe préconisait de surseoir à la mise en compatibilité du PLU en attendant de disposer d'une évaluation environnementale complète étudiant ces solutions de substitutions.

Cet avis a été pris en compte et des compléments à l'évaluation environnementale ont été apportés concernant une analyse approfondie des solutions de substitution. Celles-ci ont toutes des impacts soit équivalents, soit plus importants sur l'environnement que le projet d'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

La réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 22 février 2018 et a fait l'objet d'un procès-verbal. Le Conseil Départemental a rendu son avis par voie électronique, n'ayant qu'une remarque concernant une plante protégée. Cette plante était prise en compte dans l'évaluation environnementale du projet.

Par arrêté n° 18/029/CM du 21 février 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique portant sur l'intérêt général du projet d'extension de la carrière et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Christian TORD, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 07 février 2018. L'enquête

s'est déroulée du lundi 12 mars 2018 au mercredi 11 avril 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de déclaration de projet : la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille, l'avis de la MRAe sur l'évaluation environnementale du projet, l'arrêté du Président fixant les modalités d'enquête publique, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, l'avis du Conseil Départemental ainsi que l'avis d'enquête publique ;
- Une notice de présentation du projet d'intérêt général et de la mise en compatibilité du PLU ;
- Les quatre tomes de l'évaluation environnementale :
 - La présentation du projet et mise en compatibilité du PLU ;
 - Le diagnostic, les enjeux et l'état-des-lieux ;
 - L'évaluation environnementale ;
 - Le résumé non technique ;
- Les compléments apportés à l'évaluation environnementale suite à l'avis de la MRAe ;
- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du PADD impacté par la mise en compatibilité ;
- La planche A19 impactée par la mise en compatibilité ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire Marseille Provence : www.marseille-provence.fr ;

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007) :
 - Lundi 12 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 21 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mardi 27 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 06 avril 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 11 avril 2018 de 9h00 à 12h00
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)
 - Lundi 12 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 21 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mardi 27 mars 2018 de 9h00 à 12h00
 - Vendredi 06 avril 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 11 avril 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les vendredi 23 février 2018 et jeudi 15 mars 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée, à l'adresse mail suivante : enquetepublique-carrieresaintemarte@ampmetropole.fr.

Lors de l'enquête publique, plusieurs observations ont été enregistrées :

- des demandes d'information sur la circulation générée par le projet ;
- la demande de mesures de vibration sur la bastide Giraudy ;
- la demande de la présence, à toutes les étapes du projet, d'un expert écologue ;
- des courriers d'appui au projet d'extension de la carrière.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis, dans le rapport d'enquête publique remis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le mercredi 25 avril 2018, un avis favorable avec les recommandations suivantes :

- 1) Rechercher des solutions (mise en place d'un radar, actions de sensibilisation auprès des chauffeurs extérieurs par exemple) afin de réduire les nuisances liées au trafic des camions,
- 2) Procéder périodiquement à des mesures de vibrations au niveau de la bastide Giraudy,
- 3) Faire intervenir un expert écologue pour suivre les travaux d'extension de la carrière (réalisation d'un audit avant, pendant et après l'exploitation) afin de vérifier la bonne réalisation des mesures d'atténuation proposées ;
- 4) Apporter une vigilance particulière à la plante inscrite sur la liste rouge des plantes à protéger.

Ces recommandations n'ont pas d'impact sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille. Cependant, elles ont été prises en compte par le porteur de projet.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'est apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, après la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et l'avis du Conseil Départemental.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a, par délibération du 25 juin 2018, donné un avis favorable à l'intérêt général du projet et à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°URB001-616/16/CM ;
- Le courrier du Conseil Municipal de Marseille saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 07 février 2017 demandant au Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole engageant la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole du 21 février 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 22 février 2018 ;
- L'avis du Conseil Départemental ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 25 avril 2018, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 25 juin 2018 donnant un avis favorable sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient en conséquence de déclarer l'intérêt général le projet d'extension de la carrière de Sainte Marthe dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Que dans le présent cas l'intérêt général est lié sur le plan économique à la préservation des activités exercées sur le site de la carrière de Sainte-Marthe et répond aux enjeux d'un renouvellement urbain portés par le Territoire Marseille Provence, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marseille est nécessaire pour permettre la réalisation de l'extension de la carrière présentant un intérêt général ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur et les recommandations citées ci-dessus ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, au Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint et à l'avis du Conseil Départemental tel que susmentionné.

Délibère

Article 1 :

Est déclarée d'intérêt général l'extension de la carrière de Sainte Marthe dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Marseille pour permettre la réalisation de l'extension de la carrière de Sainte-Marthe, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-4164/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de Modification n°4 - Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) sur la commune de Marseille (inondation par débordement de l'Huveaune et affluents)

MET 18/7371/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 22 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, cette délibération s'étant substituée à la délibération cadre n°HN 063-193/16/CM du 28 avril 2016 définissant la répartition des compétences pour les procédures de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

En date du 9 juin 2016, la Ville de Marseille a saisi par courrier le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la modification n°4 de son PLU.

Par arrêté préfectoral du 24 février 2017, l'Etat a approuvé le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) – Débordement de l'Huveaune et ses affluents.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'éviter la coexistence, dans les dispositions générales du PLU de Marseille, de règles de prévention des risques liés à l'inondation suite à l'approbation du PPRI du bassin versant de l'Huveaune et la mise à jour du PLU s'y afférant.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- Le rapport de présentation (Tome 0) ;
- Le règlement (Tome 1) ;

- Les planches graphiques (31 planches A, 31 planches B) ;

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification.

De ce fait, par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille.

Par arrêté n° 17/340/CM du 23 octobre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°4 du PLU de Marseille.

Par courrier en date du 26 octobre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour un examen au cas par cas du projet de modification n°4 du PLU de Marseille. La MRAe a décidé, par avis du 21 décembre 2017, que le projet de modification n°4 du PLU de Marseille n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Par arrêté n° 18/025/CM du 13 février 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 janvier 2018, en la personne de monsieur Ernest REYNE. L'enquête s'est déroulée du lundi 26 février 2018 au mercredi 28 mars 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de modification : la délibération du Conseil de la Métropole demandant au Président de la Métropole d'engager la procédure de modification n°4 du PLU de Marseille, l'arrêté d'engagement du Président de la Métropole, l'arrêté du Président fixant les modalités d'enquête publique, la réponse de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale suite à la saisine de la Métropole pour examen au cas par cas sur la nécessité d'une évaluation environnementale, la note administrative rappelant le cadre de la

procédure, l'avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que l'avis d'enquête publique ;

- Une notice de présentation de la modification n°4, alimentant le Tome 0 du rapport de présentation ;
- Les planches graphiques impactées par la modification n°4 ;
- Un extrait du règlement comprenant l'ensemble des articles impactés par la modification n°4 ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire Marseille Provence : www.marseille-provence.fr ;

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007)
 - Lundi 26 février 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mardi 06 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 16 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 23 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 28 mars 2018 de 9h00 à 12h00
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)
 - Lundi 26 février 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mardi 06 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Vendredi 16 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Vendredi 23 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Mercredi 28 mars 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les jeudi 08 février 2018 et jeudi 1er mars 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée, à l'adresse mail suivante : enquetepublique-modif4plumarseille@ampmetropole.fr.

A l'issue de l'enquête publique, une seule observation a été portée dans les registres d'enquête publique. Il s'agissait essentiellement d'une demande d'informations concernant le Plan de Prévention des Risques d'inondation, n'impactant pas le projet de modification n°4 du PLU de Marseille.

Par ailleurs, deux Personnes Publiques Associées ont émis un avis sur le projet :

- l'Observatoire National des Forêts, qui précise qu'aucune modification prévue dans le projet de modification n°4 du PLU de Marseille ne rentre en contradiction avec l'application du régime forestier ;
- l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, qui précise que le projet de modification n°4 n'affecte pas l'activité des Appellations d'Origine Contrôlée ni les Indications Géographiques Protégées concernées.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification n°4 du PLU de Marseille suite aux avis émis par les Personnes Publiques Associées et à l'observation portée à l'enquête publique.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a, par délibération du 25 juin 2018, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n° 4 de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Le courrier de la Ville de Marseille du 9 juin 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- Par arrêté préfectoral du 24 février 2017, l'Etat a approuvé le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) – Débordement de l'Huveaune et ses affluents ;
- L'arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 23 octobre 2017 engageant la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°HN 063-193/16/CM du 28 avril 2016 ;
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole du 13 février 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- L'avis des Personnes Publiques Associées sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur du 26 avril 2018, sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 25 juin 2018 donnant un avis favorable sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Marseille, telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-4165/18/CM

**■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Roque d'Anthéron - Bilan de la mise à disposition - Approbation de la modification simplifiée n°1
MET 18/7392/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification

simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Conseil municipal de La Roque d'Anthéron a approuvé le 20 octobre 2016 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil Municipal de La Roque d'Anthéron a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son plan local d'urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de :

- 1 – Ajuster les orientations d'aménagement et de programmation suivantes :
 - OAP les Aires ;
 - OAP Est du Parc du Château.
- 2 – Ajuster certaines dispositions du règlement :
 - Article 11 ;
 - Zone 1AUh ;
 - Evolutions mineures visant à améliorer l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont

- ➔ La pièce N°1. Rapport de présentation complétée par la notice de présentation de la modification simplifiée
- ➔ La pièce N°3. Orientations d'Aménagement de Programmation
- ➔ La pièce N°4. Règlement

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 13 décembre 2017, la commune de La Roque d'Anthéron a autorisé la Métropole à poursuivre et achever la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU qu'elle avait préalablement engagée.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole a acté la reprise de cette procédure.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- ➔ Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 21 février 2018 au 22 mars 2018 inclus,

- ➔ en Mairie - 2 avenue de l'Europe Unie - 13640 LA ROQUE D'ANTHERON, aux horaires d'ouverture du public du lundi au mercredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 16h00, le jeudi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 19h00, et le vendredi de 8h30 à 13h30.
- ➔ au siège du Territoire du Pays d'Aix – Hôtel de Boadès – 8 place Jeanne d'Arc – 13626 AIX-EN-PROVENCE aux horaires d'ouverture du public soit du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00.
- ➔ Le dossier a été également consultable sur le site internet de <http://www.ville-laroquedantheron.fr/>, durant la même période.
- ➔ Un avis au public est paru dans les annonces légales de l'édition Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 13 février 2018.

A l'issue de la mise à disposition, des observations ont été portées aux registres :

- ✓ 11 observations ont été formulées ;
- ✓ 7 sur le registre déposé en mairie ;
- ✓ 2 courriers adressés au Territoire du Pays d'Aix et consignés sur le registre déposé au siège du conseil de territoire ;
- ✓ 2 courrier adressés à la commune et consignés au registre déposé en mairie de la Roque d'Anthéron.

Un courrier est également arrivé hors délai au Territoire du Pays d'Aix.

Les observations portent sur les points suivants :

- 6 observations portent sur le caractère inondable de la zone 1AUhb dite « Est du Parc du Château » ;
- 1 observation porte sur les incidences paysagère de la zone d'urbanisation 1AUhb dite « Est du Parc du Château » ;
- Les autres observations sont sans rapport avec l'objet de la modification.

Concernant la zone 1AUhb dite « Est du Parc du Château », la commune souhaite préciser que la modification simplifiée n'aggrave pas le risque d'inondation ni le nombre de logements envisagés mais améliore la prise en compte du paysage. En effet, la modification simplifiée vise uniquement à prendre en compte les résultats de l'étude réalisée par le CAUE 13 après l'approbation du PLU afin de préciser les principes d'insertion architecturale, urbaine et paysagère de la future opération de logements.

Par ailleurs, la commune rappelle que, consciente de l'enjeu relatif au risque de ruissellement sur plusieurs sites à enjeu de développement, elle a réalisé une étude hydraulique dans le cadre de l'élaboration de son PLU. Les secteurs d'urbanisation retenus sont situés en zone d'aléas modérés pour lesquels il est possible d'assurer la sécurité des biens des personnes grâce à des prescriptions d'urbanisme adaptées (Cf. règlement). Ces zones, situées en continuité des

espaces urbanisés existants, à proximité des équipements publics et sur des espaces de moindre enjeu agricole, ont été retenus comme espace d'urbanisation prioritaire.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux personnes publiques associées par courrier en recommandé avec accusé de réception le 12 février 2018 conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les personnes publiques associées.

Le projet de modification simplifiée n°1 a fait l'objet d'un examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale qui a conclu que la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Par délibération du 26 avril 2018, la commune de La Roque d'Anthéron a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de La Roque d'Anthéron tel qu'annexé à la présente.

Monsieur le Président précise que compte tenu des avis des personnes publiques associées, des observations formulées pendant la mise à disposition du public et des réponses apportées par la commune de La Roque d'Anthéron, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- la délibération n° 131/17 du conseil municipal de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 prenant acte de l'initiative du maire d'engager la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU et définissant les modalités de la mise à disposition du public
- La délibération n° 134/17 du conseil municipal de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix Marseille Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme du 12 février 2018 ;
- La délibération n° 62/18 du conseil municipal de la Roque d'Anthéron du 26 avril 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence de modification apportée au dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Roque d'Anthéron suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Roque d'Anthéron, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de La Roque d'Anthéron,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-4166/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Engagement de la révision allégée n°2 MET 18/7395/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles,

actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune.

Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, *« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »*

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune. Ce secteur, étant idéalement situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 Les Pennes-Mirabeau, d'un registre destiné à recueillir les observations du public

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public

- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 Les Pennes-Mirabeau, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de

ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée du PLU pour ouvrir à l'urbanisation le secteur dit des Sybilles, actuellement en zone AUIII afin de permettre le développement économique de la Commune. Ce secteur, étant idéalement

situé à proximité des axes autoroutiers et fortement recherché par les entreprises. Il s'inscrit dans un espace urbanisé proche de l'Agavon, Pallières et en continuité de la zone des Estroublans sur les communes limitrophes.

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-4167/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Engagement de la révision allégée n°3

MET 18/7396/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.* »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit de transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 Les Pennes-Mirabeau, d'un registre destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 Les Pennes-Mirabeau, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°3 de son PLU pour transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique, en zone A afin de permettre le développement de l'activité agricole dans ce secteur.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-4168/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Engagement de la révision allégée n°4

MET 18/7397/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Enfin, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017 ainsi qu'une modification n°5 approuvée la même date.

Par délibération de la commune des Pennes-Mirabeau du 10 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.* »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

Il s'agit d'étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du conseil de Territoire, et dans un journal diffusé dans le département
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, d'un registre destiné à recueillir les observations du public
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 22 rue Saint Dominique – Les Cadeneaux – 13170 LES PENNES-MIRABEAU, et sur le site internet du Territoire d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le délibération de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 10 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour

l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée n°4 de son PLU pour étendre la zone du Rouit, en zone A, afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-4169/18/CM

■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance

MET 18/7399/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1°) Contexte institutionnel

Depuis le 1er janvier 2018, et conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce la compétence en matière de plan local d'urbanisme et des documents en tenant lieu.

La commune de Saint-Paul-Lez-Durance a délibéré en date du 30 octobre 2017 afin de demander la poursuite de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme entamée le 29 juillet 2014.

Par délibération en date du 15 février 2018, la Métropole a accepté de terminer la procédure engagée.

2°) Rappel de la procédure antérieure :

La commune de Saint-Paul-Lez-Durance a adopté son plan d'occupation des sols par une délibération en date du 16 août 1983.

Ce document a fait l'objet, depuis son élaboration, de plusieurs révisions (la dernière datant du 30 décembre 2009) et modifications.

Afin d'actualiser les perspectives d'évolution et de développement de la commune, et afin de rendre ce document conforme aux derniers textes applicables, issus des lois SRU du 13 décembre 2000, « Grenelle II » du 12 juillet 2010, et ALUR du 24 mars 2014, **le conseil municipal a prescrit la révision générale de son plan d'occupation des sols, et sa transformation en plan local d'urbanisme, par une délibération en date du 29 juillet 2014.**

Cette délibération assignait au plan l'objectif de traduire pour les 15 prochaines années le projet communal, en veillant notamment à prendre en compte la gestion des risques naturels et technologiques, à préserver les espaces naturels et agricoles, à mieux maîtriser la consommation foncière pour prendre en compte les enjeux environnementaux, à favoriser le maintien de la mixité sociale, et à permettre un développement du territoire harmonieux, et respectueux du cadre de vie.

Cette délibération fixait également les modalités de la concertation, qui consistaient notamment en un affichage de la délibération de prescription pendant toute la durée des études ; en articles dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune ; en réunions avec les associations et les groupes économiques ; en affichages dans les lieux publics (tableaux d'affichage en mairie, panneaux lumineux) ; et en la mise à disposition d'un dossier en mairie. Le public a eu, pendant toute la durée de la concertation, la possibilité d'écrire au maire ; des permanences hebdomadaires ont été tenues en mairie dans la période d'un mois précédant l'arrêt du projet de plan par le conseil municipal ; et deux réunions publiques

ont été organisées, la première sur le PADD ; la seconde pour la présentation du projet de PLU tel qu'il était supposé être arrêté par le conseil municipal.

Les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ont été débattues lors de la séance du 1er février 2017.

Il se décline en principes de développement, et comporte trois orientations générales d'aménagement :

1°) Affirmer l'identité du village provençal, capitale de l'atome (poursuivre la valorisation du cœur du village ; conforter les pôles existants autour du canal ; valoriser les abords paysagers du village) ;

2°) Conjuguer croissance modérée et attractivité (poursuivre le développement économique en lien avec le CEA et ITER, faire des énergies un vecteur d'attractivité et d'animation, relier les différents pôles du territoire) ;

3°) Valoriser les atouts du cadre de vie (préserver les espaces naturels, agricoles, et les paysages ; agir dans le respect des éléments naturels) ;

Le taux de croissance annuel moyen étant de 1,07 %, la commune envisage de passer à 1.100 habitants d'ici 2030, soit 163 habitants accueillis sur 15 ans, qui nécessiteraient la création de 120 à 125 logements.

Le projet s'articule autour de l'aménagement de différents secteurs : le quartier des Lauves, comme nouveau quartier d'habitat et son complexe social-sportif-culturel ; le renouvellement du centre du village ; la réhabilitation du parc résidentiel de loisirs ; la densification du centre villageois ; l'extension des zones d'activités économiques ; la création et l'aménagement des espaces de mobilités (berges du canal, connexions interquartier) ; de la prise en compte des risques de toute nature pour définir les espaces habités et les extensions possibles de l'habitat existant.

Par une délibération en date du 26 juillet 2017, le conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation, et arrêté le projet de plan local d'urbanisme.

Le conseil municipal a constaté que les modalités de la concertation, telles qu'elles ont été prévues par la délibération du 29 juillet 2014, ont bien été respectées ; et que les observations du public ont bien été prises en compte.

Il a encore constaté que l'élaboration du PLU a été menée en étroite collaboration avec les services de l'Etat, l'intégralité des personnes publiques associées, ainsi que le CEA et ITER. Ces derniers ont été associés à l'élaboration du document d'urbanisme, le CEA Cadarache et l'Organisation ITER France, en raison du poids économique que ces structures ont sur le développement du territoire régional, national et

international mais également en raison de l'occupation foncière du territoire qu'ils représentent (plus de 40% de la surface communale).

Toutes les personnes publiques associées ont été consultées pendant toute l'élaboration du PLU.

Le projet de plan arrêté a été soumis, pour avis, aux personnes publiques associées à son élaboration.

Conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, et suite au transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme à la métropole, la commune a donné son autorisation à cette dernière pour achever la procédure, et par une délibération en date du 30 octobre 2017.

Les personnes publiques associées ont émis un avis sur le projet de plan.

Ces avis sont tous répertoriés dans le tableau de synthèse faisant partie du dossier soumis à votre approbation, dans lequel leur sens est résumé. Une note expose les éléments de réponse aux recommandations de la MRAe.

La présente délibération se concentrera en particulier sur l'avis du préfet, et sur celui du CEA.

L'avis rendu par le Préfet (extrait) :

« L'analyse des documents constituant le projet de PLU arrêté me conduit à émettre un avis favorable assorti d'un certain nombre d'observations qui sont détaillées en annexe.

(...)

Le projet de PLU présenté est de qualité, car il permet de répondre aux besoins de production de logement à l'horizon du PLU en demeurant dans l'enveloppe urbaine existante, tout en s'inscrivant dans le respect des grands principes de politiques publiques d'aménagement.

En cela, le projet de PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance traduit un projet de développement cohérent avec la réalité de votre territoire.

Outre les observations de l'avis détaillé qui suit, certains aspects du projet se doivent d'être particulièrement complétés ou amendés :

- L'évaluation environnementale qui ne couvre pas l'ensemble du territoire et présente des insuffisances pour apprécier l'impact du choix d'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs notamment vis à vis du réseau Natura 2000, ce qui relève bien du PLU et pas seulement des futurs projets.

- La prise en compte de plusieurs observations relatives aux risques naturels

- Le règlement en zone agricole qui autorise les ICPE

Je vous invite donc à poursuivre le travail d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance et à améliorer votre projet de PLU en apportant, avant approbation, les modifications et

compléments sur l'ensemble des points soulevés dans cet avis. »

Les avis et remarques des personnes publiques associées et consultées :

- celles qui concernent les activités nucléaires (CEA Cadarache et ITER) implantées en zone UN et la façon dont elles sont analysées, présentées et justifiées dans le document du PLU :

- la prospective des activités nucléaires et les surfaces foncières nécessaires qui seraient consommées pour répondre à ce besoin de développement en zone UN,

- les incidences de ce développement, par accroissement des personnes présentes sur le site, sur les capacités disponibles en matière d'eau potable et d'assainissement,

- la gestion des risques naturels et leur mise en adéquation avec le zonage et les autorisations de construire,

- les incidences environnementales et paysagères de ces projets de développement : notamment le pôle EnDurance Energies (programme de zone partenariale d'activités économiques, entre le CEA et la Métropole) et le programme de parcs photovoltaïques (Mégasol).

- celles qui concernent le territoire communal dans son ensemble :

- compléments en matière d'analyse paysagère et environnementale, et précisions quant aux préconisations d'aménagement dans certains secteurs (OAPh1 - Le Collet des Lauves, OAPe3 – Le Castellet, OAPa4 - La cascade du l'Abéou) :

- étoffer l'analyse Natura 2000

- proposer des mesures de réductions et d'évitements complémentaires sur les OAP les plus sensibles (OAPh1, OAPa4)

- intégrer les éléments d'analyse existants pour le site d'ITER

- mise en cohérence des prescriptions graphiques et des prescriptions écrites relatives à la trame verte et bleue, au regard du projet de PLU

- précisions à apporter en matière sanitaire : ajustement du zonage d'assainissement (il s'agit d'une erreur matérielle graphique)

- mise à jour des servitudes d'utilité publique jointes en annexe du PLU pour les gestionnaires RTE (lignes électriques) et GRTgaz (canalisations de gaz naturel)

- prise en compte des règles (écrites et graphiques) du POS modifié en septembre 2012 pour la réalisation d'une microcentrale solaire photovoltaïque au droit de la boucle de l'échangeur de Cadarache (Escota) : Zone NDie du POS modifié

- mise à jour des Emplacements réservés (ER) du Conseil Départemental

- ajustement de quelques points réglementaires en zone A et N, et relatifs à l'architecture et au patrimoine en zone urbaine.

Enquête publique :

L'enquête publique s'est tenue du 30 novembre au 30 décembre 2017.

Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées ; que des réponses satisfaisantes ont été apportées aux observations du public par le responsable du projet ; et que le zonage sera adapté pour le site CEA-ITER, **le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 12 février 2018.**

Le dossier d'enquête publique comportait un document intitulé « Document d'informations complémentaires au public ». Ce document présentait l'ensemble des réponses qui seraient apportées aux remarques des PPA, sous la forme d'un tableau du type remarques/réponses, en vue d'informer le public des modifications qui seraient apportées au projet de PLU arrêté pour son approbation, à l'issue de l'enquête publique.

Modifications du plan après l'enquête :

Suite à l'enquête publique, et pour tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, la commune a modifié son projet de plan sur plusieurs points.

Ces modifications procèdent toutes de l'enquête, ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU, elles participent à l'amélioration de la prise en considération des risques, des espaces naturels et du paysage.

Le rapport de présentation, le zonage, le règlement et les OAP ont été amendés dans le respect du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de PLU arrêté.

Les modifications ou compléments apportés au projet de PLU sur la base des avis des personnes publiques associées

Les modifications dont il s'agit pour pour effet de corriger des incohérences, de compléter le diagnostic pour mieux comprendre le territoire ou mieux justifier les choix du projet, et de tenir compte de certaines remarques pertinentes des personnes publiques et services consultés ainsi que des observations résultant de l'enquête publique.

Sont annexés à la présente délibération :

- Un tableau de prise en compte des avis des personnes publiques associées est annexé à la présente délibération. Ce document qui comporte une explication des observations qu'il est souhaitable de prendre en compte et des ajustements nécessaires à apporter au dossier de PLU a été joint au dossier soumis à l'enquête publique.
- Une note exposant les éléments de réponse aux recommandations de la MRAe, prises en considération dans le dossier de PLU pour approbation.
- Les modifications ou compléments apportés au projet de PLU suite à l'enquête publique

et sur la base des recommandations du commissaire enquêteur.

En ce qui concerne les remarques du public celles-ci ont été prises en compte à chaque fois qu'elles respectent les orientations du PADD, qu'elles répondent à l'intérêt général, qu'elles permettent une meilleure cohérence entre les réalités du territoire et le projet, de corriger des erreurs matérielles ou encore qu'elles suscitent une meilleure justification des choix. Les modifications ont été apportées comme résumé dans le tableau joint en annexe.

Approbation du plan local d'urbanisme :

En cet état, vu la procédure antérieure, compte-tenu de l'avis favorable du commissaire-enquêteur, des personnes publiques associées, et compte-tenu des modifications apportées au plan après l'enquête publique, il est proposé d'approuver le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 55/2014 du 29 juillet 2014 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme, et fixant les modalités de la concertation;
- La délibération n°06/2017 du 1er février 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;
- La délibération n° 44/2017 du 26 juillet 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de plan ;
- La délibération n° 51/2017 du 30 octobre 2017 du Conseil municipal de Saint-Paul-Lez-Durance autorisant la Métropole à achever cette procédure ;
- Les avis des personnes publiques associées ;

- Les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le dossier de PLU arrêté.
- Les avis des personnes publiques associées, les observations recueillies au cours de l'enquête publique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- Les modifications apportées au plan après l'enquête, qui procèdent de cette dernière et ne remettent pas en cause son économie générale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Article 2 :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance approuvé sera tenu à la disposition du public.

Article 3 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Paul-Lez-Durance,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-4170/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Engagement de la modification n°1 MET 18/7406/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier a fait l'objet d'une révision générale approuvée par délibération du 21 mars 2017 et d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du 27 décembre 2018.

Par courrier de la commune de Peynier du 13 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de notamment :

- Corriger des erreurs techniques (recalage des espaces boisés classés, réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du Département ou de la commune).
- Modifier des polygones d'implantation du Domaine des Michels.
- Ajouter des Emplacements Verts Protégés (EVP).

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Peynier du 13 avril 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Peynier a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre notamment de corriger des erreurs techniques (recalage des espaces boisés classés, réaffichage et modification d'emplacements réservés au bénéfice du Département ou de la commune), modifier des polygones d'implantation du Domaine des Michels, et ajouter des Emplacements Verts Protégés (EVP).
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-4171/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Engagement de la modification n°2 MET 18/7411/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Cabriès a été approuvé par délibération du 23 mars 2017.

Par courrier de la commune de Cabriès du 20 avril 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de notamment :

- ouvrir à l'urbanisation le secteur de Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours,
- ouvrir à l'urbanisation la parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs et classée actuellement en zone 2AUzs.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Cabriès du 20/04/2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre notamment d'ouvrir à l'urbanisation le secteur de Lagremeuse pour la réalisation entre autres d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours ainsi que la parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs actuellement classée en 2AUzs.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-4172/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Bilan de la mise à disposition du dossier - Approbation de la modification simplifiée n°2

MET 18/7415/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre 2017, le conseil municipal de Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son plan local d'urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de compléter le rapport de présentation du PLU, pour sa partie "indicateurs de suivi" du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Seul le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme sera modifié.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, le conseil municipal de la commune de Meyreuil a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever la procédure de modification simplifiée N°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses

motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée aux registres ni par courrier

Le dossier de projet de modification simplifiée n°2 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,

- mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-4173/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Bilan de la mise à disposition du dossier - Approbation de la modification simplifiée n°3

MET 18/7416/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre 2017, le conseil municipal de la commune Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de compléter le règlement de la zone N du Plan Local d'Urbanisme. Seul le règlement du Plan Local d'Urbanisme sera modifié.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, Le Conseil municipal de la commune de Meyreuil a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever la procédure de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public .

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée sur les registres ni par courrier.

Le dossier de projet de modification simplifiée n°3 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,
- mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-4174/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil - Bilan de la mise à disposition du dossier - Approbation de la modification simplifiée n°4

MET 18/7417/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation

des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le conseil municipal de la commune de Meyreuil a approuvé le 22 mars 2013 son Plan Local d'Urbanisme. Par délibération du 12 décembre 2017, le conseil municipal de la commune Meyreuil a pris acte de l'initiative du maire d'engager une procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme et a fixé les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°4 de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de modifier la servitude de mixité sociale de la zone 5AU du Plan Local d'Urbanisme (transfert d'un îlot de construction vers un autre). Le règlement et le document graphique du Plan Local d'Urbanisme seront modifiés.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

En date du 12 décembre 2017, le Conseil municipal a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'elle achève la procédure de modification simplifiée N°4 du Plan Local d'Urbanisme.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L 132-7, L 132-9 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 17 avril 2018 au 17 mai 2018 inclus, en Mairie de Meyreuil, Hôtel de Ville, allée des Platanes, 13590 MEYREUIL, aux horaires d'ouverture du public et au siège du Territoire du Pays d'Aix situé Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 Aix-en-Provence, aux horaires d'ouverture du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été portée sur les registres ni par courrier.

Le dossier de projet de modification simplifiée n°4 du PLU a été adressé aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public par courrier en recommandé avec accusé de réception conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

Aucune observation n'a été formulée par les Personnes Publiques associées.

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'absence d'observation pendant la mise à disposition

du public, aucune modification n'a été apportée au dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 prenant l'initiative d'engager la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 2017-DGS-DEL-119 du conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par

délibération du conseil municipal du 12 décembre 2017 ;

- La délibération n° URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence d'observation.

Délibère

Article unique:

Est approuvée la modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyreuil, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Meyreuil,
- mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-4175/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence - Approbation de la modification n°1
MET 18/7413/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°DE 2017-03-039 du 9 mars 2017, la Commune de Peyrolles-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°DE 2017-09-124 du 18 septembre 2017, la Commune de Peyrolles-en-Provence a lancé la procédure de modification n°1 de son P.L.U. Elle a ensuite délibéré le 20 novembre 2017 pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole a délibéré le 15 février 2018 pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Peyrolles-en-Provence.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

- Des compléments d'études permettent d'alléger le règlement de la zone inondation dans les fonds de vallon.
- Parc photovoltaïque flottant : suite à une erreur par omission dans le règlement, alors que le PPAD dans son orientation 1 prévoit dans la zone des Chapeliers, le développement d'énergie solaire, il convient de revoir le règlement afin d'autoriser un tel projet.
- Il convient de prévoir des précisions concernant l'application du PAC Incendie zones F1 et F2 dans son zonage.
- Il convient d'adapter le règlement des zones N et A dans certains secteurs, notamment le secteur Loubatas.
- Il convient de vérifier que les équipements publics d'infrastructures contre l'incendie sont bien autorisés dans tous les secteurs de la Commune.
- Prendre en compte les dernières évolutions concernant la construction des logements sociaux.
- Concernant les zones F1p, celles-ci doivent prévoir le maintien d'activités existantes sans possibilité de création nouvelle, mais avec possibilité d'extension modérée.

Les pièces du PLU (ou du POS) qui font l'objet de modifications sont :

- le Règlement
- les documents graphiques.

Ils ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées et 7 ont répondu formellement.

Par arrêté n° A2017-12-558 du 6 décembre 2017, la maire de la commune de Peyrolles-en-Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 15 novembre 2017 ; l'enquête s'est déroulée du 28 décembre 2017 au 30 janvier 2018, soit pendant 34 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable en mairie et il comportait les éléments suivants :

➔ DOSSIER PRINCIPAL :

- ➔ pièce n°1 rapport de présentation – **notice explicative**
- ➔ pièce n°2 projet d'aménagement et de développement durable
- ➔ pièce n°3 **orientations d'aménagement et de programmation**
- ➔ pièce n°4.1 **règlement écrit**
- ➔ pièce n°4.2 **documents graphiques : plan de zonage Nord – Echelle : 1/5000^{ème}**

plan de zonage Sud – Echelle : 1/5000^{ème}

plan de zonage centre – Echelle : 1/5000^{ème}

- ➔ pièce n°4.3 liste des emplacements réservés

➔ ANNEXES :

- ➔ droit de préemption
- ➔ secteur affectés par le bruit au voisinage des infrastructures de transports terrestres
- ➔ servitudes d'utilité publiques
- ➔ gazoduc et zone de danger
- ➔ ZPPAUP
- ➔ annexes sanitaires
- ➔ Plan de Prévention du Risque Naturel d'Inondation de la Durance
- ➔ **étude du risque naturel d'inondation du réal et des ruisseaux du Concors – Etude hydrauliques**

- ➔ risque de sismicité – mouvement de terrains
- ➔ risque de retrait – gonflement des argiles
- ➔ **aléa feu de forêt**
- ➔ patrimoine archéologique
- ➔ règlement de collecte des ordures ménagères
- ➔ plans des réseaux de l'ASA

N.B : les pièces en gras sont celles objet de la modification

Cinq permanences ont été tenues :

- ➔ mercredi 3 janvier de 9h à 12h
- ➔ lundi 8 janvier de 14h à 17h
- ➔ vendredi 19 janvier de 14h à 17h
- ➔ vendredi 26 janvier de 14h à 17h
- ➔ mardi 30 janvier de 14h à 17h (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <http://www.peyrolles-en-provence.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- ✓ consigner ses observations sur le registre d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
- ✓ adresser par voie postale un courrier à la mairie ;
- ✓ écrire un mail à l'adresse suivante : enquetepublique.modification1plu@mairie-peyrollesenprovence.fr.

32 personnes sont venues en mairie et 26 observations ont été déposées sur le registre, 11 lettres ont été remises, 1 a été envoyée par voie postale et 7 par mails.

OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis émis peuvent se regrouper dans les 5 catégories suivantes :

1. Risque inondations des fonds de vallons au sud du canal EDF (9 demandes et observations)

Elles contestent toutes les conclusions des études hydrauliques et sont principalement motivées par les conséquences dommageables sur la valeur des propriétés qui sont concernées par les aléas en particulier les parcelles classées en zone rouge.

Les requérants contestent l'étude de modélisation hydraulique réalisée par AquaGéoSphère car elle ne prend pas en compte les relevés topographiques effectués par un géomètre expert et demandent des explications sur les critères retenus pour le calcul des débits, à savoir

- valeur de la crue de référence

- valeur du coefficient de ruissellement qui induit la valeur du débit et de la vitesse d'écoulement.

Ils souhaitent que soit effectuée une étude de modélisation hydraulique avec les relevés de l'épisode pluvieux de 1993 et estiment le coefficient de ruissellement de 18 % trop élevé.

Réponse :

Ces risques avaient déjà fait l'objet d'études hydrauliques avant l'adoption du PLU initial et à la suite des contestations de nouvelles études ont été commandées en accord avec la population concernée.

Ces études dont la méthodologie et les résultats ont été validées par les services de l'État, ont été retranscrites dans la modification du PLU

Le maire de Peyrolles-en-Provence, qui n'a pas de compétences techniques dans ce domaine, estime s'être entouré de toutes les garanties.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques inscrites dans la présente modification du PLU sont maintenues.

2. Risque incendie

La modification n°1 du PLU vise à traduire le Porter A Connaissance (PAC) de l'Etat dans le document d'urbanisme, notamment pour le risque feu de forêt, en identifiant des zonages spécifiques F1 et F2.

Les 4 observations consignées visent soit le maintien ou non de la parcelle en zone à indice F1, secteur particulièrement exposé au risque, soit la possibilité d'extension ou de développement d'activités dans ce secteur à risque.

Réponse :

La cartographie du classement des risques feu de forêt issue du PAC de l'État a été validée par ses représentants. Le règlement est celui du PAC et ne peut faire l'objet d'aucune adaptation. Il y est particulièrement prescrit que dans les zones F1, il ne peut pas y avoir d'augmentation de la capacité d'hébergement.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques inscrites dans la présente modification sont maintenues.

3. Zone agricole

Les 5 demandes sur ce thème visent essentiellement le déclassement de parcelle de la zone agricole à la zone constructible.

Réponse :

Le PLU approuvé en 2017 a fait l'objet d'un accord avec la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et ne permet pas au stade actuel de reclasser en zone urbaine des parcelles actuellement en zone agricole.

Pour la zone du Bosquet qui suscite plusieurs demandes reconventionnelles de constructibilité, il est indiqué que la servitudes AS1/18/1834 de protection du captage datant de 2005, de la compétence de l'État, impose une contrainte supplémentaire.

De ce fait, les modalités réglementaires et cartographiques du PLU approuvé en 2017 et non concernées par la présente modification du PLU sont maintenues.

4. Mixité sociale

Demande formulée par un promoteur immobilier marseillais spécialisé dans le logement social qui s'étonne que la COGEDIM, promoteur qui va intervenir dans l'OAP des Rivaux, fasse du 100 % de logements sociaux dans cette opération.

Réponse :

La mixité sociale pour laquelle un promoteur s'inquiète sera strictement respectée à l'OAP des Rivaux avec un pourcentage de 100 % de logements locatifs sociaux.

Cette disposition reste inchangée.

5. Demandes diverses (10 demandes)

Elles tiennent à la constructibilité de certaines zones, en particulier dans le secteur du Bosquet, ou à la mise en œuvre d'opérations particulières dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), telles le tracé de la future voie de contournement.

Elles ne sont pas en rapport avec le projet de modification n°1 du PLU.

Réponse :

Même si ces demandes sont sans lien réel avec la modification en cours, les réponses suivantes ont été apportées.

Dans la zone du Bosquet, les règles de constructibilité sont régies par la ZPPAUP du 9 août 1988 ainsi que par les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France au titre de la co-visibilité avec le château et il ne peut y être dérogé.

D'autre part, dans un projet d'ensemble toute construction d'une maison individuelle n'est pas interdite mais elle doit s'y intégrer.

Les zones constructibles ne peuvent pas affecter les espaces boisés classés (EBC) ni les périmètres de protection des risques feu de forêt.

Enfin, les projets de voie de contournement et la zone d'activités des Iscles ne font pour l'instant l'objet d'aucune programmation.

OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA) ET REPONSES :

7 avis formels ont été reçus. Globalement, ils sont favorables sous réserves de certaines demandes de prise en compte de remarques et de modifications de certaines dispositions du règlement relativement mineures :

- Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône souhaite que l'article 2,8 du règlement de la zone N (secteur NC) qui autorise les installations de production énergétiques flottantes, particulièrement photovoltaïques, n'obère pas les possibilités techniques futures d'expérimentation de réaménagement agricole y compris après carrière en eau.
- Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine demande que l'article 2,8 du règlement de la zone N soit complété par la mention de conditionner la création d'installation de production d'énergie à une bonne intégration paysagère du projet dans le site (préservation de la qualité paysagère des bords de Durance).
- SDIS 13 demande 2 modifications du règlement écrit :
 - titre I Chap.1 art. 9.3 : au lieu de « ...impactées par les aléas risques d'incendie de feu de forêt » écrire « impactées par le risque incendie feu de forêt »,
 - titre I Chap.2 insérer un art. 9.5 « Défense extérieure contre l'incendie » : « toute nouvelle délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée à une conformité préalable avec le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur ».
- Société du canal de Provence, afin de pouvoir réaliser les extensions de réseaux sur la commune de Peyrolles-en-Provence, demande de supprimer les EBC sur la parcelle boisée B531 ou à minima au niveau du chemin sur cette parcelle ainsi qu'au niveau du site de Trempasse pour la réalisation d'un réservoir et pour l'utilisation du chemin.
- GRT gaz mentionne que les zones de danger n'auront officiellement une valeur de servitude d'utilité publique qu'après l'arrêté préfectoral correspondant et modifie l'adresse par : Pôle Exploitation Rhône méditerranée.

Réponse :

Il est précisé que la suppression d'un EBC ne relève pas d'une procédure de modification mais d'une procédure de révision.

Par ailleurs, il sera procédé à l'ajustement précis de la zone sans EBC en fonction du cadastre.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

- Le public, qui a marqué un vif intérêt pour le projet de modification n° 1 du P.L.U., a pu s'exprimer librement et complètement et notamment auprès du commissaire enquêteur,

- Les réponses apportées par l'autorité organisatrice répondent de manière détaillée et circonstanciée aux questions soulevées,

- Les Personnes Publiques Associées ont été régulièrement informées du projet de modification n° 1 du P.L.U. et qu'elles ont toutes émises un avis favorable moyennant quelques modifications formelles qui tendent à améliorer le règlement écrit et que je recommande de suivre,

- Le projet de modification n° 1 du P.L.U. est conforme aux objectifs du PADD ainsi qu'à ceux d'économie et de protection des espaces agricoles et naturels,

- Au surplus les mesures retenues dans le projet n'entraînent aucune extension de zones urbaines au détriment des zones agricoles ou naturelles.

- Les risques d'inondations des fonds de vallons au Sud du canal EDF ont fait l'objet d'études hydrauliques poussées qui ont recueilli l'assentiment des services de l'État et qui montrent que certaines zones présentent un risque inondation et ruissellement élevé et qu'il importe désormais de traduire ces risques sur la carte de zonage et dans le règlement,

- L'implantation d'installations de production énergétique au secteur des Chapeliers est un choix particulièrement pertinent tant au plan de l'aménagement de cette zone qu'au plan du développement durable et qu'outre qu'il ne consomme pas d'espaces terrestres, il est susceptible d'apporter des compensations financières intéressantes pour la Commune,

- La présentation d'une cartographie superposant le zonage du P.L.U. avec le zonage du Porter A connaissance de l'État (PAS incendie) va concourir à l'amélioration de l'information de la population de la Commune de Peyrolles-en-Provence,

- Le projet vise à maîtriser l'urbanisation, renouvellement urbain et nouvelles opérations, et propose des orientations d'aménagement pour l'organisation des espaces afin de mettre en adéquation espace, dessertes, équipements, environnement, espaces libres et vie locale,

- Le projet définit, dans le cadre des opérations de constructions la part convenable de logements sociaux au regard du développement démographique souhaité,

- Les rectifications mineures envisagées dans le règlement sont bienvenues car concourent à sa meilleure lisibilité et le complètent utilement.

En conséquence, le Commissaire Enquêteur a donné un avis favorable au projet de modification.

Monsieur le Président précise quelles sont les modifications apportées au projet de modification de Plan Local d'Urbanisme (ou POS) suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées :

Les modifications concernent:

- **le règlement de la zone N - secteur des Chapeliers** - l'article 2.8 troisième alinéa (p.131) « *les installations de production énergétique flottantes en particulier celles photovoltaïques flottantes dans les conditions et selon les critères déterminés par une autorisation environnementale* » est complété à la demande de la Chambre d'agriculture et du Service Territorial de l'Architecture et du patrimoine de la manière suivante « *dans la mesure où elles n'obèrent pas les possibilités techniques futures d'expérimentation de réaménagement agricoles y compris après carrière en eau et à condition d'une bonne intégration paysagère garante de la qualité paysagère des bords de la Durance.* »

- **les dispositions générales,**

à la demande du SDIS :

- au titre I Chapitre 1 article 9.3 (p.11) « ...impactés par les aléas risques d'incendie feu de forêt » est remplacé par « ...impactés par le risque incendie de forêt »
- au titre I du Chapitre 2, il est inséré à la fin de l'article 9.3 « *dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie, toute nouvelle délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée à une conformité préalable avec le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur.* »

à la demande de GRT Gaz :

- au titre I Chapitre 1 article 9.5 (p.11) ainsi qu'au chapitre des zones UE 4.2.4 (p.70) et AUE 4.2.4 (p.99), il est mentionné que « *les zones de danger n'auront officiellement une valeur de Servitude d'Utilité Publique qu'après l'arrêté préfectoral correspondant.* »

Par ailleurs, l'adresse est modifiée comme suit : Pôle Exploitation Rhône Méditerranée.

Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la délibération ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° DE 2017-09-124 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 18 septembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme
- L'arrêté n° A2017-10-253 du Maire de Peyrolles-en-Provence du 10 octobre 2017 engageant la modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n° DE 2017-11-140 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 20 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par délibération en date du 18 septembre 2017 ;
- La délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 18 septembre 2017 ;
- L'arrêté n° A 2017-12-558 du Maire de Peyrolles-en-Provence du 06 décembre 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;

- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 27 février 2018, sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ou POS de la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n° DE 2018-05-065 du conseil municipal de Peyrolles-en-Provence du 14 mai 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Peyrolles-en-Provence,
- mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-4176/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 MET 18/7559/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers a fait l'objet de :

- L'approbation en date du 24/06/2010
- De la modification n°1 approuvée en date du 23/09/2010
- De la modification simplifiée n°2 approuvée en date du 27/01/2011
- De la révision simplifiée n°1 approuvée en date du 29/03/2012
- De la modification n°3 approuvée le 28/02/2013
- De la modification simplifiée n°4 approuvée le 11/09/2014
- De la modification n°5 approuvée le 10/09/2015
- D'une mise à jour en date du 03/04/2017

Par courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 20 avril 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Intégrer le porter à connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc en application de l'article R121-2 du Code de l'urbanisme ;
- Modifier le zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie ;

- Augmenter le pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus ;
- Mettre à jour le règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
- Réactualiser les emplacements réservés.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers en date du 20 avril 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU (ou du POS) ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification simplifiée n°6 du PLU de La Commune de La Fare les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de La Fare Les Oliviers a sollicité le Conseil de Territoire en date du 20 avril 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU pour permettre :
 - L'intégration du porter à connaissance (PAC) de l'étude d'aléa inondation de l'Arc en application de l'article R121-2 du Code de l'urbanisme ;
 - La modification du zonage entre la zone UC et la zone UP sous les terrains du tennis club quartier Sainte Rosalie ;
 - L'augmentation du pourcentage de logements sociaux à créer pour les opérations comportant 5 logements et plus ;
 - La mise à jour du règlement du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
 - La réactualisation des emplacements réservés.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le

Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de La Commune de La Fare les Oliviers.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-4177/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération d'aménagement d'un parc d'activités tertiaires sur la zone des Plans MET 18/7561/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des

documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac n'a pas fait l'objet de procédures de modification.

Par délibération de la commune de Rognac en date du 30 mai 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de permettre la réalisation de l'opération d'aménagement d'un parc d'activités tertiaires sur la zone des Plans.

Cependant la réalisation de cette opération nécessite que les règles fixées par le PLU en vigueur soient adaptées :

- Rapport de présentation :

Le rapport de présentation du PLU est mis à jour avec la notice présentant le projet d'aménagement du site, justifiant son intérêt général, étudiant son impact sur l'environnement et exposant les modifications à apporter au PLU en conséquence.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation :

Une OAP intitulée « future zone d'activités des Plans » concerne le site de projet. Celle-ci doit être adaptée en cohérence avec le projet pour redéfinir les orientations en tenant compte des études plus récentes et notamment de l'évaluation environnementale de la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité. Cette modification doit aussi permettre d'assurer aux constructions et aménagements une bonne insertion en termes de paysage et une meilleure prise en compte des nuisances. Elle nécessite donc la modification de son schéma.

- Règlement :

L'article 12 des dispositions générales du règlement est modifié afin d'intégrer la suppression de la bande de recul de 75 mètres le long de la RD21.

Des modifications au règlement de zone pourront être apportées pour prendre en compte les résultats de l'étude de dérogation à l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme. Cette étude permettra de justifier que la suppression de la bande de recul est compatible avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

La prise en compte des résultats de l'étude environnementale donnera lieu à d'éventuelles modifications du règlement.

- Règlement graphique (zonage) :

La bande de recul imposée en application de l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme est supprimée le long de la RD21 sur le secteur de projet.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du document d'urbanisme, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la réalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

La réalisation de ce projet réunit ces conditions dans la mesure où il présente un intérêt général lié à son impact économique, social et environnemental ainsi qu'à sa cohérence avec les documents de planification territoriale en vigueur.

I. Le contexte et la description du projet

La future zone des Plans concerne un secteur d'environ 60 hectares situé entre la zone industrielle Nord de Rognac, la RD21 et la voie ferrée. Elle est composée d'espaces agricoles au centre et à l'ouest et d'une partie plus urbanisée au nord-est qui accueille une entreprise de logistique. Le site compte également des équipements publics communaux à l'est : Centre de Secours (sapeur-pompiers), Centre Technique Municipal, cimetière.

L'aménagement de la future zone des Plans comprend la création d'un parc d'activités tertiaires sur d'anciens espaces agricoles (aujourd'hui non exploité) formant une enclave au sein de différents secteurs urbanisés de la commune.

C'est ce parc d'activités qui est l'objet de la déclaration de projet et mise en compatibilité.

Le projet sera réalisé en 3 phases successives représentant globalement environ 25 ha et plus de 80 000 m² de surface de plancher. Le projet prévoit l'aménagement d'un quartier d'affaires comprenant des parcs d'activités, des bâtiments tertiaires, un pôle hôtelier, et des commerces. Ces bâtiments sont de type RdC à R+3. Le projet intègre également des voiries et des aires de stationnement.

Une première phase d'aménagement est envisagée, elle représente une surface d'environ 7,2 hectares et 30 000 m² de surface de plancher.

II. L'intérêt général du projet

A. Les objectifs du projet

- Les objectifs économiques et sociaux

L'aménagement de cette zone d'activités répond à plusieurs objectifs économiques et sociaux. **Il constitue une potentialité importante de développement économique et de création de nouveaux emplois sur la commune.** Il pourrait ainsi permettre à la commune de Rognac de renforcer son intégration à la dynamique économique métropolitaine et régionale. En effet, la commune se trouve au centre de la Métropole Aix-Marseille, ce qui constitue une opportunité de développement économique pour inscrire la commune dans le grand territoire. L'intégration métropolitaine de la zone favorisera l'implantation d'activités innovantes sur cette zone tertiaire.

Le projet s'inscrit dans la continuité de la zone industrielle Nord de Rognac et permettra d'affirmer et de renforcer sa fonction économique. Ce projet a donc vocation à renforcer et renouveler l'attractivité de la zone d'activités, notamment grâce à un aménagement global cohérent et qualitatif. L'objectif est de créer un effet d'entraînement bénéfique, afin de redynamiser, restructurer et moderniser la zone d'activités existantes. Le projet est donc complémentaire à la dynamique du bassin d'emplois au sein duquel il s'implante.

Les activités que le projet va permettre d'implanter représenteront environ un millier d'emploi aux termes de l'aménagement complet de la zone, soit 40 emplois par hectare. L'occupation actuelle du sol sur la zone est peu qualitative et ne permet pas de mettre en valeur le site et ses abords ainsi que la zone d'activités Nord. L'implantation d'activités tertiaires, et notamment d'activités ouvertes au public, assurera une revalorisation économique du site.

Il permettra également une diversification des activités économiques sur le secteur, grâce à l'implantation d'activités tertiaires, et notamment de commerces et services. Il contribue à équilibrer les activités de la zone qui sont aujourd'hui en majeure partie de type industriel et logistique. Il participe aussi à l'équilibre entre fonction résidentielle et économique sur l'ensemble du territoire métropolitain. En outre, il est localisé à proximité du centre-ville, et de zones d'habitations. Le projet apportera donc de nouveaux services et commerces aux habitants de Rognac. Ce projet répond au développement démographique modéré inscrit au PLU, et permet ainsi d'équilibrer le développement démographique par un développement économique créateur d'emplois sur la commune. Le renforcement et la mise en valeur des équipements publics existants et l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sont autant d'éléments qui renforcent la portée sociale de ce projet.

- Les objectifs en termes d'organisation urbaine

Situé au cœur de territoires déjà urbanisés, ce projet s'inscrit en cohérence avec le tissu urbain environnant. La proximité à la fois de zones résidentielles et d'une zone d'activités en fait un secteur propice pour le développement d'activités tertiaires. Il permettra une valorisation de cet espace qui véhicule aujourd'hui une image peu qualitative du fait d'espaces publics vieillissants et d'activités peu valorisées.

L'aménagement paysager et architectural global permettra de donner une nouvelle identité à ce secteur, situé à la jonction de plusieurs secteurs urbains qui fonctionnent aujourd'hui indépendamment. Les espaces publics dégradés seront réaménagés afin de mettre en valeur le site. Ce projet permettra de faciliter les liens entre les quartiers, et notamment entre la zone industrielle Nord et la zone résidentielle du Rognac « bas ». Grâce à l'aménagement d'une liaison douce, sur la zone des Plans la composition en archipel urbain de la ville sera atténuée par la reconnexion des zones jusque-là séparée par l'axe de la RD21 et par des fonctions sans lien (zone agricole et fonction résidentielle).

Enfin, à une échelle plus large, ce projet a vocation à devenir un nouveau pôle d'activités d'échelle métropolitaine. Il permettra, en complémentarité d'autres projets comme la création d'un pôle d'échanges multimodal autour de la gare de Rognac, de mettre en valeur les atouts de Rognac pour inscrire la commune dans le grand territoire.

- Les objectifs environnementaux

Le site se situe au cœur du tissu urbain existant de la commune et le projet de parc d'activités s'inscrit donc dans un contexte de renouvellement urbain et de densification du tissu urbain. De plus, le site se trouve à proximité de la gare de Rognac, en faisant un site d'urbanisation à privilégier. **Le projet est donc conforme à une logique de consommation économe de l'espace.**

La future zone des Plans comprendra une liaison modes doux reliant les quartiers résidentiels du Rognac « bas » à la zone d'activités Nord, ce qui rend le parc d'activités accessible par ces modes. Le projet est desservi par une ligne de bus depuis la gare SNCF de la commune. Le projet s'inscrit donc dans une logique de limitation de l'étalement urbain, permettant de rapprocher les lieux d'emplois et d'habitation et ainsi de réduire les besoins de déplacements des usagers du site. **Le projet promeut l'utilisation des transports en commun et la réduction de l'utilisation des véhicules particuliers. Ces éléments garantissent une limitation des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements pour se rendre sur le site.**

B. La cohérence du projet dans le développement urbain prévu au PLU et au Scot

Le futur parc d'activités tertiaires de Rognac est en cohérence avec le Plan Local d'Urbanisme et le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) en vigueur. Ces deux documents identifient le site des Plans comme une zone de développement économique future stratégique.

- Compatibilité avec le Scot

Le Scot désigne le site de projet parmi ses sites économiques d'importance à développer d'ici 2022. Ce document de planification pose le développement de cette zone d'activités comme un élément clé de la « relance économique sur les Rives de l'Etang de la Berre » permettant ainsi de remédier à la saturation du foncier économique du secteur. De plus, ce site se trouve à proximité immédiate de la RD 113, identifiée comme « Axe Structurant » par le Scot, et assurant l'accessibilité en transport en commun des secteurs économiques.

- Contribution à la mise en œuvre du PADD du PLU en vigueur

Le PADD du PLU approuvé en juin 2017 identifie le projet de nouvelle zone d'activités comme l'un des projets structurants de la commune. Il fait aussi l'objet d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).

Le projet permet de mettre en œuvre plusieurs orientations du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU et plus particulièrement de l'axe 2 qui fixe comme objectif de « Favoriser le développement économique créateur d'emplois ». Cet axe se décline en plusieurs objectifs :

- « Réaffirmer la vocation économique de la commune en lien avec l'ensemble du bassin d'emploi en misant, notamment, sur des filières innovantes
- Diversifier les secteurs économiques en favorisant le développement de l'économie résidentielle, facteur d'amélioration de la qualité de vie et de dynamisation du centre-ville
- Préserver et soutenir le secteur agricole »

A ce titre, le site est identifié comme l'un des éléments clés pour permettre l'accueil de nouvelles entreprises.

Le projet de zone d'activités est également essentiel pour la réalisation de l'axe 3 du PADD qui vise à « structurer la zone urbaine ». Il est ainsi présenté comme l'un des éléments majeurs pour « profiter des atouts de Rognac pour inscrire la commune dans le grand territoire ».

Cette nouvelle zone d'activités tertiaires fait l'objet d'une OAP spécifique, qui définit ce secteur de projet comme « stratégique, que ce soit en termes de développement économique comme de qualité urbaine ». Si les orientations de cette OAP devront être modifiées en cohérence avec les études environnementales et de dérogation à l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme, elles inscrivent déjà l'extension de la zone dans le projet de développement du territoire communal porté par le PLU, avec les objectifs suivants :

- « Permettre l'accueil de nouvelles activités plus qualitatives offrant un meilleur ratio emplois/hectare, aux alentours de 100 emplois/hectares,
- Créer un effet de levier pour redynamiser, restructurer et moderniser la zone d'activités existante,
- Améliorer l'interface entre zone d'activités, zone résidentielle et zone naturelle et agricole,
- Permettre la création d'aménagements et d'équipements publics d'envergure communale et intercommunale,
- Créer un paysage urbain qualitatif. »

Enfin, les sections non urbanisées de la zone concernée sont classées comme zone 1AUEm au plan de zonage du PLU, son urbanisation future était donc prévue par le PLU.

Le projet de zone économique tertiaire constitue donc une mise en œuvre du projet de PLU approuvé par la commune en 2017 et permettra également la réalisation des objectifs du Scot. Sa réalisation est donc essentielle à la mise en œuvre du projet territorial global défini par ces documents, afin de promouvoir une cohérence territoriale et un développement équilibré de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;
- Le PLU en vigueur sur la Commune de Rognac ;
- La délibération de la commune de Rognac du 30 mai 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu’il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l’engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Rognac afin de permettre l’opération d’aménagement d’un parc d’activités tertiaires sur la zone des Plans ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 25 juin 2018 sollicitant le Conseil de la Métropole pour l’engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Rognac pour l’opération d’aménagement d’un parc d’activités tertiaires sur la zone des Plans ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire en date du 30 mai 2018 afin qu’il saisisse le Conseil de la Métropole pour l’engagement d’une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour permettre l’opération d’aménagement d’un parc d’activités tertiaires sur la zone des Plans ;
- Que, conformément à la délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le projet d’aménagement d’un parc d’activités tertiaires sur la zone des Plans présente ainsi un intérêt général ;
- Qu’il convient, pour sa réalisation, d’adapter les règles du PLU de la commune de Rognac par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d’urbanisme en vigueur.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Rognac pour permettre la réalisation de l’opération d’aménagement d’un parc d’activités tertiaires sur la zone des Plans déclarée d’intérêt général.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-4178/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins - Bilan de la mise à disposition du dossier - Approbation de la modification simplifiée n°1

MET 18/7595/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. En date du 7 décembre 2017, par arrêté municipal, il a été prescrit la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Alleins.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de :

- Corriger des erreurs matérielles incluses dans le règlement et dans l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3 « L'entrée de ville Est » concernant notamment la marge de recul par rapport à la voie de liaison inter-quartier, le croquis des articles 7 de chaque zone et la largeur des voies publiques dans les dispositions générales.

- Clarifier des dispositions du règlement afin de faciliter la bonne application du droit des sols.

- Intégrer les Arrêtés Préfectoraux du 21 juillet 2017 :
1) portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement pour le prélèvement d'eau souterraine aux fins de production d'eau potable de la commune d'Alleins via le captage Saint Sauveur ;
2) autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à traiter et à distribuer au public les eaux provenant du captage de Saint-Sauveur situé sur la commune d'Alleins et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de

ce captage au titre des articles L. 1321-2 et suivants du Code de la santé publique.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le règlement
- le zonage
- l'OAP n°3
- les annexes

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme, notamment son article L153-45.

Par délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2017 ont été précisées les modalités de la mise à disposition du public.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- un dossier comprenant un rapport de présentation, le zonage, le projet de règlement, l'OAP n°3 et les annexes du PLU modifié.
- le dossier a été également consultable sur le site internet de la commune d'Alleins, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » le 4 janvier 2018.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation du public n'a été faite sur le registre papier ou par voie postale.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été notifié aux personnes publiques associées par courriers des 27 et 28 décembre 2017. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Avis / Réponse
Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine	Sans observation
ARS	FAVORABLE avec la prescription suivante : « l'arrêté du 21 juillet 2017 pris au titre du Code de la santé publique précise que de nombreuses activités sont soit interdites, soit réglementées dans le périmètre de protection rapprochée du captage (PPR). A ce sujet, l'arrêté indique, entre autres, que les nouvelles constructions ainsi que les nouvelles voies de circulation sont réglementées. Il conviendra ainsi qu'en cas de projet concerné par ces prescriptions, l'avis de mes services soit sollicité. Dans certain cas, il est possible que l'avis d'un hydrogéologue agréé soit également demandé. »
Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)	Accusé de réception
Chambre d'agriculture	FAVORABLE
Région PACA	Accusé de réception
INAO	Sans observation

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et à

l'absence d'observation du public, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public. En conséquence, il n'y a pas lieu de procéder à des adaptations du projet de modification simplifiée du PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 janvier 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune d'Alleins du 7 décembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Alleins du 13 décembre 2017 définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération de la commune d'Alleins du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par arrêté du maire du 7 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 13 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Alleins du 15 mai 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme d'Alleins ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais donnant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et d'approbation de la procédure de modification simplifiée n° 1 de la commune d'Alleins du 25 juin 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée suite à l'absence d'observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Alleins, telle qu'annexée à la présente.

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie d'Alleins,
- mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-4179/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières - Engagement de la procédure de modification n°1
MET 18/7605/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières a fait l'objet d'une révision générale approuvée le 13 juillet 2017.

Par courrier de la commune en date du 18 mai 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 25 juin 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Procéder à une réflexion globale concernant l'aménagement de la zone au droit du chemin des Pins,
- Rectifier des erreurs matérielles,
- Préciser certains éléments du règlement.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) ;

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune d'Eyguières en date du 18 mai 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 25 juin 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°1 du PLU d'Eyguières ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières approuvé le 13 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Eyguières a sollicité le Conseil de Territoire en date du 18 mai 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de :

- Procéder à une réflexion globale concernant l'aménagement de la zone au droit du chemin des Pins
- Rectifier des erreurs matérielles,
- Préciser certains éléments du règlement.

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Eyguières.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-4180/18/CM

■ Plan local d'urbanisme d'Aubagne - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Déclaration d'intention - Opération de création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot lieu-dit "la Bourbonne"
MET 18/7425/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé du 22 novembre 2016 a fait l'objet d'une procédure de modification n° 1 le 13 décembre 2017.

Par délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de permettre la réalisation de l'opération de création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot lieu-dit la Bourbonne, compte-tenu des enjeux économiques et environnementaux pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de l'intérêt général qui s'attache à ce projet.

Cependant la réalisation de cette opération nécessite que les règles fixées par le PLU soient adaptées.

Cette procédure d'évolution du document d'urbanisme est soumise à évaluation environnementale systématique au regard des dispositions des articles R. 121-15-1, L. 121-17-1, 2° et L. 121-18 du Code de l'Environnement.

Ces dispositions organisent la participation amont du public à l'élaboration des plans, programmes et projets ayant une incidence sur l'environnement. Cela se traduit, - dans le cadre des hypothèses d'évolution du PLU par une procédure de mise en compatibilité -, par la possibilité d'organiser une concertation préalable dans les conditions prévues par le Code de l'Environnement, en particulier dans le cadre d'un droit d'initiative selon les modalités décrites à l'article L. 121-18 et R. 121-25 et suivants du Code de l'Environnement.

Afin d'ouvrir le droit d'initiative dans le cadre de l'élaboration des plans et programmes qui y sont

soumis, il est alors nécessaire de publier une déclaration d'intention.

Les dispositions précisant les modalités de mise en œuvre du droit d'initiative, - et de son corollaire, la déclaration d'intention -, ont été introduites dans le Code de l'Environnement par le décret n°2017-626 du 25 avril 2017.

L'article R.121-25 nouveau du Code de l'Environnement prévoit que pour les plans et programmes relevant d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités territoriales ou d'un établissement public en dépendant, « l'acte (...) prescrivant l'élaboration d'un plan ou programme constitue la déclaration d'intention dès lors qu'il comporte les informations énumérées aux 1° à 6° du I de l'article L. 121-18 ».

Ces dispositions ne s'appliquent pas uniquement aux procédures d'élaboration des documents d'urbanisme, mais à toutes les procédures d'évolution de ces documents non expressément exclues du champ d'application de la procédure de concertation du Code de l'Environnement (C. env., art. L. 121-15-1, al. 5) ou du champ d'application de la déclaration d'intention (C. env., art. L. 121-17-1, dern. al.).

Dans ce cadre tout acte prescrivant l'évolution d'un document d'urbanisme pourra valoir déclaration d'intention, à condition cependant qu'il soit pris dans les formes prescrites par cet article.

Il est donc proposé de délibérer selon les formes prescrites à l'article R. 121-25 précité sur cette déclaration d'intention, afin d'ouvrir le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-17-1 du Code de l'Environnement.

Ce droit d'initiative permet au public de demander au Préfet de Département l'organisation d'une concertation préalable respectant les modalités prévues au code de l'environnement.

Il est ouvert à :

1° Un nombre de ressortissants majeurs de l'Union européenne résidant dans le périmètre de la déclaration d'intention égal à 20 % de la population recensée dans les communes du même périmètre, ou à 10 % de la population recensée dans le ou les départements, dans la ou les régions où se trouve tout ou partie du territoire mentionné dans la déclaration d'intention ;

2° Un conseil régional, départemental ou municipal ou l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale dont le territoire est compris en tout ou partie dans celui défini dans la déclaration d'intention ;

3° Une association agréée au niveau national en application de l'article L. 141-1, ou deux associations ou une fédération d'associations agréée (s) au titre de l'article L. 141-1 dans le cadre de la région ou du

département dont le territoire est compris en tout ou partie dans celui défini dans la déclaration d'intention.

Le droit d'initiative s'exerce auprès du préfet de Département, au plus tard, dans le délai de deux mois suivant la publication de la déclaration d'intention.

Le préfet doit alors informer sans délai la personne publique responsable de l'élaboration du plan ou du programme. Il apprécie la recevabilité de la demande, notamment au regard du territoire susceptible d'être affecté par le projet, plan ou programme compte tenu de ses principaux impacts environnementaux et de ses retombées socio-économiques.

Il décide de l'opportunité d'organiser une concertation préalable selon les modalités des articles L. 121-16 et L. 121-16-1 et, dans ce cas, fixe la durée et l'échelle territoriale de la participation qui sera mise en œuvre au regard des principaux impacts environnementaux et des retombées socio-économiques attendus.

Sa décision doit être motivée et rendue publique dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de la demande. En l'absence de décision explicite dans ce délai, le représentant de l'Etat est réputé avoir rejeté la demande.

La mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet la création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot est ainsi mise en œuvre dans le contexte suivant :

1° Les motivations et raisons d'être du projet

La carrière du vallon de l'Escargot, exploitée depuis 1935, a connu plusieurs étapes dans son développement : initialement exploitée pour la fabrication de sable et graviers, cette carrière accueille aujourd'hui, dans le but de réduire le transport, des activités de valorisation des déchets inertes du BTP et de transformation des produits issus de la carrière (centrales à béton, centrale de graves). Une partie des produits de la carrière est donc utilisée directement sur le site, pour acheminer les produits finis (bétons, graves) mis en œuvre directement sur les chantiers.

Cette carrière approvisionne par ailleurs d'autres unités de transformation des granulats, dont une usine de préfabrication de produits béton située dans la zone industrielle des Paluds à Aubagne. Les matières premières issues de la carrière sont transformées dans cette usine, environ 100 000 tonnes de granulats sont utilisées chaque année pour la fabrication de parpaings, poutrelles et linteaux. Cette usine emploie directement 25 personnes, et autant d'emplois indirects sont générés par cette activité.

La création d'une plateforme dédiée à la transformation des granulats en produits de construction, à proximité de la carrière du vallon de l'Escargot, est envisagée pour répondre à plusieurs objectifs.

- Libérer une emprise foncière au sein de la zone industrielle des Paluds : une réponse aux enjeux de renforcement de l'attractivité de cette zone :

Parmi les objectifs de développement économique de l'Est Marseillais, la zone industrielle des Paluds a été identifiée comme secteur d'enjeu en termes d'emploi et de compétitivité. Toutefois, les contraintes de développement et d'extension de cette zone, entre autres liée à l'existence d'un fort risque inondation pris en compte par le PPRI Huveaune (en effet, la plaine agricole de Beaudinard constitue un vaste champ d'expansion des crues de l'Huveaune et de ses affluents), exige de trouver et mettre en œuvre de solutions alternatives à son extension. Aussi, d'autres capacités d'accueil doivent être développées pour permettre le maintien et le développement du tissu productif aubagnais.

La densification des espaces d'activités existants, par mutation et renouvellement constitue donc une solution à mettre en œuvre. Ainsi, la libération du foncier sur ce secteur identifié par ailleurs au PLU comme « foncier économique potentiellement mobilisable » permet de répondre en partie au besoin foncier exprimé par les entreprises.

Le groupe Sartorius Stedim Biotech a établi son siège social français dans la zone industrielle des Paluds à Aubagne où il possède son site principal de production de poches à usage unique destinées à l'industrie pharmaceutique. Le développement et le confortement de la production à Aubagne nécessitent la réalisation de nouvelles surfaces techniques et de bureaux.

Sartorius Stedim Biotech a trouvé un accord pour l'acquisition du terrain mitoyen appartenant à l'entreprise Fabemi, fabricant industriel de matériaux de construction.

Eu égard à la présence de ces industriels sur le territoire d'Aubagne et du nombre d'emplois directs et indirects qu'ils représentent, il apparaît nécessaire d'accompagner leur développement.

L'entreprise Bronzo a proposé à l'entreprise Fabemi une solution de relocalisation de son activité sur une plateforme à créer sur terrain lui appartenant situé à proximité de la carrière dite de l'Escargot qu'elle exploite.

- Pérenniser et développer cette activité, qui permet de répondre aux besoins locaux en logement, et l'emploi associé.

Les produits issus de l'activité de préfabrication d'éléments en béton sont destinés au secteur de la construction, de l'aménagement urbain et du second œuvre. Plusieurs types de produits sont préfabriqués en béton :

- pour la construction : les charpentes, voussoirs, poutres précontraintes, poutrelles, linteaux, blocs béton, blocs de coffrage, corniches d'ouvrages d'art, pièces architecturales et créations sur mesure,

éléments de façade et parements architecturaux, escaliers, gradins, bordures, regards de visite, canalisations et assainissement ;

- pour le second œuvre : dallages et parements de cuisines, salles d'eau, terrasses, piscines, chemins et allées.

- pour l'aménagement urbain : écrans acoustiques, bordures, dalles, pavés, caniveaux ;

La ville d'Aubagne a traduit dans son PLU, son ambition d'assumer pleinement son rôle de ville-centre du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et doit contribuer plus largement à la production de logements au sein du territoire. L'attractivité résidentielle et la vitalité du tissu économique doivent être maintenues.

- Maîtriser les coûts et impacts liés au transport des matières et faciliter l'acheminement des produits préfabriqués vers les centres de consommation :

Suivant une réelle logique de proximité entre sites de production et bassins de consommation, les activités de carrières participent indirectement à la maîtrise budgétaire de la dépense publique, principalement par la réduction des distances et la baisse induite des coûts de transports qui représentent ¼ du coût des matériaux de construction et 5 % du prix de revient des infrastructures routières. Surtout, par cette réduction des distances de transport, elles contribuent à une diminution du flux régional annuel de pollution atmosphérique, favorisant ainsi une amélioration du cadre de vie de la population.

La transformation des granulats produits sur le site de la carrière du vallon de l'Escargot, à proximité immédiate de la carrière induira une diminution des distances de transport, liée au rapprochement de l'unité de transformation des granulats, et à l'acheminement direct des produits finis sur les chantiers du BTP. Les coûts et impacts liés au transport seront ainsi réduits.

- Rapprocher cette activité au plus près de la carrière et des axes autoroutiers, afin de désengorger le trafic dans la zone, et de limiter les émissions de gaz à effet de serre liés au transport.

D'un point de vue de la circulation, le projet d'aménagement de la plateforme industrielle répond aux objectifs de décongestion des accès à la zone des Paluds et aux objectifs fixés par le PADD, visant à réduire les risques et nuisances, et à construire une ville plus économe en énergie.

En effet, le déplacement de l'unité de préfabrication au plus près de la carrière du vallon de l'Escargot permet en premier lieu de réduire le trafic lié à l'implantation de cette activité dans la zone des Paluds. Le trafic ainsi évité représente environ 3 500 camions par an (100 000 tonnes de granulats

transportés par an, dans des camions de 29 tonnes de charge utile).

Pour répondre à ces objectifs durables, il convient de créer une plateforme industrielle à proximité de la carrière existante, (environ 6 ha) précisément par une évolution du PLU d'Aubagne qui classe d'ores et déjà les carrières dans un des 3 secteurs de la zone naturelle.

La zone de création actuellement classée dans le secteur N sera intégrée au secteur « Ncr » correspondant à des zones dédiées aux activités de carrières, ce qui nécessitera une adaptation des documents du PLU en vigueur.

2° Le cas échéant, le plan ou le programme dont il découle

L'évolution du PLU devra être compatible avec les dispositions du SCoT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, approuvé le 19/12/2013.

3° La liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet

Il s'agit de mettre en compatibilité le PLU applicable sur le territoire de la commune d'Aubagne, par une modification de zonage permettant la création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot sur le territoire de la commune d'Aubagne.

Cette évolution des règles du PLU n'aura d'effet que sur le PLU de la commune d'Aubagne.

4° Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement

Les incidences potentielles sur l'environnement du projet de mise en compatibilité du PLU pour permettre la création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot concernent : Le voisinage, le paysage, ainsi que la faune et la flore.

Pour mémoire, les incidences potentielles sur l'environnement seront détaillées dans le cadre de la procédure de déclaration de projet. Une description du projet comportera l'état initial et les effets potentiels du projet, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction ou éventuellement de compensation si des impacts résiduels importants subsistent après application des mesures d'évitement et de réduction.

Le projet d'aménagement comprend la création :

- d'une plateforme à 2 niveaux de 62 850 m² en déblais - remblais dans le replat situé à l'embouchure des vallons au lieu - dit La Bourbonne ;
- d'une piste d'accès depuis la RD 559A
- de 2 bassins de récupération des eaux pluviales et de ruissellement de la plateforme et de la piste.

Les impacts potentiels sur le voisinage sont les nuisances liées à l'activité de terrassement limitée dans le temps bruit, émission de poussières, trafic

poids-lourds,...): Les mesures d'atténuation des impacts seront à mettre en place afin de réduire au maximum les émissions de poussières (système d'arrosage mobile sur les pistes d'accès et les zones de travail et traitement en enrobés de la piste d'accès définitif).

Les incidences paysagères et visuelles potentielles du projet de mise en compatibilité du PLU pour permettre la création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot concernent ;

Le traitement des déblais et remblais : L'aménagement de la piste d'accès pourra être l'occasion de les traiter en intégrant les talus dans les peuplements végétaux déjà présents plantations de type Pinède et Garrigue.

Sur les bords de la plateforme encaissés dans le massif, les enjeux paysagers résident dans l'intégration des fronts décaissés avec la roche à nu. La valorisation paysagère sera à associer à une valorisation écologique : création d'éboulis alternant avec des secteurs de falaises.

La faune et ses habitats, ainsi que la flore, ont fait l'objet d'inventaires sur la zone du projet et feront l'objet d'un suivi périodique. Ces inventaires ont permis de définir des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet sur l'environnement.

La plateforme évite les stations de Sabline de Provence situées au Sud - Est du projet et reste en contrebas des principaux éboulis (pas de modifications des conditions stationnelles).

Le bassin d'orage amont évite la friche méso - xérophile située au Nord - Ouest et qui accueille des populations d'invertébrés à enjeux (Criquet marocain,, Fadet des garrigues,, Ascalaphe loriot)..

La piste qui traversait initialement les stations d'Aristoloches pistoloche a été redessinée pour assurer la conservation de la population de Proserpine situées au Nord du projet ; cette piste contourne désormais les stations d'Aristoloches sur lesquelles des pontes ont été observées.

Les incidences potentielles sur les eaux du projet de mise en compatibilité du PLU pour permettre la création d'une plateforme industrielle à proximité de la carrière de l'Escargot sont faibles :

La création de la plateforme en situation de talweg va relativement peu impacter l'écoulement des eaux pluviales, car la nature karstique du massif favorise l'infiltration et la quantité d'eau qui est concentrée dans les fonds de vallon est faible.

Aussi, les études ont souligné l'absence de rejet dans le milieu naturel : les eaux de ruissellement de la plateforme et de sa piste en phase d'exploitation seront collectées dans des bassins d'orage avant d'être restituées dans le milieu naturel.

5° Une mention, le cas échéant, des solutions alternatives envisagées

S'agissant d'une modification des règles du PLU pour permettre la création d'une plateforme industrielle, il

n'était pas envisageable de réaliser ce projet sur une autre partie du territoire.

Les enjeux liés à la localisation du projet (proximité avec la carrière existante, avec les axes autoroutiers, les possibilités d'accès via la RD), et les éléments d'études réalisées à ce jour sur le secteur, assurent que les conséquences de la création d'une plateforme industrielle sur les intérêts protégés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement seront plus faibles dans le cadre d'une telle création à proximité de la carrière existante, que lors de la création sur un site vierge ou localisé par ailleurs.

6° Les modalités déjà envisagées, s'il y a lieu, de concertation préalable du public.

Il est envisagé de mettre en œuvre une procédure de concertation du public, préalablement à la mise en œuvre de cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Elle sera organisée pour une durée de trois mois selon les dates précisées par ailleurs par publication d'un avis au public, avec les habitants, les associations et les autres personnes concernées, comme suit :

- mise à disposition aux services techniques de la ville d'Aubagne ainsi qu'au siège du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un registre destiné au recueil des remarques,
- mise à disposition aux services techniques de la ville d'Aubagne, et au siège du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile des éléments techniques et d'étude du projet selon leur état d'avancement
- organisation d'une réunion publique d'information, sur la commune d'Aubagne

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du document d'urbanisme, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général. Aussi, la réalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

La réalisation de ce projet réunit ces conditions dans la mesure où il présente un intérêt général lié à des critères socio-économiques et environnementaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;
- Le PLU en vigueur sur la Commune d'Aubagne ;
- La délibération de la commune d'Aubagne du 13/03/2018, sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Aubagne afin de permettre l'opération de création d'une plateforme industrielle près du lieu-dit « la Bourbonne » ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Aubagne afin de permettre l'opération de création d'une plateforme industrielle près du lieu-dit « la Bourbonne » ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire du 13 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour permettre l'opération de création d'une plateforme industrielle près du lieu-dit « la Bourbonne » ;
- Que, conformément à la délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le projet de création d'une plateforme industrielle d'une superficie d'environ 6ha à proximité de la carrière de l'Escargot lieu-dit la Bourbonne à Aubagne présente ainsi un intérêt général ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU de la commune d'Aubagne par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme en vigueur ;
- Le contexte et les caractéristiques de l'évolution du PLU figurant dans l'exposé qui précède ;
- Que dans le cadre de cette procédure d'évolution du document d'urbanisme, il est désormais nécessaire d'ouvrir le droit d'initiative pour la mise en œuvre éventuelle d'une concertation préalable du code de l'environnement en publiant une déclaration d'intention sur le site internet de la Métropole, et sur le site internet des services de l'Etat dans le département ;
- Que pour les plans et programmes, la déclaration d'intention est publiée par le biais d'un d'affichage dans les locaux de l'autorité responsable de son élaboration. L'affichage doit indiquer le site internet sur lequel est publiée la déclaration d'intention.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Aubagne pour permettre la réalisation de l'opération de création d'une plateforme industrielle près du lieu-dit « la Bourbonne déclarée d'intérêt général ;

Article 2 :

Est déclarée l'intention de mettre en œuvre une procédure de mise en compatibilité du PLU de la commune d'Aubagne afin d'ouvrir le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-17-1 du Code de l'Environnement ;

Article 3 :

Sera organisée une concertation préalable selon les modalités définies puis précisées ultérieurement par voie d'affichage d'un avis public;

Article 4 :

- La présente délibération sera publiée sur le site internet de la Métropole, ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le Département.

- La déclaration d'intention fera également l'objet d'un affichage dans les locaux de la Métropole ; ledit affichage mentionnera le site internet sur lequel est publiée la déclaration d'intention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-4181/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Engagement de la procédure de modification n° 5 MET 18/7398/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé en date du 22 novembre 2016 a fait l'objet de huit recours contentieux introduits devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Par décisions du 15 mars 2018, le Tribunal Administratif a rejeté quatre de ces requêtes et a, pour les quatre autres, annulé de manière partielle la délibération du 22 novembre 2016 approuvant le PLU.

Ces annulations concernent quatre secteurs (Les Gargues, la zone de la Thuilière, les secteurs classés en UD3 et UD4 au Nord et Sud de la commune, deux parcelles autour du domaine de la Morochita), ainsi que certaines dispositions du règlement écrit de la zone agricole.

Ces décisions de justice emportent la nullité des dispositions du PLU sur ces secteurs, et ont pour effet d'appliquer les dispositions du POS précédant l'approbation du PLU.

Aussi, l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme oblige en cas d'annulation partielle l'autorité compétente à élaborer sans délais les nouvelles dispositions applicables aux parties du territoire concernées par l'annulation.

Par délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 25 juin 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de tirer toutes les conséquences de ces jugements et de faire évoluer sans délais le document d'urbanisme qui reste opposable en engageant une nouvelle procédure de modification (n°5) du PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°5 du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°5 du PLU d'Aubagne ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire en date du 13 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification n° 5 du PLU pour permettre l'élaboration sans délais des nouvelles dispositions applicables aux parties du territoire concernées par l'annulation.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification ;

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-4182/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en place d'un observatoire foncier métropolitain
MET 18/7361/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au statut et aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence Métropole compte parmi ses compétences l'aménagement de l'espace métropolitain dont la constitution de réserves foncières.

L'exercice de cette compétence implique de se doter d'outils pour pouvoir prospecter, évaluer, mettre en veille et connaître les marchés fonciers et immobiliers.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action Foncière de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le lancement a été approuvé par délibération du 15 décembre 2016, l'observatoire foncier est un outil transversal et dynamique dont l'objectif est d'apporter des éléments d'information sur les caractéristiques du foncier pour accompagner les services thématiques dans leur stratégie de développement et préparer l'action foncière à mettre en œuvre. Il sera hébergé sur le SIG de la Métropole.

En tant qu'outil d'évaluation et d'aide à la décision, il doit permettre aux utilisateurs de produire des analyses et des rapports pour :

- Constituer des références solides et partagées pour des acquisitions au bon prix et sécurisées, assiettes des projets d'équipements ou d'infrastructures et des projets urbains
- Connaître les potentiels et les contraintes des gisements et des opportunités foncières
- Recenser et suivre le foncier mutable et doter la Métropole d'indicateurs fonciers des mutations urbaines
- Connaître les marchés du territoire et les cycles pour orienter la politique foncière et à terme l'évaluer
- Etre le support d'une communication régulière sur les chiffres clef du territoire.

Pour ce faire, l'analyse du foncier nécessite une approche cartographique à des échelles variables permettant d'appréhender les sites et segments étudiés au travers d'un panel de données diverses.

En phase conception, il y a donc lieu de collecter les données en lien avec le métier foncier, d'organiser la gestion de l'information (fréquence de la mise à jour des données, mode de restitution des données) d'acquérir et de développer des applications cartographiques en lien avec le Système d'Information Géographique métropolitain, capables de gérer de la donnée en 3D, et de prévoir les prestations et formations requises. Il y a lieu en outre de pouvoir consulter des experts de l'évaluation (commande d'études et de rapports ponctuels) et de prévoir les formations nécessaires pour développer une expertise interne et autonome.

Parallèlement, il implique de mutualiser l'ingénierie autour d'un réseau d'experts pour à la fois alimenter l'observatoire de données, échanger sur les méthodes d'analyses mais aussi pour consolider les résultats des études issues de son exploitation.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement « Observatoire foncier » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse poursuivre et mener à bien les travaux de prospective, d'évaluation de veille et de connaissance des marchés fonciers et immobiliers au titre de la politique foncière.

L'opération d'investissement 2018105900 « Mise en place d'un Observatoire foncier métropolitain », d'un montant de 150 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 150 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018105900 « Mise en place d'un Observatoire foncier métropolitain » pour un montant de 150 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06.

Article 2 :

Seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 :	50 000 euros
Année 2020 :	50 000 euros
Année 2021 :	50 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-4183/18/CM

■ **Opération Grand Centre-Ville de Marseille - Requalification de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites "grand centre-ville" - 1er et 2ème arrondissements - premier programme de travaux à déclarer d'utilité publique**
MET 18/7478/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de l'opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, a pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il est prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffit pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ce recours à la restauration immobilière a fait l'objet d'une concertation publique au titre de l'article L103.2 du code de l'urbanisme dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 17 mai 2018.

Il est aujourd'hui proposé d'engager la procédure pour obtenir du Préfet la déclaration d'utilité publique d'un premier programme de travaux sur quinze immeubles dégradés de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » :

- 31, rue Coutellerie 13002
- 43, rue Coutellerie 13002
- 47, rue Coutellerie 13002
- 11, rue Saint Saëns 13001
- 7, rue Molière 13001
- 2, rue Bernard du Bois 13001
- 6, rue Bernard du Bois 13001
- 3, rue Francis de Pressensé 13001
- 43, rue Francis Davso 13001
- 49, rue Francis Davso 13001
- 63, rue Francis Davso 13001
- 44, rue d'Aix 13001
- 39, rue des Dominicaines 13001
- 8, rue Mazagran 13001
- 25, rue Coutellerie 13002

La mise en œuvre du programme de travaux à déclarer d'utilité publique sur ces immeubles vise leur restauration en parties communes sur le clos et le couvert – y compris structurelle –, ainsi que l'amélioration de l'habitabilité des logements et leur mise aux normes.

L'objet du présent rapport est d'habiliter Monsieur le Président de la Métropole, ou son concessionnaire, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, la délivrance de l'arrêté déclarant d'utilité publique les travaux de restauration immobilière qui en découlera sur avis de commissaire enquêteur, et à solliciter alors les actes subséquents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La convention d'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » notifiée le 25 janvier 2016 sous le n°2016-80171 ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville concédée à la SOLEAM ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 012-3286/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les modalités de la concertation publique dans le cadre de l'OPAH RU multisites Grand Centre- Ville ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 015-17/05/18/CM du 18 mai 2018 approuvant le bilan de la concertation publique relative au recours à la restauration immobilière sur des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM relève d'une logique de renouvellement urbain et affiche parmi ses objectifs l'incitation à la réhabilitation de 2000 logements privés par l'animation d'opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'OPAH Renouvellement Urbain multisites Grand Centre- Ville à volet copropriétés dégradées, et nécessite une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publiques par le Préfet des travaux de restauration ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de restauration immobilière ci-annexé concernant quinze immeubles de l'OPAH-RU multisites « grand centre-ville » – 1er et 2ème arrondissements de Marseille – en vue d'obtenir sa déclaration d'utilité publique au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son concessionnaire, est habilité à demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête publique préalable en vue d'obtenir l'arrêté Déclarant d'Utilité Publique la réalisation du programme de travaux de restauration de ces immeubles, au profit de la Métropole ou de son concessionnaire.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-4184/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation d'investissement de l'opération pour la concession d'aménagement Kalliste Marseille MET 18/7502/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kalliste – Marseille », la participation du concédant à l'équilibre de l'opération délibérée à la signature de la convention de concession en juillet 2012 était fixée à 8 875 588 euros.

L'évolution de l'opération et les aléas rencontrés ont fait qu'un certain nombre d'éléments n'étaient pas initialement prévus :

- Des conditions de financement de l'opération d'acquisition/démolition du bâtiment H (dans le cadre du NPNRU) différentes de celles du bâtiment B : la subvention escomptée de l'ANRU sur le bâtiment H a été initialement estimée à 7 000 000 euros dans les bilans d'aménagement par analogie avec la subvention obtenue sur le Bâtiment B.

Lors du comité d'engagement de l'ANRU en décembre 2016, l'ANRU a indiqué que seules les

dépenses postérieures à l'approbation du nouveau règlement financier de l'ANRU du 5 août 2015 pouvaient être prises en compte pour le calcul de la subvention du H. Or, les dépenses d'acquisition sur le H avaient été engagées dès la signature de la convention de concession en juillet 2012 (l'acquisition/démolition du bâtiment H étant une condition de financement du bâtiment B...). Par ailleurs, le taux de prise en compte des dépenses éligibles est aujourd'hui de 50% dans le cadre du NPNRU au lieu des 75% dans le PRU actuel.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé courant 2017 à l'ANRU que le bâtiment H soit financé dans les mêmes conditions que le bâtiment B. Cette demande de dérogation n'a pas été acceptée.

Aussi, la subvention ANRU attendue pour le bâtiment H est aujourd'hui estimée à 3 300 000 euros dans le CRAC établi au 31 décembre 2017 soit une perte de 1 600 000 euros par rapport aux estimations de l'année dernière.

- La diminution des recettes de cession de logements dans le Parc Kalliste : la recette escomptée au CRAC initial était de 6 500 000 euros pour une cession prévisionnelle d'environ 130 logements sur les bâtiments A-C-D-E-F-I-G.

A ce jour, seule une dizaine de logements a été vendue à des propriétaires occupants à des prix nettement inférieur aux prévisions (30 000 euros au lieu du prévisionnel de 48 000 euros en moyenne selon les bâtiments). Tous les autres logements dont Marseille Habitat est propriétaire ont été mobilisés pour le relogement des locataires des bâtiments B et H. Leur valorisation est largement minorée compte tenu de leur occupation et de la baisse très nette des prix du marché depuis 2012. La majorité des logements propriété de Marseille Habitat se trouvent sur le bâtiment G dont la moyenne des prix pratiqués se situe autour de 25 000 euros aujourd'hui.

La recette (attendue en fin de concession) a été ramenée à 3 000 000 euros.

- L'acquisition de la Bastide Valcorme et les travaux de réhabilitation pour une dépense d'environ 650 000 euros supplémentaires (bastide transformée en centre de santé) : la propriété Valcorme avait été intégrée au périmètre de la concession par avenant n°2 à la convention approuvée par délibération du conseil municipal du 14 septembre 2015. Il s'agissait de permettre d'envisager un projet urbain plus ambitieux grâce à l'acquisition de cette propriété (bastide + terrain).

Le bilan d'aménagement a donc été réajusté en fonction de tous ces éléments et fait apparaître la nécessité d'une augmentation d'Autorisation de Programme de 2 600 000 euros. Compte tenu des problèmes de trésorerie, il apparaît indispensable de verser le solde initial 75 588 euros auxquels doivent s'ajouter 2 600 000 euros en 2018.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence passerait donc de 8 875 588 euros à 11 475 588 euros.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120200 inscrite au budget pour un montant initial de 3 900 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 2 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kalliste – Marseille », pour un montant de 2 600 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	2 600 000 euros TTC
Années suivantes :	3 900 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-4185/18/CM

■ Approbation des conditions du transfert de l'opération - Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres - à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement MET 18/7665/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme », en vertu de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1^{er} janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain n°URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'« intérêt métropolitain » des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement.

Ainsi, en accord avec la Ville, l'opération "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Pour cette opération d'aménagement en cours, s'opérera un transfert de charges et de responsabilités au profit de la Métropole ainsi que la poursuite de sa réalisation et de son achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent.

Une délibération concordante de la Ville de Marseille sera approuvée pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Dans le cadre de l'acquisition des casernes de la Belle de Mai à l'Etat autorisé par délibération n°09/1313DEVD du 14 décembre 2009, la Ville de Marseille a engagé une réflexion sur les enjeux et perspectives de reconversion de ces sites militaires.

Le projet urbain « Quartiers Libres Saint Charles - Belle de Mai » s'étend sur 140 hectares et englobe la gare Saint-Charles et les casernes de la Belle de Mai. C'est un projet majeur pour le quartier de la gare métropolitaine qui vise à répondre aux enjeux de développement économique, de cohésion sociale et d'innovation.

En 2016, suite à une procédure de Dialogue Compétitif, le projet lauréat a été choisi. Il s'agit du groupement emmené par Güller Güller, architecture urbanism (mandataires) et les co-traitants Trevelo & Viger-Kholher architectes urbanistes – Atelier Alfres Peter Paysagiste - mrs Partner – Etienne Ballan - Zakarian Navelet architectes – TPF Ingénierie

Depuis, la Ville développe ce projet urbain dans différents champs d'actions notamment :

- la question de la mobilité à l'échelle du quartier,
- la gare ouverte sur ses 4 côtés permettant de créer un lieu « hybride » c'est-à-dire un nouveau site attractif du centre de la Métropole,
- la place des espaces publics sur les 140 hectares avec une mise en œuvre au cas par cas selon les usages

ambitionnés,

➤ la réponse en matière d'habitat permettant de maintenir les habitants sur le quartier tout en attirant de nouveaux venus,

➤ la programmation et la réalisation d'équipements indispensables pour le rééquilibrage et le développement du quartier selon un mode concerté avec les acteurs du domaine,

➤ la reconversion du site des 7 hectares de casernes organisée autour d'espaces publics redonnant une véritable aménité urbaine à ce secteur,

➤ la stratégie en matière d'environnement pour développer de nouvelles pistes d'innovation et de résilience du projet urbain des 7 hectares d'anciennes casernes comme des 140 hectares du quartier de la gare,

➤ le développement économique comme outil de créateur de richesse sur un quartier en devenir (lien formation/emploi ; nouvelles technologies...)

Ces sujets sont développés en construisant une méthode nouvelle d'association des différentes parties prenantes et par un étroit pilotage des élus métropolitains et municipaux.

Quartiers Libres ambitionne ainsi de faire du quartier de la gare métropolitaine un nouveau lieu d'attractivité profitant de la forte visibilité de ce territoire et sa gare Saint-Charles pour lui conférer un rayonnement national.

II. Les marchés en cours

Le transfert de l'opération entraîne de droit le transfert de l'accord-cadre et de tous ses marchés subséquents.

La date effective du transfert de l'opération et de tous les marchés y afférents est fixée au 1^{er} juillet 2018.

Ainsi, il convient d'acter les modalités du transfert de l'opération "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle puisse poursuivre et mener à bien la conduite de cette opération.

L'opération d'investissement de la Ville de Marseille n°2013 I01 2372, "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres", dont le montant de l'autorisation de programme a été fixé à 4 400 000 euros sera clôturée une fois les derniers mandats émis et réglés aux titulaires des marchés.

Il convient de créer une opération d'investissement métropolitaine n°2018107200 "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse réaliser les études et travaux susmentionnés.

Cette opération d'investissement d'un montant de 4 400 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération N° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération N° 17/2201/UAGP du 16 octobre 2017 ;
- La délibération N°URB 023-19/1017/CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 4 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} juillet 2018 de l'opération d'investissement « Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres » ainsi que de l'accord-cadre et ses marchés subséquents afférents à cette opération.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107200 « Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres » pour un montant de 4 400 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	1 500 000 euros
Année 2019 :	1 500 000 euros
Années suivantes :	1 400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-4186/18/CM

**■ Approbation des conditions du transfert de l'opération - Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres - à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement
MET 18/7659/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », en vertu de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la Métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'« intérêt métropolitain » des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement.

Ainsi, en accord avec la Ville, l'opération "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres" a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Pour cette opération d'aménagement en cours, s'opérera un transfert de charges et de responsabilités au profit de la Métropole ainsi que la poursuite de sa réalisation et de son achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Ville de Marseille sera approuvée pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Depuis 2003, la Ville de Marseille œuvre sur le territoire de la Façade Maritime Nord pour la réalisation de projets urbains visant le développement économique et résidentiel.

En 2005, d'anciens entrepôts industriels de 27 500 m², les terrains dits des « Docks Libres » situés 406, boulevard National dans le 3ème arrondissement, ont été acquis par l'Etablissement Public Foncier PACA pour le compte de la Ville de Marseille.

La Ville de Marseille a, par la suite, conduit une étude portant sur le développement urbain de 40 hectares de ce secteur et a lancé, en 2007, un appel à manifestation d'intérêt d'opérateurs immobiliers pour la réalisation sur ces terrains d'une première phase de projet.

Fixant des ambitions qualitatives fortes et visant l'exemplarité et l'innovation en termes de qualité architecturale et d'exigences environnementales, afin de préfigurer avantageusement le développement de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, la Ville de Marseille a ainsi accompagné la réalisation par l'opérateur Nexity de presque 70 000 m² de plancher, à dominante de logements, dont l'achèvement sera constaté d'ici 2020.

La Ville de Marseille a engagé en 2016 la seconde phase du projet urbain sur le reste de l'îlot

représentant 7 hectares délimités par les rues Caravelle, Crémieux, Cassin, National et Salengro, ainsi que sur la tête d'îlot située à l'angle entre le boulevard National et la rue du moulin de la Villette. Elle a ainsi lancé une mission d'assistance à l'élaboration d'un projet urbain sur le secteur Moulins – Docks Libres – Villette.

Cette mission, qui a débuté en février 2018 pour une durée de 6 ans, doit permettre de concevoir puis de décliner opérationnellement un projet dans ses composantes urbaines, architecturales et techniques. Elle comporte un volet hydraulique essentiel compte tenu de l'inondabilité du secteur, ainsi qu'un diagnostic approfondi du tissu économique existant, afin de permettre un arbitrage sur le niveau d'intervention pertinent. Elle doit aboutir à un plan régisseur partagé entre les différents acteurs. Des tranches optionnelles permettront d'accompagner la collectivité dans la mise en œuvre du projet validé.

II Les marchés en cours

Le transfert de l'opération entraîne de droit le transfert de tous les marchés y afférents.

La date effective du transfert de l'opération et de tous les marchés y afférents est fixée au 1^{er} juillet 2018.

Ainsi, il convient d'acter les modalités du transfert de l'opération « Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres » à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle puisse poursuivre et mener à bien la conduite de cette opération.

L'opération d'investissement de la Ville de Marseille n°2010 I00 8421, "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres", dont le montant de l'autorisation de programme a été fixé 800 000 euros sera clôturée une fois les derniers mandats émis et réglés aux titulaires des marchés.

Il convient de créer une opération d'investissement métropolitaine n°2018107100 « Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse réaliser les études susmentionnées.

Cette opération d'un montant de 800 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération N° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération N° 17/2201/UAGP du 16 octobre 2017 ;
- La délibération N°URB 023-19/1017 CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} juillet 2018 de l'opération "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres" et de tous les marchés afférents à cette opération.

Article 2 :

Sont approuvées, la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107100 « Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres » pour un montant de 800 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	260 000 euros
Années suivantes :	540 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-4187/18/CM

■ Approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Etang-Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles
MET 18/7673/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune de Vitrolles, l'opération d'aménagement du Projet Urbain du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Il convient donc de dresser le bilan patrimonial et financier de l'opération afin de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Commune de Vitrolles sera prise pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Le PLU de la commune approuvé 28 novembre 2013 définit une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur le secteur « Les Bords de l'Etang / quartier du Lion » intitulé « l'OAP des Salins ».

Ce terrain entièrement minéralisé de 74 000 m², était anciennement occupé par des hangars constituant les anciens entrepôts de l'aéroport.

Ce secteur contraint par son positionnement (déconnecté de son environnement, accès peu sécurisé) présente cependant des enjeux de requalification urbaine. L'objectif étant de réaliser un quartier mixte permettant de compléter le quartier des Bords de l'Etang,

L'OAP définit les éléments de programmation suivants :

- Production de logement collectif intégrant une certaine diversité en termes de typologies et de formes urbaines favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle ;
- Production d'équipements publics – un groupe scolaire – ;
- Développement de surfaces commerciales ;
- Aménager un axe de desserte permettant de desservir de manière sécurisée le quartier des Bords de l'Etang ;
- Développement d'activités économiques types services, tertiaires ...

Ainsi, et dans le respect des principes programmatiques de l'OAP, l'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion, située sur la parcelle cadastrée BE n°284 à Vitrolles prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, des commerces et des activités économiques.

Pour accompagner le programme de construction, un programme des équipements publics a été défini. Il prévoit :

- la réalisation de la voirie primaire et de ses réseaux,
- la réalisation d'un carrefour d'accès sur la route départementale,
- l'aménagement d'une promenade belvédère,
- l'aménagement du chemin des oiseaux,
- un groupe scolaire et le financement de berceaux.

Pour financer les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du projet, la commune a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le périmètre annexé à la délibération et signé des conventions de PUP avec la société SNC CODEDIM PROVENCE le 3 juillet 2015 (pour la 1^{er} tranche) et le 15 décembre (pour la 3^{ème} tranche) et avec la Société SNC Provence Etoile (2^{ème} tranche) le 14 décembre 2017.

La Commune de Vitrolles a confié la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à la SPLA du Pays d'Aix par convention notifiée le 30 décembre 2015. Le démarrage des travaux est prévu en octobre 2018.

L'intérêt métropolitain de l'opération confère à la métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à l'intérieur du périmètre transféré. Cependant, la Commune reste le maître d'ouvrage du groupe scolaire et des berceaux, par ailleurs dimensionné au-delà des besoins générés par le projet. La Métropole se substitue à la commune dans les contrats et conventions liées au PUP et percevra les participations afférentes aux équipements dont elle a la maîtrise d'ouvrage. Les participations du PUP liées à la réalisation du groupe scolaire seront affectées à la Commune.

II. Bilan Financier

Le coût total de l'opération arrêté sur l'annexe financière du PUP s'élève à 13 700 409€ HT.

La participation prévisionnelle de l'opérateur définit dans la convention de PUP s'élève à 6 823 929 €, dont 1 175 608 € d'apport en nature, et 5 648 320,73 € en numéraire calculée sur la base du montant estimatif des travaux, soit 123,06 € HT par m² de surface de plancher autorisé.

Ainsi, le reste à charge prévisionnel pour les collectivités s'élève à 6 876 480€.

Le programme des équipements publics comprend :

- Des travaux liés à l'aménagement de voirie (maîtrise d'ouvrage métropole)
 - Aménagement du carrefour d'accès sur la RD
 - Création d'une voie de desserte primaire de 492ml
 - Création d'une promenade belvédère de 745ml
 - Création d'espaces verts sur la promenade
 - Création d'une placette
 - Extension voie primaire pour raccordement sur chemin des oiseaux 110ml
- Des travaux liés à la desserte en réseau : eau potable, eaux usées, assainissement, ERDF (maîtrise d'ouvrage métropole)
- La construction d'un groupe scolaire et le développement de berceaux (maîtrise d'ouvrage ville)

La répartition entre la Métropole et la commune de Vitrolles des dépenses prévisionnelles du PUP et des

recettes prévisionnelles affectées conformément au contrat de PUP en vigueur est la suivante :

	METROPOLE		VILLE		TOTAL GENERAL	
	Dépenses métropole HT	Recettes métropole HT	Dépenses Ville HT	Recettes ville HT	Dépenses HT	Recettes HT
1-IRD et AMENAGEMENT ESPACES PUBLICS	4 593 276	3 553 873			4 593 276	3 553 873
2-EQUIPEMENTS PUBLICS DE SUPERSTRUCTURE			7 300 000	2 400 000	7 300 000	2 400 000
3-ACQUISITION FONCIERE			1 255 537	518 915	1 255 537	518 915
4-FRANS DIVERS (MOD: Frais financiers, ...)	339 096	229 779	212 500	121 361	551 596	351 140
TOTAL GENERAL DU PUP DES BORDS DE L'ETANG	4 932 372	3 783 652	8 768 037	3 040 276	13 700 409	6 823 928

Les dépenses engagées par la commune à la date du transfert

La commune a versé un montant de 225 000 € TTC à la SPLA du Pays d'Aix. Ce montant correspond à l'avance octroyée dans le cadre de la convention qui leur a été confiée pour la réalisation des travaux.

La commune a également confié une prestation de référencement de réseaux avant travaux sur la RD20 dans le cadre du PUP et s'est ainsi acquittée d'une facture d'un montant de 3 780€ TTC.

A l'arrêt des comptes, le montant des dépenses de la Commune relatives à l'opération est de 228 780€ TTC. La métropole prendra à sa charge ces dépenses en remboursant ce montant à la ville de Vitrolles, les recettes du PUP affectées à ces dépenses étant perçues par la Métropole.

Les recettes perçues par la commune à la date du transfert

La commune de Vitrolles a délivré plusieurs permis de construire aux opérateurs et à ce titre a commencé à percevoir des participations au titre de la convention de PUP.

A l'arrêt des comptes, la commune a perçu un montant de 2 626 838,76 €.

La commune a également reçu la participation en nature pour le foncier évalué à 1 175 608€ HT par acte notarié. La commune conserve cet apport en nature (terrain d'assiette du groupe scolaire).

Conclusion du bilan financier

La commune ayant déjà :

- perçu un montant de 3 802 446,76€ de participations en nature et en numéraire au titre du PUP
- dépensé un montant de 228 780€ TTC

La Métropole est donc redevable à la Commune de 228 780€ TTC. Le remboursement sera effectué au plus tard le 30 septembre 2018.

La ville ayant perçu plus de participations que ce qui est prévu dans la répartition, un remboursement d'un

montant de 762 170€ sera versé par la Ville à la Métropole au plus tard le 30 septembre 2018.

Une autorisation de programme sera créée par délibération sur le BPMF Aménagement du Conseil de territoire du Pays d'Aix d'un montant de 5 640 000 euros en dépenses et d'un montant de 3 500 000 euros en recettes pour les dépenses à réaliser sur le budget général de la collectivité. Les dépenses et recettes en matière d'eau seront inscrites pour un montant équivalent de 70.000 € HT sur le budget annexe correspondant, le contrat de PUP prévoyant un financement à 100% de ces dépenses. De manière identique, les dépenses et recettes en matière d'assainissement seront inscrites pour un montant équivalent de 230.000 € HT sur le budget annexe correspondant, le contrat de PUP prévoyant un financement à 100% de ces dépenses.

III. Le bilan patrimonial

La convention PUP prévoit un apport en nature du foncier par l'opérateur correspondant à l'assiette de la voirie et au foncier nécessaire à la construction de l'école. Cet apport a été valorisé à 1 175 608€ HT. Le transfert de propriété à la commune de Vitrolles est entériné par acte authentique.

Au vu du planning prévisionnel des travaux, les travaux voirie devraient être finalisés avant le transfert de la Voirie à la Métropole, la voirie sera remise à la commune.

En conséquence de quoi, il n'y aura pas de foncier à transférer dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur des Bords de l'étang Quartier du Lion à Vitrolles.

IV. Les marchés et contrat en cours

Au titre de l'article L5217-5 du CGCT, la Métropole est substituée de plein droit pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres [...], dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que pour toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Le transfert de l'opération entraîne de droit le fait que les contrats soient transférés et exécutés dans les conditions antérieures.

En l'espèce, la Métropole devient titulaire à la date du transfert :

- du contrat de PUP et des conventions signées
 - o avec la société SNC CODEDIM PROVENCE le 3 juillet 2015 et une deuxième intervenue le 15 décembre 2017 (correspondant aux tranches 1 et 3 du PUP)
 - o Avec la société SNC Provence Etoile (représentée par la SNC Cogédim Provence) le 14 décembre 2017 (tranche 2 du PUP)

La Métropole fera le nécessaire auprès de SNC COGEDIM pour percevoir le versement du solde de la participation prévisionnelle d'un montant de 3 021 481€.

Un protocole d'accord sera conclu entre la Commune et la Métropole pour fixer les conditions de mise en œuvre du programme des équipements publics prévus dans le PUP.

- de la convention signée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics de l'opération des Bords de l'Etang, notifiée à la SPLA le 30 décembre 2015. La Métropole devra versée à la SPLA, sur justification, le solde de la convention à l'issue du transfert.
- De plus, un avenant tri-partite sera conclu avec la SPLA pour acter de ce transfert et organiser les conditions de suivi du chantier et la réception des ouvrages.

V. Les contentieux en cours

Il n'y a pas de contentieux en cours sur cette opération.

Ainsi, il convient d'acter les modalités financières et patrimoniales du transfert de l'opération « PUP secteur des Bords de l'Etang – Quartier du Lion » sur la commune de Vitrolles. Les flux financiers interviendront dans le strict respect des obligations en matière de TVA tant du point de la Commune que de celui de la Métropole.

Par ailleurs afin d'établir et fixer les engagements respectifs de la commune de Vitrolles et de la Métropole et les modalités partenariales pour la mise en œuvre et le suivi de l'opération d'aménagement, il a été convenu de signer un protocole d'accord annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt Métropolitain ;
- Que l'opération répond à des enjeux structurants mettant en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville ;
- Que l'opération prend en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, en accord avec la commune de Vitrolles, le transfert de l'opération d'aménagement « PUP secteurs des Bords de l'Etang » à la Métropole dont le périmètre figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Est acté le transfert effectif de cette opération à compter de la date la plus tardive du retour du contrôle de légalité des délibérations de la Commune et de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole d'accord entre la Métropole et la Commune formalisant les engagements des parties pour la mise en œuvre du PUP secteurs des Bords de l'Etang à Vitrolles.

Article 4 :

Est approuvé le remboursement à la commune de Vitrolles par la Métropole d'un montant de 228 780 € au plus tard le 30 septembre 2018.

Article 5 :

Est pris acte de l'engagement à venir de la commune de Vitrolles consistant à rembourser au plus tard au 30 septembre 2018 à la Métropole un montant de 762 170€.

Article 6 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018 (BPMF Aménagement du CT du Pays d'Aix) les crédits de paiement nécessaires :

- en dépense, nature 238 pour un montant de 1 105 000 €
- en recette, nature 1348 pour un montant de 1 191 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-4188/18/CM

■ Approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau MET 18/7679/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence «définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme», en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Il convient donc de dresser le bilan patrimonial et financier de l'opération afin de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Commune des Pennes Mirabeau sera prise pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières 1 à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 32 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1^{er} juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 du 23 novembre 2016.

Le projet vise à créer une continuité urbaine en cohérence avec le cadre général naturel et urbain existant. Il s'agit d'un véritable « morceau » de ville avec une diversité des espaces. L'organisation spatiale visera à assurer le lien avec le village et le tissu urbain limitrophe. Dans cet esprit, un concours d'urbanistes a été organisé par la SPLA en 2016 et une équipe pluridisciplinaire a été retenue par un jury présidé par le Maire des Pennes Mirabeau : l'équipe de CFL Architecture composée d'un architecte urbaniste, un paysagiste, un bureau d'études techniques (Egis) et un bureau d'études environnement (Symoé). Durant l'année 2017, la SPLA Pays d'Aix Territoires et l'équipe de CFL Architecture ont piloté les études urbaines permettant de fixer le programme d'équipements de la ZAC, finalisé le schéma d'aménagement, proposé un phasage et un bilan financier. L'ensemble de ces éléments a conduit à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC fin 2017.

Dans les grandes lignes le dossier prévoit

- Un programme de constructions prévisionnel total d'environ 100.000 m² de surfaces de plancher permettant la réalisation d'environ 1000 logements.

- Environ 6000 m² de sdp pour les commerces et activités en front de RD113.
- Un Programme mixte avec 30% de logements sociaux, 10% d'accession, et 60% de libre avec une mixité des formes urbaines : habitat individuel, individuel groupés et petits collectifs.
- Des équipements publics : un groupe scolaire, une maison intergénérationnelle.
- Des aménagements paysagers qualitatifs le long des principales voiries.
- Des aménagements en lien avec le BHNS et les liaisons vers les quartiers limitrophes.

Par ailleurs, depuis 2007, le site de Pallières fait l'objet d'un partenariat conclu entre l'EPF PACA, la commune des Pennes-Mirabeau et le Pays d'Aix afin d'assurer une démarche de veille foncière sur le secteur. À cet égard, une convention d'anticipation foncière a été signée en 2007 entre ces trois acteurs. Ce conventionnement a permis à l'opérateur foncier de maîtriser sur l'ensemble du secteur, environ 6 hectares de foncier.

Par la suite, il est apparu nécessaire que l'EPF PACA poursuivre sa mission foncière par la mise en œuvre d'une procédure de déclaration d'utilité publique travaux. Ainsi, en janvier 2017, a été adoptée une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation afin que l'opérateur foncier conduise les acquisitions foncières en étant bénéficiaire de la procédure d'expropriation. S'agissant des principales modalités juridiques et financières de la convention, la Métropole Aix-Marseille Provence se porte garante des biens acquis par l'EPF PACA. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 20 M€. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Ainsi dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération, il a été décidé que l'EPF PACA continuerait sa mission foncière sur l'opération notamment par la mise en œuvre du dossier de DUP travaux.

II. Bilan Financier

Le traité de concession entre la commune des Pennes Mirabeau et la SPLA Pays d'Aix Territoires, complété par son avenant n°1, prévoit une participation du concédant à l'opération de 405.902 €, affectée au financement des études pré-opérationnelles. Cette participation a été entièrement versée par la commune des Pennes Mirabeau à ce jour. Le CRAC 2017 (compte rendu d'activités du concessionnaire) de l'opération approuvé au conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires le 18 Avril dernier présente un bilan d'opération équilibré avec un total dépenses et recettes de 43,5 M d'€ HT. La SPLA a prévu de recourir à l'emprunt pour financer les premiers travaux de viabilisation qui démarreront en 2020.

Cependant, il est nécessaire de réaliser certaines études techniques préalablement aux travaux d'aménagement, notamment le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, et de désigner l'équipe d'ingénierie en charge du dossier techniques des ouvrages niveau DCE. Aussi, il sera proposé de verser une avance trésorerie remboursable de 300.000 € à la SPLA dès l'année 2018, sous réserve de la disponibilité des crédits au BPMF Aménagement du CT2, afin de garantir le planning de réalisation de l'opération.

III. Bilan patrimonial

Afin de maintenir à la fois la dynamique foncière engagée mais également la logique opérationnelle, il a été souhaité par l'ensemble des partenaires que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le périmètre de l'opération d'aménagement. La mission d'acquisition des terrains que cela soit à l'amiable ou par voie d'expropriation est donc dévolue à l'EPF PACA par le biais de la convention d'intervention foncière existante sur la ZAC. La délégation du droit de préemption à l'EPF PACA est totale sur le périmètre, l'exercice du droit de priorité lui est également délégué en vertu des dispositions de l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme.

En vue d'assurer la maîtrise totale du foncier de la ZAC, une procédure de Déclaration d'Utilité Publique a été initiée suite à l'approbation du dossier de réalisation en vue d'une expropriation dont le bénéficiaire sera l'EPF PACA.

Il est également prévu dans le traité de concession que l'EPF PACA s'engage à céder des îlots fonciers au fur et à mesure de leur maîtrise sur la base d'un planning préalablement défini. La SPLA s'engageant de son côté à racheter le foncier à l'EPF selon des modalités à définir dans une convention tripartite à établir.

Par ailleurs, la commune des Pennes Mirabeau dispose de foncier dans le périmètre de la ZAC. Les parcelles propriété de la commune, CO 142-140-141-107-147-529-530-40-225 représentant une surface totale de 25 571m² sont libres de toute occupation. Les parcelles communales CO 533-531-532 sont occupées par du bâti. Le traité de concession (y compris dans sa forme modifié suite au transfert de la ZAC) ainsi que le bilan prévisionnel de la ZAC prévoit le rachat par l'aménageur des terrains nécessaires à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement. Il conviendra, en concertation entre commune, Métropole et SPLA de définir les conditions précises de ce rachat.

IV. Les marchés et contrat en cours

Au titre de l'article L5217-5 du CGCT, la Métropole est substituée de plein droit pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres [...], dans l'ensemble des droits et obligations attachés

aux biens mis à disposition [...] ainsi que pour toutes leurs délibérations et tous leurs actes.
Le transfert de l'opération entraîne de droit le fait que les contrats soient transférés et exécutés dans les conditions antérieures.

En l'espèce, les seuls contrats existants sur cette opération sont le contrat de concession entre la commune et la SPLA et la convention d'intervention foncière avec la Métropole et l'EPF PACA. Aussi afin de garantir l'association et le co-pilotage de l'opération d'aménagement par la commune et la Métropole, il a été convenu entre les parties qu'un avenant au traité de concession d'une part, substituera la métropole à la commune en tant que concédant de l'opération et d'autre part intégrera la Métropole dans les organes de suivi de la ZAC (Comité technique et comité de pilotage) aux côtés de la commune des Pennes Mirabeau et de la SPLA. Cet avenant sera présenté à un prochain Bureau de la Métropole.

V. Les contentieux en cours

Suite au lancement de la procédure de ZAC par la commune des Pennes Mibrebeau, par délibération 38X15 du 26 février 2015, le conseil municipal a tiré le bilan de la concertation et par délibération 39X15 du 26 février 2015, le conseil municipal a décidé la création de la ZAC des Pallières II.

Monsieur Poussel, Madame Zografou, Monsieur Fabien, Madame Lombardo, ont adressé un recours gracieux à la commune le 19 janvier 2017, à l'encontre des délibérations susvisées, auquel une décision explicite de rejet leur a été opposée le 30 janvier 2017.

Par requête enregistrée par le Greffe du Tribunal administratif de Marseille sous le n°1701570-2 le 6 mars 2017, les requérants ont sollicité du Tribunal administratif de Marseille l'annulation des délibérations 38X15 et 39X15 du 26 février 2015 ainsi que de la décision explicite de rejet du recours gracieux.

Par jugement du 19 février 2018, le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la requête de Monsieur Poussel et autres.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il convient d'acter les modalités financières et patrimoniales du transfert de la ZAC Pallières 2 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt Métropolitain
- Que l'opération répond à des enjeux structurants mettant en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville
- Que l'opération prend en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, en accord avec la Commune des Pennes Mirabeau, le transfert à la Métropole de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain dénommée ZAC Pallières II dont le périmètre figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Est acté le transfert effectif de cette opération à compter de la date la plus tardive du retour du contrôle de légalité des délibérations de la Commune et de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-4189/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la gestion des plans locaux d'urbanisme du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/7424/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

A ce titre, la Métropole pourra achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (art. L. 153-9, I C. Urb.).

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire. Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1^{er} janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Aussi, pour assurer ces missions, il convient donc de créer une opération d'investissement permettant de faire appel à des bureaux d'études et de leur confier la réalisation de certaines prestations relatives à la gestion des Plans locaux d'urbanisme. L'opération d'investissement n° 4581184008 « Gestion des Plans locaux d'urbanisme » inscrite à l'état spécial de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184064BP du programme 06 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 485 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 4581184008 « Gestion des Plans locaux d'urbanisme » du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour un montant 485 000€ T.T.C rattachée au programme 06 « urbanisme et foncier » Code AP 184064BP.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 215 000€ T.T.C
CP 2019 : 195 000€ T.T.C
CP 2020 : 75 000€ T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Etat spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, sous politique C120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-4190/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la ZAC Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession
MET 18/7404/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

La concession d'aménagement a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la

Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant n°21 approuvé par le conseil de la Métropole lors de la séance du 17 Octobre 2016 la durée de la concession a été prorogée de deux années portant son échéance au 12 Mars 2019.

La délibération du conseil de la Métropole du 13 Juillet 2017 a approuvé le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°22 prévoyant la participation d'équilibre de l'opération restant à la charge de la Métropole d'un montant de 1 779 730 euros et la participation aux équipements publics (voies nouvelles) de 1 682 320 Euros TTC.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°23 à la concession.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2019, les emprises occupées par les chantiers de constructions n'étant libérées qu'à cette date. La voie nouvelle reliant le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin en surplomb du site et la voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin sont en service depuis janvier 2017.

L'activité sur l'exercice 2017

La Soléam a réalisé les aménagements de la plateforme logistique du Dôme après la démolition du local de stockage remplacé par une structure provisoire dans l'attente de la livraison et de

l'aménagement du local acquis dans l'opération d'AMETIS.

Le programme «la Calanque» à dominante de logements (28 682 m²SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

Le programme de logements «le Patio des Chartreux» (7137m² SDP) de l'architecte André Stern et le programme d'Hôtel «le Décisium» (5430m²SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL ont démarré début 2017 pour une livraison prévue en Mai 2019.

Les perspectives 2018 et suivantes

Une nouvelle liaison entre le bd St Bruno et la station de métro sera étudiée suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique et des gestionnaires des équipements publics d'ouvrir un passage public entre le Dôme et le bâtiment du conseil départemental qui générerait un risque en matière de sécurité des personnes.

La réalisation d'un parking public sur le terrain sis au 42 avenue de St Just sera étudiée.

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- les travaux de finition de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard ST Bruno.
- les derniers travaux liés à la zone logistique du Dôme avec la construction d'une salle de restauration et l'aménagement du local acquis par la Ville dans l'opération AMETIS,
- le renforcement du mur du centre de tri de la poste suite à la démolition de la construction mitoyenne.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2017

Les dépenses :

- sur l'exercice écoulé les dépenses s'élèvent à 2 310 957 euros TTC (y compris la TVA de 25 512 euros) en diminution de 1 046 678 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :
 - 1 347 988 euros TTC pour le foncier correspondant à la régularisation d'un acte notarié avec la Ville de Marseille ; ce poste est en diminution de 164 076 euros en raison de l'abandon de l'acquisition du parking du centre de tri,
 - 8 208 euros TTC d'études générales, en diminution (-45 780 euros) par rapport au prévisionnel en lien avec le report des interventions du géomètre et des missions de bureaux d'études non reconduites,
 - 883 929 euros TTC pour les travaux et honoraires en diminution (- 898 031 euros) par rapport au prévisionnel en raison

principalement du report de travaux de la zone logistique dont le projet de réaménagement a évolué et de l'abandon des travaux prévus en 2017 sur le centre de tri suite à la suspension de la négociation avec Poste Immo,

- 7 414 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+409 euros) qui restent globalement stables,
 - 37 894 euros TTC de rémunérations en diminution (-38 788 euros) en lien avec la diminution des dépenses de travaux et des recettes de cession constructeurs,
 - et 12 euros TTC pour les frais financiers en diminution (-1 612 euros), la trésorerie étant moins déficitaire que prévue.
- état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 979 136 euros) s'élèvent à 22 333 324 euros TTC, soit 91 % du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :
- 9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,
 - 1 212 617 euros TTC pour les études soit 95% du budget études total prévisionnel,
 - 7 944 870 euros TTC pour les travaux soit 79% du budget travaux total prévisionnel,
 - 870 218 euros TTC pour les dépenses annexes soit 96 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,
 - 1 417 914 euros TTC de rémunérations soit 90 % du budget rémunération total prévisionnel,
 - 119 218 euros TTC pour les frais financiers soit 95% du montant total prévisionnel des frais financiers.
- Au terme de la concession, le montant global des dépenses estimées à 24 402 620 euros TTC (y compris la TVA de 603 391 euros) est en diminution de 188 117 euros TTC par rapport au bilan précédent, et se répartit ainsi :
- 9 789 352 euros TTC pour le budget foncier (40% du total des dépenses) en diminution de 164 076 euros en raison de l'abandon de l'acquisition du parking du centre de tri
 - 1 275 933 euros TTC pour le budget études générales (5,2 % du total des dépenses) en diminution (-18 000), les études d'extension des bureaux du Dôme ne sont pas poursuivies car les prescriptions de la zone inondable trop contraignantes remettent en question ce projet.
 - 10 124 666 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (41 % du total des dépenses) en augmentation de 70 687 euros TTC due principalement à un ajustement des estimations des travaux restant à réaliser pour

le Dôme. Les dépenses économisées du fait de l'abandon des travaux prévus sur le centre de tri de la poste sont venues alimenter un budget affecté à la réalisation d'un parking public et au confortement du mur pignon de la poste suite à la démolition du bâtiment mitoyen.

- 1 572 880 euros TTC de rémunérations (6,4% du total des dépenses) en diminution de 56 865 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,
- 911 398 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,7 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 31 467 euros en lien avec la prorogation de deux ans de la concession.
- et 125 000 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

Les recettes :

➔ Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant de 615 808 euros TTC correspondent aux produits divers et financiers pour 3 808 euros et au versement de la participation de la Métropole au titre des équipements publics pour 612 000 euros.

La cession du terrain mitoyen du centre de tri (montant prévisionnel de 190 800 euros) n'a pas eu lieu, les négociations avec Post-Immo n'ayant pas abouti.

➔ Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 22 164 570 euros TTC dont :

- 18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,
- 678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,
- et 2 614 388 euros TTC de participations des Collectivités soit 54% des participations totales.

✓ Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 402 620 euros TTC en diminution de 188 117 euros TTC par rapport au CRAC précédent et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,7% des recettes totales) qui sont en augmentation de 2 683 Euros TTC en lien avec la trésorerie de l'opération,
- les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (77,3% des recettes totales) en diminution de 190 800 euros correspondant à l'abandon de cession du terrain mitoyen du centre de tri,
- la participations des collectivités d'un montant de 4 852 438 euros TTC (20% des recettes totales) inchangé par rapport au précédent CRAC qui est réparti de la manière suivante :

1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,

1 779 730 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan (2018 : 1 000 000 euros, 2019 : 779 730 euros)

1 682 320 euros à verser par la Métropole au titre de voiries nouvelles (1 224 000 euros déjà versés, solde en 2018 pour 458 320 euros)

La trésorerie et la TVA

Le solde cumulé de trésorerie de l'opération est négatif (-168 754 euros) au 31 décembre 2017 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 603 391 euros, en diminution de 47 934 euros par rapport au précédent CRAC

Avenant à la concession

L'avenant 23 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet la prorogation de deux ans de la durée de la concession portant son échéance au 12 mars 2021 pour mener les travaux de parachèvement des voiries conditionnés par la finition du gros œuvre des constructions. Cet avenant acte l'échéancier des versements de la participation par la Métropole en 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint-Just arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2017 ci-annexé.

Article 2 :

La participation des collectivités à l'équilibre du bilan s'élève à 4 852 438 euros, inchangée en regard du bilan précédent dont 1 390 388 euros déjà versés par la Ville de Marseille.

Est approuvée la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 779 730 euros qui sera versée selon l'échéancier suivant :

2018 : 1 000 000 euros

2019 : 779 730 euros

Est approuvée la participation de la Métropole à la réalisation des voies d'accès à la ZAC entre le boulevard Fleming, le boulevard Meyer et le bd Maréchal Juin d'un montant de 1 682 320 euros TTC dont 1 224 000 euros sont déjà versés et le solde de 458 320 euros est à verser en 2018.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant 23 à la convention d'aménagement T1600913CO (ex n°90/108) qui proroge de deux ans la durée de la concession portant son échéance au 12 Mars 2021 et qui acte l'échéancier du paiement des participations de la Métropole à l'opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-4191/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession et de l'avenant 3 à la convention d'avance
MET 18/7434/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de logement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de logement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions d'euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de logement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du logement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la

convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 a augmenté la participation d'équilibre de 271 637 euros, soit un montant de 22,15 millions d'euros en raison de la modification du programme de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Dans ce cadre un avenant n°18 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et de proroger d'une année la concession. A cette occasion la convention d'avance conclue entre la Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros a été transférée à la Métropole avec un remboursement de l'avance en 2017.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a augmenté la participation d'équilibre de 109 424 euros, soit un montant de 22,26 millions d'euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création entre autres d'une

mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des ouvrages). Dans ce cadre un avenant n°19 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et un avenant 2 de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2018.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2017 a permis de réaliser les travaux d'élargissement de la rue Charles Allé préalablement à l'ouverture du groupe scolaire, la phase de concertation concernant le projet immobilier restant à réaliser avec la SCI Régent, ainsi que d'entamer les missions liées à la rétrocession des ouvrages.

Pour les années à venir, il est prévu de finaliser la rétrocession des voies à la Métropole, ainsi que de réaliser la requalification de la rue Rège suite à la réalisation du programme immobilier restant.

La signature de l'acte authentique avec la SCI Régent, ainsi que la cession du bien situé 9 rue Blanche sera effectuée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2017 s'élève à 146 038 euros, en diminution de 59 236 euros.

- Les dépenses foncières / études générales s'élèvent à 3 689 euros correspondant au montant estimé au CRAC 2016 pour la mission d'urbaniste conseil.

- Les dépenses de travaux s'élèvent à 18 355 euros, en augmentation de 2 779 euros. Cette augmentation est liée aux travaux d'élargissement de la rue Charles Allé.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 21 823 euros, en diminution de 50 040 euros en raison d'un report de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des voies, ainsi qu'à la baisse du montant lié à la concertation pour le projet de la SCI le Régent.

- La rémunération s'élève à 102 171 euros, en baisse de 10 864 euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2017 s'élève à 67 636 654 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 98,7% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2017 s'élèvent à 45 026 478 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2017 s'élèvent à 10 926 465 euros, soit un taux d'avancement de 96% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses annexes y compris la rémunération et les frais financiers au 31 décembre 2017 s'élèvent à 11 683 711 euros, soit un taux d'avancement d'environ 96,2% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 74 246 164 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 026 713 euros, soit 60.6 % du coût de l'opération

- Travaux : 11 386 569 euros, soit 15,3 % du coût de l'opération

- Dépenses annexes y compris rémunération et TVA : 15 316 229 euros, soit 20,6 % du coût de l'opération

- Frais Financiers : 2 516 653 euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 300 491 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par les travaux liés à la rétrocession des ouvrages et à la requalification de la rue Rège.

Recettes :

Sur l'exercice 2017 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 1 503 euros en baisse de 95 Euros par rapport aux prévisions. Il s'agit de recettes liées aux produits de gestion et produits financiers.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2017 s'élève à 47 939 033 euros (hors

participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 92,9% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2017 s'élèvent à 45 174 485 euros, soit 87,6% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2017 s'élèvent à 740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2017 s'élèvent à 1 407 118 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 580 891 Euros, en baisse de 104 845 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2016.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 809 145 Euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant baisse de 93 790 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2016 en raison d'une diminution des recettes de cessions relatives à l'opération de la SCI Régent et au 9 rue Blanche.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion et financier, s'élève à 1 407 118 Euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant diminue de 248 euros par rapport au CRAC précédent.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'ilot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 7 200 euros, les produits divers pour un montant de 616 473 euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 665 270 euros, en hausse de 405 335 euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 euros.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole, désormais concédant, est porté de 709 955 euros à 1 115 290 euros, dont 500 832 euros ont été versés en 2017.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2017, la trésorerie de l'opération se situe à 111 825 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2018 est fixé à 3 168 644 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Prorogation :

Il est proposé de proroger la concession de 3 années supplémentaires pour permettre la réalisation des travaux de requalification de la rue Rège qui seront réalisés postérieurement aux travaux de construction du programme du Régent.

Avenant n°20 :

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil métropolitain un avenant au traité de concession en vue de proroger la concession de 3 années supplémentaires et de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier du versement du solde comme suit :

- 2018 : 209 123 euros

- 2019 : 405 336 euros

Avenant n°3 à la convention d'avance :

La convention d'avance passée initialement entre la Ville de Marseille et la SOLEAM a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence par délibération du 17 octobre 2016 (avenant n°1) avec un remboursement de l'avance de 3 000 000 d'euros par la SOLEAM à la Métropole en 2017.

Ce remboursement a été repoussé en 2018 par un avenant n°2 à la convention d'avance. Il sera effectué en 2019 après commercialisation du dernier terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM, l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement et l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet établi par la SOLEAM au 31 décembre 2017 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 74 246 164 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet, ci-annexé, pour acter :

- l'augmentation de la participation d'équilibre de 22 259 935 euros à 22 665 270 euros

- le nouvel échelonnement du versement de la participation par la Métropole d'un montant de 1 115 290 euros, 500 832 euros ayant été versés en 2017, selon l'échéancier suivant :

209 123 euros en 2018
405 336 euros en 2019

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie, ci-annexé, décalant le remboursement de l'avance au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une année.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer les avenants et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-4192/18/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée MET 18/7400/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/00, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En 2018, une candidature à l'étape 3 du label Ecoquartier sera déposée.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global de construction la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont été réalisés.

L'aménageur a commercialisé 19 520 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Le reste de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs. L'aménageur a également commercialisé environ 8000m² de surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2017, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire et achevée en 2016.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste «mise en état des sols».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° 17/3923/CM du 13 juillet 2017. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC était en augmentation de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voirie s'élevait à 1 928 518 euros TTC. Cette participation s'est substituée à celle prévue dans la convention tripartite n°15/1885 abrogée. Elle était en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier CRAC du fait d'un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages de l'Allée des Calanques et du parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que de l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2017 et perspectives pour les années à venir :

En 2017, l'aménageur a finalisé l'acquisition auprès d'HMP d'une emprise de terrain de 89 m2 formant partie de la Voie U590 (rue Yann de l'Ecotais) récemment aménagée par SOLEAM.

Un dossier d'enquête préalable à la DUP a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017 pour mettre en œuvre plusieurs acquisitions foncières liées à la réalisation du Parc de la Jarre, au bouclage de l'impasse Karabadjakian sur le chemin du Roy d'Espagne et à la réalisation de l'Allée des Calanques. Ce processus de maîtrise foncière fera également l'objet en parallèle de négociations amiables auprès des propriétaires.

Il est envisagé en 2018 de finaliser les acquisitions de reliquats fonciers à l'angle de l'Avenue de la Jarre et de la rue Irène Calmettes (V6) ainsi qu'à l'angle de l'avenue de la Jarre et de la traverse Valette (V7) afin de terminer l'aménagement de ces voies.

Au cours de l'année 2017, le Groupement Guillermin/A&TU missionné par SOLEAM a engagé les différentes phases de conception de l'aménagement de la portion de l'Allée des Calanques traversant la ZAC, du traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, du retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas », du parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre au droit des nouveaux programmes immobiliers « La Madrague » et le « Parc de Manon » ainsi que des missions complémentaires liées au montage du dossier de DUP. Au cours de l'année 2018 ces études se poursuivront en lien avec les services de la Métropole et de la Ville de Marseille pour une mise en œuvre sur les années 2019 et 2020.

En 2017, le bureau d'études Opsia a été missionné pour concevoir une aire de stationnement sur l'îlot UzjE4, permettant de répondre aux divers besoins de la partie Est de la ZAC ainsi qu'aux futurs utilisateurs du Parc de la Jarre. Cette conception se poursuivra en 2018 en vue d'une réalisation au premier trimestre 2019.

Une étude de capacité et une fiche de lot ont été réalisées par la société Territoires Urbains en 2017 en vue de la commercialisation de l'îlot UzjC6, relatif à une opération d'environ 40 logements, situé à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes. Le processus de commercialisation sera engagé en 2018 par le biais d'une consultation ouverte auprès de promoteurs. Afin de s'inscrire dans la démarche Ecoquartier engagée sur le secteur, des objectifs de qualité environnementale ambitieux seront poursuivis dès l'appel à projet.

En ce qui concerne les travaux, le parachèvement d'une portion de l'Avenue de la Jarre au droit des Résidences Parc de Manon et la Madrague, initialement prévus en 2017 a été décalée en 2018.

Par ailleurs, un problème de raccordement au trottoir de l'opération immobilière «La Madrague » a nécessité, fin 2017, de réaliser des travaux de reprise

imprévus.

Les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la Serre, située dans l'enceinte du futur Parc, ont été effectués en 2017 pour un montant de 100 836 euros TTC. Parallèlement, Marseille Rénovation Urbaine en charge de la conduite du PRU a engagé au travers d'une démarche innovante d'appel à idées, un processus permettant d'associer largement les acteurs du quartier afin d'imaginer le devenir de ce lieu, faire émerger des propositions et trouver de nouveaux usages au plus proche des attentes et des besoins de la population. Plusieurs propositions ont été remises début 2017 autour de plusieurs axes qui s'inscrivent dans la démarche Ecoquartier et du renouvellement urbain du territoire : vivre ensemble, culture, économie sociale et solidaire, nature en ville.

Cet appel à idées a permis de nourrir la réflexion de la collectivité pour permettre l'émergence d'un projet sur ce bâtiment, via des propositions d'habitants et d'acteurs. Ce processus se poursuivra sur 2018 et 2019 en lien avec Marseille Rénovation Urbaine.

Sur l'îlot UzjC6, des démolitions ont été engagées ainsi qu'un retrait de terres contenant des dépôts amiantés sur le foncier acquis pour le futur parc urbain.

Au regard des échéanciers d'obtention de la déclaration d'utilité publique, dont le dossier a été déposé fin 2017, ainsi que de la mise en œuvre des travaux d'aménagement, notamment l'Allée des Calanques, il est proposé de proroger de 2 années la durée de la concession soit jusqu'au 6 avril 2022.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 216 711 euros TTC, en baisse de 68 493 euros par rapport aux prévisions, ce qui est dû principalement au report en 2018 des travaux de parachèvement d'une portion de l'avenue de la Jarre pour un montant de 64 388 euros ainsi qu'une économie d'environ 13 000 euros sur les travaux de démolitions liés aux emprises du Parc urbain.

Par ailleurs, 9 112 euros n'ont pas été dépensés sur le budget Etudes du fait notamment de la réalisation directe par l'aménageur du dossier de déclaration d'utilité publique et du décalage de la facturation sur l'année 2018 de l'étude réalisée sur l'îlot UzjC6.

D'autre part, des travaux de voirie imprévus liés au raccordement du programme « La Madrague » ont nécessité une dépense de 24 710 euros. Une dépense de 5 647 euros est à noter sur le budget dépenses annexes lié à la mise en sécurité et au nettoyage du terrain composant l'îlot UzjC6.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 18 676 220 euros TTC soit 70 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 611 554 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses Etudes : 727 342 euros soit 95% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 821 707 euros soit 51% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses démolitions : 694 558 euros soit 94% du budget prévisionnel à terme,

- dépenses annexes : 505 813 euros soit 90% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses rémunération : 1 640 690 euros soit 73% du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 26 491 633 euros TTC (23 497 437 € HT). Il se répartit entre :

- budget foncier : 9 946 699 euros soit 42% du coût de l'opération ;
- budget Etudes : 766 819 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 1 511 927 euros soit 43% du coût de l'opération ;
- budget démolitions : 737 693 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 599 681 euros représentant 2% du coût de l'opération ;
- rémunération : 254 257 euros représentant 8% du coût de l'opération ;
- frais financiers : 674 557 euros soit 2% du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 629 768 euros HT par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie notamment par :

- une baisse de 1 773 794 euros HT du budget foncier lié à l'ajustement du projet du parc de la Jarre qui permet d'envisager l'acquisition partielle de la parcelle C19 au lieu de sa totalité comme envisagé initialement, à l'ajustement du coût des acquisitions pour les emprises de l'Allée des Calanques, à la suppression du poste prévision pour préemption du fait que toutes les acquisitions sont déjà engagées.

- une augmentation de 2 512 euros HT du budget études, augmentation qui résulte de la réaffectation du poste initialement prévu pour la constitution du dossier de DUP vers d'une mission d'Architecte conseil concernant la conception d'une fiche de lot et de suivi d'un futur permis de construire sur l'îlot UzjC6 localisé à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes ainsi que d'une augmentation du poste études diverses concernant divers diagnostic à prévoir.

- une augmentation de 2 206 444 euros HT du budget travaux qui résulte essentiellement de la décision d'inscrire un budget pour un projet de réaménagement paysager du bassin de rétention afin d'envisager une meilleure intégration à son environnement et au futur parc de la Jarre mitoyen, de la création d'un poste

aléas liés aux provisions de surcoûts pour les aménagements des espaces publics projetés, d'une augmentation du budget concernant le parking sur UzjE4 lié à l'estimation réalisée par le Moe, de l'augmentation du poste honoraires techniques.

- une augmentation de 26 490 euros du budget démolition lié au rajout d'une provision pour les démolitions de bâtiments annexes, non prévues, nécessaires sur l'îlot UzjC6

- une augmentation de 66 306 euros du budget dépenses annexes qui a été réévalué.

- une augmentation de 101 810 euros du budget rémunération qui suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération. Il est soumis par avenant au présent CRAC la demande de l'aménageur de percevoir une rémunération forfaitaire de 5 000 euros pour les dossiers acquis par SOLEAM à l'euro symbolique.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 1 201 442 euros TTC avec un écart à la baisse de 999 106 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû au report du versement d'une partie de la participation de la Métropole liée à l'aménagement de l'Allée des Calanques et voiries connexes, initialement prévue d'être versée en 2017. Une partie de cette participation sera versée à partir de 2019 en cohérence avec la mise en œuvre des travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 : le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole s'élève à 16 619 909 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 84% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

- cession à la Ville de l'emprise du parc : 2 960 000 euros soit 79 % du budget prévisionnel à terme,

- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 546 237 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme étant donné qu'il n'est plus attendu de mise en œuvre d'opérations sur les terrains privés non maîtrisés par l'aménageur,

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 19 768 154 euros TTC (17 988 561 euros HT) hors participation du concédant, en augmentation de 1 386 375 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette augmentation résulte de l'intégration de deux cessions supplémentaires d'un montant global de 25 825 euros TTC pour les besoins en stationnement de la copropriété Castel Arénas ainsi qu'au bénéfice

d'un des copropriétaires.

Par ailleurs, la Serre de la Jarre acquise par SOLEAM en 2010 sera cédée à son prix d'acquisition, augmentée des travaux réalisés de mise hors d'eau/hors d'air, à la collectivité compétente une fois le projet défini.

La cession à la Ville de Marseille des biens nécessaires à la création du parc de la Jarre a été valorisée au prix d'acquisition en ce qui concerne les parcelles C335, C19, C307, C308, C315 ; au montant d'acquisition et des travaux à réaliser en ce qui concerne la voie permettant l'accès mutualisé à la zone technique du futur Parc et à la copropriété Castel Arenas.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs et cessions diverses: 11 111 890 euros (56% des recettes de l'opération)
- la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc de la Jarre : 4 110 028 euros (21% des recettes de l'opération)
- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 546 236 euros (23% des recettes de l'opération).

Participations constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2017 s'élève à 4 314 179 euros HT dont 28 129 euros HT reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros HT perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 4 848 041 euros TTC en baisse de 749 919 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier et 1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille, 1 550 041 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence en baisse de 750 553 euros du fait de la valorisation du foncier nécessaire au Parc de la Jarre à céder à la Ville de Marseille. L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 674 000 euros

Exercice 2021 et suivants : 876 041 euros

Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 1 966 857 euros TTC en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au dernier bilan. Cette augmentation concerne un ajustement relatif à l'aménagement de l'Allée des Calanques lié à la prise en compte de la rémunération du concessionnaire dans le coût de l'ouvrage.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est positif au 31 décembre 2017 pour un montant de 543 062 euros. Il reste positif sur 2018 avec versement de la participation d'équilibre et positif en 2019.

Un avenant n°21 est soumis à approbation, pour acter les évolutions des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement, pour proroger la durée de l'opération de deux ans, pour intégrer une rémunération du concessionnaire supplémentaire liée au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique. Deux dossiers font l'objet à ce jour d'acquisition à l'euro symbolique soit un montant de 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de la Jarre établi au 31 décembre 2017 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 848 041 euros TTC en baisse de 749 919 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier versés par la Ville de Marseille en 2015, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, 1 550 041 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence en baisse de 750 553 euros

L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 674 000 euros

Exercice 2021 et suivants : 876 041 euros

Article 3 :

Est approuvée la participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries pour un montant de 1 966 857 euros TTC en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au dernier bilan. L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°21 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement dont l'objet est d'acter les baisses des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement, de proroger la durée de la concession de deux ans, d'intégrer une rémunération forfaitaire supplémentaire du concessionnaire liée au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-4193/18/CM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession MET 18/7436/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et

n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

Le dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

PRESENTATION DE L'OPERATION :

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2856 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un «arc de la connaissance» qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Le quartier d'habitat du plateau de la Croix Rouge accueille plus de 1 600 logements et des équipements

publics majeurs (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Tous les terrains dédiés au logement sont commercialisés.

Les terrains restant disponibles pour l'activité devraient être commercialisés d'ici la clôture de la concession d'aménagement prévue en octobre 2022.

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 19 600 m² de terrains en friche correspondant à une dizaine de parcelles appartenant au Conseil Départemental, réparties sur le technopôle. Le Conseil Départemental, qui a été saisi dès juillet 2014 à ce sujet, semble favorable à la cession de ces fonciers mais ne s'est pas encore positionné officiellement.

- Commercialisation des droits à construire :

Au 31 décembre 2017, le cumul des constructions autorisées représente 408 000 m² sdp (soit 65,5% de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 208 000 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,5% de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 200 000 m² pour le logement (soit 85% de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

Déduction faite des terrains déjà affectés (en attente de signature de compromis de vente), la ZAC dispose encore d'un foncier commercialisable d'environ 6 Ha, dont 4 Ha (soit 66,5%) appartiennent à la SOLEAM et près de 2 Ha (33,5%) appartiennent au Conseil Départemental 13.

Ce foncier porte un potentiel constructible d'environ :

• 29 000 m² SDP pour l'activité qui devraient permettre d'atteindre à terme 237 000 m² SDP, soit 61% de l'objectif annoncé pour la ZAC et

• 500 m² SDP en logement qui devraient permettre d'atteindre à terme 200 500 m² SDP de logement, soit 85% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre à terme 437 500 m² SDP (activité et logement confondus), soit 70% des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à 90%. Il reste principalement à requalifier les équipements publics existants du cœur

du technopole (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public, etc), à réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (requalification du carrefour Max Planck/allée des Cytises et de l'allée des Maraîchers), à étudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade et à poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages.

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 15 classes (5 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille devrait intervenir en 2018 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2017) :

- Acquisitions :

La SOLEAM a engagé l'acquisition, auprès de la ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens. La signature de l'acte authentique est prévue en 2018.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2017, les sdp autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représente 3 900 m² dont :

- 0 m² sdp d'activité
- 3 900 m² sdp de logement (SNI sur terrains « arrière SERETE » et complément de programme SOGIMA allée des Maraîchers)

La SOLEAM a par ailleurs poursuivi le travail de re-écriture (clauses de retour et de revoyure, correction d'erreurs dans l'identification des surfaces à céder, etc...) du compromis de vente passé en 2014 avec l'Etat portant sur la cession d'environ 40 000 m² de foncier nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille. Cette cession gratuite a été approuvée par la délibération du Conseil Municipal n°15/0474/UAGP du 29 juin 2015. La signature d'un nouveau compromis de vente et l'agrément par la Métropole, initialement prévus en 2016 puis reportés en 2017 suite à plusieurs demandes de corrections émanant des services de l'Etat, interviendront en 2018.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2017 la SOLEAM a réalisé les travaux de sécurisation de l'accès à la copropriété « les jardins d'Athéna » et évacués les terres polluées déposées sur le terrain devant être cédé à Héliopolis3.

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2017 : 5 PC totalisant 13 543 m²

SDP, dont :

- Activité : 4 PC (Héliopolis 3, Eurolinks, SCI MDPro et extension déchèterie Einstein) pour 11 174 m² SDP
- Logement : 1 PC (SOGIMA - allée des Maraîchers) pour 2 369 m² SDP, soit 40 logements collectifs

Constructions livrées en 2017 : seul le kiosque alimentaire de 19 m² de la Place « Haute » SDP a été livré en 2017.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 3 PROCHAINES ANNEES :

- Maîtrise foncière :

En 2018 est prévue la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin.

En 2019 et 2020 sont prévues les acquisitions auprès du Conseil Départemental 13 de 19 600 m² de foncier constitués de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le technopole.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : En 2018 est prévue la signature du compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 13 000 m² pour un programme d'activité d'environ 4 300 m² SDP (surfaces et programme à préciser en 2018 par Fives Pillard). La signature de l'acte authentique est prévue en 2019. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée sur laquelle est implanté le parc "champêtre" du technopole, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline et les usages qui y sont liés.

- Viaxoft : le terrain de 3 000 m² situé sur le secteur « La Baronne », initialement identifié pour la construction d'un programme de 800 m² SDP de bureaux, fait désormais partie du foncier réservé pour l'implantation de Fives Pillard. D'autres terrains de substitution ont été proposés à Viaxoft qui n'a pas encore donné de suite.

- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : une parcelle de 2 700 m² localisée à l'angle Ouest des rues Enrico Fermi et Louis Néel doit être vendue pour la construction d'un restaurant à cuisson solaire et l'aménagement d'un jardin démonstratif. Un compromis de vente sera signé en 2018.

- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m² mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » (rue Max Planck) doit permettre la requalification du restaurant et la création de places de stationnement privatives. Un compromis de vente pourrait être signé en 2018 sous réserve du dépôt et de l'obtention d'un Certificat d'Urbanisme opérationnel par le futur acquéreur.

- PROVEPHARM (projet extension) : cette société,

déjà présente sur le secteur de « la Baronne » a demandé que le terrain mitoyen (ex EFS) lui soit réservé en vue d'un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m² SDP d'activités supplémentaires. Compte-tenu de l'imprécision du besoin (en termes de surface de terrain, de SDP et de destination des locaux), la SOLEAM va rencontrer PROVEPHARM en 2018 pour affiner son programme et convenir des emprises nécessaires et du découpage foncier en découlant, en cohérence avec le tracé prévisionnel de la future voie LINEA.

- la « Bastide Blanche » - rue John Maynard Keynes : en 2017 la SOLEAM a fait réaliser un audit du bâtiment (bastide) et estimer le coût de sa réhabilitation et de sa remise aux normes. En 2018 la SOLEAM va lancer une commercialisation ouverte dans la perspective d'un prix de vente de 350 000 euros.

- SNI (logement) – terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel : le compromis de vente signé en 2017 (cession de 8 000 m² de foncier pour une SDP autorisée de 3 860 m² de logements collectifs) sera réitéré par acte authentique en 2019.

- ECM : en 2018 la SOLEAM et l'Etat doivent finaliser et signer le protocole foncier relatif à la cession gratuite d'environ 40 000 m² de foncier (sur secteur "Becquerel") nécessaires à l'aménagement du campus de l'Ecole Centrale Marseille

- cession au CD13 des emprises nécessaires à la sécurisation du parvis collège André Malraux : le compromis de vente qui devait être signé en 2017 et sa réitération par acte authentique interviendront en 2018

- cession à la Ville de Marseille des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire - 180 rue Albert Einstein : la cession d'un terrain d'environ 2800 m² (surface à confirmer) est prévue en 2019-2020.

- cession à l'Etat, en 2019, des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute ».

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des équipements publics du Technopole :

Face au constat de difficultés de déplacements en modes doux au sein du technopole (interruptions des continuités résultant d'une approche insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, le service Innovation/Enseignement Supérieur/Recherche - Direction Compétitivité du Territoire – a piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle (confiée à un groupement de maîtrise d'œuvre représenté par le paysagiste Gilles BRUSSET, mandataire).

Cette étude a permis d'établir un diagnostic des

espaces publics partagé par les usagers du technopole et de définir les bases d'un programme d'interventions devant permettre de requalifier plusieurs points stratégiques ciblés en prenant en compte les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacement doux (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du technopole .

Il est ainsi proposé d'augmenter de 2 683 333 HT euros le poste de dépenses de travaux « Amélioration des équipements publics du technopole » (qui passerait ainsi de 416 667 à 3 100 000 euros).

Une consultation pour une mission d'AMO « innovation » sera lancée par la SOLEAM en 2018 afin de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre et d'en vérifier la faisabilité.

Une consultation pour désigner une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour planifier, concevoir, construire et gérer) sera également lancée par la SOLEAM en 2018.

Sur la base de ces études préalables et après validation des principes d'aménagement par les futurs services gestionnaires de la Ville et de la Métropole AMP, les études de maîtrise d'œuvre et les travaux de requalification des équipements publics du technopole seront réalisés de 2019 à 2021 :

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté de 2016 à 2019 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations). Les travaux sont programmés de 2019 à 2021, sous réserve que la compétence GEMAPI ait été transférée à la Métropole AMP.

- Réaménagement du carrefour au niveau du 14 rue Max Planck: les études ont été réalisées en 2017 et les travaux sont programmés en 2018

- Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement (autres que ceux programmés dans le cadre de l'opération d'amélioration des équipements publics du Technopole) seront réalisés en 2018 et 2019.

- La construction d'un groupe scolaire de 15 classes, dans le cas où la Ville de Marseille déciderait de l'incorporer dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer en 2019 et les travaux pourraient démarrer en 2021.

- Permis de Construire :

•PC devant être délivrés en 2018 :

- Activité : Fives Pillard pourrait déposer un PC pour environ 4 500 m² SDP d'activité

- Logement : SNI pour un programme de 3 860 m² SDP de logements collectifs, soit environ 64 logements

Constructions devant être livrées en 2018: 9 755 m² SDP dont :

- Activité : Grand Frais – 2 035 m² SDP d'activité commerciale

- Logement : 7 720 m² SDP, soit 130 logements collectifs (SNC rue Etienne Miège et SCCV 14 rue Max Planck)

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)
- le budget Travaux et honoraires techniques
- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopole)
- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)
- le budget Frais Financiers
- La TVA reversée (ou résiduelle)
- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)

Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 494 276 euros TTC, soit une baisse de -199 957 euros (-29%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de -186 126 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un report des charges de gestions (-66 746 euros) et d'une diminution des dépenses non rémunérables (-142 142 euros) consécutive à la décision de ne pas abandonner en 2017 les créances correspondant aux participations constructeurs impayées, ces diminutions étant partiellement compensées par une hausse des Impôts Fonciers (+22 727 euros) liée au décalage de cessions.
- d'une baisse de -23 652 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par un report en 2018 des dépenses de raccordement des programmes Héliopolis 3 et Eurolinks (-50 000 euros) et du solde du marché de travaux de sécurisation des accès de la copropriété « les jardins d'Athéna » (-32 670 euros).

Ces baisses sont partiellement compensées par une hausse du poste Aménagement de Sol (+12 852 euros) due à l'évacuation de terres polluées déchargées sur le terrain devant être cédé à Héliopolis 3 et par une hausse du poste Parachèvement Avant Rétrocession (+66 052 euros) consécutive à des interventions réalisées à la demande des futurs services gestionnaires métropolitains et qui n'étaient pas provisionnées.

- d'une baisse de -15 976 euros du budget foncier provenant principalement d'une réduction du prix d'acquisition du tronçon désaffecté de l'impasse Belin (-22 050 euros) partiellement compensée par une hausse du poste Etudes Générales et Particulières (+7 504) en raison de relevés de géomètre complémentaires en lien avec les opérations de rétrocession.

Les baisses de ces budgets sont partiellement compensées par une hausse de +28 710 euros du budget Rémunération résultant d'une augmentation de la rémunération sur recettes (+39 866 euros) et d'une baisse de la rémunération sur dépenses (-11 262 euros).

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017 le montant cumulé des dépenses, TVA reversée comprise, s'élève à 77 317 869 euros, soit 88,5% du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants:

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 626 636 euros, soit 95,5% du budget foncier à terme, les 4,5% restants correspondant essentiellement à l'achat des 19 605 m² de foncier du Conseil Départemental 13 et aux études restant à réaliser.

- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 239 816 euros, soit 83% du budget travaux à terme. Quasiment toutes les voies et équipements publics de la ZAC ont été aménagés. Il ne reste principalement qu'à réaliser les travaux d'amélioration des équipements publics du cœur du technopole, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 260 946 euros, soit 92,5% du budget dépenses annexes à terme.

- Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 400 388 euros, soit 83,5% du budget dépenses de rémunération à terme.

- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519

euros, soit 100% du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

- TVA reversée : 3 874 564 euros, soit 89% de la TVA reversée à terme

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA reversée comprise, s'élève à 87 220 221 euros. Il se répartit entre budget "Foncier" (25%), budget "Travaux" (44%), budget "Dépenses Annexes" (10%), les "Rémunérations" du concessionnaire (9%), les "Frais Financiers" (7%) et la « TVA reversée » (5%).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 3 666 084 euros (+4,5%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 (83 554 137 euros). Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une nette hausse du budget «Travaux» (+3 378 235 euros HT) s'expliquant principalement par la proposition d'augmenter le poste « amélioration des équipements publics du technopole » (+ 2 683 333 euros HT) en y incorporant les travaux de requalification des espaces publics du cœur du technopole dont l'intérêt et le contenu sont développés dans la paragraphe « activité de la concession sur les 3 prochaines années » et qui sont susceptibles de bénéficier d'une subvention au titre du CRET 2018-2020, par la nécessité de réaliser des travaux de parachèvement non prévus sur des ouvrages à rétrocéder à la Métropole (+131 148 euros HT) et par la hausse consécutive des imprévus sur travaux (+ 278 116 euros HT) et des honoraires techniques (+274 876 euros HT)

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+203 371 euros HT) qui découle essentiellement de l'augmentation de la rémunération sur Dépenses Rémunérables (+162 377 euros HT) en lien avec la forte augmentation du budget travaux

- d'une hausse modérée du budget « Dépenses Annexes » (+51 010 euros) résultant essentiellement d'une augmentation du poste impôts fonciers consécutif au report de plusieurs cessions

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse de la TVA reversée (-690 629 euros)

RECETTES :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2017 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 035 318 euros, en baisse de -223 036 euros (-18%) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution de -100 815 euros des recettes de cession résultant principalement de l'annulation de la signature du compromis de vente avec Viaxoft suite

au projet d'implantation de Fives Pillard (-8 000 euros), du report en 2018 de la signature du compromis de vente avec le CD13 pour la cession d'une partie du parvis du collège Malraux (-28 860 euros), du report en 2018 des signatures des actes authentiques avec Provence Technologie et Bourrelly (-33 640 euros), de l'abandon de la vente Franparo (-363 196 euros) ; ces baisses étant partiellement compensées par la conservation de l'acompte versé par ADIM suite à l'annulation de la cession des terrains « Arrière SERETE » (+161 775 euros) et par la signature d'un nouveau compromis de vente avec SNI portant sur ce même foncier (+135 100 euros)

- une diminution de -160 736 euros des recettes de Participations Constructeurs résultant du non-paiement en 2017 des participations dues par 4 constructeurs. La SOLEAM engagera en 2018 une procédure de recouvrement contentieuse.

Ces diminutions sont partiellement compensées par une augmentation de +38 515 euros des recettes du budget « divers » provenant essentiellement du transfert de l'acompte conservé de Franparo sur le poste Produits divers.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 69 147 775 euros, soit 79,5 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cessions secteurs Logement: 30 311 212 euros, soit 91% du poste à terme. Les terrains "Arrière SERETE" ont fait l'objet en 2017 d'un nouveau compromis de vente avec SNI,

- cessions secteurs Activité: 16 958 928, soit 72,5% du poste à terme,

-cessions secteurs Centre Urbain: 14 735 746 euros, soit 92% du poste à terme. La commercialisation des derniers terrains du Centre Urbain (environ 1,2 ha) est dédiée à de l'Activité et des services et dépend en partie de remembrements de foncier appartenant à la SOLEAM avec environ 7 000 m² de terrains en friche à acquérir auprès du Conseil Départemental 13,

- participations constructeurs: 3 250 741 euros, soit 94% du poste à terme,

- budget divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 191 770 euros, soit 96% du poste à terme,

- subventions : 1 325 377 euros, soit 100 % du poste à terme,

- participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 16% du poste à terme qui représente 8 615 081 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 7 241 081 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 87 220 221 euros. Il se répartit principalement entre cessions de charges foncières (83 %), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (10%) participations constructeurs (4%), produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5%) et subventions (1,5%).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m2 de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m2 de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 3 666 081 euros (soit +4,5 %), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 (83 554 140 euros). Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de la participation du Concédant à l'équilibre du bilan de +3 880 078 euros (+82%) permettant de compenser :

- l'augmentation du budget « Travaux / honoraires Techniques » et plus particulièrement celle des postes Amélioration des équipements publics du Technopole (+ 2 633 333 euros HT), Parachèvement avant rétrocession (+131 148 euros HT) et Imprévus (+278 116 euros) ainsi que des honoraires techniques correspondants,

- la baisse du budget cessions Logements (-177 595 euros HT) s'expliquant principalement par les réductions du prix de cession de la « Bastide Blanche » ré-estimé après prise en compte des travaux de remise en état nécessaires (-140 000 euros HT) et du terrain « arrière SERETE » (-89 000 euros HT) suite à une réduction de la densité du programme immobilier de SNI,

- la baisse du budget Cessions Centre Urbain (-154 250 euros HT) résultant du réajustement du prix de cession du terrain d'assiette du projet de restaurant solaire Le Présage suite à une surestimation dans les précédents CRAC et à une diminution de densité liée à la nature du projet.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux

besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 453 394 euros.

Au 31 décembre 2017 l'Aménageur a encaissé 3 250 741 euros, soit 94% des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC. Une partie du montant des participations constructeurs encore dues au 31/12/2017 a fait l'objet d'une provision pour abandon de créances qui été intégrée dans le budget « Dépenses annexes » sous le poste Dépenses non Rémunérables. Ces participations constructeurs non honorées feront l'objet de dossiers au contentieux en 2018. L'Aménageur prévoit néanmoins de percevoir le solde des participations en 2018.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en œuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m² environ de foncier que la SOLEAM doit céder gratuitement à l'Etat en 2018, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 8 615 081 euros, en augmentation de 3 880 078 euros (+82%) par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 7 241 081 euros et augmente ainsi de +3 880 078 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,

- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée, a été versée dans son intégralité.

SUBVENTIONS :

L'opération a bénéficié de 1 325 377 euros de subventions qui ont déjà été versés en intégralité par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du technopole pour un montant de subvention de 1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel

de dépenses de 4 200 000 euros HT. Cette subvention n'est pas intégrée à ce jour au bilan de la ZAC en raison d'incertitudes sur le montant des aménagements et de la subvention qui en découlera.

AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2017, la SOLEAM n'a pas effectué de remboursement à la Métropole, conformément au CRAC au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédent concédant, s'élève à 12 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 8 894 026 euros.

La SOLEAM propose de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance à la Métropole approuvé avec le CRAC établi au 31 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole AMP du 19 octobre 2017, comme suit :

- 1 000 000 euros en 2018
- 900 000 euros en 2019
- 0 euro en 2020
- 0 euros en 2021
- 6 994 026 euros en 2022

Ces montants pouvant être ajustés selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2017 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 827 313 euros. Ce niveau de trésorerie est proche de celui prévu au CRAC au 31 décembre 2016 (771 698 euros).

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel restera positif de 2018 à 2021.

EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT :

L'avenant n°22 à la concession d'aménagement permettra d'acter l'augmentation de 3 880 078 euros de la participation en numéraire de la Métropole, l'introduction d'une rémunération forfaitaire de 5 000 euros pour la mission « biens sans maître » menée par la SOLEAM sur les parcelles bordant le chemin des Amphoux qui n'était pas prévue initialement et le

nouvel échéancier de remboursement à la Métropole de l'avance versée par anticipation par la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC «du Technopole de Château-Gombert» établi au 31 décembre 2017 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation en numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 7 241 081 euros, en augmentation de 3 880 078 euros par rapport au précédent CRAC.

L'intégralité de cette participation doit être versée par la Métropole à l'échéance de la concession d'aménagement actuellement prévue pour le 27 octobre 2022.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°22 à la convention de concession d'aménagement n°T1600900CO ci-annexé dont l'objet est d'acter le nouveau montant de la participation d'équilibre de la Métropole et son échéancier de versement, l'échéancier de remboursement de l'avance par la SOLEAM à la Métropole et la prise en compte de la rémunération forfaitaire de 5 000 euros de la SOLEAM pour son intervention dans le traitement du dossier « biens sans maître » concernant les parcelles 880 B 008 et D 025 (chemin des Amphoux).

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-4194/18/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement établi au 31 décembre 2017 et approbation de l'avenant 7 au contrat de concession MET 18/7389/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartie sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

La seconde phase du projet à échéance de 2026 à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14 décembre 2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession et sur les moyens financiers liés aux nouvelles acquisitions par l'aménageur avec

notamment une participation du concédant en hausse de 1 793 772 euros.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2017.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017

Le PRU de la Savine est engagé dans sa phase opérationnelle : la SOLEAM a finalisé le projet d'aménagement de l'ensemble des voiries et espaces publics de la phase 1 du PRU, a passé un marché de travaux pour un montant de 2 966 023 euros HT en vue de requalifier le boulevard de la Savine, créer un mail entre le chemin du Vallon des Tuves et le centre social ainsi qu'un pôle bus.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc.

Par ailleurs sur le site bas de la Savine la société d'HLM Immobilière Méditerranée a obtenu les permis de construire pour la réalisation de 66 logements sociaux et de commerces, et la Ville de Marseille a lancé le marché de travaux pour la crèche et le centre social.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2017 a porté principalement sur :

- la finalisation des dossiers de DUP et d'enquête parcellaire déposés en Préfecture en juin 2017,
- les négociations foncières à l'amiable auprès des propriétaires privés et l'acquisition d'un immeuble abritant des commerces qui seront à transférer dans le futur immeuble le Bosphore,

-l'acquisition des terrains nécessaires à l'opération auprès de la Ville et de la Métropole estimés à 330 000 euros TTC (apport en nature). Les délibérations des collectivités ont été prises en 2017 et les actes notariés définitifs seront passés en 2018.

- la poursuite des études de maîtrise d'œuvre en phase projet sur le secteur du parc du canal et de la voie de maillage et l'attribution du marché de travaux sur le secteur du Bd de la Savine,

- la démolition d'un local au chemin du Vallon des Tuves appartenant à la Ville libéré de son occupant et le dévoiement de réseaux divers présents sous les emprises constructibles sur le site bas.

- Les perspectives 2018 et années suivantes vont porter sur :

- la poursuite des acquisitions des biens nécessaires aux aménagements de la première phase du PRU,

-l'acquisition des terrains nécessaires à la phase 2 du PRU, notamment ceux au cœur de la Savine dont la libération s'échelonne jusqu'en 2022 et pour lesquels des études de recomposition urbaine sont à mener dans le cadre du NPNRU.

Ces biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés en l'attente dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocedés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. Le montant restant concrètement à la charge de la Métropole sera budgétisé lorsque le programme du NPNRU permettra d'émettre des hypothèses de recettes sur ces terrains.

- les études et travaux d'aménagement de voiries et du Parc du Canal qui vont s'échelonner jusqu'en fin 2020,

- la réitération des actes authentiques de cessions des lots TU 01 et TU 05,

- la commercialisation des îlots TU 02 et TU03 sur le site bas destinés à un programme de logements libres qui sera confrontée à un marché de l'immobilier sur ce secteur peu porteur pour la réalisation de ce type de programme.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2017

Le dernier bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2016 actualisé au 31 décembre 2017 et approuvé au conseil Métropolitain du 14 décembre 2017.

Les dépenses :

Sur l'année écoulée, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 2 846 882 euros TTC sont en diminution de 564 614 euros TTC par rapport au bilan approuvé et se décomposent ainsi :

121 498 euros TTC d'études, poste en légère hausse sur notamment des études complémentaires de détection de réseaux et d'expertises commerciales,

2 042 711 euros TTC d'acquisitions, en diminution de 579 869 euros du fait principalement des reports, de l'indemnité du fonds de commerce du bar brasserie et de l'acquisition d'un bien vacant par voie judiciaire (- 914 634 euros), compensés par la signature des protocoles du foncier concédant avancée en 2017 (+ 337 745 euros),

471 425 euros TTC de travaux et honoraires techniques, en légère diminution par rapport au budget prévisionnel en raison du report en 2018 du démarrage des missions d'OPC,

27 315 euros TTC de dépenses annexes en augmentation sur les frais de communication,

132 892 euros TTC de rémunération en augmentation (+ 9 900 euros) correspondant à l'ajustement de la rémunération sur les acquisitions auprès des partenaires institutionnels.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017

Les dépenses réalisées s'élèvent à 4 751 421 euros TTC (15% du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

239 016 euros TTC pour les études soit 39% du budget total prévisionnel des études,

2 993 660 euros TTC pour le foncier soit 44% du budget total prévisionnel du foncier,

688 047 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 3% du budget total de ces postes,

59 248 euros TTC pour les dépenses annexes soit 27% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

2 067 euros de frais financiers court terme soit 1,5% du budget prévisionnel en frais financier, et

769 383 euros de rémunération soit 53% du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles totales de l'opération d'aménagement qui sont estimées à 31 843 897 euros TTC sont en augmentation de 1 416 894 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 614 447 euros TTC pour le budget études (1,9% des dépenses totales) qui est en augmentation (+123 173) par rapport au CRAC précédent, en raison de besoins complémentaires d'études diverses (dépollution, géotechniques, expertise commerciale),
- 6 766 183 euros TTC pour le foncier (21% des dépenses totales) ; la diminution de ce budget de 84 125 euros résulte de l'ajustement à la baisse des surfaces de terrains à acquérir,
- 22 573 166 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (70% des dépenses totales) en augmentation de 1 156 667 euros par rapport au CRAC précédent. Cette estimation tient compte du montant à la hausse des marchés attribués en 2017 et des réévaluations principalement à la hausse du coût des projets en phase PRO sur la voie de maillage et le parc du canal, et en phase AVP sur l'entrée du Vallon des Tuves.
- 315 056 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+155 819) (0,9% des dépenses totales), pour des frais de commercialisation et de communication complémentaires,
- 138 337 euros TTC de frais financiers stable par rapport au bilan précédent,
- 1 436 708 euros TTC de rémunération (4,5% des dépenses totales) en augmentation de 65 362 euros en lien avec l'augmentation des dépenses et recettes

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2017 d'un montant de 1 664 568 euros TTC en diminution

de 55 857 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

Aucun produit de commercialisation, la réitération de l'acte authentique de cession de l'ilot Tu05 ayant été décalée en 2018 (- 386 460 euros),

20 418 euros de produits divers (financiers et de gestion locative),

1 314 150 euros versés par la Ville au titre de la participation aux équipements publics du PRU tel que prévu au CRAC précédent,

330 000 euros de participation en nature au titre du foncier cédé gratuitement par le concédant prévu au CRAC précédent en 2018.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 5 913 880 euros TTC, soit 19% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 41 348 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 18%, et aux produits de gestion locative et produits financiers pour 36 363 euros soit un taux d'avancement de 43%,

- aux participations des collectivités, la Ville de Marseille pour 1 814 150 euros, et la Métropole pour 2 730 000 euros, dont 330 000 euros d'apport foncier et 2 400 000 euros pour équipements publics,

soit un total de 5 836 169 euros et un taux d'avancement de 38%,

- à la subvention de l'ANRU pour 1 292 019 euros (15% des subventions attendues de l'ANRU).

Au terme de la concession les recettes qui s'élèvent à un montant global de 30 365 865 euros TTC (en augmentation de 1 210 031 euros) reposent sur :

- les cessions aux constructeurs à hauteur de 2 265 941 euros TTC, montant stable par rapport au bilan précédent, établi suivant un programme de logements libres qui reste à confirmer en regard du marché,

- les cessions des biens de retour au concédant pour 2 631 324 euros TTC, montant en augmentation de 154 354 euros du fait du réajustement du prix d'acquisition de la parcelle LOGIREM (plateau de la Savine haute),

- les produits financiers, produits de gestion locative et divers pour un montant de 83 648 euros TTC, montant en augmentation de 14 606 euros,

- la participation financière des différentes collectivités et de l'ANRU, à savoir :

-la Ville de Marseille pour 3 942 450 euros TTC au titre du financement du programme des équipements publics dont le parc du canal (montant inchangé) et pour 500 000 euros au titre de la participation d'équilibre versée avant le transfert de l'opération à la Métropole,

-la Métropole pour 11 046 041 euros TTC en augmentation de 981 941 euros et comprenant :

9 056 109 euros TTC de participation aux équipements publics, montant inchangé,

1 500 902 euros TTC de participation à l'équilibre du bilan, en augmentation de 911 188 euros TTC, en raison de la hausse des dépenses de l'opération non compensée par des recettes de commercialisation ou diverses subventions.

489 030 euros par apport foncier en augmentation de 70 753 euros d'ajustement de biens cédés par le concédant,

- l'ANRU pour 8 613 461 euros TTC prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU, montant inchangé,

- la Région pour 1 283 000 euros TTC au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves, montant inchangé.

La participation de la Métropole

La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics de la manière suivante :

Déjà versé au 31 décembre 2017 : 2 400 000 euros TTC

2018 : 699 098 euros TTC

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

La participation d'équilibre d'un montant de 1 500 902 euros TTC sera versée en 2018.

L'apport foncier en nature (gratuit) du concédant à la Soléam est estimé à 489 030 euros TTC et se répartit au CRAC pour 330 000 euros TTC en 2017 et 159 030 euros TTC en 2018.

Enfin les biens de retour d'un montant de 2 631 324 euros TTC correspondent aux terrains qui n'auront pas été commercialisés à racheter par la Métropole en 2022.

Le recours à l'emprunt

La Soléam prévoit de mettre en place un emprunt en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros.

La TVA et la trésorerie

La TVA reversée à l'opération est estimée à 1 478 034 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est de 848 984 euros à fin 2017 en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 7 à la concession d'aménagement du site bas de la Savine T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet :

- d'acter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature, la participation aux équipements publics, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM,

- de fixer le montant prévisionnel des biens de retour au concédant en fin d'opération,

- et d'actualiser les rémunérations sur dépenses versées annuellement de manière forfaitaire à la Soléam.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°7 au contrat de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du site bas de la Savine arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2017 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant aux équipements publics d'un montant 9 056 109 euros TTC dont 6 656 109 euros restant à verser à l'opération suivant l'échéancier suivant :

2018 : 699 098 euros TTC

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

Article 3 :

Est approuvée la participation en nature de la Métropole par un apport foncier d'une valeur estimée à 489 030 euros.

Article 4 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant de 2 000 902 euros TTC dont 500 000 euros TTC versée par la Ville de Marseille en 2015 et 1 500 902 euros à verser par la Métropole en 2018.

Article 5 :

Est approuvée la rétrocession à la Métropole des biens de retour en 2022 pour un montant prévisionnel de 2 631 324 euros.

Article 6 :

Est approuvé l'avenant 7 à la convention d'aménagement T1600909CO (N° Ville n°11/1342) ci-annexé ayant pour objet :

- d'actualiser la participation du concédant en apport foncier,
- de fixer le montant des biens de retour,
- de préciser l'échéancier de paiement des participations de la Métropole, à l'équilibre du bilan, en apport foncier et aux équipements publics,
- d'actualiser les rémunérations sur dépenses versées annuellement de manière forfaitaire à la Soléam.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-4195/18/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan à Marseille 15ème arrondissement établi au 31 décembre 2017 - Approbation de l'avenant 7 à la convention de concession MET 18/7409/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par les délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO (n° Ville 11/0013) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017 le périmètre d'intervention de la Soléam a été réduit au secteur de Mardirossian avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié et la participation du concédant à l'équilibre à l'opération a été portée de 6 303 595 euros à 7 385 121 euros puis à 8 697 745 euros par avenant 6.

Par ailleurs la modification n°3 du PLU approuvée en juillet 2017 a permis d'instaurer sur ce site un zonage permettant d'implanter des activités dans un tissu urbain mixte.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°7 à la convention de concession.

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

- Sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville est condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville souhaite conserver ces locaux pour y reloger les décors de l'opéra.

- Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux et l'implantation d'entreprises du secteur privé sont à l'étude sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de la Soléam ne porte plus que sur le secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Les évènements sur l'année 2017 écoulée :

La Soléam a signé les actes authentiques d'acquisition des terrains auprès de l'EPF représentant une superficie totale de 12 587 m² pour un prix de 4 016 205 euros TTC.

Sur ce site, la Soléam a confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service occupant un terrain à libérer dans Euroméditerranée avec les bâtiments que la Ville de Marseille souhaite réaliser pour ses services techniques.

Les orientations pour l'année 2018 et suivantes

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian ont été reportées à 2018 pour une réalisation des travaux en 2019 et 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2017.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017,

Les dépenses s'élèvent à 3 473 349 euros TTC. Ce montant qui est en baisse par rapport au prévisionnel (-1 004 815 euros) se répartit ainsi :

3 346 643 euros TTC pour des études et des acquisitions, en diminution de 80 843 euros TTC correspondant principalement à des études d'urbanisme et environnementales reportées en 2018,

17 196 euros TTC de charges de gestion en diminution de 57 066 euros TTC, le prévisionnel ayant été surestimé,

23 469 euros TTC de rémunération en diminution de 51 748 euros TTC en lien avec le report en 2018 des études et travaux de voiries estimés à 810 747 euros TTC au CRAC précédent,

86 041 euros TTC de frais financiers en diminution de 4 411 euros en lien avec la trésorerie plus favorable que prévue.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les dépenses réalisées (hors crédit de TVA) s'élèvent à 7 340 245 euros TTC soit 72 % du montant total des dépenses prévisionnelles et correspondent :

- aux études urbaines et acquisitions pour 6 312 778 euros TTC, soit 98 % du budget total Études et foncier,
- aux honoraires techniques pour 23 430 euros TTC soit 1,1% du budget total travaux,
- aux dépenses annexes pour 55 603 euros TTC soit 15 % du budget total correspondant,
- à la rémunération de la Soléam pour 213 825 euros TTC soit 50 % du budget total correspondant,
- aux frais financiers de 734 609 euros TTC, soit 94 % du budget total correspondant.

Au terme de la concession,

Les dépenses prévisionnelles (hors la TVA restituée) qui s'élèvent à 10 183 786 euros TTC sont en diminution de 180 506 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016 et se répartissent ainsi :

6 635 547 euros TTC de budget d'études et de foncier en diminution de 230 891 euros en raison principalement de l'ajustement du poste études en lien avec la réduction du périmètre d'intervention,

2 197 390 euros TTC de budget travaux en diminution de 7343 euros, soit quasiment stable par rapport au prévisionnel,

368 410 euros TTC de budget dépenses annexes en augmentation de 66 293 euros,

432 110 euros TTC de budget rémunération en diminution de 8 565 euros, en lien avec l'évolution des dépenses et recettes,

et 781 220 euros de frais financiers inchangés par rapport au prévisionnel.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé,

Les recettes perçues d'un montant total de 5 000 719 euros TTC comprennent 719 euros TTC de produits financiers et 5 000 000 euros de participation à l'équilibre du bilan versée par la Métropole.

L'unique recette de cession de 543 004 euros TTC inscrite au prévisionnel en 2017 n'a pas été perçue, la SERAMM n'ayant pas donné suite à son projet d'implantation sur ce site.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les recettes perçues à fin 2017 s'élèvent à 6 196 183 euros TTC dont 27 383 euros TTC de produits financiers et divers, et 6 168 800 euros de participation du concédant (668 800 euros en apport foncier, et 5 500 000 euros à l'équilibre du bilan).

Au terme de la concession les recettes globales prévisionnelles de l'opération s'élèvent à 9 296 302 euros dont :

1 560 000 euros TTC de cession de charges foncières sur le secteur Mardirossian, en augmentation de 1 023 600 euros par rapport au précédent CRAC en lien avec le nouveau programme envisagé sur le site, basé sur l'hypothèse d'une cession à la Ville de Marseille pour le regroupement de services et à Total pour la relocalisation de la station-service située rue de Lyon,

27 383 euros TTC de produits financiers et divers en diminution de 6 605 euros en lien avec un solde cumulé de trésorerie moins favorable qu'au précédent bilan,

et 7 708 919 euros de participation du concédant qui comprend :

- la participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 7 040 119 euros en diminution de 988 823 euros par rapport au précédent CRAC du fait d'une hypothèse de meilleure valorisation des terrains,

- et une participation en nature pour 668 800 euros inchangée correspondant à un apport foncier effectué par la Ville de Marseille en 2013.

Le versement par la Métropole de la participation numéraire est échelonné en prévisionnel de la manière suivante :

5 500 000 euros déjà versés à fin 2017,

1 000 000 euros en 2018,

540 119 euros en 2019.

Les emprunts, la trésorerie et la TVA reversée :

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement (un million par an) échelonné jusqu'en 2018.

La trésorerie cumulée au 31 décembre 2017 est positive et s'élève à 95 780 euros.

A la fin 2017 le bilan financier présente un crédit de TVA de 239 842 euros et la TVA reversée à terme à l'opération s'élèvera à 887 483 euros.

L'avenant 6 à la concession :

Le présent avenant soumis à notre approbation vient modifier le montant de la participation du concédant à l'opération qui est ramené de 8 697 742 euros à 7 708 919 euros ainsi que l'échéancier de versement du solde de cette participation comme indiqué précédemment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°7 à la convention de concession passée avec la SOLÉAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2017 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation prévisionnelle du concédant d'un montant de 7 708 919 euros, en baisse de 988 823 euros, comprenant la participation en nature par apport foncier de la Ville de Marseille en 2013 de 668 800 euros et de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant de 7 040 119 euros dont 5 500 000 euros déjà versés à fin 2017, 1 000 000 euros à verser en 2018 et 540 119 euros à verser en 2019.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant 7 à la convention d'aménagement T1600910CO (ex n°Ville n°11/0013) ci-annexé précisant la nouvelle participation du

concédant à l'opération et le nouvel échéancier de versement du solde de la participation d'équilibre.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant précité ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-4196/18/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint-Louis à Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant 21 au contrat de concession MET 18/7405/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 20 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de

l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'implanter une école de la deuxième chance et une Mosquée pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

L'enjeu de cette opération est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne.

Ainsi le programme des équipements publics initial de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et le réaménagement des voies existantes périphériques, la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons à la charge de la collectivité concédante, la Ville de Marseille puis la Métropole depuis janvier 2016.

La Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016, il est envisagé d'orienter l'affectation du terrain concerné pour des bureaux et pour de l'activité économique. La mention d'un lieu de culte dans la ZAC prévue dans l'orientation d'aménagement Saint-Louis du PLU a été supprimée à l'issue de la procédure de 3ème modification du PLU approuvée en Juillet 2017.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2017 et l'avenant 21 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Les implantations réalisées dans le périmètre de la ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le

conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

La Soléam a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge ainsi que les tronçons de voiries et les réseaux divers desservant les opérations de constructions achevées.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

L'activité sur l'exercice écoulé (2017) :

Le permis de construire déposé par l'association formation et métier en vue de la réalisation d'une plateforme d'insertion innovante professionnelle a été accordé le 31 mai 2017 et celui déposé par l'association catholique pour la réalisation d'une cuisine centrale a été accordé le 19 Janvier 2017. La construction de cet équipement engagée par l'association catholique en 2017 s'est achevée en début 2018.

La Soléam a réalisé les travaux de confortement du mur de soutènement en limite du Boulevard Ledru Rollin et a procédé à l'évacuation de dépôts sauvages.

Les travaux de voiries et de réseaux divers qui se sont poursuivis début 2017 ont permis une mise en service en avril 2017 de la voie centrale du Nord de la ZAC reliant le boulevard Ledru Rollin à la place des abattoirs.

Les prévisions d'activité sur les années suivantes :

Le terrain réservé pour un parking public lié à un futur tramway sera mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la Ville de Marseille qui doit libérer une emprise occupée par un parc à poteaux dans Euroméditerranée.

La Soléam réalisera les travaux de plateforme et de clôture pour le stockage des poteaux d'éclairage. Le coût de ces aménagements sera mis à la charge de la Ville de Marseille au travers d'un loyer sur sept ans qui sera versé au bilan de l'opération d'aménagement jusqu'à la clôture de la concession puis à la Métropole.

Il est prévu courant 2018 la signature des actes authentiques de vente concernant les terrains destinés à la plateforme d'insertion innovante professionnelle, à un programme de bureaux et restauration, et à la construction d'un poste source de distribution d'énergie électrique liée aux besoins de l'extension d'Euroméditerranée. Dans l'attente de la réalisation de ce projet ENEDIS proposera une occupation temporaire du terrain.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant les années 2018 et 2019 afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre l'ouverture totale de ce site sur le quartier.

Le CRAC au 31 décembre 2017

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses (hors crédit de TVA de 28 699 euros) s'élèvent à 1 022 183 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel de 378 678 euros, et se répartissent ainsi :

- 4 059 euros pour le foncier correspondant à des frais supplémentaires de notaires liés à la fusion des biens entre Marseille Aménagement et la Soléam non prévus au précédent CRAC,
- 927 515 euros TTC pour des études, travaux, démolitions, honoraires techniques en diminution de 327 017 euros TTC, en raison de reports de paiements de travaux et de décalage de travaux en 2018,
- 24 230 euros pour les dépenses annexes qui restent stables par rapport au prévisionnel,
- 65 448 euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 55 813 euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux,
- 931 euros TTC de frais financiers court terme qui restent stables par rapport au prévisionnel,

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Les dépenses réalisées (hors TVA payée de 231 449 euros) qui s'élèvent à 7 632 113 euros TTC soit 79 % du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le foncier soit 100 % du budget total de ce poste,
- 4 196 362 euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 69% du budget total de ce poste,
- 519 899 euros TTC pour les dépenses annexes soit 95 % du budget total de ce poste,
- 660 205 euros TTC de rémunération soit 78 % du budget total de ce poste,
- 12 359 euros TTC pour les frais financiers soit 100 % du budget total de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses (hors crédit de TVA de 10 959 euros) s'élèvent à 9 728 002 euros TTC.

Elles sont en augmentation de 489 727 euros (5 %) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016 et se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le budget foncier qui est en augmentation 4 059 euros correspondant aux frais de notaires supplémentaires liés à la fusion des biens entre les sociétés Marseille Aménagement et la SOLEAM,

- 6 082 243 euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 460 113 euros TTC (+8%) par rapport au prévisionnel en lien avec les travaux prévus pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public,

- 548 788 euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en diminution de 1 346 euros TTC par rapport au prévisionnel,

- 841 323 euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 31 117 euros TTC suivant l'évolution des dépenses et recettes,

- et 12 360 euros TTC pour le budget des frais financiers soit une diminution de 4 216 euros TTC.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 23 %, 62,6 %, 5,7 %, 8,6 %, et 0,1 % du montant total des dépenses de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues d'un montant de 126 647 euros TTC qui sont en diminution de 1 744 444 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

- les recettes de cessions constructeurs de 126 643 euros en diminution de 1 744 444 euros TTC par rapport au précédent CRAC en raison du décalage à 2018 de la signature des actes de vente.

- des produits financiers d'un montant de 4 euros inchangés par rapport au prévisionnel

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 : les recettes (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 4 140 858 euros TTC et se répartissent ainsi :

- 4 054 621 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 65 %,
- 86 237 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 60 % du poste.

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 6 361 118 euros TTC. Elles sont en hausse de 244 463 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 217 740 euros TTC de cessions en augmentation de 187 826 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec la révision de prix appliquée à la signature des actes authentiques et avec la commercialisation prévisionnelle d'un terrain (lot Fb) de 2000m²,

- 143 378 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, en augmentation de 56 637 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le loyer que versera la Ville de Marseille pour la location du terrain aménagé pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 355 929 euros en augmentation de 209 718 euros par rapport au CRAC précédent en lien avec les travaux supplémentaires à réaliser pour l'aménagement d'un parc à poteaux et elle comprend :

2 209 829 euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent), apporté par la Ville de Marseille entre 2007 et 2013,

936 382 euros en numéraire (inchangé par rapport au CRAC précédent) versés par la Ville en tant que collectivité concédante avant le 31 décembre 2015,

et 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

Cette dépense pour la Métropole sera compensée par le loyer annuel que la Ville de Marseille lui versera pour le parc à poteaux à la clôture de l'opération. Une convention Ville de Marseille/Soléam/Métropole est en cours d'établissement.

La TVA et la trésorerie :

Au terme de l'opération il est prévu que le Trésorier Payeur restitue de la TVA à la Soléam. Ainsi le montant prévisionnel total de la TVA (payée et remboursée) en fin d'opération est estimé à +10 959 euros contre +24 082 euros au CRAC précédent.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération qui s'élève à -576 493 euros au 31 décembre 2017 est plus défavorable que prévu du fait du décalage des cessions de 2017 à 2018.

L'avenant 21 à la convention de concession,

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit l'augmentation de la participation du concédant à l'opération d'un montant de 209 718 euros restant à verser par la Métropole en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 au contrat de concession passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement Saint Louis arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2017 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre de l'opération d'un montant de 3 355 929 euros dont :

2 209 829 euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent), apporté par la Ville de Marseille entre 2007 et 2013,

936 382 euros en numéraire (inchangé par rapport au CRAC précédent) versés par la Ville en tant que collectivité concédante avant le 31 décembre 2015, et 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°21 au contrat de concession de Saint Louis T1600902CO (n° Ville 98/055), ci-annexé, portant sur l'augmentation de la participation du concédant à l'opération d'un montant de 209 718 euros.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

URB 039-4197/18/CM

**■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
MET 18/7352/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie. Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de

l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

Durant l'année 2017, les actions suivantes ont été menées :

- ➔ Reprise des dégradations qui avaient été causées par des actes de malveillance sur les armoires techniques et certains regards ;
- ➔ Poursuite de la commercialisation et signature de deux promesses de vente. Par ailleurs, six nouvelles sociétés se sont positionnées fin 2017. La première tranche de la ZAC est aujourd'hui commercialisée à 80 % ;
- ➔ Poursuite des études de la deuxième tranche ;
- ➔ Prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'en 2021.

Afin d'adapter la durée de la concession au rythme de la commercialisation, la durée de la concession est prorogée de 3 ans jusqu'en 2024. Le présent rapport d'activités tient compte de cette nouvelle durée.

Les dépenses 2017 sont en deçà des prévisions. En effet, le montant total des charges s'élève à 67 787€HT, pour un prévisionnel de 351 960€ HT. Cet écart provient principalement du nouveau planning de réalisation de la deuxième tranche décalant ainsi les dépenses liées.

Les recettes sont en revanche supérieures aux prévisions. En effet, le montant total des recettes s'élève à 480 721€ au lieu des 339 750€ prévus grâce à la vente d'un plus grand nombre de lots.

Par ailleurs, une avance de trésorerie, d'un montant de 1 825 000€ a été versée en 2017 et sera remboursée au plus tard à la fin de l'opération.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan tient compte de la prorogation de la durée de la concession de 2021 à 2024 et de la rémunération supplémentaire de la SPLA y compris pour les années prorogées par l'avenant précédent (2019 - 2021) qui n'avait pas pris en compte l'augmentation de la rémunération de la SPLA. Par ailleurs, la participation annuelle complémentaire de la Métropole jusqu'en 2024, date de fin de la concession, représente une augmentation de 207 000€ soit 525 000€ pour l'ensemble de la durée de la concession.

Le montant de la participation annuelle à partir de 2019 diminuera légèrement et passera ainsi de 39 750€ à 34 500€.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2018 s'élève à 39 750 €. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

Perspectives 2018

En 2018, la commercialisation de la première tranche devrait s'achever avec la signature des dernières promesses de ventes, et le suivi des permis de construire.

Certaines reprises des ouvrages dégradés liées au vandalisme devront être complétées.

Sont présentés ci-joint les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du n°2005_A320 Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 18 avril 2018 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2017 de la ZAC Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à 39 750€, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne Di322AP2, nature 20422, de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-4198/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la SPL Façonéo pour l'opération d'aménagement les Arcades à La Penne sur Huveaune
MET 18/7534/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 juin 2014, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la SPL FAÇONEO l'aménagement du site dit Les Arcades à La Penne-sur-Huveaune.

Il s'agit d'y produire une offre de logements diversifiés, une centaine de logements dont 30% en locatifs sociaux, pour faciliter le parcours résidentiel dans une logique d'aménagement durable conforme aux attentes de la population de la commune et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Conformément aux dispositions de l'article 24 du traité de concession la SPL Façonéo a transmis à la Collectivité, le compte rendu annuel d'activité comportant notamment une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé, le « bilan » prévisionnel global actualisé, et le plan global de trésorerie actualisé de l'opération.

Il en ressort les éléments suivants pour l'année 2017 :

- La réception des travaux a été prononcée le 20 mars 2017,
- Suite à la signature des compromis en juillet 2016 avec l'opérateur PITCH PROMOTION pour la cession des 2 lots pour un montant de 2.450.000 €HT, et à de nombreuses réunions avec l'ABF et Rudy RICCIOTTI, l'architecte du promoteur, pour élaborer un projet en cohérence avec le site, les arrêtés de permis de construire ont été délivrés les 21 et 24 mars 2017. Ils prévoient la construction de 109 logements collectifs dont 34 logements sociaux.

Le bilan prévisionnel d'opération fait état d'un montant de dépenses à hauteur de 3.430.000 €TTC.

Les recettes escomptées sont établies sur la vente de terrains pour un prix de 2.450.000 € HT soit environ 2.867.000 € TTC (à ajuster à la signature de l'acte avec la TVA affectée au logement social), sur une participation de 150.000 € de la commune, en complément du reversement de la taxe d'aménagement à hauteur de 373.000 € et sur une participation d'équilibre de 131.000 € de la Métropole déjà versée.

Le bilan financier présenté reste conforme, à ce stade, aux prévisions établies.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L.300-5 du code de l'urbanisme ;
- Le traité de concession d'aménagement de l'opération des Arcades signée le 28 juillet 2014 ;
- Le CRAC au 31 décembre 2017 transmis par l'aménageur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les éléments présentés dans le CRAC 2017 sont conformes aux attentes de la Collectivité en matière de réalisation de l'opération au vu des objectifs fixés dans le traité de concession.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu d'activité présenté par la SPL Façonéo pour l'année 2017 relatif à l'opération d'aménagement des Arcades à La Penne-sur-Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-4199/18/CM

**■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par l'EPAD au titre des conventions publiques d'aménagement au 31 décembre 2017
MET 18/7596/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Le tableau ci-dessous rappelle les opérations concernées ainsi que les références des délibérations correspondantes :

OPERATIONS DATES DES ACTES ACTES	N°	DES
--	----	-----

Aménagement du secteur Marronède Fos-sur-Mer	14/04/06	192/06
ZAC des Cognets à Istres	30/07/02	326/02
ZAC des Craux à Istres	25/04/03	265/03
ZAC de Trigance à Istres	26/06/02	271/02
ZAC du Tubé à Istres	26/06/02	270/02
ZAC du Cours de la Rousse (Maille II) à Miramas	03/04/09	168/09
ZAC des Molières à Miramas	05/11/02	490/02
ZAC de la Péronne à Miramas	22/03/12	93/12
ZAC de la Plate-forme CLESUD	22/03/02	SME 08/02

Pour rappel, par délibération n° 08/02 du 22 mars 2002, le Comité Syndical du Syndicat Mixte Euro-Alpilles a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation de la ZAC de la Plate-Forme CLESUD sur les communes de Grans et Miramas, par la conclusion d'une convention publique d'aménagement.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016, et l'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que l'EPAD fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,

- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Ces éléments arrêtés au 31 décembre 2017, ont été transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par l'Epad et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-4200/18/CM

■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL ADOP au titre des conventions publiques d'aménagement au 31 décembre 2017 MET 18/7598/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour mémoire, le Comité Syndical de Ouest Provence a approuvé les délibérations n° 272/02 en date du 26/06/2002 et n° 264/03 en date du 25/04/2003 relatives à la passation des Conventions Publiques d'Aménagement avec l'Epad pour les opérations d'aménagement des ZAC de Lavalduc et du Mazet 2 sur la commune de Fos-sur-Mer.

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Par délibération du Comité Syndical n° 448/15 du 22 octobre 2015, Ouest Provence a approuvé la création d'une société publique locale dénommée «Aménagement Développement Ouest Provence».

Par délibération du Comité Syndical n° 584/15 du 17 décembre 2015, Ouest Provence a approuvé, par avenants, le transfert de ces conventions publiques d'aménagement à la SPL ADOP.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que la SPL ADOP fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Ces éléments arrêtés au 31 décembre 2017, ont été transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL ADOP et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-4201/18/CM

**■ Opération d'aménagement "Interface Vallée de l'Huveaune-commune d'Aubagne" site du "Bras d'or" - Approbation du traité de concession d'aménagement
MET 18/7669/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2016, à l'occasion de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne qui identifie de nombreux projets en particulier dans le secteur centre-ville est apparue la nécessité d'une intervention globale et coordonnée pour la restructuration du secteur du « Bras d'or », véritable zone de rotule Urbaine entre l'axe de la vallée de l'Huveaune et le centre-ville d'Aubagne.

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le conseil métropolitain a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement urbain du site des « Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne et approuvé la création d'une opération d'aménagement n°2016102100 « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne » d'un montant de 15.0000.000 euros, permettant d'engager la restructuration de l'îlot du "bras d'or" et les études de préfiguration nécessaires à la requalification de ce secteur.

Les études ont été engagées par les services de la Métropole dans le cadre d'un mandat d'études préalable confié à la SOLEAM.

Par ailleurs, la commune et la Métropole - Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile - ont été lauréate en 2016 d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Quartier de Gare » organisé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et qui vise à renforcer la démarche de projet urbain autour des pôles d'échanges.

Une étude pré-opérationnelle a ainsi été lancée, conduite actuellement par le bureau d'étude AREP, qui vise à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant, le développement d'équipements publics, d'emploi et d'habitat.

Dans ce contexte, la requalification des espaces publics constitués du cours Barthélemy, de l'avenue des Goums, de la Place L. Sicard, du Chemin du Bras d'Or, du Mail Antide Boyer et de l'espace Grimaud sont prioritaires. La requalification esplanade Charles de Gaulle nécessite un audit préalable.

L'opération de réaménagement de l'îlot du « Bras d'Or » contribuera à l'affirmation du rôle d'Aubagne dans le système métropolitain.

Les actions à mettre en œuvre doivent être multiples et couvrir tous les champs de l'aménagement (espaces publics, mobilités, restructuration urbaine)

Pour optimiser leur efficacité et leur efficience, elles doivent être coordonnées et cohérentes.

Aussi, une concession d'aménagement constitue l'outil le plus approprié pour répondre à tous ces objectifs. Elle permettra à la fois d'engager les travaux d'espaces publics et les démarches visant à restructurer et développer les îlots stratégiques du secteur Bras d'or et Antide Boyer.

En 2016, suite à la déclaration d'intérêt métropolitain de l'opération « Bras d'or » la Métropole a confiée à la Soleam un mandat d'étude.

En application de l'article L300-5-2 du Code de l'Urbanisme et au vu des statuts de la Soleam, la Métropole Aix-Marseille est en mesure de confier à la Soleam une concession d'aménagement sans mise en concurrence.

Il est donc proposé de poursuivre avec la Soleam et de lui confier la concession d'aménagement conformément aux articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

A ce titre la Soleam aura en charge de réaliser et de mener à bien l'aménagement du centre-ville d'Aubagne sur une durée de 8 ans.

Le projet de traité de concession ci-annexé fixe les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-1 et L.300-4, L.300-5 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du conseil métropolitain n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement urbain du site des « Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne et approuvé la création d'une opération d'aménagement ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération de réaménagement de l'îlot du « Bras d'Or » contribuera à l'affirmation du rôle d'Aubagne dans le système métropolitain.
- Qu'une concession d'aménagement constitue l'outil le plus approprié pour répondre aux objectifs de l'opérations.
- Qu'au vu des statuts de la Soleam, la Métropole Aix-Marseille est en mesure de confier à la Soleam une concession d'aménagement sans mise en concurrence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'affectation d'autorisation de programme AP n° 6 d'un montant de 15.0000.000 euros, pour permettre d'engager l'opération d'aménagement de restructuration du centre-ville d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 – Sous Politique C 140 – Fonction 515 - Chapitre 20,23 et 204.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 150 000 euros

Année 2019 : 1 000 000 euros

Années suivantes : 13 850 000 euros

Article 3 :

Est approuvé le traité de concession le bilan prévisionnel et le périmètre de la concession pour l'aménagement du centre-ville d'Aubagne ci-annexés.

Article 4 :

Est approuvée la désignation de la Soleam en qualité de concessionnaire.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce traité de concession ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-4202/18/CM

■ Approbation du Projet Urbain Partenarial de Vallon Régny à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de deux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 - Détermination du périmètre MET 18/7470/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé dans le 9^{ème} arrondissement, le secteur de Vallon Régny constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régny dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté

politique de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le BUS.

Aussi, depuis l'approbation de ce programme des équipements publics plusieurs évolutions se sont produites :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant de la ZAC de Vallon Régny. Un avenant n° 9 à la concession d'aménagement n° T 1600916C0 du 17 juin 2016 a été approuvé en ce sens.

- une pression immobilière s'exerce sur des îlots situés en frange de la ZAC où des opérations de logements, d'initiatives privées, sont désormais projetées.

En 2016, les constructeurs VINCI Immobilier et COFFIM qui envisagent la réalisation d'un programme de construction de 21 450 m² en logement et 1 733 m² en commerce sur une emprise foncière, appartenant à l'APHM, située entre le Bd Sainte Marguerite et le Bd Roux au sein du 9^{ème} arrondissement de Marseille, se sont rapprochés de la Métropole Aix-Marseille Provence.

En effet, leur programme doit être desservi par la voie U 522 prévue au PLU ainsi que par ses maillages sur le réseau public viaire dont la réalisation dans le cadre du programme de la ZAC de Vallon Régny n'était pas programmée dans la temporalité de leur projet.

Aussi, en application des articles L. 332.11.3 et 332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'Urbanisme les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM et la Métropole se sont entendues afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements nécessaires à leur projet. Il permet également d'intégrer les besoins générés par le programme de logements de leur opération pour revoir le dimensionnement des équipements scolaires qui, tels qu'initialement prévus sur le secteur, ne répondaient qu'aux besoins de la ZAC.

Après avoir pris connaissance d'autres opérations de constructions susceptibles de se développer aux franges de la ZAC, la Métropole a déterminé un périmètre à l'intérieur duquel les futurs constructeurs seront tenus de conclure une convention de PUP pour contribuer au financement de la part des équipements scolaires qui répondra aux besoins des habitants ou usagers de leurs opérations.

Ce contexte a rendu nécessaire d'adapter le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter :

- une nouvelle répartition de la prise en charge financière des équipements entre, l'Aménageur, la Ville de Marseille et la Métropole, induite par la prise de compétence de la Métropole,

- l'actualisation du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux réalisés,

- les besoins générés par les projets de constructions aux franges de la ZAC.

Le programme des équipements publics modifié a été approuvé au Conseil Municipal du 3 octobre 2016 et au Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

Le projet urbain partenarial porte sur l'aménagement d'un secteur de 379 700 m² dont l'emprise foncière englobe la ZAC de Vallon Régné et plusieurs fonciers de futures opérations situées en franges et bénéficiant des équipements publics à réaliser. Son périmètre est joint en annexe 1. Il a fait l'objet d'une approbation par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016. Il s'est traduit par la signature d'une première convention entre COFFIM/VINCI, la Métropole et SOLEAM le 25 avril 2017 relatif à un programme de 23 183 m² de planchers répartis selon 21 450 m² en logements et 1 733 m² en commerces.

Cette convention est devenue caduque le 25 avril 2018 du fait d'une clause qui prévoyait l'acquisition du foncier auprès du propriétaire du terrain, par les constructeurs dans un délai de 1 an. Cette acquisition ne s'est pas réalisée dans les délais impartis mais reste d'actualité. Il convient donc d'approuver une nouvelle convention et d'y intégrer les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et ses abords et également de revoir les échéances du PUP.

De plus il est nécessaire de prendre en compte le fait que l'opération de COFFIM/VINCI se décline à présent en deux opérations représentées par la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522, chacune faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme distincte.

Le projet développé par la SCCV Marseille Sainte Marguerite s'établit sur une assiette foncière de 14 860 m². Il prévoit une surface de plancher de 13 916 m² dont 11 913 m² affectés à du logement, soit 201 logements et 2003 m² affectés à de l'activité.

Le projet développé par la SCCV Marseille U522 s'établit sur une assiette foncière de 9 827.06 m². Il prévoit une surface de plancher de 9 336 m² affectée à du logement.

Les équipements publics qui sont nécessaires au développement des opérations situées en limite extérieure de la ZAC sont constitués par :

- le tronçon sud de la voie nouvelle inscrite au PLU dite U 522 ainsi que ses réseaux,

- la voie reliant la U522 au Boulevard Urbain Sud

- le prolongement de la rue Richard Mandin et le traitement du carrefour entre le Chemin du Val des bois et le chemin du Vallon de Toulouse en lien avec le développement d'opérations immobilières susceptibles de se développer au Nord de la ZAC.

- une part des équipements scolaires réalisés en 1^{er}e tranche soit prévisionnellement six classes maternelles et dix élémentaires.

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

Hormis le prolongement de la rue Richard Mandin et le traitement du Carrefour chemin du val des Bois/Vallon de Toulouse qui seront réalisés par la Métropole, les équipements ci-dessus seront réalisés par la SOLEAM aménageur de la ZAC au titre de la convention de concession passée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics du PUP joint en annexe 3 est estimé à :

17 412 457 euros HT, dont 5 033 502 euros, soit 29%, seront financés par les participations des constructeurs hors ZAC, 2 268 620 euros soit 13% par le bilan de la ZAC et 10 110 335 euros, soit 58% par les collectivités.

L'annexe 4 précise le coût de ces équipements, les modalités de partage des coûts entre les collectivités, la ZAC et les autres opérations du PUP.

Les conventions de PUP devant intervenir entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 sont jointes en annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les opérations susceptibles de se développer aux franges de la ZAC Régny génèrent une adaptation de la capacité des équipements scolaires projetés,
- Qu'une part des équipements de voirie et réseaux divers réalisés dans la ZAC bénéficie directement à certaines de ces opérations,
- Que le prolongement de la rue Richard Mandin est nécessaire pour permettre l'urbanisation des terrains cadastrés n°209847 B218, 209847 B219, 210859 D0114, 210859 D130, 210859 D134.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du Projet Urbain Partenarial conformément à l'article L 332-11-3 II du Code de l'Urbanisme, joint en annexe 1 au sein duquel les participations des constructeurs se substitueront à la taxe d'aménagement jusqu'au 31 janvier 2028.

Article 2 :

Sont approuvés les équipements publics qui sont nécessaires au développement des opérations situées en limite extérieure de la ZAC tels que localisés en annexe 2 ainsi que le coût prévisionnel du programme des équipements publics du projet urbain partenarial joint en annexe 3.

Article 3 :

Est approuvée la répartition des coûts entre les collectivités, la ZAC et les opérations du Projet Urbain Partenarial joints en annexe 4.

Article 4 :

Sont approuvées les conventions de Projet Urbain Partenarial à conclure avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 jointes en annexes.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

URB 045-4203/18/CM

**■ Avis sur les projets de périmètres délimités des abords (PDA) des monuments historiques (Communes d'Allauch - Marignane - Marseille et Septèmes-les-Vallons)
MET 18/7376/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La protection des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur les monuments concernés.

Ces périmètres sont intégrés en annexe du document d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme) au titre des servitudes d'utilité publique.

Depuis la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, la protection des abords s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France et après enquête publique. Faute d'avoir délimité ce périmètre, la protection des abords s'applique subsidiairement, dans un périmètre de 500 mètres autour de l'immeuble (article L 630-1 du Code du Patrimoine).

La procédure de création ou de modification de ces périmètres délimités des abords est menée par les services de l'Etat.

Toutefois suite à la loi du 7 juillet 2016 et à son décret d'application n°201-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables, le Code du Patrimoine prévoit que lorsque la délimitation du ou des périmètres des abords intervient concomitamment à l'élaboration d'un PLU, le préfet doit saisir pour avis la commune ou l'EPCI compétent ; l'autorité compétente en matière de PLU diligente une enquête publique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Dans ce cas, l'organe délibérant de la collectivité compétente émet un avis sur les périmètres proposés en même temps qu'il arrête le projet de PLU (article R. 621-93, II du Code du Patrimoine).

En 2016, a été engagée par les services de l'Etat, une étude en vue de définir une proposition de périmètres délimités des abords autour de certains monuments historiques situés au sein du Territoire Marseille Provence.

Cette étude concerne les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons et a porté sur neuf monuments historiques :

Allauch : Campagne Vallombert et Château de Fontvieille,

Marignane : Ancienne chapelle Saint Nicolas,

Marseille : Oppidum de Verduron et des Baou à Saint Marcel, les trois Châteaux de la Reynarde, Régis et de la Buzine,
Septèmes-les-Vallons : Oppidum des Mayans.

Ces périmètres de protection des abords permettent, dans un objectif de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel, de protéger les immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et/ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 22 mai 2015, a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation avec le public définies en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération préalable, adoptée le même jour, elle a également défini les modalités de collaboration avec les communes membres pour cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a décidé de poursuivre cette procédure conformément aux objectifs poursuivis, aux modalités de concertation avec le public et aux modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées à l'engagement de la procédure.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par Monsieur le Préfet, par courrier en date du 5 septembre 2017, à l'appui d'un dossier présentant et justifiant les propositions de périmètres, situées dans l'aire du PLUi du Territoire Marseille Provence.

4 communes du Territoire et 9 monuments historiques sont concernés (Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons).

Les périmètres des abords proposés sont cohérents avec les tissus urbains existants et la topographie du territoire ; de plus, ils prennent mieux en compte le parcellaire existant. Ainsi, ils contribuent à plus de cohérence dans l'application du droit des sols lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Conformément à l'article R 621-93 du Code du Patrimoine, le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les projets de périmètres des abords après consultation de la ou des communes concernées.

Ainsi les 4 communes susmentionnées ont été respectivement consultées par courrier du 30 mars 2018 sur les projets de périmètres délimités des abords les concernant.

Après cette consultation, il convient donc que la Métropole exprime son avis sur les projets de périmètres délimités des abords proposés par le Préfet.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 actant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Les projets de délimitation des Périmètres des Abords transmis par Monsieur le Préfet le 5 septembre 2017 ;
- La consultation des communes concernées par courrier du 30 mars 2018 sur les projets de périmètres délimités des abords : Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la protection des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur les monuments concernés ;
- Que depuis la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, la protection des abords s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, qui se substitue au rayon de 500 mètres,

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par délibération du 22 mai 2015, engagé la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et qu'elle a décidé de poursuivre l'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- Que Monsieur Le Préfet a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière de PLU, par courrier du 5 septembre 2017, les projets de périmètres délimités des abords pour les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons pour 9 monuments historiques ;
- Que préalablement à l'avis de la Métropole, les 4 communes concernées ont été consultées sur les projets de PDA ;
- Que les périmètres adaptés de protection des abords des monuments historiques proposés par Monsieur le Préfet permettent de protéger les immeubles qui forment avec les monuments historiques concernés un ensemble cohérent et les immeubles qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation et/ou à leur mise en valeur.

Délibère

Article 1 :

Est émis un avis favorable sur les projets des périmètres délimités des abords concernant les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 2 :

Est pris acte que les projets de périmètres délimités des abords susmentionnés seront soumis à enquête publique conjointement à l'enquête publique relative au PLUi du territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-4204/18/CM

**■ Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement
MET 18/7253/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 152-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants ».

L'article L 230-3 dispose que « l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La Ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquiescer relative à la parcelle 817 E 49 située boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération Grand Centre -Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération vise le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements.

C'est pourquoi, conformément à l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la concession d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise le Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité, à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 152-2 et L 230-1 et suivant ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition de l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à la SOLEAM.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à déléguer, en application de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme, au nom de la Métropole, le droit de délaissement à la SOLEAM pour l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 13001 cadastré sous le n° 817 E 49.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-4205/18/CM

**■ Instauration du Droit de Prémption Urbain -
Commune d'Aurons
MET 18/7590/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain ».

Par délibération du 29 décembre 2015, la commune d'Aurons a approuvé la révision générale de son PLU.

L'adoption de ce nouveau PLU nécessite l'instauration d'un périmètre de Droit de Prémption Urbain.

En effet, le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L 221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le Droit de Prémption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune d'Aurons, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Prémption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération de la Commune d'Aurons du 15 janvier 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme, révisé par délibération du 29 décembre 2015 ;
- La délibération de la Commune d'Aurons du 23 mai 2018 donnant un avis favorable à l'institution d'un périmètre de Droit de Prémption Urbain sur sa commune ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 donnant un avis favorable à l'institution d'un périmètre de Droit de Prémption Urbain sur la commune d'Aurons ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aurons a été approuvé le 15 janvier 2014 et révisé le 29 décembre 2015 ;
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du Droit de Préemption Urbain sur la Commune d'Aurons ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur la commune d'Aurons ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, à savoir les zones U, 1AU et 2AU, tous indices confondus.

Le champ d'application du Droit de Préemption Urbain est identifié à l'aide d'un plan annexé à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 048-4206/18/CM

■ Adhésion à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7344/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), créée en 2010, a pour ambition de regrouper l'ensemble des structures porteuses de SCOT (communautés de communes, d'agglomération, communautés urbaines et syndicats mixtes).

Elle a pour objectif de constituer un centre de ressource et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion, témoignages...), et constituer une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Compte tenu de sa compétence en matière d'élaboration de Schémas de Cohérence Territoriale,

la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale .

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2018 s'élève à 4 000 euros pour un périmètre de SCOT regroupant plus de 400 000 habitants. Le montant et les modalités de calcul de la cotisation sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les statuts de la Fédération Nationale des SCOT du 28 juin 2013

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à la Fédération Nationale des SCOT dans le cadre de l'élaboration du SCOT Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à la Fédération Nationale des SCOT et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 4 000 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence- Nature 6281-Fonction 518-Sous Politique C110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers de veille également à Aubagne.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-4207/18/CM

■ Approbation du Rapport Politique de la Ville
2017

MET 18/7525/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville .

Concernant la Métropole Aix-Marseille- Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants :

- 38 pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons , soit 244 000 habitants . A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.
- 4 pour le contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix en Provence, 1 à Gardanne ,1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23220 habitants.
- 4 pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre –L'Etang et 2 à Salon de Provence, soit 8000 habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon de Provence
- 1 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2300 habitants. A

- 3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas, soit 10 400 habitants . A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits de veille : 4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas.

- 5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille : 4 à Martigues et 1 à Port de Bouc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-173 , le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville prévu aux articles L1111-2 et L 1811-2 du code général des collectivités territoriales , paru au Journal Officiel du 5 septembre 2015 prévoit que

« Dans les communes et établissement publics de coopération intercommunale(EPCI) signataires d'un Contrat de Ville, le maire et de le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmation de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire.

Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel »

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2017 des Contrats de Ville par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ils décrivent notamment la mise en œuvre en 2017 des contrats de ville sur chaque conseil de territoire, l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'articulation entre les actions menées au niveau des différents volets du contrat de ville, et s'il y a lieu avec les opérations d'aménagement au titre du Programme National de Renouvellement Urbain ,

l'accompagnement des conseils citoyens et l'ingénierie mobilisée .

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Au regard du caractère transversal de la politique de la ville, le projet métropolitain déterminera les modalités selon lesquelles les compétences de la Métropole concourent aux objectifs de cohésion sociale et territoriale.

De même, le pacte de gouvernance, financier et fiscal adopté par la métropole par délibération du 30 juin 2016 participe déjà de la solidarité territoriale dans une logique de redistribution financière mais également de développement d'un projet métropolitain .

Le principe d'une évaluation à mi-parcours des contrats de ville a donc été validée à l'échelle de la Métropole par délibération du 13 juillet 2017 avec une seule évaluation pour les six territoires, copilotée par la Métropole et l'Etat, en associant l'ensemble des partenaires des contrats et les conseils citoyens.

La délibération du conseil métropolitain du 19 octobre 2017 a approuvé une convention de partenariat entre le Groupement d'intérêt Public du Centre de Ressource pour la Politique de la Ville PACA, la Métropole et l'Etat pour la réalisation de cette évaluation intermédiaire.

Cette évaluation s'appuiera sur des outils d'observation du territoire, l'analyse et l'évaluation des politiques conduites dans le cadre de la programmation annuelle, un zoom territorial sur une ou des actions spécifiques financées par les crédits spécifiques de la Politique de la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les articles L1111-2 et L 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La signature des six contrats de ville entre les conseils de territoires et l'ensemble des partenaires ;
- La délibération du 13 juillet 2017 du conseil métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre du conseil métropolitain ;
- Les avis des conseils municipaux des communes concernés ;
- les avis des conseils citoyens des territoires concernés ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille du 26 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 26 juin 2018
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire d'engager un débat sur le Rapport Politique de la Ville
- Le rapport Politique de la ville pour 2017 des six Conseils de Territoire

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue du débat sur le rapport Politique de la Ville 2017 pour les quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-4208/18/CM

■ Approbation de la Convention Cadre des Centres Sociaux et de son Schéma Directeur de l'Animation de la Vie Sociale dans les Bouches du Rhône 2018-2021

MET 18/7521/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Département des Bouches du Rhône compte 97 équipements agréés centres sociaux pour une population de 1 966 000 habitants. 58 équipements « centres sociaux » sont agréés sur Marseille et 39 le sont sur les autres communes du Département. L'ensemble des équipements sociaux du Département des Bouches-du-Rhône ont un mode de gestion associative différencié avec :

- 52 centres sociaux adhérents à la Fédération de l'Union des Centres Sociaux
- 35 centres sociaux fédératifs (IFAC, CCO, LLA, FAIL)
- 6 centres sociaux non affiliés
- 4 centres sociaux « aire de stationnement »

Implantés pour certains d'entre eux au sein des quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV), ils constituent des acteurs de proximité majeurs en matière de cohésion sociale contribuant à la mise en œuvre de missions d'animation globale et de coordination des acteurs associatifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accompagne les centres sociaux des QPV dans l'accomplissement de leurs missions et participe au financement des actions en direction des habitants conformément aux objectifs définis dans les différents Contrats de Ville.

Ainsi, au titre de ses compétences en matière de politique de la ville, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne part à la nouvelle

convention cadre des centres sociaux qui permet de définir la politique d'animation de la vie sociale des Bouches-du-Rhône pour la période 2018-2021.

Celle-ci a pour enjeux :

- d'assurer un soutien à l'animation de la vie sociale, à travers une méthodologie de Développement Social Local (DSL), dans une logique de concertation et de coopération partenariale,
- d'apporter un soutien financier pluriannuel et complémentaire au financement de droit commun, en contrepartie d'exigences accrues sur la sécurisation, le respect des procédures,
- de pérenniser le fonctionnement des équipements sociaux et prévenir les dysfonctionnements potentiels en apportant un soutien technique aux équipements sociaux et une ingénierie renforcée dans plusieurs domaines de leur activité,
- de favoriser l'émergence d'initiatives locales, de nouveaux outils, de pratiques innovantes,
- de choisir des territoires pilotes, conduire des groupes de réflexion thématiques ...

Cette démarche repose sur un partenariat entre les institutions, les fédérations de centres sociaux et les centres sociaux suivants :

- Des partenaires institutionnels :

L'Etat

La Caisse d'Allocation Familiale (CAF) des Bouches-du-Rhône

La Métropole Aix-Marseille-Provence

La Région Provence Alpes-Côte d'Azur

Le Département des Bouches du Rhône

Les Communes d'Aix-en-Provence, Arles, La Ciotat, Marseille, Miramas, Les Pennes-Mirabeau, Port de Bouc, Salon de Provence, Septèmes-les-Vallons et Vitrolles

- Des fédérations représentantes des centres sociaux :

L'Union départementale des Centres Sociaux et socio-culturels

La Fédération Centre de Culture Ouvrière

La Fédération Léo Lagrange Méditerranée

La Fédération Institut de Formation d'Animation et de Conseil

La Fédération des Amis de l'Instruction Laïque

- Des centres sociaux, représentatifs des différentes typologies :

Des territoires d'implantation sur l'ensemble du département

Des différents modes de gestion des équipements.

Quatre niveaux de financement sont définis et s'entendent à minima, chaque institution pouvant développer par ailleurs une politique de soutien complémentaire :

- Un **financement de niveau 1** qui vise à :

Verser une prestation de service aux espaces de vie sociale et centres sociaux dont la commune d'implantation n'est pas signataire de la Convention Cadre. Toutefois, les espaces de vie sociale dont les communes sont signataires de la Convention Cadre pourront bénéficier des offres de soutien proposées dans le cadre du dispositif.

- Un **financement de niveau 2** qui vise à :
Verser un financement partenarial aux équipements sociaux intégrés à la Convention Cadre. Sont concernés les équipements en délégation de service public, en gestion municipale, en régie et les aires de stationnement.

- Un **financement de niveau 3** qui vise à :
Verser un financement sur la base du co-financement déterminé sur la durée de la convention pour l'ensemble des équipements sociaux non implantés en quartiers politique de la ville et non concernés par les niveaux 1 et 2.

Un **financement de niveau 4** qui vise à :
Verser un financement bonifié aux équipements sociaux situés en quartiers prioritaires ou quartiers « vécus » et non concernés par les niveaux 1 et 2.

Financements des équipements sociaux 2018-2021	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Commune		73 686 euros	52 085 euros	58 771 euros
Conseil Départemental		7 774 euros	17 880 euros	19 124 euros
Caisse d'Allocations Familiales	Prestations de service AGC Prestations de service ACF Prestation de service EVS	73 707 euros	85 202 euros	89 410 euros
TOTAL		155 167 euros	155 167 euros	167 305 euros

La Métropole qui ne participe pas à ces financements de droit commun, contribue aux actions en direction des habitants dans le cadre de la Politique de la Ville..

L'objet du présent rapport est d'autoriser la signature de la nouvelle Convention Cadre des Centres Sociaux ci annexée qui se nomme désormais : « Convention Cadre des Centres Sociaux et son Schéma Directeur de l'Animation de la Vie Sociale dans les Bouches du Rhône 2018-2021 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La signature des six contrats de ville entre les EPCI préexistants et l'ensemble des partenaires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de pilotage et d'animation de la Politique de la Ville.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit des missions en matière de politique de la Ville dont les centres sociaux constituent des partenaires importants en matière de cohésion et d'animation sociale des territoires.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence propose, au titre de cette compétence, d'approuver la convention cadre des centres sociaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention Cadre des Centres Sociaux et de son Schéma Directeur de l'Animation de la Vie Sociale dans les Bouches du Rhône 2018-2021.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-4209/18/CM

■ **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille**
MET 18/7482/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°DEVT 005-1840/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété), dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage, sur la résidence Plombières à Marseille (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH-Copropriété afférente avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département et la Ville de Marseille établissant les objectifs et les conditions de l'opération.

Parmi les objectifs de cette OPAH-Copropriété figure notamment la réalisation de travaux sur les parties communes. Le dispositif est prévu pour se dérouler en deux temps :

- le redressement de la copropriété et la réalisation des travaux de parties communes concernant la sécurité des équipements communs, sur une durée de 18 à 30 mois,

- la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives. Le lancement de ces travaux sera conditionné à la restauration de la capacité financière de la copropriété et de ses indicateurs de gestion.

Sur le volet technique, il s'agit de mener à bien les travaux de lutte contre l'habitat indigne et l'habitat très dégradé restant à réaliser sur les parties communes. Parmi ces travaux figurent des travaux de mise en sécurité des équipements communs, essentiellement les façades dont le problème principal est celui de la carbonatation des bétons, avec risque de chute à terme, et un risque sur la stabilité de l'immeuble.

En application de la convention OPAH-Copropriété, le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT pour les travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;
- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Lors de son assemblée générale spéciale du 16 juin 2017, la copropriété de la Résidence Plombières a voté la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades, en cohérence avec les objectifs de la première phase de l'OPAH-Copropriété rappelés ci-dessus.

Le montant des travaux ainsi voté est fixé à 1 258 091 TTC présentant une base subventionnable HT à hauteur de 1 086 643 euros HT.

Dans ce cadre, le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit entre l'ANAH, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille pour un montant total de 917 127 euros.

Il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux. Le montant de cette aide s'élève à la somme de 217 329 euros. Pour rappel, il a été convenu entre les parties à la convention OPAH-Copropriété que la Métropole ferait l'avance des subventions départementale et régionales.

Pour sa part, la Ville de Marseille attribuera au syndicat des copropriétaires une aide d'un montant de 23 906 euros.

Dans ce cadre, la Ville de Marseille et la Métropole ont souhaité conclure une convention commune avec le syndicat des copropriétaires pour le financement de ces travaux.

L'objectif de cette convention de financement des travaux de mise en sécurité des façades est :

- d'une part, de fixer la participation financière de la Métropole et de la Ville de Marseille, et les modalités d'utilisation de ces aides ;
- d'autre part, d'organiser la gestion des financements de la Métropole et de la Ville de Marseille par le recours à la consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC).

En effet, s'agissant d'une copropriété avec de nombreux propriétaires aux ressources modestes, il convient de privilégier un mode de versement des subventions qui permet de réduire les délais de versement.

Outre la sécurisation et la conservation des participations, la consignation est effectivement un outil permettant de réduire les délais de versement sans coût et avec rémunération des fonds.

L'article L.518-17 du code monétaire et financier prévoit que la Caisse des dépôts et consignations est chargée de recevoir les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

En application de ces dispositions, la Ville de Marseille et la Métropole conviennent, dans le cadre de la convention de financement jointe en annexe, que la consignation du montant de leurs financements respectifs sera ordonnée par arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui autorisera la Caisse des dépôts et consignations à procéder à l'ouverture d'un compte de consignation, libellé « OPAH – Copropriété Résidence Plombière – travaux de mise en sécurité des façades », et qui fixera le montant que devront respectivement consigner la Ville et la Métropole ainsi que les modalités de déconsignation.

Le versement des aides au profit du syndicat des copropriétaires s'effectuera ainsi par voie de déconsignation des sommes préalablement consignées par la Ville et la Métropole.

Il convient de préciser que la somme consignée à cette fin par la Métropole comportera également le montant des aides départementales et régionales dont celle-ci s'est engagée à faire l'avance dans le cadre de la convention OPAH-Copropriété.

Concernant l'organisation du suivi de l'attribution des aides au syndicat des copropriétaires, il est prévu la constitution d'un comité technique composé de deux représentants de la Ville de Marseille et de deux représentants de la Métropole, choisis parmi leur

personnel. Il sera présidé par l'un des représentants de la Métropole.

Ce comité sera chargé :

- d'assurer le suivi administratif, financier et qualitatif de l'opération ;
- de veiller au respect des modalités de paiement auxquelles la Ville et la Métropole se sont engagées dans la convention ;
- d'ordonner les déconsignations au profit du syndicat des copropriétaires, selon les modalités prévues par la convention ;
- de décider du sort des intérêts produits sur les sommes consignées ;
- et de décider de la répartition entre la Ville et la Métropole des sommes consignées non utilisées.

S'agissant des modalités de versement des aides, et donc des modalités de déconsignation des sommes au profit du syndicat des copropriétaires, la convention prévoit que la demande de versement adressée par le syndicat bénéficiaire sera présentée au comité technique par l'équipe de suivi animation de l'OPAH Copropriété, accompagnée des pièces justificatives.

A l'issue de la réunion du comité technique, un relevé de décision sera établi. Ce relevé de décision, signé par le Président de la Métropole, vaudra décision de déconsignation. Il sera ainsi transmis, accompagné d'autres documents, à la Caisse des dépôts et consignations qui procèdera à la déconsignation des sommes au profit du syndicat des copropriétaires, dans un délai de 10 jours à compter de la demande qui lui sera adressée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code monétaire et financier ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement avec l'ANAH, l'État, la Région, la Ville de Marseille et le Département ;
- La convention OPAH-Copropriété « Résidence Plombières » n°18/0339 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ANAH, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille et le Département ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété), dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage, sur la résidence Plombières à Marseille (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH copropriété correspondante ont été approuvées par la délibération n°DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017;
- Que parmi les objectifs de cette OPAH-Copropriété figure notamment la réalisation de travaux sur les parties communes, dont des travaux de mise en sécurité des façades ;
- Qu'il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux ;
- Que la Ville de Marseille, également financeur, et la Métropole ont souhaité conclure une convention de financement commune avec le syndicat des copropriétaires, en prévoyant le recours à la consignation pour la gestion de leurs financements ;
- Qu'il convient donc également, d'une part, d'approuver le principe du recours à la consignation pour la gestion des financements de la Métropole et, d'autre part, d'approuver la convention de financement et

d'utilisation des aides relatives aux travaux de mise en sécurité des façades ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 217 329 euros au syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades de la résidence, sise à Marseille (3^{ème} arrondissement), dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété).

Article 2 :

Est approuvé le principe d'effectuer auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) la consignation de cette somme ainsi que du montant des aides départementales et régionales que la Métropole s'est engagée à préfinancer dans le cadre de la convention OPAH-Copropriété « Résidence Plombières », soit un montant total de consignation de 349 899 euros.

Article 3 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de financement et d'utilisation des aides relatives aux travaux de mise en sécurité des façades, réalisés dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) sur la résidence Plombières à Marseille, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et le syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires y afférant.

Article 5 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité technique institué par ladite convention :

- Monsieur Jean SCHMITT lequel assurera la présidence de ce comité ;
- Monsieur Cédric Marand

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole – Sous-politique 2016103800 – Sous-Politique E110 – Nature 204 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-4210/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'opération d'aménagement pour le Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement

MET 18/7430/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est une copropriété abritant une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 375 logements et 377 caves, 4 bâtiments comprenant 40 garages, dont 2 sont utilisés comme lieu de culte, et un petit centre commercial (5 commerces). Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que les commerces et les garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villecroze, de Malpassé et des Olivers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017. L'objectif est de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démolé en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier. De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles est confrontée la copropriété, aussi bien du point de vue de sa gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Ces constats ont conduit la Ville de Marseille à saisir Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en vue de la mise en place d'un plan de sauvegarde (PDS), dont il a fixé par arrêté du 22 janvier 2016 la composition de la commission d'élaboration.

Le 13 janvier 2017 le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Marseille a désigné Vincent Gillibert, SCP Gillibert et associés, comme administrateur provisoire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments A, C, E, F, G et H, à l'exception du bâtiment D, du centre commercial, et des garages. Puis, le 31 octobre 2017, la SCP Gillibert et associés a également été chargée par le TGI de l'administration provisoire du centre commercial.

Le programme d'action proposé dans ce projet repose sur trois modes d'interventions différents :

- Il s'agit d'une part d'engager l'appropriation publique, à fonder sur un constat de carence, des syndicats secondaires des deux bâtiments les plus élevés, A et C (95 et 66 logements). Ces bâtiments très dégradés cumulent les handicaps et s'en trouvent fortement fragilisés : absence de propriétaires occupants, concentration des bailleurs indécents ou absenteïstes, indécence de nombreux logements, dégradation des équipements collectifs et impayés de charges très élevés. L'objectif est d'acquérir au plus vite la totalité des lots de ces 2 immeubles par voie amiable et/ou d'expropriation et de déterminer leur devenir dans le cadre du projet de développement du site. Les lots ainsi acquis seront neutralisés.
- Par ailleurs, il est également envisagé d'apporter un soutien aux petites copropriétés D, E, F, G et H (soit 214 logements), et aux commerces. Ces immeubles pourraient bénéficier d'aides financières de l'ANAH et des collectivités dans le cadre de travaux de requalification des parties communes et privatives. Des logements pourraient être acquis, d'une part pour résorber les dettes de charges, d'autre part pour accueillir les occupants des immeubles A et C. Ces acquisitions permettront également d'éviter l'installation de « marchands de sommeil » et contribueront à renforcer la gestion syndicale.
- Enfin l'opération vise également à accompagner le démembrement du syndicat principal et d'individualiser chacun des immeubles, en conservant, dans un premier temps, la gestion des équipements communs par une Union Syndicale Libre (USL). Une deuxième phase, à réaliser dans le contexte du NPNRU, permettra d'accompagner l'autonomisation complète des copropriétés, leurs réseaux, leurs aires de stationnements ainsi que leurs espaces verts, autour d'un nouveau maillage d'espaces publics, et de confier à chacune un statut de copropriété.

Pour la réalisation de cette opération d'aménagement, il est proposé d'avoir recours à une concession d'aménagement en application des articles L300-4 et

suivants du Code de l'Urbanisme et désigner ainsi un opérateur spécialisé. Le concessionnaire devra mettre en œuvre le projet défini par la Métropole et financé par l'ANRU, et assurer les missions suivantes :

- Les acquisitions par voie amiable des immeubles ou des lots, par voie de préemption ou d'expropriation ;
- l'acquisition de terrains voisins, maîtrisés par la ville de Marseille, le bailleur social Habitat Marseille Provence ou autres, en vue de leur valorisation dans le cadre du NPNRU ;
- les relogements nécessaires préalables aux démolitions et l'accompagnement social des ménages ;
- La neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à la démolition ;
- La gestion et l'entretien courant des logements acquis dans les immeubles à conserver ;
- La démolition des bâtiments et la remise en état des sols ;
- La cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés ;
- La réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) liés à l'individualisation des copropriétés ainsi que la réfection et la création des voies et des espaces publics nécessaires.
- la coordination d'ensemble et l'animation nécessaire à la conduite de ces actions ;

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine sera appelée à participer au déficit du bilan d'opération au meilleur taux fixé par son règlement ou son Conseil d'administration.

L'opération d'investissement 20181061000 , « Concession d'aménagement Parc Corot », d'un montant de 18 000 000 euros TTC , inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot ;
- Qu'il est nécessaire de coordonner ces interventions dans le cadre d'une opération d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 18 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018106100 « Concession d'aménagement Parc Corot » pour un montant de 18 000 000 euros TTC, enregistrée dans le programme 06.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2018 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2019 : 500 000 euros

Année 2020 : 2 100 000 euros

Années suivantes : 15 400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-4211/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence"

MET 18/7504/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Pour la période de 2015 à 2020, le Contrat de Ville constitue le nouveau cadre de cette politique de cohésion sociale et urbaine en direction des quartiers les plus défavorisés.

Le Contrat de Ville Marseille-Provence fixe des orientations en matière d'investissement qui permettent notamment, dans les quartiers en difficulté, l'aménagement d'espaces extérieurs, de locaux ou de leur équipement en matériel en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants et les offres d'accueil.

Pour le financement de ce type de projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose d'allouer des crédits d'investissement à hauteur de 1 000 000 euros sur trois ans.

L'attribution des subventions par la Métropole Aix-Marseille-Provence sera conditionnée par le respect des principes suivants :

- Les projets devront se situer dans les 38 quartiers prioritaires de Marseille, Septèmes Marignane ou dans leur immédiate périphérie et dans les trois quartiers de « veille active » de la Ciotat conformément au décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 qui fixe la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
- Seules les associations loi 1901, les bailleurs sociaux, et les syndicats de copropriété pourront bénéficier de ces subventions.
- Le montant des subventions accordées ne pourra avoir pour effet de porter le montant des aides publiques à plus de 80% du coût total d'un projet. Les bénéficiaires devront par conséquent financer une partie de leurs projets (20% minimum) soit par autofinancement, soit en obtenant des financements privés.

- Les subventions seront attribuées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la limite de 50% maximum du coût du projet sur la base d'un dossier complet.
- Les projets retenus devront répondre aux priorités définies dans les axes du Contrat de Ville Marseille-Provence et concerner en particulier l'aménagement (travaux de construction, d'amélioration ou de réparation) des espaces extérieurs et des locaux ou l'équipement en matériel. Les investissements financés devront être destinés à servir de façon durable à l'activité du bénéficiaire.
- Les projets ne devront pas être commencés avant le vote de la subvention qui interviendra après une décision favorable des instances d'instruction de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La décision attributive de subvention fera l'objet d'une convention qui définira précisément les modalités d'application.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement n°2018105800 « Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse allouer des subventions d'investissement dans le cadre du Contrat de Ville et selon les critères susmentionnés. Cette opération sera réalisée sur le Territoire Marseille Provence.

L'opération d'investissement, « Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence », d'un montant de 1 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181103BP du programme 10 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées au Budget Etat Spécial du Territoire la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018105800 « Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence » pour un montant de 1 000 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181103BP du programme 10.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	400 000 euros
Année 2020 :	300 000 euros
Années suivantes :	300 000 euros

Article 3:

Sont approuvés les critères d'éligibilités mentionnés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-4212/18/CM

**■ Présentation des rapports d'activités du délégataire de service public pour l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, le Réaltor, de Fuveau - Meyreuil, Rives Hautes et de Bouc-Bel-Air - Simiane-Collongue, la Malle
MET 18/7684/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette Délégation de Service Public, confiée à l'Association ALOTRA, est régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 7 ans qui a pris effet le 1^{er} janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des trois Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix indiquées en objet.

Afin de permettre la vérification optimale, du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1^{er} mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines. Ceux-ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés spécifiques aux trois Aires d'Accueil, joints à cet exposé, sont accompagnés, de leurs synthèses respectives et d'un rapport synthétique global.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F, l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et l'Aire d'Accueil de Bouc Bel Air/Simiane Collongue, La Malle, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services Métropolitains du Territoire du Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Dans le domaine de la gestion sociale, malgré la mise en service tardive en date du 22 Mars 2017 de la nouvelle Aire d'Accueil d'Aix en Provence, Le Réaltor 80 places, les animations, les actions en matière de santé et scolarisation ainsi que les mesures de

soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les trois sites dans le cadre du Projet Social, traduisent certaines avancées significatives dans les quatre secteurs contractualisés, sommairement énumérés ci-après :

- Accueil et suivi des familles : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc.

En 2017, dans ce secteur ont été engagés 3 004 entretiens et interventions auprès des familles (+ 31,17%).

- Santé et prévention : consultations médicales, prévention et dépistages, sensibilisation aux violences, sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc....

Bien que les permanences PMI soient provisoirement suspendues pour des raisons de sécurité, 124 personnes ont participé aux actions engagées en 2017 dans le domaine de la santé et de la prévention (-8,14%) .

- Scolarisation et soutien scolaire : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaison avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc....

En 2017, 438 enfants ont bénéficié des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire (+26,58%).

- Animation et accès à la culture : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc....

Plus de 1 560 actions ont été engagées en 2017 sur les Aires dans les secteurs de l'animation et la culture (-4,00%).

Dans le domaine de la gestion locative une augmentation de la fréquentation est à constater. En effet, en 2017, 833 personnes ont été accueillies sur la nouvelle Aire d'Accueil Le Réaltor, de 80 places, soit 20,55 % de plus qu'en 2016. Cette progression est générée par la forte attractivité de ce nouvel Equipement Public qui voit sa durée moyenne de séjour par famille s'établir à 44 jours par famille alors qu'elle était de 42 jours par famille en 2016.

A cette fréquentation s'ajoutent les 429 personnes accueillies en 2017 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, qui dispose d'une capacité de seulement 23 places. Désormais concurrencée par les deux autres Aires plus récentes et de jauge supérieures, la qualité de ses équipements et de sa gestion maintiennent néanmoins sa durée moyenne de séjour à 39 jours par famille.

Pour sa première année complète de fonctionnement, l'Aire de Bouc Bel Air/ Simiane Collongue , La Malle, a accueilli 556 personnes et voit sa durée moyenne de séjour se fixer à 50 jours par famille.

En 2017 les trois Aires du Territoire du Pays d'Aix ont donc accueilli 1 818 personnes (+25,03%), soit 845 caravanes (+37,17%) . Les taux d'occupation annuels se fixent à 43 % pour Le Réaltor, à 55 % pour Rives Hautes et à 75 % pour La Malle, démontrant ainsi la pertinence de la qualité de leurs installations.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des trois Aires d'Accueil s'est établie à 24 379 journées/caravanes, en nette augmentation de 67,53 % par rapport à 2016.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de 189 782 € TTC, soit plus 106 % par rapport à 2016. Les produits totaux des budgets d'exploitation atteignent à 759 893 € TTC, alors que les dépenses globales idoines s'établissent à 662 816 € TTC, dégageant ainsi un résultat global excédentaire de 97 077 € TTC, alors que 2016 faisait l'objet d'un déficit de 27 714 € TTC.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs/Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à 28,63 %. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites, de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet ou de populations sédentarisées.

Ces occupations génèrent des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations,...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits risquent donc de mettre en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil, induisent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion des Aires d'Accueil, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En 2017, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale du Territoire du Pays d'Aix, afférente à la gestion et à l'animation de ces structures d'accueil s'est limitée à 141 483 € TTC, soit 14,60 % de moins

que l'année précédente. Compte tenu des résultats financiers exposés ci avant, au titre de 2018 cette contribution financière devrait donc connaître une très forte baisse, conformément à l'application contractuelle de la formule d'ajustement du Cadre Financier de référence.

De surcroît, un mécanisme d'intéressement réparti entre le Déléataire et le Délégrant l'éventuelle recette annuelle supplémentaire perçue par le gestionnaire.

Il est à préciser qu'en 2017, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances du Territoire du Pays d'Aix, s'établit à 86 € TTC par personne accueillie, soit une charge de 0,23 € TTC/personne/jour.

Les propos qui précèdent démontrent, que ces trois Aires, remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passage, proximité des Equipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à l'accueil, la gestion, les services et les animations proposés. Ils souhaitent voir se développer sur la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autres Equipements de qualité, semblables aux Aires d'Accueil construites sur le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage
- La délibération n°2010_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- L'avis de la CCSPL du 15 juin 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 Juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des Rapports d'Activités annuels pour l'exercice 2017 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, de Bouc-Bel-Air / Simiane-Collongue, La Malle.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-4213/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements et approbation de l'avenant 20 à la convention de concession
MET 18/7414/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille

Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° 07/1455 en date 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

La concession présente au 31 décembre 2017 le bilan opérationnel suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dans 12 immeubles : 27 logements ont été revendus à ce jour,
- 94 logements livrés dont 43 étaient sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement.

Sur les 75 immeubles inscrits, 55 ont été traités.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2017 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2017, ont été réalisés :

- 7 traverse du Prieur (13015) : acquisition amiable pour un montant de 200 000 euros.
- 36 rue du Bon Pasteur (13002) : prise de possession du dernier lot pour un montant de 34 000 euros.
- 11 Battala (13003) : ordonnance d'expropriation rendue le 5 mai 2017.

Procédures publiques :

- Des arrêtés liés au péril ou à l'insalubrité ont été pris en 2017 :

- 3 Boulevard Burel (13003) : un arrêté de péril imminent pris en mars ordonnant l'évacuation des occupants sans droit ni titre puis la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité le 23 novembre 2017 suite à la démolition de l'immeuble par Urbanis.

- 30 rue du Bon Pasteur (13002) : arrêté de péril imminent le 20 décembre 2017 avec évacuation et relogement temporaire des locataires concernés.

- L'aboutissement d'une procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires du 11 boulevard Battala (13003) : ordonnance d'expropriation en mai 2017 au profit d'Urbanis Aménagement.

- Des immeubles sous procédure de restauration immobilière : poursuite du pilotage et de l'animation de l'Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur les immeubles situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille. Saisine du Préfet fin 2017 pour la demande d'ouverture des enquêtes parcellaires préalable à la cessibilité des immeubles même si des travaux doivent être engagés en 2018 sur les 4 immeubles.

Relogements

En 2017, le dernier propriétaire occupant de l'immeuble situé 36 rue du Bon Pasteur (13002) a été définitivement relogé ce qui a permis de vider entièrement l'immeuble.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2017, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Pour rappel, 51 lots ont été acquis dans ce cadre depuis le début de la concession.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14^{ème} arrondissement :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2017, les actions les plus importantes ont été :

- la participation active à l'assemblée générale du 15 mars 2017,
- l'aide au Conseil Syndical dans le cadre de la consultation pour la mise en concurrence du syndic (cahier des charges, analyse offre, réception des candidats),
- la réalisation d'un film sur les actions menées dans la copropriété.

Travaux

En 2017, 9 sites ont fait l'objet de travaux :

- 3 chantiers sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement :

- 34 rue du Bon Pasteur (13002) : chantier en cours pour la livraison de plateaux à aménager,

- 4b rue Duverger (13002) : travaux de réhabilitation de locaux bruts réceptionnés en décembre 2017,
 - 3 boulevard Burel (13003) : démolition du bâtiment, mise en état des sols, clôture et réalisation d'une fresque en collaboration avec l'association qui sera bénéficiaire du terrain ainsi libéré. Les travaux ont été réceptionnés en octobre 2017.
- 2 chantiers sous maîtrise d'ouvrage de bailleurs sociaux (fonciers ayant fait l'objet de DUP) :
- le site de la RHI Lyon/Séraphin (13015) : Nouveau Logis Provençal a livré une opération de 30 logements sociaux,
 - 270 avenue Roger Salengro (13015) : travaux de création de logements sociaux en cours par LOGEO méditerranée.
- 4 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privée ayant fait l'objet de cessions avec cahier des charges :
- 6 traverse Antoine Caria (13015) : 1 logement à créer (maison de ville).
 - 3 rue Roger Schiaffini (13003) : 4 logements locatifs.
 - 21 rue Edgar Quinet (13015) : 2 logements locatifs.
 - 7/9 bd Jean Salducci (13016) : 7 logements locatifs

Cessions

Les cessions en 2017 concernent les adresses suivantes :

- 31 avenue Pelletan (13002) : vente de tous les lots d'habitation à un particulier (4 logements).
- 6/8 rue Desaix (13002) : vente de 2 logements déjà loués.
- 32 rue du Bon Pasteur (13002) : vente de 3 logements.
- 80 bd National (13003) : vente d'1 logement à un particulier.
- 50 rue Félix Pyat (13003) : vente d'un local à une association.
- 78 rue de la Belle de Mai (13003) : vente de 2 lots réhabilités à un particulier.
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : vente de 2 logements à réhabiliter.
- 23 rue Antoine Donaz (13015) : vente de 2 logements réhabilités.
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : vente de l'immeuble entier.

La commercialisation par lots des biens acquis dans le cadre de la concession (en remplacement d'une vente en bloc) a permis une accélération des ventes et engagements courant 2017. L'objectif de céder la totalité des biens acquis d'ici la fin de la convention devrait être rempli.

Etudes

- Domaine Duverger (13002) : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé en 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Au cours de l'année 2017 :

- La totalité des lots ont été attribués courant 2017 par une commission composée à cet effet,
- Urbanis Aménagement a par ailleurs rédigé avec les services fonciers de la Ville les cahiers des charges de cession,
- Le concessionnaire a également assisté les futurs propriétaires dans le montage de leurs dossiers de permis de construire qui ont tous été accordés en 2017,
- Urbanis Aménagement a enfin assisté la Ville pour la convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui devait aboutir au vote de travaux en parties communes concernant la toiture d'un local.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un ilot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 bd Burel 13003). La dernière version de l'étude a été rendue en juillet 2017. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres. En attendant, l'immeuble situé 3 bd Burel a été démoli par le concessionnaire et une convention d'occupation précaire a été signée avec l'association mitoyenne « la Fraternité » qui gèrera le terrain et y aménagera des équipements légers et démontables pour enfants et adolescents.

Travaux d'office

Il n'y a pas eu de travaux d'office en 2017.

A ce stade d'avancement de la concession, au regard des dossiers complexes encore en cours et qui devraient n'aboutir qu'en 2019, une prorogation de la durée de la concession d'un an s'avère nécessaire (jusqu'au 31 décembre 2019). En effet, cette année supplémentaire devrait permettre :

- la commercialisation et la revente de l'intégralité des biens acquis dans le cadre de la concession,
- l'aboutissement des procédures contentieuses encore en cours et des déconsignations dans le cadre des expropriations,
- le suivi des cahiers des charges après revente,
- le suivi et l'animation d'opérations complexes comme la RHI/THIRORI Bon Pasteur (13002),
- l'assistance auprès de la copropriété du Mail G encore fragile.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 joint en annexe.

Il s'agit également d'approuver l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2019 et joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2019. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 1 341 616 euros et sont quasiment conformes aux prévisions qui les estimaient à 1 300 406 euros.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 127 550 euros soit un taux d'avancement de 84% par rapport au prévisionnel final. Le poste le plus avancé est logiquement celui des acquisitions de terrains et immeubles bâtis (92%) et de ses frais annexes. Le poste le moins avancé est celui des travaux avant recyclage et réhabilitation. En effet, un certain nombre de chantiers importants et coûteux sont actuellement en cours.

Au terme de la concession en décembre 2019, le montant prévisionnel des dépenses atteint 20 265 513 euros. Il est en hausse de 0,3 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2016 ce qui est dû notamment à une hausse des dépenses du poste travaux et une hausse de la rémunération consécutive à la prorogation d'une année. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (30%), « travaux d'aménagement » (5,5%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « honoraires sur travaux » (2,5%), « travaux de reconstruction et de parking » (22%), « frais annexes » (3,5%), « rémunération Urbanis Aménagement » (28%) et « frais financiers » (0,1%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 1 267 030 euros. La participation du concédant à l'équilibre du bilan en 2017 de 37 924 euros a été versée début 2018. Le CRAC au 31 décembre 2016 prévoyait des recettes à hauteur de 1 502 898 Euros. Cette baisse s'explique essentiellement par le report de cessions initialement prévues en 2017. Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 7 689 935 euros soit un taux d'avancement de 74 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont les postes autres produits (93%), cession d'immeubles

(91%), subventions (84%) et cession de terrains (71%). Les postes les moins avancés sont les cessions de lots réhabilités (31%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions de lots, elles se poursuivront en 2018 avec notamment la vente des 10 logements sur le Bvd des Italiens (13015). Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 bd Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Au terme de l'opération en décembre 2019, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 362 577 euros en hausse de 3% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 027 071 euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Malgré la prorogation du délai de la concession d'une année, la participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée à 10 287 924 euros grâce à une trésorerie estimée bénéficiaire à fin 2020.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2017 une participation du concédant de 10 000 000 d'euros soit 97 % du total des versements prévus. La participation 2017 de 37 924 euros a été versé par la Métropole début 2018. Le versement du solde de la participation interviendra en 2018 pour un montant de 250 000 euros. Il n'est pas prévu de participation du concédant en 2019.

Solde de trésorerie brute

Fin 2017, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 643 476 euros, inférieur au prévisionnel du CRAC 2016. Les recettes ont été inférieures au prévisionnel et les dépenses légèrement supérieures.

Avenant 20 à la convention de concession

Il est nécessaire d'approuver un avenant n°20 à la convention de concession pour proroger la durée de la convention de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019, et ce à participation à l'équilibre du bilan inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2017 et l'avenant n°20 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 de la Concession EHI lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement, ci-annexé, avec une participation inchangée de 10 287 924 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°20 à la convention d'aménagement n°07/1455, ci-annexé, qui proroge la convention jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 3 :

Le solde de participation à verser en 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence au concessionnaire Urbanis Aménagement reste inchangé et s'établit à 250 000 euros.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-4214/18/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat
MET 18/7439/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAH) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2).

En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,

- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

97 immeubles entraient dans le champ de la concession lot n°1 au 31 décembre 2017.

Conformément aux objectifs redéfinis dans le cadre du CRAC au 31 décembre 2016, 67 immeubles devaient être traités entièrement ou partiellement ainsi que 24 lots de copropriétés. Le CRAC arrêté au 31 décembre 2017 met en avant la nécessité de retirer de la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage seront réalisés dans le cadre d'une autre opération, ramenant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 67 à 65. Prévisionnellement, ces deux opérations (de l'acquisition jusqu'à la vente avec cahier des charges) ne génèrent pas de déficit.

En revanche, le traitement de 11 immeubles n'aura pas abouti au 31 décembre 2018, soit car la maîtrise et/ou les procédures contentieuses ne seront pas achevées, soit car la commercialisation sera toujours en cours. L'augmentation du déficit de ces opérations est estimée à 140 000 euros et la rémunération afférente du concessionnaire est estimée à 50 000 euros.

Afin de mener à leur terme ces 11 opérations, il est donc proposé d'augmenter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération de 190 000 euros (soit 140 000 euros pour combler le déficit et 50 000 euros pour la rémunération du concessionnaire) et de proroger la concession d'un an supplémentaire portant ainsi la fin de la concession au 31 décembre 2019.

Pour les 32 immeubles restant, le concessionnaire ne prévoit pas d'engager d'action foncière d'ici la fin de la concession car les procédures ne peuvent être menées à leur terme dans ces délais. Toutefois, il exercera une vigilance pour saisir, au cas par cas, toute opportunité permettant d'aboutir à une réhabilitation. Si elle n'aboutissait pas, la réhabilitation de ces immeubles sera recherchée dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

La concession présente au 31 décembre 2017 le bilan opérationnel suivant :

48 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

18 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

5 autres immeubles n'ont pas encore fait l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le cadre de la concession.

27 immeubles présentent à ce jour des avancées qui ne sont pas suffisantes pour affirmer que leur traitement complet soit envisageable avant fin 2019. Toutefois, le concessionnaire demeure vigilant, au cas par cas, si des opportunités se présentent ou si des situations se débloquent, pour accélérer et finaliser le traitement des immeubles concernés. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, etc.

Le bilan d'activité de la concession pour l'année 2017 s'établit ainsi :

Acquisitions

2 immeubles entiers ont été acquis par voie d'expropriation (51, rue du Petit Saint-Jean et 15, rue de l'Arc – 13001)

1 lot a été acquis, de manière amiable, dans 1 copropriété, dans la perspective de son redressement (4 Porte Baussenque – 13002) ;

6 lots ont été acquis dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble (8 Halle de Lacroix).

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre de deux procédures de carence pour l'acquisition des immeubles sis 63 rue d'Aubagne - 13001 (déconsignation des indemnités d'éviction commerciale) et sis 8 Halle Delacroix - 13001 (paiement des indemnités d'éviction commerciales et d'expropriation).

Relogements

Le concessionnaire n'a procédé à aucun relogement en 2017.

Cessions

3 cessions ont été réalisées :

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 61 et 63, rue d'Aubagne – 13001 en vue de créer une micro-crèche en rez-de-chaussée (10 berceaux) et 5 logements sociaux aux étages

- cession à un privé avec cahier des charges d'1 immeuble sis 23, rue d'Aubagne – 13001

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2017, des diagnostics et études spécifiques « avant travaux » ont été réalisés sur 2 immeubles.

Travaux

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 1 immeuble de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 3 immeubles (travaux de désamiantage, démolition, débarras).

Travaux d'office

Pas de travaux d'office réalisés en 2017.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 14 immeubles et de lots dans 6 immeubles en copropriété.

Communication

Depuis 2010, dans le cadre de la campagne de communication sur la lutte contre l'Eradication de l'Habitat Indigne, le concessionnaire assure la production et la diffusion d'une lettre annuelle à l'ensemble des partenaires de l'opération EHI.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 à la convention de concession. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses réalisées s'établissent à 653 489 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2016 qui les estimait à 1 151 741 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 384 003 euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 608 279 euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation et des contentieux qui n'ont pas permis d'acquérir en 2017 deux immeubles dont le paiement du prix avait été prévu au CRAC de 2016.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 44 549 euros par rapport aux 205 832 euros prévus au CRAC au 31 décembre 2016. Cette baisse provient essentiellement d'un retard engendré par le contentieux sur un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2017 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 825 euros en légère baisse par rapport aux prévisions (4 500 euros).

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 944 411 euros soit un taux d'avancement de 86,6% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions d'immeubles et de lots de

copropriétés (84,9%) et des travaux de réhabilitation (80,8%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 186 760 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2016 (629 288 euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en retard sur les prévisions, résulte de la lenteur des procédures contentieuses afférentes à la maîtrise de ces biens destinés ensuite à être cédés.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 277 256 euros soit un taux d'avancement de 77,5 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont ceux de la cession d'immeubles à réhabiliter (67,6%) et de lots d'immeubles restructurés (89,7%).

Au terme de la concession, en décembre 2019 :

- les dépenses sont estimées à 21 875 025 euros en hausse de 2,1% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 (21 405 526 euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 680 257 euros en hausse de 2,7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 396 433 Euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est donc confirmé pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant toujours très élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie d'expropriation et le montant de cession avec cahier des charges de ces immeubles à des investisseurs privés ou des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 11 200 000 euros a augmenté de 190 000€ par rapport au CRAC approuvé en 2016 (11 010 000 euros) et résulte principalement de l'augmentation des déficits d'opérations due aux paiements d'indemnités dans le cadre de contentieux engagés par les propriétaires expropriés.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession nécessite l'approbation par le conseil métropolitain d'un avenant n°21 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Solde de trésorerie

Fin 2017, la trésorerie de l'opération présentait un solde négatif de – 466 729 euros.

La durée de l'opération

11 opérations présentent une situation qui nous permet de penser qu'elles ne pourront pas être menées à terme dans les délais actuels de la concession dont la clôture est prévue au 31 décembre 2018, compte tenu des procédures contentieuses en cours ainsi que des acquisitions et cessions non encore abouties.

Pour cette raison il est proposé de proroger l'opération d'un an et de porter l'échéance de la concession au 31 décembre 2019 en augmentant la participation du concédant de 190 000 euros passant ainsi de 11 010 000 euros à 11 200 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016
- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2017

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°21 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat afin de proroger la concession d'un an et d'augmenter la participation du concédant de 190 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) ci-annexé établi au 31 décembre 2017 de la Concession EHI lot n°1 n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Article 2:

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 11 200 000 euros, en hausse de 190 000 euros au regard du CRAC précédent (11 010 000 euros), dont 10 410 000 euros a été versé par la Ville de Marseille alors concédant et 100 000 euros ont été payés au 31 décembre 2017 par la Métropole Aix-Marseille Provence, le versement du solde étant prévu selon l'échéancier suivant :

2018 : 500 000 euros

2019 : 190 000 euros

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°21, ci-annexé, à la convention de concession n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-4215/18/CM

**■ Approbation du Compte rendu à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat du parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant 4 à la convention de concession
MET 18/7412/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 753 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
 - gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
 - neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
 - relogements et accompagnement des ménages,
 - démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,
 - cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
 - coordination et animation des actions précitées.
- Le bilan d'activité de la concession sur l'année 2017 est synthétisé comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2017 : 43 lots ont été acquis par Marseille Habitat dont 39 à l'amiable et 4 en prise de jouissance suite à l'expropriation du bâtiment B.

Copropriété	Logements acquis en 2017	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	1	12
B	13	109
C	0	4
D	1	12
E	0	4
F	0	8
G	9	39
H	18	94
I	1	15
Total	43	297

Au total, ce sont donc 297 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le montant de la globalité de ce poste incluant les acquisitions et ses frais annexes ainsi que les frais liés à la conduite des expropriations et les diagnostics divers s'élève à 558 229 euros en 2017.

Les acquisitions représentent la majorité des dépenses de ce poste soit 468 817 euros. Ce montant résulte du solde entre la valeur réelle des biens acquis en 2017 (1 237 231.67 euros) et la déduction des déconsignations pour 19 lots (768 415 euros).

Pour rappel, la procédure de carence engagée par la Ville de Marseille en avril 2011 envers le syndicat des copropriétaires du bâtiment B a abouti au prononcé de l'état de carence du syndicat le 24 avril 2015. Le dossier simplifié d'acquisition publique a été approuvé en Conseil Municipal du 29 juin 2015 et a été mis à disposition du public du 14 septembre au 16 octobre

2015. Le dossier a ensuite été adressé par le concessionnaire à la Préfecture fin décembre 2015. L'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'acquisition du bâtiment B a été pris le 18 mai 2016. Marseille Habitat a ensuite transmis en octobre 2016 le dossier permettant la saisine du juge de l'expropriation afin d'obtenir l'ordonnance d'expropriation des lots non encore maîtrisés.

L'ordonnance d'expropriation sur les lots restants à maîtriser a été prise le 24 mai 2017.

L'intégralité des montants des indemnités compensatoires avait été consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en 2016. Les transports du juge consécutifs à des contentieux sur le prix ont été effectués les 26 avril, 16 mai et 19

décembre 2017. Marseille Habitat a relevé appel de 4 jugements. Ces procédures trouveront leur aboutissement en 2018.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants de logements des bâtiments B et H prévu à la démolition.

5 logements leur ont été ainsi vendus courant 2017 pour permettre leur relogement : ces logements se situent tous dans le bâtiment D.

Les propriétaires bénéficiant de ce dispositif sont ceux ayant été identifiés comme en capacité d'être maintenus dans un statut de copropriétaire. 4 sont issus du bâtiment B et 1 est issu du H.

Le montant de ces 5 cessions s'élève à 191 659 euros.

- Travaux :

Ce poste, qui s'élève à 89 790 euros en 2017 concerne :

- Des travaux de VRD et d'aménagement réalisés sur le foncier de la Bastide Valcorne pour un montant de 64 041 euros. Cette bastide accueille aujourd'hui une maison de santé. En 2016, des travaux de mise en sécurité de la bastide, de réfection de toiture, de raccordement au réseau électrique et des propretés extérieures avaient été effectués pour un montant de 34 000 Euros. En 2017 il s'agit, de travaux relatifs au raccordement au réseau de la bastide, à l'entretien des espaces verts et au remplacement d'une porte.

- La neutralisation et la protection des logements acquis sur les bâtiments B et H, soit un coût de 25 749 euros en 2017.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 868 039 euros en 2017 dont :

- 446 548 euros de charges de copropriétés,
- 186 888 euros d'impôts et taxes : Le concessionnaire n'avait pas reçu un accueil favorable des services fiscaux l'année dernière concernant sa demande d'exonération d'impôts sur les logements neutralisés. Une nouvelle demande de minoration de l'assiette imposable est en cours d'instruction concernant les logements neutralisés aux bâtiments B et H.
- 179 771 euros de frais de remise en état de logements sur différents bâtiments : 12 logements ont été intégralement réhabilités sur les bâtiments D, G, A et I permettant ainsi le relogement de propriétaires occupants ou de locataires.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 33 849 euros en 2017 et concerne les frais de 9 déménagements de propriétaires occupants du bâtiment B et 2 déménagements de locataires du B et du H.

38 familles issues du Parc de Marseille Habitat sur Kalliste ont été relogées en 2017, ce qui représente 56 adultes et 71 enfants. 18 familles sont issues du bâtiment B, 12 du bâtiment H, 5 du G, 1 du bâtiment I et 2 du bâtiment A. Pour 22 de ces ménages, le relogement se fait sur Kalliste. Pour les autres, il se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

Les derniers relogements se poursuivront en 2018.

Comme l'annonçait le rapport au Conseil métropolitain relatif à l'approbation du CRAC 2016, il convient aujourd'hui de recalculer le CRAC 2017 sur la réalité opérationnelle.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les objectifs de l'opération (maîtrise totale des bâtiments B et H, derniers relogements et démolitions), il est nécessaire de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020. En effet, la démolition du bâtiment B initialement envisagée en 2018 ne pourra être réalisée qu'au courant de l'année 2019. Quant au bâtiment H, la procédure visant à maîtriser les derniers lots du bâtiment H sera initiée au cours du premier semestre 2018. La démolition de ce bâtiment est donc envisagée de manière réaliste en 2020.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2020. Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses réalisées s'élèvent à 2 211 340 euros. Elles sont donc largement inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 3 790 206 euros. Tous les postes sont concernés et en premier lieu celui des acquisitions auprès des propriétaires privés et des postes qui en découlent (frais annexes, travaux, charges de copropriété, impôts). Le réalisé concernant les acquisitions de lots en copropriété (558 229 euros) est inférieur aux prévisions (1.2M euros) lié au ralentissement du rythme des dépenses et à la baisse importante des valeurs immobilières sur site. Le poste rémunération du concessionnaire est également inférieur aux prévisions (463 158 euros en 2017 pour une prévision de 531 060 euros) puisqu'il est lié en partie à la réalisation de certaines dépenses prévisionnelles non atteintes (acquisition/cession, relogement, foncier, démolition).

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 19 643 863 euros, soit un taux d'avancement d'environ 66% par rapport au prévisionnel final. Les deux postes les plus avancés par rapport à ce prévisionnel final sont ceux de l'intervention dans les copropriétés (79%) et rémunération du concessionnaire (67%). Le poste le moins avancé est celui nommé « intervention en renouvellement urbain » qui concerne les opérations de démolition des bâtiments B et H dont les dépenses s'accéléreront en 2018.

Au terme de la concession en 2020, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 29 749 645 euros. Il se répartit principalement entre budget «intervention dans les copropriétés» (70%), budget «rémunération du concessionnaire» (13%), et budget «intervention en renouvellement urbain» (10%).

Ce montant prévisionnel des dépenses est en légère hausse de 431 340 euros par rapport au CRAC 2016 soit 1.5%. Cette variation s'explique ainsi essentiellement par une hausse des dépenses de gestion transitoire (impôts, charges de copropriété, contentieux, remises en état).

Concernant les dépenses liées à la démolition des bâtiments B et H, une évaluation plus fine pourra être connue courant 2018 suite à la désignation du maître d'œuvre de l'opération et à la réalisation des diagnostics sur la présence potentielle d'amiante. Aussi, le coût de la démolition pourrait être réévalué lors du prochain CRAC.

Recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 2 432 928 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan soit une baisse de l'ordre de 30% par rapport aux prévisions du CRAC 2016 (3 534 176 euros).

Cela s'explique par la baisse des recettes du poste subventions : Marseille Habitat a reçu un premier acompte de l'ANRU en 2017 de 1 765 097 euros pour le bâtiment B. Cette subvention est inférieure aux prévisions car proportionnelle à la réduction des dépenses d'acquisition.

Par ailleurs, les subventions escomptées du Conseil Départemental et du Conseil Régional de 408 000 euros au total n'ont pas été perçues en 2017. Des discussions avec ces collectivités sont en cours quant aux modalités de financement.

Les autres postes sont conformes aux prévisions.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 7 545 855 euros, soit un taux d'avancement de 41% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 18 352 393 euros. Il se répartit entre produits de cession (22%), produits de gestion (16%) et subventions (62%). Le montant prévisionnel des recettes est en baisse de 2M euros par rapport aux prévisions du CRAC 2016. Cette évolution résulte :

- du réajustement de la subvention escomptée de l'ANRU pour le bâtiment H (subvention actuellement non contractuelle puisque fléchée dans le cadre de la future convention NPNRU) : la prise en compte des dépenses par l'ANRU sur le H étant la date de publication du règlement général de l'ANRU (août 2015), les dépenses antérieures ne seront pas prises en compte pour le calcul de la subvention (60% des dépenses d'acquisition ont été faites avant cette date). Par ailleurs, le taux de prise en compte des dépenses éligibles est également inférieur au taux appliqué pour le bâtiment B (50% des dépenses éligibles au lieu de 75%).

- des recettes liées aux cessions de logements ont été largement revues à la baisse : les valeurs immobilières du Parc Kalliste ont chuté depuis 2012.

Participation à l'équilibre du bilan :

Pour rappel, le bilan initial de l'opération ne prenait pas en compte les éléments suivants :

- la nette baisse de subvention ANRU escomptée pour le bâtiment H (de 7M d'euros initialement à 3.3M d'euros aujourd'hui) et qui n'est toujours pas à ce jour conventionnelle,
- la forte diminution des produits de cession liée à une chute des prix du marché sur le Parc Kalliste,
- la dépense d'acquisition de la Bastide Valcorme pour y implanter un centre de santé et les dépenses liées à ses travaux de rénovation (environ 650 000 euros de dépenses supplémentaires), essentielle au projet social du site.

Les prévisions initiales du bilan d'aménagement doivent donc être réajustées en fonction de ces évolutions du programme et ces aléas. La hausse des dépenses prévisionnelles conjuguée à la nette baisse des recettes font apparaître un déficit supplémentaire d'environ 2.6M d'euros.

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 8 875 588 euros. Le concessionnaire Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2017 une participation de 8 800 000 d'euros.

Pour ne pas compromettre la fin de l'opération et au regard de l'ensemble des éléments précédemment exposés, il convient de proposer de porter cette

participation à l'équilibre du bilan à 11 475 588 euros. Il est donc proposé de modifier l'échéancier prévisionnel ainsi :

	Participation approuvée en euros	Participation actualisée en euros
2018	75 588	2 600 000
2019	0	75 588
2020	0	0

L'objet du présent rapport est donc également d'approuver l'avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat prorogeant la convention jusqu'au 31 décembre 2020 et modifiant la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de l'opération.

Solde de trésorerie :

Fin 2017, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde positif de 39 036 euros.

Emprunts :

Le concessionnaire a mobilisé un emprunt de 3,6M d'euros en 2013 remboursable en 2017, 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la

Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 de la Concession « Ensemble immobilier du Parc Kallisté » passée avec Marseille Habitat joint en annexe avec une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence actualisée à 11 475 588 euros. La participation à verser en 2018 s'élève à 2 600 000 euros. Le versement du solde de 75 588 euros est prévu en 2019.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé prorogeant la durée de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat jusqu'au 31 décembre 2020 et modifiant le versement de la participation du concédant.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-4216/18/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis MET 18/7351/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010, elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

L'action engagée dans le centre historique de Pertuis se poursuit sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis » depuis 2011.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020.

Au regard des travaux restant à réaliser dans le programme de la concession et de la modification de celui-ci conformément aux propositions énoncées dans la note de conjoncture ci-jointe, il est nécessaire de prolonger de trois ans la durée sans toutefois augmenter la participation du concessionnaire. Le montant global de la concession reste sur le budget arrêté en 2014. Cette prolongation de la durée et la modification du programme feront l'objet d'un avenant n° 3 au traité de concession.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- assurer la commercialisation,
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 5 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni 4 fois en 2017.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 présente le CRAC 2017.

Compte rendu de l'année 2017

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2017 a concerné la finalisation de l'étude urbaine autour de la médiathèque des Carmes, place de la Diane dans le but de valoriser ce pôle culturel et créer des axes de circulations piétons. Une étude technique d'aménagement de la butte du Barry a également été menée en 2017 ainsi que des frais de gestion, d'entretien et les honoraires.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2017 s'élevait à 1 744 276 € pour un montant réalisé de 435 870 €, ce différentiel s'explique par le report sur 2018 de deux acquisitions ainsi que la non acquisition de la station essence (impasse Silvy) qui sera réalisée par la ville pour un montant de 483 300 € et aussi du décalage du démarrage de l'aménagement de la Butte du Barry, des places et rues pour un montant de 805 347 €.

Les recettes 2017 se composent essentiellement de deux postes : des cessions d'immeubles ayant permis la création de logements et la restructuration d'espaces publics et la participation du concédant.

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 1 832 900 € pour un montant perçu de 1 637 170 €, ce qui s'explique par la non réalisation de certaines cessions sur l'année 2017 : cessions des immeubles situés dans l'îlot Vinoly (pour du logements locatifs social), dans l'îlot de l'Ange (locatif intermédiaire et accession) et 53 rue Notre Dame.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel est inférieur au bilan approuvé dans le CRAC 2016, avec une diminution des dépenses et des recettes de 1 605 353 € dans les mêmes proportions. Cette diminution des recettes s'explique notamment par l'aménagement de la place de la Diane qui en imposant la démolition d'un îlot, supprime des recettes de cession.

Les dépenses sont diminuées du fait d'acquisitions foncières qui n'ont pas eu lieu, par la baisse des honoraires en expertises foncières et techniques et par la diminution du poste travaux.

La durée de la concession comme indiqué dans le bilan ci-joint est prolongée de trois années, soit jusqu'en 2023 afin de permettre la réalisation du programme de travaux prévu dans l'avenant n° 3 au traité de concession. Cette prolongation fonctionne à budget constant du fait de la diminution du poste travaux. Néanmoins, l'augmentation de la durée de la concession engendre la rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 3 ans à hauteur d'environ 500 000 €. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet d'absorber une partie de cette rémunération.

Ainsi, l'augmentation de la durée de la concession ne nécessitera qu'une augmentation de 150 000 € de la participation du concédant. Ces modifications feront l'objet d'un avenant n°3.

La ville de Pertuis versera à l'opération une participation de 100 000 € par an, soit 300 000 € sur les trois années.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2017 s'élève à 1 393 300€ et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

Perspectives 2018

Conformément au bilan présenté, en 2018 les actions suivantes se poursuivront :

- ➔ finalisation de la commercialisation des immeubles 53 et 83 rue Notre Dame et de la tranche 2 de l'îlot de l'Ange,
- ➔ acquisition à l'amiable de deux immeubles, situés 36 rue Murette et 46 rue Durance,
- ➔ recherche de relogement d'un commerce situé dans l'îlot Murette,
- ➔ démarrage des Travaux d'aménagement pour la rue François Morel et la place des Barres,
- ➔ Consultation des entreprises pour les travaux des rues Colbert et Danton et démarrage des travaux,
- ➔ consultation des entreprises pour les travaux de mise en valeur des remparts de l'îlot des Escourts et de l'aménagement de l'esplanade de la Dévalade et démarrage des travaux,
- ➔ poursuite des études techniques pour l'aménagement de la Butte du Barry et la mise en valeur des remparts.

Sont présentés ci-joint les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2017, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;

- La délibération n°2013_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 18 avril 2018 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2017 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2017) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 s'élève à 1 393 300 €, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2017 sur la ligne 15983, nature 20421 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
 Développement Durable,
 Agriculture et Forêt"**

ENV 001-4217/18/CM

**■ Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes
 MET 18/7288/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Par délibération n°ENV 009-1860/17/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la grille tarifaire de cette régie.

La délibération n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 a approuvé les ajustements du début d'année 2018.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille en tenant compte des nouveaux produits à intégrer à compter du mois de juin 2018.

Il est prévu d'ajouter trois produits nouveaux sur un présentoir «nature» des Editions Gabriel – Venelles :

- Carte postale panoramique format 10 x 20 cm imprimée en couleur sur papier aquarelle : il s'agit de proposer des vues artistiques de la montagne Sainte-Victoire comprenant notamment des perspectives cézanniennes. Prix public 2 euros (modèle 125).
- Enveloppe imprimée en couleur format 11 x 22 cm : l'impression reprend dans la partie gauche et haute de l'enveloppe les différentes vues des cartes postales. Prix public 0,50 euro (modèle 126).
- Marque page imprimé en couleur format 6 x 20 cm : l'impression reprend les différentes vues des cartes postales auxquelles s'ajoutent des citations de Paul Cézanne. Prix public 1 euro (modèle 127).

Au vu des inscriptions de ces nouveaux produits, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n° 16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-3599/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant les ajustements du début d'année 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire prenant en compte trois produits nouveaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-4218/18/CM

**■ Candidature à l'appel à projet ADEME pour les services de rénovation énergétique
MET 18/7297/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'ADEME finance depuis plusieurs années à hauteur d'environ 40 % les associations porteuses de services d'accompagnement pour la rénovation énergétique des logements privés auprès des habitants de la Métropole, au travers de l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat) Marseille Provence et de la Maison Energie Habitat Climat du Pays d'Aix.

Pour l'exercice 2018 – 2020, l'ADEME souhaite impliquer davantage les EPCI en les finançant directement en lieu et place des associations.

Aussi, il est proposé que la Métropole au titre de sa compétence d'élaboration du Plan Climat-Air- Energie, réponde à l'appel à projet relatif à ces services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de candidater à l'Appel à projet de l'ADEME relatif à la rénovation énergétique.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à répondre à l'appel à projet de l'ADEME, pour la programmation 2018-2020 relative à rénovation énergétique des logements.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-4219/18/CM

■ Approbation du lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour un projet de production d'électricité photovoltaïque sur le centre d'enfouissement de Mallemort MET 18/7384/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Présentation du contexte de la démarche

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et de leurs groupements mais ils peuvent cependant intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT) sur leur territoire.

En tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire et peut porter des projets de production EnR sur son patrimoine.

Ainsi, au regard des opportunités réelles d'émergence de projet sur son foncier et celui de ses communes, la Métropole peut rechercher des entreprises, appelés « développeurs », à qui confier l'installation et l'exploitation d'équipements de production photovoltaïque. Cette démarche implique d'assurer, d'une part, l'équité et la transparence dont la collectivité a le devoir pour la sélection du développeur et, d'autre part, que le projet développé sera le meilleur pour la collectivité et le territoire. La Métropole souhaite donc mettre en place des appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt (AMI) pour réaliser de tels projets.

Une première opportunité de projet a été identifiée sur le territoire, qui constitue l'occasion d'expérimenter ce dispositif d'appel à manifestation d'intérêt qui pourra ensuite être répliqué si les résultats sont positifs.

Présentation du projet et du site

Le centre d'enfouissement ou Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) situé sur la commune de Mallemort est en post-exploitation depuis le 1^{er} septembre 2014 et géré par le Conseil de territoire du Pays Salonais (CT3). Le foncier concerné est métropolitain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite la valorisation de ce site en parc photovoltaïque au sol.

Le Conseil de territoire, exploitant du site, a déjà été sollicité par de multiples opérateurs intéressés pour développer une centrale photovoltaïque au sol. Le Conseil de territoire est favorable à un tel projet mais n'a pas souhaité donner suite aux propositions reçues des développeurs, faute de compétences techniques spécifiques au montage d'un tel projet énergétique. Il a donc sollicité l'accompagnement de la mission énergie métropolitaine pour aller plus loin sur le projet, et cette concertation a abouti à l'élaboration de l'appel à manifestation d'intérêt présenté par ce rapport.

Il est précisé que la commune de Mallemort est également favorable à ce projet et a d'ores et déjà permis la valorisation du site en inscrivant explicitement à son Plan Local d'Urbanisme la possibilité d'y installer une production photovoltaïque (zonage Nr).

Le projet concernerait une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de l'ordre de 3 MWc avec un investissement de l'ordre de 2,5 à 3 M€.

Présentation générale de l'AMI

L'AMI a pour objectif de garantir l'émergence d'un projet compétitif. Il doit donc permettre à la Métropole de sélectionner un développeur en charge des études et démarches préalables, de l'installation, de l'exploitation et du démantèlement de l'équipement.

Comme pour toute installation de ce type, le montage envisagé repose sur la création d'une société de

projet dédiée (forme SAS), portée par le développeur privé. Cependant, il est de plus en plus courant que cette société puisse associer à son capital les collectivités locales et la société civile, permettant à ces acteurs à la fois de bénéficier des retombées financières de la production d'énergie (sous forme notamment de dividendes) mais aussi de participer à la gouvernance de la société et donc aux décisions relatives à cet équipement, et ceux conformément à l'article L. 2253-1 du CGCT. L'investissement reste porté essentiellement par le privé et par le recours à du financement traditionnel (système bancaire) et participatif (type « crowd funding »). Ainsi, l'AMI intègre explicitement des exigences en termes de participation au capital de la Métropole, éventuellement de la commune et des habitants.

Le candidat à l'AMI devra garantir à la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'il dispose de toutes les compétences nécessaires et de tous les moyens requis pour réaliser le projet et, le cas échéant, de toutes les solutions de financement et d'optimisation financière.

Le lauréat de l'AMI bénéficiera d'une promesse de bail emphytéotique sur le site, bail que le lauréat pourra céder à la société de projet dédiée dès que celle-ci sera créée. La Métropole accompagnera également le lauréat sous des formes diverses : portage politique du projet et communication institutionnelle, mise à disposition des informations et données nécessaires, appui aux démarches auprès des services de l'Etat et d'ENEDIS, participation à la constitution de la société de projet dédiée, appui et participation, avec la Commune, aux démarches d'information des riverains et parties-prenantes et de concertation locale.

Déroulement de l'AMI

Le texte de l'AMI qui doit être publié est joint en annexe au présent rapport. Il est également accompagné d'une seconde annexe, la procédure de passation de l'AMI. Cette dernière décrit en détail la procédure qui sera mise en œuvre pour la publicité, pour l'instruction des dossiers et pour la désignation du candidat.

La sélection des candidats et les éventuelles négociations seront menées par un jury composé d'élus locaux représentant la Métropole, le Conseil de territoire du Pays Salonais et la commune de Mallemort. Il est également proposé d'y associer un maire dont l'expérience de montage et de négociation d'un projet de production photovoltaïque permettra d'apporter un regard d'expert.

La composition proposée est la suivante :

- Béatrice ALIPHAT, Présidente du jury, Conseillère métropolitaine déléguée à l'Industrie et aux Réseaux d'énergie ;
- Alexandre GALLESE, Vice-Président de la Métropole délégué à la Stratégie environnementale ;
- Nicolas ISNARD, Président du Conseil de territoire du Pays Salonais, ou son représentant, Yves

WIGT, Vice-Président en charge de la Gemapi et de l'Energie

- Hélène GENTE, Maire de Mallemort, ou son représentant ;
- Frédéric GUINIERI, Maire de Puyloubier, porteur d'expertise sur les projets photovoltaïques

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt joint en annexe 1 au présent rapport selon les modalités également présentées en annexe 2, et de donner mandat au Jury constitué pour mener les négociations et désigner le lauréat de cet AMI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°18/6191/HN du 22 mars 2018 actant l'organisation de la compétence Energie au 1^{er} janvier 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole doit maîtriser l'émergence de projets de production EnR sur son patrimoine foncier et que l'appel à manifestation d'intérêt constitue un outil pertinent pour la Métropole afin de sélectionner le meilleur projet possible en

respectant les obligations de publicité, d'équité et de transparence

- Que le site du centre d'enfouissement de Mallemort présente toutes les caractéristiques pour accueillir un parc photovoltaïque au sol
- Que l'appel à manifestation d'intérêt permet d'imposer un certain nombre de principes que devra respecter le projet comme une certaine maîtrise locale à travers la participation au capital et à la gouvernance de la société de projet dédiée de la Métropole, voir de la commune et des habitants
- Qu'il est nécessaire de définir le cahier des charges de cet appel à projet ainsi que les modalités de gestion de cet AMI et de désigner un jury compétent pour mener les négociations et désigner le lauréat

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour un projet de production d'électricité photovoltaïque au sol sur le centre d'enfouissement en post exploitation de Mallemort.

Article 2 :

Est approuvée la procédure relative à la gestion de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour un projet de production d'électricité photovoltaïque au sol sur centre d'enfouissement en post exploitation de Mallemort.

Article 3 :

Est approuvé la composition du jury suivant qui devra négocier avec les candidats et choisir le lauréat pour l'Appel à Manifestation d'Intérêt considéré.

- Béatrice ALIPHAT, Présidente du jury, Conseillère métropolitaine déléguée à l'Industrie et aux Réseaux d'énergie ;
- Alexandre GALLESE, Vice-Président de la Métropole délégué à la Stratégie environnementale ;
- Nicolas ISNARD, Président du Conseil de territoire du Pays Salonais, ou son représentant, Yves WIGT, Vice-Président en charge de la Gemapi et de l'Energie
- Hélène GENTE, Maire de Mallemort, ou son représentant ;
- Frédéric GUINIERI, Maire de Puyloubier, porteur d'expertise sur les projets photovoltaïques

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'Appel à Manifestation d'Intérêt.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bail emphytéotique administratif accordé au lauréat et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-4220/18/CM

■ Mise en application du schéma Métropolitain des déchets - Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification

MET 18/7178/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, le conseil métropolitain a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets en soulignant :

- en termes de prévention de déchets, la priorité à établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec la mise en place de la redevance spéciale, avec notamment les effets attendus de réduction des tonnages pris en charge par la collectivité,
- en termes de valorisation matière et organique, la nécessité de recentrer les flux des professionnels vers des équipements professionnels qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin,
- en termes de principes généraux, la recherche d'optimisations financières et de recettes supplémentaires.

La redevance spéciale est l'une des orientations majeures retenues pour les déployer. Instaurée sur le territoire de la Ville de Marseille en 1995, transférée à la Communauté urbaine qui l'a étendue en 2010 à tout son territoire, puis maintenue par la Métropole, avec le transfert de la compétence collecte et traitement des déchets, elle sera amenée à s'étendre à tout le territoire métropolitain en application de la délibération précitée.

Ce dispositif s'appuie sur le principe essentiel de responsabilité des producteurs de déchets tels que les commerçants, artisans, établissements publics ou privés, professionnels divers (quelle que soit leur forme juridique) affirmé par le Code de l'Environnement. Activités de production ou de service, établissements hospitaliers, scolaires, sociaux, ou sportifs, administrations... sont responsables de l'élimination de leurs déchets au sens de son article L541-2 et sont des acteurs incontournables de la propreté de nos territoires.

Les communes ou leurs groupements assurent la collecte et l'élimination des déchets autres que ceux produits par les ménages, définis par décret, qu'elles peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières. (cf art L2224-14 CGCT).

Le service d'enlèvement des ordures ménagères est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères dont l'assiette est la valeur locative des locaux occupés.

Lorsqu'une collectivité assure, en plus de la collecte des déchets ménagers, la collecte et le traitement des déchets non ménagers, mais assimilables aux déchets ménagers, elle peut mettre en place une redevance spéciale pour financer ce service conformément à l'article L-2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, en application des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, la gestion des déchets assimilables des activités présentes sur le territoire de Marseille Provence appelle à la mise en place d'un nouveau dispositif, pour en améliorer la gestion et s'adapter au contexte réglementaire et environnemental qui a connu de nombreuses évolutions ces dernières années. Cette action publique volontariste permettra de :

- développer une politique environnementale poursuivant les objectifs de :
 - favoriser l'émergence de nouveaux comportements et solutions éco responsables en encourageant de toutes les façons possibles :
 - la réduction et la valorisation des déchets, et pour cela l'accroissement de l'offre privée de collecte, tri, recyclage, valorisation, à travers un dispositif public incitatif

- le respect de l'espace public.
- appliquer le principe du « pollueur-payeur », en ciblant notamment les entités les plus productrices de déchets sur les 180 000 déclarées sur le territoire de Marseille Provence,
- fixer les règles égalitaires et opposables à tous en contrepartie des services rendus, conformément au dispositif réglementaire, et notamment de :
 - harmoniser sur l'ensemble du territoire l'application d'un nouveau dispositif, en appliquant des forfaits automatiques en fonction de la quantité de déchets produits, basée sur la nature de l'activité, et le nombre de salariés.
 - Définir à 13 860 litres hebdomadaires, le seuil haut des prestations au-delà duquel Marseille Provence estime devoir mettre en œuvre des sujétions particulières qui n'entrent pas dans le champ de ses compétences. Les moyens de collecte libérés seront redéployés pour améliorer la qualité du service rendu aux ménages et autres usagers du service.
 - viser l'exhaustivité et l'égalité de traitement des producteurs ou détenteurs de déchets assimilés, en leur demandant d'apporter la preuve qu'ils font appel à une société privée de collecte et de recyclage pour pouvoir sortir partiellement ou totalement du dispositif de facturation automatique.
 - prendre en compte par une bonification, les efforts des producteurs ou détenteurs de déchets qui remettent et entretiennent leurs bacs, en préservant ainsi la propreté des espaces publics,
 - prendre en compte les efforts collectifs d'amélioration de la gestion des déchets, d'une part en appliquant une révision tarifaire basée sur les coûts réels du service, d'autre part en procédant régulièrement à de nouvelles caractérisations pour faire évoluer les grilles déterminant les forfaits applicables en fonction de la nature des déchets et du nombre de salariés,
- intégrer la recommandation n°6 de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport publié en juillet 2016 poursuivant les objectifs de :
 - assurer l'exhaustivité du fichier des redevables et
 - réévaluer le tarif pour couvrir le coût du service.

Pour atteindre ce dernier objectif, le prix au litre évalué sur la base des coûts issus du rapport annuel sur le prix et la qualité du service de collecte est rapporté à chaque forfait. Les grilles de tarification sont annexées à la présente délibération.

Le déploiement de ce nouveau dispositif réclame des moyens de gestion modernes, devra s'ouvrir sur le monde économique et ses représentants et s'appuyer sur une campagne de communication d'envergure afin d'en expliquer les enjeux.

Afin de permettre d'en décliner tous les aspects et de préparer du mieux possible les différentes phases, il est proposé d'en approuver dès à présent les principes fondateurs à travers :

- la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, et notamment de ses articles relatifs aux déchets assimilables aux déchets ménagers posant les principes de gestion de ces déchets opposables à l'ensemble des professionnels du territoire Marseille Provence,
- la refonte du règlement de la redevance spéciale, précisant les modalités applicables aux professionnels assujettis à la redevance spéciale
- l'approbation de la tarification en application du règlement de la Redevance Spéciale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment son article L541-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD001-1016/15/CC du 22 mai 2015 portant harmonisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés applicable à l'ensemble du territoire ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD 003-1404/15/CC du 23 octobre 2015

modifiant le règlement de la redevance spéciale et portant notamment la franchise applicable de 120 à 70 litres jours ;

- La délibération MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017 du Conseil métropolitain, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de faire évoluer sa gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères, d'initier sur le territoire de Marseille Provence un nouveau dispositif de la redevance spéciale en vue d'étendre le principe à tout le territoire métropolitain, d'approuver dans ce sens, la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et le nouveau règlement de la redevance spéciale fixant les principes fondateurs du nouveau dispositif applicable sur le territoire de Marseille Provence,
- Qu'il convient d'approuver les règlements de collecte des déchets ménagers et assimilés, le règlement de la redevance spéciale et sa tarification ci-annexée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le nouveau règlement de redevance spéciale ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvée l'annexe à la présente délibération fixant la tarification applicable en référence au règlement de la redevance spéciale.

Article 4 :

La date d'effet de la présente délibération est fixée au 1er janvier 2020

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est chargé de l'exécution des présents règlements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-4221/18/CM

■ **Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet 2018 "Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA", lancé par l'ADEME et la Région PACA (dans la continuité de l'AAP Territoire Zéro déchet Zéro Gaspillage) et demande de subventions MET 18/7257/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Territoires au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont engagés dans la réalisation de nombreux projets.

Certaines dépenses qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un financement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

À ce titre l'Appel à Projets (AAP) « Développement d'une Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » lancé en mars 2018, dans la continuité de l'appel à projets Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage (ZDZG), concerne notamment les Déchets d'Activités Économiques (DAE).

En effet, en cohérence avec les objectifs fixés par le futur Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets de la Région (PRPGD), l'ADEME, l'ÉTAT et la RÉGION PACA souhaitent élargir la dynamique engagée sur les territoires ZDZG, en lançant cet appel à projets.

Plus précisément, il a pour objet :

- d'accompagner les collectivités souhaitant s'engager dans une politique d'économie circulaire et de gestion des ressources ;
- de proposer aux collectivités un soutien spécifique pour les actions menées sur le flux de Déchets d'Activités Économiques (DAE).

Le calendrier du déroulement des dépôts des candidatures est le suivant :

- Date de lancement de l'AAP : 9 mars 2018.
- Date limite d'envoi électronique de dépôt de la pré-candidature : 2 mai 2018.
- Choix des projets éligibles / audition si besoin : 4 au 8 juin 2018.
- Délai de perfectionnement des projets : 14 semaines.
- Date limite de dépôt de la demande de subvention : 28 septembre 2018.
- Jury final de sélection des lauréats : 30 novembre 2018.

Le Pays d'Aix, qui travaille depuis maintenant plusieurs mois sur une « feuille de route DAE », a décidé de répondre à cet appel à projets pour disposer d'un soutien financier à la mise en place de moyens humains qui lui seront nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'actions sur le sujet des déchets professionnels (DAE).

Au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le territoire de Marseille Provence Métropole (MPM) n'est pas autorisé à répondre car déjà en contrat Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage jusqu'en 2019 et les autres territoires n'ont pas, à ce jour, de projet suffisamment avancé pour répondre aux conditions d'éligibilité.

Néanmoins, au-delà de sa candidature, le Pays d'Aix pourra faire bénéficier aux autres territoires de son retour d'expérience et d'une partie de ses actions sur la mise en œuvre de la « feuille de route DAE ».

En effet le Pays d'Aix participe voire pilote des groupes de travail métropolitains qui permettent l'harmonisation des pratiques actuelles mais aussi la déclinaison et la mise en œuvre sur tous les territoires des axes prioritaires d'actions prévues dans le cadre du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en Conseil de la Métropole du 17 octobre 2017.

Ce schéma fixe comme prioritaire la définition d'un niveau de service aux professionnels, afin de satisfaire aux objectifs de la loi de Transition Énergétique.

La pré-candidature doit comprendre :

- ➔ Une note générale d'intention présentant de façon argumentée les motivations du candidat (cette dernière est fournie en annexe de la présente délibération),
- ➔ Un état des lieux simplifié du Territoire en matière de gestion des déchets.

Le Territoire du Pays d'Aix s'est focalisé sur sa feuille de route DAE en cours de construction pour élaborer la note d'intention. Celle-ci reprend les grandes thématiques suivantes :

- ➔ Objectif de définition du niveau de service délivré aux professionnels
- ➔ État des lieux institutionnel (Territoire et Métropole)

- ➔ Gouvernance de la feuille de route DAE
- ➔ Éléments de la feuille de route DAE en cours de construction avec objectifs généraux et spécifiques et moyens nécessaires à la mise en œuvre.
- ➔ État prévisionnel des dépenses
- ➔ Détail des démarches lancées ou envisagées à court terme

Ce programme d'actions pluriannuel envisagé sur la période 2018-2021 est en cours d'élaboration à effectif constant. Il va nécessiter une animation et un suivi conséquents, raison pour laquelle le Territoire du Pays d'Aix sollicite un soutien financier auprès de l'Ademe et de la Région PACA, soutien prévu dans le cadre de cet appel à projet.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 150 000 euros TTC détaillé comme suit :

- ✓ 1 Poste ETP sur 3 ans (3x 46 000 €/an=) : 140 000 €
- ✓ Dépenses relatives à la communication : conception graphique et reproduction de documents : 10 000 €

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME- REGION	80 %	120.000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	30.000 euros
TOTAL	100 %	150.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement de l'appel à projet « Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » piloté par l'ADEME et la Région PACA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les actions et projets éligibles, au financement de cet appel

à projet représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la mise en œuvre de la « feuille de route DAE » sur le Territoire du Pays d'Aix et pour cela de solliciter le financement d'un poste (ETP) en répondant à l'Appel à Projets « Économie Circulaire sur les Territoires de la Région PACA ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour tous les territoires qui la composent, de répondre à l'appel à projet « Économie Circulaire sur les territoires de la Région PACA » piloté par l'ADEME et la Région PACA,

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Ademe et de la Région Paca, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe 2018 et suivants « Déchets » du Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement 74788 Chapitre 7211.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-4222/18/CM

**■ Rapport annuel 2017 du concessionnaire pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge de l'ISDnD Arbois
MET 18/7255/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois. L'exploitation du gisement de biogaz ne représentant qu'une partie du service public d'élimination des déchets ménagers, la forme juridique du contrat liant les deux parties est une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la matière organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO₂ sur toute la durée du contrat.

Arbois BioÉnergie a en charge la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique, et en contrepartie de la concession du gisement de biogaz, le Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

a) Bilan Environnemental

La nature des rejets atmosphériques des torchères s'est améliorée par rapport aux résultats 2016, les teneurs constatées en métaux lourds ont fortement chuté. Ce phénomène, en tout ou partie dû à l'arrêt du traitement des lixiviats sur les modules de co-génération, sera vérifié à l'occasion d'une série complémentaire d'analyses.

Il est à noter qu'en raison de la faible activité des torchères, l'impact du flux des rejets en métaux lourds reste très faible. En effet, la B200 a fonctionné 29 heures et la BG500 19 heures soit respectivement 0,3 % et 0,2 % du temps.

b) Bilan Financier 2017

L'année 2017 a été la septième année pleine en termes de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 12.889.650 m³ de biogaz en produisant une énergie totale de 20 GWh électrique et

en évitant le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.600 tonnes de CO₂. D'un point de vue financier, cela a induit une recette nette pour le Pays d'Aix de 659.065 €.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 88 % pour un engagement minimum contractuel de 85 %.

Cette disponibilité a permis au Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 23 €/tonne au lieu de 32 €/tonne. Cela a représenté effectivement en 2017 une économie de TGAP de 1.350.000 € HT pour le Pays d'Aix.

Enfin, même si la plate-forme d'évaporation des lixiviats n'a pas encore atteint le régime de production industrielle, 3.297 m³ de lixiviats ont été traités in situ, ce qui représente une économie supplémentaire d'environ 98.910 € pour le Pays d'Aix.

En 2017, la valorisation des biogaz permet d'atteindre un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,11 M €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Énergie ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2007_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- L'avis de la CCSPL du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Il est pris acte du Rapport Annuel 2017 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-4223/18/CM

■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7569/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget de la Métropole CT1 – Sous politique G120 – Nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-4224/18/CM

**■ Réforme des véhicules de collecte et d'exploitation du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/7256/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre la gestion pluriannuelle du parc de véhicules de collecte et d'exploitation, il convient de procéder à la réforme des véhicules de plus de 10 ans d'âge et/ou présentant un très mauvais état technique.

Les véhicules réformés seront proposés à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

- Véhicules pouvant rester en circulation ;
- Véhicules non ré-immatriculables vendus pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées) ;
- Véhicules à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendus par les Domaines).

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11 %, payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les véhicules invendus ainsi que les véhicules classés à détruire seront proposés, après consultation, au ferrailleur agréé le plus offrant pour dépollution et destruction.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules de plus de 10 ans d'âge et/ou présentant un très mauvais état technique dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget du SPED – Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement - Nature 775 et Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-4225/18/CM

■ Cession des actions détenues par la Ville de Marseille au sein de la Société du Canal de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7309/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société du Canal de Provence (SCP) est une Société d'Aménagement Régional (SAR) créée en 1959, qui est investie d'une mission générale pour l'aménagement hydraulique de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Sa concession principale, conclue avec l'État jusqu'en 2038 a fait l'objet d'un transfert à la Région en 2009 à la faveur d'une possibilité offerte par la Loi de décentralisation de 2004. Ceci fut acté après accord de tous les actionnaires, le Conseil Régional est donc à ce jour autorité concédante principale de cette Société.

La Ville de Marseille y est actionnaire historique à hauteur de 18,239 % et dispose de droit de vote au sein de son Conseil d'Administration. Cependant, alors qu'elle était jusqu'en 2001 compétente en matière d'eau potable sur son territoire, le transfert de cette compétence à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, conjugué au remboursement en 2009 des avances qui avaient été antérieurement consenties à la SCP par la Ville de Marseille, minimisent l'enjeu stratégique pour la Ville de Marseille du maintien en son nom propre de cet actionnariat.

Par contre, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais compétente en matière d'eau potable, est pour sa part fortement intéressée. Un rapprochement a donc eu lieu en vue d'une cession des parts de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une évaluation à la valeur nominale de l'actionnariat a permis de fixer, en accord avec le cessionnaire, le prix de vente des 45 019 actions de la Ville à 686 090,00 € (soit 15,24 € l'action).

Aucun droit de préférence ni aucun agrément préalable du cessionnaire n'étant prévus dans les statuts pour les actions détenues par les collectivités locales, cette vente n'est soumise à aucune formalité spécifique. Elle emportera suppression des deux sièges d'administrateur et du siège de censeur de la Ville de Marseille au sein du Conseil d'Administration et transfert de ces sièges au nouvel actionnaire, permettant ainsi à la Métropole d'être directement impliquée dans la gestion de la ressource en eau de son territoire.

Article 1 :

A cet effet, il revient donc au Conseil de Métropole de désigner les deux membres administrateurs et un membre censeur, sur proposition du Président de la Métropole.

Enfin, il convient également de désigner le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'assemblée générale des actionnaires de la société du Canal de Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1522-1 ;
- Le Code Général des Impôts et notamment son article 1042-II ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Marseille cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence 45019 actions de la Société du Canal de Provence moyennant le prix global de 686 090,00 Euros,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable sur son territoire.

Délibère

Est approuvée la cession par la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 45 019 actions

de la Société du Canal de Provence moyennant le prix global de 686 090,00 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Article 2 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	TRAVAUX PLUVIAUX GR	3 500 000	+ 280 000	3 780 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	1 500 000	-280 000	1 220 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Marseille-Provence :

- en tant qu'administrateur-représentant permanent :

Monsieur Roland Giberti
Monsieur Joël Mancel

- en tant que censeur :

Madame Carine Roger

- au sein de l'assemblée générale des actionnaires :

Monsieur Roland Giberti

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents et actes relatifs à cette cession.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget principal Métropole, en 261 Titres de participation et en 266 Autres formes de participation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
-

DEA 007-4226/18/CM

■ Ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence

MET 18/7500/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 024-708/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de l'affectation d'une opération générique nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire ;

- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération DEA 001-3649/15/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget Territoire Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	TRAVAUX PLUVIAUX GR	3 500 000	+ 280 000	3 780 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	1 500 000	-280 000	1 220 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Territoire Marseille-Provence 2018 CT1 – Fonction 734 - Chapitres 4581151189 et 4581151001 - Sous Politique F180.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-4227/18/CM

**■ Modification des statuts de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE - Création de la Régie des eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration
MET 18/7603/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel

relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de cette compétence et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Dès lors afin de garantir la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole est devenue l'autorité de rattachement de la Régie des Eaux de Venelles par délibération n° 051-14-/12/17 du conseil de la métropole du 14 décembre 2017 et a conclu des conventions de gestion avec les autres communes du territoire du pays d'Aix pour l'exercice de la compétence eau et assainissement.

En parallèle, la réflexion menée par la Métropole tend à privilégier la gestion directe de ces services sur le territoire du Pays d'Aix, en raison de la nécessité de maintenir les modes gestions préexistants. C'est pourquoi, compte tenu de l'échéance du 1^{er} janvier 2019 et afin d'assurer la continuité des services publics, il est aujourd'hui proposé de faire évoluer la Régie des Eaux de Venelles afin de créer une seule Régie pour les services de l'eau et de l'assainissement collectif sur ce territoire, à l'horizon du 1^{er} janvier 2019, date de prise en charge effective de l'activité de ces deux services publics à caractère industriel et commercial (SPIC).

Cette régie sera désormais dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » et dont le siège sera fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix en Provence, verra son activité opérationnelle étendue à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Régie aura pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lès-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Elle aura également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

La régie exercera ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie devra également s'inscrire dans ce cadre et mettra en œuvre les choix de la Métropole. Un contrat d'objectif, qui devra être approuvé avant la fin de l'année 2018, viendra par ailleurs préciser les relations entre la Métropole et la Régie.

En application de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et le Comité Technique ont été consultés respectivement le 15 juin 2018 et le 12 juin 2018 pour avis sur le projet de création de cette régie.

Les statuts de la Régie ci-annexés sont rédigés dans le respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial (articles L.2221-1 à L.2221-10, R.2221-1 à R.2221-52).

Les biens nécessaires à l'activité de la Régie lui seront affectés sans transfert de propriété par une opération d'ordre non budgétaire.

La régie à personnalité juridique disposera de deux budgets annexes eau potable et assainissement avec chacun un compte de trésorerie affecté. Au besoin, pour pouvoir faire face à des dépenses liées à sa préfiguration et à anticiper certains besoins, une avance remboursable de trésorerie du budget général de la Métropole aux budgets de la régie à personnalité juridique pourra être versée pour permettre d'honorer ces dépenses, selon :

- Budget annexe eau potable : avance d'un montant maximal de 150.000 € ;
- Budget annexe assainissement : avance d'un montant maximal de 150.000 €.

En toute hypothèse, les dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2018 pour la préfiguration de la régie et qui ne se rattachent pas strictement aux activités d'exploitation dans le périmètre de la Régie REVE feront l'objet d'un remboursement par la Métropole à partir des budgets annexes eau et assainissement qui

couvrent le périmètre des communes qui doivent intégrer la Régie des Eaux du Pays d'Aix. A cet effet, une convention de remboursement de frais doit être approuvée entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Par ailleurs, conformément à l'article L 2221-10 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président indique qu'il sera mis fin aux fonctions de M. Dominique GIORDANO à partir du 1^{er} août 2018 et propose de désigner Monsieur François LAURENT au poste de Directeur Général de la Régie à partir de cette date.

Enfin, il revient également au Conseil de la Métropole de désigner les membres du Conseil d'Administration de la Régie, sur proposition du Président de la Métropole.

Le Conseil d'administration est composé de 31 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole : 19 représentants
- Personnalités qualifiées : 12 personnalités es-qualités :

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration ne peut excéder celle du mandat des membres du conseil métropolitain.

Le Conseil de la Métropole est donc appelé à désigner les membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration sera habilité à prendre les actes nécessaires à la mise en place opérationnelle de la Régie au 1^{er} janvier 2019, étant précisé qu'elle continue de disposer jusqu'à cette date de sa capacité pleine et entière pour gérer son activité dans le périmètre initialement dévolu à la Régie REVE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 051-3359/17 du 14 décembre 2017 portant approbation des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Venelles ;
- L'article 21 des statuts de la Régie des Eaux de Venelles ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- L'avis du Comité Technique du 15 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, afin d'assurer les services publics d'eau potable d'assainissement de créer une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » sur le territoire des communes suivantes : Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles pour le service d'eau potable Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles pour le service d'assainissement collectif.
- Qu'il convient d'approuver les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés ;
- Qu'il convient d'autoriser le Président ou son représentant à signer toutes pièces et actes utiles au montage administratif et aux démarches d'inscription de la future régie aux organismes concernés ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, le directeur de la Régie ;
- Qu'il convient de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, les membres du Conseil d'administration de la Régie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'une Régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix », dont la prise en charge effective de l'activité des deux services publics à caractère industriel et commercial suivants est fixée à la date du 1^{er} janvier 2019 :

- pour le service d'eau potable : Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles ;
- pour le service d'assainissement collectif Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Saint-Estève-Janson et Venelles.

Est approuvée par voie de conséquence, l'extension du territoire d'exploitation de la Régie des Eaux de Venelles dont la Métropole est l'autorité de rattachement.

Article 2 :

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

Article 3 :

Est désigné M. François LAURENT en tant que Directeur de la Régie à compter du 1^{er} août 2018.

Article 4 :

Sont désignés les membres du Conseil d'Administration de la Régie comme suit :

- 19 membres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, issus du Conseil Métropolitain :

Titulaires :

- Madame Odile Bonthoux
- Monsieur Michel Boulan
- Monsieur Gérard Bramoullé
- Monsieur Christian Delavet
- Monsieur Philippe De Saintdo
- Madame Syvaine Di Caro
- Monsieur Roland Giberti
- Monsieur Philippe Ginoux
- Monsieur Didier Khelfa
- Madame Irène Malauzat
- Monsieur Régis Martin
- Monsieur Roger Mei
- Monsieur Arnaud Mercier
- Monsieur Serge Perottino

- Monsieur Roger Pizot
- Monsieur Jean-Jacques Politano
- Madame Carine Roger
- Monsieur Jules Susini
- Monsieur Francis Taulan

- 12 membres choisis comme personnes qualifiées :

Titulaires :

- Monsieur Bernard Bastide
- Madame Charlotte Benon
- Monsieur Jacques Boudon
- Madame Noëlle Ciccolini
- Monsieur Christian Fontana
- Madame Muriel Hernandez
- Madame Sophie Joissains
- Madame Christine La Forgia
- Monsieur Stephane Paoli
- Monsieur Alain Quarantia
- Madame Marie-Pierre Sicard Desnuelle
- Monsieur Mickaël Zazoun

Article 5 :

L'affectation des biens nécessaires à l'activité de la régie au 1^{er} janvier 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes sont approuvées.

Article 6 :

Est approuvé le principe du versement d'une avance remboursable de trésorerie du budget général de la Métropole aux budgets de la régie à personnalité juridique pour lui permettre d'honorer ses dépenses, dans les limites suivantes :

- Budget annexe eau potable : avance d'un montant maximal de 150.000 € ;
- Budget annexe assainissement : avance d'un montant maximal de 150.000 €.

Article 7 :

Est approuvée la convention de remboursement de frais entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexée.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-4228/18/CM

■ Extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban - Modifications des statuts de la régie

MET 18/7602/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent Code », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même Code, à

jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Saint Savournin,
- Cadolive,
- Peypin,

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Simiane-Collongue

La régie exerce ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie s'inscrit également dans ce cadre et est discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

Un contrat d'objectifs, qui devra être approuvé avant la fin de l'année 2018, viendra par ailleurs préciser les relations entre la Métropole et la Régie.

La présente délibération a pour objet d'étendre le périmètre de la régie à la commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019 pour le service public de la distribution

l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1^{er} janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du Bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1^{er} janvier 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bèdelin, Auberge neuve, 13 124 PEYPIN.

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suite au

- La Destrousse,
- La Bouilladisse,
- Belcodène,
- Simiane-Collongue

d'eau potable et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 3.

Les communes de Gémenos partie villageoise et de Plan-de-Cuques intégreront également « la régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » dans le courant de l'année 2019, ce qui fera l'objet d'une modification ultérieure des statuts.

A cet effet, Les biens nécessaires à l'activité de la Régie lui seront affectés sans transfert de propriété par une opération d'ordre non budgétaire.

Compte tenu de l'extension du périmètre, il est proposé également de modifier la composition du conseil d'administration comme suit :

Le Conseil d'administration est composé de 21 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole : 11 représentants
- Personnalités qualifiées : 10 représentants des communes sur le territoire d'intervention de la Régie.

Il peut être procédé à la désignation dans les mêmes conditions d'un nombre égal de délégués suppléants des personnalités qualifiées, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Dès lors, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner les nouveaux membres au sein du Conseil d'Administration de la Régie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban »
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique du 5 décembre 2017.
- L'avis du Comité Technique du 12 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux

et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;

- Qu'il convient d'approuver les modifications des statuts de la Régie ci-annexés ;
- Qu'il convient de désigner les nouveaux membres du Conseil d'administration de la Régie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », à la commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019.

Est également approuvé le principe de l'intégration des communes de Gémenos partie villageoise et de Plan-de-Cuques à « la régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » dans le courant de l'année 2019, ce qui fera l'objet d'une modification ultérieure des statuts.

Article 2 :

Est approuvée la modification de l'article 3 « Objet » des statuts de la Régie ci-annexés à partir du 1^{er} janvier 2019.

Article 3 :

Sont désignés au sein du conseil d'administration de la Régie à partir du 1^{er} janvier 2019 les nouveaux membres :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Titulaire : Alain ROUSSET

Personnalités qualifiées :

-Titulaire : Yves MESNARD

-Suppléant : Elisabeth NEVCHEHIRLIAN

Article 4 :

L'affectation des biens nécessaires à l'activité de la régie au 1^{er} janvier 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes sont approuvées.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-4229/18/CM

**■ Approbation du plan d'actions 2018 - Régie des eaux et d'assainissement du Territoire du Pays de Martigues
MET 18/7568/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ces seuils, dits « objectifs de performance », sont fixés selon les caractéristiques du service et de la ressource par l'article D. 213-48-14-1 du Code de l'Environnement, créé par le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque le taux de perte en eau s'avère supérieur au taux ainsi fixé, le plan d'actions, comprenant s'il y a lieu un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau, doit être établi au plus tard avant la fin du second exercice suivant l'exercice pour lequel le dépassement a été constaté.

Pour inciter les services de l'eau au respect de leurs obligations, le dispositif réglementaire prévoit une sanction en cas de non-respect des délais prescrits.

Cette sanction prend la forme d'un doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable », perçue par les agences de l'eau conformément à l'article L. 213-10-9 du Code de l'Environnement.

Le calendrier d'application de ce dispositif, initialement prévu au 31 décembre 2013, a été reporté d'un an par l'article 36 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, comme le rappelle l'instruction ministérielle du 16 juin 2015 relative au doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable ».

Sur le territoire du Pays de Martigues, en 2017, le rendement des réseaux d'eau potable qui s'élève à 76,5 % n'est pas conforme aux objectifs de performance réglementaires fixés à 78,06 % pour l'exercice 2017.

Dans ces circonstances, et en application des dispositions de l'article L. 2224-7-1 du CGCT précité, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2016, un plan d'actions pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de chacune de ces communes.

Les plans d'actions ainsi établis comportent :

- des actions tendant à l'amélioration de la connaissance du patrimoine, du fonctionnement du réseau et des secteurs les plus fuyards ;
- des actions de réduction des pertes en eau, avec la mise en œuvre de campagnes de recherche et de réparation de fuites, de gestion des pressions, de sectorisation, de rénovation ou de remplacement de canalisations.

Chaque plan d'actions précise le calendrier de mise en œuvre de ces actions ainsi que les modalités de suivi annuel du rendement des réseaux de distribution d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable ;

- L'instruction ministérielle du 16 juin 2015 relative au doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « alimentation en eau potable » ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu' en application des dispositions de l'article L. 2224-7-1 du CGCT précité, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et approuver, avant le 31 décembre 2016, un plan d'actions pour améliorer le rendement du réseau de distribution de l'eau potable sur le territoire de chacune de ces communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan d'actions, joint en annexe, définissant les programmes à mettre en œuvre pour améliorer le rendement des réseaux de distribution d'eau potable des communes du Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable du Territoire du Pays de Martigues en sections d'investissement et de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-4230/18/CM

**■ Définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain
MET 18/7599/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant approbation du programme d'actions 2018/2020 relatif à l'exercice de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

A- Pour rappel : GEMAPI une compétence métropolitaine depuis le 1^{er} janvier 2018

La compétence *GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations* – GEMAPI fait partie des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), au profit du « bloc communal ». La GEMAPI est une compétence obligatoire au 1^{er} janvier 2018 et exclusive au 1^{er} janvier 2020. Cette compétence est automatiquement transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2018. Elle est à présent exercée de façon facultative et partielle par les collectivités qui ont parfois confié leur exercice à un Syndicat aux côtés d'autres missions complémentaires à la GEMAPI.

Cette nouvelle compétence est définie par 4 missions inscrites à l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement au travers de 4 alinéas :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (ou bassin versant).
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- ➔ 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- ➔ 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La compétence GEMAPI n'est pas une compétence *confiscatoire* ou *exclusive* de la Métropole dans la mesure où il n'est pas transféré à la Métropole la responsabilité de tous les cours d'eau, zones humides, plans d'eau ou autres milieux aquatiques présents sur son territoire. Ces derniers restent placés sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant. La Métropole exerce la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des propriétaires (entretien régulier du cours d'eau, etc.) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.

Le Préfet a arrêté le 20 mars 2017 un schéma directeur de coopération intercommunale (SDCI) des Bouches-du-Rhône précisant l'importance d'envisager l'évolution des Syndicats GEMAPI dans une logique de territorialité par bassin versant. Il précise que si les bassins versants sont à cheval sur plusieurs EPCI à fiscalité propre, le maintien du syndicat ou la possibilité de conventionnement entre EPCI peut permettre de conserver cette logique.

Le schéma d'organisation de la compétence au 1er janvier 2018 voté en Conseil de Métropole le 19 octobre 2017 a été mis en œuvre conformément aux orientations prévues.

B- L'engagement d'une démarche SOCLE par la Métropole

La Métropole a engagé en décembre 2016 (délibération du 15 décembre 2016) une démarche de – Stratégie/Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau - SOCLE - afin d'affiner le travail réalisé par les services de l'Etat et d'être en mesure de proposer une organisation de la compétence GEMAPI.

A cette fin, elle a constitué un groupe de travail associant tous les maires de son territoire dont elle a confié le pilotage au 8^{ème} Vice-Président de la Métropole, membre du bureau, délégué à l'eau, l'assainissement et la GEMAPI, désigné à cet effet.

Les travaux du groupe de travail des Maires et du groupe de travail technique associé, ont souligné :

- la nécessité de maintenir une vision par bassin versant, associée à une hétérogénéité actuelle des approches et actions menées selon ces bassins,
- la mise en place de la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole, comme une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, la gestion quantitative et qualitative de la ressource, les risques liés aux ruissellements, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une vision intégrée de ces divers enjeux,
- les attentes des structures gestionnaires pour que la mise en place de la compétence GEMAPI permette une mutualisation des moyens et un développement des partenariats à l'échelle métropolitaine ainsi qu'une pérennisation des « missions associées » hors GEMAPI, dépendantes des compétences de droit commun de la Métropole et considérées comme complémentaires au niveau de chaque unité hydrographique.

C- Un programme d'action 2018-2020 concerté par bassin versant hydrographiques pertinents

Le programme d'action présenté a pour objectif de définir les grandes orientations de la stratégie gémapienne à l'échelle métropolitaine et un programme d'actions concrètes sur 2 ans.

Ce document a été élaboré par l'ensemble des acteurs publics concernés par la GEMAPI. Il regroupe les actions déjà engagées sur le territoire de la Métropole, et celles qu'il convient de lancer dans le but de déterminer une politique cohérente et concertée, appliquée à ce milieu, pour la période 2018/2022.

Des ateliers « géographiques » ont été mis en place dans le cadre des travaux du groupe de travail GEMAPI de la conférence des maires et ont permis de définir pour chaque bassin hydrographique (sud et ouest) un programme d'actions. Ces actions ont ensuite été consolidées au travers d'un document unique (ci-annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir un programme d'actions à l'échelle du territoire dans le cadre de l'exercice de la compétence au niveau métropolitain, visant une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle

de l'eau pour contribuer à l'aménagement durable du territoire

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2018/2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à déposer le programme d'actions GEMAPI 2018/2020 auprès de tous les partenaires, financiers et techniques, publics et privés aux fins d'approbation.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à procéder au lancement des actions.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'eau, les communes membres de la Métropole ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la mise en œuvre des actions GEMAPI.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Tourisme, valorisation du patrimoine"

TVP 001-4231/18/CM

■ Maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence "promotion du tourisme"

MET 18/7438/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 a inscrit la compétence « promotion du tourisme » dont la création d'offices de tourisme au sens du 1° du I de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales parmi les compétences exercées de plein droit par les communautés urbaines et les métropoles, en lieu et place des communes membres.

La loi Notre du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république a réaffirmé ce principe. La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce donc cette compétence depuis l'entrée en vigueur de cette loi soit le 1^{er} janvier 2018.

Depuis cette date, l'ensemble des Offices de Tourisme existants sur le territoire métropolitain sont automatiquement rattachés à la Métropole puisqu'il a été souhaité de les conserver et de ne pas créer un office de tourisme métropolitain conformément à la délibération du 19 octobre 2017 qui a posé les contours de l'application de la compétence sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, l'ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 porte diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique, et vient préciser par l'introduction d'un nouvel article L.134-1-1 du code du tourisme, que les Métropoles doivent se prononcer « *sur le maintien des offices de tourisme existants dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle ils leur sont rattachés. En cas de maintien, la délibération de l'organe délibérant [...] fixe les modalités d'organisation des offices de tourisme concernés dans les conditions prévues à l'article L. 134-5.* ».

Dès lors, indépendamment de la stratégie touristique métropolitaine qui devra être affinée, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit formellement se prononcer sur le maintien des offices de tourisme existant actuellement sur son territoire et relevant de sa compétence.

Ainsi conformément à la volonté affirmée en octobre 2017, il est proposé de maintenir l'ensemble des offices de tourisme et structures de proximité existantes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer pour son compte l'accueil, l'information des touristes, la promotion et la mise en œuvre de la stratégie touristique Métropolitaine.

Leurs natures juridiques et leurs missions d'offices de tourisme seront donc pleinement maintenues, et ce à modalités d'organisation constantes tel que précisé en annexe de la présente délibération.

Toutefois la substitution de la Métropole au sein des offices de tourisme pour les compétences qui lui ont été transférées se traduira par une mise à jour des statuts des offices de tourisme avant la fin de l'exercice 2018 afin d'intégrer la gouvernance métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code du Tourisme et notamment les articles L133-1 à L 134-6
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'ordonnance n°2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TVP 001-2841/17/CM Du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de maintenir la totalité des Offices de Tourisme sur son territoire en vue de la promotion du tourisme et pour pérenniser un accueil et une information de proximité à destination des touristes.

Délibère

Article unique :

L'ensemble des offices de tourisme et structure de proximité relevant de la compétence de la Métropole sont maintenus dans leurs statuts et missions, et ce à modalités d'organisation constantes tel que précisés en annexe de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-4232/18/CM

■ Demande de reclassement de l'Office de Tourisme de Cassis en Catégorie I MET 18/7799/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L.133-10-1 et D.133-20 et suivants du Code de Tourisme, les Offices de Tourisme peuvent faire l'objet d'un classement. Celui-ci est prononcé par arrêté préfectoral pour une durée de 5 ans sur la base des critères définis. Le classement est réparti en 3 niveaux, les catégories II et III s'adressent à des structures de moyennes et petites tailles tandis que la catégorie I est destinée aux offices de tourisme de type entrepreneurial à compétences élevées.

Le 16 mai 2013, par arrêté préfectoral l'Office de Tourisme de Cassis a été classé en catégorie I. Ce classement est arrivé au terme des 5 ans, il convient donc de solliciter un nouveau classement pour une nouvelle période de 5 ans.

En effet, le classement est un gage de qualité de l'offre touristique. Il vise à optimiser la satisfaction de la clientèle touristique présente dans la zone d'intervention de l'Office de Tourisme.

De plus, la commune de Cassis étant classée station de tourisme, il convient que l'Office de Tourisme soit classé en Catégorie 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code du Tourisme et notamment son article D.133-20
- L'arrêté interministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme.
- L'ordonnance n°2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique ;
- L'arrêté interministériel du 10 juin 2011 modifiant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- La délibération Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°001-2841/17/CM ;
- La délibération n°VECO 032-205/18/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de permettre le reclassement de l'Office de Tourisme de Cassis en catégorie I,

Délibère

Article unique :

Est décidé de demander le reclassement en catégorie I de l'Office de Tourisme de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 003-4233/18/CM

**■ Demande de reclassement de l'Office de
Tourisme de La Ciotat en Catégorie I
MET 18/7800/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L.133-10-1 et D.133-20 et suivants du Code de Tourisme, les Offices de Tourisme peuvent faire l'objet d'un classement. Celui-ci est prononcé par arrêté préfectoral pour une durée de 5 ans sur la base des critères définis. Le classement est réparti en 3 niveaux, les catégories II et III s'adressent à des structures de moyennes et petites tailles tandis que la catégorie I est destinée aux offices de tourisme de type entrepreneurial à compétences élevées.

Le 16 mai 2013, par arrêté préfectoral l'Office de Tourisme de La Ciotat a été classé en catégorie I. Ce classement est arrivé au terme des 5 ans, il convient donc de solliciter un nouveau classement pour une nouvelle période de 5 ans.

En effet, le classement est un gage de qualité de l'offre touristique. Il vise à optimiser la satisfaction de la clientèle touristique présente dans la zone d'intervention de l'Office de Tourisme.

De plus, la commune de La Ciotat étant classée station de tourisme, il convient que l'Office de Tourisme soit classé en Catégorie 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code du Tourisme et notamment son article D.133-20
- L'arrêté interministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme.

- L'ordonnance n°2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique ;
- L'arrêté interministériel du 10 juin 2011 modifiant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- La délibération Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°001-2841/17/CM ;
- La délibération n°VECO 032-205/18/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de permettre le reclassement de l'Office de Tourisme de La Ciotat en catégorie I ;

Délibère

Article unique :

Est décidé de demander le reclassement en catégorie I de l'Office de Tourisme de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"**

MER 001-4234/18/CM

**■ Délégation de service public pour la gestion et
l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du
Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 -
Approbation du choix du délégataire -
Approbation du contrat de délégation de service
public et de ses annexes
MET 18/7457/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-
Marseille-Provence sur proposition du
Commissaire Rapporteur soumet au
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 001-2095/17/CM en date du 18
mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le
principe de la délégation de service public sous la
forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé
à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP,
à La Provence et au Marin, fixant la date limite de
remise des plis contenant les candidatures et les
offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis
émanant des structures suivantes :

- la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille
Provence (CCIMP)
- le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon
(CNTL).

La Commission de délégation de service public s'est
réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis
contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la
Commission a conclu que les deux candidats offraient
des garanties techniques et financières satisfaisantes
les rendant aptes à assurer la continuité du service
public et l'égalité des usagers devant le service public.
Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes
contenant les dossiers d'offres des deux candidats.
Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport
aux pièces demandées dans le règlement de
consultation, la Commission a suspendu ses travaux
pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a
rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15
mars 2018 et a recommandé d'engager les
discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux
dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des
Collectivités Territoriales, rend compte du
déroulement de la procédure et en particulier de la
phase de négociation. Il présente les motifs du choix
du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la
convention, soit CNTL.

Ce rapport présente également les principales
caractéristiques et l'économie générale du contrat de
délégation de service public qu'il est proposé de
conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à
compter de sa notification, pour tenir compte de
l'amortissement des investissements demandés au
délégataire. Le contrat de délégation de service public
confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le
développement portuaire des plans d'eau et terre-
pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés
périmètre 1, le délégataire gérant le service à ses
risques et périls et se rémunérant à titre principal par
la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont
révisés chaque année selon une formule d'indexation
prévue contractuellement. En contrepartie de la mise
à disposition des biens et des avantages de toute
nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux
et prestations restant à la charge du Délégant, le
délégataire verse à la Métropole une redevance
annuelle révisable, dont le montant est de 540.000€
HT en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il
est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la
gestion et l'animation de plans d'eau et de
terre-pleins du Vieux Port de Marseille -
Périmètre 1;
- d'approuver le contrat de délégation de
service public et ses annexes, dont les
principales caractéristiques et l'économie
générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 001-2095/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-4235/18/CM

**■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes
MET 18/7462/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 002-2096/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- La Société Nautique de Marseille (SNM)

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la SNM.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés périmètre 2, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégrant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 400.000€ en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 002-2096/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2;

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la Société Nautique de Marseille (SNM) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-4236/18/CM

■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes MET 18/7466/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 003-2097/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit l'YCPR.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille, dénommés périmètre 3, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux

et prestations restant à la charge du Délégrant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 530.000€ en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 003-2097/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-4237/18/CM

**■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 4 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes
MET 18/7463/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 004-2098/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 12 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) ;
- L'Union Nautique Marseillaise (UNM).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la CCIMP.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de

délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 12 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés périmètre 4, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 30.000€ en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;

- La délibération du Conseil de la Métropole MER 004-2098/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de douze ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-4238/18/CM

**■ Approbation de la création d'une commission consultative pour les attributions d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à caractère économique et approbation de son règlement intérieur
MET 18/7053/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique.

De nombreux professionnels exercent une activité au sein des ports de plaisance et bénéficient, pour cela, d'autorisations d'occuper le domaine public. Cela concerne environ 200 parcelles de terre-plein et/ou plan d'eau.

Les modalités d'attribution de ces autorisations d'occupation temporaire du domaine public à caractère économique ont été réformées par l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017. Désormais, ce texte applique à leur délivrance les principes juridiques de mise en concurrence posés par l'Union Européenne.

Seules les activités qui ne font l'objet d'aucun marché concurrentiel échappent à cette qualification. Cela modifie les modalités d'attribution des conventions à caractère économique utilisées jusqu'à présent par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui doivent désormais être octroyées à la suite d'une mise en concurrence.

En conséquence, il apparaît nécessaire de créer une *commission consultative* dont le rôle sera d'émettre, à la suite des consultations, des avis sur l'attribution des conventions *d'autorisation d'occupation temporaire* (AOT) du domaine public maritime des ports de plaisance du territoire métropolitain.

Il est proposé de fixer la composition de cette commission aux membres suivants:

- Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant;
- Le Président du Conseil de Territoire concerné, ou son représentant
- Le Maire de la commune du port de plaisance concerné, ou son représentant.

Les représentants des territoires et des communes ne pourront émettre des avis que pour les dossiers les concernant.

Il est proposé d'acter le règlement intérieur de cette commission annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'information aux Conseils des Territoires

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour attribuer les autorisations d'occupation temporaire du domaine public à caractère économique ;
- La modification des règles d'attribution des autorisations d'occupation du domaine public à caractère économique par l'Ordonnance du 19 avril 2017 ;
- L'intérêt d'approuver la création de cette commission consultative d'attribution ;
- La nécessité de procéder à la désignation de leurs représentants ;
- La nécessité d'acter le règlement intérieur de cette commission consultative d'attribution.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de la commission consultative pour l'attribution des autorisations d'occupation temporaire à caractère économique sur le Domaine Public Maritime.

Article 2 :

Est approuvée la composition de cette commission :

- Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant;
- Le Président du Conseil de Territoire concerné, ou son représentant
- Le Maire de la commune du port de plaisance concerné, ou son représentant.

Article 3 :

Est approuvé le règlement intérieur ci-annexé de la commission consultative pour l'attribution des autorisations d'occupation temporaire à caractère économique des ports de plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 006-4239/18/CM

**■ Revalorisation de l'autorisation de programme liée à l'opération "modernisation des ports" dans le cadre du budget supplémentaire 2018
MET 18/7539/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2018, il est proposé de revaloriser le montant de l'autorisation de programme liée à l'opération « modernisation des ports » conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
B220	2013111700	CT	Modernisation des ports	5 003 076.93	+ 2 428 000	7 431 076.93
TOTAL B220				5 003 076.93	2 428 000	7 431 076.93

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération POR 006-692/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de six autorisations de programme liées aux travaux de grosses réparations effectués sur les ports communautaires ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation de l'opération budgétaire 2013111700 du budget annexe des Ports de Plaisance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'opération budgétaire suivante :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
B220	2013111700	CT	Modernisation des ports	5 003 076.93	+ 2 428 000	7 431 076.93
TOTAL B220				5 003 076.93	2 428 000	7 431 076.93

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Ports de Plaisance 2018 CT1 - Chapitre

2013111700 - Sous Politique B220 - Gestionnaire 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 007-4240/18/CM

**■ Approbation du Livre Bleu de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7531/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Avec ses 255 km de façade littorale et le plus grand étang salé d'Europe, Aix-Marseille-Provence est résolument ancrée en Méditerranée. Plus qu'une simple zone de contact entre la terre et l'eau, cet espace concentre plusieurs enjeux économiques, écologiques et sociaux majeurs pour le devenir de la Métropole.

Des portes de la Côte d'Azur (La Ciotat) aux portes de la Camargue (Port-Saint-Louis-du-Rhône), en passant par l'Etang de Berre, la Métropole est baignée dans une mer Méditerranée aussi riche que fragile. Plus d'une commune sur cinq de la Métropole est littorale (soit 20 communes sur 92). Le littoral compte 61 ports de plaisance, pêche et commerce et plus de 70 sites de baignade surveillés.

Le Livre Bleu a pour objectif de définir les grandes orientations de la stratégie littorale et maritime métropolitaine et un programme d'actions concrètes sur 5 ans.

Ce document a été élaboré par l'ensemble des acteurs publics et privés concerné par la mer et le littoral. Il regroupe ainsi tous les éléments socio-économiques et environnementaux de la frange littorale du territoire de la Métropole dans le but de déterminer une politique cohérente et concertée, appliquée à ce milieu, pour la période 2018/2022.

Il s'articule autour de 100 actions phares faisant écho aux 3 enjeux identifiés collectivement définis :

• Développer et aménager :

Il s'agit d'améliorer la qualité et l'accessibilité du littoral ; d'améliorer les capacités d'accueil des services dans les ports de plaisance; de valoriser et aménager les espaces littoraux; d'exploiter les ressources énergétiques de la mer; de développer les filières professionnelles de la mer; d'encourager le tourisme bleu et vert.

• Protéger et sécuriser :

Il s'agit de sécuriser; restaurer; protéger les milieux et lutter contre les pollutions et les nuisances.

• Gérer et entretenir :

Il s'agit d'améliorer les services; de développer le réseau d'experts et la gouvernance; de communiquer; de sensibiliser; de mettre en œuvre le programme d'action.

Au-delà de sa portée stratégique, ce document Livre Bleu a réussi à fédérer les nombreux acteurs du littoral et de la mer autour d'une démarche tournée vers la valorisation écologique, économique et touristique du littoral métropolitain. Car, s'il concentre plusieurs enjeux économiques et sociaux, l'espace littoral est aussi un espace de fragilités avec lesquelles l'aménagement du territoire métropolitain doit apprendre à composer. Il convient ainsi de trouver un juste équilibre entre l'exploitation des potentialités de développement et la préservation de cet espace fragile.

Pour bâtir le Livre Bleu, la Métropole a choisi d'associer tous les acteurs compétents et intervenant sur l'espace littoral, afin d'aboutir à un projet partagé.

Il est constitué de deux tomes :

- Le Tome 1 fait état du «diagnostic» littoral et maritime métropolitain.

Il a été rédigé par tous les acteurs institutionnels et professionnels, lors de nombreuses réunions qui se sont déroulées entre février et mai 2017. Ces échanges ont permis de consolider le diagnostic territorial, les grands enjeux et d'enrichir les premières pistes d'orientations pour le Livre Bleu. Le bilan de ces échanges a été retranscrit dans la «synthèse de la concertation institutionnelle et thématique» (ci-jointe).

- Le Tome 2 traduit de façon opérationnelle les enjeux et objectifs définis conjointement dans le diagnostic. Ce tome 2 est composé des «100 opérations pour le littoral». Ces 100 opérations traduisent concrètement la stratégie littorale et portuaire portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et témoignent de la volonté et de l'engagement des acteurs locaux dans la démarche.

Pour rappel, le Contrat de Baie (2015) constitue le volet qualité des eaux et des milieux du Livre Bleu. Il va être révisé courant 2018 et présenté en Comité de Bassin de l'Agence de l'eau en 2019, notamment afin d'élargir son périmètre au golfe de Fos. Certaines actions nouvelles, identifiées par les partenaires dans le cadre du Livre Bleu, pourront ainsi être intégrées au Contrat de Baie.

Il s'agit à ce stade d'un programme d'actions pré-chiffré et séquencé. Il n'est pas exhaustif et a vocation à se construire dans le temps. Les montants de chaque action sont donnés à titre indicatif dans le Tome 2. Un temps de consolidation par chaque porteur permettra d'en affiner les co-financements (notamment européens et nationaux). Les modalités financières seront définies dans une convention partenariale dédiée avec chaque porteur d'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mer, le littoral et l'ensemble de ses composantes sont des priorités de l'action métropolitaine,
- Que leur développement et leur préservation doivent trouver leur juste équilibre.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les Tome 1 et 2 du Livre Bleu de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à déposer le Livre Bleu auprès de tous les partenaires, financiers et techniques, publics et privés aux fins d'approbation.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Livre Bleu, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à procéder au lancement de la phase opérationnelle du Livre Bleu dès la signature du Livre Bleu.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'eau, les communes membres de la Métropole ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la mise en œuvre du Livre Bleu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-4241/18/CM

**■ Délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes
MET 18/7646/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 005-2846/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous forme d'un affermage pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'une durée de 5 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 19 décembre 2017 au BOAMP et le 21 décembre 2017 à la Provence.

L'avis de publicité fixait au 31 janvier 2018, 16 heures 30, la date limite de réception des candidatures et des offres.

Un pli a été réceptionné dans les délais impartis émanant de la société GIBBES PHARO.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 1er février 2018 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Après vérification des différents documents composant le dossier de candidature, il a été constaté que le pli remis le 31 janvier 2018, par la société GIBBES PHARO comportait un certificat délivré par l'URSSAF du 22 février 2016 attestant du versement de cotisations et contributions sociales et de fourniture de déclarations des candidats attributaires d'un marché public au 31 décembre 2015, périmé.

Un nouveau document a ainsi été demandé à la société GIBBES PHARO attestant qu'elle est en règle au regard de ses obligations sociales au plus tard à la date du 31 juillet 2017, par un courrier du 8 février 2018, avec une date limite de remise fixée au 16 février 2018. La société GIBBES PHARO a régularisé sa candidature dans les délais impartis

La commission s'est réunie le 1er mars 2018 en vue de sélectionner la candidature et procéder à l'ouverture de l'offre. Elle a retenu que la candidate respectait les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'elle offrait par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes la rendant apte à assurer la continuité du service public d'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence, ainsi que l'égalité des usagers devant ce service public. La Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture de l'offre

Après analyse détaillée, la Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur l'offre lors de sa séance du 13 avril 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec le candidat sus-désigné.

Le rapport joint en annexe du projet de délibération du Conseil de la Métropole, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général

des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société GIBBES PHARO.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille, à ses risques et périls, le délégataire se rémunérant par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Le délégataire verse annuellement à la Métropole une redevance annuelle proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 005-2846/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société GIBBES PHARO en qualité de délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de cinq ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-4242/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence
MET 18/7549/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son budget supplémentaire 2018, sont inscrites trois opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme respectives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 300 000 euros TTC des opérations d'investissement visées ci-dessous, afin de permettre leur réalisation;
- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions pour un montant total de 300 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

SOUS-POL.	N° D'OPE. fils	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de la revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2018
C310	2015106601	DNL - MPM - Etudes de voirie	4 123 201,83	+4 000	4 127 201,83	860 000
C310	2015106607	DNL MPM Acquisition de matériel pour la DPEPVC et la DPU Années 2015 à 2018	5 700 000	-4 000	5 696 000	2 510 000
C310	2017106700	GIGNAC-LA-NERTHE - AMENAGEMENT ACCES NOUVELLE ECOLE CHEMIN DES MINOTS	1 000 000	+300 000	1 300 000	20 000
TOTAL DES REVISIONS				+ 300 000		

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opérations 2015106601, 2015106607, 2017106700 – Programme 14 – Sous -programme 14 1 - Nature 2031, 21578, 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opérations 2017106700 – Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-4243/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de la rue de la Caravelle à Marseille 3ème arrondissement
MET 18/7491/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de l'extension d'Euroméditerranée, prévoit la reconfiguration de la rue Caravelle, située dans le 3^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le projet de voirie envisagé (élargissement, rectification et nivellement) est justifié par plusieurs motifs d'intérêt général :

- assurer la desserte inter-quartier par l'axe Anthoine — Caravelle — rue de Bellevue, vers l'A7 ;
- maintenir la continuité végétale du parc Bougainville jusqu'à la mer, par la rue d'Anthoine ;
- sortir la copropriété Bellevue de sa position d'oppidum ;
- permettre la desserte correcte de logements et d'équipements nouveaux : immeubles Nexity Docks Libres, groupe scolaire Bougainville, école Ruffi, parc Bougainville ;

Il est envisagé en outre l'aménagement de l'esplanade Parc Bellevue et de l'extrémité de la rue Edouard Crémieux.

Ce projet concerne une surface totale de 10 300m² (voie Caravelle, esplanade Parc Bellevue et rue E. Crémieux)

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106500 « Marseille 3ème – Aménagement de la rue de la Caravelle », pour un montant de 4 600 000 €, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 4 600 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018100900, « Marseille 3^{ème} – Aménagement de la rue de la Caravelle » pour un montant de 4 600 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 5 000 € TTC

CP 2019 : 800 000 € TTC

CP 2020 : 1 000 000 € TTC

CP exercices suivants : 2 795 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-4244/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue des Catalans à Marseille
MET 18/7493/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Emblème de la rade de Marseille, la Corniche Kennedy s'apprête à subir d'importants travaux de rénovation. La Métropole Aix-Marseille Provence envisage, dans la continuité de ces travaux, d'aménager la rue des Catalans.

Le projet d'aménagement concerne la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse. Il implique la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs sur une surface de 4 000 m².

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106400 « Marseille 7^{ème} – Aménagement de la rue des Catalans », pour un montant de 1 150 000 €, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 150 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018106400 « Marseille 7^{ème} – Aménagement de la rue des Catalans » pour un montant de 1 150 000€ T.T.C

rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine
Code AP 181141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 10 000 € TTC

CP 2019 : 500 000 € TTC

CP 2020 : 500 000 € TTC

CP exercices suivants : 140 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-4245/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Port-Vieux de La Ciotat
MET 18/7468/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'aménagement relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat d'un montant de 7 750 000€ TTC.

Cette autorisation de programme permettait la réalisation d'une première phase de travaux entre le rond-point Pons et le rond-point des Messageries Maritimes. Les études ont toutefois été menées sur la totalité des quais du port. Dans un souci d'homogénéité de traitement et de cohérence d'aménagement, il apparaît aujourd'hui opportun de réaliser une deuxième phase de travaux entre le rond-point des Messageries Maritimes et l'avenue Victor Giraud.

Des études opérationnelles plus avancées ont permis d'aboutir à un montant total de l'opération de 10 750 000€ TTC.

L'opération d'investissement n° 2016102300 Requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat, d'un montant de 7 750 000€ TTC inscrite au budget territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 161064BP du programme 06 du territoire Marseille Provence doit être révisée pour un montant de 3 000 000€ TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2016102300 de 7 750 000€ TTC à 10 750 000€ TTC.

Dans le cadre de cette requalification le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, propriétaire du Domaine Public Maritime, a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tripartite avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP. Cette convention a été signée le 23 novembre 2016.

Dans le cadre des compétences de chaque entité, il a été acté une répartition des financements lors du Conseil du 18 mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM approuvant la création et l'affectation de l'opération d'aménagement relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 10 750 000€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 10 750 000€ TTC de l'opération d'investissement ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2016102300 Requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat pour un montant de 3 000 000€ TTC rattachée à l'autorisation de programme n° 161064BP du programme 06 du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ADEME, l'Agence de l'Eau ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants du Territoire Marseille-Provence - Nature 4581161023 - Sous-politique C140 - Fonction 515 de l'opération n°2016102300 selon l'échéancier suivant :

- CP 2018 : 2 300 000€
- CP 2019 : 8 000 000€
- CP 2020 : 272 253,87€

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-4246/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol " à Gignac-La-Nerthe
MET 18/7499/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite ré-aménager un parking proche du groupe scolaire Pagnol sur la commune de GIGNAC-LA-NERTHE.

Cet aménagement permettra une meilleure accessibilité du site avec la création d'une piste cyclable et améliorera le stationnement (augmentation et rationalisation) en lien avec l'extension du groupe scolaire Pagnol.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106300 « Gignac-La-Nerthe – Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol », pour un montant de 480 000 €, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 480 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018106300 « Gignac-La-Nerthe – Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol » pour un montant de 480 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 10 000 €TTC

CP 2019 : 300 000 € TTC

CP 2020 : 170 000 € TTC

CP exercices suivants : 0 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-4247/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe"
MET 18/7529/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite procéder, en prévision de l'ouverture du futur groupe scolaire de Laure, à la rénovation et à l'aménagement de l'Allée de Laure sur la commune de GIGNAC-LA-NERTHE.

Cette opération permettra de requalifier l'allée sus-visée en réaménageant les trottoirs et la chaussée.

A cet effet, une opération d'investissement « Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe », pour un montant de 720 000 €, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 720 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe » pour un montant de 720 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 €

CP 2019 : 700 000 € TTC

CP 2020 : 20 000 € TTC

CP exercices suivants : 0 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-4248/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet" MET 18/7507/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'aménager l'impasse Bocoumajour sur la commune de Carry-Le-Rouet.

Cette impasse, qui dessert l'avenue éponyme sur cette commune, fera l'objet d'une reprise globale de sa chaussée, avec mise en place d'une signalisation horizontale adaptée.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106200 « Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet », pour un montant de 350 000 €, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 350 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018106200, «Aménagement de l'impasse Bocoumajour à CARRY-LE-ROUET » pour un montant de 350 000€ T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 181141

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 10 000 €

CP 2019 : 340 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-4249/18/CM

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'un parking au droit du futur groupe scolaire Les Peupliers sur la commune de Ceyreste MET 18/7565/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Ceyreste a pris en charge la construction d'une école au droit du rond-point Saint Antoine / Peupliers. Cette école devrait ouvrir pour la rentrée de septembre 2018.

Compte tenu de cet aménagement scolaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité aménager un parking au droit du futur établissement scolaire. Ce parking public desservira les riverains et les parents d'élèves.

La surface à aménager est de 4 500m².

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017101200 « Ceyreste – Création parking au droit futur groupe scolaire Les Peupliers » » pour un montant de 1 000 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant total de 1 000 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation.
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement aux exercices budgétaires concernés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2017101200 «Ceyreste – Création parking au droit futur groupe scolaire Les Peupliers » pour un montant de 1 000 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire 2018. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 200 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-4250/18/CM

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du carrefour Hermitage, Montblanc, Mistral (RD 908) sur la commune de Plan-De-Cuques MET 18/7551/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif de cette opération d'investissement est l'aménagement d'un carrefour dangereux entre une route départementale, qui vient être transféré à la Métropole, et une voie très étroite servant de bretelle de liaison entre les communes d'Allauch et de Plan de Cuques.

L'opération d'investissement n°2017102100 « Plan-de-Cuques – Carrefour Hermitage/Mont Blanc/Mistral (RD 908) » pour un montant de 500 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant total de 500 000 € TTC afin d'en permettre sa réalisation.
- La nécessité d'inscrire les crédits de paiement aux exercices budgétaires concernés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2017102100 « Plan-de-Cuques – Carrefour Hermitage/Mont Blanc/Mistral (RD 908) » pour un montant de 500 000 € TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire 2018. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 5 000 € TTC

Année 2019 : 495 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-4251/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille 2ème arrondissement MET 18/7505/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération Axe littoral sens Nord-Sud consistait notamment à démolir le viaduc autoroutier au droit des Docks et à construire le tunnel de la Joliette sous la voie des quais, jusqu'au tunnel sous le Vieux-Port, a permis la reconquête de la façade littorale notamment dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée,

Pour mener à bien cette opération structurante, par délibération n° VOI 4/218/B du 16 mai 2003, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a autorisé le lancement d'un appel d'offres restreint en vue de désigner un Maître d'Œuvre chargé des missions de conception et de suivi de réalisation de l'ouvrage.

Le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS ROUTE SCETAUROUTE / André Mascarelli a été attributaire du marché.

A l'issue de l'exécution du marché, le titulaire a transmis au Maître d'Ouvrage un décompte final incluant des rémunérations complémentaires.

Une séance de conciliation s'est tenue au CCIRAL le 22 février 2018. A l'issue de cette séance, le CCIRAL a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel le protocole transactionnel prévoit un versement de 694 014,88€ TTC.

Par délibération VOI 001-152/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la revalorisation de l'opération Euromed - Axe littoral Nord/Sud pour un montant de 15 000 000€ faisant ainsi passer celle-ci à 150 000 000€ TTC.

Par délibération FCT 001-557/12/CC du 26 octobre 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le vote du Budget Supplémentaire 2012 dans lequel l'opération Axe littoral Nord/Sud a été revalorisée pour un montant de 2 300 000€ la portant à 152 300 000€ TTC.

Ainsi, l'opération d'investissement n° 2006102400 Axe littoral Nord/Sud, d'un montant de 152 300 000€ TTC inscrite au budget Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme n° 141082BP du programme 08 doit être révisée pour un montant de 350 000€. Cette revalorisation porte le montant final de l'opération à 152 650 000€, permettant le règlement du protocole transactionnel et le solde de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision portant le montant total à 152 650 000€ TTC afin de permettre de solder cette opération d'investissement ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision portant l'opération au montant total de 152 650 000€ TTC.
- Qu'il est nécessaire sur l'exercice budgétaire en cours d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2006102400 Axe littoral Nord/Sud pour un montant de 350 000€ TTC rattachée à l'autorisation de programme n° 141082BP du programme 08 du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 du Territoire Marseille Provence - Nature 4581061024 - Sous-politique C360 – Fonction 851

de l'opération n°2006102400 selon l'échéancier suivant :

- CP 2018 : 700 000€

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-4252/18/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public, par voie d'affermage pour l'exploitation et la gestion de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis MET 18/7246/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réceptionné une piscine intercommunale à Cassis, premier équipement reconnu d'intérêt intercommunale par le Conseil de Communauté (délibération du 27 juin 2002).

Cet équipement est un véritable stade nautique, doté d'installations performantes et dimensionné pour accueillir des compétitions de niveau régional. Il s'adresse à une population de plus de 60 000 habitants, résidant dans le bassin de vie Est du Territoire Marseille Provence.

Ce complexe aquatique comprend les équipements suivants :

- un bassin sportif de 25 x 21m (525 m²), pouvant accueillir des compétitions de niveau régional : 8 lignes d'eau, gradins de 206 places assises, dont 6 places pour personne à mobilité réduite,
- un bassin d'apprentissage de 310 m² (20 m x 12 m = 240 m²) permettant l'apprentissage scolaire, l'entraînement et également les pratiques de loisirs ludiques (70 m²), agrémentée d'une rivière et jeux d'eau de type fontaine et cascade
- un pataugeoire de 25 m²,
- des vestiaires et sanitaires

- un espace kinésithérapie de 120 m²
- un espace snack
- des plages extérieures
- un logement de gardien type F4 (environ 90 m² sur 2 niveaux)

Par ailleurs, la piscine offre des activités de loisirs extra-sportives pour tous les âges et répond à des besoins sociaux, éducatifs et sportifs. Cet équipement est destiné à trois types de public : les scolaires, les sportifs et le grand public. Elle accueille ainsi la majeure partie des écoles et collèges du bassin Est de Marseille Provence.

Par délibération du 23 décembre 2009, la Communauté Urbaine a décidé de confier, par voie d'affermage, la gestion et l'exploitation de cet équipement pour une durée de 3 ans. En effet, au regard des compétences et du savoir-faire nécessaires pour respecter les objectifs définis en termes de compétitions sportives, de pédagogie, d'accueil et de surveillance du public, cette dernière ne disposait pas des moyens propres suffisants pour garantir une gestion en régie optimale et performante.

Elle a ensuite conforté son choix en décidant, par délibération du 29 juin 2012, de maintenir ce mode de gestion pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2019.

Depuis la mise en service de la piscine fin 2010, ce mode de gestion a donné satisfaction aux usagers en termes de qualité du service et à l'administration en termes de suivi des prestations et de maîtrise des coûts de fonctionnement. Cet équipement a ainsi vu sa fréquentation augmenter continuellement pour atteindre près de 200 000 entrées en 2016.

Au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés et a décidé par délibération du 17 mars 2016, de déléguer la compétence de gestion et d'animation de la piscine CAP PROVENCE au Territoire Marseille Provence

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un professionnel dans le cadre d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage et pour une durée de cinq ans.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé.

Elles peuvent être résumées ainsi :

- Le futur délégataire sera chargé de prendre les ouvrages mis à sa disposition et d'en assurer l'exploitation et la gestion, c'est-à-dire l'accueil des différents usagers dans le cadre d'un service public adapté en direction des populations scolaires, associatives et publiques ;

- Il devra assurer au mieux une diversification des prestations liées à l'apprentissage et au perfectionnement de la natation mais aussi aux différentes activités payantes dans le cadre d'une tarification adaptée ;
- Le futur délégataire aura également à charge de fournir les prestations de maintenance générale de l'établissement ainsi que la fourniture des fluides (eau, gaz, électricité) nécessaire au bon fonctionnement du service ;
- Il devra assurer le petit et gros entretien des installations mises à sa disposition.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération EPPS 001-1731/09CC du Conseil de Communauté du 23 décembre 2009 approuvant le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire à Cassis ;
- La délibération EPPS 001-2184/10/CC du conseil de Communauté du 28 juin 2010 portant approbation du choix du délégataire et du contrat ;
- La délibération EPPS 001-466/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012, approuvant le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire à Cassis ;

- La délibération EPPS 002-683/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire Cap Provence à Cassis
- La délibération HN 011-17/03/16 CM du conseil de la Métropole du 17 mars 2016, portant Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la commission consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- L'information au conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la piscine Cap Provence à Cassis est actuellement gérée par une société privée dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans et que ce contrat arrivera à échéance au 31 décembre 2019.
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, le recours à une délégation de service public par voie d'affermage apparaît être le mode de gestion le mieux adapté à la gestion et à l'exploitation de la piscine Cap Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, par voie d'affermage, d'une durée de cinq ans, pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence localisée sur la commune de Cassis.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation et des prestations du délégataire, qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation des entreprises.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-4253/18/CM

■ Approbation d'un projet de contrat territoire lecture 2018-2020 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat MET 18/7333/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait de l'accès au livre et à la lecture l'une de ses priorités culturelles.

Afin d'accompagner cette volonté, un projet de contrat territoire lecture (CTL) a été rédigé conjointement par l'État et la Métropole. Les contrats territoire lecture sont des dispositifs de partenariat sur 3 ans entre l'État et les collectivités territoriales, issus des 14 propositions pour le développement de la lecture, présentés le 30 mars 2010 par le Ministre de la culture. Ils s'intègrent, autant que faire se peut, dans une dimension intercommunale et dans un travail de mise en réseau des politiques de lecture publique.

Dans cette logique, il est proposé d'orienter le contrat territoire lecture (CTL) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur cinq objectifs :

- Une offre de contenu et de ressources numériques accessible à tous les habitants de la Métropole en mutualisant les ressources existantes et en systématisant cette offre, en partenariat avec la Région et le Département ;
- Le développement des publics et notamment des publics « empêchés » et éloignés ;
- Inciter à l'élargissement des horaires d'ouverture ;
- Mettre en œuvre une action culturelle fédératrice ;

- Mettre en place une carte unique gratuite afin de proposer un accès unifié et une équité d'accès à tous les équipements de lecture publique de la Métropole.

Les actions envisagées sont détaillées dans le projet de contrat joint à la présente délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitera le concours financier de l'État pour la réalisation des actions définies dans le cadre du contrat territoire lecture sur la période 2016-2018. L'aide demandée sera comprise entre 200 000 et 400 000 euros pour le dispositif favorisant l'extension des horaires d'ouverture.

D'autres aides financières seront sollicitées auprès de l'État sur l'action culturelle (La Lecture par Nature), le portail documentaire et les ressources numériques (assistance à maîtrise d'ouvrage et mise en œuvre).

Les partenariats du Conseil Régional et du Conseil Départemental seront sollicités ultérieurement. Ceux-ci seront alors contractualisés par voie d'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver cette convention de partenariat relative à la mise en œuvre d'un contrat territoire lecture (CTL), d'autoriser le Président, ou son représentant, le Vice-Président délégué à la culture, à solliciter auprès de l'État les subventions correspondantes, à signer le contrat territorial lecture ci-joint ainsi que tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Contrat Territoire Lecture permettra la mise en œuvre d'une politique culturelle Métropolitaine en matière de lecture publique.
- Qu'il convient d'approuver les objectifs du Contrat Territoire Lecture.

Délibère

Article 1 :

Sont validés les cinq objectifs du Contrat Territoire Lecture énoncés ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvé le présent Contrat Territoire Lecture 2018 – 2020.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de l'État les subventions correspondantes.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce Contrat Territoire Lecture et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-4254/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement " Participation d'équipement régie culturelle " à l'Etat spécial de Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/7477/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement.

Suite à des problèmes techniques, la Régie Culturelle a dû faire procéder au changement des systèmes de projection numérique dans certains cinémas du territoire. De plus, l'évolution des billetteries cinémas et théâtres a généré l'acquisition de nouvelles machines de caisses et imprimantes.

L'opération d'investissement n° 2017500800, participation d'équipement régie culturelle, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175151 BP – Culture du programme « Autres services d'intérêt métropolitain » de la Métropole doit être révisée pour un montant de 25 000 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017500800 de 700 000 € TTC avant révision à 725 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 25 000 € TTC de l'opération « Participation d'équipement régie culturelle » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 25 000 € TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017500800 « Participation d'équipement régie culturelle » rattachée au programme n° 15 « Autres services d'intérêt métropolitain » code AP 175151 BP – Culture.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2018 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 175 000 € TTC

CP 2018 : 200 000 € TTC

CP 2019 : 175 000 € TTC

CP 2020 : 175 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-4255/18/CM

■ Approbation des redevances d'occupation d'équipements du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer MET 18/7780/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est depuis le 1^{er} janvier 2016 propriétaire des équipements suivants, sis dans le périmètre du complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

- la salle polyvalente, n° d'inventaire 1640
- la halle des sports, n° d'inventaire 1640
- le dojo, n° d'inventaire 1640
- les parkings extérieurs, n° d'inventaire 1640 et 5560
- l'espace sportif spécialisé René ARNAUD, n° d'inventaire 9542
- le stade de football, n° d'inventaire 5560

Pour rappel, par délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé la délégation de gestion des équipements au Territoire Istres-Ouest Provence.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par des personnes privées souhaitant utiliser, à titre ponctuel, un ou plusieurs équipements du complexe sportif Parsemain pour y organiser diverses manifestations.

Suivant les dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

A cet effet, par les délibérations n° 382/06 du 23 juin 2006, n° 128/11 du 28 avril 2011 et n° 536/12 du 18 décembre 2012, le Conseil Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé les redevances d'occupation d'équipements du domaine public situés sur le complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

Aujourd'hui, il convient d'actualiser les tarifs pour l'ensemble des équipements du complexe sportif Parsemain dans une grille unique.

En conséquence, les propositions tarifaires sont :

CATEGORIE D'USAGER	TARIFS JOURNALIERS					
	HALLE POLYVALENTE	SALLE POLYSPORTIVE	DOJO	ESPACE RENE ARNAUD	STADE PARSEMAIN (hors tribune d'honneur)	1 PLACE PARKING ou 2,5 MIL
Les associations ayant leur siège sur le territoire métropolitain et les organismes privés à caractère sportif accueillis à résidence	930,17 €	647,41 €	322,46 €	430,56 €	1 030,56 €	0,88 €
Les comités d'entreprises de moins de 50 salariés ayant leur siège sur le territoire métropolitain	1 185,96 €	825,44 €	411,14 €	548,97 €	1 313,96 €	1,13 €
Les associations ayant leur siège hors du territoire métropolitain	1 660,35 €	1 155,62 €	575,60 €	768,55 €	4 637,52 €	1,58 €
Les comités d'entreprises de plus de 50 salariés ayant leur siège sur le territoire métropolitain	1 581,28 €	1 100,59 €	548,19 €	731,96 €	5 152,80 €	1,50 €
Les autres organismes privés	2 046,37 €	1 424,29 €	709,42 €	947,24 €	13 397,28 €	1,94 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 536/12 du 18 décembre 2012 du SAN Ouest Provence relative à la

redevance d'occupation de l'équipement
du complexe sportif Parsemain à Fos-sur-
Mer ;

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 536/12 du 18 décembre 2012 du SAN Ouest Provence relative à la redevance d'occupation de l'équipement du complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des redevances d'occupation d'équipements du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le complexe sportif Parsemain à Fos-sur-Mer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.